

ARCHIVES  
DIPLOMATIQUES

1894



Digitized by the Internet Archive  
in 2024

# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL  
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

**M. LOUIS RENAULT**

Professeur de Droit des gens  
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques  
Membre de l'Institut de Droit international

---

DEUXIÈME SERIE

---

TOME L

AVRIL, MAI, JUIN

---

PARIS

---

KRAUS REPRINT  
A Division of  
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED  
Nendeln/Liechtenstein  
1970

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

DE LA DIPLOMATIE

DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

DE LA DIPLOMATIE

DE LA DIPLOMATIE

DE LA DIPLOMATIE

DE LA DIPLOMATIE

Reprinted from a copy in the collections of the  
University of Illinois Library

DIPLOMATIE

TOME I

1789-1804

PARIS

DE LA DIPLOMATIE

DE LA DIPLOMATIE

DE LA DIPLOMATIE

Printed in Germany  
Lessingdruckerei Wiesbaden



# ARCHIVES DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

#### ALLEMAGNE — RUSSIE

##### Traité de commerce et de navigation.

29 janvier/10 février 1894.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand, d'une part, et Sa Majesté l'Empereur de Russie, d'autre part, désirant développer les relations commerciales entre la Russie et l'Allemagne, ont résolu de conclure un traité de commerce et de navigation entre les deux Pays et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur de Russie, M. le Comte Paul Schouvaloff, son Aide de Camp Général, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, et M. Basile Timiriaseff, son Conseiller d'Etat actuel, Vice-Directeur du Département du Commerce et des Manufactures du Ministère des Finances ;

Et Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, M. Léon Comte de Caprivi, son Chancelier de l'Empire, Ministre d'Etat et des Affaires étrangères, en Prusse, et M. Max, Baron de Thielmann, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, à Hambourg ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes, établis dans le territoire de l'autre Partie ou y résidant temporairement, y jouiront, relativement à l'exercice du commerce et de l'industrie, des mêmes droits et n'y seront soumis à aucune imposition plus élevée ou autre que les nationaux. Ils bénéficieront, sous tous les rapports, dans le territoire de l'autre partie, des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions que les ressortissants du Pays le plus favorisé.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations qui précèdent ne déro-

gent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police, qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Pays contractants et applicables à tous les étrangers.

Art. 2. — Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes auront, dans le territoire de l'autre, le droit d'acquérir et de posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière que les lois du Pays permettent ou permettront aux ressortissants de toute autre nation étrangère d'acquérir et de posséder. Ils pourront en disposer par vente, échange, donation, mariage, testament ou de quelque autre manière, ainsi qu'en faire l'acquisition par héritage, dans les mêmes conditions, qui sont ou seront établies à l'égard des sujets de toute autre nation étrangère, sans être assujettis, dans aucun des cas mentionnés, à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis sur les nationaux.

Ils pourront de même, en se conformant aux lois du Pays, exporter librement le produit de la vente de leur propriété et leurs biens en général, sans être assujettis, comme étrangers, à des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux auraient à acquitter en pareille circonstance.

Ils auront le droit, en se conformant aux lois du Pays, d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre, et, à cet égard, ils jouiront de tous les droits et immunités des nationaux, et, comme ceux-ci, ils auront la faculté de se servir, dans toute cause, des avocats, avoués et agents de toutes classes autorisés par les lois du Pays.

Art. 3. — Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de toute fonction officielle obligatoire judiciaire, administrative ou municipale quelconque, celle de la tutelle exceptée, de tout service personnel dans l'armée, la marine, la réserve de terre et de mer et la milice nationale, ainsi que de tous les impôts, emprunts forcés, réquisitions et prestations militaires de tout genre qui seraient imposés en cas de guerre ou par suite de circonstances extraordinaires; toutefois, sont exceptées les charges qui sont attachées à la possession, à titre quelconque, d'un bien-fonds, ainsi que l'obligation du logement militaire et d'autres prestations spéciales pour la force militaire, auxquelles les nationaux et les ressortissants de la nation la plus favorisée sont soumis comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Art. 4. — Les Sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles ou financières, domiciliées dans l'un des deux Pays et à condition qu'elles y aient été valablement constituées, conformément aux lois en vigueur, seront reconnues comme ayant l'existence légale dans l'autre pays, et elles y auront notamment le droit d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

Il est entendu, toutefois, que la stipulation qui précède ne concerne point la question de savoir si une pareille Société constituée dans l'un des deux Pays sera admise ou non dans l'autre Pays pour y exercer son commerce ou son industrie, cette admission restant toujours soumise aux prescriptions qui existent ou existeront à cet égard dans ce dernier Pays.



En tout cas, lesdites Sociétés et Associations jouiront dans l'autre Pays des mêmes droits qui sont ou seraient accordés aux Sociétés similaires d'un Pays quelconque.

Art. 5. — Les Parties contractantes s'engagent à n'empêcher le commerce réciproque entre les deux Pays par aucune prohibition d'importation ou d'exportation, et à admettre le transit libre, à l'exception des voies qui ne sont ou ne seront pas ouvertes à ce dernier.

Des exceptions ne pourront avoir lieu que pour les articles qui, sur le territoire de l'une ou de l'autre des Parties contractantes, font ou feront l'objet d'un monopole de l'Etat, ainsi que pour certains articles qui, pour des motifs d'hygiène, de police vétérinaire et de sécurité publique ou pour d'autres considérations de haute gravité, pourraient être l'objet de mesures de prohibition exceptionnelles.

Art. 6. — Les produits du sol et de l'industrie de la Russie qui seront importés en Allemagne, et les produits du sol et de l'industrie de l'Allemagne qui seront importés en Russie, destinés, soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement et ne seront passibles de droits ni plus élevés, ni autres que les produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports. Nommément, toute faveur, toute immunité et toute réduction des droits d'entrée inscrits au tarif général ou aux tarifs conventionnels, que l'une des Parties contractantes accordera à une tierce Puissance, à titre permanent ou temporairement, sera immédiatement et sans condition étendue aux produits du sol et de l'industrie de l'autre.

Art. 7. — Les produits du sol et de l'industrie de l'Allemagne, énumérés dans le tarif *A* joint au présent traité, à leur importation en Russie, et les produits du sol et de l'industrie de la Russie énumérés dans le tarif *B*, joint au présent traité, à leur importation en Allemagne, ne seront assujettis à des droits d'entrée autres ni plus élevés que ceux fixés dans lesdites annexes.

Si l'une des Parties contractantes venait à établir un nouvel impôt intérieur ou accise prélevé au profit de l'Etat ou un supplément d'un pareil impôt intérieur ou d'accise sur un article de production ou de fabrication nationale compris dans le tarif *A* ou *B* annexé au présent traité, l'article similaire pourra être grevé, à l'importation, d'un droit égal ou correspondant, mais à condition que ce droit soit le même pour les provenances de tous les Pays.

Art. 8. — Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou des corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire d'une des Parties contractantes, ne frapperont sous aucun prétexte les produits de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits similaires indigènes.

Art. 9. — Il ne sera perçu d'autres, ni de plus hauts droits de sortie sur les produits exportés de l'un des deux Pays dans l'autre, que ceux appliqués à l'exportation des mêmes objets vers le Pays le plus favorisé à cet égard. De même, toute autre faveur accordée par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance à l'égard de l'exportation, sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

Art. 10. — Les marchandises de toute nature traversant le territoire de l'un des deux Pays par une voie commerciale ouverte au transit,

seront réciproquement exemptes de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles soient déchargées, déposées et rechargées.

Art. 11. — Ne sont pas censées déroger aux dispositions du présent traité :

1° Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic local d'une zone frontière s'étendant jusqu'à quinze kilomètres de largeur ;

2° Les faveurs accordées par l'Allemagne, par suite de l'union douanière existante, au Grand-Duché de Luxembourg et aux communes autrichiennes de Jungholz et de Mittelberg, auxquels les dispositions du présent traité seront applicables ;

3° Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement, relativement à l'importation ou à l'exportation, aux habitants du Gouvernement d'Arkhangel, ainsi que pour les côtes septentrionales et orientales de la Russie d'Asie (Sibérie).

Il est bien entendu, en outre, que les dispositions des art. 6, 9 et 10 du présent traité ne s'appliquent ni aux stipulations spéciales contenues dans le traité passé entre la Russie et la Suède et la Norvège, le 26 avril (5 mai) 1838, ni à celles qui sont ou seront relatives au commerce avec les Etats et Pays limitrophes de l'Asie, et que ces stipulations ne pourront, dans aucun cas, être invoquées pour modifier les relations de commerce et de navigation établies entre les deux Parties contractantes par le présent traité.

Art. 12. — Les négociants, les fabricants et autres industriels qui prouveront par la possession d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leur Pays qu'ils sont autorisés à exercer une industrie dans l'Etat où ils ont leur domicile pourront, soit personnellement, soit par des commis-voyageurs à leur service, faire des achats et, même en portant des échantillons avec eux, rechercher des commandes dans le territoire de l'autre Partie contractante. Lesdits négociants, fabricants et autres industriels ou commis-voyageurs seront traités réciproquement dans les deux Pays, en ce qui concerne les passeports et le paiement des taxes frappant l'exercice du commerce, sur le pied de la Nation la plus favorisée.

Les industriels (commis-voyageurs), qui seront munis d'une carte de légitimation, pourront avoir avec eux des échantillons, mais point de marchandises. Les objets passibles d'un droit de douane qui seront importés comme échantillons par lesdits voyageurs seront de part et d'autre admis en franchise de droit d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, s'ils n'ont pas été vendus, soient réexportés dans un délai fixé à l'avance et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit, du reste, le bureau par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons devra être garantie dans les deux Pays à l'entrée, soit par le dépôt du montant des droits de douane respectifs, soit par cautionnement.

Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation, du modèle de ces cartes, ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.



Les ressortissants de l'une des Parties contractantes se rendant aux foires ou marchés sur les territoires de l'autre, à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits, seront réciproquement traités comme les nationaux et ne seront pas soumis à des taxes plus élevées que celles perçues de ces derniers.

Art. 13. — Les navires allemands et leurs cargaisons seront traités en Russie, et les navires russes et leurs cargaisons seront traités en Allemagne absolument sur le pied des navires nationaux et de leurs cargaisons, quel que soit le Pays de départ des navires ou leur destination et quelle que soit l'origine des cargaisons ou leur destination.

Tout privilège et toute franchise accordés à cet égard à une tierce Puissance par une des Parties contractantes sera accordé à l'instant même et sans condition à l'autre.

Toutefois, il est fait exception aux dispositions précédentes en ce qui concerne :

a) Les avantages particuliers dont la pêche nationale et ses produits sont ou pourront être l'objet dans l'un ou l'autre Pays ;

b) Les faveurs actuellement accordées, ou qui pourraient être accordées ultérieurement à la marine marchande nationale.

Les dispositions du présent traité ne sont point applicables au cabotage, lequel continue à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux Pays. Toutefois, les navires russes et allemands pourront passer d'un port de l'un des deux Pays contractants dans un ou plusieurs ports du même Pays, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement pour une destination étrangère.

Art. 14. — La nationalité des bâtiments sera admise, de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque Pays, au moyen des titres et patentes se trouvant à bord et délivrés par les autorités compétentes.

Les certificats de jaugeage délivrés par l'une des Parties contractantes seront reconnus par l'autre d'après les arrangements spéciaux convenus ou à convenir entre les deux Parties contractantes.

Art. 15. — Les navires allemands entrant dans un port de Russie et réciproquement les navires russes entrant dans un port d'Allemagne, qui n'y viendraient que pour compléter leur chargement ou décharger une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des Pays respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même Pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

Art. 16. — Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports de chacun des deux Pays :

1° Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest ;

2° Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Pays dans un ou plusieurs ports du même Pays, justifieront avoir acquitté déjà ces droits dans un autre port du même Pays ;

3° Les navires qui, entrés avec un chargement dans un port, soit

volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Cette exemption ne s'étendra pas aux droits de phare, de pilotage, de remorquage, de quarantaine et autres droits payables par corps de bâtiment pour les services et l'outillage, établis dans l'intérêt de la circulation, et imposés également aux bâtiments indigènes et à ceux appartenant à la Nation la plus favorisée.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 17. — En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des Parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des Pays respectifs accorde à ses propres navires en pareilles circonstances. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa cargaison.

Les Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées ne seront sujettes au paiement d'aucun droit de douane, à moins qu'on ne les destine à la consommation intérieure.

Art. 18. — Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes auront réciproquement le droit de faire usage, aux mêmes conditions et contre paiement des mêmes droits que les nationaux, des chaussées et routes, des canaux, écluses, bacs, ponts et ouvertures de ponts, des ports et quais de débarquement, des voies d'eau et passes marquées et éclairées, du service du pilotage, des grues, balances et bascules, des dépôts, des établissements et institutions destinés au sauvetage et à la mise en sûreté des charges des navires et des autres établissements et institutions de ce genre, en tant qu'ils sont destinés au service du public et à l'usage du commerce en général, qu'ils soient administrés par l'Etat ou par des particuliers autorisés par l'Etat.

Ces droits ne seront prélevés que pour l'utilisation réelle et effective, à la réserve toutefois des dispositions contraires admises pour le service du pilotage et de l'éclairage maritime.

Art. 9. — Les deux Parties contractantes se réservent la liberté de régler, par voie autonome, les tarifs de transport de leurs chemins de fer.

Toutefois, il ne sera fait de différence, ni quant au prix de transport, ni quant au temps et au mode de l'expédition, entre les habitants des territoires des Parties contractantes. Notamment, les envois de marchandises venant de Russie et dirigés sur une station allemande, ou transitant par l'Allemagne, ne seront pas passibles de tarifs de transports, sur les chemins de fer allemands, plus élevés que ceux appliqués dans la même direction et entre les mêmes stations des chemins de fer allemands aux marchandises similaires allemandes ou étrangères. Il en sera de même, quant aux chemins de fer russes, pour les envois de marchandises venant d'Allemagne et dirigés sur une station russe ou transitant par la Russie.



Des exceptions ne pourront avoir lieu que pour les transports à prix réduit pour cause d'intérêt public ou de charité.

Art. 20. — Le présent traité entrera en vigueur le 8 (20) mars 1894 ou plus tôt si faire se peut, et restera exécutoire jusqu'au 18 (31) décembre 1903.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'échéance de ce dernier terme, son intention de faire cesser les effets du traité, celui-ci continuera à être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 21. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées, à Berlin, aussitôt que possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Berlin, le 29 janvier (10 février) 1894.

(L. S.) Signé : Comte Paul Schouvaloff.  
 — — — Léon Comte de Caprivi.  
 — — — Basile Timiriaseff.  
 — — — Max Baron de Thielmann.

# **Tarif A annexé au traité de commerce et de navigation conclu entre la Russie et l'Allemagne.**

Articles du tarif général russe. (11 juin 1891.)	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Droits en Rbl. Cop. or.
TABLEAU DES DROITS D'ENTRÉE		
ex 4	Fécule de pommes de terre (poud) . . . . .	» 60
	Amidon de toute espèce; dextrine . . . . .	1 15
<i>Ex remarque.</i> — Les amidons de toute espèce et la dextrine, importés en paquets, boîtes et autres enveloppes de petite dimension, y compris le poids de l'emballage intérieur un droit de 1 r. 30 cop. or par poud.		
ex 5	1. Légumes communs non préparés; oignon et ail en gousses. . . . .	exempts
	in 3. Chicorée en racines ou hachée, séchée ou non séchée (poud brut) . . . . .	» 40
ex 6	ex 4. Fruits frais (poud brut) . . . . .	» 60
ex 26	1. Houblon (poud) . . . . .	3 50
ex 32	Eaux minérales, naturelles ou artificielles (le cruchon ou la bouteille) . . . . .	» 3 1/2
ex 35	Fromage (poud) . . . . .	5 40
ex 46	ex 2. Objets en soies de porc montés en bois commun sans placage; pinceaux en soies de porc et tous autres pour peinture (poud) . . . . .	2 50
ex 55	2. Maroquin peau glacée, chevreau, chagrin; peau de tout genre avec ornements pressés; peaux vernies, petites (poud) . . . . .	12 »
	in 3. Courroies de transmission pour machines, non cousues; brides de chasse de métiers à tisser; petites courroies rondes de transmission (poud) . . . . .	6 »
	4. Peaux vernies, grandes (poud) . . . . .	6 80



*Remarque.* — Les rognures et les morceaux de peaux préparées, à moins qu'ils ne soient découpés pour faire des chaussures ou de petits ouvrages, acquittent les mêmes droits que les peaux dont proviennent lesdits morceaux et rognures.

ex 56.	in 2.	Peaux de rats musqués (poud) . . . . .	6 60
	ex 4.	Peaux de renard (hormis celles dénommées à l'alinéa 1 du présent article) et morceaux de ces peaux (poud) . . . . .	12 »
ex 57	3.	Gants en peau de toute espèce (livre). . . . .	2 55
		Ouvrages en peau de chamois, en peau glacée, en maroquin, en parchemin, hormis les chaussures et les appareils de chirurgie (liv.).	2 »
	in 3.	Carnets et portefeuilles en cuir, en peau de chamois, en peau glacée, en maroquin, en parchemin (livre) . . . . .	» 70

*Remarque à l'alinéa 5.* — Les droits fixés au présent alinéa sont appliqués à tous les ouvrages y mentionnés, même dans le cas où ces ouvrages contiennent de la soie ou de la demi-soie comme garniture pour ornement.

ex 61	1.	Ouvrages de menuisier et de tourneur, en bois commun, non vernis, non polis, sans placage; chevilles ou clous en bois à l'usage des cordonniers (poud) . . . . .	» 55
	2.	Ouvrages de menuisier et de tourneur, en bois non commun, même non vernis et non polis; ouvrages de menuisier et de tourneur, en bois commun, vernis, polis, avec placage; meubles en hêtre courbé, non cannés et non garnis, montés et non montés (poud). . . . .	1 80
	3.	Ouvrages de tout genre en bois sculpté (hormis ceux dénommés à l'alinéa 4 du présent article); ouvrages de menuisier et de tourneur dorés, argentés et bronzés, ou avec ornements dorés, argentés et bronzés (poud). . . . .	4 10
ex 62	ex 2.	Graines de betterave (poud brut) . . . . .	» 10
ex 63	ex 4.	Ciments de toutes dénominations (de Portland, artificiel ou naturel, romain, mélangé, ciment de scories et tous autres); briques, dalles et tuyaux en ciment (poud). . . . .	» 8
ex 68		Ambre jaune (hormis celui spécialement dénommé) (poud). . . . .	2 10
ex 74		Poterie de terre commune et de terre réfractaire:	
	1.	Vaisselle et objets de toute espèce (hormis les tuyaux et les ouvrages spécialement dénommés) sans ornements ni peinture, même si lesdits objets et vaisselle sont émaillés et vernissés, briques et tuiles émaillées et vernissées (poud). . . . .	» 25
		Carreaux de terre cuite pour dallage et pour revêtement de murs, pièces (unies) de terre cuite pour poêles, parties saillantes en terre cuite desdits poêles (crêtes et autres), même émaillés et vernissés et ornés de moulures en relief faites à la forme — unicolores; cruchons de grès pour eaux minérales, même	

		émaillés et vernissés, mais sans peinture, sculpture ni dorure (poud). . . . .	» 20
	2.	Vaisselle et objets de toute espèce (hormis les tuyaux et les ouvrages spécialement dénommés) avec ornements, peinture, sculpture, dorure (poud). . . . .	» 60
		Carreaux de terre cuite pour dallage et pour revêtement de murs, pièces (unies) de terre cuite pour poêles, parties saillantes en terre cuite desdits poêles (crêtes et autres), même émaillés et vernissés et ornés de moulures en relief faites à la forme — multicolores (poud). . . . .	» 50
	in 3.	Carreaux de terre cuite pour dallage et revêtement de murs, pièces unies et parties saillantes (crêtes et autres) en terre cuite pour poêles — avec dorure ou sculpture (poud). . .	1 50
ex 75	2.	Ouvrages en faïence avec dessins, bords, bordures d'une seule couleur; ouvrages en faïence coloriés autrement qu'en pâte (poud). . .	1 25
	3.	Les mêmes, avec peinture, dorure et dessins de diverses couleurs (poud). . . . .	3 30
ex 76	ex 1.	Majolique de toute espèce, même avec ornements moulés (poud). . . . .	3 30
ex 77	ex 2.	Objets, hormis ceux spécialement dénommés, en verre blanc et demi-blanc et en cristal, non polis, non taillés ailleurs que sur fonds, bords, goulots, bouchons et couvercles, et avec chiffres et dessins moulés ou pressés, mais sans autres ornements : b) Soufflés (unis) (poud). . . . .	3 20
	3.	Ouvrages en verre blanc non coloriés et en cristal, polis, taillés, mais sans ornements (poud). . .	4 80
	in 5.	Ornements en verre pour arbres de Noël, même coloriés, dorés, argentés, avec parties (inséparables) métalliques ou autres pour suspendre lesdits ornements (crochets ou agrafes, fils) (poud). . . . .	10 »
ex 79	ex 1.	Houille, charbon de tourbe et de bois, tourbe, importés par la frontière occidentale de terre (poud). . . . .	» 1
	ex 2.	Coke importé par la frontière occidentale de terre (poud). . . . .	» 1 1/2
ex 96	2.	Spath pesant et whitérite natifs, moulus (poud)	» 50
	3.	Baryte : sulfate de baryte (blanc fixe) et carbonate de baryte, artificiels (poud). . . . .	» 80
ex 100	ex 1.	Sels d'acide chromique solubles dans l'eau (bichromate de potasse, chromate de potasse neutre, chromate de soude) (poud). . . . .	2 14
ex 108	ex 6.	Acide tannique (tannin) (poud). . . . .	5 »
ex 109	2.	Couperose de cuivre, hormis la couperose anhydre, couperose de Salzbourg (mélange de sulfates de fer et de cuivre), couperose de zinc ou blanche; chlorure de zinc (poud). . .	» 80
ex 111		Tartre stibié (émétique) (poud). . . . .	3 »
112		Produits chimiques et pharmaceutiques non spécialement dénommés (poud brut). . . . .	1 50
113		Médicaments composés (préparés), dont l'im-	

		portation est autorisée d'après des listes spéciales (poud brut). . . . .	16 »
ex 125	2.	c) Craie lavée ou ayant subi l'opération du délayage; craie et talc moulus (poud brut) .	» 12
131		Blanc de plomb (céruse) et blanc de zinc (poud). . . . .	» 50
132		Minium de plomb (poud). . . . .	» 35
133		Couleurs à base de cuivre (hormis le vert-de-gris) et d'arsenic (poud). . . . .	3 »
		Vert-de-gris (acétate basique de cuivre) (poud)	3 60
135		Substances tinctoriales (pigments), préparées avec les produits de la distillation du goudron de houille; alizarine, extrait de garance, laque de garance ou d'alizarine; carmin de cochenille, laque carminée; indigotine (extrait d'indigo à l'état sec) (poud) . . . . .	14 »
		<i>Remarque.</i> — Les substances tinctoriales mélangées avec des matières non colorantes, telles que, par exemple, l'argile et l'huile, acquittent les droits portés à l'art. 137, lorsque les substances tinctoriales n'entrent pas pour plus de 10 0/0 dans le poids total du mélange.	
in 139		Couleurs fines dites pour miniature, sur godets et soucoupes de faïence ou de porcelaine, en tubes et dans les capsules d'étain; encre de Chine liquide en flacons (poud). . . . .	5 »
ex 139		Fonte en saumon, en débris et limaille :	
	ex 1.	De toute sorte, hormis celle spécialement dénommée, importée par la frontière occidentale de terre (poud). . . . .	» 30
140		Fer :	
	1.	En barres, fer marchand de toute sorte, hormis celui dénommé ci-dessous, fer en gueuses, blocs puddlés, en débris et milbars; fer en poudre (poud) . . . . .	» 50
	2.	Rails en fer, même perforés et avec rainures (poud). . . . .	» 50
	3.	En feuilles de toute sorte, jusqu'au n° 25 inclusivement du calibre de Birmingham; en plaques d'une largeur de plus de 18 pouces; fer marchand de toute espèce d'une largeur ou d'une hauteur de plus de 18 pouces, ainsi que d'une épaisseur ou d'un diamètre de 7 pouces et au-dessus; fer façonné (fer à T et à double T, à barrots, à Z et d'autres profils compliqués, hormis le fer à angles sujet à l'alinéa 1 du présent article); fers minces d'une largeur ou d'un diamètre de plus d'un quart à un demi-pouce inclusivement (poud). . . .	» 65
	4.	En feuilles, au-dessus du n° 25 du calibre de Birmingham (poud). . . . .	» 80
141		Fer-blanc (fer en feuilles étamé), même verni, avec ornements imprimés et irisé (moiré métallique); tôle de fer peinte, vernie, zinguée, cuivrée, nickelée ou recouverte d'autres métaux communs (poud) . . . . .	1 55
142		Acier :	
	1.	En barres, acier marchand de toute sorte, hor-	

		mis celui dénommé ci-dessous; acier en gueuses, ferraille d'acier (poud) . . . . .	» 50
	2.	Rails en acier, même perforés et avec rainures (poud). . . . .	» 50
	3.	En feuilles de toute espèce, jusqu'au n° 25 inclusivement du calibre de Birmingham; en plaques d'une largeur de plus de 18 pouces; acier marchand de toute espèce d'une largeur ou d'une hauteur de plus de 18 pouces, ainsi que d'une épaisseur ou d'un diamètre de 7 pouces et au-dessus; acier façonné (à T et à double T, à barrots, à Z et d'autres profils compliqués, hormis l'acier à angles sujet à l'alinéa 1 du présent article); aciers minces d'une largeur ou d'un diamètre de plus d'un quart à un demi-pouce inclusivement (poud)	» 65
	4.	En feuilles, au dessus du n° 25 du calibre de Birmingham (poud). . . . .	» 80
ex 144	in 2.	Feuilles d'étain minces, pesant un zolotnik et au-dessous par 25 pouces carrés (poud). . .	2 »
ex 146		Plomb :	
ex 147	2.	En rouleaux, feuilles, fil et tuyaux (poud). . .	» 25
		Zinc :	
	1.	En saumons et débris; cendre de zinc (poud).	» 45
	2.	En feuilles, mêmes panées et polies (poud) . .	» 80
ex 148	4.	Or ouvré de tout genre, bijouterie et joaillerie d'or sans pierres, de même qu'avec toute espèce de pierres, perles, etc., véritables ou artificielles (livre). . . . .	35 20
ex 149		Ouvrages en cuivre, alliages de cuivre et autres métaux non précieux et leurs alliages dénommés à l'art. 143 :	
	1.	Ouvrages sans ornements en relief ou gravés et ouvrages estampés, même avec parties en bois, en fer, en fer-blanc, en cuir et autres matières communes (poud) . . . . .	4 32
	2.	Ouvrages avec ornements en relief ou gravés (hormis les ornements estampés), garnis ou non garnis, recouverts ou non recouverts de patine, montés ou non montés (poud) . . . .	13 60
		<i>Remarque.</i> — Les cuillers et les fourchettes de métal anglais, fondues, unies, pressées, estampées, mais non gravées, même avec noyaux de fer ou d'acier, acquittent les droits de l'alinéa 1 du présent article.	
ex 150	1.	Pièces en fonte sans retouche (poud) . . . . .	» 60
	3.	Ouvrages en fonte façonnés, polis, planés, peints, bronzés, étamés recouverts de vernis, d'émail (hormis la vaisselle), de zinc ou d'autres métaux communs, même avec parties de bois, de cuivre ou d'alliages de cuivre (poud). . .	1 40
151		Ouvrages en fer et en acier, forgés, estampés, pressés, fondus — non limés ou limés sur les bords et les côtés, mais sans autre retouche, hormis ceux spécialement dénommés; clous forgés (poud) . . . . .	1 40
152		Ouvrages de chaudronnerie en fer et en acier, tels que chaudières, réservoirs, bassins, cais-	



	ses, ponts, tuyaux, ainsi que les ouvrages de tout genre en tôle de fer et tôle d'acier, hormis ceux spécialement dénommés (poud) . .	1 40
ex 153	Ouvrages en fer et en acier, hormis ceux spécialement dénommés, façonnés, tournés, polis, taillés, bronzés ou ayant subi quelque autre façon, avec ou sans parties en bois, cuivre ou alliages de cuivre, pesant par pièce :	
	1. Plus de 5 livres (poud) . . . . .	1 40
	2. 5 livres et moins (poud) . . . . .	2 20
ex 154	Ouvrages en fer-blanc :	
	1. De tout genre; ouvrages en tôle de fer, recouverts de vernis, d'émail, de zinc, d'étain, de nickel et d'autres métaux communs, ainsi que les ouvrages couverts d'une couche de peinture, hormis ceux auxquels s'applique l'alinéa 2 du présent article (poud) . . . . .	2 25
155	Fil d'archal :	
	1. En fer et en acier :	
	a) d'une épaisseur ou d'un diamètre à partir de 1/4 de pouce jusqu'au n° 25 inclusivement du calibre de Birmingham (poud) . . . . .	1 »
	b) au-dessus du n° 25 jusqu'au n° 29 inclusivement (poud) . . . . .	1 50
	c) plus fin que le n° 29 (poud) . . . . .	2 »
	2. En cuivre, en alliages de cuivre et en toute espèce d'alliages de métaux non précieux :	
	a) d'une épaisseur ou d'un diamètre à partir de 1/2 pouce jusqu'au n° 25 inclusivement du calibre de Birmingham (poud) . . . . .	4 »
	ex a) câbles électriques de toute espèce . . . . .	2 »
	b) au-dessus du n° 25 jusqu'au n° 29 inclusivement (poud) . . . . .	5 »
	c) plus fin que le n° 29 (poud) . . . . .	6 »
	<i>Remarque.</i> — Tout fil d'archal étamé, recouvert de zinc ou d'autres métaux communs, acquitte les droits d'entrée d'après les alinéas correspondants du présent article avec une majoration de 25 0/0.	
ex 155	Ouvrages en fil d'archal :	
ex 1.	En fil de fer et d'acier :	
	in a) fil de fer et d'acier, même étamé et zingué, recouvert de matières textiles ou de gutta-percha (poud) . . . . .	3 20
	b) rubans de cardes et cardes de tout genre (poud) . . . . .	3 20
ex 2.	En cuivre et en alliages de cuivre :	
	ex b) fil d'archal jusques et y compris le n° 29 du calibre de Birmingham, recouvert de matières textiles ou de gutta-percha (poud) . . . . .	7 50
	<i>Remarque.</i> — Le fil d'archal recouvert de soie, même mélangée à d'autres matières textiles, acquitte 20 0/0 en sus des droits fixés à l'alinéa 1 a et à l'alinéa 2 b du présent article.	
ex 158	Coutellerie :	
	1. De toute espèce, montée en matières communes; ciseaux (hormis les ciseaux à tondre les moutons), petites pinces, lames de couteaux	

	et fourchettes sans manches, non façonnés ou façonnés (poud) . . . . .	13 60
160	Faulx et faucilles, hache-paille et serpes, ciseaux à tondre les moutons, bèches, pelles, rateaux, houes et fourches (poud). . . . .	1 10
161	Outils pour arts, métiers, fabriques et usines (poud) . . . . .	1 10
ex 163	3. Ouvrages en étain, en zinc et leurs alliages, recouverts de cuivre, d'alliages de cuivre, de nickel (hormis les ouvrages qui se rapportent à l'art. 215) (poud). . . . .	4 32
167	Machines, appareils et leurs modèles, — complets ou non complets, montés ou non montés :	
	1. De toute espèce, en cuivre et alliages de cuivre, ou dans le poids desquels le cuivre entre pour la plus grande partie (poud) . . . . .	4 32
	2. Gazomètres, compteurs à eau, moteurs à gaz, à air chaud, à pétrole; machines magnéto, machines dynamo-électriques de toute sorte; machines à coudre, à tricoter; locomobiles (hormis celles dénommées à l'alinéa 5), tenders, pompes à incendie (hormis celles dénommées à l'alinéa 3); machines de toute sorte non spécialement dénommées en fonte, fer, acier, — avec ou sans parties en autres métaux (poud) . . . . .	1 40
	3. Locomotives de chemins de fer ou routières, wagons-locomotives, wagonnettes à vapeur, pompes à incendie à vapeur (poud) . . . . .	1 80
	4. Machines et appareils agricoles non pourvus de moteurs à vapeur et non spécialement dénommés, ainsi que leurs modèles (poud). . .	» 50
	5. Locomobiles importées avec batteuses à système compliqué (poud). . . . .	1 20
	<i>Remarque.</i> — Les parties de machines et d'appareils, importées séparément des machines et des appareils, acquittent : a); celles en cuivre ou alliages de cuivre — un droit d'entrée de 4 r. 32 cop. or par poud, b); celles en fonte, fer et acier — un droit d'entrée de 4 r. 40 cop. or par poud.	
168	Balances avec leurs accessoires; parties de balances, hormis celles en cuivre et en alliages de cuivre :	
	1. Pour les 3 premiers pouds de chaque balance; poids pour balances (poud) . . . . .	3 »
ex 169	2. Pour chaque poud en sus (poud) . . . . .	1 40
	Appareils et accessoires pour l'éclairage électrique, quand ils sont composés de métal estampé ou repoussé, même décapé, verni ou émaillé — mais non poli — monté en porcelaine, verre, bois et autres matières communes (poud). . . . .	6 »
ex 171	Horlogerie :	
	ex 1. Mouvements :	

b) pour horloges, pendules de cheminée, de voyage et de table, importés sans leurs cages ou boîtes ou séparément de leurs cages ou boîtes, acquittent par pièce 1 r. or et, en outre, par livre . . . . . » 50

*Remarque 1.* — Les horloges, pendules de cheminée, de voyage et de table, dont les mouvements ne peuvent, sans l'aide d'un instrument, être séparés de leurs cages ou boîtes, acquittent les droits d'après la matière de la cage et, en outre, elles sont sujettes à un droit d'entrée de 1 r. 50 cop. or par pièce pour le mouvement.

*Remarque 3.* — Les mécanismes d'horlogerie du système dit américain, c'est-à-dire avec platines et roues estampées et même brunies et vernies, mais non polies, avec pignons non taillés, acquittent 60 cop. or par pièce, sans qu'il soit rien perçu pour le poids. Les horloges et pendules ayant un mécanisme du type ci-dessus, lorsque le mécanisme ne peut être séparé de sa cage sans l'aide d'un instrument, acquittent les droits au poids d'après la matière de la cage et, en outre, acquittent 60 cop. or par pièce pour chaque mécanisme.

ex 172	6.	Pièces (parties) d'horlogerie de toute sorte, non assemblées (livre) . . . . .	» 50
	1.	Pianos à queue; orgues non portatives de toute espèce (pièce). . . . .	112 »
	2.	Pianos (pièce). . . . .	64 »
	4.	Instruments de musique de tout genre non spécialement dénommés; accessoires d'instruments de musique, importés séparément, tels que: archets, cordes en boyau et en soie (les cordes métalliques sont sujettes aux droits de l'art. 155), claviers, martelets (les chevilles pour pianos sont sujettes aux droits de l'art. 156, alinéa 3), métronomes, diapasons, crans, etc. (livre). . . . .	» 10
ex 177	in 3.	Cols, manchettes, plastrons (devant de chemise) en papier, même recouverts d'un côté ou des deux côtés d'un tissu de coton blanc ou imprimé, sans traces de couture, conjointement avec le poids des boîtes ou cartons dans lesquels ces objets sont contenus (poud) . . . .	2 40
	4.	Papier collé de toute espèce, hormis celui spécialement dénommé, blanc ou coloré en pâte, sans ornements; cahiers avec couverture (mais non reliés); carton Bristol et autre de toute espèce satiné et poli — en rouleaux, en feuilles et découpé en bandes ou en cartes de visite; bobines en papier pour pelotonner le fil; papier collé sur tissu à clairevoie, sur toile ou sur gros calicot; tissu transparent à calquer (poud) . . . . .	3 30
	6.	Papier à écrire, pour ouvrages de typographie, de lithographie, de reliure et de confiserie, avec ornements, tels que: dorure, argenture, bronzage, impressions, découpage, en dentelles, dessins, appliques, bordures, armoiries, chiffres, images, etc., papier à cigaret-	



	tes, papier fin à envelopper, dit de Chine; papier colorié sur un côté ou sur les deux côtés (mais non colorié en pâte); ouvrages en papier : enveloppes, abat-jours, fleurs artistiques en papier et autres (poud) . . . . .	8 75
ex 178	7. Oléographies et chromolithographies (poud) . . . . .	5 »
	2. Musique, cartes géographiques et plans, reproduits au moyen de l'imprimerie, de la lithographie ou de la photographie (poud) . . . . .	3 20
ex 186	Laine peignée, filée et torsée :	
	1. Peignée :	
	a) non teinte (poud) . . . . .	4 50
	b) teinte (poud) . . . . .	6 »
	2. Laine filée avec ou sans mélange de coton, de lin ou de chanvre :	
	a) non teinte (poud) . . . . .	8 50
	b) teinte (poud) . . . . .	9 80
	3. Laine retorse (en deux bouts et plus) :	
	a) non teinte (poud) . . . . .	9 80
	b) teinte (poud) . . . . .	11 40
ex 187	<i>Ex remarques communes aux art. 187 et 188 :</i>	
et 188	2) Les tissus de coton de toute espèce, fichus et mouchoirs, serviettes, nappes et autres semblables, avec dessins ou raies formés de quelques fils supplémentaires de soie, acquittent les droits respectifs des art. 187 et 188 avec une majoration de 50 0/0. Sont exemptes de cette majoration les marchandises qui rentrent dans l'alinéa 4 de l'art. 187 et l'alinéa 4 de l'art. 188.	
192	Tissus de lin, de chanvre, de jute et d'autres matières dénommées à l'art. 179, alinéa 3, — hormis les tissus dénommés aux art. 191 et 193, — avec ou sans mélange de coton, ainsi qu'avec mélange d'oripeau :	
	1. Coutil pour matelas et pour meubles; toiles damassées pour tapis et ameublement et autres tissus épais semblables (livre) . . . . .	» 40
	2. Sergé, croisé, satin, panama, drillings (treillis), coutil, etc., et autres tissus semblables pour vêtements (livre) . . . . .	» 50
	3. Nappes, serviettes et essuie-mains (livre) . . . . .	» 90
	<i>Remarque.</i> — Les tissus dénommés au présent article et contenant de la soie — si la soie n'y entrent que comme dessins ou raies formés par quelques duites ou fils additionnels — acquittent 30 0/0 en sus des droits spécifiés aux alinéas respectifs du présent article.	
ex 197	Velours et peluche, rubans de velours et de peluche avec poil de soie (ou de bourre de soie), ne contenant de la soie (ou de la bourre de soie) ni dans la chaîne ni dans la trame, — même avec une chaîne de lisière de soie ou de demi-soie d'un demi-pouce de largeur au plus, de chaque côté de l'étoffe ou du ruban (livre) . . . . .	3 »
199	Etoffes tissées et tricotées, non spécialement dénommées, en laine ou en poil de chèvre,	

		unies, chinées, avec ou sans mélange de coton :	
		a) de toute espèce, hormis celles dénommées à l'alinéa b (livre) . . . . .	1 05
		b) de laine peignée ou avec mélange de ladite laine (livre) . . . . .	1 05
200		Les mêmes tissus imprimés acquittent 30 0/0 en sus des droits fixés par l'art. 199.	
		<i>Ex remarques communes aux art. 199 et 200 :</i>	
		1. Les étoffes de laine ou de poil de chèvre, avec chaîne ou trame seule en soie, acquittent les droits d'après les articles fixés pour les soieries; celles de ces étoffes qui ne contiennent que des dessins ou des rates formés de quelques fils supplémentaires en soie, acquittent 20 0/0 en sus des droits d'entrée fixés aux présents articles.	
205		Ouvrages tricotés et passementerie :	
	1.	Ouvrages tricotés, même avec traces de couture :	
		a) en soie (livre). . . . .	5 »
		b) en demi-soie (livre). . . . .	1 90
		c) en coton (livre) . . . . .	» 50
		de toute autre espèce (livre). . . . .	» 60
	2.	Cordons et tresses de passementerie, agréments, franges, glands, garnitures et autres ouvrages tressés :	
		a) en soie et en demi-soie (livre). . . . .	1 90
		b) de toute autre espèce (livre). . . . .	» 60
		<i>Remarque.</i> — Les ouvrages dénommés aux alinéas 1c et 2b avec mélange de soie et de clinquant (or ou argent faux) en guise d'ornements acquittent 20 0/0 en sus des droits d'entrée fixés par lesdits alinéas.	
ex 206		Tulle de coton :	
	1.	Pour meubles (antigras) avec dessins brodés et tissés; rideaux en tulle et mousseline (liv.)	1 20
ex 207	ex 2.	Dentelles à la machine de toute sorte, hormis celles de soie (livre) . . . . .	3 15
ex 209	ex 3.	Vêtements pour hommes, avec ou sans garniture :	
		b) en tissus de laine (livre). . . . .	1 15
ex 211		Parapluies, parasols et cannes-parapluies :	
	ex 1.	de toute sorte, recouverts de tissu de demi-soie, avec ou sans doublure, avec ou sans garniture (pièce) . . . . .	1 50
	ex 2.	de toute sorte, recouverts d'étoffe de laine, avec ou sans garniture (pièce). . . . .	» 60
	3.	de toute sorte non spécialement dénommés, recouverts ou non recouverts d'étoffe, avec ou sans garniture, avec pommeau uni ou orné (pièce). . . . .	» 35
ex 212		Boutons :	
	ex 1.	métalliques de toute espèce, hormis ceux en or, en argent ou en platine (art. 148); boutons de toute espèce en lin, coton, laine et soie (livre) . . . . .	» 60
	ex 2.	en porcelaine (livre). . . . .	» 25

ex 215

Articles de mercerie et de toilette, non spécialement dénommés, montés ou non montés; jouets d'enfants :

1. Mercerie fine, contenant des matières de prix, telles que : soie, aluminium, nacre, corail, écaille, ivoire, émail, ambre et autres matières précieuses, métaux ou compositions métalliques dorés ou argentés; ouvrages de toute espèce non spécialement dénommés, en nacre, écaille, ivoire ou ambre (livre) . . . . 1 80
2. Mercerie commune, avec parties, montures ou ornements en métaux non précieux et alliages métalliques (non dorés et non argentés), en corne, os, bois, porcelaine, pierres gemmes, verre, écume de mer, baleine, jais, celluloïde, lave et autres matières de bas prix; ouvrages de toute espèce, non spécialement dénommés, en corne, os, écume de mer, baleine, jais, celluloïde, lave et cire (livre). . . » 40

*Remarque à l'alinéa 2.* — Acquittent les droits fixés au présent alinéa les objets y dénommés même s'ils contiennent de la soie ou de la demi-soie comme garniture pour ornement.

ex 216

Crayons de toute sorte, y compris ceux de couleur, assemblés ou non, conjointement avec le poids des boîtes dans lesquelles ils sont importés (livre). . . . . » 35

*Remarque 2.* — Les ardoises acquittent les droits fixés à l'art. 70, alinéa 2a, avec une majoration de 50 0/0.

*In remarque 2.* — Les crayons d'ardoise, non recouverts de papier ou d'autres matières, suivent le régime des ardoises.

TABLEAU DES DROITS DE SORTIE

3 chiffons et drilles de toute espèce, rognures de laine et demi-pâte de papier (poud). . . . » 30

(Signé) SCHOUVALOFF.  
(Signé) CAPRIVI.

(Signé) TIMIRIASEFF.  
(Signé) THIELMAN.

**Tarif B, annexé au traité de commerce et de navigation conclu entre l'Allemagne et la Russie.**

Articles du tarif allemand (en vigueur dès le 1 <sup>er</sup> février 1892).	DÉNOMINATION DES MARCHANDISES	Droits en marcs.
ex 1	<p>b. Sang de bétail, frais et desséché; nerfs et tendons; drèche; résidus de la distillation de l'eau-de-vie, balles de grains, son, germes de malt, cendres de charbon de terre, fumiers d'animaux et autres engrais, telles que charrée (cendres de bois lessivées), cendres de chaux, écume sèche de raffinerie de sucre et os d'animaux de toute sorte. . . . .</p> <p>c. Drilles de toute sorte, rognures de papier, maculatures de papier écrit ou imprimé, filets vieux et cordages vieux, charpie (linge effilé). . . . .</p>	<p>exempts</p> <p>exempts</p>

ex 4	(Brosserie et tamiserie :)	
	ex a. (communes :)	
	Brosses en écorces, en paille, en roseaux, en herbes, en racines, en joncs et matières similaires, même combinés avec du bois, du fer, non polis ni vernis (100 kilogr.). . . . .	4 "
	Balais en écorces, en paille, en roseaux, en herbes, en racines, en joncs et matières similaires, même combinés avec du bois, du fer, non polis, ni vernis (100 kilogr.). . . . .	3 "
ex 5	ex a. Plombagine en tablettes et en pains, etc., comprimés et préparés (100 kilogr.). . . . .	2 "
	ex d. Allumettes de bois (100 kilogr.). . . . .	10 "
ex 6	c. Tôles et feuilles en fer à forger : . . . . .	
	1. brutes (100 kilogr.). . . . .	3 "
	2. polies, vernies, laquées, cuivrées, étamées (fer-blanc), zinguées ou plombées (100 kilogr.). . . . .	5 "
	ex e. (Ouvrages en fer :)	
	ex 2. (Ouvrages communs :)	
	b) Dégrossis, vernis, cuivrés, zingués, étamés, plombés ou émaillés, mais non polis ni laqués ; y compris patins, marteaux, cognés, haches, serrures ordinaires, coutellerie commune, faux, faucilles, étrilles, horloges d'édifices publics, clefs pour écrous, équerres, vis à bois, vis pour serrures, pour roues, à fils de fer, tenailles, clefs simplement estampées, fourches à fumier et à foin (100 kilogr.). . . . .	10 "
	ex 3. (Ouvrages fins :)	
	a) en fonte fine, tels que ornements légers en fonte, fonte polie, fonte d'art, fonte malléable ;	
	b) en fer à forger, polis ou laqués, tels que couteaux, ciseaux, aiguilles à tricoter et crochets (à crocheter), ouvrages de fourbisseur, etc.	
	Tous lesdits objets en tant que non repris à d'autres numéros du tarif, même quand ils sont combinés avec du bois ou d'autres matières, pourvu que, par le fait de la combinaison, ils ne rentrent pas dans la mercerie (n° 20) (100 kilogr.). . . . .	24 "
ex 7	a. Terres et substances minérales brutes, calcinées, lavées ou moulues, minerais, même apprêtés, non spécialement tarifés ; métaux fins en monnaie, en barres et en débris d'objets ; fibres d'amiante, même épurées, mastic d'amiante, pâte d'amiante liquide. . . . .	exempts
	b. Carton et papier d'amiante en feuilles, rouleaux ou plaques : . . . . .	
	1. non moulés (100 kilogr.). . . . .	10 "
	2. moulés, même estampés (100 kilogr.). . . . .	24 "
8	Lin et autres matières textiles végétales, non compris le coton, bruts, rouis, teillés, peignés, et déchets desdites matières. . . . .	exempts
ex 9	a. Froment (100 kilogr.). . . . .	3 50
	b. a) Seigle (100 kilogr.). . . . .	3 50
	b) Avoine (100 kilogr.). . . . .	2 80
	c) Sarrasin (100 kilogr.). . . . .	2 "

	d)	Légumes secs (Hülsenfrüchte) (100 kilogr.).	1 50
	e)	Autres grains non dénommés (100 kilogr.).	1 »
	c.	Orge (100 kilogr.).	2 »
	d.	a) Colza et navette, œillette, sésame, arachide et autres fruits à huile non dénommés (100 k.)	2 »
	ex b)	Graine de lin	exempte
ex e.		Mais (100 kilogr.).	1 60
ex f.		Malt (orge maltée) (100 kilogr.).	3 60
	g.	Anis, coriandre, fenouil, carvi (100 kilogr.).	3 »
ex i.		Chicorée séchée (100 kilogr.).	0 80
	k.	Produits agricoles non dénommés ailleurs	exempts
ex 10	e.	Pendeloques de lustre en verre, boutons de verre, même de couleur, verre massif blanc, non spécialement dénommé, verre moulé, égrisé, poli, adouci, taillé, gravé à l'eau-forte, à dessins, ne rentrant pas dans les lettres d ou f (100 kilogr.).	12 »
ex 11	ex a.	Crins bruts, peignés, bouillis, teints, frisés, filés; soies de porc et de sanglier; plumes à lit, brutes.	exempts
12	ex f.	Plumes à lit, nettoyées et apprêtées	exemples
		Peaux et pelleries :	
	a.	Peaux grandes et petites, brutes (vertes, salées, passées à la chaux, sèches) pour tannage, même dépouillées de leur poil.	exemptes
	b.	Pellereries pour fourrures.	exemptes
ex 13	ex a.	Charbon de bois, rognures de corne, sabots et griffes, os (comme matières à tailler), bruts.	exempts
	b.	Tan, écorces à tan, moulues ou non.	exempts
	ex c.	(Bois à construire et pour usages industriels) :	
	1.	Brut ou simplement ébauché à la hache ou scié en travers ou dégrossi, avec ou sans écorce; douves en chêne pour futaille (100 kilogr.).	0 20
		Id. (mètre cube).	1 20
	2.	Bois fendu dans le sens de la longueur préparé autrement que par un dégrossissage à la hache ou débité en morceaux; douves ne rentrant pas sous le n° 1 <sup>er</sup> ; osier pour vannerie et bois pour cercles, non pelés; moyeux, jantes de roues et rais (100 kilogr.).	0 30
		Id. (mètre cube).	1 80
	d.	Tonnellerie commune, non peinte; tour (ouvrages de), communs, non peints, menuiserie commune non peinte, et autres articles en bois ébauchés au rabot, non compris les meubles en bois durs ou plaqués; charonnage (ouvrages de) ébauchés; osier pour vannerie, pelé; vannerie commune, non peinte, non passée au mordant, non polie, ni vernie, rotin, passé au mordant ou refendu (100 k.).	3 »
		Vannerie en copeaux, non peinte (100 kilogr.).	1 »
		Corne en feuillets; os bruts simplement débités en feuilles ou plaques (100 kilogr.).	1 50
	e.	Bois débité en feuilles de placage; parties de parquets non assemblées, non passées au mordant (100 kilogr.).	5 »
ex g.		Vannerie fine (100 kilogr.).	30 »
		Vannerie en copeaux, peinte (100 kilogr.).	10 »



*Nota sur la lettre g :*

		1. Cornes de buffles et d'autres animaux à cornes, aplanies, polies ou autrement préparées pour être employées (100 kilogr.). . . . .	40 »
		2. Boutons de corne moulés (100 kilogr.). . . . .	30 »
ex 15	ex b.	Machines :	
	ex 2.	d'après la matière qui domine en poids :	
		a) en bois (100 kilogr.). . . . .	3 »
ex 20	ex b	2. Ouvrages désignés sous la dénomination de Mercerie et Quincaillerie fines (articles de parure pour homme et femme, et objets propres à garnir les toilettes et les étagères, etc.) : — en tout ou partie d'aluminium en autres métaux communs, mais d'un travail fin, plus ou moins recouverts de nickel, plus ou moins dorés, argentés ou vernis, ou dans lesquels entrent les pierres demi-fines ou pierres fausses, l'albâtre, l'émail, ou avec parties sculptées ou ciselées, avec pâtes, avec camées, ornements coulés en métaux (100 k.)	175 »
ex 21	ex 6.	Cuir pour semelles; peaux pour gants, dites de Bruxelles et de Danemark (100 kilogr.). . .	30 »
ex 22		Lin et chanvre (Fils et tissus de), c'est-à-dire fils, tissus et bonneterie de lin et autres matières textiles végétales, non compris le coton :	
	a.	Fil non teint, non imprimé, non blanchi, y compris les fils similaires retors de jute et de chanvre de Manille :	
		1. Jusqu'au n° 8 anglais (100 kilogr.). . . . .	5 »
		Fil de jute jusqu'au n° 8 anglais (100 kilogr.). . .	4 »
		2. Au-dessus du n° 8 jusqu'au n° 20 anglais (100 k.)	6 »
		Fil de jute au-dessus du n° 8 jusqu'au n° 20 anglais (100 kilogr.). . . . .	5 »
		3. Du n° 20 au n° 35 anglais (100 kilogr.). . . . .	9 »
		4. Au-dessus du n° 35 anglais (100 kilogr.). . . . .	12 »
	c.	Fil à coudre, assorti; fil retors non dénommé sous les lettres a b et d (100 kilogr.). . . . .	36 »
	d.	Fil à coudre, retors, assorti, de lin ou autres filaments végétaux, à l'exception du coton (100 kilogr.). . . . .	60 »
	e.	Cordages :	
		1. Cordes, câbles, même blanchis ou goudronnés (100 kilogr.). . . . .	10 »
		2. Cordages de toute sorte, hormis ceux désignés sous le n° 1 (100 kilogr.). . . . .	24 »
	ex f.	Toile, coutil et treillis, non teints, non imprimés, non blanchis :	
		1. ayant, sur une surface carrée de quatre centimètres carrés, jusqu'à 40 fils, chaîne et trame comprises; tapis de pied en chanvre de Manille, en fibre de noix de coco, en jute et autres filaments similaires, non teints (100 kil)	12 »
		Toile d'emballage de jute, de chanvre de Manille ou d'autres matières similaires, à l'exception du lin non teint, non imprimée, non blanchie, ayant jusqu'à 40 fils, chaîne et	

			trame comprises, dans 4 centimètres carrés (100 kilogr.). . . . .	10 »
		k.	Dentelles de fil (100 kilogr.). . . . .	600 »
ex 25	ex e	1.	Vin en futaillcs :	
			— Vin et moût de raisin en futaillcs (100 kilogr.)	20 »
			— Vin rouge et moût pour vin rouge pour le coupage, sous contrôle (100 kilogr.) . . . . .	10 »
			— Vin pour la fabrication du cognac, sous contrôle (100 kilogr.). . . . .	10 »
		f.	Beurre, même artificiel (100 kilogr.) . . . . .	16 »
ex g	ex 1.		Viande de boucherie fraîche, excepté la viande de porc (100 kilogr.) . . . . .	15 »
			Viande de porc fraîche et viande préparée, excepté le lard frais ou préparé (100 kilogr.). . .	17 »
			Extrait de viande et tablettes de bouillon (100 k.)	20 »
		ex 2.	Poisson :	
			v) conservé dans le vinaigre, l'huile ou des épices en barils (100 kilogr.) . . . . .	12 »
		3.	Volaille de toute sorte tuée (100 kilogr.). . . . .	12 »
			Gibier de toute espèce tué (100 kilogr.). . . . .	20 »
		n.	Caviar et succédanés du caviar (100 kilogr.). . .	150 »
		o.	Fromages à pâte dure, en pains, ayant la forme de meules, la pièce pesant au moins 50 kilogrammes (100 kilogr.). . . . .	15 »
			Autres fromages (100 kilogr.) . . . . .	20 »
ex p	ex 1.		Confitures et sucreries, pâtisseries de toute sorte, fruits, épices, légumes et autres comestibles (champignons, truffes, volailles, coquillages de mer, etc.), conservés au sucre, au vinaigre, à l'huile, au sel, ou étuvés, en bocaux, boîtes, etc.); moutarde préparée; capres, pâtes, sauces et autres produits alimentaires de luxe (100 kilogr.) . . . . .	60 »
			Farine lactée (de Nestlé et autres) (100 kilogr.).	50 »
			Concombres marinés ou salés (dits concombres de Znaïm) additionnés des épices reprises en i, n° 25, ou avec une légère addition d'autres légumes, en futaillcs, cruchons, ou récipients de poterie ou de verre, etc. (100 kilogr.). . .	4 »
		ex 2.	Fruits, graines et semences, baies, feuilles et fleurs, champignons, légumes séchés, torréfiés, pulvérisés, simplement cuits ou salés, et ne rentrant dans aucune autre catégorie du tarif, jus de fruits et de baies, cuits sans sucre (100 kilogr.) . . . . .	4 »
		q	2.	
			Préparations de grains et de légumes secs (pois, haricots, etc.), savoir : grains mondés ou concassés, gruaux, semoule, farine, articles de boulangerie ordinaires (100 kilogr.). . . . .	7 30
ex 26		g.	Résidus solides de la fabrication des huiles grasses, même moulus. . . . .	exempts
		ex h.	Graisses d'oie et autres graisses fondues, telles qu'oléomargarine, graisse économique (mélanges de graisses analogues au suif avec de l'huile), moëlle de bœuf (100 kilogr.). . . . .	10 »
		k.	Graisse et huile de poisson (100 kilogr.) . . . .	3 »
		l.	Suif de bœuf et de mouton, graisse d'os et au-	



		tres graisses animales non dénommées ailleurs (100 kilogr.). . . . .	2 »
ex 27	a.	Pâte de chiffons, non blanchie ou blanchie . . . . .	exempts
ex b.		Pâte de bois, de paille, de sparte ou d'autres filaments pour la fabrication du papier, blanchie ou non blanchie, papier buvard gris et papier de paille grossier, jaune, carton autre que carton glacé et que carton-cuir (100 kil.). . . . .	1 »
	c.	Papier d'emballage non repris aux lettres b ci-avant et d ci-après non lissé (100 kilogr.) . . . . .	3 »
	d.	Papier d'emballage lissé (100 kilogr.) . . . . .	3 »
		Carton glacé et carton-cuir, carton à presser (100 kilogr.). . . . .	6 »
	e.	Papier à imprimer, à écrire, buvard, de soie, de toute sorte, et papier lithographié, imprimé ou ligné, pour notes, pour étiquettes, pour lettres de voiture, pour devises, etc. (100 k.) . . . . .	6 »
		Papier doré ou argenté, à dessins d'or ou d'argent, ou découpé à jour, à l'emporte-pièce, etc.; bandes desdites sortes de papier, carton à peindre ou à dessiner (100 kilogr.). . . . .	10 »
28		Pelleteries :	
	a.	Pelisses de fourrure doublées, bonnets fourrés doublés, gants de fourrure doublés, couvertures de fourrure avec doublure, fourrures doublées, garnitures et autres articles analogues doublés (100 kilogr.) . . . . .	150 »
	b.	Pelisses de mouton confectionnées, mais non doublées, couvertures confectionnées, mais non doublées, peaux de mouton ou d'angora, blanchies ou teintées, confectionnées mais non doublées, garnitures et fourrures non doublées, pour pelisses (100 kilogr.) . . . . .	6 »
ex 30	a.	Soies en cocons; soie grège ou moulinée, bourre de soie peignée, filée ou retorse, toutes lesdites soies non teintées; déchets de soie teinte. . . . .	exempts
	b.	Ouate de soie (100 kilogr.) . . . . .	24 »
ex e	1.	Tissus de soie ou de bourre de soie, même combinés avec des fils métalliques, tissus de soie mélangés d'autres matières textiles, ainsi que de fils métalliques (100 kilogr.) . . . . .	800 »
		Tissus de soie ou de bourre de soie (100 kilogr.) . . . . .	600 »
ex 33	a.	Pierres brutes ou simplement taillées, même moulues. . . . .	exempts
	b.	Meules de moulin, même avec cercle en fer . . . . .	exempts
36		Goudron, poix, résines de toute sorte, asphalte. . . . .	exempts
ex 37		Animaux et produits du règne animal, non dénommés ailleurs :	
	a.	Animaux vivants et produits animaux non dénommés d'autre part, ruches renfermant des abeilles vivantes . . . . .	exempts
	b.	Œufs de volaille (100 kilogr.) . . . . .	2 »
ex 38	f.	Porcelaine et produits analogues à la porcelaine (parian, jaspe, etc.) :	
	1.	Blancs (100 kilogr.) . . . . .	10 »
	2.	De couleur, avec bords en couleur, avec impressions, peints, dorés, argentés (100 kilogr.). . . . .	20 »
		Combinés avec d'autres matières, en tant que,	

	par la combinaison, ils ne rentrent pas dans le n° 20 (mercerie) (100 kilogr.). . . . .	24 »
ex 39	b. Taureaux et vaches (Tête) . . . . .	9 »
	c. Bœufs (Tête). . . . .	25 50
	<i>Nota sur la lettre c.</i> — Pour les habitants des frontières, les bœufs de travail, de deux ans et demi à cinq ans, peuvent être introduits au droit de 20 marcs par tête, s'il est démontré d'une manière évidente qu'ils sont nécessaires à l'exploitation du fonds appartenant à l'importateur.	
	d. Bouvillons, taurillons et génisses au-dessous de deux ans et demi (Tête). . . . .	5 »
	e. Veaux de moins de six semaines (Tête). . . . .	3 »
	f. Porcs (Tête). . . . .	5 »
	g. Cochons de lait de moins de 10 kilogr. (Tête). . . . .	1 »
	h. Moutons, brebis et bœliers (Tête). . . . .	1 »
	i. Agneaux (Tête). . . . .	0 50
ex 41	a. Laine brute, teinte, moulue, poils d'animaux non dénommés ailleurs, bruts, peignés, bouillés, teints, frisés. . . . .	exempts
ex d	1. Lisières. . . . .	exempts
	2. Feutres grossiers, non imprimés, non teints (100 kilogr.). . . . .	3 »
	5. Draps et tissus non imprimés ne rentrant pas sous les nos 7 et 8 :	
	a) D'un poids dépassant 200 grammes pour une surface de 1 mètre carré, à l'exception de ceux qui sont spécialement dénommés ci-après (100 kilogr.). . . . .	135 »
	Tissus feutrés, en laine, écrus, même combinés avec du coton ou du lin, tissés sans fin pour la fabrication de pâtes de bois et de paille, de cellulose et de papier (100 kilogr.) . . . .	100 »
	6. a) Tissus imprimés ne rentrant pas parmi les tapis de pied, d'un poids supérieur à 200 gr. pour une surface de 1 mètre carré; passementerie et boutonnerie; peluches; tissus combinés avec des fils métalliques (100 kil.). . . . .	150 »
	b) Tissus imprimés ne rentrant pas parmi les tapis du poids de 200 grammes ou moins, pour une surface de 1 mètre carré (100 kil.) . . . . .	220 »
	(L. S.) SCHOUVALOFF.	
	(L. S.) CAPRIVI.	
	(L. S.) TIMIRIAEFF.	
	(L. S.) THIELMANN.	

# PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce et de navigation conclu ce jour à Berlin entre la Russie et l'Allemagne, les sous-signés sont convenus de ce qui suit :

## Première partie relative au texte du traité.

Aux articles 1 et 12. — En ce qui concerne les passeports, les ressortissants des deux parties contractantes seront traités sur le pied de la nation la plus favorisée.

Aux articles 5, 6, 7, 9 et 10. — Certaines marchandises étant actuellement soumises en Russie à des droits plus élevés à l'entrée par la frontière de terre qu'à l'entrée par la mer Baltique, il est entendu que le jour où le présent traité entrera en vigueur, les droits à l'entrée par la frontière de terre seront réduits aux taux des droits à l'entrée par la mer Baltique, et qu'aucun nouveau droit différentiel favorisant les importations par la voie maritime de la mer Baltique, de la mer Noire et de la mer d'Azov (le littoral du Caucase excepté) ne sera établi.

De son côté, le gouvernement allemand s'engage à n'admettre pour aucune des frontières de l'empire allemand des droits de douane autres ou plus favorables que ceux prélevés à la frontière russe. Exception est faite, toutefois, pour le sel, pour les blocs sciés et ouvrages grossiers en pierre de taille et les plaques d'ardoises brutes (articles 25*t*, 33*d* et 33*e* du tarif douanier allemand), marchandises pour lesquelles l'Allemagne se réserve de maintenir les différences actuelles entre les droits perçus à l'entrée par mer et ceux à l'entrée par terre.

Aux articles 6, 7 et 11. — Les produits du sol ou de l'industrie d'une tierce puissance transportés en transit par le territoire de l'une des parties contractantes, à leur entrée dans celui de l'autre, ne payeront des droits de douane autres ni plus élevés que n'auraient payé les mêmes produits importés directement de leur pays de provenance.

Aux articles 6 à 9. — Quant au paiement des droits, le Gouvernement impérial de Russie se déclare prêt à faire accepter, par les douanes, les monnaies allemandes d'or en reconnaissant 1,000 marcs d'or en espèces comme équivalant à 308 roubles en or.

Aux articles 6 et 7. — Les parties contractantes se réservent le droit d'exiger des certificats d'origine constatant la production ou la fabrication dans l'un des deux pays, de marchandises importées dans l'autre. De son côté, chacune des deux parties prendra ses mesures afin que les certificats exigés soient le moins possible une gêne pour le commerce.

L'article 13. — Les parties contractantes se réservent de s'entendre pour un arrangement spécial sur l'exercice de la navigation sur le Niémen, la Vistule et la Warta.

L'article 19. — Les parties contractantes se prêteront mutuellement tout le concours possible à l'égard des tarifs des chemins de fer, notamment au moyen de l'établissement des tarifs de communication directe. Ces tarifs directs seront spécialement établis pour les villes-ports allemandes de Dantzig (Neufahrwasser), de Königsberg (Pillau) et de Memel, en ce qui concerne tant les exportations de Russie que les importations en Russie, selon les besoins du commerce.

En même temps, les prix de transport à percevoir sur les marchandises qui dans le tarif des chemins de fer russes sont cités sous la rubrique des céréales, ainsi que sur le lin et le chanvre, depuis les stations de départ des chemins de fer russes jusqu'aux villes-ports allemandes sus-mentionnées, doivent être calculés et répartis entre les chemins de fer russes et allemands ayant participé au transport, d'après les règlements qui sont ou seront en vigueur pour les chemins de fer russes jusqu'aux villes-ports de Libau et de Riga. Les taxes supplémentaires (frais accessoires), perçues en sus du prix de transport, doivent être établies et le montant en être réparti entre les lignes intéressées d'après les règlements russes, étant entendu qu'il ne sera perçu qu'une seule et unique taxe-frontière, laquelle sera partagée par moitié, entre les chemins de fer russes et allemands aboutissant à la frontière.

Cette obligation ne concerne réciproquement que les chemins de fer de l'Etat; mais les deux gouvernements tâcheront d'amener les chemins de fer privés à appliquer sur leurs lignes les mêmes principes pour l'établissement des tarifs et la répartition des prix de transport. Si, malgré cela, les lignes privées participant au transport dans l'une des directions indiquées ne se soumettent pas aux règles de calcul et de répartition susmentionnées, ces règles ces-

seront, en même temps, d'être obligatoires pour les chemins de fer d'Etat des deux parties contractantes.

Les dispositions actuellement en vigueur à l'effet de régulariser la concurrence entre Königsberg et Dantzig resteront en vigueur.

A l'article 20. — La dénonciation de la convention consulaire en vigueur entre les deux parties contractantes du 26 novembre (8 décembre) 1874, ne pourra avoir lieu avant celle du présent traité.

## Deuxième partie relative au tarif conventionnel russe.

A l'article 3, alinéa 3. — La dénomination de chicorée séchée s'applique à la chicorée séchée par n'importe quel procédé.

A l'article 53. — Les grandes peaux, même lorsqu'elles sont grainées artificiellement, acquittent les droits spécifiés à l'alinéa 3 de l'art. 55.

A l'article 72, alinéa 2. — Le mortier de chamotte (coulis ou ciment réfractaire), c'est-à-dire le mélange de terre réfractaire brute avec de la terre réfractaire cuite, le tout broyé, acquitte les droits d'après l'alinéa 2 de l'article 72.

A l'article 79, alinéa 1. — Les droits d'entrée fixés à l'alinéa 1 du présent article pour la houille, le charbon de tourbe et de bois ainsi que pour la tourbe importés par la frontière occidentale de terre pourront être augmentés à partir du 1<sup>er</sup> janvier (vieux style) 1898, pourvu que le taux des droits reste le même pour la frontière occidentale de terre et pour les ports de la mer Baltique.

A l'article 112. — Sous la dénomination de produits chimiques et pharmaceutiques non spécialement dénommés sont compris lesdits produits non spécialement dénommés dans le tarif général russe du 11 juin 1891.

A l'article 131. — Acquittent également les droits spécifiés à l'article 131 les blancs de plomb et de zinc mélangés avec d'autres substances, lorsque lesdites substances ne sont pas assujetties à des droits plus que la céruse.

Aux articles 140 et 142. — Acquittent les droits des alinéas 3 et 4 des articles 140 et 142 les feuilles et plaques de fer et d'acier mentionnées dans lesdits alinéas, quelle que soit la forme en laquelle ces feuilles et plaques sont découpées.

A l'article 141. — Les métaux communs ou non précieux mentionnés dans le tarif russe comprennent tous les métaux, excepté l'or, l'argent et le platine. L'aluminium est considéré comme métal commun, à moins qu'il ne soit spécialement dénommé dans les articles du tarif russe pour lesquels le taux des droits est plus élevé.

Aux articles 141, 147, 154, 155, 156 et 163. — Le fer, l'acier et le zinc (ainsi que les ouvrages en fer, en acier et en zinc), lorsque par n'importe quel procédé (procédé galvanique, application d'une couche fondue, laminage ou autres) ils sont recouverts de métaux communs, acquittent sans majoration les droits respectivement spécifiés pour le fer, l'acier et le zinc, et les ouvrages en fer, et acier et en zinc, dans le cas où la couche du métal superposé n'entre pas dans le poids total de chacune des marchandises pour plus de 25 0/0 à l'égard des marchandises dénommées aux articles 141, 147, 154, 155 et 156, et de 10 0/0 à l'égard des marchandises dénommées à l'article 163.

A l'article 150. — Les droits portés à l'alinéa 1 du présent article seront applicables aux tuyaux de fonte enduits de goudron ou d'asphalte, non façonnés de quelque manière que ce soit, à moins que la façon ne consiste dans la retouche des traces restées sur le métal après l'enlèvement des bavures, jets ou masselottes.

A l'article 152. — Les tuyaux de fer et d'acier fabriqués suivant le procédé Mannesmann, même recouverts d'asphalte et de matières textiles (communes et à l'état brut) acquitteront les droits du présent article.

A l'article 153. — Toutes ferrures et garnitures de fer et d'acier employées dans les constructions et les meubles acquitteront les droits des alinéas respectifs de l'article 153, à moins qu'elles ne soient spécialement dénommées dans des articles du tarif russe pour lesquels le taux des droits est plus élevé. Le



nickelage ne sera pas considéré comme une raison suffisante d'appliquer aux objets de cette espèce des droits plus élevés.

A l'article 154, alinéa 1. — La vaisselle en fer émaillée, vernie et couverte d'une couche de peinture, est passible du droit fixé à l'alinéa 1 du présent article, même avec les bords et les auses couverts d'une autre couleur que le fond.

A l'article 155, alinéa 2 — Seront compris sous la dénomination de câbles électriques les conducteurs métalliques recouverts de matières isolatrices (caoutchouc, gutta-percha, matières fibreuses végétales ou animales, papier, ces matières même imprégnées) et munis en outre d'une enveloppe protectrice commune en chanvre ou autre matière fibreuse et en métal (plomb, fer, acier, etc.). Cette enveloppe métallique peut même être entourée, en outre, d'un ruban ou fil en chanvre, jute, etc., goudronnés.

A l'article 156, alinéa 2b. — Acquitte également les droits fixés au présent alinéa le fil d'archal étamé ou zingué recouvert de matières textiles ou de gutta-percha. Ce qui est dit aux alinéas 1a et 2b de la gutta-percha s'applique aussi au caoutchouc.

A l'article 158. — Les couteaux et fourchettes avec manches en matière commune acquitteront les droits de l'alinéa 1 du présent article.

A l'article 160 — Les fourches de toute espèce, telles que, par exemple, les fourches à déterrer la betterave, les fourches à fumier, etc., acquitteront les droits du présent article.

A l'article 161. — Les parties en bois des outils, lorsqu'elles sont importées séparément des parties métalliques, acquitteront les droits portés aux alinéas respectifs de l'art. 61.

A l'article 167, alinéa 2. — Par machines dynamo-électriques, il faut entendre les machines et appareils qui servent :

1° A convertir une force motrice en électricité ou l'électricité en force motrice ;

2° A convertir le courant électrique de haute tension en courant de basse tension ou vice-versà (transformateurs) ;

3° Et à convertir le courant électrique continu en courant alternatif ou en courant polyphasé (courant à champ tournant) ou vice-versà.

Acquitteront également les droits du présent alinéa les excavateurs à sec, les échelles métalliques de pompier et les accumulateurs électriques de toute sorte ainsi que leurs accessoires.

A l'article 169. — Acquitteront également les droits du présent article, au même titre que les appareils et accessoires pour l'éclairage électrique, les accessoires employés pour les signaux et pour la transmission de la force motrice y compris les interrupteurs, coupe-circuit, commutateurs, etc.

A l'article 177, alinéa 3. — Pour les cols, manchettes, plastrons (devants de chemises) en papier, l'estampage imitant la couture n'est pas considéré comme traces de couture.

A l'article 183, remarque. — Acquitteront les droits suivant cette remarque les cordes de métier à filer, dit métier renvideur ou selfacting.

A l'article 186. — La laine blanchie est sujette aux droits de la laine non teinte.

A l'article 191. — Les sacs en jute et en toile, ayant servi à l'exportation de céréales russes de toute sorte, seront, à leur réimportation, exempts de droits.

A l'article 192, alinéa 3. — Les nappes, serviettes et essuie-mains acquitteront les droits de l'alinéa 3 du présent article, même si elles sont ornées d'ourlé à jour simple d'un demi-pouce de largeur au plus et d'une frange non cousue au tissu, mais formée seulement par la prolongation des fils de tissu.

A l'article 202. — Les courroies de transmission en poil de chameau, les serviettes et sacs filtrants acquitteront les droits du présent article.

A l'article 205. — Acquitteront les droits fixés aux alinéas correspondants du présent article les ouvrages tricotés et passementeries confectionnés à la main ou au métier, finis au métier ou coupés, même cardés, ou pelucheux, avec ou

sans traces de couture. Les objets tricotés en coton, lin et laine, peuvent avoir une garniture sans être pour cela passibles d'un droit plus élevé, pourvu qu'il n'entre pas de soie dans cette garniture. Les vêtements tricotés de toute espèce rentrent dans l'article 205.

Les ouvrages tricotés et la passementerie en soie, demi-soie et mélangés de soie acquitteront les droits d'après la classification suivante : Seront considérés comme ouvrages ou travaux en soie, ceux qui seront couverts de soie dans la proportion de 50 à 100 0/0 du total de la surface de l'endroit et de l'envers ; comme ouvrages en demi soie, ceux couverts de soie dans la proportion de 20 à 50 0/0 dudit total de surface, et enfin comme ouvrages mélangés de soie ceux couverts de soie dans une proportion inférieure à 20 0/0 dudit total.

A l'article 212. — Les droits du présent article seront perçus y compris le poids des cartes sur lesquelles les boutons sont fixés.

A l'article 216. — Les ardoises, même avec cadres en bois ordinaire, lignées ou non lignées, rentrent dans la remarque 2 du présent article.

A l'article 218. — Les échantillons de tissus et d'ouvrages de toute espèce n'ayant pas la forme et le caractère de marchandises, suivront le régime du présent article, même dans le cas où ils sont fixés sur cartes, brochés ou reliés en volume.

A l'article 220 b. — Les cartouches de dynamite acquitteront les droits, y compris seulement le poids de l'emballage qui leur est propre.

### Troisième partie relative au tarif conventionnel allemand.

Au numéro 29 a. — L'huile de pétrole et les autres huiles minérales, propres à l'éclairage, raffinées, non dénommées ailleurs, pourront être dédouanées, au gré de l'importateur, soit au poids, sur la base de 100 kilogrammes, soit au volume, sur la base de 425 litres équivalant, à la température de 15 degrés centigrades, à 400 kilogrammes nets.

### Quatrième partie relative aux règlements douaniers, etc.

§ 1. — Afin de rendre plus faciles les relations commerciales entre les deux Empires, à la frontière de terre, le Gouvernement impérial de Russie transformera en des classes supérieures quelques bureaux de douane et en créera de nouveaux sur des points qui n'en étaient pas encore pourvus, à condition que les bureaux allemands opposés soient dotés d'attributions équivalentes, — savoir :

a) Les douanes de seconde classe de Praszka et de Gerby, et celles de troisième classe de Krottingen et de Slupcy seront transformées en douanes de première classe ;

b) Les douanes-barrières de Modrzejewo de Piotrkow et le point de passage d'Osiek seront transformés en douanes de troisième classe ;

c) Les points de passage de Wilczyn, Gniazdow, Gola, Czeladz, Sluziew (Rosno), Podlenka et Tworki seront transformés en douanes-barrières ;

d) Des douanes-barrières seront créées à Karw et à Zakrzevo, et des points de passage à Groszciencyk, Rakowka, Upidamisch, Bakalarzewo et Czar-nowka ;

e) La douane-barrière de Wilczyn, qui sera créée à la place du point de passage du même nom, aura l'autorisation de dédouaner le sel ;

f) Le point de passage de Degoutzky sera autorisé de faire entrer le blé allemand pour le faire moudre au moulin d'eau, situé sur le territoire russe, et de laisser sortir la farine qui en aura été faite.

§ 2. — Le droit de faire des expéditions en transit des marchandises allemandes par le territoire russe sera attribué aux douanes russes de première classe situées vis-à-vis des bureaux allemands de première classe (*Hauptzollämter*), savoir :

Tauroggen, vis-à-vis Tilsit.

Wirballen, vis-à-vis Eydtkuhnen.

Graewo, vis-à-vis Prostken.

Alexandrovo et Neschawa, vis-à-vis Thorn.

Szipiorno, vis-à-vis Skalmierzycze.

à la condition que ces expéditions en transit soient soumises aux règlements russes de transport du même genre par voie de terre et par voie fluviale, qui seront publiés après avoir été sanctionnés.

Il est entendu que, réciproquement, le droit de faire des expéditions en transit des marchandises russes par le territoire allemand restera attribué aux allemands sus-indiqués.

§ 3. — Le droit de transmettre des marchandises, sous le contrôle de la douane, à d'autres bureaux, sera étendu de part et d'autre à toutes les douanes de première classe qui ne sont pas reliées par voie ferrée avec les douanes d'entrepôt, à condition que ces envois soient soumis aux règlements et aux lois concernant la matière.

§ 4. — Le droit de réexpédier à l'étranger les marchandises n'ayant pas acquitté les droits d'entrée, sera attribué — à charge de réciprocité pour les bureaux de douane allemands — en dehors des douanes situés sur les chemins de fer et dans les ports, aux douanes russes de première classe suivantes :

Tauroggen, Georgenburg, Neschawa, Szipiorno, Weruschewo.

§ 5 — Il est entendu de part et d'autre que les bureaux de douane des deux pays seront ouverts tous les jours de l'année, à l'exception des dimanches et des jours de fêtes indiqués ci-dessous :

A. En Russie :

I. *Fêtes de la maison Impériale* : Les anniversaires de naissance et les fêtes de nom de Leurs Majestés Impériales et de S. A. I. le grand-duc héritier, les anniversaires de l'avènement au trône et du couronnement.

II. *Fêtes mobiles* : Vendredi et samedi de la semaine du carnaval ; Jeudi, Vendredi et Samedi-Saints ; lundi et mardi de Pâques, le jour de l'Ascension et le lundi de la Pentecôte.

III. *Fêtes fixes* :

Janvier, le 1<sup>er</sup> (Nouvel an).

» le 6 (Epiphanie).

Février, le 2 (Purification de la Sainte-Vierge).

Mars, le 25 (l'Annonciation).

Mai, le 9 (Saint Nicolas).

Juin, le 29 (Saint Pierre et Saint Paul).

Août, le 6 (Transfiguration).

» le 15 (Assomption).

» le 29 (Décapitation de Saint Jean-Baptiste).

Septembre, le 8 (Nativité de la Sainte-Vierge).

» le 14 (Exaltation de la Croix).

» le 26 (Saint Jean).

Octobre, le 1<sup>er</sup> (Pokrow de la Sainte-Vierge).

» le 22 (Notre-Dame de Kazan).

Novembre, le 21 (Présentation de la Sainte-Vierge au temple).

Décembre, le 6 (Saint Nicolas).

» les 25, 26 et 27 (Noël).

IV. Dans le royaume de Pologne et dans quelques gouvernements limitrophes de la frontière, où la majeure partie de la population est catholique, le travail est également suspendu durant les premiers jours de grande fête du calendrier catholique-romain, ainsi que la Fête-Dieu et la Toussaint.

B. En Allemagne :

Le Jour de l'An, le jour de Jeûne et de Prières nationales (*Buss und Bettag*), le mercredi qui précède le dernier dimanche du mois de novembre ; le Vendredi-Saint, la fête de l'Ascension, les lundis de la fête de Pâques et de la fête de la Pentecôte et les deux jours de Noël, le jour de l'anniversaire de naissance de S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse.



§ 6. — Les heures de service seront affichées dans les bureaux de douane des deux pays.

Les heures de service pour la révision des passeports et des cartes de légitimation seront déterminées pour chaque arrondissement et pour chaque point frontière, après accord spécial entre les autorités respectives des deux pays, en établissant des heures égales des deux côtés, en tenant compte des besoins locaux et en accordant pour les douanes de troisième classe, les douanes-barrières et les points de passage une interruption de service pour les repas des fonctionnaires.

§ 7. — Les articles soumis aux droits et introduits par des personnes en possession d'une légitimation régulière, les autorisant à passer la frontière, pourront être, de part et d'autre, l'objet d'une déclaration verbale à toutes les stations de douane, dans la mesure de leur compétence, à condition que ces articles ne soient pas importés dans un intérêt de commerce, et que la totalité des droits à percevoir ne dépasse pas trois roubles or pour l'importation en Russie, et neuf marcs pour l'importation en Allemagne.

Les points de passage auront le droit, en vertu de cette autorisation, de dédouaner les provisions de bouche (à l'exception de l'eau-de-vie et d'autres spiritueux), ainsi que les produits destinés exclusivement à la consommation domestique.

§ 8. — L'entrée en franchise sera accordée, de part et d'autre, aux provisions de bouche des ouvriers passant quotidiennement la frontière, à l'exception de l'eau-de-vie et d'autres spiritueux, du thé, du sucre, du vin; la quantité apportée ne devra pas dépasser, par individu, les besoins d'une journée.

§ 9. — La visite douanière des passagers des bateaux à vapeur du Memel (Niemen) aura lieu, de part et d'autre, à bord du bateau, à condition que les colis des passagers soient réunis à l'avance à bord du bateau, soit sur le pont, soit à une autre place à désigner.

§ 10. — Aux bureaux de la frontière de terre russes, la présentation de la lettre de voiture par le voiturier sera considérée comme équivalente à la déclaration, à condition que le transport soit totalisé sur l'une des lettres de voiture et des colis constituant le transport entier.

§ 11. — La houille, importée en Russie en voitures, y sera dédouanée d'après le poids enregistré sur les lettres de voiture toutes les fois qu'à ces dernières sera annexé le certificat de pesage des mines.

§ 12. — Les fleurs et les plantes vivantes, les fruits frais, les poissons frais ainsi que toute marchandise rapidement périssable seront dédouanés, de part et d'autre, dans un délai de vingt-quatre heures, à compter du moment où ils auront été reçus dans les entrepôts de la douane, en tenant compte, toutefois, des cas de force majeure.

§ 13. — Les droits d'emménagement pour les marchandises importées seront perçus par les douanes russes pour le nombre des jours effectifs de séjour dans les entrepôts, à compter du jour du commencement de la révision douanière.

Toutefois, le terme du séjour gratuit sera limité par le délai donné à chaque douane, pour faire une déclaration de la marchandise importée, savoir de 5 à 14 jours.

§ 14. — Les articles 15 et 16 de la convention internationale de Berne, du 14 octobre 1890, ayant réglé le droit de l'expéditeur de la marchandise de disposer de ses envois, le Gouvernement Impérial de Russie déclare qu'il ne sera apporté aucune modification à ces dispositions de la convention de Berne pendant la durée du présent traité.

§ 15. — Le système des amendes, imposées pour des déclarations inexactes des marchandises importées, actuellement en vigueur en Russie, sera soumis à une révision et sera simplifié.

Les amendes imposées pour des fautes involontaires seront abaissées et la compétence des douanes, en ce qui touche l'adoucissement et la remise de ces

amendes, sera élargie. En attendant cette réforme, qui devra être soumise à l'approbation de l'autorité législative, le Gouvernement Impérial de Russie, prenant en considération les désirs formulés par le Gouvernement Impérial d'Allemagne, croit pouvoir prendre une mesure provisoire consistant à réduire les droits dits d'accidence, perçus jusqu'à présent dans le plus grand nombre des cas sur la base de 10 0/0, au taux de 5 0/0 pour tous les cas de déclaration incomplète.

§ 16. — Le droit de réclamation contre les décisions des douanes russes concernant tant les amendes pour déclaration inexacte ou fausse, que la classification des marchandises d'après le tarif, sera étendu à l'envoyeur de la marchandise sur la même base qu'à la personne qui a fait la déclaration.

Les requêtes de ce genre pourront être rédigées par l'envoyeur en langue allemande.

§ 17. — Le délai de réclamation dans les matières indiquées au § 16 sera fixé à trois semaines pour l'envoyeur ainsi que pour la personne qui a fait la déclaration, à compter du jour où la décision a été communiquée à celle-ci.

Pour les décisions concernant la classification des marchandises, les requêtes de l'envoyeur seront reçues dans ce délai, à condition que les marchandises en litige n'aient pas quitté les entrepôts de la douane.

§ 18. — Les consuls allemands en Russie ainsi que les consuls russes en Allemagne auront le droit de correspondre directement, les premiers avec le département des douanes en Russie, les seconds avec les directions de douanes en Allemagne (*Provinzial-Steuerdirector, etc.*) pour les affaires de réclamation douanière, qui seront en instance devant les administrations indiquées ci-dessus.

§ 19. — Les conducteurs, mécaniciens, et le personnel au service des chemins de fer de chacune des deux parties contractantes, convaincus d'avoir importé, dans les trains, des marchandises de contrebande sur le territoire de l'autre partie, seront, sur la demande des autorités douanières compétentes, privés du droit de convoier les trains à la frontière.

§ 20. — Toutes les mesures de quarantaine et de police vétérinaire, savoir : les décisions relatives soit à la fermeture ou à l'ouverture de la frontière pour une catégorie quelconque de marchandises, soit à des modifications à introduire dans les règlements locaux régissant la matière, etc., seront réciproquement communiquées par chacune des deux parties contractantes à l'autre partie dès qu'elles seront édictées.

Les détails de cette question seront réglés par voie diplomatique.

§ 21. — Les mesures de quarantaine contre l'invasion de maladies épidémiques seront appliquées de part et d'autre à tous les voyageurs passant la frontière selon la probabilité plus ou moins grande d'une contagion, sans faire de distinction entre les nationalités.

§ 22. — Il ne sera fait de part et d'autre aucun empêchement à la réintégration des voyageurs pour cause de passeports défectueux ou de non-acquittement des droits de douane ; seront réintégrés, de part et d'autre, dans les conditions désignées, même les sujets étrangers, surtout dans les cas où ils n'auraient pas encore pénétré à l'intérieur du pays. Les autorités compétentes des deux côtés s'entendront sur les mesures à prendre.

Les émigrants juifs d'origine russe et autres, munis d'un certificat russe d'expatriation, renvoyés en Russie par les autorités allemandes, doivent être admis par les autorités de frontières russes, pourvu que ces personnes n'aient pas séjourné en Allemagne plus d'un mois à partir du jour où elles auraient franchi la frontière allemande-russe.

§ 23. — Les autorités frontières de chacune des deux parties contractantes seront tenues de faire diriger exclusivement aux points frontières où fonctionne un service de voyageurs, les vagabonds, dépourvus de passeports et autres individus de la même catégorie, devant être réintégrés sur le territoire de l'autre partie dont ils sont les ressortissants.

Le présent protocole, qui fera partie intégrante du traité auquel il se rap-

porte, sera considéré comme approuvé et sanctionné par les gouvernements respectifs sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications du traité même.

En foi de quoi les plénipotentiaires y ont apposé leurs signatures.

Fait à Berlin, le 29 janvier (10 février) 1894.

(L. S.) (signé) Comte Paul SCHOUWALOFF.

(L. S.) (signé) Comte LÉON DE CAPRIVI.

(L. S.) (signé) Basile TIMIRIAEFF.

(L. S.) (signé) Baron Max DE THIELMANN.

**Note de S. Exc. M. le comte Schouwaloff, ambassadeur de Russie à Berlin, à S. Exc. M. le baron de Marschall, secrétaire d'Etat des affaires étrangères de l'Empire d'Allemagne, en date du 29 janvier (10 février) 1894, n° 161.**

Au cours d'un échange de vues qui a précédé la conférence de Berlin pour négocier un traité de commerce et de navigation entre la Russie et l'Allemagne, le Gouvernement Impérial de Russie, ayant décidé l'assimilation du tarif douanier du Grand-Duché de Finlande au tarif douanier de l'Empire, avait cru pouvoir déclarer que son intention serait de ne procéder que graduellement à la majoration du premier de ces tarifs, le tarif finlandais ne devant être définitivement assimilé au tarif russe que vers la fin de 1905.

Confirmant actuellement cette intention, le Gouvernement Impérial de Russie, désireux d'écarter toute incertitude à ce sujet, qui ne saurait être avantageuse au développement des relations commerciales extérieures, croit devoir établir dès à présent les principaux termes pour la majoration graduelle du tarif finlandais.

Le Gouvernement Impérial de Russie déclare, à cet effet, qu'il n'est pas dans son intention de procéder à cette majoration avant le 19 (31) décembre de l'année 1898; à partir de cette date, le tarif finlandais pourra être majoré de 50 0/0 desdites différences qui existeront entre les taux des tarifs russes et finlandais; dès le 18 (31) décembre 1901, une nouvelle majoration de 25 0/0 desdites différences pourra avoir lieu; à partir du 18 (31) décembre 1903, le Gouvernement Impérial de Russie se réserve une pleine et entière liberté d'action quant à l'assimilation définitive du tarif douanier du Grand-Duché de Finlande au tarif douanier de l'Empire.

Toutes les stipulations précitées, réglant le mode de majoration graduelle du tarif finlandais, ne privent pas les autorités compétentes du Grand-Duché de Finlande du droit d'introduire dans ledit tarif des changements partiels, motivés par les besoins locaux du commerce et de l'industrie.

Il est bien entendu que l'effet du traité de commerce et de navigation conclu le 29 janvier (10 février) 1894 entre la Russie et l'Allemagne avec les dispositions de la première partie du Protocole final qui fait partie intégrante du traité, s'étendra au Grand-Duché de Finlande en tout ce qui lui est applicable et spécialement à l'effet des dispositions portées aux articles 6, 9 et 13 du traité.

**Note de S. Exc. M. le Baron de Marschall, secrétaire d'Etat des affaires étrangères de l'Empire d'Allemagne, à S. Exc. M. le comte Schouwaloff, ambassadeur de Russie à Berlin, en date du 10 février/29 janvier 1894.**

Par la lettre que Votre Excellence a eu la bonté de m'adresser sous la date d'aujourd'hui, vous avez bien voulu me faire part des modalités suivantes, établies par votre Gouvernement par rapport à l'assimilation du tarif douanier du Grand-Duché de Finlande au tarif de l'Empire russe.



D'après votre lettre, le Gouvernement Impérial de Russie est disposé à ne pas procéder à la majoration du tarif finlandais avant le 19 (31) décembre de l'année 1898. A partir de cette date le Gouvernement Impérial de Russie se réserve de majorer ledit tarif de 50 0/0 des différences qui existeront entre les taux des tarifs russe et finlandais, et d'introduire, dès le 13 (31) décembre 1901, une nouvelle majoration de 25 0/0 desdites différences.

Nonobstant les stipulations qui précèdent, le Gouvernement Impérial de Russie, en se gardant une pleine et entière liberté d'action quant à l'assimilation du tarif douanier du Grand-Duché de Finlande au tarif de l'Empire russe à partir du 18 (31) décembre 1903, croit devoir réserver aux autorités compétentes du Grand-Duché de Finlande le droit d'introduire dans ledit tarif des changements partiels, motivés par les besoins locaux du commerce et de l'industrie.

En outre, la lettre de Votre Excellence constate que le Gouvernement Impérial de Russie consent à ce que l'effet du traité de commerce et de navigation conclu le 29 janvier (10 février) 1894 entre l'Allemagne et la Russie, avec les dispositions de la première partie du Protocole final qui fait partie intégrante du traité, s'étendra au Grand-Duché de Finlande en tout ce qui lui est applicable et spécialement pour ce qui concerne les dispositions portées aux articles 6, 9 et 13 du traité.

Au nom de mon Gouvernement, je m'empresse de prendre acte de ces déclarations contenues dans votre lettre précitée.

---

ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE, FRANCE, ITALIE, LUXEMBOURG, MONTENEGRO (1), PAYS-BAS (2), RUSSIE, SUISSE (3).

**Convention concernant l'application de mesures protectrices communes contre le choléra.**

(15 avril 1893) (4).

Le Conseil fédéral suisse ; Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, au nom de l'Empire allemand ; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi apostolique de Hongrie ; Sa Majesté le Roi des Belges ; le Président de la République française ; Sa Majesté le Roi d'Italie ; Son Altesse royale le Grand-Duc de Luxembourg ; Son Altesse le Prince de Montenegro ; Sa Majesté la Reine des Pays Bas et, en son nom, Sa Majesté la Reine régente du Royaume ; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, ayant décidé d'établir des mesures communes pour sauvegarder la santé publique en temps d'épidémie cholérique, sans apporter d'entraves inutiles aux transactions commerciales et au mouvement des voyageurs, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, M. le Comte Charles de Donhoff, son Conseiller intime actuel et son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, à Dresde ; M. Hopf, son conseiller

(1) Le Montenegro n'a pas ratifié. V. Procès-verbal ci-après.

(2) Les Pays-Bas n'ont pas encore ratifié.

(3) La Grande-Bretagne a adhéré par protocole des 13/15 juillet 1893. V. ci-après.

(4) Les ratifications ont été échangées, à Berlin, le 1<sup>er</sup> février 1894.

intime supérieur de Régence au Département de l'Intérieur ; M. le Chevalier de Landmann, Conseiller supérieur de Régence au Ministère royal de l'Intérieur de Bavière ; M. de Criegern, Conseiller intime de Régence au Ministère royal de l'Intérieur de Saxe ; M. le Dr Koch, Professeur à l'Université royale de Berlin, son Conseiller intime de médecine, Membre extraordinaire de l'Office sanitaire impérial ; M. le Dr Lehmann, son Conseiller de légation au Département des Affaires étrangères ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi apostolique de Hongrie, M. Hengelmüller de Hengervar, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Rio-de-Janeiro ; M. le Chevalier de Gsiller, son Consul général, Délégué à la Commission européenne du Danube ; M. le Chevalier Dr Kusy, Conseiller au Ministère impérial royal de l'Intérieur à Vienne ; M. le Dr Alexandre de Fascho-Moys, Conseiller au Ministère royal hongrois de l'Intérieur à Budapest ; M. de Ebner, Conseiller de Section au Ministère impérial-royal du Commerce à Vienne ; M. Charles de Vajkay, Ingénieur supérieur des chemins de fer de l'Etat hongrois ;

Sa Majesté le Roi des Belges, M. E. Beco, Secrétaire général du Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics ;

Le Président de la République française, M. Camille Barrère, Ministre Plénipotentiaire de 1<sup>re</sup> classe, Chargé d'Affaires de France à Munich ; M. le Professeur Brouardel, Doyen de la Faculté de Médecine de Paris, Membre de l'Institut, Président du Comité consultatif d'Hygiène publique ; M. le Professeur Proust, Membre de l'Académie de Médecine, Inspecteur général des Services sanitaires ;

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. le Comte Curtopassi, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire à Bucarest ; le Commandeur Pagliani, Docteur en médecine, Professeur d'hygiène à la Faculté de Médecine, Directeur de la Santé publique au Ministère de l'Intérieur ;

Son Altesse royale le Grand Duc de Luxembourg, M. le Comte H.-E.-V. de Villers, son Chargé d'Affaires à Berlin ;

Son Altesse le Prince de Montenegro, M. Hengelmüller de Hengervar, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Roi apostolique de Hongrie ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et, en son nom, Sa Majesté la Reine régente du Royaume, M. L.-H. Ruysenaers, son Ministre résident ; M. le Dr Ruysch, Conseiller au Ministère de l'Intérieur ;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, M. Yonine, son Conseiller privé et son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire ;

Le Conseil fédéral suisse, M. le Colonel Dr Roth, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la Confédération suisse près l'Empire allemand ; M. le Dr F. Schmid, Chef du Bureau sanitaire fédéral.

Lesquels, ayant échangé leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

## I

En ce qui concerne la prophylaxie internationale applicable aux voyageurs et aux marchandises :

Seront appliquées désormais les mesures indiquées et précisées dans l'annexe I de la présente Convention.



## II

En ce qui touche le régime sanitaire de l'embouchure du Danube (bouche de Soulina) :

Sont adoptées les dispositions consignées dans l'annexe II.

## III

Les pièces ci-annexées ont la même valeur que si elles étaient incorporées dans la présente Convention.

## IV

La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date de la ratification. Elle sera renouvelée de cinq en cinq ans par tacite reconduction, sauf dénonciation, dans une période de six mois avant l'expiration de ce terme, par l'une des Hautes Parties Contractantes.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard du ou des Pays qui l'auront notifiée. La convention restera exécutoire pour les autres Etats. Les Hautes Parties Contractantes se réservent également la faculté de provoquer, par la voie des négociations diplomatiques, les modifications qu'elles jugeraient nécessaire d'introduire dans la Convention et ses annexes.

La présente Convention sera ratifiée ; les ratifications en seront déposées à Berlin le plus tôt possible et au plus tard dans le délai de six mois à dater du quinze avril mil huit cent quatre-vingt-treize.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en dix exemplaires, à Dresde, le quinze avril mil huit cent quatre-vingt-treize.

(L. S.) Comte Charles DE DONHOFE.

— HOPF.  
 — Robert von LANDMANN.  
 — Friedrich von CRIEGERN.  
 — R. KOCH.  
 — LEHMANN.  
 — HENGELMULLER.  
 — GSILLER.  
 — Dr Em. KUSY.  
 — FASCHO-MOYS.  
 — EBNER.  
 — VAJKAY.  
 — E. BECO.  
 — Camille BARRÈRE.  
 — P. BROUARDEL.  
 — A. PROUST.  
 — Comte CURTOPASSI.  
 — L. PAGLIANI.  
 — H. DE VILLERS.  
 — HENGELMULLER.  
 — L.-S. RUISSENAERS.  
 — Dr RUYSCH.  
 — YONINE,

— ROTH.  
— Dr SCHMID.

ANNEXE I A LA CONVENTION

TITRE I

*Mesures destinées à tenir les Gouvernements signataires de la convention au courant de l'état d'une épidémie de choléra, ainsi que des moyens employés pour éviter sa propagation et son importation dans les endroits indemnes.*

Notification et communications ultérieures.

Le Gouvernement du pays contaminé doit notifier, aux Gouvernements, l'existence d'un foyer cholérique. Cette mesure est essentielle.

Elle n'aura de valeur réelle que si celui-ci est prévenu lui-même des cas de choléra et des cas douteux survenus sur son territoire. On ne saurait donc trop recommander, aux divers Gouvernements, la déclaration obligatoire des cas de choléra par les médecins.

L'objet de la notification sera l'existence d'un foyer cholérique, l'endroit où il s'est formé, la date du début de ce foyer, le nombre des cas constatés cliniquement et celui des décès. Les cas restés isolés ne feront pas nécessairement l'objet d'une notification.

La notification sera faite aux agences diplomatiques ou consulaires dans la capitale du pays contaminé. Pour les pays qui n'y sont pas représentés, la notification sera faite directement, par télégraphe, aux Gouvernements étrangers.

Cette première notification sera suivie de communications ultérieures données d'une façon régulière de manière à tenir les Gouvernements au courant de la marche de l'épidémie. Ces communications se feront au moins une fois par semaine.

Les renseignements, sur le début et la marche de la maladie, devront être aussi complets que possible. Ils indiqueront plus particulièrement les mesures prises en vue de combattre l'extension de l'épidémie. Ils devront préciser les mesures prophylactiques adoptées relativement :

A l'inspection sanitaire ou à la visite médicale,

A l'isolement,

A la désinfection,

et les mesures prescrites au point de vue du départ des navires et de l'exportation des objets susceptibles.

Il est entendu que les pays limitrophes se réservent de faire des arrangements spéciaux en vue d'organiser un service d'informations directes entre les chefs des administrations des frontières.

Le Gouvernement de chaque Etat sera tenu de publier immédiatement les mesures qu'il croit devoir prescrire au sujet des provenances d'un pays ou d'une circonscription territoriale contaminée (1).

Il communiquera aussitôt cette publication à l'agent diplomatique ou consulaire du pays contaminé, résidant dans sa capitale. A défaut d'agence diplomatique ou consulaire dans la capitale, la communication se fera directement au Gouvernement du pays intéressé.

Il sera tenu également de faire connaître, par les mêmes voies, le retrait de ces mesures ou les modifications dont elles seraient l'objet.

(1) On entend, par le mot *circonscription*, une partie de territoire d'un pays placée sous une autorité administrative bien déterminée, ainsi : une province, un « gouvernement », un district, un département, un canton, une île, une commune, une ville, un village, un port, un polder, etc., quelles que soient l'étendue et la population de ces portions de territoire.

## TITRE II

*Conditions dans lesquelles une circonscription territoriale doit être considérée comme contaminée ou saine.*

Est considérée comme contaminée toute circonscription où a été constatée officiellement l'existence d'un foyer de choléra.

N'est plus considérée comme contaminée toute circonscription dans laquelle un foyer a existé, mais où, après constatation officielle, il n'y a eu ni décès, ni cas nouveau de choléra depuis cinq jours, à condition que les mesures de désinfection nécessaires aient été exécutées.

Les mesures préventives seront appliquées au territoire contaminé à partir du moment où le début de l'épidémie aura été officiellement constaté.

Ces mesures cesseront d'être appliquées dès qu'il aura été officiellement constaté que la circonscription est redevenue saine.

Ne sera pas considéré comme donnant lieu à l'application de ces mesures le fait que quelques cas isolés, ne formant pas foyer, se sont manifestés dans une circonscription territoriale.

## TITRE III

*Nécessité de limiter, aux circonscriptions territoriales contaminées, les mesures destinées à empêcher la propagation de l'épidémie.*

Pour restreindre les mesures aux seules régions atteintes, les Gouvernements ne doivent les appliquer qu'aux provenances des circonscriptions contaminées.

Mais cette restriction limitée à la circonscription contaminée ne devra être acceptée qu'à la condition formelle que le Gouvernement du pays contaminé prenne les mesures nécessaires pour prévenir l'exportation des objets susceptibles provenant de la circonscription contaminée.

Quand une circonscription est contaminée, aucune mesure restrictive ne sera prise contre les provenances de cette circonscription, si ces provenances l'ont quittée cinq jours au moins avant le début de l'épidémie.

## TITRE IV

*Marchandises ou objets susceptibles envisagés au point de vue des défenses d'importation ou de transit — et de la désinfection.*

## I

## Importation et transit.

Les seuls objets ou marchandises susceptibles qui peuvent être prohibés à l'entrée sont :

1° Les linges de corps, hardes et vêtements portés (effets à usage), les literies ayant servi ;

Lorsque ces objets sont transportés comme bagages ou à la suite d'un changement de domicile (effets d'installation), ils sont soumis à un régime spécial ;

2° Les chiffons et drilles.

Ne doivent pas être interdits :

a) Les chiffons comprimés par la force hydraulique et qui sont transportés comme marchandises en gros, par ballots cerclés de fer et portant des marques et des numéros d'origine acceptés par l'autorité du pays de destination ;

b) Les déchets neufs, provenant directement d'ateliers de filature, de tissage, de confection ou de blanchiment ; les laines artificielles (Kunstwolle, shoddy) et les rognures de papier neuf.

Le transit des marchandises ou objets susceptibles, emballés de telle façon qu'ils ne puissent être manipulés en route, ne doit pas être interdit.

De même, lorsque les marchandises ou objets susceptibles sont transportés

de telle façon qu'en cours de route ils n'aient pu être en contact avec des objets souillés, leur transit à travers une circonscription territoriale contaminée ne doit pas être un obstacle à leur entrée dans le pays de destination.

Les marchandises et objets susceptibles ne tomberont pas sous l'application des mesures de prohibition à l'entrée, s'il est démontré à l'autorité du pays de destination qu'ils ont été expédiés cinq jours au moins avant le début de l'épidémie.

Il n'est pas admissible que les marchandises puissent être retenues en quarantaine aux frontières de terre. La prohibition pure et simple ou la désinfection sont les seules mesures qui puissent être prises.

## II

### Désinfection.

*Bagages.* — La désinfection sera obligatoire pour le linge sale, les hardes, vêtements et objets qui font partie de bagages ou de mobiliers (effets d'installation) provenant d'une circonscription territoriale déclarée contaminée et que l'autorité sanitaire locale considérera comme contaminés.

*Marchandises.* — La désinfection ne sera appliquée qu'aux marchandises et objets que l'autorité sanitaire locale considérera comme contaminés ou à ceux dont l'importation peut être défendue.

Il appartient à l'autorité du pays de destination de fixer le mode et l'endroit de la désinfection.

La désinfection devra être faite de manière à ne détériorer les objets que le moins possible.

Il appartient à chaque Etat de régler la question relative au paiement éventuel de dommages-intérêts résultant d'une désinfection.

Les lettres et correspondances, imprimés, livres, journaux, papiers d'affaires, etc. (non compris les colis postaux) ne seront soumis à aucune restriction ni désinfection.

## TITRE V

### *Mesures à prendre aux frontières terrestres. — Service des chemins de fer. Voyageurs.*

Les voitures affectées au transport des voyageurs, de la poste et des bagages ne peuvent être retenues aux frontières.

S'il arrive qu'une de ces voitures soit souillée, elle sera détachée du train pour être désinfectée, soit à la frontière, soit à la station d'arrêt la plus rapprochée, lorsque la chose sera possible.

Il en sera de même pour les wagons à marchandises.

Il ne sera plus établi de quarantaines terrestres.

Seuls, les malades cholériques et les personnes atteintes d'accidents cholériques peuvent être retenus.

Il importe que les voyageurs soient soumis, au point de vue de leur état de santé, à une surveillance de la part du personnel des chemins de fer.

L'intervention médicale se bornera à une visite des voyageurs et aux soins à donner aux malades.

S'il y a une visite médicale, elle sera combinée, autant que possible, avec la visite douanière, de façon que les voyageurs soient retenus le moins longtemps possible.

Dès que les voyageurs, venant d'un endroit contaminé, seront arrivés à destination, il serait de la plus haute utilité de les soumettre à une surveillance de cinq jours à compter de la date du départ.

Les mesures concernant le passage, aux frontières, du personnel des chemins de fer et de la poste sont du ressort des administrations intéressées. Elles seront combinées de façon à ne pas entraver le service régulier.

Les Gouvernements se réservent le droit de prendre des mesures particulières à l'égard de certaines catégories de personnes, notamment envers :



- a. Les bohémiens et les vagabonds ;
- b. Les émigrants et les personnes voyageant ou passant la frontière par troupes.

## TITRE VI

### *Régime spécial des zones frontières.*

Le règlement du trafic frontière et des questions inhérentes à ce trafic et l'adoption de mesures exceptionnelles de surveillance doivent être laissés à des arrangements spéciaux entre les Etats limitrophes.

## TITRE VII

### *Voies fluviales : Fleuves, Canaux et Lacs.*

On doit laisser, aux Gouvernements des Etats riverains, le soin de régler, par des arrangements spéciaux, le régime sanitaire des voies fluviales.

On recommande les règlements allemands édictés en 1892 et dont l'application a donné de bons résultats.

## TITRE VIII

### *Partie maritime. — Mesures à prendre dans les ports.*

Est considéré comme infecté le navire qui a du choléra à bord ou qui a présenté des cas nouveaux de choléra depuis sept jours.

Est considéré comme *suspect* le navire à bord duquel il y a eu des cas de choléra au moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun cas nouveau depuis sept jours.

Est considéré comme *indemne*, bien que venant d'un port contaminé, le navire qui n'a eu ni décès ni cas de choléra à bord, soit avant le départ, soit pendant la traversée, soit au moment de l'arrivée.

Les navires *infectés* sont soumis au régime suivant :

- 1° Les malades sont immédiatement débarqués et isolés ;
- 2° Les autres personnes doivent être également débarquées, si possible, et soumises à une observation, dont la durée variera selon l'état sanitaire du navire et selon la date du dernier cas, sans pouvoir dépasser cinq jours ;
- 3° Le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers qui, de l'avis de l'autorité sanitaire du port, seront considérés comme contaminés seront désinfectés, ainsi que le navire ou seulement la partie du navire qui a été contaminée.

Les navires *suspects* sont soumis aux mesures ci-après :

- 1° Visite médicale ;
- 2° Désinfection ; le linge sale, les effets à usage et les objets de l'équipage et des passagers qui, de l'avis de l'autorité sanitaire locale, seront considérés comme contaminés seront désinfectés ;
- 3° Evacuation de l'eau de la cale après désinfection et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord.

Il est recommandé de soumettre à une surveillance, au point de vue de leur état de santé, l'équipage et les passagers pendant cinq jours à dater de l'arrivée du navire.

Il est également recommandé d'empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

Les navires *indemnes* sont admis à la libre pratique immédiate, quelle que soit la nature de leur patente.

Le seul régime que peut prescrire, à leur sujet, l'autorité du port d'arrivée



consiste dans les mesures applicables aux navires suspects (visite médicale, désinfection, évacuation de l'eau de cale et substitution d'une bonne eau potable à celle qui est emmagasinée à bord).

Il est recommandé de soumettre à une surveillance, au point de vue de leur état de santé, les passagers et l'équipage pendant cinq jours à compter de la date où le navire est parti du port contaminé.

Il est recommandé également d'empêcher le débarquement de l'équipage, sauf pour raisons de service.

Il est entendu que l'autorité compétente du port d'arrivée pourra toujours réclamer un certificat attestant qu'il n'y a pas eu de cas de choléra sur le navire au port de départ.

L'autorité compétente du port tiendra compte, pour l'application de ces mesures, de la présence d'un médecin et d'un appareil de désinfection (étuve) à bord des navires des trois catégories susmentionnées.

Des mesures spéciales peuvent être prescrites à l'égard des navires encombrés, notamment des navires d'émigrants ou de tout autre navire offrant de mauvaises conditions d'hygiène.

Les marchandises arrivant par mer ne peuvent être traitées autrement que les marchandises transportées par terre, au point de vue de la désinfection et des défenses d'importation, de transit et de quarantaine (voir titre IV).

Tout navire qui ne voudra pas se soumettre aux obligations imposées par l'autorité du port sera libre de reprendre la mer.

Il pourra être autorisé à débarquer ses marchandises, après que les précautions nécessaires auront été prises, à savoir :

- 1° Isolement du navire, de l'équipage et des passagers ;
- 2° Evacuation de l'eau de la cale, après désinfection ;
- 3° Substitution d'une bonne eau potable à celle qui était emmagasinée à bord.

Il pourra également être autorisé à débarquer les passagers qui en feraient la demande, à la condition que ceux-ci se soumettent aux mesures prescrites par l'autorité locale.

Chaque pays doit pourvoir au moins un des ports du littoral de chacune de ses mers d'une organisation et d'un outillage suffisants pour recevoir un navire quel que soit son état sanitaire.

Les bateaux de cabotage feront l'objet d'un régime spécial à établir d'un commun accord entre les pays intéressés.

## ANNEXE II

### *Mesures à prendre à l'égard des navires provenant d'un port contaminé et remontant le Danube.*

En attendant que la ville de Soulina soit pourvue d'une bonne eau potable, les bateaux qui remontent le fleuve devront être soumis à une hygiène rigoureuse.

L'encombrement des passagers sera strictement interdit.

## I

### Mesures à prendre à Soulina.

Les bateaux entrant en Roumanie par le Danube seront retenus jusqu'à la visite médicale et jusqu'à parachèvement des opérations de désinfection.

Les bateaux se présentant à Soulina devront subir, avant de pouvoir remonter le Danube, une ou plusieurs visites médicales sérieuses, faites de jour. Chaque matin, à une heure indiquée, le médecin s'assurera de l'état de santé de tout le personnel du bateau et ne permettra l'entrée que s'il constate la santé

parfaite de tout le personnel. Il délivrera, au capitaine ou au batelier, un passeport sanitaire ou patente ou certificat, dont la production sera exigée aux garages ultérieurs.

Il y aura une visite chaque jour. La durée de l'arrêt, à Soulina, des navires non infectés ne dépassera pas trois jours. La désinfection des linges contaminés sera effectuée dès l'arrivée.

On substituera une eau potable de bonne qualité à l'eau douteuse qui pourrait être à bord.

L'eau de la cale sera désinfectée.

Les mesures qui viennent d'être indiquées ne seront applicables qu'aux provenances de ports qui sont le siège d'un foyer cholérique.

Il est bien entendu qu'un navire provenant d'un port non contaminé — c'est-à-dire d'un port qui n'est pas le siège d'un foyer — pourra, s'il ne veut pas être soumis aux mesures restrictives précédemment indiquées, ne pas accepter les voyageurs venant d'un port contaminé.

Il y a lieu de perfectionner, à Soulina, l'établissement sanitaire, de le pourvoir de l'outillage moderne comme moyens de désinfection et de le compléter de façon à ce qu'on puisse débarquer et isoler les malades provenant d'un navire infecté, ainsi que les autres passagers.

## II

### Mesures à prendre sur les bords du fleuve.

Des postes sanitaires de moindre importance devront être installés sur les bords du fleuve, de façon à pouvoir débarquer des malades s'il s'en trouve à bord : les postes devront être pourvus de bonne eau potable et des moyens de désinfection nécessaires. Une entente doit être établie à cet égard entre le Gouvernement russe et le Gouvernement roumain.

Un médecin sera attaché à chaque poste sanitaire ou à chaque point de relâche important.

Dans chaque station, une chambre convenablement isolée devra être préparée.

Tous les bateaux subiront, en passant devant ces postes, la visite médicale. S'il y a des malades ou des suspects, ils seront débarqués et isolés.

Les autres personnes devront être également débarquées et isolées pendant cinq jours.

Les cabines, dortoirs et autres endroits contaminés, le linge, les hardes et objets souillés seront désinfectés ; il en sera de même de la cale ; une bonne eau potable sera substituée à l'eau douteuse du bord.

Pour les bateaux dans lesquels il n'y aura ni malade, ni suspect, on désinfectera les cabinets et la cale, et l'on substituera une bonne eau potable à celle qui est à bord et qui pourrait être mauvaise.

Après la visite médicale, on donnera, au capitaine ou au chef de l'équipage, un certificat indiquant les précautions qui ont été prises et les désinfections qui ont été effectuées ; ce certificat précisera, en outre, le nombre des passagers et des hommes de l'équipage.

Ce certificat devra être présenté dans les différents postes.

Lorsque le bateau abordera une nouvelle circonscription, il subira une nouvelle visite médicale.

La cale sera de nouveau désinfectée, à moins que l'eau ne renferme encore, d'une façon non douteuse, le mercure ou la chaux à l'état alcalin.

### Protocole d'adhésion.

13/15 juillet 1893.

La Conférence sanitaire internationale de Dresde, lors de la signature

de la Convention, dans la séance du 15 avril 1893, a décidé qu'un Protocole d'adhésion resterait ouvert pour les Puissances dont les Représentants n'ont pas été à même de signer cette Convention.

En conséquence, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant faire usage de cette faculté, a nommé Plénipotentiaires :

Mr. Strachey, son Ministre Résident à Dresde ; M. le Dr Thorne Thorne, C.-B., Chef de la Section Médicale du Local Government Board, à Londres ; Mr. H Farnall, C.-M.-G., Secrétaire au Foreign Office, à Londres ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont déclaré ce qui suit :

Le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande adhère à la Convention Sanitaire Internationale conclue à Dresde, le 15 avril 1893, et à ses annexes, sous la réserve toutefois que, dans le Royaume-Uni, les personnes bien portantes qui arrivent à bord d'un navire infecté ne soient pas soumises à une observation, mais seulement à une surveillance médicale dans leur domicile.

Le Secrétaire d'Etat au Département impérial allemand des Affaires étrangères, M. le Baron Marschall de Bieberstein, accepte, au nom des Puissances signataires de la Convention, cette déclaration d'adhésion et constate en même temps que les Gouvernements signataires ont consenti à la réserve faite ci-dessus.

En foi de quoi, le présent Protocole a été dressé à Londres/Berlin, le 13/15 juillet 1893.

*Signé* : G. STRACHEY.  
R. THORNE THORNE.  
H. FARNALL.  
BARON MARSCHALL.

#### Procès-verbal de dépôt des ratifications.

1<sup>er</sup> février 1894.

Le délai prévu pour le dépôt des ratifications dans l'art. 4 de la Convention sanitaire de Dresde, du 15 avril 1893, ayant dû être prolongé, les Soussignés, savoir : Son Excellence M. le Baron Marschall de Bieberstein, Secrétaire d'Etat au Département des Affaires étrangères d'Allemagne ; Son Excellence M. de Szogyény-Marich, Ambassadeur d'Autriche-Hongrie ; M. le Baron Greindl, Ministre de Belgique ; Son Excellence M. Herbette, Ambassadeur de France ; Son Excellence Sir Edward Malet, Ambassadeur de la Grande-Bretagne et d'Irlande ; Son Excellence M. le Comte Lanza, Ambassadeur d'Italie ; M. le Comte de Villers, Chargé d'Affaires de Luxembourg ; Son Excellence M. le Comte Schouvaloff, Ambassadeur de Russie ; M. le Colonel Dr Roth, Ministre de la Confédération Suisse, se sont réunis aujourd'hui, au Département des Affaires étrangères à Berlin, à l'effet d'accomplir les formalités du dépôt des ratifications de ladite Convention et du Protocole du 13/15 juillet 1893, concernant l'adhésion du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Ont été présentées et reconnues en bonne et due forme les ratifications de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ; de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi apostolique de Hongrie ; de Sa Majesté le Roi des Belges ; du Président de la République française ; de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande ; de Sa Majesté le Roi d'Italie ; de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg ; de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies ; et du Conseil fédéral suisse.

Il a été constaté que le Monténégro s'est décidé à s'abstenir de la ratification.

Le Gouvernement des Pays-Bas n'étant à même de ratifier la Convention que plus tard, les Soussignés prient le Gouvernement impérial allemand de se charger de la réception de la ratification des Pays-Bas, et d'en donner connaissance par une lettre circulaire aux Etats intéressés.

Il est bien entendu que le délai de cinq ans, fixé par l'art. 4 pour la durée de la Convention, datera du jour de la signature du présent procès-verbal.

En foi de quoi, les Soussignés ont dressé le présent procès-verbal dont l'exemplaire unique reste aux Archives du Département des Affaires étrangères à Berlin, par les soins duquel une copie certifiée en sera délivrée à chacune des Hautes Parties signataires.

Fait à Berlin, le 1<sup>er</sup> février 1894.

*Signé* : BARON DE MARSCHALL.  
SZOGYÉNY.  
GREINDL.  
Jules HERBETTE.  
Edward B. MALET.  
C. LANZA.  
H. DE VILLERS.  
Comte Paul SCHOUVALOFF.  
ROTH.

**Message du conseil fédéral à l'assemblée fédérale au sujet de la convention conclue le 15 avril 1893 entre la Suisse et neuf états européens, concernant l'application de mesures protectrices communes contre le choléra.**

(Du 16 mai 1893.)

Monsieur le Président et Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous soumettre la convention arrêtée par la conférence sanitaire internationale de Dresde et signée, le 15 avril 1893, par 10 des 19 Etats qui y étaient représentés, au sujet de l'application de mesures protectrices communes contre le choléra. Ont adhéré à la convention : la Suisse, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, le Montenegro, les Pays-Bas et la Russie. Parmi les neuf autres Etats (le Danemark, l'Espagne, la Grande-Bretagne, la Grèce, le Portugal, la Roumanie, la Serbie, la Suède et Norvège et la Turquie), l'Angleterre adhèrera sûrement à la convention, le Danemark, la Suède et Norvège y adhéreront très probablement aussi dans l'espace de trois mois, pendant lequel le protocole reste ouvert pour être signé par les puissances dont les représentants n'ont



pas encore apposé leur signature. Les délégués de la Grande-Bretagne ont adhéré à toutes les décisions de la conférence sous la réserve seule de vouloir dépasser, sous certains rapports, la limite fixée par la conférence, en vue de faciliter le transit. Les représentants du Danemark et de la Suède-Norvège ont déclaré vouloir recommander l'adoption de la convention à leurs gouvernements respectifs. Les délégués des autres Etats, tout en approuvant en principe les décisions de la conférence, ont déclaré prendre, en attendant, le projet de convention *ad referendum*.

Les pays qui n'ont pas pris part à la conférence pourront, sur leur demande, accéder à la convention dans les formes habituelles.

Avant de discuter le contenu de la convention ci-jointe, nous la ferons précéder des explications suivantes :

Le choléra asiatique ou mieux le choléra indien, épidémie exotique la plus redoutable et la plus redoutée de notre siècle, n'a sévi, jusqu'en 1817, que très rarement et sur le sol asiatique seulement, en dehors des Indes orientales, où il semble régner à l'état endémique depuis des siècles déjà. Pendant cette année-là, il commença à se répandre subitement et d'une manière inaccoutumée dans les Indes et, les années suivantes, dans toute l'Asie, pour s'arrêter tout près des frontières de l'Europe. Cette première pandémie cholérique, qui se prolongea jusqu'en 1823, fut suivie, à des intervalles plus ou moins longs, d'autres pandémies, dont la durée comporta, dans la règle, dix ans, et dont l'extension s'accrut d'année en année. La deuxième pandémie, qui avait commencé en 1826, franchit la Perse pour se répandre en Europe (1830) et gagner, en quelques années, tout notre continent ; la Suisse ne fut pas épargnée non plus. Lors de la pandémie suivante (de 1846 à 1863), le fléau, sorti de la même source, atteignit l'Europe. Mais, à partir de 1865, il changea de route et choisit la voie de mer, beaucoup plus courte, pour s'abattre sur nous du fond des Indes, sa patrie ; l'année passée, il reprit brusquement, par l'Afghanistan et la Perse, la vieille voie de terre, que, grâce au perfectionnement apporté dans les voies de communication (chemins de fer), il a franchi en bien moins de temps qu'auparavant.

Les nombreuses victimes qu'a faites, chaque fois, le fléau et les dommages économiques considérables qu'il a causés directement et indirectement, ont engagé, à maintes reprises, les puissances européennes à délibérer sur les mesures communes à prendre en vue d'empêcher que le choléra se propage des Indes en Europe. Voici les conférences sanitaires internationales qui ont été convoquées à cet effet : à Paris, en 1851-52 et en 1859 ; à Constantinople, en 1866 ; à Vienne, en 1874 ; à Rome, en 1885 ; à Venise, en 1892, et à Dresde, dans le courant de ce printemps (du 11 mars au 15 avril). La Suisse a envoyé des délégués à trois de ces conférences : à celles de Vienne, de Rome et de Dresde.

Tandis que les cinq premières conférences sanitaires qui ont examiné les mesures propres à se garantir non seulement du choléra, mais encore d'autres épidémies exotiques, telles que la peste et la fièvre jaune, n'ont abouti, à l'exception de la conférence de Paris de 1851-52, qu'à formuler une série de thèses et de vœux ; le programme des délibérations des conférences de Venise et de Dresde a été beaucoup plus circonscrit. C'est grâce à cette circonstance surtout qu'il faut attribuer le fait que ces deux dernières conférences ont conduit à un résultat pratiqué : la conclusion d'une convention.

La conférence de Venise avait pour mandat d'empêcher, par une réorganisation opportune du service sanitaire en Egypte, la propagation du choléra en Europe par voie maritime à travers la mer Rouge et le canal de Suez, mais en même temps aussi, autant que ce but pouvait être atteint, d'apporter le moins d'entraves possibles à la navigation. Dans la convention finale, à laquelle ont adhéré, soit immédiatement, soit plus tard, tous les Etats ayant pris part à la conférence, cette tâche trouva une solution des plus satisfaisantes (1).

(1) V. cette Convention *Archives*, 1893, IV, p. 5.

Après qu'on eût pris, de cette manière, des mesures préventives contre l'invasion du choléra par voie maritime, le fléau apparut inopinément en Europe quelques mois plus tard, ainsi qu'on l'a rappelé ci-dessus, en prenant la voie de terre évitée depuis quelques dizaines d'années, se répandit, avec une rapidité surprenante, sur toute la Russie, une partie de l'Allemagne septentrionale, de la Belgique, de la Hollande et, plus tard, de la Hongrie, signala sa présence dans des foyers plus ou moins étendus en Galicie, en Serbie, en Roumanie, etc., et se propagea aussi en Norvège, à Capri, en Angleterre et en Amérique, sans toutefois prendre, dans ces endroits, un caractère épidémique. Indépendamment de cette épidémie marchant à grands pas, le choléra s'était déjà montré en France au printemps, sans qu'on ait pu obtenir des données exactes sur son mode d'apparition et son importation. L'épidémie suivit, dans ce dernier pays, une marche beaucoup plus lente, et, à l'heure actuelle, on ne peut pas encore la regarder comme éteinte.

Dès que la nouvelle de l'irruption du choléra indien dans le sud de la Russie fut officiellement confirmée, les autres Etats européens prirent des mesures les plus énergiques pour éloigner la contagion de leurs frontières. Ces mesures concernèrent, en premier lieu, le transport des voyageurs et le trafic des marchandises, mesures que les Etats appliquèrent différemment. Mais lorsque le fléau commença inopinément à sévir à Hambourg de la manière terrible que l'on sait, la panique fit prendre, dans beaucoup d'endroits, des mesures prohibitives tout à fait incroyables. Les dommages matériels causés par ces mesures non justifiées ont été énormes et ont beaucoup contribué à augmenter la misère dans les contrées et les localités visitées par le fléau.

Si nous comparons les mesures prises, l'année dernière, par les divers Etats de l'Europe en vue du transport des voyageurs nous trouvons, à côté de pays qui n'ont entravé ce service en aucune manière (la Suisse, la Belgique, l'Italie, l'Angleterre, l'Allemagne, etc.), d'autres pays qui soumirent, à une visite sanitaire, les voyageurs entrant sur leur territoire (la France, l'Espagne, etc.) et d'autres enfin qui firent subir une quarantaine de plusieurs jours (jusqu'à 11 jours) aux personnes venant de l'étranger (la Roumanie, la Serbie, la Bulgarie, la Turquie, etc.); on établit même des cordons sanitaires complets à plusieurs endroits.

Les mesures concernant le bagage des voyageurs différaient également. Tandis que quelques Etats n'avaient prescrit des mesures sanitaires que par rapport au bagage des voyageurs atteints du choléra ou suspects de l'être, d'autres pays ont soumis, à des mesures spéciales à la frontière, le bagage de tous les voyageurs. Ces mesures différaient beaucoup les uns des autres, selon les divers pays et visaient à la prescription de la désinfection obligatoire de tous les effets sans égard à leur nature et à leur provenance.

Ces divergences ont été le plus frappantes à l'égard des restrictions apportées au trafic des marchandises, ainsi que le montrent les exemples ci-après :

La défense d'importer des pays infectés ou considérés comme tels a été appliquée aux marchandises et objets suivants :

1. Suisse : chiffons et drilles de tout genre, vieux habits, objets de literie et linge de corps déjà usagés; poissons et crustacés (à moins d'être renfermés dans des boîtes de fer-blanc ou des verres bien clos) et caviar.

2. France : chiffons et drilles, literie et légumes.

3. Italie : chiffons, habits usagés et literie.

4. Allemagne : chiffons et drilles, objets de literie et linge de corps usagés, vêtements portés, fruits, légumes frais, beurre et fromage à pâte molle.

5. Autriche-Hongrie : chiffons et drilles; vieux filets, vieux cordages et vieilles cordes; charpie; tous les objets formés d'étoffes textiles, caoutchouc, toile cirée, cuirs et fourrures ayant été usagés comme vêlement, literie, linge ou autrement; vieille ouate de laine déjà usagée; laine écrue; peaux et cuirs bruts et salés; poils bruts de tous genres et soies de porc; plumes à lit; vessies fraîches et boyaux; cornes, ongles, pieds, sabots, os et déchets provenant d'animaux abattus; engrais d'animaux; os; sang liquide et desséché; tendons, colle

forte; en outre, raisins de table frais, ananas; légumes frais et fruits, en tant qu'ils ne sont pas destinés à être apprêtés directement en fabrique; poissons frais; écrevisses d'eaux douces; escargots frais; mollusques ou crustacés de mer (tels que huîtres, homards, seiches, crabes); tortues non préparées; poissons salés, fumés, séchés et non spécialement dénommés; harengs salés ou fumés; poissons préparés (marinés ou conservés dans l'huile, etc.) en barils; caviar et succédanés de caviar; lait; beurre frais et salé; graisses de porcs et d'oies, brutes, non fondues; lard; suifs bruts; viande fraîche ou préparée (salée, séchée, fumée); saucisses; fromage.

6. Grande-Bretagne : chiffons, literie, vêtements portés ou sales.

7. Russie : chiffons, vieux habits et literie usagés, duvet, plume et poils.

8. Espagne : chiffons, étoffes usagées, matelas, linge de lit, peaux non tannées, fruits et légumes.

9. Belgique : chiffons (à l'exception de déchets neufs), vieux habits, vêtements portés et literie usagée; poissons de toutes sortes, déchets de poissons; mollusques et crustacés.

10. Pays-Bas : chiffons, vêtements portés, linge de corps et literie non lavés; laine écrue et poils, peaux, fourrures; comestibles, boissons; blé non en sac (y compris les cosses de grains), café, tabac, cigares, papier et articles de cordier (excepté les cordages).

11. Danemark : linge de corps usagé, vêtements portés, ouate usagée, laine artificielle, poils, peaux, légumes verts et fleurs.

12. Serbie : draps de lit et couvertures usagés, vieux habits, hardes, vieux papier, peaux et tous les articles en cuir; laine, poils, soie, chanvre et coton, plumes, déchets en général et déchets d'animaux; caviar, poissons salés, séchés et préparés; beurre; lait aigre, caillé, crème, fruits, salades, tomates, cornichons, articles de charcuterie, jambons, pain et pâtisseries fines de tout genre. Les denrées coloniales ont été soumises à une quarantaine de dix jours.

13. Bulgarie : linge de corps et objets de literie considérés comme articles de commerce, vêtements portés, chiffons et débris d'étoffes tissées de tout genre, échantillons de vieilles étoffes, sacs usagés, cordes et vieux papier, peaux brutes, fourrures et objets fabriqués avec celles-ci (usagés ou non, ou portés par les voyageurs); vessies et boyaux frais ou séchés; laine et ouate non lavées; lait et produits qui en découlent : beurre, fromage, crème; fruits frais de toutes sortes; poissons frais, salés ou fumés, sardines, conserves et caviar; viande fraîche, salée ou fumée, saucisses et jambons; huile dans des outres; poil de bœuf et crin (à l'exception de tissus de crin teint pour le tamis; soies de porc, poil de chameau; plumes de tout genre, y compris celles qui servent à la fabrication de n'importe quel article; eaux minérales.

Toutes les autres marchandises provenant de pays contaminés ont été soumises à une quarantaine de vingt jours et n'ont été livrées qu'après avoir été désinfectées pièce par pièce. Les marchandises importées de localités non contaminées d'un pays infecté et celles qui venaient de pays indemnes, mais qui avaient passé par une contrée visitée par le choléra, devaient subir une quarantaine de onze jours et être désinfectées. L'entrée de la Bulgarie a été longtemps interdite aux colis postaux. Seuls, les envois d'argent dans des paquets ont été tolérés.

14. Portugal : fruits, légumes frais; chiffons, literie et laine; objets servant à l'ameublement des chambres : tapis, rideaux, portières, tapisseries, meubles usagés, rembourrés et capitonnés; bottines usagées et vieux habits; engrais de crin végétal; matières organiques en voie de décomposition; produits d'animaux : sang, cuirs, peaux et crins, plumes naturelles, poils et os, viande fraîche, séchée ou salée, jambon, saucisses, colle, gélatine, saindoux et beurre; moût de vin ou olives; pain ou produits similaires; levure; biscuits et gâteaux; oiseaux morts ou vivants, poissons frais, salés ou séchés; œufs, miels, ciré brute, lait et laitages; conserves; tabac manufacturé ou non manufacturé;



voitures usagées ; en outre, tous les objets et animaux ayant de l'analogie avec celui qui précède.

Il est hors de doute que des restrictions si exagérées dans le trafic des marchandises, telles que les avaient arrêtées l'Autriche-Hongrie, les Pays-Bas, la Roumanie, la Serbie, le Portugal, etc., devaient amener de grandes perturbations économiques, et avoir des conséquences nuisibles tant pour les pays contre lesquels ces mesures avaient été dirigées que pour ceux qui les avaient prises. En outre, la diversité infinie et les modifications fréquentes des mesures de contrôle et d'interdiction, au sujet desquelles on n'était souvent pas au clair dans le pays même, créèrent une insécurité et une situation des plus fâcheuses et des plus préjudiciables, de nature à enrayer et même à paralyser le transit international.

La crainte d'essuyer des pertes matérielles par suite de ces restrictions poussées à l'extrême a, d'ailleurs, eu pour conséquence que, bien des fois, les épidémies cholériques ont été tenues secrètes, ce qui a été la source de nouvelles infections. De ce côté là aussi, ces exagérations ont donc eu des suites très regrettables et funestes, et ont provoqué et produit justement ce qu'elles voulaient éviter.

Les hommes scientifiques compétents ont reconnu, depuis longtemps déjà, que les entraves apportées au transit n'exercent qu'une influence très-faible sur la marche du choléra, et que le trafic des marchandises n'est pour ainsi dire pas dangereux. Cette manière de voir ayant été confirmée sous tous les rapports par les expériences faites l'année dernière, la proposition du gouvernement austro-hongrois d'amener une entente internationale au sujet des mesures prohibitives à prendre par les différents Etats en cas de danger de choléra rencontra l'assentiment général, et tous les Etats requis à cet effet se déclarèrent prêts à renvoyer des délégués à la conférence sanitaire proposée.

Dresde fut désignée comme lieu de réunion, et la conférence s'ouvrit dans cette ville le 11 avril de cette année. Outre la Suisse, les 18 Etats suivants y étaient représentés par des délégués : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, le Montenegro, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, la Serbie, la Suède et Norwège et la Turquie.

M. le colonel A. Roth, docteur en droit, ministre de Suisse à Berlin, et M. le docteur F. Schmid, chef du bureau sanitaire fédéral, ont pris part aux délibérations comme fondés de pouvoirs de la Confédération Suisse.

Les débats portèrent sur les questions dont la solution était urgente en prévision d'une réapparition probable de l'épidémie cholérique, et, afin d'aboutir à un résultat final, ils se bornèrent à ce qu'il était possible de réaliser, abandonnant à une conférence ultérieure le soin de compléter l'œuvre commencée.

Le programme destiné à servir de base aux délibérations et rédigé sous forme de questionnaire, était conçu en ces termes :

#### *A. Partie générale.*

1. Quelles seraient les mesures propres pour tenir les gouvernements représentés au sein de la conférence régulièrement au courant de l'état de l'épidémie et des moyens appliqués en vue d'éviter la propagation et l'invasion de la maladie ?

2. Dans quelles conditions un endroit doit-il être considéré comme :

a. Suspect, b. infecté, c. indemne, du choléra, et à partir de quel moment et pour quelle durée les mesures préventives sont-elles admissibles envers les territoires contaminés ?

3. Quels sont les moyens de restreindre l'extension territoriale des mesures préventives appliquées contre le choléra de manière à en excepter les provenances absolument inoffensives ?

### B. Commerce et poste.

4. Quels sont les objets qui, en vue d'obvier à l'invasion du choléra, pourront être exclus de l'importation :

a. Dans le domaine du service des chemins de fer ?

b. Dans le domaine du service des colis postaux ?

5. Quelles sont les conditions auxquelles on pourrait admettre des marchandises dont l'entrée dans le pays de destination n'est pas prohibée à transiter des pays où leur importation est défendue, ou les admettre à l'entrée bien qu'elles aient passé par des Etats infectés par le choléra ?

6. Quelles sont les conditions qui permettront d'exempter, des prohibitions d'entrée, les marchandises qui, à raison de l'époque de leur expédition, peuvent être considérées comme non suspectes ?

7. Est-il permis d'appliquer à certains objets, en dehors de la défense d'entrer, des restrictions ultérieures ?

8. Quels sont les objets qui pourront être soumis à la désinfection, soit à la frontière, soit au lieu de destination, à savoir : sous quelles conditions et à quel endroit doit se faire la désinfection :

a. Des effets de voyageurs.

b. Des effets d'installation.

c. Quelles sont les conditions dans lesquelles les objets ne rentrant pas dans les catégories a et b pourront être soumis à la désinfection ?

9. Sous quelles conditions la désinfection (8, a et c) pourra-t-elle s'étendre également à des objets qui, provenant d'un territoire indemne, ont transité sur un territoire contaminé ?

10. La désinfection :

a. Des effets de voyageurs.

b. Des effets importés à la suite d'un changement de domicile.

c. Des objets ne rentrant pas dans ces catégories, pourrait-elle être réduite à certaines règles générales, admissibles pour tous les Etats, afin d'éviter, autant que possible, la détérioration de ces effets ?

En cas d'affirmative, quels sont ces principes généraux à adopter ?

11. Y a-t-il obligation d'une restitution en dommages-intérêts à la suite des procédés de désinfection ?

a. Quels sont les cas où un dédommagement pourra être réclamé ?

b. Cette responsabilité doit-elle être limitée ou non ?

12. Quant aux lettres et correspondances, pourra-t-on renoncer complètement aux mesures préventives et, en premier lieu, à la désinfection ?

13. La réglementation du trafic frontière pourra-t-elle être réservée aux Etats limitrophes ?

### C. Moyens de transport, véhicules, etc. (à l'exception des navires).

14. Parait-il nécessaire de retenir à la frontière, dans le service en transit des chemins de fer, les voitures destinées au transport des voyageurs, de la poste et des bagages ?

15. Doit-on désinfecter, à la frontière, les wagons de marchandises ?

16. Devrait-on laisser, aux gouvernements des Etats riverains, le soin de régler, par des arrangements spéciaux, le service de navigation sur les fleuves et sur les lacs ?

### D. Mouvement des voyageurs.

17. Les quarantaines terrestres sont-elles admissibles ?

18. Quelles sont les circonstances qui permettraient d'empêcher les personnes venant de l'étranger de continuer leur voyage ?

19. Doit-on soumettre les voyageurs à une surveillance permanente de la part du personnel des chemins de fer ?

20. Quelles sont les circonstances qui rendraient utile de soumettre, pendant leur voyage même, les voyageurs et le personnel des trains à une visite médicale ?

21. Pourra-t-on soumettre à une observation de plusieurs jours, après leur arrivée au lieu de destination, les personnes venant d'endroits contaminés ?

22. Quelles mesures doivent être prises pour réserver, aux employés des services d'exploitation (chemins de fer, poste), la faculté de passer la frontière, dans l'exercice de leurs fonctions, et de demeurer, en cas de besoin, dans les endroits limitrophes ?

23. Les gouvernements devront-ils se réserver le droit de prendre des mesures particulières envers certaines catégories de personnes, notamment envers :

a. Les bohémiens et les vagabonds.

b. Les émigrants et les personnes voyageant ou passant la frontière par troupes ?

24. Paraît-il utile d'abandonner aux états limitrophes le soin de régler, par des arrangements spéciaux, le trafic frontière ?

#### E. *Trafic par mer.*

25. Quand un navire doit-il être considéré comme infecté, et quand doit-il être considéré comme suspect ?

26. Quelles seraient les mesures suffisantes contre les navires infectés et les navires suspects ?

Notamment :

a. Est-il admissible d'interdire complètement l'entrée d'un port aux navires provenant d'un pays infecté par le choléra ?

b. Les quarantaines par mer sont-elles admissibles, ou bien une révision sanitaire suffirait-elle pourvu qu'elle fût accompagnée de l'isolement des malades ou des suspects et, le cas échéant, de l'observation de tout l'équipage et des voyageurs, ainsi que de mesures de désinfection ?

c. Si une quarantaine par mer est applicable, quels navires en seraient passibles ? quelle en sera la durée ? où sera-t-elle purgée ? Enfin, quelles communications le navire pourra-t-il entretenir avec la terre ?

27. Quels seraient les moyens de régler le régime quarantenaire de la Souline d'une manière conforme aux intérêts en jeu et dans quelles conditions les dispositions de la convention sanitaire de Venise pourraient-elles trouver leur application, en particulier, en ce qui concerne le transit en quarantaine ?

28. Pourra-t-on exempter de toute restriction le trafic postal ?

Pour discuter préalablement ce programme et présenter ensuite des propositions à la conférence plénière, trois commissions ont été instituées. La première a été chargée de traiter les questions 1 à 3 ; la deuxième, les questions 4 à 26 et 28, et la troisième, la question 27.

Il ressort déjà de cette répartition que la deuxième commission eut pour travaux la part du lion. Notre premier délégué, M. le ministre Roth, a été honoré du mandat important de présider cette commission.

Bien que les débats, sur certains points, aient été des plus difficiles et que la réussite de la conférence ait été plus d'une fois en jeu, cependant le résultat final a été des plus réjouissants et a dépassé toute attente, grâce au désir général d'arriver à une entente internationale et à l'esprit conciliant de divers Etats. Nous nous sommes vus à même de faire aussi des concessions, relativement peu importantes, il est vrai, et dont il sera parlé ci-après.

Le contenu des décisions de la conférence est reproduit dans les deux annexes à la convention. La deuxième annexe a trait à l'organisation d'un service sanitaire dans le canal de Souline et ne nous intéresse pas autrement, tandis que la première annexe, divisée en 8 chapitres, contient les décisions relatives aux mesures sanitaires générales et internationales à prendre contre le choléra.

Le premier de ces huit chapitres traite de l'obligation de l'information. Dès qu'un foyer cholérique aura été constaté dans un des Etats signataires, le gouvernement du pays contaminé doit le notifier aux autres gouvernements par voie diplomatique, cas échéant par télégraphe. Cette première notification sera



suivie de communications ultérieures, données au moins une fois par semaine, sur la marche de l'épidémie (nombre des cas constatés cliniquement et celui des décès), sur les mesures prises en vue de la combattre (inspection sanitaire, isolement, désinfection) et sur les mesures prescrites au point de vue du départ des navires et de l'exportation d'objets susceptibles. Les gouvernements des autres Etats sont tenus, par contre, de publier immédiatement les mesures prescrites au sujet des provenances d'un pays ou d'une circonscription territoriale contaminée et de communiquer cette publication au gouvernement du pays contaminé de la manière indiquée ci-dessus et de faire connaître le retrait de ces mesures ou les modifications dont elles seraient l'objet.

Les cas de choléra isolés ne feront pas nécessairement l'objet d'une notification, attendu que ceux-ci, quand ils ne constituent pas un foyer cholérique, n'offrent pas de danger pour les Etats voisins et ne donnent, par conséquent, lieu à aucune mesure internationale.

Ce premier chapitre est le couronnement d'une œuvre poursuivie depuis longtemps et marque un progrès réel dans le domaine de la lutte internationale contre les épidémies, duquel se sont préoccupés plusieurs conférences et congrès scientifiques.

Le deuxième chapitre renferme les conditions dans lesquelles une circonscription territoriale doit être considérée comme contaminée ou saine. Est considérée comme saine, une circonscription dans laquelle un foyer a existé, mais où, après constatation officielle, il n'y a eu ni décès, ni cas nouveau de choléra depuis cinq jours, à condition que les mesures de désinfection nécessaires aient été exécutées. Les mesures préventives devront être appliquées au territoire contaminé à partir du moment où le début de l'épidémie aura été officiellement constaté, et ces mesures cesseront d'être appliquées dès qu'il aura été officiellement constaté que la circonscription est redevenue saine.

Le troisième chapitre fait ressortir la nécessité de n'appliquer les mesures destinées à empêcher la propagation de l'épidémie qu'aux provenances des circonscriptions contaminées. Mais cette restriction ne devra être acceptée qu'à la condition formelle que le gouvernement du pays contaminé prenne les mesures nécessaires pour prévenir l'exportation des objets susceptibles provenant de la circonscription contaminée. Les provenances qui ont quitté cette circonscription cinq jours avant le début de l'épidémie ne sont soumises à aucune mesure restrictive.

Le quatrième chapitre comprend deux parties. La première traite de l'importation et du transit des marchandises ou autres objets, et la deuxième de la désinfection.

Les seules marchandises ou objets susceptibles qui peuvent être exclus de l'importation et du transit sont les suivants :

1. Les linges de corps, hardes et vêtements portés (effets à usage) ; la literie ayant servi. Lorsque, toutefois, ces objets sont transportés comme bagages ou à la suite d'un changement de domicile (effets d'installation), ils peuvent passer sans obstacle, sous réserve des mesures de désinfection reconnues nécessaires.

2. Les chiffons et drilles, à l'exception des chiffons comprimés par la force hydraulique, qui sont transportés comme marchandises en gros et portent des marques et des numéros d'origine acceptés par l'autorité du pays destinataire, et à l'exception des déchets neufs provenant directement d'ateliers de filature, de tissage, de confection ou de blanchiment, ainsi que des laines artificielles et des rognures de papier neuf.

Du moment que l'emballage des marchandises et objets susceptibles et désignés sous chiffres 1 et 2 est fait de telle sorte que ces objets ne puissent être manipulés en route, leur transit à travers une circonscription territoriale contaminée ne doit pas être interdit, et le fait qu'ils ont transité de cette manière sur un territoire infecté ne doit pas être un obstacle à leur entrée dans le pays de destination.

Sur les observations de l'autorité sanitaire de Bâle, nous avons interdit, l'an-

née passée, l'importation de poissons et de crustacés provenant de pays et de circonscriptions contaminés, vu qu'il avait été reconnu, après examen, que le mode d'emballage et d'expédition, notamment des poissons et des crustacés frais, n'exclut pas la propagation du germe cholérique. C'est pourquoi, conformément au mandat reçu, nos délégués présentèrent à la conférence de Dresde la proposition d'admettre les poissons et crustacés frais parmi les marchandises dont l'entrée peut être interdite. Cette proposition n'a pas été appuyée, bien que, l'année passée, un assez grand nombre d'Etats eussent interdit l'importation de ces articles de consommation. Les représentants d'autres Etats, notamment les délégués de l'Allemagne, firent valoir que, bien qu'on doive admettre cette possibilité en théorie, on n'a jamais observé, jusqu'ici, que les poissons et les crustacés eussent contribué à la propagation du choléra et, cependant, l'occasion de faire cette étude n'a pas manqué, l'année passée surtout. A la votation finale, la proposition de nos délégués a été repoussée par 17 voix contre 2, sur quoi nos délégués firent insérer une réserve au procès-verbal. Toutefois, lorsque, au moment de la signature de la convention, les autres Etats signataires refusèrent d'admettre cette réserve, nous avons autorisé nos représentants à l'abandonner.

La deuxième partie du quatrième chapitre renferme les dispositions sur la désinfection des bagages et des effets de déménagement, ainsi que des marchandises et autres objets. La désinfection des premiers objets est obligatoire quand ils proviennent d'une circonscription territoriale contaminée et que l'autorité sanitaire locale les considère comme contaminés. La désinfection des marchandises et autres objets ne sera appliquée qu'à ceux que l'autorité sanitaire locale considère comme contaminés ou à ceux dont l'importation peut être défendue.

Les dispositions qui précèdent nécessitent une légère modification de nos dispositions, en ce sens que l'importation d'objets de déménagement provenant de territoires contaminés, importation qui ne pouvait se faire que moyennant une autorisation spéciale de notre département de l'intérieur, peut s'effectuer, à l'avenir, sans cette permission. Par contre, tous les envois provenant d'une circonscription contaminée doivent, dorénavant, être soumis à une inspection sanitaire, et, si l'autorité sanitaire chargée de ce travail les considère comme contaminés, ils devront être désinfectés. Comme, d'après la convention, la désignation de l'endroit et le mode de désinfection est du ressort de l'autorité du pays de destination, nous déterminerons les stations frontières par lesquelles ces envois peuvent entrer et qui, par conséquent devront être pourvues des appareils à désinfection nécessaires.

Le cinquième chapitre traite des mesures à prendre aux frontières terrestres par rapport au service des chemins de fer et au mouvement des voyageurs.

Les voitures affectées au transport des voyageurs, de la poste et des bagages ne peuvent être retenues aux frontières que quand elles sont souillées. Le mouvement des employés des chemins de fer et de la poste, mouvement qui sera réglé par les administrations intéressées, doit être entravé le moins possible.

Il ne sera pas établi de quarantaines terrestres ; seuls, les cholériques et les personnes atteintes d'accidents cholériformes peuvent être retenus. Par contre, il importe que les voyageurs soient soumis, au point de vue de leur état de santé, à une surveillance de la part du personnel des chemins de fer, et il est admissible qu'une inspection sanitaire se fasse à la frontière. Les voyageurs venant d'un endroit contaminé devraient absolument être soumis, quand ils sont arrivés à destination, à une surveillance de cinq jours à compter de la date du départ. Les gouvernements se réservent le droit de prendre des mesures particulières à l'égard de certaines catégories de personnes, notamment envers les bohémiens et les vagabonds, les émigrants et les personnes voyageant ou passant la frontière par troupes.

Le sixième chapitre réserve aux Etats limitrophes le droit de prendre, entre eux, des arrangements spéciaux quant au trafic frontière, à sa surveillance et à d'autres questions inhérentes à ce trafic.

Le septième chapitre abandonne, aux gouvernements des Etats riverains, le soin de régler, par des arrangements spéciaux, le régime sanitaire des voies fluviales, en leur recommandant les règlements allemands édictés en 1892 et dont l'application a donné de bons résultats.

Le huitième chapitre, qui est consacré aux mesures sanitaires à appliquer dans la navigation sur mer, n'a pas d'intérêt direct pour nous.

La conclusion de la convention de Dresde constitue, avec celle de Venise, un progrès remarquable dans le domaine du service sanitaire international. L'exécution des décisions prises rendra les mesures destinées à prévenir et à combattre l'épidémie cholérique, non seulement plus uniformes, mais aussi plus efficaces et empêchera, en même temps, le retour des restrictions mesquines si nuisibles au commerce et au trafic et qui ont été appliquées par certains Etats l'année passée.

La convention offre des avantages tout particuliers pour la Suisse, entourée d'Etats qui ont signé la convention et dont les mesures préservatrices contre le choléra ont été, jusqu'à présent, si différentes. D'un côté, nous n'aurons plus affaire, à la frontière, à quatre systèmes préventifs différents, ce qui sera d'un grand avantage pour notre trafic international; d'un autre côté — et c'est bien la chose capitale — les mesures uniformes que prendront, à l'avenir, les Etats frontières offriront un surcroît de sécurité contre l'invasion du choléra dans notre pays.

En comparant les décisions de la convention à nos prescriptions sur la matière, il résulte que, seules, les interdictions prononcées, l'année passée, au sujet de l'importation et du transit, mais qui ont été levées à la fin de cette même année, sont en désaccord partiel avec les décisions de la convention et que, lors d'un nouveau décret, il faudrait les modifier dans certains points auxquels nous avons déjà fait allusion ci-dessus (importation et transit de poissons, de certaines catégories de chiffons et d'effets de déménagement), à moins qu'on ne préfère compléter le règlement du 15 août 1892, concernant les mesures protectrices à prendre contre le choléra par les administrations de transport, en y introduisant les dispositions de la convention au sujet du trafic des marchandises. Au surplus, il ne serait pas admissible de réitérer l'interdiction de l'année passée, suivant laquelle l'entrée, dans notre pays, des voitures affectées au transport des personnes et des bagages avait été suspendue temporairement.

L'adoption de la convention ne nécessite donc aucun changement dans notre législation sur les épidémies, mais elle force à compléter la partie administrative du service sanitaire au département de l'intérieur, service au sujet duquel nous vous présenterons, toutefois, un message spécial.

Nous prenons donc la liberté de vous recommander l'adoption de la présente convention, en vous soumettant le projet d'arrêté ci-après.

Nous saisissons, en outre, cette occasion de vous réitérer, monsieur le président et messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 16 mai 1893.





## DEUXIÈME PARTIE

---

### CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

---

# Conférence de Droit international privé

TENUE A LA HAYE (12-27 SEPTEMBRE 1893)

---

#### Mémoire communiqué aux puissances par le gouvernement néerlandais.

Le besoin de règles précises et uniformes pour la solution des conflits de lois se fait sentir de plus en plus généralement, surtout en ce qui concerne le droit des personnes, les droits de famille et de succession, ainsi que plusieurs parties de la procédure civile.

Tout en respectant l'autonomie législative des Etats, il paraît désirable de mettre fin à l'incertitude, qui existe par rapport à la loi qui doit être appliquée, lorsqu'il s'agit d'étrangers, ou de personnes domiciliées dans un autre pays, ou bien lorsque les parties contractantes sont de nationalité différente, ou quand il s'agit de biens meubles ou immeubles situés au-delà des frontières, ou de contrats passés à l'étranger, enfin toutes les fois qu'un doute peut surgir à l'égard de la loi, qui doit être appliquée à un rapport de droit.

Les opinions des auteurs sont d'ailleurs souvent divergentes à ce sujet et la jurisprudence, même celle des tribunaux du même Etat, présente généralement une grande variété de décisions à l'égard des questions les plus importantes de droit international, lorsque ces questions ne sont pas résolues par une disposition législative de l'Etat même.

Il est vrai que la législation de plusieurs Etats indique d'une manière plus ou moins complète les règles à suivre, pour résoudre les conflits de droit international. Mais il est évident que ces règles ne lient que les juges de l'Etat qui les a sanctionnées, et qu'elles ne sauraient empêcher les juges étrangers de donner une solution différente à ces mêmes conflits, s'ils se produisent dans les procès qui sont soumis à leur connaissance.

En outre les lois nationales ne contiennent, à peu d'exceptions près, que des règles générales, insuffisantes pour faire cesser tout doute lorsqu'il s'agit de les appliquer à des matières spéciales.

L'incertitude, qui vient d'être signalée, est surtout fort regrettable et même de nature à porter préjudice aux intérêts des justiciables, quand il s'agit de rapports de droit ayant un caractère *permanent*, parmi lesquels

ceux qui concernent le droit de famille, le mariage et ses conséquences pécuniaires, la tutelle, etc., sont certes les plus importants. Au point de vue juridique, il semble intolérable qu'à l'égard des mêmes personnes, ces rapports puissent être considérés tantôt comme régis par les lois d'un pays, tantôt par celles d'un autre, selon les opinions divergentes des différents tribunaux.

Ce n'est qu'au moyen d'une entente internationale, établie dans la forme de conventions ou de lois identiques, que la solution des conflits de droit peut être obtenue d'une manière vraiment efficace.

A plusieurs reprises, des négociations diplomatiques ont été entamées dans le but de faire adopter par plusieurs Etats une solution uniforme des conflits de droit et d'établir entre ces Etats ce qu'on pourrait appeler une *Union Judiciaire*.

En 1874, le Gouvernement des Pays-Bas proposa la réunion d'une Conférence de délégués pour préparer la réalisation de ce vœu, en prenant pour point de départ l'exécution internationale des jugements.

Cette proposition reçut partout un accueil favorable, mais quelques Puissances, tout en se déclarant sympathiques au projet, se virent néanmoins empêchées par des considérations d'une nature spéciale, d'accepter l'invitation à la Conférence qui, par conséquent, ne put avoir lieu.

En 1881, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie donna communication aux autres Puissances, d'un mémoire rédigé par M. le Ministre Mancini, et contenant des arguments en faveur d'une entente internationale, concernant la solution à donner aux conflits de droit par rapport aux *personnes*, aux *choses* et aux *actes*,

Les conventions à conclure devraient même - d'après l'illustre jurisconsulte italien - « embrasser un règlement général et systématique des rapports juridiques. » Les négociations qui s'ensuivirent dans le but de provoquer la réunion d'une conférence internationale chargée de préparer l'œuvre projetée par M. Mancini, n'eurent pas le résultat désiré ; toutefois, il est facile de se convaincre par la lecture du Livre Vert, publié par le Gouvernement italien, le 28 juin 1885, que sa proposition ne rencontra nulle part des objections touchant le principe même d'un accord sur des matières de droit international privé et sur l'exécution des jugements étrangers.

En 1889, un congrès convoqué à Montevideo, grâce à l'initiative prise par le Gouvernement de la République Argentine et celui de la République Orientale d'Uruguay, réussit à formuler dans une série de traités destinés à être conclus entre les principaux Etats de l'Amérique du Sud, des règles uniformes pour la solution des conflits en matière de droit civil, de droit commercial, de propriété littéraire et artistique, de droit pénal, de procédure civile, de marques de commerce et de fabrique, de brevets d'invention, ainsi que par rapport à l'exercice des professions libérales.

Les actes du congrès de Montevideo et les traités qui en sont résultats, seront sans doute consultés avec fruit par les membres d'une conférence, qui pourrait avoir à s'occuper éventuellement de la solution des conflits de droit.

Il ne semble toutefois pas désirable que les travaux d'une telle conférence embrassent simultanément toutes les différentes matières qui ont été discutées par le congrès de Montevideo, mais il paraît préférable de se borner, pour commencer, à amener une entente sur les principes généraux,



sanctionnés déjà par plusieurs lois nationales et qui, du reste, ont été formulés, avec une exactitude remarquable, dans le Projet du Titre Préliminaire du nouveau Code Civil Belge, préparé en 1886 par la 2<sup>me</sup> section de la commission de révision de ce Code, sous l'intitulé : « De l'application des lois » (1).

Ensuite il importera d'arriver à un accord concernant les rapports de droit, qui ont le plus à souffrir de l'incertitude signalée plus haut.

Il sera également nécessaire d'examiner si, à l'égard de quelques-unes de ces matières, la solution des conflits, pour être efficace, ne devrait pas avoir pour base une législation uniforme sur certains objets, par exemple sur l'acquisition et la perte de la nationalité.

La règle, qui fait régir certains rapports de droit par la loi *nationale* des individus, n'offre qu'une solution incomplète des conflits, aussi longtemps qu'il peut exister un doute à l'égard de la nationalité même. Un doute de cette nature peut naître de la diversité des lois sur la matière. Parfois aussi, il en résulte que le même individu peut être considéré comme possédant deux nationalités différentes, ou bien comme n'en possédant aucune.

Une entente internationale à l'égard des jugements étrangers formerait le complément de la solution uniforme des conflits de droit civil. Les arguments en faveur d'une telle entente, qui ont été développés, entre autres dans le *Pro Memoria* que le Gouvernement des Pays-Bas a eu l'honneur de communiquer aux autres Puissances, au mois de janvier 1874, ont conservé toute leur valeur. La base d'une telle entente semble devoir être l'adoption de règles uniformes concernant la compétence territoriale des tribunaux dans tous les Etats qui adhèreraient au système de l'exécution internationale des jugements.

Il semble toutefois désirable de faire précéder cette réforme judiciaire de l'unification des règles concernant la solution des conflits du droit matériel.

Comme résumé des vues développées dans ce Mémoire, le Programme suivant (rédigé en forme de Questionnaire) pourrait être proposé pour les travaux de la Conférence.

### Principes généraux.

#### I. ETAT ET CAPACITÉ DES PERSONNES.

a. Les lois *nationales* des individus ou celles de leur *domicile* doivent-elles régir leur état et leur capacité ?

b. Quelle influence faut-il attribuer au changement de nationalité ou de domicile ?

c. Faut-il admettre qu'un étranger qui possède la capacité civile aux termes de la loi du pays où il contracte, s'oblige valablement alors même que cette capacité ne lui appartient pas d'après sa loi personnelle ?

d. Les personnes morales légalement constituées dans leur pays doivent-elles être reconnues partout comme telles, sauf les règles spéciales à l'égard des Sociétés anonymes ayant des agences ou un siège d'opération hors de l'Etat où elles ont leur siège légal ?

#### II. BIENS. DROITS RÉELS.

La loi de la situation des biens (*lex rei sitæ*) doit-elle régir ces biens au point de vue de la détermination de leur nature, des droits réels dont ils

(1) Ce Projet avec l'Exposé des Motifs a été publié dans la Revue de Droit International et de Législation comparée, T. XVIII, p. 442-501.

peuvent être l'objet, et des modes d'acquisition et d'aliénation qui leur sont applicables, avec ou sans distinction entre les immeubles et les meubles ?

### III. FORME DES ACTES.

a. La forme des actes, tant authentiques que sous seing privé, doit-elle être régie par la loi du pays où ils sont passés ?

b. Faut-il admettre que l'acte sous seing privé peut être dressé dans les formes admises par les lois nationales de toutes les parties ?

c. Lorsque la loi, qui régit une disposition, exige comme condition substantielle que l'acte ait une forme déterminée, cette forme est-elle obligatoire, même lorsque l'acte est passé dans un pays étranger dont la loi autorise une autre forme ?

d. La solution sera-t-elle la même quand cette forme déterminée est prescrite comme règle générale, quelle que soit la nationalité des parties et quand elle n'est prescrite qu'aux nationaux ?

e. La règle *locus regit actum* est-elle facultative en ce sens que les actes sous seing privé peuvent être valablement passés en pays étranger dans la forme autorisée par la loi nationale (ou la loi du domicile) de parties appartenant à la même nationalité (ou qui sont domiciliées dans le même pays) ?

f. Les juges d'un pays doivent-ils, indépendamment de la nationalité des parties, considérer comme valables les actes passés en pays étranger dans la forme autorisée par la *lex fori*, mais sans que la forme prescrite par la loi du pays étranger ait été observée ?

g. Quel principe doit être adopté par rapport à la forme des actes, qui ont pour objet la constitution, la cession ou l'annulation de droits réels sur des biens immeubles ou meubles situés à l'étranger ?

### IV. MATIÈRE DES ACTES.

#### A. Obligations conventionnelles.

1. Faut-il admettre comme règle, sauf les cas d'exception que les obligations conventionnelles sont, en ce qui concerne leur matière et leurs effets, régies par la loi du lieu où le contrat a été conclu, ou par la loi du lieu où il doit être exécuté ?

2. Faut-il dans tous les cas donner la préférence à la loi nationale (ou la loi du domicile) des parties si elles ont la même nationalité (ou le même domicile) ou si, bien que les parties n'aient pas la même nationalité (ou le même domicile), leurs lois nationales (ou les lois de leurs domiciles) contiennent des dispositions identiques ?

3. Ne faut-il pas, lorsqu'il résulte de l'intention des parties qu'elles ont entendu soumettre leur contrat à une autre loi que celles qui ont été indiquées sub 1 et sub 2, donner la préférence à la loi à laquelle les parties ont eu l'intention de se soumettre ?

4. Quelle est la loi du lieu du contrat lorsqu'il s'agit de contrats :

a. Par correspondance,

b. Par intermédiaire ?

5. Les lois, qui interdisent certaines conventions par des motifs :

a. D'ordre public ou de moralité,

b. D'intérêt général,

Sont-elles également applicables aux contrats passés à l'étranger sous le régime d'une loi qui n'interdit pas ces conventions ?

#### B. Obligations ex lege,

Les obligations résultant de la loi doivent-elles être régies par la loi du lieu où s'est passé le fait qui est la cause de l'obligation ?

#### A. et B.

La loi, qui régit l'obligation n'est-elle pas également applicable aux différents modes d'extinction, savoir :

- a. Paiement,
- b. Compensation,
- c. Prescription libératoire ?

## Droits de famille.

### I. MARIAGE.

#### A. Conditions de forme.

1. La règle *locus regit actum* doit-elle être appliquée sans distinguer entre les pays où le mariage civil et ceux où le mariage religieux est obligatoire, et sans avoir égard à la nationalité (ou au domicile) des futurs époux ?

2. Ou bien faut-il imposer à ceux qui contractent mariage en dehors de leur patrie (ou du pays où ils ont leur domicile) l'accomplissement de formalités supplémentaires, comme :

a. Publication de bans dans leur pays ;

b. Transcription de l'acte de mariage sur les registres publics de ce pays ?

3. En ce dernier cas, la validité du mariage doit-elle être subordonnée à l'accomplissement de ces formalités supplémentaires, non seulement dans un Etat où ces formalités doivent être accomplies, mais également dans les autres Etats ?

#### B. Conditions de fond.

Les conditions de fond pour la validité d'un mariage sont-elles déterminées par la loi personnelle du mari, sauf en ce qui concerne la capacité des parties, qui pour chacune d'elles dépend de sa loi personnelle ?

#### C. Effets du mariage entre époux.

Les effets du mariage par rapport :

1. Aux personnes,

2. Aux biens meubles ou immeubles des époux, sont-ils régis par :

a. La loi de l'Etat où le mariage a été célébré, ou

b. La loi personnelle (loi nationale ou loi du domicile) des époux ?

Et, en ce dernier cas, ces effets changent-ils par le changement de nationalité ou de domicile ?

#### D. Contrat de mariage.

Quelle est la loi qui régit le contrat de mariage, par rapport à :

1. La capacité des parties ?

2. La forme du contrat ?

(Y compris la publicité et les conséquences du défaut de publicité).

3. La restriction apportée à la liberté des époux de déterminer leur régime matrimonial ?

4. La liberté des époux de modifier après le mariage leurs conventions matrimoniales ?

#### E. Séparation de corps et divorce.

1. Est-ce la loi du juge ou la loi personnelle (loi nationale ou loi du domicile) des époux qui décide s'il est possible de procéder à la séparation de corps ou au divorce, et qui détermine les effets de l'une et de l'autre ?

2. En admettant que c'est la loi personnelle des époux, que faut-il décider ?

a. Si la loi personnelle des époux n'est pas la même (ce qui peut arriver, entre autres, lorsqu'il s'agit d'un procès de divorce entre époux séparés de corps sous le régime d'une loi qui accorde à la femme séparée un domicile distinct de celui du mari ou qui lui permet de changer de nationalité sans le concours du mari, ou si le mari s'est fait naturaliser dans un pays où cette naturalisation n'entraîne pas celle de la femme) ;

b. Si les deux époux ont changé de nationalité (ou de domicile) dans le but manifeste de se soustraire aux lois de leur patrie ou de leur domicile anté-



rieur, et d'obtenir le divorce ou la séparation de corps sous le régime d'une autre loi ;

c. Si le mari s'est fait naturaliser dans un autre pays (ou y a pris domicile) et si, par ce fait du mari, la femme a également changé de nationalité (ou de domicile) ?

## II. PATERNITÉ ET FILIATION LÉGITIME ET ILLÉGITIME.

a. La loi, qui à l'époque de la naissance d'un enfant régit le mariage, ne doit-elle pas déterminer aussi la légitimité de l'enfant né de la femme mariée, ainsi que le droit de constater cette légitimité, nonobstant le changement de nationalité (ou de domicile) du père après la naissance de l'enfant ?

b. Quelle est la loi qui doit régir la reconnaissance d'un enfant illégitime en cas de différence entre la loi personnelle du père ou de la mère et celle de l'enfant ?

c. La règle qui interdit la recherche de la paternité doit-elle être appliquée par les tribunaux d'un pays où elle a force de loi, même à l'égard de ceux dont la loi personnelle autorise cette recherche, et par les tribunaux d'un pays où la règle n'existe pas, à l'égard des individus dont la loi personnelle interdit cette recherche ?

d. Si les tribunaux d'un pays où cette règle n'a pas force de loi, ont admis une action en recherche de paternité dirigée contre un individu dont la loi personnelle n'admet pas cette action, le résultat d'une telle recherche ne doit-il pas être reconnu, même dans les États dont la loi interdit la recherche de la paternité ?

e. La constatation par jugement d'une filiation adultérine ou incestueuse ne doit-elle pas être considérée comme non-avenue partout où la loi interdit la recherche de la paternité ou de la maternité adultérine ou incestueuse, même à l'égard des individus, dont la loi personnelle ne contient pas cette interdiction ?

f. N'est-ce pas d'après la loi qui régit le mariage même, qu'il faut décider s'il y a eu légitimation d'enfants naturels par le mariage subséquent ?

g. La légitimation par rescrit du Prince peut-elle être valablement faite, si le père et l'enfant n'ont pas la même nationalité (ou le même domicile) et si cette légitimation n'est pas également autorisée par les lois personnelles du père et de l'enfant ?

## III. ADOPTION.

a. Ne faut-il pas admettre que l'adoption ne peut être valable que si elle est autorisée également par la loi personnelle de l'adoptant et de l'adopté ?

b. Dans quelle forme l'adoption doit-elle être faite dans un pays dont la loi ne la reconnaît pas, et où par conséquent il est impossible d'appliquer la règle *locus regit actum* ?

c. Quelle est la loi qui régit les conditions intrinsèques et les effets de l'adoption, en cas de divergence entre les lois personnelles de l'adoptant et de l'adopté ?

## IV. PUISSANCE PATERNELLE.

Quelle est la loi qui régit la puissance paternelle, si la loi personnelle du chef de famille et celle de l'enfant n'est pas la même ?

## V. TUTELLE.

1. La tutelle des mineurs doit-elle, en ce qui concerne son ouverture et sa fin, son mode de délation, d'organisation et de contrôle, ainsi que les attributions et la compétence du tuteur, être régie par la loi nationale des mineurs ou par celle de leur domicile ?

2. Si elle est régie par la loi nationale, faut-il admettre que l'agent diplomatique ou consulaire de la nation du mineur, dans la circonscription

duquel la tutelle s'est ouverte de fait, exerce les attributions conférées par la loi nationale aux autorités tutélaires de la métropole et qu'il devra pourvoir à l'organisation de la tutelle (ou protutelle) conformément à cette loi, lorsque :

a. Le mineur n'ayant conservé dans son pays d'origine aucun domicile et n'étant plus attaché à lui par aucun lien attributif de compétence, il est impossible de constituer la tutelle dans ledit pays, ou

b. La tutelle pouvant être constituée dans ce pays, le mineur possède dans celui où il réside, des biens, à l'administration desquels, vu la distance, le tuteur ordinaire ne peut pas pourvoir et qui exigent la nomination d'un protuteur distinct ?

3. Si le mineur, qui n'a plus personnellement aucun domicile attributif de compétence dans son pays, y possède des parents ou alliés jusqu'à un certain degré, faut-il alors, par exception à la règle sub 2, considérer la tutelle comme ouverte au domicile du parent ou de l'allié le plus proche, le parent ayant le pas sur l'allié à égalité de degré ?

4. A défaut d'agent diplomatique ou consulaire du pays auquel ressortit le mineur, ou si, vu les circonstances, cet agent est hors d'état d'organiser la tutelle, conformément à la loi de son pays, faut-il (même si l'on admet comme règle que c'est la loi nationale du mineur qui régit la tutelle) que la tutelle soit organisée conformément à la loi du domicile par les soins des autorités tutélaires du lieu ?

5. Faut-il en ce cas appliquer les règles suivantes :

a. La tutelle s'ouvre d'après les dispositions de la loi du domicile, nonobstant celles de la loi nationale ;

b. Mais elle prend fin à l'époque et par les causes prévues par la loi nationale ;

c. Les personnes à qui la loi nationale confère la tutelle légale sont admises à l'exercer, encore que la *lex loci* ne reconnaisse pas ce droit aux indigènes ?

6. Faut-il, dans l'hypothèse que la tutelle est régie de préférence par la loi nationale, admettre que les autorités nationales auront en tout temps le droit de constituer ou de laisser constituer la tutelle aussitôt que cela devient possible par la disparition des raisons de droit ou de fait qui l'avaient d'abord empêchée, à condition toutefois d'en avertir préalablement les autorités qui y avaient pourvu conformément aux dispositions sub 2 et 4 ?

#### VI. INTERDICTION.

Les règles adoptées pour la tutelle doivent-elles également être applicables à l'interdiction ?

#### VII. SUCCESSIONS ET TESTAMENTS.

Les successions — au point de vue de la détermination des personnes susceptibles et de l'étendue des droits, ainsi qu'au point de vue tant de la quotité disponible et de la réserve, que des formes et de la validité intrinsèque des dispositions de dernière volonté — doivent-elles être régies par la loi personnelle (loi nationale ou loi de domicile) du défunt ?

Ou faut-il appliquer, dans chaque Etat, aux biens qui y sont situés, le droit de succession en vigueur dans cet Etat, du moins en ce qui concerne les immeubles ?

**Texte des dispositions des Lois et des Conventions qui concernent des matières de Droit international privé, en vigueur dans les Pays-Bas.**

*Loi contenant des dispositions générales, etc.*

Art. 6. — Les lois concernant les droits, l'état et la capacité des personnes régissent les Néerlandais même lorsqu'ils se trouvent en pays étranger.

Art. 7. — Les immeubles sont régis par la loi du lieu où ils sont situés.

Art. 9. — Le droit civil du Royaume est le même pour les étrangers que pour les Néerlandais tant que la loi n'a pas expressément établi le contraire.

Art. 10. — La forme de tous les actes est réglée d'après les lois du pays ou du lieu où ces actes ont été accomplis.

#### *Code civil.*

Art. 138. — Les mariages contractés en pays étranger soit entre Néerlandais, soit entre Néerlandais et étrangers, sont valables s'ils ont été célébrés dans les formes usitées dans ce pays, pourvu que les publications aient eu lieu dans les Pays-Bas conformément aux dispositions de la deuxième section de ce titre (du Code civil), sans qu'il ait été formé opposition au mariage et que les époux Néerlandais n'aient pas contrevenu aux dispositions contenues dans la première section de ce titre.

Art. 139. — Dans l'année après le retour des époux sur le territoire du Royaume, l'acte de célébration du mariage contracté en pays étranger sera transcrit sur le registre public des mariages du lieu de leur domicile.

Art. 884/937. — Abrogés par la loi du 7 avril 1869, qui statue en outre :

Dans le cas du partage entre Néerlandais et étrangers d'une succession qui comprend des biens se trouvant dans les Pays-Bas et d'autres à l'étranger, les cohéritiers Néerlandais prélèvent dans la proportion de leur part d'héritage une valeur égale à celle des biens dont ils seraient exclus par les lois ou coutumes étrangères.

Le prélèvement se fait sur les biens de la succession à l'égard desquels il n'y a pas d'exclusion.

Art. 992. — Un Néerlandais, qui se trouvera en pays étranger, ne pourra faire son testament que par acte authentique, en observant les formes usitées dans le pays où cet acte sera passé.

Cependant il pourra disposer par acte sous seing privé de la manière déterminée ci-dessus par l'article 982.

Art. 1218. — En vertu d'un contrat passé en pays étranger il ne peut être pris d'inscription d'hypothèque sur des biens situés dans les Pays-Bas, à moins qu'il n'y ait des dispositions contraires à ce principe dans les traités.

#### *Code de commerce.*

Art. 310. — La propriété des navires appartenant à des régnicoles et vendus à l'étranger se transmet d'après les lois ou usages du lieu où la vente aura été faite.

Art. 498. — Si des navires étrangers sont affrétés dans le Royaume, les capitaines et les navires sont soumis aux dispositions du présent Code : les mêmes dispositions sont applicables aux capitaines pour ce qui concerne le déchargement et tout autre acte qui doit être exécuté dans le Royaume si l'affrètement a eu lieu à l'étranger.

Art. 658. — La sentence d'un tribunal étranger, qui porte confiscation d'un navire ou des marchandises assurés, comme n'étant pas neutres, tandis qu'ils ont été assurés comme tels, ne suffit pas pour décharger l'assureur du paiement de cette perte, si l'assuré prouve que les objets assurés ont été réellement propriété neutre et qu'il a employé auprès du tribunal qui a prononcé la sentence tous les moyens et exhibé tous les documents nécessaires pour prévenir la confiscation.

Art. 723. — Si le voyage est rompu dans le royaume ou si le navire y est échoué, les répartitions sont réglées dans le lieu du royaume d'où le navire est parti ou aurait dû partir.

Art. 724. — Le règlement et la répartition des avaries grosses sont faits à la diligence du capitaine et par experts.

Les experts sont nommés par les parties ou par le tribunal de l'arrondissement du lieu où le règlement et la répartition doivent se faire dans le royaume.



Les experts prêtent serment avant d'opérer.

La répartition doit être homologuée par le tribunal d'arrondissement.

En pays étranger, l'avarie grosse sera répartie par l'autorité compétente du lieu.

Art. 725. — Si, le navire étant hors du Royaume, le voyage a été rompu en route ou si la cargaison a été vendue dans un port de relâche forcée, la demande, le règlement et la répartition de l'avarie seront faits dans le lieu où la rupture est survenue ou dans celui où la vente a été faite.

### *Code de procédure civile.*

Art. 4, 8°. — Les assignations en justice et tous autres exploits se font...

A l'égard de ceux qui sont établis dans les colonies de l'Etat ou à l'étranger, pour autant qu'ils n'ont pas de résidence connue dans les Pays-Bas, au fonctionnaire du Ministère public près le collège judiciaire devant lequel sera portée la demande, qui visera l'original et enverra la copie pour les premiers au département des Colonies et pour les seconds à celui des Affaires étrangères.

(L'alinéa suivant contient une disposition spéciale pour le cas où la demande doit être portée devant un juge cantonal).

Art. 127. — L'étranger, même non résidant dans les Pays-Bas, peut être cité devant le juge néerlandais pour l'exécution des obligations par lui contractées avec un Néerlandais soit dans les Pays-Bas, soit en pays étranger.

Art. 152. — Tous étrangers demandeurs principaux ou intervenants seront tenus, si le défendeur le requiert, avant toute défense ou exception, de fournir caution pour le paiement des frais et des dommages et intérêts auxquels ils pourraient être condamnés.

Art. 153. — Le jugement qui ordonnera la caution fixera la somme jusqu'à concurrence de laquelle elle sera fournie. Le demandeur ou intervenant qui consignera cette somme ou qui justifiera que ses immeubles situés dans les Pays-Bas sont suffisants pour en répondre, sera dispensé de fournir caution, pourvu que dans le dernier cas il accorde une inscription hypothécaire sur ces biens.

Art. 431. — Sauf les cas expressément prévus par la loi, les jugements rendus par les juges ou tribunaux étrangers ne seront pas exécutoires dans le Royaume.

Les procès pourront être instruits de nouveau devant le juge néerlandais et y être terminés.

Dans les cas d'exception mentionnés ci-dessus, le jugement d'un juge ou d'un tribunal étranger ne sera exécuté dans le Royaume, que si le tribunal de l'arrondissement dans le ressort duquel le jugement doit être exécuté, en autorise l'exécution sur requête dans la forme mentionnée à l'article précédent (430).

Cet exequatur est accordé sans révision du fond.

Art. 436 déclare le premier alinéa de l'article 431 applicable aux actes authentiques passés à l'étranger.

Art. 710, 1°. — Les étrangers qui n'ont pas un domicile fixe dans le Royaume ne pourront être admis au bénéfice de cession.

Art. 855, 2°. — Les étrangers pauvres ou indigents et les administrations des pauvres ou des paroisses de l'étranger sont exclus du bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite à moins que le contraire n'ait été stipulé par traité.

### *Loi du 15 juillet 1869 sur le transport des émigrants.*

Art. 17 portant modification de la loi du 1<sup>er</sup> juin 1861 :

L'article 152 du Code de procédure civile n'est pas applicable aux émigrants.

### Conventions.

Les déclarations échangées par le Gouvernement des Pays-Bas avec la Prusse (le 21 août 1822), le Grand-Duché de Hesse (le 9/3 mai 1826) et le Luxembourg (le 29 juin 1841) rendent applicables aux sujets respectifs de chacun des États contractants les dispositions existant dans l'autre État par rapport à la procédure gratuite devant les tribunaux, sous la réserve que les sujets de l'un des deux États qui solliciteront la faveur du *Pro Deo* dans l'autre, y seront astreints aux mêmes formalités que les indigènes et sous la stipulation expresse que par cet arrangement il ne sera point porté atteinte ni préjudice en rien au droit, que la loi pourrait accorder en certains cas aux sujets de l'un des deux pays, de pouvoir exiger caution de l'autre.

Le 9 janvier 1884, les Pays-Bas ont conclu avec l'Italie une convention qui contient les articles suivants :

Article premier. — Les Néerlandais en Italie et les Italiens dans les Pays-Bas jouiront réciproquement du bénéfice de l'assistance judiciaire comme les nationaux eux-mêmes en se conformant à la loi du pays dans lequel l'assistance sera réclamée.

Art. 2. — Dans tous les cas le certificat d'indigence doit être délivré à l'étranger qui demande l'assistance, par les autorités de sa résidence habituelle.

Si l'étranger ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat d'indigence sera approuvé et légalisé gratuitement par l'agent diplomatique du pays où le certificat doit être produit.

Lorsque l'étranger réside dans le pays où la demande est formée, les renseignements pourront en outre être pris auprès des autorités de la nation à laquelle il appartient.

Art. 3. — Les Néerlandais admis en Italie et les Italiens admis dans les Pays-Bas au bénéfice de l'assistance judiciaire seront dispensés de plein droit de toute caution ou dépôt qui, sous quelque dénomination que ce soit, peut être exigé des étrangers plaissant contre les nationaux par la législation du pays où l'action sera introduite.

Art. 4. — Si quelque difficulté surgissait au sujet de l'interprétation de cette convention, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à s'en rapporter à une commission d'arbitres.

Cette commission sera composée d'un nombre égal d'arbitres choisis par les Hautes Parties contractantes et d'un arbitre choisi par la commission elle-même.

Art. 5. — La présente convention est conclue pour cinq années à partir du jour de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié une année avant l'expiration de ce terme son intention d'en faire cesser les effets, la convention continuera d'être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une des Parties l'aura dénoncée.

La présente convention sera ratifiée, etc.

Le 31 octobre 1892, les Pays-Bas ont conclu avec la Belgique une convention concernant la même matière ; cette convention, toutefois, n'a pas encore été ratifiée jusqu'à présent.

La convention révisée pour la navigation du Rhin, du 17 octobre 1868, dont le royaume des Pays-Bas est une des Parties contractantes, contient les dispositions suivantes :

Art. 36, al. 1. — La procédure des tribunaux de la navigation du Rhin sera la plus simple et la plus prompte possible. Il ne pourra être exigé aucune caution des étrangers à cause de leur nationalité.

Art. 37, al. 1. — Lorsque le débat portera sur une valeur supérieure à 50 fr., les parties pourront se pourvoir en appel et recourir à cet effet, soit à

la Commission centrale (article 43), soit au tribunal supérieur du pays, dans lequel le jugement a été rendu (art. 38).

Art. 38. — Chaque Etat riverain désignera une fois pour toutes le tribunal supérieur devant lequel pourront être portés en appel les jugements rendus sur son territoire par les tribunaux de première instance pour la navigation du Rhin.

Ce tribunal devra siéger dans une ville située sur le Rhin ou pas trop éloignée du fleuve.

Si l'appel est porté devant ce tribunal, on se conformera pour la procédure à suivre à la législation en vigueur dans ce pays.

Art. 40. — La décision des tribunaux pour la navigation du Rhin dans chacun des Etats riverains sera exécutoire dans tous les autres Etats en observant les formes prescrites par les lois du pays où elle sera exécutée.

Les jugements et autres décisions, les citations et exploits d'ajournement dans les causes pendantes devant les tribunaux pour la navigation du Rhin seront considérés, quant à la notification dans chacun des Etats, comme émanant des autorités de cet Etat.

Pour ce qui concerne les personnes ayant un domicile dans un des Etats riverains, les citations et exploits dans ces causes seront notifiés à ce domicile.

Art. 43. — Chacun des Etats riverains déléguera un commissaire pour prendre part à des conférences communes sur les affaires de la navigation du Rhin.

Les commissaires formeront la Commission centrale qui a son siège à Mannheim.

Art. 45. — Les attributions de la Commission centrale consisteront :

.....

c. A rendre des décisions dans les cas d'appel portés devant la Commission contre les jugements des tribunaux de première instance pour la navigation du Rhin (art. 37).

La convention internationale sur le transport de marchandises par chemin de fer, signée à Berne, le 14 octobre 1890, dont le royaume des Pays-Bas est une des Parties contractantes, contient les dispositions suivantes :

Art. 56. — Les jugements prononcés contradictoirement ou par défaut par le juge compétent en vertu des dispositions de la présente convention, seront, lorsqu'ils sont devenus exécutoires en vertu des lois appliquées par ce juge compétent, déclarés exécutoires dans les Etats signataires de la convention par l'autorité compétente, sous les conditions et suivant les formes établies par la législation de cet Etat, mais sans révision du fond de l'affaire. Cette disposition ne s'applique pas aux jugements qui ne sont exécutoires que provisoirement, non plus qu'aux condamnations en dommages-intérêts qui seraient prononcées en sus des dépens contre un demandeur à raison du rejet de sa demande.

La caution à fournir pour assurer le paiement des dépens (*cautio judicatum solvi*) ne pourra être exigée à l'occasion des actions judiciaires fondées sur le contrat de transport international.

Traité du 11 avril 1868 entre les Pays-Bas et l'Italie pour régler la position des sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles et financières.

Article premier. — Les Hautes Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement aux sociétés par actions (anonymes) et autres associations commerciales, industrielles et financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières à l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre dans toute l'étendue des Etats de l'autre Puis-



sance, en Europe, sans autre condition que de se conformer aux lois et règlements qui sont ou seront en vigueur dans les dits Etats.

Art. 2. — Il est entendu que la disposition qui précède s'applique aussi bien aux sociétés par actions (anonymes) et associations constituées et autorisées antérieurement à la signature de la présente convention qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Art. 3. — La présente convention est faite sans limitation de durée. Toutefois il sera loisible à l'une des deux Hautes Parties contractantes d'en faire cesser les effets en la dénonçant un an à l'avance.

Les deux Hautes Parties contractantes se réservent d'ailleurs la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans cette convention les modifications dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

La présente convention sera ratifiée, etc.

### Liste des pays représentés à la conférence de La Haye et de leurs délégués.

*Président : M. T. M. C. ASSER.*

Allemagne. — M. le Baron de Seckendorff, Conseiller intime au Département Impérial de la Justice à Berlin ; M. le Comte d'Arco-Valley, Secrétaire d'Ambassade.

Autriche-Hongrie. — Pour l'Autriche : M. le Baron de Haan, Conseiller de section au Ministère Impérial et Royal de la Justice. — Pour la Hongrie : M. A. de Korizmys, Conseiller à la Cour d'Appel mixte à Alexandrie.

Belgique. — S. E. M. le Baron d'Anethan, Ministre de Belgique à La Haye ; M. J. van Cleemputte, Avocat et Membre de la Chambre des Représentants ; M. A. J. Beeckman, Directeur-Général au Ministère de la Justice à Bruxelles ; M. A. van den Bulcke, Ministre-Résident, Directeur de la Chancellerie au Ministère des Affaires Etrangères à Bruxelles.

Danemark. — M. H. Matzen, Docteur en droit, Professeur à l'Université de Copenhague.

Espagne. — S. E. M. de Villa Urrutia, Ministre-Résident d'Espagne à La Haye ; M. B. Oliver y Esteller, Membre de l'Académie Royale d'Histoire, Sous-Directeur-Général au Ministère de la Justice ; M. Manuel Torres Campos, Professeur de droit international à l'Université de Grenade.

France. — S. E. M. Legrand, Ministre de France à La Haye ; M. Louis Renault, Professeur de droit des gens à l'Université de Paris, Jurisconsulte Conseil au Département des Affaires Etrangères.

Italie. — S. E. M. le Comte de Sonnaz, Ministre d'Italie à La Haye ; M. Guido Fusinato, Membre de la Chambre des Députés, Professeur de droit international à l'Université de Turin.

Luxembourg. — M. Chomé, Procureur-Général à la Cour Supérieure de Justice et Membre du Conseil d'Etat à Luxembourg.

Pays-Bas. — M. T. M. C. Asser, Membre du Conseil d'Etat ; M. le jonkheer G. J. Th. Beelaerts de Blokland, Membre de la Seconde Chambre des Etats-Généraux ; M. P. R. Feith, Conseiller à la Haute Cour de Justice des Pays-Bas, Membre de la Commission Royale de revision du Code civil ; M. E. N. Rahusen, Membre de la Première Chambre des Etats-Généraux, avocat.

Portugal. — M. le Baron de Sendal, Chargé d'Affaires de Portugal à La Haye.

Roumanie. — M. P. Missir, Professeur de droit public et privé à la Faculté de Droit à Jassy.

Russie. — S. E. M. F. de Martens, Conseiller Privé, Membre permanent du Conseil du Ministère des Affaires Etrangères à Saint-Petersbourg ; M. Serge de Manoukhine, Conseiller d'Etat, Premier Jurisconsulte au Ministère de la Justice à Saint-Petersbourg ; M. N. de Malewsky-Malewitch, Vice-Directeur du Départe-

ment des relations intérieures au Ministère des Affaires Etrangères à St-Petersbourg.

Suisse. — M. F. Meili, Docteur en droit, Professeur à l'Université de Zurich ; M. E. Roguin, Docteur en droit, Professeur à l'Université de Lausanne.

#### SECRÉTAIRES DE LA CONFÉRENCE :

Le Jonkheer H. Testa, Secrétaire de la Légation des Pays-Bas à Bruxelles.

Le Comte W. de Bylandt, Chef de bureau au Ministère des Affaires Etrangères.

Le Baron J. A. de Vos van Steenwijk, Chef de bureau au Ministère de la Justice.

M. J. B. Breukelman, Auditeur au Conseil d'Etat.

#### Procès-verbal n° 1. — Séance du 12 septembre 1893.

Les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal, de la Roumanie, de la Russie et de la Suisse, ayant, sur l'invitation du Gouvernement des Pays-Bas, accepté de rechercher en commun les moyens de préparer une entente sur diverses matières de droit international privé, MM. les Délégués des dits Gouvernements se sont réunis en Conférence aujourd'hui, 12 septembre, à trois heures de l'après-midi, dans la Salle des Trêves.

Sont présents :

MM. le Baron de Seckendorff, le Comte d'Arco Valley, le Baron de Haan, le Baron d'Anethan, van Cleemputte, Beeckman, van den Bulcke, Matzen, de Villa Urrutia, Olivier y Esteller, Torres Campos, Legrand, Louis Renault, le Comte de Sonnaz, Fusinato, Chomé, Asser, Beelaerts van Blokland, Feith, Rahusen, le Baron de Sendal, de Martens, de Manoukhine, de Malewsky-Malewitch, Meili et Roguin.

Sont également présents :

LL. EE. Messieurs van Tienhoven, Ministre des Affaires Etrangères, et Smidt, Ministre de la Justice, accompagnés des Secrétaires Généraux de leurs Départements, MM. Zilcken et le Jonkheer van Beyma.

M. le Ministre des Affaires Etrangères a reçu MM. les délégués et a prononcé le discours suivant :

Messieurs,

Je suis heureux d'être auprès de Vous l'interprète des sentiments du Gouvernement de Sa Majesté la Reine, et d'inaugurer vos travaux.

Ces sentiments sont ceux d'une profonde gratitude envers les Etats d'une grande partie de l'Europe, qui se sont empressés d'accepter notre invitation, tandis que d'autres, hésitant devant les grandes difficultés de l'œuvre projetée, n'ont cependant pas manqué de donner des preuves de l'intérêt qu'elle leur inspire, et de prêter leur concours à sa réussite.

A ces sentiments, se joint la vive satisfaction que nous éprouvons à voir, dans le fait de votre réunion dans cette salle, la preuve que les obstacles qui ont fait échouer les efforts tentés par les Pays-Bas, en 1874, et par l'Italie, en 1881, à l'effet de préparer une entente internationale sur la solution des conflits de lois, ont cessé d'exister ou n'existent plus dans la même mesure.

La tâche de préparer cette solution, l'objet de vos travaux, est une tâche grande et noble. Elle est aussi des plus ardues et, pour cette raison, digne de vos efforts.

La sécurité des intérêts privés par la sûreté des droits, non seulement dans les rapports entre les sujets d'un même pays, mais aussi dans ceux avec l'étranger, est la condition indispensable du bien-être des individus et des nations, en même temps que de tout progrès social.

Cette vérité, de nos jours reconnue par toutes les nations civilisées, ne permettait déjà pas, dans l'antiquité, que les mots « *hostis* » et « *peregrinus* » restassent synonymes.

L'histoire ancienne nous apprend que ce n'est pas seulement par la force des armes, mais que c'est surtout en reconnaissant cette vérité et en respectant sous des formes diverses, tant les droits des étrangers, qui affluaient dans leurs domaines, que les droits des peuples vaincus, que les Romains ont su s'assurer et maintenir l'hégémonie dans l'Italie et sur la Méditerranée, qu'ils ont pu faire ensuite, de leur capitale, la maîtresse du monde alors connu et, en même temps, le berceau d'un droit destiné à devenir commun à tous.

Les principes de droit et de justice, une fois acquis à l'humanité, ne périssent plus.

Si incertains que fussent souvent, dans les siècles suivants, les droits, même pour les sujets d'un même Etat, là où la science et la jurisprudence pouvaient, par suite de la multitude des lois et statuts, donner libre cours à leurs sentences et à leurs jugements, il était évident que chez les nations qui s'établirent en Europe sur les débris de l'Empire Romain, le principe de la sécurité des intérêts par la sûreté des droits tant pour les nationaux que pour les étrangers, ne se perdrait pas dans la diversité de systèmes encore imparfaits.

Dans notre siècle, la codification a donné cette sécurité et cette sûreté aux citoyens d'un même Etat, mais presque partout on en est resté là.

Bien que les différents codes de l'époque moderne n'aient pas méconnu les droits des étrangers, il est incontestable que de la diversité et souvent de l'imperfection des systèmes, basés sur un régime antérieur, naissent de nombreux inconvénients, qui se font de plus en plus sentir dans un temps où les distances s'effacent, où les frontières tendent à disparaître, soit par les voies ferrées, dont le nombre va toujours croissant, soit par les lignes de navigation, ouvrant presque journellement de nouvelles voies, reliant l'un à l'autre tous les pays, tous les continents du globe terrestre.

Pour garantir les intérêts qui, à notre époque, unissent les différentes nations, et pour satisfaire aux besoins, qui sont indispensables à leur prospérité commune, on ne saurait nier dans les relations internationales la nécessité absolue de règles précises et uniformes, destinées à mettre fin à l'incertitude, qui résulte de la différence des lois des divers pays.

Comment cependant établir ces règles, tout en respectant l'autonomie et la souveraineté de chaque Etat ?

Serait-ce vraiment une illusion de croire à la possibilité de créer dans l'avenir un code international de droit privé, qu'adopteraient toutes les nations formant le monde civilisé ? Et serait-ce également une illusion de croire dès à présent à la possibilité d'une entente internationale, établie dans la forme de conventions ou de lois identiques pour obtenir d'une manière efficace la solution des conflits de droit ?



Votre travail donnera en grande partie la réponse à ces questions.

Certes, la haute importance, l'utilité pratique de l'œuvre interdisent de reculer devant les difficultés à vaincre, difficultés qui, du reste, comme presque en toute chose, disparaîtront ou tout au moins diminueront, à mesure que vous avancerez dans votre travail.

Quant à nous, nous avons toute confiance dans votre réussite. Ce qui nous donne cette confiance, c'est, en premier lieu, la communauté des principes de droit, qui servent de base aux législations des nations dont vous êtes les représentants et, en second lieu, les intérêts communs qui existent entre ces nations. Elles sont unies déjà pour la plupart, par divers traités, ayant pour objet des intérêts communs. Je me bornerai à citer, en ce qui concerne le droit international privé, la convention récemment conclue à Berne pour le transport des marchandises par chemin de fer.

Mais il y a en outre une raison d'un ordre plus élevé, qui nous confirme dans cette confiance. C'est qu'au-dessus des souverainetés des peuples s'élève la souveraineté de la justice et du droit, devant laquelle s'inclinent toutes les nations civilisées.

Il ne s'agit pas en effet ici d'une conséquence découlant de la « *comitas gentium* », ni d'une nécessité, créée exclusivement par des intérêts matériels, mais, avant tout, du principe primordial de justice, qui veut qu'à chacun soit attribué ce qui lui revient, — « *jus suum cuique*. »

Le triomphe de ce principe, appliqué à toutes les situations, dans tous les pays, n'est qu'une question de temps.

Le temps présent nous paraît du reste favorable à l'établissement d'une entente sur certaines matières de droit international privé. Déjà en Amérique plusieurs Etats se sont réunis pour trouver entre eux le moyen d'introduire dans leurs législations des règles uniformes.

Votre sagesse trouvera le moyen d'établir sur la base la plus large, les points sur lesquels une « *communis opinio* » existe et vos discussions fixeront, nous n'en doutons pas, des règles basées sur cette opinion commune, en préparant et en indiquant ainsi la voie à suivre par les nations que vous représentez, et par d'autres qui, certainement, ne tarderont pas à s'associer à une entente, du moment que la possibilité et l'efficacité en seront prouvées.

La matière dont vous allez vous occuper n'est pas une « *terra incognita* » pour la plupart de vous, et je me félicite de pouvoir saluer parmi vous, à côté de membres distingués de la diplomatie européenne, des savants éminents qui, dans ces derniers temps, ont consacré sans trêve, par leurs publications scientifiques, par leur enseignement et par leurs réunions périodiques, leurs efforts à faire dominer les principes de justice et d'équité, qui doivent régir les relations des peuples et des nations.

En vous souhaitant une cordiale bienvenue, le Gouvernement de Sa Majesté forme le vœu ardent que, grâce à vos travaux, les Gouvernements qui vous ont délégués cueilleront les fruits de vos efforts, et que votre labeur sera un acheminement vers l'œuvre éminemment de paix que nous avons pour objectif, et pourra témoigner une fois de plus à la postérité que, sur quelques points que les peuples européens du XIX<sup>e</sup> siècle puissent avoir été divisés, ils n'en étaient pas moins étroitement unis par l'amour du droit et de la justice.

S. E. M. le Baron d'Anethan, Ministre de Belgique et doyen du corps diplomatique, répond ainsi :

En ma qualité de doyen du Corps Diplomatique accrédité à la Cour des Pays-Bas, je crois pouvoir prendre la parole et offrir à son Exc. M. le Ministre des Affaires Etrangères, nos sincères remerciements pour les paroles si gracieuses qu'il nous a adressées. — S. E. nous donnerait une nouvelle preuve de son obligeance, en faisant parvenir à la Reine Régente l'hommage de notre respectueuse gratitude pour l'initiative qu'a daigné prendre Sa Majesté en nous convoquant dans ses Etats. — Nos Gouvernements, en nous désignant pour participer aux travaux de la Conférence, ont donné une preuve incontestable de leur sincère désir de coopérer à l'œuvre que le Cabinet de La Haye se propose d'accomplir.

Notre concours dévoué ne lui fera pas défaut. — Je me permets, en terminant, d'exprimer le vœu de voir nos travaux s'accomplir sous la présidence d'un des ministres néerlandais qui ont assisté à notre première réunion.

La réalisation de ce désir serait d'un augure favorable pour l'heureux résultat de nos délibérations.

S. E. M. Smidt, Ministre de la Justice, s'exprime en ces termes :

Messieurs,

Qu'il me soit permis de remercier à mon tour Son Excellence M. le doyen du Corps Diplomatique, de l'honneur qu'il a bien voulu faire aux membres du Gouvernement, ici présents, en appelant l'un de nous pour diriger les délibérations de cette Conférence.

En ce qui nous concerne, nous en sommes infiniment flattés. Si nous étions libres, si cela nous était possible, rien ne répondrait mieux à nos désirs que d'assister à ces travaux. Car, Messieurs, si la tâche qui vous est dévolue est pleine de difficultés et de complications, elle est aussi d'un puissant intérêt, d'une haute importance, d'une souveraine gravité. Mais, nous sommes obligés de l'avouer en toute sincérité et non sans regret, les devoirs imposés aux ministres de la Couronne, les occupations quotidiennes qui leur incombent, les exigences des travaux parlementaires qui se renouvelleront dans peu de jours, sont autant d'obstacles qui nous mettent dans l'impossibilité de nous rendre au vœu dont M. le doyen du Corps Diplomatique, en termes si courtois, a bien voulu se faire l'interprète.

Si nous ne pouvons donc que regretter de ne pouvoir répondre à votre appel, dont nous nous sentons profondément honorés, j'ose me permettre d'interpréter le désir énoncé en ce sens, qu'en nous offrant la présidence, on a désiré conférer cet honneur à un citoyen néerlandais. S'il en est ainsi, j'ose vous proposer de vouloir bien confier la direction de vos travaux à un autre de nos compatriotes, à qui est échue la distinction de siéger au milieu de vous, et qui, outre sa qualité de néerlandais, pourra, sous d'autres rapports aussi, peut-être contribuer à atteindre le but de votre Conférence. S'il m'est permis de vous guider dans votre choix, j'ai l'honneur de nommer un des délégués du Gouvernement de Sa Majesté la Reine, le savant jurisconsulte, dont les travaux en matière de droit international ne sont assurément inconnus à aucun de vous. Le Conseiller d'Etat, M. Asser, nous paraît en tous points digne de votre préférence pour diriger les délibérations de cette éminente assemblée.

La Conférence s'étant unanimement ralliée à cette proposition, M. Asser prend place au fauteuil présidentiel et exprime en termes chaleureux toute

sa reconnaissance de l'honneur dont il vient d'être l'objet. Il remercie particulièrement S. E. M. le Ministre de la Justice pour les paroles bienveillantes et flatteuses qu'il lui a adressées. En acceptant cette mission, il se rend compte de la grande responsabilité qui lui incombe, il s'efforcera par l'impartialité la plus complète de répondre à la confiance qui lui a été témoignée et invoque à cet effet toute l'indulgence des délégués.

L'objet de nos délibérations, dit-il, vient d'être rappelé en d'excellents termes par S. E. le Ministre des Affaires Etrangères.

Permettez moi d'ajouter à ses éloquentes paroles que l'accueil sympathique dont les Gouvernements étrangers, si dignement représentés ici, ont bien voulu honorer la proposition du Gouvernement des Pays-Bas, m'a rempli de joie.

Je ne veux pas vous dissimuler l'émotion profonde que j'éprouve en vous priant de commencer vos travaux.

C'est un des rêves de ma jeunesse qui, si tous les présages ne nous trompent, vient d'entrer dans la voie de réalisation.

Grâce à votre précieux concours, grâce à vos lumières et à votre expérience, nous réussirons, j'en suis sûr, à rédiger des règles uniformes, propres à être adoptées par les législateurs et nous poserons ainsi les bases d'une codification du droit international privé.

Quelle méthode suivrons-nous pour atteindre ce but ? Quel sera l'ordre de nos travaux ? Quel sera le point de départ de nos discussions ?

C'est à vous, Messieurs, de vous prononcer sur ces questions.

Quoi que vous décidiez à cet égard, je suis sûr d'exprimer votre pensée quand je dis que pour atteindre le but, nous serons tous obligés de nous faire des concessions réciproques : nous devons sacrifier sur l'autel de l'entente internationale des opinions et des idées qui nous sont chères.

Nous nous rendrons compte aussi des objections, des hésitations, des scrupules qu'on ne manquera pas de rencontrer dans plus d'un état, quand il s'agira de faire sanctionner les règles que nous aurons projetées et nous n'oublierons pas que pour assurer à ces règles l'assentiment des législateurs, ce n'est pas toujours le système le plus radical qui est le plus recommandable.

Nous respecterons la souveraineté et l'autonomie des Etats. Nous n'aspirons pas à l'unification générale du droit privé. Au contraire, c'est précisément la diversité des lois nationales qui fait sentir la nécessité d'une solution uniforme des conflits internationaux.

Le programme de cette Conférence est donc, en lui-même, un éclatant hommage à l'autonomie nationale.

Pour les utopistes qui rêvent l'unification de toutes les lois, la solution des conflits n'a pas de raison d'être.

Pour nous l'unification n'est possible, ni désirable que pour certaines catégories de lois d'un caractère essentiellement cosmopolite, comme celles qui régissent les lettres de change, le commerce maritime, les transports internationaux et d'autres contrats commerciaux.

Dans cet ordre d'idées la convention de Berne de 1890, relative aux transports internationaux de marchandises par les chemins de fer, déjà mentionnée par M. le Ministre des Affaires Etrangères, constitue un très grand progrès, et les projets de lois uniformes sur les lettres de change, et le droit maritime, dûs à l'initiative prise par le Gouvernement Belge en 1885, méritent toute notre attention.



L'unification se recommande encore dans l'intérêt de la solution des conflits, toutes les fois qu'une règle posée à cet effet doit, pour être vraiment efficace, avoir pour base une loi uniforme concernant certaines matières.

En décrétant, par exemple, que c'est la loi *nationale* qui régit certains rapports de droit, on doit s'efforcer d'écarter tout doute à l'égard de la nationalité des individus. Le défaut d'harmonie entre les lois qui règlent l'acquisition et la perte de la nationalité donne souvent lieu à des doutes de cette nature. Pour les faire disparaître, le seul moyen efficace serait une loi uniforme sur la matière.

Les règles qui vont être projetées par vous auront probablement un caractère universel, en ce sens qu'elles feront partie du droit positif des Etats qui les auront adoptées, et ne seront pas introduites comme des lois *spéciales*, destinées *exclusivement* à régler les rapports juridiques entre les sujets des Etats contractants.

Il y aura, sans doute, des exceptions. Il est probable qu'en proposant la reconnaissance internationale de certaines institutions qui jusqu'à présent ont eu un caractère purement national, vous serez d'avis que l'application du nouveau système doit être limitée aux institutions des Etats contractants.

Quant à la forme à adopter pour le nouveau droit international, faut-il choisir celle des traités ou celle des lois nationales uniformes ?

Vous connaissez mieux que moi les avantages et les inconvénients inhérents à chacun de ces deux systèmes.

Pour moi, je crois qu'on ne saurait faire un choix d'une manière absolue et générale.

A l'égard de plusieurs matières, la forme de traités sera inévitable : pour d'autres on atteindra plus facilement le but au moyen de lois nationales, conformes autant que possible aux projets, présentés à l'approbation des législateurs par un comité central international, comme je me permets d'appeler dès à présent cette conférence, inaugurée sous d'excellents auspices. Souvent aussi on pourra combiner les deux systèmes en faisant adopter les principes fondamentaux dans la forme d'un traité et en confiant aux législateurs des Etats le soin d'en régler l'exécution et les détails par des lois nationales.

Mais.... je m'arrête, car je crains vraiment d'encourir le reproche de vouloir anticiper sur vos résolutions.

Ces résolutions, je n'en doute pas, seront le fruit d'un examen mûr et approfondi.

Nous avons le bonheur de posséder, pour nous guider dans nos débats, d'excellents travaux scientifiques, auxquels S. E. le Ministre des Affaires Etrangères vient de faire allusion.

Nous sommes heureux de saluer parmi les honorables délégués des Puissances qui ont bien voulu accepter l'invitation du Gouvernement des Pays-Bas, les princes de la science du droit international et nous nous félicitons de voir parmi eux des diplomates distingués qui nous éclaireront sur l'opportunité des résolutions proposées et sur les meilleurs moyens d'obtenir des résultats pratiques.

Le gouvernement des Pays-Bas a cru devoir faire composer le mémoire et le questionnaire qui vous ont été offerts. Mais il n'entend nullement préjuger les décisions que vous pourrez prendre par rapport à l'ordre de vos travaux.

Mon gouvernement vous a fait parvenir aussi un aperçu du droit positif en vigueur dans les Pays-Bas par rapport aux matières dont nous aurons à nous occuper. Nous serions très heureux si MM. les délégués des autres Etats voulaient bien se donner la peine de composer un travail analogue pour leurs législations respectives. Quelques-uns de nos honorables collègues ont déjà eu la bonté de le faire et leurs notices ont été envoyées à l'imprimerie de l'Etat.

Des avant-projets provisoires vous seront distribués, mais ce sera à vous de décider si vous voulez, oui ou non, prendre ces avant-projets provisoires ou l'un d'eux, pour point de départ de notre travail commun.

Je ne manquerai pas de consulter la Conférence sur tous ces points, ainsi que sur l'ordre des travaux.

Auparavant je me permets de vous faire les propositions suivantes :

1<sup>o</sup> De nommer Présidents d'honneur :

LL. EE. Mess. les Ministres des Affaires Etrangères et de la Justice, ainsi que LL. EE. les Ministres de Belgique, d'Espagne, de France et d'Italie.

2<sup>o</sup> De nommer Vice-Présidents de la Conférence :

MM. le Baron de Seckendorff, premier délégué d'Allemagne, le Baron de Haan, délégué d'Autriche et de Martens, premier délégué de la Russie.

3<sup>o</sup> De désigner comme Secrétaires de la Conférence :

MM. le jonkheer H. Testa, secrétaire de la Légation des Pays-Bas à Bruxelles, le Comte de Bylandt, chef de bureau au Ministère des Affaires Etrangères, le Baron de Vos van Steenwijk, chef de bureau au Ministère de la Justice et Breukelman, auditeur au Conseil d'Etat.

Ces propositions sont adoptées par la Conférence.

LL. EE. Messieurs les Ministres des Affaires Etrangères et de la Justice s'étant retirées, ainsi que MM. les Secrétaires-Généraux, M. le Président expose qu'il s'agit maintenant de régler en premier lieu la méthode des travaux et propose de prendre pour base l'avant-projet des délégués néerlandais, rédigé en huit articles, et dont l'examen par sections lui paraît désirable (1). Il propose en conséquence de procéder à la formation des quatre sections.

S. E. M. Legrand admet que la Conférence pourra être amenée un peu plus tard à se diviser en commissions, mais il croit qu'il faut commencer par une discussion générale qui déterminera les matières que la Conférence entend aborder.

M. le Président, après avoir motivé sa proposition, finit par se rallier à la manière de voir de M. Legrand.

Sans proposer un règlement général pour les discussions, il soumet à la Conférence la proposition de voter par Etat, et que les résolutions de la Conférence seraient prises à la majorité des voix, sauf approbation ultérieure de tous les Etats représentés.

S. E. M. de Martens croit devoir formuler quelques objections contre la dernière proposition de M. le Président. Il est d'avis que la Conférence doit prendre les décisions à l'unanimité sans avoir recours au vote.

M. Rahusen, tout en se rangeant à l'avis de M. de Martens, estime qu'un vote préalable ne pourrait pas nuire pour obtenir l'unanimité.

(1) Voir l'annexe.

M. le Baron de Seckendorff émet également l'opinion qu'un vote ne lui paraît pas désirable, n'ayant pas d'instructions qui l'autorisent à lier son Gouvernement sur aucun point.

M. Louis Renault remarque que dans les travaux de cette conférence, même l'unanimité ne saurait lier les Gouvernements. Il rappelle la marche des travaux de la conférence des câbles télégraphiques en 1882, laquelle a donné lieu à un avant-projet. Ce n'est que dans une seconde conférence, ayant pour base cet avant-projet qu'on a pu aboutir à une décision, suivie d'un traité.

Les travaux de la présente Conférence lui semblent identiques à celles des câbles télégraphiques. Nous ne possédons jusqu'à maintenant aucune base soumise à notre examen, et il nous serait impossible d'exprimer sur un point quelconque les vues de notre Gouvernement.

M. le Président s'empresse de constater qu'il est bien entendu que les Gouvernements ne sont aucunement liés par les votes de leurs représentants. Ces votes n'exprimeraient que les opinions personnelles de MM. les délégués.

S. E. M. de Martens, tout en se ralliant à la manière de voir de M. Louis Renault, ne pourrait accéder au vote que sous la condition que les voix émises ne soient qu'un moyen de constater d'une manière académique les vues personnelles de MM. les délégués.

Après que la Conférence a adopté cette manière de voir, M. le Président fait mention d'une commission spéciale de révision et de rédaction, que la Conférence serait éventuellement appelée à constituer.

S. E. M. Legrand, se faisant l'interprète des membres de la Conférence, prie M. le Président de solliciter pour eux l'honneur d'être admis à présenter leurs hommages à Sa Majesté la Reine-Régente.

M. le Président, ayant déclaré se charger volontiers de la transmission de ce désir au Ministre des Affaires Etrangères, la séance est levée à 4 heures et ajournée au lendemain matin à 10 heures.

*Le Président.*

ASSER.

#### ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL N° 1

### **Dispositions générales par rapport aux conflits de droit privé.**

Article premier (Projet de Programme. Principes généraux I a-d). — L'état et la capacité des personnes ainsi que leurs rapports de famille sont régis par leurs lois personnelles.

Sont considérées comme lois personnelles celles de la nation à laquelle les personnes appartiennent, sauf dans les cas spéciaux où les lois du domicile leur sont substituées.

Art. 2 (Projet de Programme. Principes généraux II). — Les immeubles sont soumis à la loi du lieu de leur situation en ce qui concerne les droits réels dont ils peuvent être l'objet.

La même règle est appliquée aux biens meubles qui ont une situation permanente, aussi longtemps qu'ils n'ont pas été transportés.

Les biens meubles qui n'ont pas de situation permanente sont soumis aux lois qui régissent les conventions et autres actes dont ces biens sont l'objet.

Art. 3 (Projet de Programme. Droit de Famille VII). Les successions sont réglées d'après la loi personnelle du défunt.



La substance et les effets des testaments sont régis par la loi personnelle du défunt.

L'application de la loi personnelle du défunt ou du disposant a lieu, quels que soient la nature des biens et le pays où ils se trouvent.

Lorsqu'une succession comprend des biens qui par la loi du lieu de leur situation sont, à l'égard des droits des successions et des testaments, soumis à d'autres règles qu'à celles de la loi personnelle du défunt, les cohéritiers, qui, par l'application de la loi du lieu de la situation de ces biens, seraient exclus du partage de ces biens ou y participeraient pour une valeur moindre que celle qui leur reviendrait d'après la loi du défunt, prélèveront sur les biens partagés d'après la dernière loi une valeur égale à celle dont ils seraient exclus par l'application de la loi du lieu de la situation des autres biens.

Art. 4 (Projet de Programme. Principes généraux IV A). — Les obligations conventionnelles et leurs effets sont réglés par la loi du lieu où elles ont été contractées ou, si les parties contractantes appartiennent à la même nationalité étrangère ou ont leur domicile dans le même pays étranger, par la loi nationale ou la loi du domicile des parties. Si celles-ci appartiennent à la même nationalité étrangère et ont toutes les deux leur domicile dans le même pays dont elles ne sont pas les nationaux, la loi du domicile est applicable.

La loi du lieu de l'exécution est applicable aux stipulations qui doivent être exécutées dans un autre pays que ceux qui sont mentionnés à l'alinéa précédent.

Ces règles ne sont pas applicables si de l'intention des parties, constatée expressément ou manifestée par les circonstances, il résulte qu'elles ont entendu soumettre leur convention à une autre loi.

Art. 5 (Projet de Programme. Principes généraux IV B). — Les obligations non-conventionnelles sont régies par la loi du lieu où le fait, qui est la cause de l'obligation, s'est passé.

Art. 6. (Projet de Programme. Principes généraux III). — Les formes des actes tant authentiques que sous seing privé sont réglées par la loi du lieu où ils sont faits.

Lorsque la loi qui régit une disposition exige, comme condition substantielle, que l'acte ait une forme déterminée par cette loi, les parties ne peuvent se servir d'une autre forme, celle-ci fût-elle autorisée par la loi du lieu où l'acte est fait.

Art. 7. — La compétence et les formes de procédure sont réglées par la loi du pays où l'instance est portée.

Les modes d'exécution des jugements et des actes exécutoires sont régis par la loi du lieu où l'exécution est poursuivie.

Les moyens de preuve sont déterminés par la loi qui régit le fait juridique qu'il s'agit d'établir.

Art. 8. — Sauf l'application de la loi nationale des individus, conformément aux dispositions des lois ou des traités, le droit civil, y compris les lois sur la procédure, est le même pour les étrangers et pour les régnicoles.

« Si les matières auxquelles se rapportent ces dispositions, sont réglées par un traité international, au lieu de faire l'objet de lois nationales, l'article 8 devrait être rédigé comme suit :

« Sauf l'application de la loi nationale des individus, conformément aux dispositions des lois ou des traités, le droit civil de chaque Etat contractant, y compris la loi sur la procédure, est le même pour les régnicoles de cet Etat et pour les sujets des autres Etats contractants ».

---

### Procès-verbal n° 2. — Séance du 13 septembre 1893.

La séance est ouverte à dix heures et demie du matin.

M. le Président, en rappelant l'échange de vues qui a eu lieu dans la séance d'hier par rapport à la nomination de commissions, qui auraient à

s'occuper de l'examen des différentes questions spéciales, dit qu'il a pu se rendre compte que plusieurs délégués différaient d'opinion sur ce point et donne la parole à M. Renault pour exposer sa manière de voir à ce sujet.

M. Renault exprime toute la sympathie que l'œuvre de la présente Conférence lui inspire. En signalant les progrès que la jurisprudence de droit international privé a faits dans le dernier quart de siècle, il observe que la législation et la diplomatie sont restées en arrière.

En fait de législation on ne rencontre que quelques dispositions : le Code Italien de 1865, la loi Suisse qui règle les conflits entre les cantons et le Titre Préliminaire du Code Civil Belge.

Pour ce qui concerne les conventions, presque tout est encore à faire. Son objection contre l'avant-projet des délégués néerlandais est que celui-ci embrasse une matière trop étendue. Ne croyant pas possible de faire tout du premier coup, il lui semble peu prudent d'aborder le problème dans son ensemble. Il considère l'avant-projet comme une synthèse intéressante au point de vue scientifique, mais estime que ce projet ne peut former un point de départ d'un arrangement international. Toutes les unions internationales de droit ont pour but une question concrète, comme l'union pour la protection de la propriété industrielle, et celle pour la protection de la propriété littéraire. Aussi la Convention de Berne de 1890, concernant les transports par les chemins de fer, touche en différents points le droit international privé, non d'une façon abstraite mais seulement d'une manière pratique et tangible.

Dans cet ordre d'idées, il lui semble que par exemple les questions se rattachant au mariage et à la compétence judiciaire offriraient ce caractère d'intérêt pratique, par où il faudrait commencer pour arriver à un résultat positif. Si ces idées étaient adoptées, on pourrait nommer des commissions qui auraient pour tâche d'élaborer un règlement sur ces deux points.

M. le Président fait observer qu'il ne peut admettre dans l'avant-projet néerlandais le caractère purement scientifique que M. Renault lui reproche, plusieurs de ces articles étant déjà insérés dans diverses législations et projets de loi. Néanmoins, il se déclare, aussi au nom de ses collègues néerlandais, disposé à se rallier à la proposition de M. Renault.

M. Rahusen estime que le but de la Conférence serait atteint d'une manière plus efficace, si l'on arrivait à fixer des *règles* comme M. le Président l'a proposé, plutôt qu'en tâchant d'établir des *résultats* suivant la proposition de M. Renault, dont les craintes lui paraissent exagérées. Une fois les règles établies, elles seront examinées dans les différents Etats, qui pourront se rendre compte des résultats à obtenir.

M. Roguin appelle l'attention de la conférence sur les difficultés considérables que rencontre la codification du droit international privé. L'expérience en a été faite en Suisse qui a mis trente ans à établir une loi réglant les conflits entre les cantons. L'avant-projet lui semble un peu trop abstrait et il craint qu'il n'échouerait devant les scrupules des législateurs, tout en appréciant la grande valeur scientifique de ce travail. Il pense que la Conférence fera meilleure œuvre en abordant un ou plusieurs sujets dont la nature moins compliquée, comme le mariage et la compétence judiciaire, peut faire prévoir une entente sans préjudice de l'étude prépara-

toire d'autres questions. De cette manière la Conférence ne se séparerait pas sans avoir élaboré un règlement précis sur l'un ou l'autre sujet.

Une discussion s'engage ensuite entre MM. le Président, le Baron d'Anethan, Fusinato, le Baron de Seckendorff, Beeckman, Renault, de Martens, Roguin, van Cleemputte, Legrand et le Baron de Haan, sur la question de savoir si l'on examinera en séance plénière ou en sections la méthode à suivre et le choix des questions qui seront plus spécialement l'objet des délibérations de la Conférence.

Pour donner l'occasion à MM. les délégués de s'entendre plus librement à ce sujet, sur la proposition de M. le Président, la séance est suspendue pour un quart d'heure.

La séance est réouverte vers midi.

M. le Président constate que MM. les délégués sont d'accord de ne pas limiter les travaux aux points signalés par M. Renault, mais que la Conférence pourrait s'en occuper en premier lieu.

En conséquence, il propose la nomination d'un bureau chargé de recevoir les différentes propositions de MM. les délégués, sur le choix des matières à traiter.

M. Renault est d'avis que la conférence aurait à statuer d'abord en séance plénière sur les propositions du bureau, quant au choix des matières, et procéderait ensuite à la formation du nombre nécessaire de commissions.

Sur la proposition de M. le Président, les trois Vice-Présidents, MM. le Baron de Seckendorff, le Baron de Haan et de Martens, ainsi que M. Renault, formeront avec le Président, le bureau dont il est question.

La séance est remise à deux heures de l'après-midi.

La séance est réouverte à deux heures de l'après-midi.

M. le Président communique à l'assemblée que le bureau, chargé de recevoir les propositions de MM. les délégués sur le choix des matières à traiter par la Conférence, après avoir examiné ces propositions, estime que la Conférence devrait être saisie en premier lieu des matières suivantes :

1° Du mariage (voir l'art. 1 de l'avant-projet des délégués néerlandais et le projet de programme, Droits de Famille, I) ;

2° De la forme des actes (voir l'art. 6 du même avant-projet et le projet de programme, Principes Généraux, III) ;

3° Des successions ab intestat et par testament (voir l'art. 3 du même avant-projet et le projet de programme, Droits de Famille, VII) ;

4° De la compétence judiciaire et des autres questions de procédure (voir les art. 7 et 8 du même avant-projet).

Par les résolutions à prendre par rapport à ces différentes matières présentées à la Conférence, elle se prononcera sur la plupart des principes énoncés dans l'avant-projet des délégués néerlandais.

Les autres matières proposées sont réservées pour le moment.

Au nom du bureau, il en fait la proposition.

S. E. M. Legrand propose avec l'assentiment de ses collègues, que les chefs de mission ne fassent pas partie des commissions ; il suffira qu'ils soient convoqués à toutes les réunions du bureau.

Ces propositions ayant été adoptées, quatre commissions sont formées



pour l'étude de ces matières et, d'un commun accord, sont constituées comme suit :

I<sup>re</sup> Commission :

MM. Renault, Beelaerts van Blokland, Meili, van den Bulcke, le Comte d'Arco-Valley, Oliver y Esteller, de Malewsky-Maléwitch ;

II<sup>e</sup> Commission :

MM. le baron de Haan, Feith, Beeckman, de Manoukhine ;

III<sup>e</sup> Commission :

MM. de Martens, Rahusen, Torres Campos, Matzen et van Cleemputte ;

IV<sup>e</sup> Commission :

MM. le baron de Seckendorff, Chomé, Fusinato et Roguin.

M. le Président se réserve le droit de prendre part aux travaux de toutes les commissions.

Il est entendu que MM. les délégués pourront toujours assister aux réunions des commissions dont ils ne font pas partie, sans avoir toutefois de voix délibérative.

MM. les délégués ayant manifesté l'intention de se réunir immédiatement en commissions, la séance est levée à trois heures et demie.

### Procès-verbal n° 3. — Séance du 19 septembre 1893.

La séance est ouverte à quatre heures et quart.

M. le Président souhaite la bienvenue à M. A. de Korizmics, délégué de la Hongrie et à M. P. Missir, délégué de la Roumanie, qui viennent d'arriver en cette ville pour prendre part aux travaux de la Conférence.

Il communique qu'une lettre, adressée au Gouvernement des Pays-Bas par M. le Ministre et Consul-général de l'Uruguay à Londres concernant la Conférence qui a eu lieu à Montevideo en 1889, sera déposée sur le bureau, afin que MM. les délégués puissent en prendre connaissance.

Personne n'en ayant demandé la lecture, les procès-verbaux de la 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> séance sont approuvés.

Sur la proposition de M. le Président, la Conférence l'autorise à signer avec les secrétaires les procès-verbaux. Toutefois le Protocole de clôture portera la signature de tous les délégués.

M. le Président remercie les commissions du zèle dont elles ont fait preuve dans les travaux qui leur ont été confiés. Il constate que les conclusions de la 1<sup>re</sup> commission ont été imprimées et distribuées et que son rapport sera communiqué incessamment.

Quant à la II<sup>e</sup> Commission, sa conclusion et son rapport sont à l'impression.

Les travaux de la III<sup>e</sup> Commission n'ont pu être terminés. Elle a consacré plusieurs séances à l'examen des questions qui lui sont soumises et se réunira encore demain.

Les quelques modifications qu'on désire introduire dans les conclusions de la IV<sup>e</sup> Commission pourront probablement être fixées demain.

M. le Président propose l'ordre du jour suivant : commencer les discussions par le rapport de la II<sup>e</sup> Commission, concernant la *forme des actes*, traiter ensuite le *mariage*, qui a fait l'objet de l'étude de la 1<sup>re</sup> Commission, continuer par les questions de *procédure* dont s'est occupée la IV<sup>e</sup> Commission, pour aborder en dernier lieu le travail de la III<sup>e</sup> Commission relatif aux *successions, testaments et donations*.

M. le Président porte à la connaissance de MM. les délégués que le bureau s'est entretenu ce matin de la question de savoir dans quelle forme les conclusions seront arrêtées. Les Présidents d'honneur et les Vice-Présidents se sont entendus avec lui, qu'il serait désirable d'adopter une forme qui préjuge le moins possible les décisions à prendre ultérieurement par les gouvernements respectifs, à l'appréciation desquels les résolutions seront soumises. Cette première Conférence semble être appelée à faire un travail préparatoire qu'on pourrait nommer une première lecture, d'autant plus qu'on prévoit dès à présent une révision ultérieure des sujets élaborés.

On pourrait, avant d'insérer dans le protocole final les conclusions à arrêter, les soumettre auparavant à une commission de rédaction, pour établir entre les articles des différents avant-projets l'harmonie nécessaire.

Personne n'ayant demandé la parole, M. le Président, avec l'assentiment de la Conférence, fixe la prochaine réunion plénière à jeudi 21 Septembre, à trois heures et demie de l'après-midi.

La séance est levée à cinq heures et quart.

#### Procès-verbal n° 4. — Séance du 21 septembre 1893.

La séance est ouverte à trois heures et demie de l'après-midi.

M. le Président croit être l'interprète de MM. les délégués en exprimant les respectueux sentiments de reconnaissance de la Conférence pour la manière gracieuse dont Sa Majesté la Reine Régente a daigné donner suite à leur demande d'audience, en leur faisant l'honneur de les convier à dîner en Son palais (Vives acclamations).

M. le Président annonce que MM. Fusinato et Chomé ont été obligés, à leur regret, de quitter les travaux qui nous occupent.

Le bureau ayant examiné dans sa réunion de ce matin en quels termes serait rédigé le protocole final, se permet d'en soumettre le texte à la Conférence.

Après approbation de ce texte, M. le Président émet l'espoir que ce protocole pourra être signé mardi prochain 26 septembre.

Vu que les conclusions de la II<sup>e</sup> Commission n'ont pu être distribuées à temps, M. le Président propose d'en remettre la discussion, qui aurait dû avoir lieu aujourd'hui, à demain.

M. Renault fait observer que, le rapport et les conclusions de la I<sup>re</sup> Commission venant d'être remis à MM. les délégués, il serait plus logique d'aborder en premier lieu les discussions sur le mariage.

Cette proposition ayant été appuyée par MM. Roguin et Beelaerts van Blokland, il est décidé que cette matière sera mise la première à l'ordre du jour dans la prochaine séance.

M. le Président est d'avis qu'il est désirable de se tenir dans les réunions plénières à la discussion des principes et de ne pas s'occuper des questions de rédaction ; celle-ci pourrait être fixée par le bureau, auquel les observations y relatives seraient communiquées par l'entremise des présidents des commissions.

De cette manière il serait possible de soumettre à l'approbation de la séance plénière un travail d'ensemble des conclusions des quatre commissions.

La Conférence s'étant ralliée à cette manière de voir, M. le Président pose la question, s'il ne serait pas désirable d'établir comme principe général que les dispositions touchant à l'ordre public des différents états seraient respectées sauf les exceptions mentionnées spécialement. Il est bien entendu que ce principe étant admis par la Conférence en termes généraux, l'application aux matières spéciales se ferait dans les traités réglant ces matières.

M. Beeckman, tout en admettant que le principe énoncé par M. Asser soit assez incontesté, observe qu'il serait dangereux de le signaler en ces termes. L'œuvre de la Conférence a, selon lui, pour but d'arriver à l'unification progressive des divers ordres publics. Si l'on n'arrive à cela, chaque Etat, en chaque matière, reprendra, sous prétexte d'ordre public, ce qu'il a concédé à la personnalité du droit.

M. Beelaerts van Blokland se range à la manière de voir de M. Beeckman et estime qu'il est préférable de commencer par spécialiser pour en déduire ensuite, s'il y a lieu, une règle générale. C'est de cet ordre d'idées que s'est inspirée la I<sup>re</sup> Commission dans ses travaux.

Après un échange de vues à ce sujet, M. le Président reconnaît que, bien que le point de départ soit différent, on aboutira au même résultat.

La Conférence se rallie à la proposition de M. le Président de réunir les procès-verbaux avec annexes dans une première partie de ses travaux, tandis que la seconde partie contiendra les dispositions législatives et conventionnelles de droit international privé en vigueur dans les différents Etats.

Aucune autre observation n'ayant été faite, la prochaine réunion est fixée à demain 22 septembre à dix heures.

La séance est levée à cinq heures.

### Procès-verbal n° 5. — Séance du 22 septembre 1893.

La séance est ouverte à dix heures du matin.

Le procès-verbal de la troisième séance est adopté.

La discussion générale sur les conclusions de la I<sup>re</sup> Commission concernant *le mariage* au point de vue international, dont le rapport et les conclusions ont été distribués (1), est ouverte.

M. le Président propose de s'entendre en premier lieu sur les principes et de confier la rédaction définitive des articles à la commission de rédaction, auquel seront adjoints des délégués des Etats qui n'y sont pas encore représentés.

Cette proposition est adoptée.

M. de Korizmics croit devoir formuler des réserves en ce qui concerne la Hongrie et s'exprime ainsi :

Je désire avec votre permission vous présenter quelques explications au sujet de l'attitude que je crois devoir prendre vis-à-vis des résolutions proposées par la première Commission concernant la matière des mariages. Je m'empresse de déclarer que je n'entends nullement les combattre. Loin de là, je leur rends tout l'hommage qu'elles méritent au point de vue doctri-

(1) Voir l'annexe I de ce procès-verbal.



nal, mais je me vois obligé de déclarer que, dans l'état de la législation actuelle, elle ne saurait être mise en pratique en Hongrie.

La raison en est qu'en Hongrie la matière des mariages est régie par les lois religieuses des confessions qui n'y sont pas peu nombreuses. La loi religieuse régit non seulement la forme de la célébration, mais détermine encore les conditions de capacité requises pour contracter mariage.

Ces règles, à raison de la nature dogmatique de la loi religieuse, sont appliquées à quiconque veut contracter mariage en Hongrie, qu'il soit régnicole ou étranger. Ainsi pour me servir d'un exemple, dans le cas où un catholique de nationalité étrangère, un français ou un italien, voudrait contracter mariage en Hongrie, l'église catholique n'apprécierait pas sa capacité personnelle d'après les lois de sa nationalité, mais d'après celles de l'église ; et il en serait de même pour les autres confessions.

Dans ces conditions, il est aisé de comprendre que tant que la matière du mariage n'aura pas été réglémentée d'une manière uniforme et dans les formes du mariage civil, le Gouvernement ne pourra garantir aux étrangers l'application uniforme de leur loi nationale, ainsi que le comporterait l'article premier de l'avant-projet.

L'article 4 donne satisfaction aux pays à mariage religieux pour ce qui regarde la forme de la célébration ; mais laisse subsister les difficultés de fond que je viens de signaler.

Il est certain que proposer de modifier les solutions de l'avant-projet dans un sens acceptable au point de vue de la situation spéciale, que j'ai eu l'honneur d'exposer, ne mènerait à rien de moins, que de n'en rien laisser debout.

C'est pourquoi je me contente de prendre simplement acte des propositions de l'avant-projet sous réserve de les soumettre à l'appréciation de mon Gouvernement.

La question du mariage est à l'ordre du jour en Hongrie. Les résolutions, auxquelles s'arrêtera la Conférence, pourront servir d'enseignement utile à l'occasion de l'élaboration des projets y relatifs.

M. Rahusen fait observer que la phrase qu'il a rencontrée au commencement du rapport, énonçant que les règles à fixer « pourraient être insérées dans un projet de loi intérieure ou un projet de loi internationale » lui semble dangereuse ; la conférence lui semble appelée non pas à faire des lois intérieures, ni à se poser en législateur, mais seulement à s'occuper de règles internationales.

M. Renault préfère également la forme des conventions internationales, qui assurent plus certainement l'exécution des règles adoptées ; mais il ne voit pas qu'on empiète sur la souveraineté des états en provoquant des lois intérieures. Il lui semble qu'il n'y a pas lieu d'être aussi susceptible à cet égard.

M. Matzen, considérant que l'établissement de règles de droit international privé est surtout important pour des états voisins, croit devoir prendre toutes les résolutions de cette Conférence, où la Suède et la Norvège ne sont pas représentées, ad referendum ; du moins en tant qu'elles veulent introduire le système des lois nationales comme régissant l'Etat des personnes au lieu du système des lois du domicile prévalant dans un pays.

M. de Martens désire qu'on prenne acte au procès-verbal de sa réserve que les décisions à prendre ne pourraient empiéter sur la loi intérieure.

Au nom de la délégation belge, M. le Baron d'Anethan déclare adhérer dans son ensemble à l'avant-projet, mais en faisant une réserve au sujet des objections constitutionnelles que pourraient éventuellement soulever les conditions résultant de la loi nationale des deux époux.

M. Meili a entendu avec surprise les réserves qui viennent d'être formulées ; il lui semble que tous les états font la même réserve, portant que les décisions de la Conférence ne se dérogeront pas aux lois intérieures. Les gouvernements ont à apprécier plus tard s'ils croient devoir modifier leur législation d'après les règles ici posées.

La discussion générale ayant été terminée, on procède à l'examen de l'article 1<sup>er</sup>.

M. le Président croit utile d'ajouter aux conditions énoncées à l'alinéa 2 de l'article 1<sup>er</sup> les publications à faire dans le pays d'origine mentionnées à la deuxième page du rapport de M. Renault.

M. Renault ne croit pas cette adjonction nécessaire, mais n'y voit pas d'inconvénient.

M. Beelaerts van Blokland fait ressortir la différence entre l'adjonction proposée et les autres conditions énoncées à l'article 1. Il constate qu'au point de vue de la jurisprudence néerlandaise, l'omission des bans n'emporte pas la nullité du mariage.

M. Asser croit, pour écarter tout doute, devoir insister sur l'adjonction d'une disposition concernant les publications soit ici soit à l'art. 4.

M. Renault croit qu'il y a un malentendu entre les deux délégués Néerlandais. L'esprit de l'article 1<sup>er</sup> est d'établir que tous les empêchements à un mariage d'après la loi nationale doivent être respectés à l'étranger. Autre chose est la sanction que la loi nationale donne à ses prescriptions, ceci est un domaine auquel l'article 1<sup>er</sup> ne touche pas ; il est de la compétence de la loi nationale de décider si la publication des bans constitue une question de forme ou de fond, et quelle est la conséquence de la non publication. Il s'explique sur la signification du mot « notamment » auquel la commission a donné un sens énonciatif et non limitatif.

M. Rahusen demande que cette explication soit actée au procès-verbal.

Une discussion générale s'engage entre MM. Asser, Roguin, de Seckendorff et Beekman sur la valeur de forme ou de fond à attribuer aux publications.

M. van Cleemputte désirerait dire d'une manière générale, que les futurs époux doivent réunir les conditions exigées par la loi nationale : le mot « notamment » est alors superflu.

M. Feith croit préférable, pour écarter tout malentendu, de faire terminer l'alinéa 2 par le mot « respective ».

M. Renault se rallie à cette proposition, laquelle, mise aux voix, est adoptée. En conséquence, les mots « notamment, etc. », sont supprimés.

M. Beekman signale la force obligatoire de la loi nationale, qui rend superflus les mots : « à moins que », etc. de l'alinéa 1, la loi du domicile,

ou celle du lieu de la célébration, n'étant appliquée que pour autant que la loi nationale s'y réfère.

M. Meili estime que l'observation de M. Beeckman est spécieuse ; selon lui il ne s'agit pas dans ce cas de l'application de la loi nationale, mais de la référence à cette loi.

Le premier alinéa de l'article I est adopté.

La proposition de M. le baron de Seckendorff tendant à supprimer l'alinéa 2, qui selon lui ne contient qu'une explication du premier alinéa, n'étant pas appuyée, l'alinéa 2 est maintenu, avec l'omission des mots « notamment », etc., conformément à l'amendement précédemment adopté.

On procède à la discussion de l'article 2.

Au nom des délégués belges, M. van den Bulcke propose d'y ajouter à la fin : « et la prohibition absolue de se marier édictée contre les coupables d'un adultère à raison duquel le mariage de l'un d'eux a été dissous ».

Cet amendement est appuyé et développé par MM. Beeckman et van Cleemputte.

M. Renault répond que la Commission a songé à plusieurs reprises à une rédaction plus complète, mais a décidé de s'en tenir au texte proposé. Quant à lui personnellement, il n'a pas d'objection contre cette extension.

M. le baron de Haan admet en principe l'amendement belge, mais reconnaît qu'il y aurait encore d'autres prohibitions d'ordre moral non mentionnées, qu'il importerait de comprendre dans une formule générale.

La proposition belge est appuyée par les délégués de la Russie.

M. le baron de Haan croit devoir formuler un amendement dans le sens qu'il vient d'indiquer.

M. Renault s'oppose absolument à une formule générale. En mettant le droit public et l'ordre public toujours en cause sans préciser, on n'arrivera pas à une solution. Pour faire un progrès, il est nécessaire d'écarter les formules générales et d'indiquer restrictivement les cas dans lesquels l'ordre public d'un pays ne permet pas l'application d'une loi étrangère.

L'amendement de M. le baron de Haan, n'étant pas appuyé, est écarté.

L'amendement de MM. les délégués de la Belgique est rejeté par six voix contre cinq, et deux abstentions.

L'article 2 est adopté.

La séance est suspendue à midi et demi.

La séance est réouverte à une heure et demie de l'après-midi.

M. le Président donne lecture de l'article 3, sur lequel la discussion est ouverte.

M. Rabusen fait une remarque de rédaction tendant à ajouter pour la clarté après les mots « autorités compétentes » les mots « de leur pays » ; il demande en outre si les certificats à délivrer peuvent ou non se borner à l'une des alternatives mentionnées dans la seconde partie de l'article. Il lui semble préférable de cumuler les deux conditions.

M. Renault repousse cette dernière opinion, parce que certains gouvernements ne voudraient pas admettre des certificats rédigés d'une manière trop affirmative ; tout en estimant que l'on pourrait se contenter de la formule minima, il ne croit pas devoir s'opposer à un texte général dont la rédaction serait confiée à la commission de rédaction.

Une discussion s'engage sur la question d'établir si le certificat sera nécessaire et en outre suffisant.



M. de Malewski-Malewitch dit que les agents diplomatiques et consulaires russes n'ont pas la qualité de délivrer ces certificats en forme affirmative et que par conséquent il ne pourrait admettre la nécessité de les produire.

M. Meili en son nom personnel est d'opinion que l'article 3 proposé exclut le droit d'exiger plus que le certificat ; il est évident qu'il y a grand intérêt à ce que les autorités locales étrangères doivent s'en contenter.

M. van den Bulcke donne lecture de la formule de certificat délivré par le Ministre de Belgique à Berne à ses nationaux qui désirent contracter mariage en Suisse.

Un échange de vues a lieu encore entre plusieurs des délégués ; il en résulte que les certificats ne doivent pas être considérés comme nécessaires et que les autorités du lieu de la célébration du mariage ne sont pas obligées de les considérer comme suffisants.

M. Meili pense que, si telle est l'opinion de la Conférence, il n'y a plus de raison pratique pour le maintien de l'article 3.

M. le baron de Seckendorff appuie cette manière de voir.

Après qu'il a été donné acte à M. Beelaerts van Blokland de ce que les autorités coloniales, étant des autorités compétentes Néerlandaises, seront admises à délivrer les certificats en question, il est voté sur la proposition de M. Meili, laquelle est rejetée.

En conséquence, l'article 3 est maintenu, sauf rédaction ultérieure.

M. de Martens ainsi que les délégués de la Belgique insistent pour que les textes arrêtés par la commission de rédaction soient soumis en dernier ressort à l'approbation de la Conférence, un changement de forme pouvant entraîner un changement de fond.

M. le Président déclare qu'il sera donné suite à ce désir.

L'article 3 ayant été adopté en principe il est procédé à la discussion de l'article 4.

M. Roguin demande si l'obligation de transmettre une copie authentique de l'acte de mariage ne devrait pas être réservée pour former une disposition de conventions spéciales. Quelques états notamment refusent la transmission de copies authentiques d'actes de l'état civil.

M. le Comte de Sonnaz démontre la grande importance que la transmission de ces copies aux autorités du pays, auquel appartiennent les époux, a pour les intéressés.

M. van Cleemputte partage cet avis. Il fait ressortir en outre le grand intérêt qu'ont les pays de connaître l'état civil de leurs nationaux.

Un amendement proposé par M. le Baron de Seckendorff de dire à la fin de l'alinéa 3 : « pour autant que les lois ou les conventions des états intéressés l'exigent » n'est pas appuyé.

M. Renault, en appuyant ce qui a été proposé par M. Asser lors de la discussion de l'article 1<sup>er</sup>, dit qu'il faut donner suite aux observations faites ce matin au sujet des publications prescrites par la loi nationale. La loi locale les exigera-t-elle ou ne les exigera-t-elle pas ? On ne sait ; mais indépendamment de ces prescriptions, il faut que les publications ordonnées par la loi nationale aient été faites. C'est une légère dérogation à la règle *locus regit actum*, puisqu'il s'agit d'une question de forme ; il est donc nécessaire, après avoir posé la règle, d'indiquer l'exception.

La Conférence décide à l'unanimité que les dispositions de la loi nationale sur les publications devront être respectées et que l'article sera complété en ce sens.

L'article 4 est adopté en principe.

On aborde la discussion de l'article 5.

M. de Manoukhine observe qu'il semble difficile pour la Russie d'accepter le n° 2, tel qu'il est rédigé par la 1<sup>re</sup> Commission. Il suppose le cas suivant. Un Français épouse en Russie devant un consul français une sujette russe. Ce mariage sera considéré partout comme valable excepté en Russie. Or il paraît excessif qu'un mariage considéré comme nul dans le pays où il a été contracté, soit considéré comme valable partout ailleurs. En tout cas la clause qui se trouve dans le n° 1 de l'article 5 (si la législation du pays où le mariage a été célébré ne s'y oppose pas) devrait et à plus forte raison être introduite dans le n° 2 du même article.

M. le Baron de Seckendorff expose qu'il faut prévoir et écarter les difficultés résultant de la circonstance qu'il y a des pays où n'existent pas de formes légales pour la célébration du mariage. Les termes du n° 2 lui paraissent trop restrictifs. Il désirerait également, conformément à la loi allemande de 1870, que l'attribution dont il s'agit puisse être exercée par l'agent diplomatique ou consulaire soit de l'un soit de l'autre des futurs époux.

M. Matzen déclare que la législation du Danemark est analogue sur ce point à celle de l'Allemagne et croit par conséquent devoir appuyer la proposition de M. le Baron de Seckendorff.

M. de Martens, pour ne pas mettre les pays qui n'ont que le mariage religieux dans une position délicate, propose de supprimer le n° 2 de l'article 5.

M. Renault dit qu'on a voulu faciliter autant que possible le mariage, en fournissant le moyen de se marier devant des autorités diplomatiques ou consulaires, aux gens qui se trouvent dans un pays où il y a de fait impossibilité de le faire autrement. Les gouvernements auront à juger quels sont les pays où cette impossibilité de fait existe. Voilà l'idée générale de la Commission pour l'expression de laquelle on pourrait peut-être trouver une autre formule.

M. de Martens observe qu'il ne faut pas toucher au pays à capitulations qui, selon lui, se trouvent hors du cadre de la Conférence. Il ajoute que pour ce qui concerne la Russie, la forme religieuse du mariage est une forme absolue et que son gouvernement ne saurait faire des concessions sur ce point.

Après un échange de vues entre MM. Beeckman, Legrand, van Cleemputte, de Martens et M. le Président, le n° 1 de l'article 5 est adopté.

Le maintien ou la suppression du n° 2 du même article est mis aux voix et le maintien est adopté par tous les Etats excepté par la Russie.

M. le Président espère que la commission de rédaction réussira à trouver un texte qui pourra satisfaire tous les Etats.

La séance est levée à quatre heures et demie.

---

**Rapport présenté au nom de la première Commission (1).**

La Conférence a pensé que le mariage était une des matières du droit international privé pour lesquelles il serait le plus utile d'arriver à une entente. Il est fort regrettable en effet, qu'un mariage puisse être considéré comme nul d'un côté de la frontière, comme valable de l'autre, ce qui entraîne les conséquences les plus graves au point de vue moral et matériel, conséquences dont souffrent souvent des innocents, tels que les enfants. La Commission a donc entrepris de répondre au vœu de la Conférence en élaborant une série de règles qui, suivant les circonstances, pourraient être insérées dans un projet de loi intérieure ou un projet de convention internationale. Quelques modifications de forme seraient nécessaires selon que ces règles recevraient la première ou la seconde destination, mais le fond pourrait être maintenu et les changements à faire seraient de peu d'importance. Ce sont les idées qui ont inspiré la Commission dans son avant-projet que l'on doit surtout envisager.

Avant de commenter successivement les diverses règles proposées, il est utile d'indiquer l'esprit général dans lequel la Commission a fait son travail. Elle a cherché, sans parti-pris, à déterminer rationnellement et équitablement l'influence légitime des lois en présence; elle n'a pas considéré que l'application d'une loi étrangère dans un cas donné fût affaire de courtoisie ou de tolérance, mais elle a pensé que l'Etat qui, dans l'exercice de sa souveraineté, reconnaissait que cette loi étrangère devait s'appliquer sur son territoire, faisait œuvre de justice et de droit; c'est précisément cette œuvre délicate que le Gouvernement des Pays-Bas a convié les divers Etats à entreprendre. La Commission ne s'est pas fait l'illusion que l'application des règles proposées par elle supprimerait les difficultés et empêcherait les solutions contradictoires; cela aurait été trop ambitieux. Elle n'aurait pas fait un travail inutile, si les difficultés devenaient moins nombreuses et si quelques incertitudes et obscurités disparaissaient de la pratique. Elle a essayé de se garantir contre les idées trop absolues et les formules d'une rigueur trop mathématique. Le plus souvent elle s'est approprié une règle déjà consignée dans une loi ou dans une convention; sa préoccupation n'était pas de faire du nouveau, mais de présenter une sorte de *synthèse pratique* des règles déjà suivies ou proposées sur la matière. Elle espère que son projet, résultat de la collaboration active et cordiale de délégués représentant sept législations différentes, aura quelque utilité à ce point de vue. La Commission serait ingrate si elle ne déclarait pas qu'elle a été aidée dans son travail par le *Règlement international des conflits de lois en matière de mariage et de divorce*, arrêté par l'Institut de droit international dans sa séance du 5 septembre 1883 (2).

L'*Avant-projet* envisage le mariage d'abord au point de vue des conditions qui doivent être remplies par les futurs époux, puis au point de vue de la forme à observer. Nous allons suivre cet ordre, tout en remarquant que certaines dispositions ne rentrent pas exclusivement dans l'une ou l'autre division, mais peuvent correspondre à la fois à ces deux ordres d'idées.

Deux personnes veulent se marier dans leur pays d'origine; il est clair qu'elles ont à se conformer à la loi de ce pays et seulement à cette loi. La situation va changer si l'on suppose que c'est hors de leur pays qu'elles veulent

(1) Cette Commission était composé de MM. RENAULT, délégué de France, président et rapporteur, le comte d'ARCO-VALLEY, VAN DEN BULKE, OLIVER Y ESTELLER, BEELAERTS VAN BLOKLAND, DE MALEWSKI, DE MALEWITZ, et MEILI.

(2) *Tableau général des travaux de l'Institut de droit international*, dressé par ERN. LEHR, p. 40.



se marier. N'y a-t-il pas alors deux lois compétentes à des titres divers? La loi du pays d'origine à raison du lien personnel qui subsiste avec la patrie, la loi du lieu de la célébration à raison de l'obéissance due naturellement à la souveraineté sur le territoire de laquelle on se trouve? Nous avons pris l'hypothèse la plus simple : si l'on voulait compliquer, on n'aurait qu'à supposer, ce qui ne serait pas rare, un individu, sujet d'un pays, domicilié dans un autre et voulant se marier dans un troisième pays. Il y aurait alors trois lois dont la compétence respective serait à déterminer à l'occasion de ce mariage. Mais il est à remarquer que la Commission est partie de cette idée que, d'une manière normale, l'état et la capacité d'une personne étaient régis par sa *loi nationale*, et non par la *loi de son domicile*. Le point de départ étant admis, il n'y a de conflit possible qu'entre la loi nationale et la loi du lieu de la célébration et c'est ce conflit qu'il s'agit de régler en déterminant la sphère d'action de ces deux lois. On ne peut songer à faire prédominer exclusivement soit l'une, soit l'autre de ces lois; on ne peut songer davantage à cumuler leurs exigences et à soumettre les futurs époux à l'observation de toutes les prescriptions de l'une et de l'autre, il y aurait là quelque chose de tout à fait excessif.

Nous sommes partis de cette idée que la loi nationale des futurs époux avait une compétence normale pour régler les conditions auxquelles le mariage pouvait être célébré et que cette compétence devait être en principe respectée dans le pays où il s'agit de procéder à la célébration. Si l'état et la capacité d'une personne doivent rationnellement être régis par une loi unique et par une loi stable, c'est surtout en ce qui concerne le mariage que cette règle trouve son application. C'est pour le mariage que les individus seront le plus tentés de se soustraire aux prescriptions de leur loi d'origine qu'ils peuvent trouver gênantes et il ne faut pas se prêter aux facilités de fraude procurées par un déplacement peut-être momentané.

Si un individu, incapable de se marier d'après sa loi d'origine, peut dans un pays étranger arriver à se marier, non seulement il commet une violation grave de sa loi, mais souvent il trompe l'autre partie, qui peut croire que l'union ainsi célébrée sera reconnue partout, spécialement dans le pays auquel appartient son conjoint. Cela se présentera particulièrement dans le cas d'un étranger, épousant une femme du pays où il se trouve.

Un individu, incapable de se marier d'après sa loi nationale, ne doit donc pas pouvoir se marier dans un pays étranger; il n'y a pas de raison pour qu'il rencontre dans ce pays des facilités que lui refuse sa loi nationale et il ne peut sérieusement se plaindre d'être soumis aux lois de sa patrie. Cette règle reçoit des applications fort étendues : les plus importantes se réfèrent à la capacité proprement dite, par exemple aux conditions relatives à l'âge, au consentement de la famille. Un individu a besoin de l'autorisation de ses parents jusqu'à 25 ans d'après sa loi nationale, il ne peut se dispenser de cette autorisation en allant se marier dans un pays dont la loi laisse les enfants libres de se marier comme ils l'entendent à partir de 21 ans. Cela est également vrai des empêchements qui peuvent tenir à d'autres causes, comme à la parenté ou à l'alliance, à la constatation d'une complicité d'adultère, à la nécessité d'observer un certain délai après la dissolution du mariage. De même, certaines législations exigent que leurs nationaux qui veulent se marier à l'étranger, fassent des publications dans leur pays d'origine; cette exigence devrait être respectée dans le pays où la célébration serait projetée. On ne veut donner ici que des exemples. La règle générale, admise d'une manière absolue par la commission, est que du moment où une personne ne peut contracter mariage d'après sa loi d'origine, elle ne doit pas pouvoir le faire dans un autre pays, quelle que soit la nature de l'empêchement. Il n'a pas semblé que l'ordre public d'un pays exigeât nécessairement qu'on donnât, en vertu de la loi de ce pays, la faculté de se marier à des individus qui ne l'ont pas d'après leur loi nationale. Il n'y a pas alors de raison suffisante pour ne pas laisser plein effet à cette loi.

Quand on dit que la loi nationale est compétente pour régler le droit de

contracter mariage, on se réfère aux dispositions de cette loi sur les diverses conditions exigées. Mais il peut se faire que cette loi ne se préoccupe pas d'imposer ses prescriptions à ses nationaux qui sont à l'étranger, et les laisse seulement soumis aux lois du pays où ils sont domiciliés (voyez par ex : Loi fédérale suisse de 1874).

En pareil cas, on se conformera à la loi nationale elle-même des futurs époux en appréciant leur capacité d'après la législation de leur domicile. Même il se pourrait que la loi nationale, allant plus loin encore, admit que la loi du lieu de célébration peut régler pleinement les conditions de validité du mariage quant au fond; on ne saurait alors, dans le lieu de célébration, exiger autre chose que l'observation des dispositions de la loi locale; en agissant ainsi, on se conformera à la loi nationale elle-même et on ne peut avoir la prétention de mieux protéger ses nationaux qu'elle ne le fait elle-même.

La loi du lieu de la célébration qui doit respecter la loi nationale en tant que celle-ci s'oppose à un mariage, doit-elle également s'incliner devant la loi nationale en tant qu'elle permet le mariage? L'affirmative est admise par la Commission, mais d'une manière moins absolue. Le droit public d'un pays qui ne nous paraît pas exiger la célébration d'un mariage interdit par une loi étrangère, peut s'opposer à ce qu'un mariage, permis par une loi étrangère, puisse être célébré. Cela est indiscutable en principe; la difficulté est seulement de déterminer avec quelque précision les cas dans lesquels la loi locale pourra opposer un *non possumus* aux dispositions d'une loi étrangère et d'empêcher que la règle d'après laquelle la loi nationale des futurs époux règle leur capacité ne devienne une lettre morte et soit, en fait, écartée par la loi locale trop prédominante. Aussi la Commission a-t-elle écarté une rédaction d'après laquelle les prescriptions de la loi nationale n'auraient pu prévaloir sur les dispositions touchant à *l'ordre public* ou à *l'ordre social*; elle a pensé qu'une pareille règle serait trop vague et se prêterait à des applications exagérées. Elle a voulu indiquer d'une façon strictement limitative les cas dans lesquels la loi du lieu de la célébration pourrait empêcher un mariage, quoiqu'il fût permis par la loi nationale des futurs époux; de cette façon, tout arbitraire est supprimé.

Le premier cas prévu est celui où le mariage en question serait contraire à la loi locale en ce qui touche les degrés de parenté ou d'alliance; même sur ce point, la Commission propose une distinction.

S'agit-il d'un empêchement radical, tel qu'il ne puisse être nullement levé? Une disposition de ce genre a un caractère d'ordre moral absolu qui empêche qu'un mariage puisse être, contrairement à cette disposition, célébré même entre étrangers. S'agit-il d'un empêchement de nature à être levé par une dispense? La disposition n'a plus un caractère aussi absolu, elle est d'un ordre plus contingent et il n'y a plus même raison pour l'imposer aux étrangers. Quelques exemples feront mieux comprendre la règle proposée. Un oncle et une nièce appartiennent à un pays dans lequel leur mariage est licite; ils devraient pouvoir se marier en France, puisque la disposition du Code civil qui interdit cette union peut être écartée par une dispense du Chef de l'Etat (art. 163 et 164). Si, dans le pays d'origine, le mariage de l'oncle et de la nièce devait être autorisé comme en Belgique, il faudrait et il suffirait que l'oncle et la nièce produisissent à l'autorité française des dispenses accordées par l'autorité belge. La Commission ne croit pas devoir recommander la règle admise par *l'Institut du Droit International* et d'après laquelle « les autorités » du pays où le mariage est célébré pourront accorder dispense des empêchements résultant de la parenté ou de l'alliance entre les futurs époux, dans « les cas et dans la mesure où cette faculté appartiendrait, en vertu de la loi » nationale des futurs époux, aux autorités de leurs patries respectives » (Art. 6 du *Règlement* arrêté à Lausanne). Il a semblé à la Commission qu'on donnait ainsi à l'autorité du lieu de la célébration une attribution qui, d'une part, était contraire au principe admis, et d'autre part, serait difficilement

exercée par cette autorité. La disposition qui admet la dispense et indique l'autorité compétente avec les formes à suivre, est intimement liée à la disposition qui établit l'empêchement lui-même. La loi nationale doit donc être suivie en ce qui concerne la dispense comme en ce qui concerne l'empêchement; un oncle et une nièce belges ne peuvent, à l'étranger comme en Belgique, se marier valablement qu'avec des dispenses émanant de l'autorité belge. De plus, il n'est pas raisonnable de charger l'autorité du lieu de célébration de délivrer des dispenses, parce que son point de vue peut être totalement différent de celui de l'autorité d'origine. Etant donné que le système des dispenses existe dans les deux pays, comme par exemple en Belgique et en France, cela n'implique pas qu'elles soient, dans l'un et dans l'autre, accordées sous l'empire des mêmes considérations. De plus, dans un pays qui n'admet pas le système des dispenses, on conçoit difficilement que l'autorité veuille consentir à l'introduire pour une certaine catégorie d'étrangers.

L'autre cas, dans lequel un mariage permis par la loi nationale pourrait être interdit par la loi de la situation, a à peine besoin d'explication, c'est celui où la loi nationale permettrait de contracter un mariage avant la dissolution d'une précédente union. Le droit public de la plupart des pays s'oppose évidemment à ce que la polygamie puisse être pratiquée alors même qu'elle serait admise par la loi à laquelle appartiennent les futurs époux.

En dehors de ces deux exceptions, la Commission estime que la loi nationale devrait être pleinement observée en tant qu'elle permet le mariage, même si elle est en désaccord avec la loi locale. Cela s'appliquerait, par exemple, en ce qui concerne l'âge, la nécessité du consentement des parents, des tuteurs ou du conseil de famille; pour les conditions de ce genre, l'influence de la loi nationale doit être *exclusive*.

Deux lois sont donc, dans une mesure différente, compétentes pour déterminer les conditions auxquelles deux étrangers peuvent se marier. L'observation de la loi locale est facilement assurée, il n'en est pas de même de l'observation de la loi nationale, pour laquelle il y a des difficultés de fait aisées à concevoir. Nous avons admis que la loi nationale devait être respectée même à l'étranger et que la loi et les autorités du lieu de la célébration ne devraient pas se prêter à sa violation. Mais comment les choses vont-elles se passer dans la pratique? Deux étrangers veulent se marier dans un pays; ils s'adressent à l'autorité locale qui le plus souvent est dans l'impossibilité de savoir personnellement si les étrangers en question sont capables d'après leur loi et si ce n'est pas précisément pour échapper aux prescriptions de celle-ci qu'ils sont venus dans le pays. Alors de deux choses l'une: ou l'autorité locale se désintéressera de la question et laissera les étrangers se marier librement; ou elle exigera des justifications minutieuses qui souvent ne pourront être fournies. Suivant les pays et les dispositions des fonctionnaires de l'état civil, les mariages entre étrangers seront trop faciles ou trop difficiles, parce qu'il existera trop d'arbitraire dans l'application. Devons-nous en rester là? Il a semblé à la Commission que ce serait fâcheux et qu'il fallait chercher un moyen de sortir d'embarras. Ce moyen lui a été fourni par la pratique de plusieurs Etats. Les agents diplomatiques ou consulaires d'un pays sont autorisés à délivrer à leurs nationaux des certificats sur le vu desquels les autorités locales pourront célébrer leur mariage. La nécessité de la production de ces certificats assure le respect de la loi nationale d'autant plus qu'ordinairement des publications auront dû être faites dans le pays d'origine de manière à provoquer les oppositions. De plus, la responsabilité des autorités locales se trouve ainsi dégagée; elles n'ont plus à rechercher si les futurs époux sont ou non capables d'après leur loi nationale, elles doivent naturellement présumer cette capacité en présence du certificat.

On a critiqué ce procédé. Il n'est évidemment pas infaillible. Le certificat a pu être délivré à tort; il n'empêchera pas de faire prononcer la nullité du mariage, s'il est prouvé qu'une prescription dirimante de la loi nationale a été



violée. Ainsi les droits des tiers ne sont pas compromis; mais, dans la plupart des cas, l'exigence aura un effet préventif et les étrangers qui auraient essayé de surprendre l'autorité locale, n'oseront pas solliciter un certificat quand ils seront dans un cas d'empêchement. — On objecte aussi qu'il est contraire à la souveraineté que l'autorité locale s'en rapporte à la déclaration d'une autorité étrangère; l'objection paraît singulièrement exagérée. L'autorité locale ne fera cela que quand elle le voudra bien; nous disons seulement que son intérêt bien entendu lui conseille de le vouloir. C'est la meilleure manière de dégager sa responsabilité à l'égard de l'observation de la loi étrangère que l'on admet comme éminemment désirable. Deux Gouvernements convenant que de part et d'autre leurs autorités ne marieront pas leurs nationaux respectifs sans la production d'un certificat de l'autorité d'origine s'assurent mutuellement contre la violation de leurs lois; ils sanctionnent l'exercice légitime de leur souveraineté sur leurs nationaux qui sont à l'étranger. En outre, le fait que le procédé fonctionne dans plusieurs des pays représentés à la Conférence prouve que l'objection tirée d'une atteinte à la souveraineté n'est pas de nature à arrêter la plupart des Gouvernements.

Nous n'avons pas essayé de préciser la formule des certificats dont il s'agit. Cette formule pourra varier suivant les pays, suivant leur législation et nous avons posé la règle en termes suffisamment larges pour donner satisfaction aux scrupules qui pourraient se produire quant à la responsabilité résultant de la délivrance des certificats. (V. la formule admise par le Gouvernement belge et rapportée dans l'exposé dû à nos collègues de Belgique).

Quant à la forme de la célébration, la Commission n'a pas hésité à poser la règle traditionnellement exprimée dans la maxime *locus regit actum*. Le mariage régulièrement célébré dans un pays conformément à la loi de ce pays doit être, au point de vue de la forme, considéré comme valable non seulement dans ce pays, mais dans les autres pays, y compris la patrie des époux, quelque différence qu'il puisse y avoir entre les formalités exigées.

Toutefois il convient de tenir compte de scrupules fort respectables. Certains pays n'admettent pas qu'il puisse y avoir un mariage valable en l'absence d'une célébration religieuse. Ils ne pourraient consentir à reconnaître la validité d'un mariage purement civil de leurs nationaux. Il faut donc leur donner le droit de ne pas tenir le mariage pour valable; rien n'empêchera le pays où la célébration a eu lieu et les pays tiers d'appliquer la règle générale.

Il est très utile d'assurer une preuve facile du mariage intervenu; c'est pourquoi la Commission propose de dire qu'une copie authentique de l'acte dressé sera transmise aux autorités des pays d'origine des deux époux. Des conventions assez nombreuses sont intervenues dans cet ordre d'idées pour les divers actes de l'état civil et pas seulement pour les actes de mariage (V. les citations rapportées dans l'exposé de la législation belge).

Enfin, la Commission a cru devoir s'occuper des mariages célébrés par les agents diplomatiques ou consulaires, au sujet desquels plusieurs difficultés ont été soulevées. Elle a distingué nettement deux cas :

1° Il s'agit de pays dans lesquels les étrangers peuvent, pour se marier, s'adresser à l'autorité locale abstraction faite de toute confession religieuse. Là l'intervention des agents diplomatiques ou consulaires peut être utile, commode pour leurs nationaux; elle ne saurait être qualifiée de nécessaire. Aussi certains Etats ne donnent-ils pas, en pareil cas, à leurs agents à l'étranger de compétence en cette matière et ne reconnaissent-ils pas, par suite, la validité des mariages célébrés par les agents étrangers sur leur territoire. La Commission ne propose aucune innovation sur ce point et n'entend formuler aucun jugement sur les pratiques différentes. Seulement, si un agent diplomatique ou consulaire est, d'après sa loi, compétent pour marier ses nationaux et si cette compétence n'est pas contraire à la loi locale, la Commission est d'avis qu'il

n'y a pas de raison pour que le mariage intervenu ne soit pas regardé partout comme valable en la forme. Elle suppose que les deux futurs époux appartiennent à l'Etat dont relève la légation ou le consulat, parce que c'est seulement à cette condition que la compétence de l'agent diplomatique ou consulaire peut être regardée comme normale.

2° Il s'agit de pays dans lesquels, la forme de la célébration étant purement religieuse, les étrangers d'une autre confession sont forcément empêchés de recourir à l'autorité locale pour se marier. L'intervention de leurs agents diplomatiques ou consulaires n'est plus seulement utile, mais nécessaire, puisque sans elle le mariage des étrangers serait impossible. Aussi convient-il d'aller plus loin que dans l'hypothèse précédente et de permettre cette intervention alors même que les deux futurs époux ne seraient pas sous l'autorité de l'agent diplomatique ou consulaire, mais qu'il n'y aurait que le futur mari. On comprend que l'agent diplomatique ou consulaire de la future épouse n'ait aucune compétence pour célébrer un mariage devant avoir pour résultat la constitution d'une famille étrangère au pays dont il relève. Il en est autrement de l'agent diplomatique ou consulaire du futur mari, puisque, d'après le plus grand nombre des législations, la femme acquiert par le mariage même la nationalité du mari et que, dans tous les cas, les enfants auront cette nationalité. Des législations positives ont formulé cette distinction. (Voir par exemple la loi belge du 20 mai 1882.) Cependant des membres de la Commission pensent qu'il n'y a pas de raison suffisante de faire cette distinction et que, conformément à la loi allemande de 1870, l'attribution dont il s'agit devrait pouvoir être exercée par l'agent diplomatique ou consulaire soit de l'un, soit de l'autre des futurs époux. Actuellement, les mariages ainsi célébrés ne sont certainement valables que dans le pays auquel appartient l'agent qui y a procédé, ils peuvent ailleurs, spécialement dans le pays de la femme, être considérés comme ayant été célébrés par un agent sans qualité. Cela est assurément fâcheux, alors que les parties n'avaient pas en réalité le choix de procéder autrement qu'elles ne l'ont fait. Aussi la Commission propose-t-elle une disposition ayant pour but d'écarter ce résultat. Elle pense que les Gouvernements devront être fort réservés dans l'attribution d'une pareille compétence à leurs agents diplomatiques et consulaires. Cette attribution ne devrait leur être conférée que quand elle est imposée par la situation de fait du pays où ils exercent leurs fonctions, c'est-à-dire quand il y a pour les étrangers impossibilité de recourir aux autorités locales. Du reste, conformément à la restriction admise plus haut pour l'application de la maxime *locus regit actum*, il y a lieu de réserver au pays d'origine dont la législation exigerait absolument une célébration religieuse, la faculté de ne pas reconnaître le mariage contracté par son ressortissant devant un agent diplomatique ou consulaire.

En conséquence, la Commission vous soumet les résolutions suivantes :

### **Avant-projet de la première Commission.**

Article premier. — Le droit de contracter mariage est réglé par la loi nationale de chacun des futurs époux, à moins que cette loi ne s'en rapporte, soit à la loi du domicile, soit à la loi du lieu de la célébration.

En conséquence et sauf cette réserve, pour que le mariage puisse être célébré dans un pays autre que celui des deux époux ou de l'un d'eux, il faut que les futurs époux se trouvent dans les conditions prévues par leur loi nationale respective, notamment en ce qui concerne l'âge, les degrés prohibés de parenté ou d'alliance, le consentement des parents, des tuteurs ou du conseil de famille.

Art. 2. — La loi du lieu de la célébration peut interdire le mariage des étrangers, qui serait contraire à ses dispositions concernant les degrés de parenté ou d'alliance pour lesquels il y a une prohibition absolue, et la nécessité de la dissolution d'un mariage antérieur.

Art. 3. — Les étrangers, pour se marier, doivent produire un certificat délivré par les autorités compétentes ou bien par les agents diplomatiques ou consulaires de leur pays, et constatant, soit qu'à leur connaissance il n'existe aucun empêchement au mariage projeté, soit que les conditions exigées par la loi nationale des futurs époux pour la validité du mariage ont été remplies.

Art. 4. — Sera reconnu partout comme valable *quant à la forme* le mariage célébré suivant la loi du pays où il a eu lieu.

Cette règle toutefois ne doit pas imposer aux pays, dont la législation exige une célébration religieuse, l'obligation de reconnaître comme valables les mariages contractés par leurs nationaux à l'étranger sans observer cette prescription.

Une copie authentique de l'acte de mariage sera transmise aux autorités du pays auquel appartiennent les époux.

Art. 5. — Seront également reconnus partout comme valables quant à la forme :

1° Le mariage célébré devant un agent diplomatique ou consulaire, conformément à sa loi, si les deux parties contractantes appartiennent à l'Etat dont relève la légation ou le consulat et si la législation du pays où le mariage a été célébré ne s'y oppose pas ;

2° Le mariage célébré conformément à sa loi devant un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat auquel appartient le mari, mais seulement dans les pays où la forme de la célébration est purement religieuse. L'application de l'al. 2 de l'art. 4 ci-dessus est, du reste, réservée.

*Le Président-Rapporteur,*

LOUIS RENAULT.

#### Procès-verbal n° 6. — Séance du 23 septembre 1893.

La séance est ouverte à 10 heures du matin.

Le Président soumet à la Conférence l'avant-projet de la première Commission concernant le *mariage*, tel qu'il a été fixé par la commission de rédaction. Afin d'écarter toute nouvelle discussion, il propose de voter simplement les articles en question, sauf à faire insérer dans le procès-verbal les réserves jugées nécessaires.

Le texte de cet avant-projet a été modifié comme suit :

« Art. 1. — Le *droit de contracter mariage* est réglé par la *loi nationale* de chacun des futurs époux, à moins que cette loi ne s'en rapporte, soit à la loi du domicile, soit à la loi du lieu de la célébration. En conséquence et sauf cette réserve, pour que le mariage puisse être célébré dans un pays autre que celui des deux époux ou de l'un d'eux, il faut que les futurs époux se trouvent dans les conditions prévues par leur loi nationale respective.

« Art. 2. — La *loi du lieu de la célébration* peut interdire le mariage des étrangers, qui serait contraire à ses dispositions concernant les degrés de parenté ou d'alliance pour lesquels il y a une prohibition absolue et la nécessité de la dissolution d'un mariage antérieur.

« Art. 3. — Les étrangers doivent pour se marier établir que les conditions nécessaires d'après leurs lois nationales pour contracter mariage, sont remplies.

« Ils pourront faire cette preuve, soit par un certificat des agents diplomatiques ou consulaires ou bien des autorités compétentes de leur pays, soit par tout autre mode, jugé suffisant par l'autorité locale, qui aura,



« sauf convention internationale contraire, toute liberté d'appréciation dans les deux cas.

« Art. 4. — Sera reconnu partout comme valable quant à la forme le mariage célébré suivant la loi du pays où il a eu lieu.

« Il est toutefois entendu que les pays, dont la législation exige une célébration religieuse, pourront ne pas reconnaître comme valables les mariages contractés par leurs nationaux à l'étranger sans observer cette prescription.

« Il est également entendu que les dispositions de la loi nationale en matière de publications devront être respectées.

« Une copie authentique de l'acte de mariage sera transmise aux autorités des pays auxquels appartiennent les époux ».

« Art. 5. — Seront également reconnus partout comme valables quant à la forme :

« 1° Le mariage célébré devant un agent diplomatique ou consulaire, conformément à sa législation, si les deux parties contractantes appartiennent à l'Etat, dont relève la légation ou le consulat et si la législation du pays où le mariage a été célébré ne s'y oppose pas ;

« 2° Le mariage célébré conformément à sa loi devant un agent diplomatique ou consulaire de l'Etat, auquel appartient le mari, mais seulement dans les pays où la forme de la célébration est purement religieuse.

« Toutefois cette disposition n'oblige pas l'Etat, qui exige une célébration religieuse à reconnaître ce mariage comme valable ».

M. Renault croit devoir faire les observations suivantes au sujet de la nouvelle rédaction du projet, relatif au mariage :

« Le texte des propositions de la première Commission ayant été modifié dans la séance plénière d'hier, la Conférence ne jugera peut-être pas inutile que le Rapporteur de la Commission lui présente quelques observations très brèves, destinées uniquement à préciser la portée des changements opérés. Ces observations rapprochées du Rapport fourniront ainsi un commentaire de cette partie de nos travaux ».

« Art. 1. — La Conférence a supprimé l'indication des cas d'application de la loi nationale ; malgré les explications fournies dans le rapport et malgré le sens énonciatif du mot *notamment*, elle a craint qu'il n'y eût quelque équivoque et que l'on pût « discuter sur les cas non expressément prévus. Mais aucun changement n'a été opéré « au fond. »

« Art. 3. — La modification est ici plus importante : La Conférence a admis que les autorités auxquelles des étrangers s'adressent pour la célébration d'un mariage, devaient s'assurer qu'ils étaient dans les conditions prescrites par leur loi nationale. Mais elle n'a pas voulu que ces autorités fussent obligées d'exiger toujours la production d'un certificat délivré par les autorités nationales des futurs époux ; il peut se faire que, dans certaines circonstances, la production de ce certificat soit fort difficile ou même impossible, de sorte qu'on empêcherait, par cette exigence, des mariages qui peuvent offrir toute garantie. L'autorité locale sera juge du mode de justification à employer. D'autre part, la Conférence n'a pas pensé que le certificat délivré par une autorité nationale des futurs époux dût contraindre l'autorité locale à célébrer ce mariage ;

« il pourrait se faire que cette autorité eût des preuves ou au moins des soupçons fondés au sujet de l'existence d'un empêchement résultant de la loi nationale. Cependant on peut dire que, dans la plupart des cas, il sera désirable que l'autorité locale exige le certificat prévu et il est probable qu'elle le fera, parce que ce sera pour elle le moyen le plus commode de dégager sa responsabilité. De même, ce ne sera que dans des cas exceptionnels, qu'elle ne se contentera pas d'un pareil certificat. Aussi peut-on formuler la pensée de la Conférence : *En droit*, le certificat d'une autorité nationale des futurs époux n'est ni nécessaire ni suffisant ; *en fait*, il sera presque toujours nécessaire et suffisant. On a réservé naturellement la faculté de faire des conventions internationales, qui pourront avoir pour objet de rendre le certificat des autorités nationales nécessaire et suffisant.

« Art. 4. — La modification apportée à l'alinéa 2 est de pure forme. Il a paru nécessaire d'ajouter une disposition expresse au sujet des publications à faire dans le pays d'origine. La Commission avait bien formulé dans son rapport la nécessité d'obéir à la loi nationale sur ce point comme en ce qui touche les autres conditions exigées pour contracter mariage. Elle avait pensé que cette nécessité résultait suffisamment des termes généraux de l'art. 1<sup>er</sup>. La Conférence a estimé non sans raison qu'un doute serait possible et elle a voulu le faire disparaître ».

Les quatre premiers articles et le n° 1 de l'article 5 de la nouvelle rédaction sont votés à l'unanimité.

Quant au n° 2 de l'article 5, M. de Martens développe encore une fois ses objections contre le n° 2 de cet article, qui, selon lui, vise le pays qu'il représente. Il est impossible aux délégués Russes d'adhérer à ce paragraphe et il renouvelle ses réserves formelles, qu'il prie de faire insérer dans le procès-verbal.

M. le Comte de Sonnaz déclare devoir s'abstenir de voter sur le n° 2.

Sauf ces réserves, ce numéro est adopté par les délégués de tous les autres Etats.

La Conférence procède ensuite à la discussion de l'avant-projet de la II<sup>e</sup> Commission, concernant *la forme des actes* (1).

M. Beeckman, rapporteur de cette Commission, présente l'amendement tendant à supprimer dans le 1<sup>er</sup> alinéa de la conclusion les mots « autres que ceux reçus au profit des personnes qui jouissent du privilège de l'extraterritorialité ou par les agents diplomatiques ou consulaires », après s'être rendu compte que quelques membres de la commission désiraient cette élimination qui cadre du reste avec les vues de la commission exprimées dans le rapport.

M. Meili croit devoir se poser comme adversaire radical des principes généraux tels qu'ils sont formulés dans cette conclusion. Il rappelle l'ori-

(1) Voir annexe 1 de ce procès-verbal.

gine et le développement de la théorie des statuts. La maxime *locus regit actum* est donc une formule abstraite universellement reconnue, qu'il est superflu d'énoncer, comme le fait l'avant-projet. Notre tâche est de chercher des solutions concrètes, propres à faire l'objet d'un projet de traité. En conséquence, il lui semble désirable de renoncer à l'examen de cette matière, tout en présentant les remerciements de la Conférence à la Commission pour son travail.

M. le Président expose qu'il lui semble impossible d'opposer une fin de non-recevoir à cet avant-projet, la Conférence ayant compris cette matière dans le cadre de ses travaux ; toutefois la faculté d'adopter ou de rejeter la conclusion reste intacte.

En outre, il estime que l'avant-projet présente des règles suffisantes pour guider le législateur. Si la Conférence avait voulu écarter l'examen de cette matière, elle aurait dû le décider dès le début.

M. van Cleemputte appuie cette manière de voir ; il fait remarquer que les explications, réserves et restrictions, que souhaite M. Meili sont de doctrine et sont consignées dans le rapport. La discussion peut donc s'engager utilement.

A ce propos il s'engage un débat entre MM. Beckman, van Cleemputte et de Manoukhine.

M. Beelaerts van Blokland désire quelques explications quant aux actes sous-seing privé, dont la forme peut être régie au choix des parties soit par la loi locale, soit par les lois nationales identiques de toutes les parties. L'expression « choix des parties » lui semble moins heureuse, dans différents cas ce choix ne pouvant être constaté.

M. Renault dit qu'une nouvelle rédaction pourrait donner satisfaction aux observations de M. Beelaerts van Blokland ; qu'il ne s'agit pas, en réalité, de rechercher l'intention des parties, mais de dire que l'acte fait par elles sera valable, s'il est dressé dans une forme, soit dans une autre.

M. le Président constate que la Conférence aura à se prononcer sur les trois points suivants :

- 1° Le principe *locus regit actum* ;
- 2° L'exception à cette règle pour les actes sous-seing privé ;
- 3° Le principe énoncé dans le second paragraphe.

M. le baron de Seckendorff voudrait enlever à la règle *locus regit actum* le caractère obligatoire et préférerait dire que la forme est régie par la loi qui règle le fond de la disposition.

M. le Président croit devoir relever la grande importance du principe énoncé par M. le délégué d'Allemagne, lequel, s'il était adopté, renverserait le système généralement admis et sur lequel est basé l'avant-projet.

M. de Martens ne voit aucune portée pratique dans la conclusion en question, qui se trouve dans tous les livres de droit ; il se rallie à ce sujet à l'opinion émise par M. Meili.



M. Beeckman répond que le principe radicalement opposé, énoncé par M. le baron de Seckendorff, est un argument contre la manière de voir de M. de Martens. Il donne lecture d'un article du code Prussien, dans lequel ce principe de l'avant-projet est admis. Pour démontrer le caractère obligatoire de cette règle, il explique qu'il semble tout naturel que le pays du lieu soit appelé à apprécier la forme des actes passés sur son territoire ; il lui semble d'ailleurs bien difficile que les parties suivent des formes autres que celles du lieu.

M. Meili formule sa réserve dans les termes suivants :

La délégation de la Confédération Suisse est obligée de faire des réserves formelles au sujet du projet abstrait de réglementation de la forme des actes, qui est soumis aux délibérations de la Conférence.

Quel que fût le mérite des résolutions qui seraient adoptées, la délégation ne croit pas pouvoir s'engager à recommander à l'approbation du Gouvernement fédéral des propositions aussi théoriques.

M. de Martens, en vue des réserves faites par MM. les délégués de la Suisse, auxquelles il adhère au nom de ses collègues, retire sa proposition de supprimer l'article projeté par la seconde commission.

M. de Korizimics déclare ce qui suit :

Je ne vois pas d'inconvénient à ce que la maxime *locus regit actum* trouve aussi son expression dans les travaux de la Conférence. C'est bien, si l'on veut, une énonciation doctrinale, mais d'une application et d'une portée pratique telles, qu'il me semble malaisé de la passer sous silence.

Cependant, au lieu de la formule adoptée par la commission, je donnerais la préférence à la rédaction de l'article 6 de l'avant-projet primitif présenté par les délégués néerlandais, ainsi conçu : « Les formes des actes tant authentiques que sous-seing privé sont réglées par la loi du lieu où ils sont faits ». C'est avec raison il me semble que l'on soumet ainsi les actes authentiques et les actes sous-seing privé à une même règle générale.

En ce qui regarde l'exception concernant les actes sous-seing privé, il faudrait la formuler dans ce sens, que lorsque les parties contractantes toutes étrangères auront dressé un acte sous-seing privé en observant les formalités de leur loi nationale, la validité de l'acte pourra être respectée par le juge du pays où l'acte est passé, pourvu que l'acte, ni dans sa forme ni dans sa substance, ne présente des vices contraires aux lois du lieu.

M. le Président explique ici le cas où un acte ne saurait être considéré ni comme un acte authentique, ni comme acte sous-seing privé, par exemple un testament olographe déposé chez un notaire. Il s'agit donc de s'entendre sur le principe.

M. Legrand ne croit pas, d'après les observations formulées, que cette matière puisse jamais devenir un projet de convention internationale ; il ne voit donc pas l'utilité de s'entendre sur des théories et de prolonger la discussion. Le travail de cette Commission ne devrait pas, par conséquent, figurer dans le protocole final ; il suffira de l'insérer au procès-verbal.

M. Rahusen comprend les scrupules d'insérer au protocole final une question académique.

M. le Président croit qu'on pourrait se rallier à la proposition de M. Le-grand de ne pas insérer ces résolutions dans le protocole final. En conséquence cette proposition est adoptée. M. le Président ajoute qu'on rencontrera d'ailleurs la règle *locus regit actum* dans les conclusions de la 1<sup>re</sup> et de la 2<sup>e</sup> Commission. Il lui semble toutefois utile, ne fût-ce que pour constater un vœu de la Conférence, de voter quand même cet avant-projet.

M. le baron de Seckendorff ne croit pas devoir voter sur des principes, qui, peut-être incontestables quant au fond, ne lui semblent pas être formulés d'une manière satisfaisante.

M. van Cleemputte fait remarquer, que si l'on écartait la question, on paraîtrait soulever des doutes au sujet de la règle et ce n'est certes pas ce que l'on veut.

Le principe *locus regit actum* est adopté à l'unanimité avec l'abstention de l'Allemagne et de l'Autriche.

Au deuxième point de discussion (actes sous-seing privé) M. Beerlaerts van Blokland renouvelle ses objections concernant les mots « au choix des parties ».

MM. Renault et Beeckman étant d'avis qu'il s'agit là d'une question de rédaction, on procède au vote.

L'exception à la règle *locus regit actum* pour les actes sous-seing privé est adoptée, sauf par l'Allemagne, l'Autriche, la Russie et la Suisse, qui se sont abstenues.

On procède à la discussion du troisième point (2<sup>e</sup> paragraphe de l'avant-projet).

M. de Korizmicz dit les paroles suivantes :

Cet alinéa ne me semble pas poser une règle de droit international privé proprement dite. L'alinéa porte, que lorsque la loi du pays soumet la validité d'un acte à l'observation d'une forme spéciale, les nationaux doivent s'y conformer, même lorsqu'ils contractent à l'étranger. Il s'agit donc d'un acte posé à l'étranger, mais devant produire ses effets dans le pays des parties. C'est bien une exception à la règle, *locus regit actum*, mais non pas un cas de règlement de conflits de lois. En effet il va sans dire, que le juge comme les parties doivent obéissance à la loi qui les régit. L'hypothèse prévue n'est donc pas, il me semble, de nature à intéresser la Conférence.

Mais il est une autre exception à la règle *locus regit actum* dont il y aurait le cas de s'occuper. Certaines législations exigent que les actes ayant pour effet d'aliéner les immeubles, ou de constituer sur eux des droits réels, soient faits dans les formes prescrites par la loi de la situation de ces biens. C'est là le cas d'un véritable conflit, entre la loi de la situation des biens et celle du lieu où l'acte est passé.

Je proposerais donc de formuler cette règle au lieu et à la place de celle prévue par la Commission.

MM. Beeckman et Renault croient devoir prouver à M. de Korizmicz qu'il s'agit ici sans aucun doute de régler des conflits de lois, qui peuvent se présenter dans la pratique.

M. Renault observe entre autres qu'un acte pour lequel la loi nationale exige une forme déterminée et passé par un Néerlandais en France, doit

parfois produire son effet dans un tiers pays, par exemple en Belgique. En n'adoptant pas la règle du 2<sup>e</sup> paragraphe, la validité de l'acte y serait mise en doute.

Le principe du 2<sup>e</sup> paragraphe est adopté avec trois abstentions, celles de l'Autriche, de la Russie et de la Suisse.

La séance est suspendue à 11 heures 3/4 du matin.

La séance est réouverte à 2 heures de l'après-midi.

Le Président donne lecture de l'avant-projet de la II<sup>e</sup> commission (forme des actes), tel qu'il a été révisé par la commission de rédaction et conçu en ces termes :

« La forme des actes est réglée par la loi du lieu où ils sont faits ou passés. Néanmoins les actes sous-seing privé peuvent être faits dans les formes admises par les lois nationales identiques de toutes les parties.

Lorsque la loi, qui régit une disposition exige comme condition substantielle que l'acte ait une forme solennelle, les parties ne peuvent se servir d'une autre forme ».

Cette rédaction n'ayant pas rencontré d'objections, on passe aux discussions de l'avant-projet de la IV<sup>e</sup> Commission, concernant quelques questions de *procédure* (1).

M. le Président fait remarquer qu'à l'avant-projet soumis à l'appréciation de la Conférence se rattachent des questions non seulement de forme, mais aussi des principes juridiques. Il constate la différence entre les systèmes de certains pays. Dans quelques Etats, comme en France et dans les Pays-Bas, l'acte destiné à l'étranger est censé être signifié au moment où il a été remis au ministère public; dans d'autres, comme en Allemagne, la signification n'est censée être faite qu'au moment de la remise de l'acte à l'intéressé. Les articles proposés visent plutôt le système Allemand, auquel le Président donne la préférence. Il tient beaucoup à ce que le règlement à arrêter par la Conférence ne s'oppose pas à l'adoption d'un système nouveau d'après lequel les intéressés peuvent faire faire les significations destinées aux étrangers directement par les officiers ministériels des pays de destination (V. l'Art. 5 n<sup>o</sup> 2 du Projet de la IV<sup>e</sup> commission). Il est bien entendu que le principe juridique reste réservé.

M. le baron de Seckendorff croit les propositions acceptables, même sans modification considérable de la législation des pays qui ont le système français.

M. le Président, tout en se ralliant à l'opinion de M. le délégué d'Allemagne, exprime l'espoir des délégués des Pays-Bas, qu'à la suite de l'adoption des articles qui nous occupent, la législation de leur pays sera modifiée dans ce sens.

Personne ne désirant faire des observations générales, on passe à la discussion des articles.

M. le baron de Seckendorff propose au nom de la commission d'ajouter dans le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> après les mots « état requérant » les mots « établis à l'étranger », ainsi que d'ajouter à la fin de ce paragraphe « si

(1) Voir annexe 2 de ce Procès-Verbal.



les lois locales ne s'y opposent pas », vu que l'entremise des agents diplomatiques ou consulaires peut être opposée à la législation du pays où le destinataire se trouve.

M. Renault explique qu'en français on entend par actes judiciaires des actes relatifs à un procès ; la mise en demeure, par exemple, peut résulter d'une sommation qui est un acte extra-judiciaire ; il est évident que la commission a eu l'intention de comprendre les actes de cette nature dans le terme « actes judiciaires ». Le but serait atteint en faisant aussi mention d'actes extra-judiciaires.

Le second alinéa lui paraît rédigé d'une façon énigmatique ; notamment le mot « requérant » semble inexact, parce que, dans l'espèce, l'Etat ne fait aucune réquisition, comme par exemple quand il s'agit d'extradition. Il propose de lire le deuxième paragraphe de la façon suivante : « toutefois les agents diplomatiques ou consulaires peuvent être chargés des significations à faire à leurs nationaux, si la législation du pays ne s'y oppose pas ».

M. van den Bulcke fait observer que la législation belge ne contient pas de dispositions quant aux significations à faire directement par les agents diplomatiques ou consulaires, mais qu'il est d'usage constant en Belgique de ne pas procéder de cette manière.

Pour donner satisfaction sur ce point à MM. les délégués Belges, il est acté au procès-verbal que les usages ayant force de loi seront compris dans le mot législation.

Après quelques observations de MM. Feith, le baron de Seckendorff et de Martens concernant la signification des mots « autorité compétente », d'où résulte que la désignation de cette autorité sera faite par les divers gouvernements, l'article 1<sup>er</sup> est adopté et renvoyé à la Commission de rédaction.

La portée de la seconde partie de l'article 2, concernant la transmission, n'étant pas claire pour M. de Martens, MM. Roguin et le Baron de Seckendorff expliquent que l'article 1 vise la demande, tandis que l'article 2 vise la transmission, deux phases qu'il a paru nécessaire de distinguer.

Sur la proposition de M. Renault de faire suivre aux articles la marche de l'acte même, on se met d'accord pour réunir dans un article le 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 1 et l'article 2, et de renvoyer le 2<sup>e</sup> paragraphe de l'article 1 aux cas énumérés à l'article 5.

La rédaction en est confiée au bureau.

On procède à l'article 3 qui, par la fusion des articles 1 et 2, devient l'article 2.

Après une explication entre MM. de Martens et Beeckman, il est convenu, en vue de l'harmonie des articles, d'employer partout le même terme « d'ordre public ».

M. Beeckman désire également savoir si l'Etat doit se borner à l'examen ou s'il a la faculté de refuser la signification.

La faculté de refuser ayant été reconnue, le texte de cet article est renvoyé à la Commission de rédaction.

Il résulte de la discussion de l'article 4 (art. 3), à laquelle prennent part MM. Beeckman, Roguin, Renault et le Baron de Seckendorff, qu'on se

trouve en présence de différents systèmes d'actes ; par les dispositions proposées on a voulu donner satisfaction à tous les systèmes.

M. le Président préconise le système des deux doubles pour donner plus de sécurité à la personne, à la requête de laquelle la signification a lieu, vu qu'un des doubles sur lequel est transcrit le récépissé lui est retourné, tandis que l'autre est remis au destinataire.

A l'article 5, M. Roguin revient à ce qui a été proposé à l'article 1 de reproduire ici le paragraphe 2 de l'article 1, ce que la Conférence approuve.

M. Rahusen demande s'il ne conviendrait pas de parler des délais qui souvent sont trop brefs pour que le destinataire puisse y donner suite.

M. Roguin répond que la commission a évité de pénétrer dans les lois de procédure de chaque état.

M. Rahusen croit ne pas devoir insister, mais désire que dans le procès-verbal soit exprimé le vœu que des délais raisonnables soient accordés.

M. Renault expose qu'en général ce n'est pas la durée des délais qui est insuffisante, mais qu'il faudrait prendre pour point de départ des délais le moment où l'acte est remis entre les mains du destinataire.

On procède à l'article 6 (art. 5.)

M. Beelaerts van Blokland trouve, en vue de la juridiction volontaire, le terme « procès » trop restrictif et propose de le remplacer par « matière ». L'article est arrêté et il sera tenu compte de cette observation.

Article 7 (art. 6).

M. de Malewski-Malewitsch dit que les tribunaux russes exigent une traduction russe « certifiée conforme » et propose de compléter l'article dans ce sens.

M. le Baron de Seckendorff désirerait que le cas soit prévu où une traduction ne serait pas nécessaire.

La Commission de rédaction aura égard à ces remarques et l'article est adopté.

Article 8 (art. 7).

Conformément à ce qui a été convenu au commencement de cette séance et sur la proposition de M. le Baron de Seckendorff, les mots « ou de droit public » sont rayés. Il propose également, en vue d'en faciliter l'interprétation, de réunir les nos 2 et 3 en un numéro, qui serait conçu comme suit : « que l'acte judiciaire ou de procédure demandé n'est pas défendu par la « législation de son pays et qu'il rentre dans le cercle de ses attributions ».

Cet amendement est adopté et l'article renvoyé à la commission de rédaction.

Article 9 (art. 8).

M. Beeckman ayant signalé le cas où il n'y aurait pas d'autorité compétente, M. le Baron de Seckendorff se réfère sur ce point à son rapport.

Article 10 (art. 9).

M. Beeckman, au sujet de formes spéciales mentionnées à l'alinéa 2, fait observer qu'il semble difficile de suivre des formes non usitées dans le pays de l'autorité requise, bien que ces formes ne soient pas contraires aux dispositions législatives.

M. le Baron de Seckendorff fait remarquer qu'en Allemagne et en d'autres pays on défère, si possible, aux désirs de l'autorité étrangère à ce sujet.

Cet article étant accepté, on procède à l'article 11 (art. 10).

M. Roguin s'oppose au désir exprimé par quelques délégués de supprimer cet article. En matière de rogation, deux grandes questions se présentent, celle du mode de transmission et celle des frais. Il est d'avis que cette dernière, dont il s'agit ici, doit être mentionnée ; il ne désire pas lier les gouvernements au sujet des frais ; quant à lui personnellement, il préconise la gratuité.

M. le Président observe que les citations et autres frais de procès sont à la charge des parties, tandis que les frais de transmission sont peu importants.

La Conférence se rallie à sa proposition de conserver le contenu de cet article, mais de l'émettre comme simple vœu.

Il reste entendu que tous les articles de cet avant-projet, après révision par la Commission de rédaction, seront de nouveau soumis à l'approbation de la Conférence.

La séance est levée à cinq heures et la prochaine réunion fixée à mardi 26 septembre à dix heures du matin.

#### ANNEXE N° 1 AU PROCÈS-VERBAL N° 6.

### Rapport de la deuxième commission (1) sur la question de la forme des actes.

Messieurs,

En étudiant les questions relatives à la forme des actes, votre deuxième commission a pris pour cadre de son examen, le questionnaire si précis joint au mémoire du gouvernement de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.

Le principe des solutions qu'elle vous propose est la règle *Locus regit actum* ou mieux *Locus regit instrumentum*, universellement acceptée aujourd'hui en doctrine et en jurisprudence comme dérivant de la coutume internationale qui elle-même s'inspire de l'impossibilité ou de la difficulté de suivre d'autres formes que celles organisées dans le lieu où s'accomplit le fait juridique, l'*actus*, et qui érige cet empêchement en présomption *juris* et *de jure*, dans l'intérêt de la partie.

Acceptant ces principes, il n'est resté à la commission qu'à en fixer la portée. Quatre questions ont attiré son attention à cette fin :

1° Quels sont les actes juridiques auxquels s'applique la règle *Locus regit actum* ?

2° A quels éléments de l'acte juridique s'applique la même règle ?

3° Quel est son caractère, obligatoire ou facultatif ?

4° Quelle est la valeur, en la forme, des actes qui sont faits conformément à cette règle ?

1° Sur la première question, la commission n'exclut de la règle que les actes au profit de personnes qui jouissent du bénéfice de l'exterritorialité, tels que les souverains et les agents diplomatiques, et les actes reçus, au profit d'une

(1) La Commission était composée de M. le baron DE HAAN, délégué d'Autriche, *Président* ; M. BRICKMAN, délégué de Belgique, *Rapporteur* ; M. FEITH, délégué des Pays-Bas, et M. DE MANOUKINE, délégué de Russie.



personne quelconque, par ces agents et les consuls dans les limites de leurs attributions.

Les règles qui doivent régir la forme de ces actes demeurent en dehors des solutions préconisées par la conférence. Pour tous les autres, l'adage est la règle normale. Elle ne pourrait souffrir de dérogation que si, à raison de motifs d'un ordre exceptionnel, elle était incompatible avec les exigences de certaines matières spéciales qui seront déterminées par une entente commune à mesure que la Conférence rencontrera chacune d'elles dans le développement de ses travaux.

2° La règle *Locus regit actum* ne doit s'appliquer qu'aux formes en prenant ce mot dans le sens propre et restrictif, en d'autres termes, aux formes extrinsèques ou instrumentaires, à celles que les parties observent afin de se mettre à même de fournir la preuve d'un fait juridique.

Elle ne s'appliquera donc pas aux formalités habilitantes, c'est-à-dire aux formalités qui rendent capables de certains actes, les personnes qui en sont incapables par état. Mais la règle reprendra son empire quant aux formes instrumentaires des actes juridiques dont se composent ces formalités.

La même distinction s'impose quand il s'agit de ce que, — par l'impuissance de la langue à rendre par un mot spécial chaque nuance juridique, — on appelle les formes substantielles et qui, par cela même qu'elles sont substantielles, cessent d'être des formes pour se confondre avec les conditions de fond, avec les éléments constitutifs de l'existence ou de la validité de l'acte juridique.

De même que toutes les législations ne tiennent compte de la volonté humaine comme facteur essentiel de l'acte qu'autant que, sortant des limbes de l'entendement, elle soit exprimée, de même certaines législations refusent, en certains cas, d'avoir égard à cette expression si elle ne revêt pas une forme déterminée.

*L'actus* et *l'instrumentum*, toujours divisibles en pensée et en fait, deviennent alors indivisibles par une fiction du droit positif qui considère la forme comme une des conditions d'efficacité du consentement, en manière telle que la forme n'en est plus une en réalité et se confond avec la volonté même dont elle garantit la libre et sincère manifestation.

Il en est ainsi notamment quand un acte est rangé par la loi qui le régit au fond parmi les actes solennels. Cette solennité étant une condition de l'expression de la volonté et se confondant avec elle échappera à l'adage et sera toujours exigée. Mais la règle *locus regit actum* sera de nouveau applicable quant à la forme extérieure qui réalisera la solennité.

Par application de cette théorie au cas où la loi régissant la disposition fait de l'authenticité une forme solennelle de l'acte, il faut dire que celui-ci ne pourra se faire nulle part par acte sous seing privé ; mais que les formes constitutives de l'authenticité seront déterminées par la loi locale parce que l'intervention de l'autorité que l'authenticité suppose, tient nécessairement à l'organisme même de l'Etat et rend par conséquent impossible de suivre dans un pays les formes authentiques d'un autre pays. Ce sera donc la loi locale qu'il faudra consulter pour déterminer ce qu'il faut comprendre par acte authentique.

Cette distinction essentielle que l'avant-projet soumis à la Conférence proclame, fait ressortir l'importance d'une détermination internationale, progressive et uniforme, des actes solennels et des éléments qui font l'essence de la solennité, comme aussi de la nécessité transitoire d'admettre la compétence des agents diplomatiques ou consulaires chaque fois que leurs nationaux ne trouveront pas dans les institutions locales le moyen de réaliser la solennité déterminée que la loi de la disposition leur impose.

Pas plus que les formalités habilitantes ou que les formalités substantielles, les formalités d'exécution et les formalités de publicité, c'est-à-dire nécessaires aux fins d'assurer les effets vis-à-vis des tiers du transfert d'un droit réel,

mobilier ou immobilier, ne dépendent de la loi du lieu de l'exécution ou de la loi du lieu où l'acte relatif à ce transfert a été passé. Les unes, qui donnent à l'acte la force exécutoire, attribut de l'autorité publique, sont régies par la loi du pays où l'exécution est poursuivie ; les autres qui, prises dans l'intérêt des tiers et pour assurer le crédit public, tiennent à l'organisation de la propriété, sont régies par la loi du lieu où le bien est situé.

En résumé, donc, l'application du brocard *Locus regit actum* est confinée dans un cercle que limitent, d'un côté, les dispositions qui régissent la capacité des parties, et, de l'autre, les dispositions locales qui intéressent l'organisation de l'autorité publique ou de la propriété.

Votre commission estime qu'il n'y a pas lieu d'aller plus loin dans le domaine des restrictions et de faire exception au principe lorsque les formes locales étrangères sont suivies dans l'intention d'éluder la loi nationale concernant la forme de l'acte. Pareille exception qui livre l'application de la règle à l'interprétation arbitraire de l'intention intime de la partie, nous semble méconnaître la nature même de la fraude qui suppose toujours l'illégalité du but poursuivi. Or, comme le dit M. Asser (page 62), « n'est-on pas libre de choisir pour faire un acte le pays dont les lois paraissent le plus favorables ? »

3° En principe, la règle *Locus regit actum* est obligatoire. Mais, par tempérament et en vue de faciliter les actes juridiques, rien ne s'oppose à ce qu'on admette le caractère probant de l'acte sous seing-privé s'il s'est fait soit dans les formes de la loi nationale commune ou dans les formes identiques de leurs lois nationales différentes. « Il est probable, — dit M. le conseiller van Berchem, dans l'exposé des motifs du projet de revision du Code civil belge (page 13). — que ces dernières formes sont mieux connues des parties, qu'elles sont plus dans leurs habitudes, qu'elles assurent plus ou autant que les formes locales, la liberté et la sincérité de leurs conventions. »

4° La faculté ou l'obligation pour les parties de se servir de certaines formes implique comme conséquence que celles-ci doivent être tenues pour suffisantes partout, non seulement dans le pays où l'acte est dressé, mais encore dans tous les pays où l'acte est invoqué à titre de preuve.

Comme conclusion de ces développements, la deuxième commission vous soumet le projet de résolution suivant :

#### **Avant-projet de la deuxième commission.**

Les formes instrumentaires des actes autres que ceux reçus au profit des personnes qui jouissent du privilège de l'exterritorialité ou par les agents diplomatiques ou consulaires, sont réglées, pour les actes authentiques, par la loi du lieu où ils sont faits, et, pour les actes sous seing-privé, au choix des parties, soit par cette même loi, soit par les lois nationales identiques de toutes les parties.

En conséquence, lorsque la loi qui régit une disposition exige comme condition substantielle que l'acte ait une forme solennelle déterminée, les parties ne peuvent se servir d'une autre forme, celle-ci fût-elle autorisée par la loi du lieu où l'acte est fait.

*Le Rapporteur,*  
BEECKMAN.

*Le Président,*  
DE HAAN.

#### **ANNEXE N° 2 AU PROCÈS-VERBAL N° 6.**

#### **Rapport présenté au nom de la quatrième commission (1).**

La quatrième Commission était chargée de s'occuper des questions de compé-

(1) Cette commission était composée de MM. le baron de Seckendorff, délégué d'Allemagne, président ; Chomé, Fusinato et Roguin. M. Asser, président de la Conférence, et M. le baron de Haan ont bien voulu assister à la plupart des séances.

tence judiciaire et en général de procédure civile. Cette matière est très étendue et forme à elle seule une grande partie du droit international privé. Le règlement des différents fors, selon les diverses natures ou espèces d'actions, est particulièrement important, mais il soulève de graves difficultés ; car d'une part, les législations et jurisprudences des différentes nations présentent de grandes diversités et, d'autre part, dans la doctrine, les opinions les plus divergentes ont été émises sur la meilleure manière de régler cette question.

Dans cette situation, la quatrième Commission a estimé qu'elle se conformerait mieux aux intentions des membres de la Conférence en cherchant à faire un choix entre les diverses matières rentrant dans le domaine étendu de la procédure. Elle aurait aimé à préparer en premier lieu une entente sur quelques points de portée générale, en proposant des règles de principe. On aspirait à proclamer d'abord le droit des étrangers d'ester en justice aux mêmes conditions que les nationaux et d'en tirer ensuite une conséquence à l'égard de la caution pour les frais de procès (*cautio judicatum solvi*). D'un autre côté, un membre de la Commission attirait l'attention de ses collègues sur la question capitale de l'assimilation des étrangers aux nationaux non seulement quant au droit de comparaître en justice, mais aussi quant à la détermination même du for compétent. Il pensait que, après avoir posé le principe de l'assimilation, l'on pourrait en tirer une double conséquence pratique : d'abord en déclarant supprimés tous privilèges reconnus aux nationaux (par exemple d'après l'article 14 du Code civil français), puis en interdisant aux tribunaux de se déclarer incompétents par le motif unique de l'extranéité des parties colitigantes. A part les législations adoptant déjà ces principes, comme celles de l'Empire d'Allemagne par exemple, on trouve aussi dans la convention franco-suisse de 1869 un précédent digne d'être pris en considération.

Toutes ces questions ont paru aux membres de la Commission extrêmement dignes d'être étudiées et, si possible, résolues par la Conférence ; et, si la Commission eût disposé de plus de temps, elle en aurait abordé certainement l'examen de détail. Mais, d'un premier échange de vues, il est résulté la conviction qu'il serait très difficile d'arriver à bref délai à un résultat satisfaisant, malgré l'excellente préparation que fournissaient à la Commission les différents projets relatifs à la procédure élaborés par l'Institut de droit international sur les rapports si remarquables de M. Asser, l'éminent président de la Conférence. En outre, il y avait certains inconvénients à détacher les questions dont il vient d'être parlé de celle, beaucoup plus étendue et complexe, de la fixation des fors compétents. Or, la quatrième Commission ne pouvait guère songer à préparer en deux ou trois jours une entente générale dans ce vaste domaine.

Pour toutes ces raisons, et d'autres encore de moindre importance, les membres de la Commission ont fini par décider à l'unanimité de se borner pour le moment à élaborer le projet d'un accord sur la question de la communication des actes judiciaires et sur l'exécution des commissions rogatoires.

I. La Commission s'est dès lors occupée en premier lieu de la manière dont il convenait de faire la signification d'actes judiciaires à des personnes se trouvant à l'étranger. A cet égard il existe actuellement plusieurs systèmes. La législation française et d'autres législations congénères se contentent généralement de la signification aux parquets d'actes destinés à l'étranger en leur abandonnant le soin de les faire parvenir aux personnes intéressées. Comme il n'est pas requis, d'après ce système, que les actes parviennent réellement à leur destination, il en résulte que les intérêts des destinataires sont insuffisamment sauvegardés. Au surplus, on peut se demander si la communication d'actes judiciaires et notamment la signification de citations faite aux nationaux d'un Etat et sans son concours, ne constituent pas une ingérence non justifiée dans les pouvoirs de juridiction de ce dernier.

Pour éviter le reproche de cet empiètement et pour sauvegarder d'autre part le plus possible les intérêts des justiciables, il semble indiqué de donner la préférence à un autre mode de communication des actes judiciaires déjà adopté



par quelques législations et notamment consacré par les traités franco-suisse de 1869 et franco-badois de 1846. Ce mode consiste dans la transmission de l'acte judiciaire par les autorités d'un pays à celles d'un autre à l'effet de procéder à la signification voulue, l'autorité requérante devant recevoir ensuite la preuve que la signification a été réellement effectuée.

Il a semblé à la commission que ce mode pouvait se recommander comme une règle à adopter dans l'entente internationale espérée. Elle a cependant cru que, d'autres moyens de communication étant consacrés par différentes législations, il importait de ne pas y porter atteinte. C'est ainsi qu'il lui a semblé devoir maintenir les communications par les agents diplomatiques ou consulaires à leurs compatriotes se trouvant dans leur ressort territorial (art. 1, al. 2) ainsi que celles effectuées par la poste pour autant que les législations ou traités internationaux des divers pays l'admettent (art. 5, n° 1). Enfin, il lui a paru recommandable de ne pas exclure la faculté laissée à une partie de faire une signification à l'étranger par mandat donné directement à un fonctionnaire ou à une personne ayant qualité pour l'y effectuer (art. 5, n° 2).

Telles sont, à grands traits, les considérations dont la Commission s'est inspirée dans ses propositions concernant le titre 1. Les articles 2, 3 et 4 ont pour but de déterminer et de régler de la manière la plus simple et la plus pratique le mode régulier de communication des actes judiciaires par voie de transmission aux autorités du pays requis. A cet effet, il est désirable :

1° Que des rapports directs soient admis dans la plus large mesure entre les autorités judiciaires des différents pays pour écarter autant que possible les formalités et les retards de la correspondance diplomatique (art. 2) ;

2° Que, dans la mesure du possible, des règles uniformes et simples soient introduites en ce qui concerne la constatation de la signification (art. 4) ;

La Commission pense qu'il suffirait à cet égard qu'il soit transmis à l'autorité requérante un récépissé légalisé du destinataire ou bien que l'autorité requise constate par une attestation le fait et la date de la signification. Cette preuve une fois faite, tout autre examen de l'autorité requérante deviendrait superflu.

On a trouvé inutile de statuer expressément que l'autorité saisie d'une demande pour laquelle elle ne serait pas compétente serait tenue de la transmettre à qui de droit. Cette règle résulte forcément des articles 2 à 4. S'il n'existe pas dans l'Etat d'autorité compétente, soit que le destinataire ait quitté le pays, soit que sa résidence soit inconnue, la demande sera à renvoyer à l'autorité requérante pour qu'elle puisse pourvoir au nécessaire.

De même, il va sans dire que l'exécution de la signification se fera en suivant les prescriptions en vigueur dans le pays où l'acte est à communiquer. Ces prescriptions décideront notamment de quelle manière la pièce à signifier sera remise au destinataire, soit qu'il faille un acte authentique d'un huissier ou d'un autre fonctionnaire compétent, soit qu'on puisse se servir de la voie administrative vu la disposition de l'art. 4, al. 1. L'autorité ou la partie à la demande de laquelle la signification aura été faite n'a aucun intérêt à contrôler la marche suivie. Si, dans un cas spécial, on a demandé l'emploi d'une forme particulière, l'autorité requise n'hésitera pas à y déférer pour autant que les lois de son Etat ne s'y opposent pas.

En ce qui concerne le détail des dispositions relatives au régime des communications judiciaires, il suffira d'ajouter les explications suivantes :

L'article 3 prescrit en général que l'autorité requise devra faire effectuer la signification sans examiner pour sa part ni la nature et le contenu de l'acte, ni la compétence de l'autorité requérante. Toutefois, on ne pourra s'opposer à ce que chaque Etat prescrive à ses autorités d'examiner la question de savoir si la communication de tel ou tel acte judiciaire ne serait pas contraire aux principes de son droit public. Il pourrait se présenter le cas, par exemple, que l'autorité requérante demande la citation d'un Souverain ou d'un Gouvernement étranger devant un tribunal dont la compétence serait à décliner suivant les règles du droit constitutionnel ou du droit des gens. Dans des cas de cette

nature, le droit des Gouvernements, de s'opposer à l'exécution de la requête, ne saurait être discuté.

L'alinéa 2 de l'article 4 prévoit le cas où il faudrait que la partie instantée eût entre les mains la constatation de la signification sur l'acte signifié lui-même. L'autorité requérante aura, à cet effet, à transmettre l'acte en double exemplaire dont l'un, portant l'attestation de la signification, devra être renvoyé par l'autorité requise à l'autorité requérante.

II. Les règles que la Commission propose comme bases d'un accord international sur le régime des commissions rogatoires sont en général conformes aux règles adoptées, en 1877, par l'Institut de droit international suivant les propositions de M. le Président Asser et les motifs qui ont dirigé la Commission peuvent par conséquent être résumés en peu de mots.

L'article 7 traite de la question de la langue à employer pour les Commissions rogatoires. On ne peut pas demander que le juge requis pourvoie à la traduction de pièces rédigées dans une langue qui lui est inconnue. Si, par conséquent, la requête n'est pas rédigée dans une langue en usage devant le tribunal requis, l'autorité requérante devra joindre une traduction à la pièce. Il est impossible de déterminer d'une manière générale quelle sera la langue à employer pour la traduction ; on est fondé à croire que les différents Gouvernements parviendront facilement à s'entendre sur cette question. Un arrangement sera d'ailleurs nécessaire entre ceux qui autoriseront la correspondance directe de leurs autorités.

Dans une certaine mesure, le tribunal requis ne pourra se dispenser d'un examen de la requête. La Commission croit avoir résumé dans l'article 8 les cas où un pareil examen paraît indispensable. L'autorité devra examiner sa compétence au point de vue du ressort territorial et en ce qui regarde la question de savoir si la mesure dont il s'agit relève en général des fonctions attribuées au juge requis. D'un autre côté, la Commission estime que l'autorité requise n'a pas à se préoccuper de savoir si, d'après sa législation, elle aurait été compétente à l'égard de la procédure engagée devant le tribunal requérant et au cours de laquelle la Commission rogatoire a été émise.

La Commission n'a pas jugé nécessaire d'exprimer l'idée difficile à contester que l'autorité requise n'a pas à contrôler la compétence du tribunal requérant.

On ne saurait guère non plus formuler d'objections contre la disposition portant qu'en cas d'incompétence du tribunal requis, la Commission rogatoire sera transmise par lui à l'autorité compétente du même Etat, et qu'à défaut d'une autorité compétente, la Commission rogatoire sera renvoyée à l'autorité requérante.

En ce qui regarde l'article 11, la Commission croit devoir faire observer qu'il est désirable que la question des frais vienne compliquer et retarder aussi peu que possible les communications d'actes judiciaires et l'exécution des commissions rogatoires.

Dans cette préoccupation, elle avait l'intention de proposer la franchise pour toutes opérations judiciaires faites sur requête ; mais les objections qui s'opposent à l'adoption générale de ce régime, ont finalement prévalu et on s'est décidé à abandonner aux arrangements entre les différents Etats le règlement de la question des frais. La Commission est d'ailleurs assurée que les Etats continueront à renoncer mutuellement à exiger le remboursement des frais d'affranchissement qui d'ailleurs le plus souvent sont insignifiants.

*Le Président-rapporteur,*  
SECKENDORFF.

### **Avant-projet de la quatrième commission.**

#### *1. Communications d'actes judiciaires.*

Article premier. — Les significations d'actes judiciaires en matière civile et

commerciale à destination de l'étranger se feront sur la demande des officiers du ministère public ou des tribunaux, adressée à l'autorité compétente de l'Etat étranger.

La disposition qui précède ne s'oppose pas à ce que les significations à faire aux nationaux de l'Etat requérant ne puissent être effectuées par le soin de ses agents diplomatiques ou consulaires.

Art. 2. — La demande mentionnée à l'article premier, al. 1, sera transmise directement à l'autorité compétente de l'étranger. La transmission se fera par la voie diplomatique si la communication directe n'est pas admise entre les autorités des deux Etats.

Art. 3. — L'autorité requise fera effectuer la signification sans examen de sa part. Toutefois, il sera loisible à chaque Etat d'ordonner cet examen par des considérations de droit public.

Art. 4. — Pour faire preuve de la signification, il suffira d'un récépissé daté et légalisé, ou d'une attestation de l'autorité requise constatant le fait et la date de la signification.

Le récépissé ou l'attestation est à transcrire sur l'un des doubles de l'acte à signifier ou à annexer à ce document, si l'acte a été transmis dans ce but en plusieurs exemplaires.

Art. 5. — Les dispositions des articles qui précèdent ne préjudicient pas :

1° A la faculté de transmettre aux destinataires résidant à l'étranger des actes judiciaires par la voie de la poste, ni

2° Au droit des intéressés de faire effectuer des significations directement par les soins des officiers ministériels ou des fonctionnaires compétents du pays de destination si les lois des deux Etats ou des conventions particulières le permettent.

## 2. *Commissions rogatoires.*

Art. 6. — Le juge saisi d'un procès civil ou commercial pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à un juge étranger, pour le prier de faire dans son ressort, soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

Art. 7. — La transmission des commissions rogatoires se fera d'après les règles ci-dessus arrêtées pour la communication des actes judiciaires (art. 2).

Si la commission rogatoire n'est pas rédigée dans la langue de l'autorité requise, elle devra être accompagnée d'une traduction faite dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés.

Art. 8. — Le tribunal à qui la commission est adressée sera obligé d'y satisfaire après s'être assurée : 1° que le document est authentique ; 2° que l'exécution de la commission rogatoire n'est pas contraire à des dispositions d'ordre public ou de droit public de son pays ; 3° qu'il est compétent d'après sa propre législation.

Art. 9. — En cas d'incompétence du tribunal requis, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat, et l'autorité requérante en sera immédiatement informée.

Art. 10. — Le tribunal qui procède à un acte judiciaire en vertu d'une commission rogatoire applique les lois de son pays en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante tendant à ce qu'il soit procédé d'après une forme spéciale, si cette forme n'est pas contraire à des dispositions d'ordre public ou de droit public de l'Etat requis.

## *Disposition finale.*

Art. 11. — Tout ce qui concerne les frais occasionnés par les communications d'actes judiciaires et l'exécution des commissions rogatoires (remboursement, avance de frais, gratuité, etc.) sera réglé par entente entre les Etats intéressés.



**Procès-verbal n° 7. — Séance du 26 septembre 1893.**

La séance est ouverte à 11 heures du matin.

Le procès-verbal de la quatrième séance est adopté.

M. le Président communique qu'il a reçu une lettre de M. P. Missir, délégué de la Roumanie, dans laquelle celui-ci annonce qu'une affaire urgente l'a rappelé à Jassy et expose en même temps quelques objections au sujet de l'avant-projet concernant les successions.

Le texte de l'avant-projet de la quatrième commission, tel qu'il a été arrêté par la commission de rédaction, est conçu dans les termes suivants :

*Communication d'actes judiciaires ou extra-judiciaires.*

Article premier. — En matière civile ou commerciale, les significations d'actes à destination de l'étranger se feront sur la demande des officiers du ministère public ou des tribunaux, adressée à l'autorité compétente de l'Etat étranger.

La transmission se fera par la voie diplomatique à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités des deux Etats.

Art. 2. — La signification sera faite par les soins de l'autorité requise. Elle ne pourra être refusée que si l'Etat, sur le territoire duquel elle devrait être faite, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Art. 3. — Pour faire preuve de la signification, il suffira d'un récépissé daté et légalisé ou d'une attestation de l'autorité requise, constatant le fait et la date de la signification.

Le récépissé ou l'attestation sera transcrit sur l'un des doubles de l'acte à signifier ou annexé à ce double qui aurait été transmis dans ce but.

Art. 4. — Les dispositions des articles qui précèdent, ne s'opposent pas :

1° A la faculté d'adresser directement, par la voie de la poste, des actes aux intéressés se trouvant à l'étranger;

2° A la faculté pour les intéressés de faire faire des significations directement par les soins des officiers ministériels ou des fonctionnaires compétents du pays de destination;

3° A la faculté pour chaque Etat de faire faire, par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires, les significations destinées à ses nationaux qui se trouvent à l'étranger.

Dans chacun de ces cas, la faculté prévue n'existe que si les lois des Etats intéressés ou les conventions intervenues entre eux l'admettent.

*Dispositions concernant les commissions rogatoires.*

Article premier. — En matière civile ou commerciale, l'autorité judiciaire d'un Etat pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente d'un autre Etat, pour lui demander de faire, dans son ressort, soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

Art. 2. — La transmission des commissions rogatoires se fera par la voie diplomatique, à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités des deux Etats.

Si la commission rogatoire n'est pas rédigée dans la langue de l'autorité

requis, elle devra, sauf entente contraire, être accompagnée d'une traduction, faite dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés et certifiée conforme.

Art. 3. — L'autorité judiciaire à laquelle la commission est adressée, sera obligée d'y satisfaire après s'être assurée :

1° Que le document est authentique;

2° Que l'exécution de la commission rogatoire rentre dans ses attributions.

En outre cette exécution pourra être refusée, si l'Etat, sur le territoire duquel elle devrait avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Art. 4. — En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat.

Art. 5. — Dans tous les cas où la commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante.

Art. 6. — L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire, appliquera les lois de son pays, en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante, tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, même non prévue par la législation de l'Etat requis, pourvu que la forme dont il s'agit, ne soit pas prohibée par cette législation.

M. de Malewsky-Mal-witch adresse à M. le Président la prière de bien vouloir rappeler dans le procès-verbal l'objection qu'il a cru devoir faire par rapport à l'article 3 de la première partie de l'avant-projet de la quatrième commission. Il aimerait à compléter l'article 3 du dit avant projet comme suit : « Si l'acte ne peut être signifié à raison du refus ou de l'absence de l'intéressé, il y sera suppléé suivant les formes de la loi locale. »

Il est donné suite à la demande du délégué russe.

M. le Président dit que le n° 2 de l'article 5, de l'avant-projet de la première commission, voté dans la séance du 22 septembre, auquel les délégués russes ont cru ne pas pouvoir adhérer, a soulevé des objections de plusieurs délégués, qui sont d'avis que l'unanimité sur ce point assurerait davantage les résultats pratiques que cette Conférence a en vue.

Il lui semble d'ailleurs que le contenu du n° 2 de l'article 5 pourrait être réservé à la législation intérieure de chaque Etat ou à des conventions spéciales. Il croit exprimer l'opinion d'un grand nombre de ses collègues en proposant la suppression de ce numéro.

Cette proposition est votée à l'unanimité.

M. de Martens remercie la Conférence d'avoir arrêté le texte de cet article en des termes qui permettent à la Russie d'y adhérer; il ajoute que ce vote fournit une base plus pratique pour une entente internationale.

Au nom des délégués belges, M. van den Bulcke déclare avoir adhéré volontiers à la proposition de M. le Président, mais demande que l'unanimité avec laquelle les puissances, hors la Russie, ont accueilli l'ancien n° 2 de l'article 5 soit actée au procès-verbal.

M. Renault fait observer que tout ce qui s'est dit sous ce rapport à la Conférence donne pleine satisfaction à MM. les délégués de la Belgique.

Le rapport et l'avant-projet (1) de la troisième commission concernant *les successions* ayant été communiqués à la Conférence, on procède à la discussion générale de cette matière.

M. le Président croit devoir exposer que si la Conférence adopte le principe de l'unité de la succession, quelques exceptions devront nécessairement être admises en raison des législations particulières des différents Etats, dont l'examen ultérieur devrait être réservé. Il prie la troisième commission de bien vouloir préparer, pour ces exceptions, un travail complet de législation comparée, avant la réunion d'une Conférence future.

M. Renault ne présente pas d'observations sur les règles en elles-mêmes, mais croit utile de savoir si la Conférence a l'intention d'exprimer à propos de cet avant-projet simplement un vœu ou bien si elle désire adopter des règles à insérer au protocole final et qui pourraient faire l'objet d'une convention internationale.

M. de Martens démontre l'utilité de faire figurer les conclusions dans le protocole final. La Conférence ayant décidé dès le début l'examen de cette matière, il lui semble rationnel de tâcher, sans en préjuger le résultat définitif, d'arriver à un but pratique.

M. van Cleemputte partage cette manière de voir et signale l'utilité d'établir des règles quelles qu'elles soient, afin de faciliter aux gouvernements la conclusion de conventions internationales.

M. Meili est partisan du principe de l'unité de la succession exprimé dans le rapport et dans les conclusions et auquel M. de Martens, délégué de la Russie, a aussi donné son approbation. Toutefois il doit faire quelques réserves au sujet du principe que la loi du défunt doit régler la succession. Il fixe l'attention sur l'article 22, premier alinéa, de la loi suisse du 25 juin 1891, d'après lequel la succession est régie par la loi du domicile du défunt. Toutefois le deuxième alinéa du même article permet au testateur de demander l'application de la législation du canton d'origine. On pourrait consacrer la même faculté dans des conventions internationales. — Il signale différentes autres questions se rattachant à la succession, comme : le droit de tester, l'ouverture de la succession, la réserve, la donation post mortem et inter vivos. — Il est porté à voter les conclusions de la troisième commission, bien que les trouvant conçues dans des termes trop généraux, mais il invite cette commission à faire un projet traitant ces différentes matières en détail.

M. Oliver y Esteller dit qu'il peut se rallier au contenu du rapport, mais il lui semble qu'il n'existe pas d'harmonie entre ce dernier et les conclusions. Il cite quelques passages du rapport pour développer sa manière de voir. Il ajoute qu'on doit compléter les conclusions par l'adoption de

(1) Voir l'annexe.



certaines règles exprimées dans le rapport même sur l'application de la loi du pays où se trouvent les biens de la succession, notamment les immeubles.

M. de Martens a accepté, en pure théorie, les principes énoncés dans l'avant-projet, mais croit devoir relever qu'en Russie les immeubles sont régis exclusivement par la loi territoriale.

M. le comte de Sonnaz croit l'article 932 de la loi italienne concordant avec l'avant-projet.

M. de Korizmics expose que la règle que la loi nationale portant application rencontre une exception, quand il s'agit d'immeuble; il pense toutefois que les effets devant se produire dans le pays des parties, une réglementation internationale est superflue.

M. Rahusen croit devoir s'opposer aux exceptions que quelques délégués voudraient admettre au sujet de la loi nationale. D'après lui, le rapport de M. van Cleemputte a bien distingué entre la loi nationale du défunt et la loi nationale du lieu où la succession est ouverte, qu'on est souvent tenté de confondre.

La séance est suspendue à midi et demi.

La séance est réouverte à deux heures.

M. Roguin signale la grande difficulté de délimiter le sujet qui occupe la Conférence; le mot « succession » pourrait donner lieu à une interprétation différente dans les différents pays. En traduisant ce mot par exemple en allemand par « Erbrecht », les testaments et les successions ab intestat y seraient compris; en français, le mot « succession » signifie succession ab intestat. Ni les conflits de successions, ni les pactes successoraux ne sont traités dans le rapport. Abstraction faite de la délimitation, il y a encore le régime des immeubles. On ne peut autrement que faire des réserves quant à l'ordre public; elles sont dans le rapport, non dans les conclusions. Les nombreuses questions qui se rattachent à la succession lui semblent d'une nature si compliquée que la Conférence aurait une tâche bien ardue de les résoudre au moment où elle est sur le point de se séparer. Elle ne peut, selon lui, que se borner à des principes généraux.

M. le Président désirerait faire précéder les conclusions dans le protocole final par un préambule qui contiendrait la réserve expresse des dérogations que chaque État pourra juger nécessaire au point de vue du droit public ou de l'intérêt social.

M. Beelaerts van Blokland se joint aux vues de M. le Président. L'avant-projet n'a pas de valeur immédiate pour la vie pratique, mais d'autre part il estime qu'il y a un avantage réel à ne pas se borner à émettre des vœux. Après ce premier pas il sera plus aisé de spécialiser plus tard les cas d'ordre public et d'intérêt social.

M. van Cleemputte s'exprime dans le même sens; il croit également que les réserves faites sont de nature à satisfaire les diverses opinions.

Après avoir adopté la proposition de M. le Président, on procède à l'examen de l'article premier.

Sur la proposition de M. Meili, les mots « réglés d'après » sont remplacés par « soumis à ».

L'article premier est adopté.

A l'article 2, M. Legrand propose de remplacer les mots « la substance » par « les dispositions ».

Après un échange de vues entre MM. Legrand, Beeckman, van Cleemputte et de Martens, la Conférence décide de maintenir le mot « substance ».

Sur la proposition de M. Meili, il est entendu que l'article 2 commencera par les mots « la capacité de disposer » etc.

Cet article est adopté.

M. Renault regrette que dans l'article 3 on ne se soit pas borné aux biens meubles. Si tel avait été le cas, il est vrai qu'on n'aurait fait qu'un premier pas, mais on aurait reçu l'approbation unanime.

M. Legrand croit devoir faire les réserves les plus formelles sur ce texte. Il ne pourrait pas s'associer au vote d'une résolution, qui pourrait sembler condamner même d'une manière académique la législation de son pays. Il propose en conséquence la suppression de l'article 3.

M. Meili partage dans une large mesure les scrupules des délégués de la France. Désirant rester sur le terrain pratique, il est d'avis qu'il faut tâcher de trouver une combinaison qui puisse satisfaire aux principes admis dans les différents Etats.

M. le Président est d'avis qu'en matière de successions et de testaments, une distinction entre meubles et immeubles n'est pas désirable. Il propose toutefois la suppression de cet article qu'il considère comme superflu.

L'article 3 est supprimé par six voix contre cinq et deux abstentions. Les articles 4 et 5 (qui deviennent les articles 3 et 4) sont adoptés après un échange de vues concernant la rédaction entre MM. le Président, van Cleemputte, Rahusen et Renault.

L'avant-projet est renvoyé à la commission de rédaction, qui est chargée d'en arrêter le texte définitif.

M. le comte de Sonnaz déclare :

« Je suis heureux de constater que la plus grande partie des résolutions prises par la Conférence de droit international privé se conforment à la législation italienne. Mais je tiens à déclarer que toutes les opinions que j'ai émises dans la Conférence me sont personnelles et n'obligent nullement le gouvernement italien que j'ai l'honneur de représenter comme délégué ».

Conformément à un amendement de M. Legrand tendant à faire ressortir plus nettement le caractère de la réserve expresse et qui est accepté, le préambule à cet avant-projet proposé par M. le Président est arrêté en ces termes :

« Par rapport aux successions, aux testaments et aux donations, la Conférence, sous la réserve expresse des dérogations que chaque Etat pourra juger nécessaires au point de vue du droit public ou de l'intérêt social a adopté les résolutions suivantes ».

M. Meili émet le vœu qu'à la prochaine Conférence la question du divorce fera l'objet d'un examen.

La séance est levée à 4 heures 1/2.

---

ANNEXE AU PROCÈS-VERBAL N° 7

**Rapport de la troisième Commission (1) sur la question des successions, des donations et des testaments.**

Messieurs,

« Qu'un Anglais, domicilié en Italie et propriétaire de biens situés en France, « vienne à mourir, il y a, dit M. Lainé, à qui nous empruntons cet exemple, « *concours*, soit pour l'appréciation légale du testament du *de cuius*, soit pour « la dévolution *ab intestat* de ses biens, entre la loi anglaise, la loi italienne et « la loi française... Et c'est au droit international privé qu'il appartient de « résoudre le conflit, c'est-à-dire de décider laquelle des lois rivales doit demeurer prépondérante ».

La question est d'un haut intérêt.

D'une part, les législations diffèrent, les controverses se multiplient.

D'autre part, par suite de la facilité des communications, de l'extension des affaires, du caractère en quelque sorte cosmopolite de la vie de beaucoup de personnes, de plus en plus nombreuses sont les successions, qui s'ouvrent hors de la patrie du *de cuius*, hors du pays où il a son domicile, et comprennent des biens situés hors de ces deux pays. Aussi la doctrine et la jurisprudence dans chaque Etat, et les Etats, soit par leur législation propre, soit par des traités avec les diverses nations, se sont-ils efforcés d'établir les règles, d'après lesquelles doit ou devrait être résolu le conflit des lois en matière de successions, de testaments et de donations.

Il était impossible que le Gouvernement néerlandais ne soumit pas la question à la Conférence; il est impossible que celle-ci ne la résolve pas.

Nous pouvons d'autant moins hésiter, semble-t-il, que nous délibérons « *de lege ferenda* », et que chacun de nous, émettant son avis au sujet de la prééminence, en matière successorale, soit de la loi du domicile du *de cuius*, soit de la loi de sa nationalité, soit de la loi du pays où les immeubles héréditaires sont situés, émet une appréciation exclusivement doctrinale : nous ne nous occupons pas des lois particulières de tel ou tel peuple; nous n'avons pas à prendre de résolutions liant les Etats représentés à la Conférence; nous ne discutons pas les conditions d'un traité.

Il est vrai seulement que, répondant aux questions comprises dans le programme proposé et accepté comme base de discussion, la Conférence donnera en quelque sorte, et surtout aux yeux des Etats participants, une consultation internationale destinée à éclairer l'opinion, à préparer la confection des lois et la conclusion des traités.

Votre troisième Commission, en précisant sa mission, n'a fait qu'ajouter à la liberté de la discussion et des résolutions.

Les règles, qu'elle a l'honneur de vous proposer, sont formulées en termes d'avant projet.

La Commission a consacré à ses travaux plusieurs longues séances.

Le principe de la prééminence de la loi du défunt ou du disposant (celle de sa nationalité ou celle de son domicile) sur la loi de la situation des immeubles, a été adopté à l'unanimité. La Commission a en outre émis l'avis que la

---

(1) Cette Commission était composée de MM. de Martens, délégué de Russie, président, van Cleemputte, délégué de Belgique, rapporteur, Matzen, délégué de Danemark, Torres Campos, délégué d'Espagne, et Rahusen, délégué des Pays-Bas.



loi de la nation à laquelle appartient le défunt ou le disposant doit l'emporter sur la loi du domicile, comme la vraie loi *personnelle*; cette résolution a été prise par quatre voix contre une. Notre très honoré collègue, M. Matzen, délégué du Danemark, n'a pu se joindre à la majorité; il a exprimé les réserves que lui imposaient la législation et les traditions de son pays. Après lui avoir donné acte de ses réserves, après avoir rendu hommage au sens éclairé dont M. Matzen a une fois de plus fait preuve, en caractérisant les principes de la législation danoise, la Commission exprime le vif regret que ses conclusions n'aient pas, en toutes leurs parties, la précieuse adhésion de notre très méritant collègue.

Les articles 3, 4 et 5 ont été adoptés à l'unanimité (sauf les réserves faites par M. Matzen quant à la prééminence de la loi de la nationalité sur la loi du domicile).

Il n'est pas superflu de préciser et de justifier sommairement ces règles importantes.

I. La règle d'après laquelle la succession, le testament et la donation sont, quant au droit successoral, à la substance et aux effets des dispositions, et sans distinction entre les biens, régis par une loi unique, par la loi nationale du *de cuius* ou du disposant, est dominée par un principe supérieur à tous les statuts : la loi nationale du défunt ou du disposant ne peut recevoir, dans le pays où se trouvent ses biens, ou devant les tribunaux duquel les droits héréditaires sont débattus, une application contraire à l'intérêt social, au droit public de ce pays.

Le principe de la prééminence de la loi nationale ne concerne que le droit successoral lui-même. La « *lex loci rei sitæ* » et la « *lex loci actus* » conservent leur domaine propre.

La « *lex loci actus* », sous les conditions et dans les limites précisées ailleurs, régit le partage, les conventions ou les actes y relatifs; la loi de la situation « *lex rei sitæ* » est applicable, lorsqu'il s'agit des conditions et des formalités moyennant lesquelles les droits de propriété ou les autres droits réels sont consolidés vis-à-vis des tiers; en cas de contestation judiciaire, la compétence et les formes de procédure sont réglées par la loi du pays où l'instance est portée.

La loi nationale du défunt, ou du disposant, se combine parfois dans l'application, avec la loi personnelle ou nationale des héritiers et, dans une certaine mesure, demeure subordonnée à cette dernière : ainsi la vocation héréditaire des parents et l'ordre successoral sont établis par la loi nationale du défunt, règle de la succession, mais la qualité de la loi personnelle dépend de la loi personnelle du successible, parce que celle-ci régit sa filiation. Le statut personnel du successible règle son *état*, sa capacité générale, sa capacité spéciale de succéder et celle de poser lui-même ou de poser seul les actes relatifs à l'acceptation de la succession, au partage et à la liquidation. La capacité de disposer est régie par la loi nationale du disposant; c'est un élément du statut personnel du disposant; la prééminence de sa loi nationale ou personnelle comme règle de sa succession, est le développement du statut personnel. Voir Asser et Rivier, p. 132 et seq; van Berchem, Rapport sur l'article 6, n. 3; Arntz, T. I, n<sup>os</sup> 62 et 71-73; Lainé, introduction au Droit international privé, tome II, page 280.

C'est, comme dit M. Lainé (1), *parce que les lois de succession sont des lois personnelles, que la loi nationale du défunt devrait prévaloir.* « Cette théo-

(1) Lainé, *Etude sur le titre préliminaire du projet de Code Civil belge.*

Fiore, traduit par Antoine, tome I, n<sup>o</sup> 105.

Van Berchem, *Rapport au nom de la commission de revision du Code belge.*

Arntz, *Droit civil*, tome I, n<sup>os</sup> 62 et 71-73.

Asser, *Eléments de Droit international privé.* Traduit et annoté par Rivier.

rie », dit Fiore, « est la juste conséquence des principes qui imposent partout le respect des droits de la personne et de la loi qui doit régir les rapports de la famille. »

II. La règle admise par votre Commission concerne le droit successoral en *lui-même*. Elle régit aussi les testaments et les donations, leur *substance* et leurs *effets, la valeur intrinsèque des dispositions* (art. 1, 2, 3).

Ce qui a trait aux formes est réglé par l'article 4. La règle tracée par les articles 1, 2 et 3, concerne donc, suivant l'expression de M. Lainé, « la transmission du patrimoine *et ce qui en dépend* ».

« La transmission du patrimoine comprend, dit-il, la détermination des héritiers et de leur qualité, l'ordre dans lequel ils sont appelés et les parts qui leur sont attribuées, les rapports qu'ils doivent effectuer, les faits qui leur ouvrent la succession, la saisine qui, selon leur qualité, les investit d'une manière plus ou moins complète l'option qui leur est accordée, leurs obligations envers les créanciers du défunt ou les légataires. A la transmission légale du patrimoine il faut évidemment joindre l'exhérédation, qui la supprime, la quotité disponible qui la réduit, la réserve, qui pour une certaine part en est la garantie. Il faut encore, bien que le lien ne soit plus aussi manifeste, y ramener les modes de disposer à titre gratuit et les conditions dont ils sont affectés, celles, par exemple, qui consistent à déclarer les donations irrévocables ou à prohiber les substitutions; car toute reconnaissance, extension ou restriction du droit pour le propriétaire, de disposer de ses biens, réagit sur le droit de les recueillir que les héritiers ont reçu de la loi ».

La règle concerne les donations et les legs à titre particulier, comme les dispositions à titre universel. En effet, comme les dispositions à titre universel, ils opèrent une exhérédation totale ou partielle; les questions relatives aux rapports, à la réduction, à la réserve héréditaire, bon nombre des questions relatives aux droits des créanciers, s'agitent à propos des dispositions à titre particulier, comme à propos des dispositions à titre universel; c'est dans le partage de la succession, que se résolvent les difficultés nées de la coexistence de la succession légale et de dispositions à titre particulier; révocables « usque ad extremum », les legs absolument, les donations dans une certaine mesure, et soumis à la réduction, leur sort ne se fixe qu'au décès du disposant.

Les motifs des dispositions à titre particulier, comme ceux des dispositions à titre universel, les imprègnent d'un caractère de personnalité.

M. van Berchem dit excellemment : « les dispositions à titre gratuit, sans distinction entre les dispositions entre vifs et les dispositions à cause de mort, affectent le patrimoine du disposant dans des conditions analogues à celles qui expliquent et justifient l'attribution légale des biens à certains parents. Volonté du disposant, sentiment d'affection ou de reconnaissance pour les gratifiés, préoccupation favorable ou défavorable envers les membres de la famille, tous les motifs de l'acte purement gratuit l'imprègnent d'un caractère de personnalité ».

III. On s'est demandé **quelles sont les dispositions applicables**, lorsque, chez une nation, il y a soit des lois correspondant à des divisions territoriales, soit des lois particulières aux entités politiques, dont se compose un Etat.

Votre Commission entend la règle en ce sens que la loi à suivre est celle de la division ou du « Sous-Etat » auquel le défunt ou le disposant appartient. Si, pour les tribunaux étrangers, le statut local n'est pas la loi générale d'un Etat, ce statut reçoit de la constitution de l'Etat, le caractère et les effets d'une loi, pour le territoire et les nationaux que cette constitution détermine.

C'est encore la loi nationale que les tribunaux appliqueront, en appliquant la loi particulière : il en serait ainsi des lois particulières d'un canton suisse ou d'un des Etats-Unis de l'Amérique.

IV. Nous ne nous attarderons pas à développer les raisons qui militent en faveur de la loi nationale du défunt ou du disposant, en cas de conflit entre lois successorales.

Le mouvement des esprits en faveur de la règle, que votre Commission a l'honneur de vous proposer, grandit chaque jour. Chaque jour et partout on voit mieux que cette règle procède de ce droit souverain de l'application progressive duquel M. le Ministre des affaires étrangères nous parlait avec une haute et généreuse raison.

Comme le rapport de M. van Berchem, comme MM. Vincent et Penaud (1) et notre très honoré et savant collègue M. Torres Campos le constatent, la règle proposée est conforme aux lois de l'Italie, de l'Espagne, de Bade, de Serbie, du Pérou, du Chili, du Mexique; elle s'impose comme le Droit commun de l'Allemagne; le principe de la règle est admis en Autriche; la Commission de révision du Code civil belge l'a adopté, et le Gouvernement néerlandais a bien voulu faire au projet belge l'honneur d'une approbation flatteuse exprimée dans le Mémoire soumis à la Conférence.

MM. Vincent et Penaud constataient déjà, en 1887, que la doctrine se prononçait presque unanimement en faveur de la prééminence de la loi personnelle, et, à une imposante majorité, en faveur de la prééminence de la loi nationale. Dans tous les pays, des jurisconsultes autorisés proclament la prééminence du statut national, avec un succès croissant, en France et en Russie, comme en Allemagne, en Belgique et en Hollande. Elle a été soutenue même en Angleterre, et c'est dans la session d'Oxford, en 1880, que l'Institut de droit international l'a consacrée.

M. Lainé exprime, avec autant d'exactitude que d'autorité, les sentiments des jurisconsultes français en disant que la « doctrine abandonne la territorialité des lois successorales même en France et en Belgique et que les auteurs du projet belge ont simplement suivi le mouvement des esprits ».

Même dans les pays où « *secundum legem latam* », lié par une loi surannée, l'on applique encore la règle de la territorialité des lois successorales, on comprend mieux, traitant « *de lege ferenda* », que, pour emprunter encore le langage du jurisconsulte français, c'est la nature intime des droits qui, en cas de conflit, doit faire admettre la prééminence de la loi ayant avec cette nature le plus d'affinités; on y comprend mieux aussi la nature du droit successoral. En ce qui concerne le système, d'après lequel le droit successoral aurait pour objet une simple transmission de biens, M. Asser a pu dire avec les grands jurisconsultes allemands : « Nous ne sachions pas que ce système soit consacré » par aucune des législations actuelles des Etats civilisés; il n'est possible que « dans un état social inférieur. Mais, ce n'est qu'en la rattachant à ce système « qu'on peut expliquer la doctrine, qui soumet à la « *lex rei sitæ* » chacun « des éléments de la succession ». Aujourd'hui l'on s'attache au fait principal et dominant, à la transmission du patrimoine, unité idéale embrassant les droits réels et personnels, actifs et passifs, ou pour mieux dire, à la substitution de l'héritier à la personnalité même du *de cuius*, à la continuation de la personnalité de ce dernier par l'héritier, ensuite d'un appel fait soit par la loi, soit principalement par le *de cuius* lui-même; on s'attache à la cause de cet appel, c'est-à-dire aux affections, aux devoirs, aux intérêts de famille du *de cuius*, à l'organisation de la famille, toutes choses de droit personnel, de statut personnel (2).

(1) Vincent et Penaud, *Dictionnaire de Droit international privé*.

(2) « Le mort saisit le vif, son hoir le plus proche ». Il est si vrai, dit M. Laurent, « que l'héritier s'identifie avec le défunt, qu'il continue même la possession que le défunt a commencée... Peut-on concevoir un droit plus personnel? » Même lorsque la loi réduit les libéralités du *de cuius*, les effets de sa volonté, c'est parce que le disposant, observe Laurent, a des devoirs envers ses enfants, envers ses ascendants; or, quoi de plus personnel que le devoir? En quoi la loi, qui sanctionne ce devoir, est-elle réelle, c'est-à-dire ayant pour objet principal les biens et leur transmission?

L'identification de l'héritier avec le défunt est si complète, que l'héritier succède à toutes



Si le droit successoral apparaît lié à l'ordre politique, c'est sous la réserve formulée déjà, à celui de la grande famille, dont le *de cuius* et les siens sont membres et qui les protège. On conclut avec Fiore : « il nous semble clair que, d'après la nature des choses, la loi qui doit régler la succession soit celle-là même qui doit régler et protéger les droits de la famille, et soit celle sous laquelle vit civilement chaque individu, c'est-à-dire la loi de l'Etat dont il est citoyen » (2).

La nature personnelle, familiale et par conséquent nationale du droit successoral, apparaît si clairement, que M. Lainé n'hésite pas à déclarer qu'il y a

les dettes, en est tenu personnellement, excédassent-elles l'actif héréditaire, n'y eût-il pas d'actif héréditaire. Qu'est-ce qu'un droit pareil a de commun avec la nature ou avec la situation des biens ?

La succession légale est un droit qui dépend de la famille. Comme le disait Domat, c'est Dieu qui nous fait naître dans la famille à laquelle nous appartenons, afin que nous ayons une part dans ses biens, comme nous partageons son nom et l'honneur qui y est attaché. Le sang crée cette solidarité, et c'est, comme l'observe un des maîtres de la science, une des meilleures raisons de l'obligation héréditaire aux dettes même *ultra vires*.

Conçoit-on, ajoute-t-il, qu'étant membre d'une famille, d'après ma loi nationale, je cesse d'en faire partie, en ce sens au moins que je ne pourrai prétendre aucune part aux biens qu'elle possède à l'étranger, si la loi territoriale, la loi étrangère, ne m'appelle pas à succéder ? En vérité, il y a contradiction à reconnaître, d'une part, que le statut personnel ou national des étrangers les régit, même à l'étranger, quant à leur état et à leurs rapports de famille, et d'autre part, à ne pas le reconnaître pour régler le droit des membres de la famille de succéder les uns aux autres.

Comme l'observent notamment Mancini et Fiore quant à la succession testamentaire, les lois laissent à l'homme le droit de disposer de son patrimoine, de son hérité. Si elles font une restriction, en établissant la réserve, c'est pour sanctionner des devoirs de famille. Ce droit est considéré comme un attribut de la personnalité qui dispose d'après ses affections et se continue dans l'héritier.

Si les lois disposent, à la place du maître, qui n'a pas disposé, elles s'inspirent encore de ses affections de famille et de sa volonté présumée, ou, si l'on veut, celui qui ne dispose pas, est censé s'en référer aux lois qui s'inspirent de ses affections, de ses intentions.

Qu'y a-t-il là de territorial ?

Tout cela d'ailleurs est en rapport avec l'organisation de la famille, laquelle est du statut personnel. Qu'il sanctionne des devoirs de famille, qu'il sanctionne la volonté du disposant, qu'il dispose à sa place, le droit successoral naît et agit dans un ordre de choses qui n'a rien de territorial, demeure indépendant de la situation des biens.

Faut-il signaler que si le droit successoral dépend de la situation des biens, il peut varier, et que d'après la variété et les différences des lois locales, on devrait supposer au *de cuius* des volontés différentes, contradictoires ? Il y aurait des parents à la fois exclus et appelés ; la succession aux dettes et le partage deviendraient pour ainsi dire impossibles. Anomalies, impossibilités aussi contraires à la raison qu'à l'unité du patrimoine du *de cuius*, à l'unité de sa personnalité, à l'unité de la famille.

Comme le disent notamment Arniz et Fiore, les lois qui règlent la continuation de la personne doivent être les mêmes que celles qui régissaient l'existence juridique de la personne de son vivant.

Laurent, *Droit international*, tome II, n° 113-128.

Arniz, *Droit civil*, tome I, n° 72 et suiv.

Fiore, loc. cit. — Van Berchem, loc. cit.

Huc, *Droit civil*, tome I, n° 103-122, 127.

Mancini, *Rap. à l'Inst. de Droit internat.* 1874.

V. les décisions des cours et tribunaux d'Allemagne, d'Italie et d'Espagne ainsi que les autorités invoquées par les auteurs cités et par M. Vincent et Penard (loc. cit.), notamment l'illustre Savigny, Mittermayer, Wachter, Zachariae, Asser, Renault, Bertauld, Brocher, de Martens, Esperson, Lomomaco, Weiss, Despagne, Frenoy, Durand, Rougeot de Lioncourt, Antoine.

V. aussi, quant à la volonté présumée du *de cuius* considérée comme règle du législateur, spécialement Fiore, Laurent, op. et loc. cit., Treilhard *Loché* (T. V, p. 90. Edit. de Brux.) et les citations de Grotius, Puffendorf, etc. — Et quant au droit de disposer, considéré comme attribut de la propriété et de la personnalité, V. Fiore et Laurent et les nombreuses autorités qu'ils invoquent, Fiore, tome I, n° 103 et la note. — Cathrein « *Moral Philosophie* », 1<sup>re</sup> édition, 2<sup>e</sup> vol. 271 et suiv.

(2) Fiore, traduit par Antoine, tome I, pages 126 à 151,

défaut d'harmonie entre la règle de la territorialité consacrée par le code Napoléon, et le droit héréditaire réglé par les auteurs de ce code : il appuie le mouvement qui, dans son pays comme ailleurs, « tend à rétablir l'harmonie entre deux parties de la législation » et « à soumettre à la loi nationale du défunt la succession tout entière ».

Le savant juriconsulte constate avec Treilhard, le principal auteur du Titre relatif aux successions, Chabot et Siméon, que la loi successorale du Code Napoléon n'est pas inspirée par des considérations politiques concernant le régime économique du pays, le morcellement des héritages, l'intérêt de l'agriculture : ils voient dans cette loi « un règlement de famille élaboré suivant le vœu de « la nature, d'accord avec la justice, par des hommes sachant combien il « importe de s'inspirer de toutes les affections naturelles et légitimes ; — ce « règlement substitue l'égalité dans le partage aux anciens privilèges de sexe « et d'âge, parce que l'égalité entre les enfants est un droit de la nature elle-même que les coutumes avaient violé, d'où étaient résultées les dissensions « dans les familles, la discorde parmi les enfants... des haines profondes et « invétérées ; ces haines avaient rompu tous les liens des familles... parce que « des inégalités injustes si contraires au vœu de la nature... etc. Ce règlement « enfin permet au propriétaire de disposer d'une partie de ses biens, parce « qu'il peut avoir des raisons particulières d'affection, de reconnaissance ou « de bienfaisance. »

On ne peut pas faire siennes toutes ces expressions des auteurs du Code ; mais on ne peut guère contester qu'ils aient reconnu au droit successorale ce caractère personnel et familial, à raison duquel l'opinion générale et la Doctrine française elle-même le soumettent au statut familial ou national.

La règle que votre Commission vous propose, loin d'être une nouveauté, a sa large place dans l'histoire et dans les traditions du droit. Les Romanistes l'ont toujours soutenue ; Cujas a pu dire : « Sic etiam in proposito jus patriæ defuncti trahit ad se bona quæ sita sunt in peregrino solo, sive ea sunt mobilia, sive immobilia, atque adeo in omnibus bonis succedetur jure patriæ suæ. Patriæ jus in successionibus spectatur. » (Cujas, Cons. 25.)

Albéric de Rosciate, Bartolomeo de Saliceto, et l'Ecole italienne ont proclamé notre doctrine : c'est à eux que l'on doit le triomphe de ce principe qu'il faut, pour trancher le conflit entre les lois, s'inspirer avant tout de la nature du droit à régler.

Il est important de remarquer que, si dans une grande partie de l'Europe la prééminence, entre lois successorales, fut attribuée à la loi de la situation des biens « *lex rei sitæ* », ce ne fut pas pour des motifs tirés de la nature respective des droits personnels, des droits réels et des droits successoraux.

Mais, comme le dit M. Lainé (1) : « Au XIII<sup>e</sup> siècle, c'était la féodalité et le « régime des fiefs qui dominaient... dans la succession des fiefs, le trait le « plus apparent, plus ou moins accentué, suivant les coutumes, c'était le double « privilège de l'âge et du sexe ; fort enclin aux solutions simples, aux règles « et aux formules générales, le droit coutumier résolut le conflit des lois successorales, en considération du caractère le plus saillant des successions les « plus importantes. »

On doit ajouter à cette cause le sentiment très vif de l'autonomie provinciale, les provinces jalouses de leur autonomie, attachées à leur coutume, croyaient sauvegarder l'une et l'autre en repoussant le principe par l'application duquel la succession aux immeubles de leur territoire, c'est-à-dire à l'élément principal de l'influence, serait régie par la coutume d'une autre province ; c'est ce qui explique le succès de la doctrine radicale de d'Argentré sur la territorialité des coutumes, même à une époque et en des pays où l'action de la féodalité n'eût pas assuré le triomphe de cette doctrine.

(1) Lainé, *Introduction au Droit international privé*, 1892. Tome II, p. 256 et suiv. Voir aussi : Fiore, op. et loc. cit. Asser, op. cit. Laurent, *le Droit international privé*. Tome II, n<sup>o</sup> 113 et suiv., 124, 131.

Or, établir le régime de la propriété, de manière à défendre l'autonomie provinciale, c'était faire une législation d'ordre social et politique. C'était encore de l'ordre politique que l'on s'occupait, en soumettant le fief à la loi du territoire où il exerçait sa fonction sociale et politique. Le fief, en effet, n'était pas seulement « la base territoriale de la constitution sociale », il devait « le service militaire, le service de la justice, des subsides pécuniaires » ; c'était « comme une fonction dont il s'acquittait, et qui était la condition de son existence »

« De là, il suivit que le jour où le fief devint héréditaire, certaines règles « surgirent de la nature des choses, règles moins inspirées par des sentiments « moraux, que par la nécessité d'assurer le fonctionnement du fief. »

Donc, quand entre la loi personnelle et la loi territoriale, ce fut la loi territoriale qui eut la prééminence, ce fut, en vérité, par application du principe supérieur à tous les statuts qui fait céder ceux-ci devant l'intérêt social et le droit public du pays.

V. Nous avons signalé déjà que la règle proposée par votre Commission cède devant le même principe supérieur.

Il en résulte : 1<sup>o</sup> que, dans les pays où la liberté des propriétés, et la libre circulation des biens sont d'intérêt social ou de droit public, les dispositions des lois étrangères contraires à cet intérêt, à ce droit, ne seront pas appliquées dans ces pays.

2<sup>o</sup> Que si, hypothèse plus théorique que pratique, des biens sont, dans certains pays, assimilés aux fiefs, de telle manière que leur possession et leur transmission intéressent le fonctionnement de l'organisation politique ou sociale, la loi étrangère, la loi successorale du *de cujus*, cèdera devant la loi territoriale, devant le droit public, l'intérêt social de ces pays.

Votre Commission a cru qu'il n'était pas superflu de faire, à titre d'exemple, cette application du principe, un des membres de la Commission ayant demandé quelle serait, au point de vue des lois successorales, la situation des fiefs ou des propriétés soumises, spécialement en ce qui concerne leur transmission, soit aux règles, soit à quelque une des règles relatives aux fiefs.

Le principe dont il s'agit peut être consacré dans les traités ou dans les lois ; il l'est notamment dans le Code italien et dans le projet de Code civil belge.

On ne peut contester son efficacité pour sauvegarder les intérêts sociaux ou politiques du pays où se trouvent des biens d'une succession. Or, si ces intérêts sont saufs, qu'importe à ce pays comment la succession d'un étranger est répartie entre ses parents, que ce soit l'oncle qui succède ou le neveu, que le conjoint soit appelé ou exclu ? Une nation, un législateur, peut déclarer que certains principes sont pour lui d'intérêt social. Mais, si cet intérêt est sauf, à quel titre cette nation, ce législateur réglerait-il ce qui est de droit privé et ne procède pas d'un des nationaux, n'est pas l'hérédité d'un des membres de la Société ?

Bien plus, si tel législateur obéit à certaines tendances, par exemple à celle de l'égalité, à celle de la division des biens, et organise dans cet esprit l'ordre successoral, cependant il ne dispose pas coactivement : il laisse la liberté de disposer autrement. Comment imposerait-il aux étrangers, au nom des tendances ou des principes économiques d'une nation, ce qu'il n'impose pas aux nationaux ? D'ailleurs, ce qui est d'intérêt social général n'est pas nécessairement régi par la loi territoriale : l'état des personnes, le mariage, par exemple, est d'intérêt social ; on le laisse néanmoins régi par la loi nationale des époux, aussi longtemps que l'application de cette loi n'est pas contraire à la conservation, à la paix de la société nationale étrangère où cette application serait poursuivie. Jusque là cette société n'a point à intervenir davantage dans le règlement des intérêts et dans l'organisation des familles étrangères, dans la succession et les libres dispositions de l'étranger. C'est ce qu'observent notamment Savigny, Wachter, Mancini, Fiore, Brocher, Esperson, Lomonaco, Laurent.



Plus nombreux seront-ils chaque jour ceux qui reconnaîtront que laisser, en règle générale, la loi nationale de l'étranger régir sa succession, c'est respecter davantage les intérêts, les sentiments, les droits et les devoirs dominant les successions, c'est, entre nations, respecter plus généreusement la protection et l'empire de chacune d'elles sur les siens, les liens de la patrie, c'est, entre les hommes, respecter dans autrui le droit et la personnalité que chacun tient à voir respecter par tous et partout.

Il semble superflu de démontrer que c'est la loi de la nationalité, qui doit avoir la prééminence, et non la loi du domicile. Dès le début de nos travaux, il a paru certain que la très grande majorité de la Conférence considère la loi de la nationalité comme la vraie loi personnelle.

La nationalité ne dépend pas de l'appréciation discrétionnaire de circonstances, d'intentions douteuses ; on n'en change pas d'ailleurs comme de domicile.

Dans l'intérêt de tous, mieux vaut résoudre le conflit des lois en donnant la préférence à la loi nationale. D'ailleurs, la loi du domicile pourrait, du moins, dans la plupart des cas, n'être pas celle à laquelle s'est référé le *de cujus*, tandis qu'il faut présumer que celui-ci n'a pas voulu rompre les liens de la patrie.

VI. Le testament étant régi par la loi nationale du testateur, votre Commission s'est demandé si le changement de nationalité pourrait avoir quelque effet sur le sort du testament.

M. Asser rappelle avec autorité les principes d'où résulte la solution.

La loi qui régit la disposition est celle du pays dont le testateur était citoyen, au moment de la mort.

Si le testateur était, en vertu de sa loi nationale, incapable au moment de la confection du testament, celui-ci est nul dès le principe ; le changement de nationalité du testateur peut d'autant moins rendre ce testament valable, qu'en règle générale le changement de nationalité ne rétroagit pas.

Le testateur doit, en outre, être capable en vertu de la loi nationale, dont il est sujet au moment de son décès, parce que c'est à ce moment que le testament peut acquérir force juridique.

VII. Votre Commission entend l'article IV en ce sens que, si la loi nationale du disposant exige, pour le testament, la forme authentique, celle-ci demeure réglée par la loi du lieu où l'acte est fait, sous réserve des attributions reconnues aux consuls.

Si la loi régissant la disposition exige ou la forme olographe ou telle autre forme déterminée par cette loi, le testateur devra l'observer.

En ce qui concerne la réception des testaments par les consuls, la Commission a considéré : 1° qu'il y a là une application bienveillante du principe que le testament est régi par la loi nationale du disposant ; 2° qu'en reconnaissant la validité en la forme, envers tous et partout, des testaments reçus par les consuls, on donne leur développement logique et à la règle en question et à l'assimilation, admise dans une large mesure, des consuls aux notaires.

Les précédents législatifs et diplomatiques sont de nature à encourager une proposition qui, d'ailleurs, répond à l'acceptation généreuse du droit international (1).

L'observation que nous venons de faire, justifie l'article V.

Votre Commission a cru qu'il est nécessaire d'attirer la sérieuse attention des Etats sur les mesures dont il s'agit. Ce sont des mesures de conservation et de protection. Le texte proposé respecte la souveraineté de l'Etat, sur le territoire duquel la succession est ouverte, et dont les autorités auront à intervenir, ainsi que la souveraineté de l'Etat dont la loi régit la succession.

(1) Voir les notices renseignant la législation des Etats représentés et les traités conclus par eux, notices distribuées à la Conférence.

**Avant-projet de la troisième Commission.**

Article premier. — Les successions sont réglées d'après la loi nationale du défunt.

Art. 2. — La substance et les effets des testaments et des donations sont régis par la loi nationale du disposant.

Art. 3. — L'application de la loi nationale du défunt et du disposant a lieu, quels que soient la nature des biens et le pays où ils se trouvent.

Art. 4. — Les formes des testaments et des donations sont réglées par la loi du lieu où ils sont faits. Néanmoins, lorsque la loi, qui régit la disposition ou le testament, exige, comme condition substantielle, que l'acte ait ou la forme authentique ou la forme olographe, ou telle autre forme déterminée par cette loi, la donation ou le testament ne pourra être confectionné dans une autre forme, celle-ci fût-elle autorisée par la loi du pays où l'acte est fait.

Sont valables en la forme les testaments des étrangers, s'ils ont été reçus conformément à la loi nationale du testateur, par les agents consulaires de sa nation, et dans le lieu où ces agents exercent leurs fonctions.

Art. 5. — Les traités règlent la manière dont l'Etat, sur le territoire duquel la succession s'est ouverte, et les agents consulaires de la nation à laquelle appartient le défunt, concourent à assurer la conservation des choses héréditaires et les droits des héritiers, ainsi que la liquidation de la succession.

---

**Procès-verbal n° 8. — Séance du 27 Septembre 1893.**

La séance est ouverte à 4 heures.

M. le Président propose de conférer le mandat d'arrêter définitivement les procès-verbaux 5, 6 et 7 et le procès-verbal n° 8 aux Chefs de mission accrédités à la Haye, délégués à la Conférence, et aux délégués Néerlandais. Cette proposition est acceptée,

M. le Président communique que M. le délégué d'Autriche vient d'offrir à la Conférence un ouvrage du Dr Emile Jettel, intitulé « Handbuch des internationalen Privat und Strafrechts. »

M. le Président prie M. le baron de Haan de transmettre à l'auteur les remerciements de la Conférence.

Leurs Excellences MM. Van Tienhoven, Ministre des Affaires Etrangères, et Smidt, Ministre de la Justice, font leur entrée.

M. le Président donne lecture du Protocole Final (1).

Après collationnement, il est procédé à la signature de ce document.

MM. les délégués Chomé et Missir ayant été obligés de quitter la Conférence, le Protocole Final restera ouvert pour le Luxembourg et la Roumanie.

M. le Président prononce le discours suivant :

Messieurs,

Nous voici arrivés à la fin de nos travaux. Bien que ces travaux n'aient eu qu'un caractère préparatoire, il y a tout lieu, je crois, de nous féliciter des résultats acquis.

(1) Voir l'annexe de ce procès-verbal.

L'accueil sympathique qui a été fait à l'invitation du Gouvernement de S. M. la Reine des Pays-Bas par presque tous les Etats de l'Europe continentale, est déjà en lui-même un fait d'une bien grande signification, d'autant plus que jusqu'à présent des propositions analogues n'avaient pu aboutir à la réunion d'une conférence.

En constatant toute l'importance du fait que tous les Gouvernements ont bien voulu se faire représenter ici, je me permets d'ajouter que par le choix même de leurs délégués, ces Gouvernements semblent avoir voulu affirmer qu'ils considèrent la tâche confiée à cette conférence comme une œuvre des plus sérieuses et exigeant le concours des meilleures forces juridiques dont les différents Etats ont à disposer.

Dès les premières séances, nous avons pu constater combien ces heureux choix devaient contribuer à la réussite de nos travaux.

Quoique plusieurs de vous, Messieurs, n'aient été informés que peu de jours avant l'ouverture de la Conférence du désir de vos Gouvernements de se voir représentés par vous et qu'ainsi il vous ait été impossible de vous préparer spécialement à nos travaux, il s'est cependant établi, après un court échange de vues, une entente bien remarquable tant par rapport aux *matières* à traiter qu'en ce qui regarde la *méthode* à suivre.

Vous avez cru devoir choisir des *matières spéciales* à l'égard desquelles le besoin de règles uniformes s'est fait sentir. Cependant vous avez tenu aussi à formuler dans vos résolutions quelques règles d'une application *générale*, notamment par rapport à la *forme* des actes, tandis que dans vos résolutions concernant le mariage, vous avez consacré le principe d'après lequel c'est la loi nationale qui régit la capacité des personnes.

En formulant toutefois les règles générales concernant les actes, vous avez cru ne pas devoir les proposer aux Gouvernements pour en faire l'objet d'un acte diplomatique.

Elles n'ont donc pas été insérées dans le protocole final, mais elles sont destinées à constater l'accord intervenu entre les Etats représentés à la Conférence, concernant les principes qu'elles expriment, et les législateurs qui, dans la suite, auront à statuer sur la matière, ne manqueront pas de tenir compte de vos résolutions.

En outre, ces règles serviront de base aux dispositions qui, dans les conventions internationales sur des *matières spéciales*, seront destinées à déterminer la forme des actes.

C'est ainsi que vous avez déjà eu l'occasion d'appliquer ces règles dans le projet de règlement sur les *mariages* au point de vue international et dans celui qui concerne les *testaments*.

Le projet d'un règlement sur les mariages, comme il a été arrêté par la Conférence, pour être soumis à l'appréciation des Gouvernements, est destiné à devenir la loi internationale sur la matière, soit en faisant l'objet d'une ou de plusieurs conventions entre les Etats, soit en étant adopté comme loi uniforme par les législateurs. Il devra nécessairement être suivi par des règlements sur les effets du mariage, tant en ce qui concerne la personne que par rapport aux biens des époux, et par des règles concernant le divorce et la séparation de corps. Mais puisque votre projet, rédigé avec le plus grand soin, règle d'une manière complète la matière dont il s'occupe, rien n'empêche, à mon avis, qu'il ne soit adopté tel qu'il est, et qu'il n'entre en vigueur même avant qu'on ne se soit entendu sur les autres parties du droit des mariages.



Par rapport aux *successions* et aux *testaments*, une règle bien importante a été adoptée par vous : le principe de l'unité de la succession résultant de l'application universelle de la loi nationale du défunt.

L'adoption de ce principe, déjà reconnu dans les Codes Civils de l'Italie et de l'Espagne, par les délégués de presque toute l'Europe continentale, est en elle-même un fait de la plus haute importance.

Cependant, comme on est généralement d'accord que ce principe ne peut être admis par les Etats sans qu'on y ait ajouté des exceptions pour les cas où son application porterait atteinte à des lois d'ordre public ou d'intérêt social, et puisque cette Conférence ne s'est pas ralliée au système du Code Italien et du Code Espagnol, dans lesquels ce principe a été décrété en termes généraux, il sera nécessaire d'exprimer d'une manière spéciale les exceptions qu'on jugera motivées en chaque pays par des considérations d'ordre public.

Une Conférence ultérieure aura à s'occuper de ces exceptions, tout en prenant pour point de départ vos décisions remarquables à l'égard des principes généraux.

Enfin, vous avez résolu de soumettre à l'appréciation des Gouvernements deux projets de règlements concernant la procédure en matière civile et commerciale.

L'un d'eux est relatif aux commissions rogatoires, l'autre à la communication des actes judiciaires ou extra-judiciaires.

Ce dernier projet, très important en lui-même, exige à mon avis, pour être introduit d'une manière universelle et efficace dans le droit international positif, que le système en vigueur dans plusieurs Etats par rapport aux exploits à signifier à des étrangers soit modifié, modification, du reste, qui paraît très désirable.

Quant au projet sur les commissions rogatoires, il n'en est pas ainsi. La conclusion d'une convention sur cette matière entre les Etats représentés à la Conférence sur la base de votre projet pourrait sans inconvénient se faire dans un bref délai et constituerait un progrès incontestable qui, à lui seul, suffirait déjà pour vous assurer la gratitude de tous ceux qui s'intéressent à la marche régulière de la procédure et la suppression des entraves qui s'opposent encore au triomphe du droit dans les contestations civiles.

Il résulte de ce que je viens de dire qu'à l'égard de plusieurs points une conférence ultérieure est désirable pour réunir et compléter ce qui a été décidé par vous. Elle l'est en outre pour continuer votre travail par rapport à d'autres matières.

Puisse cette conférence ultérieure, à laquelle nous espérons voir représentés aussi les Etats qui ne nous ont pas encore envoyé de délégués, avoir lieu à une époque pas trop éloignée. Tâchons de faire adopter, pour cette conférence ultérieure, une méthode de procéder qui permette aux délégués de se livrer à un travail préparatoire avant l'ouverture officielle de la Conférence.

Si les invitations sont expédiées et acceptées sans trop de retard; la nomination des délégués qui, je l'espère, ne sera qu'une confirmation du mandat confié aux membres actuels, pourra avoir lieu plusieurs mois avant le commencement du travail collectif, ce qui permettra aux membres des commissions actuelles de préparer, ne fût-ce que d'une manière officieuse, les résolutions à proposer à la Conférence, par rapport aux matières que les Gouvernements auront désignées d'un commun accord.

Je termine, Messieurs, par un mot de remerciement sincère.

Lorsque vous m'avez fait l'insigne honneur de m'appeler à la présidence, j'ai invoqué votre bienveillante indulgence.

Eh bien, Messieurs, elle ne m'a pas fait défaut.

Grâce à l'extrême courtoisie, grâce à l'esprit cordial et confraternel qui n'a cessé de régner dans vos discussions, la tâche du Président a été aussi facile qu'agréable.

Permettez-moi d'exprimer aussi mes sentiments de reconnaissance envers messieurs les secrétaires de la Conférence. Ils ont eu, pendant ces deux semaines, une bien rude besogne et ils ont accompli la tâche qui leur a été confiée avec un zèle et un dévouement vraiment remarquables.

M. le baron d'Anethan s'exprime en ces termes :

Je suis certain d'être l'interprète de la Conférence en exprimant sa gratitude pour l'accueil empressé qu'elle a reçu dans ce pays.

Nous en garderons tous un précieux souvenir.

Nous ne pouvons mieux témoigner notre gratitude envers la Néerlande qu'en faisant des vœux pour la prospérité du règne de Sa Gracieuse Souveraine. J'ai l'honneur de présenter les plus vifs remerciements de la Conférence au Gouvernement des Pays-Bas pour l'accueil sympathique qu'il nous a réservé sur le territoire Néerlandais.

Son Excellence M. le Ministre des Affaires Etrangères répond en prononçant les paroles suivantes :

Messieurs,

Je remercie de tout mon cœur Son Excellence le Ministre de la Belgique, doyen du corps diplomatique, des sentiments si bienveillants qu'il a exprimés, pour Sa Majesté, notre Gracieuse Souveraine et pour le Gouvernement des Pays-Bas. En vous associant à ces sentiments, vous tous vous nous avez donné une preuve nouvelle de votre sympathie, qui nous est au plus haut degré agréable.

A mon tour, j'espère ne pas abuser de la qualité de Président d'honneur, que vous avez bien voulu nous conférer, à mon honorable collègue de la Justice et à moi, en me permettant d'ajouter quelques paroles au discours que vient de prononcer le digne Président de votre Conférence.

Mon collègue et moi nous tenons à vous renouveler l'assurance de la grande satisfaction du Gouvernement de Sa Majesté de ce que vos Gouvernements ont bien voulu se faire représenter à cette Conférence et se réunir à nos efforts pour la réalisation d'une œuvre de si haute importance pour la civilisation générale.

Du reste, messieurs, vous avez pu l'entendre de la bouche même de Sa Majesté, notre Auguste Reine Régente, combien Sa Majesté a apprécié l'accueil favorable que tant de Puissances de l'Europe ont fait à Son invitation.

Messieurs, nous croyons ne plus devoir insister sur le caractère urgent de l'œuvre que vous avez entreprise, ni sur les difficultés de votre tâche. Nous en avons parlé suffisamment lorsque nous avons eu l'honneur d'inaugurer vos travaux. Mais, grâce à vos vues éclairées, à votre activité incessante, à votre esprit de conciliation et à vos sentiments pratiques, nous sommes heureux de pouvoir prédire maintenant avec plus d'assurance encore le succès définitif de vos travaux et de votre noble tâche.

Pareille tâche n'est pas de celles qui s'accomplissent dans un jour. Il faudra y vouer des années. Mais les grandes œuvres de l'humanité ne sont jamais accomplies que par le temps et les édifices durables ne sont guère construits que pierre à pierre.

En vous remerciant encore une fois du concours que vous avez bien voulu prêter et des sentiments dont vous lui avez donné des preuves si nombreuses, le Gouvernement de Sa Majesté se permet, Messieurs, d'y ajouter un « au revoir » dans notre pays, où vous serez toujours très bien venus sur le sol des Pays-Bas, ce sol qui a vu naître votre illustre devancier, l'immortel Hugo Grotius.

M. Legrand se fait l'interprète de la Conférence pour exprimer à l'honorable Président les remerciements de ses collègues. M. Asser était désigné aux suffrages de ses collègues, non seulement par sa qualité de premier délégué néerlandais, mais aussi par sa haute compétence et ses travaux sur le droit international.

Il a justifié leur choix par la façon si intelligente, si active, si lucide et en même temps si affable avec laquelle il a dirigé les travaux de la Conférence et qui a certainement contribué aux résultats obtenus.

M. le baron de Seckendorff prend à son tour la parole :

Messieurs,

Au nom des délégués des Gouvernements qui ne sont pas représentés ici par les missions diplomatiques, je prends la liberté d'adhérer aux paroles si éloquentes et si sympathiques de Son Excellence le Ministre de France.

Si nous pouvons nous séparer dans l'espoir que notre travail ne restera pas sans fruits et avec un sentiment de juste satisfaction, c'est à notre Président qu'en appartient surtout le mérite. En me rendant l'interprète de mes collègues pour lui témoigner notre plus vive gratitude, nous avons tous l'espoir qu'il trouvera la plus complète récompense dans un résultat positif et heureux de notre travail et de nos propositions.

M. le Président déclare que la première Conférence de droit international privé est terminée.

*Les Secrétaires,*

H. TESTA.

J.-A. DE VOS VAN STEENWIJK.

J.-B. BREUKELMAN.

*Le Président,*

ASSER.

---

### Protocole final.

Les soussignés, Délégués des Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de l'Italie, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Portugal, de la Roumanie, de la Russie et de la Suisse, se sont réunis à La Haye, le 12 Septembre 1893, sur l'invitation du Gouvernement des Pays-Bas, dans le but d'arriver à une entente sur divers points de droit international privé.

A la suite des délibérations consignées dans les procès-verbaux des séances et sous les réserves qui y sont exprimées, ils sont convenus de soumettre à l'appréciation de leurs Gouvernements respectifs les règles suivantes :



## I

*Dispositions concernant le mariage.*

Article premier. — Le droit de contracter mariage est réglé par la loi nationale de chacun des futurs époux, à moins que cette loi ne s'en rapporte soit à la loi du domicile, soit à la loi du lieu de la célébration. En conséquence et sauf cette réserve, pour que le mariage puisse être célébré dans un pays autre que celui des deux époux ou de l'un d'eux, il faut que les futurs époux se trouvent dans les conditions prévues par leur loi nationale respective.

Art. 2. — La loi du lieu de la célébration peut interdire le mariage des étrangers, qui serait contraire à ses dispositions concernant les degrés de parenté ou d'alliance, pour lesquels il y a une prohibition absolue et la nécessité de la dissolution d'un mariage antérieur.

Art. 3. — Les étrangers doivent, pour se marier, établir que les conditions nécessaires d'après leurs lois nationales pour contracter mariage sont remplies.

Ils pourront faire cette preuve soit par un certificat des agents diplomatiques ou consulaires, ou bien des autorités compétentes de leur pays, soit par tout autre mode jugé suffisant par l'autorité locale, qui aura, sauf convention internationale contraire, toute liberté d'appréciation dans les deux cas.

Art. 4. — Sera reconnu partout comme valable, quant à la forme, le mariage célébré suivant la loi du pays où il a eu lieu.

Il est toutefois entendu que les pays dont la législation exige une célébration religieuse, pourront ne pas reconnaître comme valables les mariages contractés par leurs nationaux à l'étranger sans observer cette prescription.

Il est également entendu que les dispositions de la loi nationale, en matière de publications, devront être respectées.

Une copie authentique de l'acte de mariage sera transmise aux autorités du pays au quel appartiennent les époux.

Art. 5. — Sera également reconnu partout comme valable, quant à la forme, le mariage célébré devant un agent diplomatique ou consulaire, conformément à sa législation, si les deux parties contractantes appartiennent à l'Etat dont relève la légation ou le consulat, et si la législation du pays où le mariage a été célébré ne s'y oppose pas.

## II

*Dispositions concernant la communication d'actes judiciaires ou extra-judiciaires.*

Article premier. — En matière civile ou commerciale, les significations d'actes à destination de l'étranger se feront sur la demande des officiers du ministère public ou des tribunaux, adressée à l'autorité compétente de l'Etat étranger.

La transmission se fera par la voie diplomatique, à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités des deux Etats.

Art. 2. — La signification sera faite par les soins de l'autorité requise. Elle ne pourra être refusée que si l'Etat, sur le territoire duquel elle devrait être faite, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Art. 3. — Pour faire preuve de la signification, il suffira d'un récépissé daté et légalisé ou d'une attestation de l'autorité requise, constatant le fait et la date de la signification.

Le récépissé ou l'attestation sera transcrit sur l'un des doubles de l'acte à signifier ou annexé à ce double qui aurait été transmis dans ce but.

Art. 4. — Les dispositions des articles qui précèdent ne s'opposent pas :

1° A la faculté d'adresser directement, par la voie de la poste, des actes aux intéressés se trouvant à l'étranger ;

2° A la faculté pour les intéressés de faire faire des significations directement par les soins des officiers ministériels ou des fonctionnaires compétents du pays de destination ;

3° A la faculté pour chaque Etat de faire faire, par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires, les significations destinées à ses nationaux qui se trouvent à l'étranger.

Dans chacun de ces cas, la faculté prévue n'existe que si les lois des Etats intéressés ou les conventions intervenues entre eux l'admettent.

### III

#### *Dispositions concernant les commissions rogatoires.*

Article premier. — En matière civile ou commerciale, l'autorité judiciaire d'un Etat pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente d'un autre Etat pour lui demander de faire, dans son ressort, soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

Art. 2. — La transmission des commissions rogatoires se fera par la voie diplomatique, à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités des deux Etats.

Si la commission rogatoire n'est pas rédigée dans la langue de l'autorité requise, elle devra, sauf entente contraire, être accompagnée d'une traduction, faite dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés et certifiée conforme.

Art. 3. — L'autorité judiciaire à laquelle la commission est adressée, sera obligée d'y satisfaire après s'être assurée :

1° Que le document est authentique ;

2° Que l'exécution de la commission rogatoire rentre dans ses attributions.

En outre, cette exécution pourra être refusée si l'Etat, sur le territoire duquel elle devrait avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Art. 4. — En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat.

Art. 5. — Dans tous les cas où la commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante.

Art. 6. — L'autorité judiciaire qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire, appliquera les lois de son pays en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante, tendant à

ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, même non prévue par la législation de l'Etat requis, pourvu que la forme dont il s'agit ne soit pas prohibée par cette législation.

## IV

*Dispositions concernant les successions.*

Par rapport aux successions, aux testaments et aux donations, la Conférence, sous la réserve expresse des dérogations que chaque Etat pourra juger nécessaires, au point de vue du droit public ou de l'intérêt social, a adopté les résolutions suivantes :

Article premier. — Les successions sont soumises à la loi nationale d défunt.

Art. 2. — La capacité de disposer par testament ou par donation, ainsi que la substance et les effets des testaments et des donations sont régis par la loi nationale du disposant.

Art. 3. — La forme des testaments et des donations est réglée par la loi du lieu où ils sont faits.

Néanmoins, lorsque la loi nationale du disposant exige comme condition substantielle que l'acte ait ou la forme authentique, ou la forme olographe, ou telle autre forme déterminée par cette loi, le testament ou la donation ne pourra être fait dans une autre forme.

Sont valables, en la forme, les testaments des étrangers, s'ils ont été reçus, conformément à la loi nationale du testateur, par les agents diplomatiques ou consulaires de sa nation.

Art. 4. — Les traités règlent la manière dont les autorités de l'Etat, sur le territoire duquel la succession s'est ouverte, et les agents diplomatiques ou consulaires de la nation à laquelle appartenait le défunt, concourent à assurer la conservation des biens héréditaires et les droits des héritiers, ainsi que la liquidation de la succession.

Les soussignés ont également reconnu l'utilité d'une Conférence ultérieure pour arrêter définitivement le texte des règles qui ont été insérées dans le présent Protocole, et pour aborder en même temps l'examen d'autres matières de droit international privé sur le choix desquelles les Cabinets se seraient préalablement mis d'accord.

Les Délégués des Pays-Bas ont annoncé, au nom de leur Gouvernement, l'intention de celui-ci de provoquer cette nouvelle réunion à La Haye dans le courant de l'été prochain.

Fait à La Haye, le 27 Septembre 1893, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas, et dont une copie légalisée sera remise par la voie diplomatique à chaque Gouvernement représenté à la Conférence.

Pour l'Allemagne : VON SECKENDORFF : Graf ARCO VALLEY.

Pour l'Autriche-Hongrie : HAAN, pour l'Autriche ; DE KORZIMICS, pour la Hongrie.

Pour la Belgique : Baron d'ANETHAN ; BEECKMAN ; Alfred VAN DEN BULCKE.

Pour le Danemark : H. MATZEN.



Pour l'Espagne : V.-R. DE VILLA URRUTIA; B. OLIVER Y ESTELLER;  
M. TORRES CAMPOS.

Pour la France : L. LEGRAND; L. RENAULT.

Pour l'Italie : A. DE GERBAIX DE SONNAZ.

Pour le Luxembourg : CHOMÉ.

Pour les Pays-Bas : T.-M.-C. ASSER; BEELAERTS VAN BLOKLAND;  
P.-R. FEITH; E.-N. RAHUSEN.

Pour le Portugal : BARON DE SENDAL.

Pour la Roumanie : (M. le délégué, tout en ayant donné son  
adhésion au Protocole, a été jusqu'ici empêché d'y  
apposer sa signature.)

Pour la Russie : MARTENS; MANOUKINE; MALEWSKY.

Pour la Suisse : F. MEILI; E. ROGUIN.

---



## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### FRANCE

#### **Décret sur le mariage des agents ou fonctionnaires des services diplomatiques et consulaires.**

19 avril 1894 (1)

Le Président de la République française,  
Sur la proposition du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères,

Décète :

Article premier. — Aucun agent ou fonctionnaire des services diplomatique ou consulaire ne pourra contracter mariage sans l'autorisation du Ministre des Affaires étrangères

Art. 2. — S'il s'agit d'un mariage avec une personne de nationalité étrangère, la demande en autorisation devra être adressée au Ministre, de façon à lui parvenir un mois au moins avant la date de la première publication légale.

Art. 3. — L'infraction aux dispositions du présent décret entraînera, pour l'agent qui s'en sera rendu coupable, la mise en retrait d'emploi ou en disponibilité.

Art. 4. — Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 19 avril 1894.

CARNOT.

— Les motifs de ce décret sont indiqués dans le rapport suivant, adressé au Président de la République par le Ministre des Affaires étrangères :

Monsieur le Président,

Les dispositions de l'ordonnance du 20 août 1883, qui imposent aux agents du Corps consulaire l'obligation de demander au Ministre des Affaires étrangères l'autorisation de contracter mariage, ont été étendues, dans la pratique, aux agents du service diplomatique.

La situation personnelle des fonctionnaires chargés de représenter la France au dehors est, en effet, trop étroitement liée à leur mission officielle pour que le Ministre n'exerce pas un contrôle sur leur mariage.

(1) *Journal officiel* du 1<sup>er</sup> mai.



La nécessité de ce contrôle apparaît tout entière quand il s'agit d'une union à contracter avec des personnes de nationalité étrangère : des considérations d'ordre politique interviennent alors, considérations souvent fort délicates et dont les agents ne sont pas toujours à même d'apprécier l'exacte valeur.

Aussi est-il regrettable que, faute d'une règle précise, on se soit, depuis quelques années, habitué à considérer comme une simple formalité, comme une sorte de notification préalable, la demande en autorisation de contracter mariage. Cette façon de procéder est d'autant plus fâcheuse que les mariages avec des étrangères sont devenus plus fréquents et que, pour ce genre d'union, l'autorisation ne doit pas être la règle, mais l'exception.

Un autre inconvénient de la pratique suivie jusqu'à ce jour est que, nul délai n'étant prévu pour l'examen des demandes en autorisation, la plupart des agents se bornent à faire connaître au Département leurs projets de mariage alors que la date de la célébration en est déjà annoncée. Le contrôle du Ministre est ainsi rendu illusoire, et son assentiment est pour ainsi dire forcé.

Il peut advenir, enfin, que le mariage avec une étrangère soit un obstacle au maintien de l'agent dans le pays où réside habituellement la famille de sa femme. Et, dans ce cas, il importe que l'intéressé puisse être informé à l'avance de la nécessité où serait le Ministre, soit de lui assigner une autre résidence, soit de le placer dans une des situations d'attente prévues par le règlement.

En vue de réformer cet état de choses, j'ai arrêté les dispositions ci-jointes, que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

## SUISSE

### Rapport présenté à l'Assemblée fédérale par le Conseil fédéral sur sa gestion en 1893.

#### DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

##### PREMIÈRE DIVISION. — DIVISION POLITIQUE.

*Observations préliminaires.* — Cette année encore le chiffre des affaires traitées par la division politique s'est sensiblement accru, son activité s'étendant, au delà de ses anciennes limites, à toutes les branches de l'administration fédérale, auxquelles la division doit son concours, chaque fois qu'il s'agit de conventions à créer ou à modifier, de réclamations au sujet de traités existants et, en général, de relations avec l'étranger.

En présence de ce développement toujours croissant, la division politique n'a pas cru pouvoir différer plus longtemps de nous présenter un projet de loi qui assurerait à cette branche de l'administration un fonctionnement régulier dont la garantie n'existe pas, actuellement, à un degré suffisant. Nous avons renvoyé l'examen de cette proposition jusqu'au moment où la question de la réorganisation du Conseil fédéral et de l'administration fédérale sera liquidée et où la loi sur les traitements des fonctionnaires du Département militaire aura été traitée par les Chambres (comparer F. féd. 1893, V. 278).

Nous ajoutons que de 6268, en 1892, le nombre des entrées, pour affaires traitées par la division politique, s'est élevé à 7950 en 1893 ; le nombre des sorties a été de 4830 en 1892 et de 6,516 en 1893.

MM. G. Du Pasquier, A. Georg, G. Boissier, F. de Salis, en qualité d'attachés, ont travaillé à la division au courant de l'année 1893.

##### I. — RELATIONS AVEC L'ÉTRANGER.

Le principal changement survenu cette année dans nos relations avec

l'étranger a été créé par la rupture des relations commerciales avec la France à la fin de l'année 1892.

Contrairement à l'espoir exprimé dans notre dernier rapport de gestion, les idées protectionnistes continuent à prévaloir de l'autre côté du Jura et la situation économique entre la Suisse et la France est restée ce qu'elle était au commencement de 1893.

Nos relations politiques n'ont du reste pas cessé, au cours de cette année, d'être excellentes avec tous les Etats.

Nous avons eu l'occasion, au printemps dernier, de recevoir officiellement l'Empereur d'Allemagne, qui nous avait fait prévenir de son intention de s'arrêter pendant quelques heures en Suisse avec l'Impératrice, lors de leur retour des fêtes auxquelles ils avaient assisté en Italie. Le Conseil fédéral s'est fait représenter par MM. Schenk, président de la Confédération; Frey, vice président du Conseil fédéral; et Lachenal, chef du Département des Affaires étrangères. La réception préparée en l'honneur du couple impérial à Lucerne a été empreinte d'un caractère de simplicité et de cordialité correspondant à nos mœurs et aux excellents rapports qui existent entre la Suisse et l'Allemagne.

*A. Traités conclus ou ratifiés. — a.* La Suisse s'est fait représenter à la Conférence sanitaire, réunie à Dresde au mois de mars dernier, par MM. Roth, ministre de la Confédération à Berlin; et le Dr Schmid, chef du bureau sanitaire fédéral. Cette Conférence a élaboré une convention internationale concernant l'application de mesures protectrices communes contre le choléra, convention qui a été signée le 15 avril et ratifiée par l'Assemblée fédérale le 22/28 juin.

Nous renvoyons pour les détails de cette convention au rapport de gestion du Département de l'Intérieur (bureau sanitaire fédéral). Nous nous contentons d'ajouter que la demande d'accession de la Grande-Bretagne a donné lieu à des pourparlers diplomatiques qui ont exigé de notre part une correspondance assez étendue.

*b.* Une conférence sur la pêche dans le lac de Constance s'est réunie à Bregenz, au commencement de juillet, pour y élaborer une convention, signée le 5 juillet par les délégués de la Suisse, de l'Autriche-Hongrie, du grand-duché de Bade, de la Bavière, de la principauté de Liechtenstein et du Wurtemberg. Cette convention est entrée en vigueur le 22 décembre dernier. (Voir le rapport de gestion du Département de l'Industrie et de l'agriculture, division des forêts.)

*c.* La convention concernant la protection réciproque des brevets, dessins, modèles et marques, signée le 13 avril 1892 à Berlin entre la Suisse et l'Allemagne et dont nous avons déjà parlé dans notre dernier rapport de gestion, n'a pas été ratifiée jusqu'ici par le Reichstag. Le retard apporté à l'accomplissement de cette formalité, remplie déjà par l'Assemblée fédérale en date du 20/23 juin 1892 (F. féd. 1892, III. 702), provient de l'opposition faite à la convention par l'industrie chimique allemande. Cette opposition était motivée par le premier alinéa de l'article 5, dont voici la teneur :

« Les conséquences préjudiciables qui, d'après les lois des Parties contractantes, résultent du fait qu'une invention n'a pas été mise en œuvre, qu'un dessin ou modèle n'a pas été reproduit, ou qu'une marque de fabrique ou de commerce n'a pas été employée dans un certain délai,

ne se produiront pas, si la mise en œuvre, la reproduction ou l'emploi ont lieu sur le territoire de l'autre Partie. »

On sait que la loi suisse, se conformant en cela aux dispositions de l'art. 64 de la constitution fédérale, n'accorde sa protection qu'à des inventions représentées par des modèles, tandis que l'Allemagne délivre des brevets pour toutes les inventions susceptibles d'être utilisées industriellement. Il s'en suit que les Suisses peuvent faire breveter en Allemagne des inventions pour lesquelles les Allemands ne peuvent être protégés en Suisse. Sur la demande des intéressés, le Gouvernement impérial, rendu attentif aux inconvénients qui pouvaient résulter de cet état de choses pour l'industrie chimique allemande, ouvrit de nouveaux pourparlers qui se sont terminés par l'adoption d'un protocole additionnel. Ce protocole que nous soumettrons à l'approbation de l'Assemblée fédérale après la ratification de l'Allemagne, limite l'application de l'article 5 de la convention du 13 avril 1892 aux inventions brevetables dans les deux Etats.

*d.* La convention helvético-française du 31 juillet 1892 pour régler les conditions de l'exécution du service téléphonique entre les deux Pays, convention à laquelle nous avons donné notre sanction en date du 15 août 1892 a été également ratifiée par la France. Les instruments de ratification ont été échangés à Paris le 10 juillet dernier entre M. Lardy, ministre de la Confédération à Paris, et M. Develle, ministre des affaires étrangères de la République. La convention est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1893.

*e.* Les instruments de ratification du traité concernant la correction des eaux du Rhin, conclu entre la Suisse et l'Autriche-Hongrie, le 30 décembre 1892, ont été échangés à Vienne le 21 juillet entre M. Aepli, ministre de la Confédération, et le comte Kalnoky, ministre I. et R. des affaires étrangères. Conformément au dernier article de la convention, celle-ci est entrée immédiatement en vigueur.

*B. Déclarations, dénonciations et modifications de conventions existantes.* — *a.* Outre les Etats énumérés dans notre dernier rapport de gestion (F. féd. 1893, II 741), la République du Chili a adhéré aux arrangements adoptés par le Congrès international des postes de Vienne, du 4 juillet 1891.

*b.* La principauté de Montenegro nous a informés de son accession, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1893, à la convention du 9 septembre 1886 pour la protection des œuvres littéraires et artistiques.

*c.* Le Gouvernement des Pays-Bas a ratifié les protocoles nos 2 et 3, le Portugal, les protocoles nos 1, 2 et 3 de la conférence de Madrid de l'union pour la protection de la propriété industrielle (voir rapport de gestion pour 1892, F. féd. 1893, II. 778).

*d.* Par décision du 23 mars dernier, nous avons autorisé M. le ministre Lardy, à signer avec M. le ministre des affaires étrangères de la République française, un arrangement en vertu duquel le traité d'extradition helvético-français du 9 juillet 1869 se trouve étendu à la Tunisie. La signature de cet arrangement a eu lieu à Paris le 12 avril 1893 (Rec. off., nouv. série, XIII. 360).

*e.* Nous avons dénoncé l'entente conclue le 25 juillet 1873 entre la Suisse, l'Empire allemand et l'Italie concernant le transport par la Suisse d'individus extradés d'Italie en Allemagne ou vice-versa.



L'Etat requérant l'extradition devra donc à l'avenir nous demander de nouveau l'autorisation de transport, par voie diplomatique (voir rapport du Département de justice et police).

*f.* Membre de l'union monétaire latine, la Suisse a été représentée à la conférence convoquée, à la demande de l'Italie, en octobre dernier, par le Gouvernement français à Paris, pour modifier certaines dispositions de la convention monétaire du 6 novembre 1885 et remédier à la pénurie de monnaies divisionnaires d'argent dont souffre ce pays.

Le Département des finances devant vouer aux travaux de la Conférence de Paris un chapitre spécial, nous nous contentons d'indiquer ici que les Plénipotentiaires des Etats de l'Union latine ont décidé la démonétisation, hors d'Italie, des pièces blanches italiennes. Grâce aux instances de nos représentants, M. Lardy, ministre de Suisse à Paris, et M. Cramer-Frey, conseiller national, il a été tenu compte, dans l'arrangement, de la situation exceptionnelle de la Suisse. L'art. 8 stipule en effet, au profit de la Suisse, un préciput de quinze millions de francs sur le premier remboursement à faire par l'Italie conformément aux dispositions de l'art. 6.

L'arrangement a été signé le 15 novembre et ratifié par l'Assemblée fédérale le 20/22 décembre.

*g.* Deux Conférences diplomatiques se sont réunies à Berne, en 1893, toutes deux ayant trait à la convention internationale du 14 octobre 1890 sur le transport de marchandises par chemins de fer.

La première fut provoquée par la demande de la principauté de Monaco d'adhérer à la dite convention et, comme celle-ci ne prévoyait pas de mode d'accession, il fut nécessaire de régler cette question par la voie d'une conférence.

Les délégués des Etats intéressés furent, en conséquence, convoqués au palais fédéral, et, sous la présidence de M. Frey, vice-président du Conseil fédéral, ils élaborèrent dans deux séances une déclaration additionnelle, qui fut signée, le 20 septembre dernier, sous la présidence de M. le conseiller fédéral Lachenal. Cette déclaration doit entrer en vigueur le jour de l'échange des ratifications; l'Assemblée fédérale lui a déjà accordé sa sanction dans sa session de décembre dernier.

La deuxième conférence avait pour but de transformer en convention diplomatique les résolutions de la conférence technique des transports internationaux par chemins de fer, réunie à Berne, au mois de juin 1893. Elle a tenu deux séances en date des 20 et 21 septembre sous la présidence de M. le conseiller fédéral Lachenal. Le projet d'arrangement additionnel qu'elle a élaboré a rencontré certaines difficultés relatives à la signature et à l'emploi d'un double texte français et allemand; la convention principale du 14 octobre 1890 avait été signée dans les deux langues. Nous espérons cependant qu'une entente finira par se faire à ce sujet.

*h.* Nous sommes toujours en négociations avec l'Autriche-Hongrie, les Pays-Bas et les Etats-Unis d'Amérique au sujet de nouveaux traités d'extradition appelés à remplacer ceux conclus avec ces pays en date du 17 novembre 1888 (Autriche-Hongrie), 21 décembre 1853 (Pays-Bas) et 25 décembre 1850 (Etats-Unis d'Amérique).

*C. Traité projetés.* — *a.* Au courant de l'année, nous avons recueilli de nombreuses adhésions à la proposition de l'Institut de droit interna-

tional transmise par le Conseil fédéral et relative à la création d'une Union internationale pour la publication des traités.

C'est avec plaisir que nous constatons avoir reçu des réponses favorables, entre autres, des pays suivants : France, Russie, Italie, Etats-Unis d'Amérique, Vénézuéla, Brésil, Pays-Bas, Argentine, Grèce, Perse.

Certains Gouvernements ne se sont pas définitivement prononcés encore, mais la plupart d'entre eux sont, en principe, favorables à la création projetée.

Nous avons appris, d'autre part, que la Belgique, par note circulaire du 26 octobre 1892, sans présenter d'objection contre l'œuvre même, a exprimé le désir que le siège de l'union à créer fût fixé à Bruxelles, où il existe déjà un bureau international pour la publication des tarifs douaniers. Le Gouvernement belge allègue que, si le bureau projeté devait s'organiser en Suisse, il ferait double emploi avec celui de Bruxelles et menacerait de compromettre l'existence de ce dernier. En outre, les frais seraient moindres à Bruxelles, puisqu'il suffirait d'élargir l'organisation du bureau déjà existant.

Ces observations ne paraissent pas fondées. Les œuvres dont il s'agit sont fort différentes, soit dans leur but, soit dans les moyens d'exécution. Le bureau de Bruxelles est chargé de publier les tarifs douaniers ; son personnel doit être, avant tout, au courant du service des douanes, de l'interprétation et de l'application des lois douanières. L'union internationale projetée, au contraire, devra poursuivre un but essentiellement diplomatique et juridique et l'administration de son bureau exigera, avant tout, des connaissances de droit international : les questions d'établissement, d'extradition, de frontière, de relations diplomatiques et consulaires, de compétence judiciaire, de chemins de fer, de propriété intellectuelle, etc., n'ont aucun rapport avec les douanes.

Le bureau de Bruxelles ne s'occupe des traités de commerce que pour autant qu'ils contiennent des tarifs douaniers, il laisse absolument de côté, non seulement tous les traités de commerce ne contenant pas de tarifs, mais aussi toutes les dispositions des traités avec tarifs si elles ne concernent pas directement ces derniers.

Il ne saurait donc y avoir à proprement parler double emploi entre le bureau de Bruxelles et celui qu'il s'agit de créer. Quant aux frais, nous ne pensons pas qu'ils seraient moindres si l'on confiait au premier la publication des traités, celle-ci exigeant un personnel et une installation distincts, qui seuls permettraient un fonctionnement utile et régulier de cet office international.

Nous continuons à vouer notre sollicitude à cette question.

b. Les négociations relatives à la conclusion de traités de commerce et d'établissement avec la Suède et la Norvège ont sensiblement progressé et ont abouti en ce qui concerne la Norvège ; nous renvoyons à ce sujet au rapport de la division du commerce.

c. Les circonstances nous paraissant favorables, nous avons invité la légation de la Confédération aux Etats-Unis à reprendre avec le Gouvernement de ce pays les négociations entamées, en 1883, lors de la première présidence de M. Cleveland, en vue d'arriver à la conclusion d'un traité d'arbitrage permanent entre la Suisse et le Gouvernement de

l'Union. (Voir nos rapports de gestion pour 1883 et 1884, F. féd. 1884, II; 4; 1885, II. 163.)

d. Il n'a pas encore été possible de mener à bonne fin les pourparlers engagés avec les républiques du Chili, de Guatémala, du Brésil, de Colombie et de Nicaragua au sujet de la conclusion de traités d'amitié, d'établissement, de commerce et consulaires.

e. Les négociations ont également continué avec le Gouvernement argentin pour la conclusion d'un traité analogue et d'un traité d'extradition; elles ont été retardées par les troubles révolutionnaires dont la République Argentine vient d'être le théâtre.

Nous espérons toutefois pouvoir vous annoncer prochainement un résultat satisfaisant.

f. Nous n'avons pu donner notre assentiment à un projet de règlement relatif à un service sanitaire international à établir à Chiasso, un règlement de cette nature ne pouvant être utilement mis en pratique qu'après qu'un lazaret permanent aura été installé dans la dite station frontière.

g. Le projet d'un règlement helvético-italien pour la navigation sur les lacs Majeur et de Lugano est encore à l'étude du Gouvernement italien.

D. *Cas spéciaux.* — a. Ainsi que le relatait notre précédent rapport annuel, c'est le 13 octobre 1892 que le tribunal du contentieux administratif d'Espagne a rendu sa sentence sur le recours interjeté par le Conseil fédéral dans l'affaire des arriérés de solde et de pension des anciens régiments suisses au service d'Espagne. Cet arrêt a été publié intégralement dans le journal officiel la *Gaceta de Madrid*, en date du 18 février 1893. Il annulait l'arrêt pris le 11 novembre 1890 par le ministère des finances et renvoyait à l'examen de ce ministère, pour la liquider, la demande du Conseil fédéral tendant au paiement des arriérés de solde et de pension dont la direction de la dette avait refusé le règlement par décision du 14 juillet 1887.

Nos réclamations étant entrées dans cette nouvelle phase, nous les avons appuyées par voie diplomatique et, dans une note du 3 octobre 1893, nous avons proposé au Gouvernement de Sa Majesté catholique la reprise des négociations déjà entamées à différentes époques dans le but de terminer la liquidation commencée dans les années 1856 et 1857 et poursuivie en 1887.

Notre note est accompagnée d'un mémoire élaboré par l'avocat D. Vincente Santa Maria de Paredes, qui a soutenu le recours du Conseil fédéral devant le tribunal du contentieux administratif. Cette pièce établit, tant au point de vue du droit administratif espagnol qu'à celui du droit international, la légitimité des réclamations dont le Conseil fédéral a assumé la représentation collective.

Ensuite du versement effectué en 1887, nous n'avons plus à élever que les prétentions suivantes :

1<sup>o</sup> La reconnaissance et le remboursement des onze titres dont le paiement a été suspendu par décision de la junte de la dette du 9 décembre 1859 et dont le montant total s'élève à 3,769,938 réaux ;

2<sup>o</sup> Un nouvel examen des trente-huit titres écartés par la décision précitée et dont la somme est de 1,631,444 réaux ;



3° Le paiement en espèces, conformément à la capitulation de Berne de 1804, des sommes prémentionnées de 3,769,938 et 1,631,444 réaux ;

4° Le règlement en espèces des deux créances déjà payées en titres, les sommes perçues en 1887 devant naturellement être déduites du total des créances en question ;

5° Le règlement des intérêts afférant aux arriérés réclamés.

Nous attendons la réponse du Gouvernement espagnol à notre note du 3 octobre et M. le consul général Lardet, à Madrid, reste chargé du soin des intérêts encore importants engagés dans cette affaire.

Dans la liquidation effectuée en 1892, diverses sommes ont dû être mises en réserve pour le compte de personnes absentes et d'ayants-droit encore insuffisamment déterminés. Deux de ces sommes font l'objet de réclamations actuellement pendantes, dont l'une ne pourra toutefois être liquidée aussi longtemps que les intéressés ne justifieront pas de leur qualité.

b. Une loi votée par le Congrès des Etats-Unis d'Amérique, le 1<sup>er</sup> mars dernier, renferme une disposition qui a privé soudainement nombre de ressortissants d'une source de revenus, dans maints cas la seule, qu'à bon droit ils considéraient comme acquise à vie. Le texte en question dit qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1893 aucune pension ne sera payée à des personnes non domiciliées aux Etats-Unis, à seule exception des citoyens de ce pays et des pensionnaires invalides, si leur invalidité provient du service américain.

Cette mesure fiscale paraît avoir passé inaperçue par un grand nombre de ceux qui ont voté la loi. Elle a soulevé de nombreuses réclamations de tous côtés et nous avons chargé notre légation à Washington d'appuyer de la manière la plus ferme celles qui concernent des pensions précédemment payées à des Suisses.

Aux Etats-Unis même, la loi a été vivement critiquée comme inique et comme violant un engagement contracté par le pays envers ceux qui avaient porté les armes pour sa défense ; aussi la Commission des pensions du Sénat a-t-elle proposé à cette assemblée un bill révoquant les dispositions en question de la loi du 1<sup>er</sup> mars. Ce bill, adopté par le Sénat le 15 décembre 1893, doit encore être approuvé par la Chambre des représentants pour avoir force de loi. Il y a lieu d'espérer que la seconde Chambre ratifiera la décision du Sénat.

c. A l'occasion d'un recensement général des pensionnaires de l'Italie en Suisse, en 1887, le ministère italien des finances avait décidé que les pensions ne seraient plus payées qu'aux ayants-droit eux-mêmes ou à leurs héritiers légitimes, sur le vu d'un certificat de vie ou d'une quittance spéciale.

Le commissariat fédéral des guerres, chargé de la distribution du montant de ces pensions, s'est efforcé de se conformer à ces prescriptions. Il a toutefois rencontré certaines difficultés provenant du fait que nombre de pensionnaires célibataires suisses se font recevoir, moyennant cession de tous leurs droits à la pension, dans des asiles, hôpitaux ou autres institutions de ce genre, lorsqu'ils y sont forcés par l'âge ou la maladie.

Nous avons chargé notre légation à Rome de demander au Gouvernement italien de vouloir bien faire exception, en faveur d'institutions de

ce genre, à la règle mise en vigueur par la décision du ministère des finances. Nous sommes encore sans réponse à ce sujet.

d. Malgré toutes les représentations des agents de la Confédération et de ceux des autres Etats européens, l'état d'insécurité dont nous n'avons eu que trop souvent l'occasion de nous plaindre, continue à régner dans certaines républiques sud-américaines. Les meurtres et assassinats s'y commettent avec une facilité et une cruauté qui n'ont d'égales que la lenteur de la justice et l'aisance avec laquelle les malfaiteurs lui échappent.

Les dernières victimes de cet état de choses, parmi nos ressortissants, sont :

1. La famille Monnet, originaire d'Isérables (Valais), composée du père, de la mère et d'une fille âgée de vingt ans. Tous trois furent égorgés en juin 1892, à Cayasta, dans la province de Santa Fé, République Argentine, le vol étant le mobile de ce triple assassinat. Grâce à la vigueur avec laquelle notre légation à Buenos-Ayres est intervenue, les criminels ont pu être arrêtés et l'instruction se poursuit avec toute la célérité qu'il est possible d'obtenir des autorités judiciaires de l'Argentine.

2. Un ressortissant de Grossaffoltern (Berne), Nicolas Hoffmann, a été assassiné le 9 novembre à Villa Hayes, Paraguay, par un soldat d'infanterie en état d'ébriété. Le consulat de Suisse à Assuncion a immédiatement demandé satisfaction au Gouvernement paraguayen et nous avons invité notre ministre à Buenos-Ayres, également accrédité au Paraguay, à exiger la punition exemplaire du coupable.

3. Le 23 février, le colon Florentin Blanc, de Russey (Fribourg), fut trouvé assassiné dans un bois près de Traiguén (Chili). Malgré les démarches pressantes faites auprès des autorités par le vice-consulat de la Confédération, on n'a pas encore pu découvrir le ou les auteurs du crime. Les recherches continuent.

4. Un mois plus tard, un jeune homme de 19 ans, Salomon Imboden, originaire de Saint-Nicolas (Valais), fut tué d'un coup de revolver à Felicia (Santa Fé), République Argentine, à la suite d'une dispute qu'il aurait provoquée. Le meurtrier, un certain Aristide Mastelary, est sous les verrous et attend son jugement.

Dans la République Argentine les assassins sont, dans la règle, des Indiens Mansos (apprivoisés) qui, malgré leur nom, paraissent être encore de véritables brutes, ne se rendant aucun compte de l'horreur de leurs crimes. Ils ne sont, du reste, guère dangereux que pour les colons hors d'état de se défendre ; c'est sans doute la raison pour laquelle les colons suisses, généralement bien armés, sont, proportionnellement à leur nombre, rarement leurs victimes.

5. Le meurtrier de Gustave Lecoultre, assassiné le 28 juillet 1892, à Bocca-Corrego, province de Bahia, Brésil (voir notre dernier rapport de gestion, F. féd. 1893. II. 789), ainsi qu'il était à prévoir, a été acquitté à Belmonte, par un jury terrorisé par ses complices. Le juge de droit de Belmonte ayant recouru contre cet acquittement, le tribunal de révision de la province de Bahia a confirmé récemment ce verdict. Dès le début de l'affaire, notre consul à Bahia avait déclaré qu'il protesterait contre un acquittement prononcé dans ces circonstances.

Nous nous réservons de revenir dans notre prochain rapport de ges-

tion sur le résultat de nos nouvelles démarches relativement à cette affaire, notamment en ce qui concerne la question de l'indemnité que nous exigeons du Gouvernement brésilien pour les héritiers du défunt.

6. Pour compléter cette liste, nous devons y ajouter le nom de M. Arthur Kittan, un ressortissant de la commune de Corcelles-Cormondrèche (Neuchâtel), tué par un Argovien, un sieur Robert Butler, près de Helena-Bay, North Auckland, Nouvelle-Zélande. Butler, qui prétendait se trouver dans le cas de légitime défense, n'a pas pu prouver la véracité de ses déclarations et vient d'être condamné par la Cour suprême de la Nouvelle-Zélande à quatre ans de travaux forcés.

e. Il nous est parvenu au cours de l'année 1893 huit demandes de libération du service de la légion étrangère. Dans trois cas, certains d'avance de voir le Gouvernement français répondre par une fin de non-recevoir, nous avons dû renoncer à donner suite au désir qui nous était exprimé. Dans les cinq autres cas, nos démarches sont restées infructueuses. Nous avons du reste, par un avis publié dans la feuille fédérale (F. féd. 1893, II. 627), rappelé à tous les intéressés que le Gouvernement français n'admet que tout-à-fait exceptionnellement des demandes de libération et ce, uniquement en cas de maladie rendant inapte au service et d'enrôlement avant l'âge de 17 ans révolus.

f. Un commerçant suisse établi à Messine a fait parvenir à notre légation à Rome une réclamation au sujet de son inscription, par la municipalité de Messine, sur la liste des contribuables pour les travaux de construction de routes communales. Cette réclamation n'a pas été admise et nous avons entièrement approuvé la réponse adressée au requérant par la légation. Nous estimons que nos concitoyens qui sont domiciliés dans une commune italienne doivent les prestations de cette nature ou une taxe équivalente. Notre traité d'établissement avec l'Italie, invoqué dans l'espèce, ne s'occupe que des prestations militaires de tous genres, dont nos ressortissants sont libérés en Italie, comme les Italiens le sont en Suisse; toute autre réserve aurait pour effet de placer les étrangers dans une situation plus avantageuse que les nationaux, ce qui n'est admissible ni chez nous ni en Italie.

g. La légation impériale de Russie nous a adressé une demande, due à l'initiative d'un Comité russe présidé par M. le prince Galitzin, tendant à ce que le Conseil fédéral autorise l'érection d'un monument funéraire à la mémoire des soldats russes morts au passage du Saint-Gothard, en 1799. D'accord avec le Gouvernement d'Uri, nous avons donné, en principe, l'autorisation demandée, tout en réservant la décision finale sur le vu des plans et dessins. Mais il va sans dire que ce monument, pierre, croix ou inscription, devra être exécuté dans des proportions très modestes, et empreint d'un caractère de simplicité, correspondant au souvenir mortuaire qu'il doit rappeler en même temps qu'aux convenances et à la dignité du pays qui veut bien consentir à le laisser élever sur son sol.

h. Le suicide d'un jeune Américain, dans un bois près de Chillon, a donné lieu à une réclamation de la légation des Etats-Unis d'Amérique. L'agent consulaire de ce pays à Vevey s'était plaint auprès d'elle de ce que, à la suite de la découverte du cadavre, M. le juge de paix du cercle de Montreux eût pris les mesures ordonnées par la loi (levée du corps, inventaire, apposition des scellés) sans l'en informer. En cas de décès



d'un ressortissant américain, il déclarait avoir pour instructions de procéder lui-même à la confection de l'inventaire et à l'apposition des scellés.

Nous n'avons pu reconnaître cette réclamation comme fondée, le fonctionnaire vaudois ayant agi en conformité de la loi vaudoise et du traité d'établissement avec les Etats-Unis d'Amérique qui stipule, dans son article 5, qu'en l'absence des ayants-droit l'autorité locale, en cas de décès de citoyens américains, prendra les mêmes soins que ceux qui sont prescrits à l'occasion du décès de ressortissants suisses.

i. Le Département des Affaires étrangères fut saisi par l'Ambassade de France, dans le courant du mois de mars, d'une réclamation formulée par un certain nombre d'habitants de la commune des Rousses (Jura) au sujet du régime sanitaire imposé à leur bétail par l'inspection cantonale vaudoise. Celle-ci, conformément aux dispositions de l'art. 11 de la loi fédérale du 8 février 1872 concernant les mesures de police à prendre contre les épizooties (Rec. off., X. 969), demande un certificat de santé pour chaque pièce de bétail alpent sur territoire vaudois. En vertu du décret du 6 avril 1883, la même formalité est, du reste, exigée pour le bétail suisse conduit au pacage en France.

Dans ces conditions, le recours en question n'a pas pu être admis.

k. Cette année au-si, le Département des Affaires étrangères a eu à s'occuper de différents cas de violation de frontière dont nous croyons devoir signaler les suivants :

l. Un sieur Christian Stamm, de Schleithem (Schaffhouse), qui avait réussi à s'évader de la prison de Bonndorf (grand-duché de Bade) où il était retenu sous prévention de vol, avait pu regagner son domicile en Suisse. Poursuivi par un fonctionnaire badois, il fut arrêté sur territoire suisse avec l'aide d'un agent de la police locale et ramené dans le grand-duché. Dès que le Département des Affaires étrangères fut informé de cette violation de frontière, il chargea notre légation à Berlin d'exiger la remise de Stamm aux autorités schaffhousoises et la punition du fonctionnaire coupable. Notre légation répondit que, sans attendre notre réclamation, les autorités badoises avaient fait reconduire à la frontière le prisonnier et infligé un blâme à l'agent fautif. Nous considérâmes dès lors cette affaire comme terminée.

2. Dans notre dernier rapport de gestion, nous avons porté à votre connaissance les violations de frontière commises par des fonctionnaires douaniers italiens, le 21 juillet 1892 sur l'Alpe Padiou, dans les Grisons, le 5 août 1892, près d'Arzo dans le canton du Tessin (F. féd. 1893, II. 794, 795). Les nouvelles enquêtes ordonnées de part et d'autre ont confirmé des deux côtés les résultats contradictoires obtenus précédemment. Nous avons donc dû renoncer à poursuivre ces deux affaires, tout en maintenant notre point de vue et en faisant savoir au Gouvernement royal que nous ne saurions trouver satisfaction dans les résultats de l'enquête faite par les soins des autorités italiennes.

3. Le 14 août, le Gouvernement des Grisons nous informa que des douaniers autrichiens avaient saisi 107 pièces de bétail et 4 chevaux appartenant à des habitants de la commune grisonne de Saint-Antonien (Alpe Partnun) et les avaient emmenés au Montafun, sur territoire autrichien ; il ajoutait que le bétail avait été restitué, mais que les chevaux étaient retenus et allaient être vendus aux enchères. Une enquête ulté-

rieure, ordonnée par le Gouvernement des Grisons et faite sur les lieux par les soins de M. le chef de la police cantonale confirma l'exactitude de ces faits. Nous avons immédiatement chargé notre légation à Vienne de protester contre la saisie du bétail et des chevaux en question et d'exiger la restitution de ces derniers. Nous faisons valoir à l'appui de nos réclamations les considérants suivants :

*aa.* Les agents douaniers autrichiens, soit l'un d'entre eux, se sont, selon toutes les apparences, rendus coupables d'une violation de frontière dans le but de faire passer la frontière au bétail suisse.

*bb.* N'en fût il pas ainsi, il n'est pas contesté que les bestiaux en pâturage traversaient constamment et depuis de longues années la frontière, de part et d'autre, et cela, sans que les communes limitrophes aient jamais soulevé de plainte ou songé à saisir le bétail étranger, ni du côté suisse, ni du côté autrichien ; il est avéré, du reste, qu'au jour en question 400 moutons autrichiens pâturaient sur l'Alpe Partnun, c'est-à-dire sur territoire suisse.

*cc.* En ce qui concerne les quatre chevaux retenus par les douaniers autrichiens, ils ne sauraient, ainsi qu'il est prétendu, avoir servi à la contrebande. D'après les données fournies par l'enquête, ils n'étaient pas ferrés aux pieds de derrière, paissaient avec le bétail et l'un d'eux portait une clochette.

A teneur d'une récente communication, ces chevaux ont été vendus par le fisc autrichien, nonobstant les protestations de notre légation.

Nous attendons encore le rapport du Gouvernement I. et R. sur les résultats de l'enquête autrichienne relative à cette affaire, qui paraît d'autant plus regrettable que les deux communes frontières avaient entretenu de tout temps les meilleures relations de voisinage. Les « maîtres » de l'Alpe autrichienne Tilisuna, où le bétail fut confisqué, ont été les premiers à regretter l'incident, en déclarant à leurs voisins de Partnun qu'ils n'étaient pour rien dans l'attitude des agents de finances autrichiens.

Toute notre attention continuera à être vouée à une solution satisfaisante de cette affaire, sur laquelle nous reviendrons dans notre prochain rapport de gestion.

4. Quelques pièces de petit bétail appartenant à des ressortissants de la commune grisonne de Castasegna et qui avaient, en pacageant près de Villa di Chiavenna, passé sur territoire italien, furent séquestrées par des douaniers royaux et vendues aux enchères par le fisc italien, sans qu'il fût donné à leurs propriétaires la faculté de les réclamer. Nous n'avons pas manqué de faire des représentations à ce sujet au Gouvernement italien, en demandant qu'à l'avenir le bétail qui s'égarerait au delà de la frontière fût, sur demande, restitué aux propriétaires, sans frais de douane et sans amende. Nous espérons que des instructions seront données dans ce sens aux agents italiens à la frontière, afin de prévenir le retour d'incidents qui pourraient provoquer des représailles de la part de notre population frontière et nuire ainsi aux bons rapports existant entre les deux pays.

5. Un autre incident de frontière qui s'est passé le 24 août près de Stabio a donné lieu à une réclamation presque simultanée de notre part et de la part du Gouvernement italien. Un officier de finance italien fut arrêté sur territoire suisse par un garde tessinois, au moment où il venait

de lâcher un coup de feu parti, paraît-il, par mégarde. La version italienne sur cet incident diffère totalement de celle qui résulte de l'enquête ordonnée par le Gouvernement tessinois, enquête dont le résultat a été porté à la connaissance du Gouvernement royal.

#### I. — AFFAIRES DE BORNAGE ET DE DÉLIMITATION DE FRONTIÈRE.

1. La Convention signée à Paris le 10 juin 1891 pour la délimitation de la frontière helvético-française entre le Mont-Dolent et le lac Léman, a été approuvée par le Conseil national le 25 du même mois et par le Conseil des Etats le lendemain.

La Chambre française des Députés ne l'a approuvée que le 5 mars 1892.

Quant au Sénat français, il l'a renvoyée à une Commission dont les rapporteurs, MM. Chaumontel et Chardon, sont successivement décédés à quelques mois d'intervalle. Le nouveau rapporteur, M. Forest, sénateur de la Savoie, n'a été désigné qu'en décembre 1893. Bien que ces morts successives puissent faire comprendre, dans une certaine mesure, le retard mis à l'examen de la Convention par le Sénat, il n'en reste pas moins incontestable que ce corps, malgré une série de démarches faites par le Ministère français des Affaires étrangères, apporte dans le règlement de cette question une lenteur difficile à expliquer. On sait qu'après de minutieux pourparlers, les deux Gouvernements ont reconnu qu'il n'existait aucune divergence sérieuse sur le tracé de la frontière ; ils se sont limités, eu à peu près, à échanger deux surfaces de pâturage de trois ou quatre hectares d'étendue et à ordonner un bornage à nouveau de la frontière en raison de l'ancienneté ou de la multiplicité des actes antérieurs. — Les parlements des divers pays n'ont pas de relations directes entre eux ; si nous n'avons qu'à nous louer de la courtoisie du Gouvernement français en cette affaire, nous ne pouvons nous empêcher de penser que la Commission du Sénat, en retenant cette affaire depuis deux ans, oublie un peu ce qu'elle doit à l'Assemblée fédérale.

En attendant, les deux Gouvernements ont fort avancé les travaux préparatoires d'exécution, levés, cartes, fixation de l'emplacement des bornes, en sorte qu'aussitôt après l'échange des ratifications, il sera possible de procéder à bref délai à la signature et à l'approbation du procès-verbal destiné à consacrer la mise en vigueur de l'accord intervenu en 1891.

2. De nombreuses constructions empiètent actuellement sur la frontière entre le canton de Thurgovie et le territoire de la ville de Constance. Ces empiètements pouvant présenter de sérieux inconvénients, nous avons échangé une déclaration avec le Gouvernement badois à teneur de laquelle les édifices à élever à la frontière devront être éloignés dorénavant, dans toutes leurs parties, d'au moins deux mètres de la ligne-frontière. Le texte de cette déclaration sera publié dans le recueil des lois.

3. Il a été procédé, dans les formes habituelles, au rétablissement d'une borne au Pizzo-Lughina (Grisons) à la frontière helvético-italienne.

4. Les protocoles relatifs au remplacement des bornes à la frontière helvético-allemande entre Bâle-campagne et l'Alsace-Lorraine, opéra-



tion qui a eu lieu en octobre 1892, ont été échangés au courant du mois de mars (voir rapport de gestion pour 1892, F. féd. 1893, II. 796).

5. Pour faire droit à une réclamation formulée par un particulier au sujet d'un empiètement sur sa propriété par les concessionnaires de la voie étroite Veyrier-Collonge sous Salève, près Genève, le Gouvernement genevois nous a prié de faire procéder, de concert avec le Gouvernement français, à la vérification de la frontière helvético-française sur la route de Veyrier à Bossey. Nous attendons encore le rapport des commissaires suisses et français relatif à cette affaire.

## II. — REPRÉSENTATION DE LA SUISSE A L'ÉTRANGER.

a. A la suite du postulat de l'Assemblée fédérale du 18 décembre 1884 :

« Le Conseil fédéral est invité à faire un rapport sur la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de régulariser, par une loi, la situation des « légations et consulats suisses à l'étranger » et de la motion que vous avez votée sur la proposition de M. le conseiller national Comtesse, dans votre session de juin 1886 :

« Le Conseil fédéral est invité à examiner s'il ne serait pas utile aux « intérêts du commerce et de l'industrie d'instituer, dans certains pays, « des consuls de carrière chargés de veiller à nos intérêts commerciaux « et de recueillir tous les faits et renseignements pouvant intéresser le « développement de nos exportations », la question de la représentation de la Suisse à l'étranger a fait, de la part de la division politique de notre département des affaires étrangères, l'objet d'études approfondies, résumées dans notre message du 19 mai dernier (F. féd. 1893, III, 167). Le projet d'arrêté annexé à ce message se trouve depuis le printemps dernier sur la liste des objets de vos délibérations. Nous espérons que les Chambres pourront s'occuper de cette affaire dans la session de mars 1894, afin que le budget de la division politique pour l'année 1893 puisse être préparé sur la base de vos décisions.

b. Nous avons décidé de proposer au Conseil national de ne pas prendre en considération la motion suivante, présentée le 13 décembre dernier par MM. Sonderegger (Rh. int.) et consorts :

« Le poste de ministre suisse dans l'Amérique du Nord devant être « prochainement vacant, les soussignés invitent le Conseil fédéral à « présenter, après étude, un rapport sur la question de savoir si l'arrêté « fédéral concernant la représentation de la Suisse à Washington du « 28 janvier 1882 ne devrait pas être rapporté.

« En même temps, les soussignés émettent le vœu que le Conseil « fédéral, en vertu des pouvoirs que lui confie l'article 102, chiffre 8, de « la Constitution fédérale concernant la représentation de la Suisse à « l'étranger, s'occupe également de la question de savoir si le poste « de ministre résident à Buenos-Ayres ne devrait pas être transformé « de nouveau en un consulat-général. »

Nous avons chargé le chef du département des affaires étrangères de développer devant le Conseil national les motifs qui militent pour le maintien de ces deux postes et informé ledit Conseil que, pour le cas où le débat ne pourrait plus avoir lieu pendant la session de décembre, nous nous réservons une entière liberté d'action, s'il devenait nécessaire de pourvoir au remplacement du titulaire actuel de la légation de Washing-

ton, avant le moment où la motion Sonderegger aurait pu être soumise à la discussion.

c. Conformément au postulat du Conseil des Etats, du 18 décembre 1893, notre département des affaires étrangères étudie la question des émoluments perçus par les chancelleries de nos légations et consulats de carrière. Nous ne manquerons pas de vous adresser le plus tôt possible un rapport à ce sujet.

d. La dernière révolution dans la République argentine a donné lieu à des événements auxquels un certain nombre de Suisses ont pris une part active et dont la presse de notre pays s'est beaucoup occupée. Il faut reconnaître que la plupart des faits relatés par les journaux étaient ou purement fantaisistes ou fort exagérés et même dénaturés. On a fait un grief au ministre-résident et consul-général de la Confédération à Buenos-Ayres d'avoir été absent de son poste au moment où la révolution éclatait et les accusations portées contre lui ont trouvé un écho jusqu'au sein du Conseil national, alors que les faits en discussion ne pouvaient être connus que très imparfaitement.

Constatons d'abord que M. Rodé se trouvait en congé régulier et qu'au moment de son départ de Buenos-Ayres rien ne faisait prévoir les troubles qui sont survenus dans la suite ; cela résultait d'un rapport circonstancié et très complet que la légation venait d'envoyer sur l'état général du pays ses ressources et ses relations économiques. Après deux ans, presque, de séjour à Buenos-Ayres, M. Rodé, par lettre du 21 février, demanda au Conseil fédéral un congé de quelques mois à passer en Euro. e. M. Rodé ajoutait qu'il ne quitterait son poste que si la situation politique des Etats auprès desquels il était accrédité le permettait. Nous accordâmes le congé, sollicité le 23 mars, pour le commencement du mois de mai. Cependant M. Rodé partit de Buenos-Ayres au commencement de juin seulement, alors que l'Argentine paraissait entièrement calme. Cette opinion était généralement partagée, ainsi qu'il résulte du fait que les représentants de la France, de l'Italie, de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et des Etats-Unis d'Amérique s'absentaient également du pays. La révolution éclata d'une manière inopinée, dans les derniers jours de septembre, à la suite de la démission de l'« interven-  
teur », soit commissaire du gouvernement dans la province de Santa-Fé. Les radicaux s'étant soulevés contre le gouvernement provincial, un certain nombre de colons suisses, mais surtout de fils de colons devenus Argentins par leur naissance dans le pays, firent cause commune avec les insurgés. Après une lutte sanglante, ces derniers furent complètement défaits, mais ils s'étaient assurés une retraite et les troupes gouvernementales ne firent que peu de prisonniers. A l'exception d'un seul cas dont nous allons parler, aucun des Suisses qui furent pris les armes à la main, n'a été exécuté ; comme les Argentins, ils furent menacés de mort, mais l'on en resta aux menaces et aux mauvais traitements. De même aucun Suisse, ni fils de Suisse né en Argentine, ne fut mis à mort par les bandes de gardes nationaux et de soldats réguliers qui, procédant à la confiscation des armes, parcouraient la province après la soumission des radicaux. Sans doute les vexations furent nombreuses à l'égard des colons soupçonnés d'avoir pris part à la révolution, mais il y a loin de là aux atrocités rapportées par les journaux.

Tous les rapports venus de l'Argentine depuis que la révolution a été

réprimée confirment l'exactitude de ces faits. Il est un point toutefois sur lequel il importe de revenir ; parmi les insurgés de la province de Santa-Fé, il n'y a guère que vingt à trente Suisses qui puissent se réclamer de la protection de notre représentant à Buenos-Ayres. Les autres, nés comme nous l'avons dit, sur le sol argentin, sont tenus pour nationaux selon la loi du pays et le droit des gens n'admet pas, en ce qui les concerne, une intervention étrangère.

Il y a lieu aussi de faire ressortir qu'en l'absence de M. Rodé, les intérêts suisses étaient sauvegardés par M. Chaffat, chargé d'affaires, et que toutes les démarches ont été faites en vue d'assurer le paiement d'indemnités équitables à ceux de nos ressortissants qui peuvent y avoir droit.

D'ailleurs, M. Rodé se fût-il trouvé à son poste que, pendant les troubles, toute intervention de sa part eût été impossible ou serait demeurée sans résultat. Le centre de la province de Santa-Fé se trouve à plus de 400 kilomètres de Buenos-Ayres, au N.-O., en ligne droite. Les nouvelles les plus contradictoires arrivaient dans la capitale, le gouvernement central lui-même était peu ou mal renseigné sur les événements et avait perdu ses moyens d'action ordinaires dans l'administration provinciale. Les services télégraphiques et postaux avaient été coupés et ne furent rétablis que les premiers jours d'octobre, après la fin de la révolution.

A ce moment et dès l'arrivée des premières nouvelles annonçant que des colons étrangers avaient pris part au mouvement révolutionnaire, nous invitâmes M. Rodé à rejoindre son poste, ce qu'il fit, le 5 novembre, par le premier bateau direct en partance pour Buenos-Ayres.

Depuis son retour, il nous a fait parvenir des rapports circonstanciés qui établissent que rien n'a été négligé pour la protection de nos compatriotes en Argentine, et que le meurtre de M. J.-J. Sturzenegger, de Hérissau, auquel nous faisons allusion ci-dessus, est le seul qui soit en connexité avec les troubles révolutionnaires. Les conditions dans lesquelles ce crime a été commis sont de nature sinon à l'atténuer, au moins à faire comprendre que ce malheureux compatriote a été surtout la victime de sa propre imprudence.

Sturzenegger, qui se trouvait en affaires dans les colonies de la province de Santa-Fé et vendait du bétail, eut la malheureuse idée de monter dans un train occupé par des colons révoltés en armes. Ce train attelé de deux locomotives se dirigeait vers Rosario que l'on croyait encore aux mains des radicaux. Arrivés près de Pedro-Araya, les insurgés, par mesure de précaution, détachèrent l'une des locomotives et l'envoyèrent en éclaireur sur la voie. Sturzenegger, sans qu'on puisse s'expliquer pourquoi, car il ne figurait point parmi les insurgés, prit place à côté du mécanicien de cette première locomotive avec le commandant du convoi, un Allemand du nom de Meltzer ; ils s'aperçurent bientôt que la station était aux mains de l'ennemi et firent machine en arrière, tout en échangeant des coups de feu avec les soldats du gouvernement. Une vive fusillade eut lieu au moment où la machine rejoignit le train, mais presque tous ceux qui étaient dans les wagons purent s'enfuir grâce à l'obscurité. Six hommes seuls furent faits prisonniers et maltraités et deux d'entre eux, Sturzenegger et Meltzer, qui protestaient contre ces mauvais traitements, furent tués à coups de fusil et leurs



cadavres dépouillés. Notre légation n'a pas manqué de saisir d'une réclamation à ce sujet le gouvernement argentin.

Nous espérons que ces renseignements suffiront à calmer l'émotion qui a pu un instant régner en Suisse à l'ouïe des nouvelles heureusement controuvées pour la plus grosse part, et, corroborant nos explications orales de décembre, contribueront à ramener à leurs véritables proportions, des incidents sur lesquels, dans l'intérêt même de nos nationaux à l'étranger, il ne faut peut-être pas trop s'appesantir.

Le nombre de nos arrondissements consulaires est, comme l'année dernière, de 98, dont 9 gérés directement par les différentes légations et un celui de Sidney, par un agent consulaire étranger.

Cinq arrondissements sont sans titulaires. Nous avons un total de 123 postes consulaires, soit :

13 consulats généraux ;

76 consulats ;

10 vice-consulats indépendants ;

23 vice-consulats dépendants d'un consulat ou attachés à un consulat ;

1 agence consulaire.

d. *Indemnités consulaires.* — Quarante-sept consulats généraux, consulats et vice-consulats ont reçu les indemnités suivantes :

*Consulats généraux.*

1. Buenos-Ayres (en même temps légation) .	48 000 fr.
2. Londres (en même temps légation). . . .	36.500
3. Yokohama . . . . .	10 000
4. Rio-de-Janeiro . . . . .	9.000
5. Saint-Petersbourg . . . . .	6.000
6. Bruxelles. . . . .	6.000
7. Bucarest . . . . .	2.500
8. Naples . . . . .	2.500
9. Madrid . . . . .	1.500
10. Lisbonne . . . . .	1.000
11. Valparaiso . . . . .	1.000

*Consulats et vice-consulats.*

12. Hâvre . . . . .	10.000
13. Paris. . . . .	9.000
14. Rome. . . . .	7.000
15. New-York. . . . .	9.000
16. Milan. . . . .	4.500
17. Berlin . . . . .	5.000
18. Lyon. . . . .	4.000
19. Besançon . . . . .	3.000
20. Nice . . . . .	3.000
21. Moscou. . . . .	3.000
22. Montevideo. . . . .	3.000
23. Melbourne . . . . .	3.000
24. Sidney . . . . .	3.000
25. Traiguén . . . . .	3.000
26. Washington . . . . .	3.000
27. Vienne . . . . .	2.250
28. Marseille . . . . .	3.000
29. Stockholm . . . . .	2.500

30. Nouvelle-Orléans . . . . .	2.000
31. Philadelphie . . . . .	2.000
32. Gènes . . . . .	2.000
33. Odessa . . . . .	2.000
34. Varsovie . . . . .	2.000
35. Alger. . . . .	1.500
36. Chicago . . . . .	1.500
37. Hambourg . . . . .	1.500
38. Saint-Louis . . . . .	1.500
39. Tiflis. . . . .	1.500
40. Cincinnati . . . . .	1.500
41. Amsterdam. . . . .	1.000
42. Anvers . . . . .	1.000
43. Brème . . . . .	1.000
44. Livourne . . . . .	1.000
45. Riga . . . . .	1.000
46. Venise . . . . .	1.000
47. Portugal . . . . .	1.000
Imprévus et divers . . . . .	2.464 fr. 40
Total . . . . .	232.714 fr. 40

Ainsi que d'habitude, nous avons communiqué à nos consulats, en date du 29 mars, le chiffre du montant de leur indemnité pour 1893. En présence de l'augmentation constante des sommes affectées à ces indemnités, le département des affaires étrangères a cru devoir leur adresser la circulaire suivante :

« Nous avons l'honneur de vous informer que sur la proposition de notre département, le Conseil fédéral a fixé dans sa séance du 27 courant, à fr. .... le chiffre de l'indemnité de votre consulat pour l'année courante.

« Cet indemnité est égale à celle que votre consulat a perçue l'année dernière.

« A cette occasion, le Conseil fédéral s'est vivement préoccupé de l'augmentation constante des sommes affectées à notre représentation consulaire ; les indemnités, qui ne devraient être accordées qu'à titre absolument exceptionnel, tendent à devenir de plus en plus la règle et atteignent des chiffres qui menacent de fausser le caractère de notre système consulaire.

« Nos consuls ont, jusqu'à présent, considéré leurs fonctions comme purement honorifiques et les ont sollicitées ou acceptées dans cette idée, avec la perspective des sacrifices que leur impose une tâche essentiellement patriotique ; il doit en être de même aussi longtemps que le législateur n'aura pas donné un autre caractère à notre représentation consulaire.

« A la demande pressante de l'Assemblée fédérale, nous serons obligés de lui soumettre, sous peu, un message relatif à notre représentation à l'étranger ; à cette occasion les indemnités servies à nos consulats seront soumises à une révision et devront probablement, à l'avenir, être fixées par l'Assemblée fédérale elle-même.

« Dans ces circonstances, nous vous prions de vouloir bien nous faire savoir s'il vous est possible de consentir, et dans quelle mesure, à une réduction de l'indemnité payée à votre consulat. Eventuellement, nous désirerions connaître les motifs qui vous mettent dans la nécessité de

demander la continuation de la subvention au bénéfice de laquelle se trouve actuellement votre consulat.

« Dans l'attente de votre réponse, nous vous présentons... , etc. »

Toutes les réponses à cette circulaire tendent à démontrer l'impossibilité de la réduction des indemnités accordées.

Sur la demande qui nous en a été adressée par le gouvernement allemand, nous avons autorisé M. Sandreuter, notre vice-consul à Montreal, à gérer provisoirement le consulat d'Allemagne en cette ville.

#### V. — AFFAIRES DIVERSES.

a. Malgré les diverses circulaires du département des affaires étrangères, nos légations et consulats et les Sociétés suisses de bienfaisance à l'étranger, depuis plusieurs années, sont exploités par des individus porteurs de faux papiers de légitimation.

Estimant que la diversité actuelle des pièces de légitimation délivrées par nos légations et consulats facilite grandement ces abus, sur la proposition de la division politique, nous avons décidé l'introduction d'un type de passeport uniforme pour nos légations et consulats. Le nombre voulu d'exemplaires leur en a été adressé récemment, avec l'instruction d'employer exclusivement les nouveaux formulaires à partir du 1<sup>er</sup> avril 1894.

b. Un étranger qui avait obtenu en Suisse un certificat universitaire s'est plaint aux autorités fédérales du refus d'un consul suisse de lui délivrer une déclaration relative aux droits que lui conférait ce certificat. Nous avons approuvé la conduite de notre fonctionnaire, nos agents consulaires n'étant pas autorisés à délivrer n'importe quels certificats officiels à des étrangers.

c. A la suite d'un procès qui s'est déroulé devant notre cour consulaire à Yokohama, la partie condamnée a recouru au Conseil fédéral contre le jugement prononcé. La question s'est posée à cette occasion si le Conseil fédéral est bien l'autorité compétente pour juger les recours de ce genre ou si la cour consulaire ne doit pas plutôt être envisagée comme un tribunal cantonal de dernière instance, des décisions duquel, dans les cas où la loi prévoit un recours, il ne peut être recouru qu'au tribunal fédéral. Nous attendons sur ce point le préavis du département de justice et police. Si un conflit de compétence devait s'élever, c'est à l'Assemblée fédérale qu'il appartiendrait de le trancher.

d. Nous rappelons à nos compatriotes qui se rendent en Russie que l'étranger ne peut séjourner plus de six mois dans ce pays, sans permis de séjour ; au bout de ce temps il doit se munir d'un permis délivré pour un an. S'il retourne en Russie, après y avoir déjà séjourné précédemment, il doit se munir de ce permis, délivré en échange du passeport, dès le moment de son arrivée.

e. A la demande du gouvernement roumain, qui nous a offert la réciprocité, nous avons ordonné la gratuité du visa, par nos chancelleries diplomatiques et consulaires, des passeports de sujets roumains.

f. A la suite d'une réclamation formulée par un médecin suisse au Sentier, qui se plaignait d'avoir à payer des droits d'entrée pour les médicaments qu'il vendait à des patients domiciliés dans les communes françaises limitrophes, notre légation à Paris a été chargée de faire auprès



du gouvernement français des démarches, en vue d'obtenir la franchise d'entrée en se basant sur la convention helvético-française de 1889 sur l'exercice des professions médicales dans la zone frontrière (Rec. off., nouv. série, XI, 165).

Ensuite de ces démarches, des ordres ont été donnés pour qu'à l'avenir les médicaments prescrits par les médecins suisses aux malades domiciliés en France, dans une zone de 10 kilomètres de frontière, soient admis en franchise, sous garantie de réciprocité.

*g.* Le département fédéral des postes et chemins de fer est en instances auprès des Compagnies de chemins de fer suisses pour obtenir d'elles que les Suisses indigents, rapatriés par nos légations ou consulats, reçoivent sans rien déboursier, aux gares frontières, les billets nécessaires pour retourner chez eux, sur la simple présentation d'une recommandation des légations ou consulats respectifs. Le règlement de comptes aurait lieu périodiquement. Les Compagnies de chemins de fer se sont déclarées d'accord, en principe, sur cette proposition, à condition de pouvoir effectuer le règlement des comptes, non pas séparément avec chacun de nos consulats ou légations, mais avec une autorité fédérale, qui centraliserait ce service. En qualité d'autorité de surveillance de notre représentation et des Sociétés suisses de bienfaisance à l'étranger, la division politique du département des affaires étrangères a consenti à se charger de cette besogne. Nous aimons à croire que la question recevra bientôt une solution satisfaisante.

*h.* Cette année encore le département des affaires étrangères a eu à s'occuper de l'interprétation à donner à l'article 12 de la constitution fédérale relatif aux décorations étrangères. Comme par le passé nous nous sommes inspirés de la ligne de conduite tracée dans notre rapport de gestion pour l'année 1889 (F. féd., 1890, II, 207).

*i.* Le 18<sup>e</sup> congrès international de médecine qui devait se réunir à Rome, au mois de septembre dernier, a été renvoyé au mois de mars 1894, eu égard aux préoccupations sanitaires de l'automne dernier. Le Confédération y sera officiellement représentée par M. le Dr Schmid, directeur du bureau sanitaire fédéral, et par MM. le colonel Dr Albrecht et le lieutenant colonel Dr Haffter.

*k.* Nous avons délégué MM. les professeurs F. Meili et E. Roguin à la conférence de La Haye chargée de régler diverses matières de droit international privé. Ladite conférence a siégé du 12 au 27 septembre et a pris diverses décisions consignées dans un « protocole final » sur la base duquel le gouvernement néerlandais a préparé un « avant-projet de programme » d'une conférence ultérieure dont il propose la réunion à La Haye au mois de juin 1894.

*l.* Dans l'affaire d'arbitrage entre la France et le Vénézuéla au sujet des réclamations du citoyen français Fabiani (voir notre rapport de gestion pour 1892, F. féd., 1893, II, 808), le dépôt de la demande a été effectué par le gouvernement français en temps utile ; elle est contenue dans un volume rédigé par M. Fabiani et a été communiquée, en trois exemplaires, à la partie défenderesse.

Celle-ci a soulevé un incident et demandé à l'arbitre de ne pas considérer le mémoire du sieur Fabiani comme constituant la demande du gouvernement français et ce, à raison des imputations offensantes pour le gouvernement vénézuélien, qu'elle y a relevées. Après instruction,

l'arbitre a communiqué le 17 octobre, aux parties, sa décision qui déboute le gouvernement vénézuélien de ses conclusions, en tant qu'elles ont pour but de faire considérer comme non avenue la demande présentée par le gouvernement français, celui-ci ayant, par la remise à l'autorité fédérale, fait sienne la demande rédigée par M. Fabiani. L'arbitre a décidé, d'autre part, la suppression des passages incriminés. Puis, un délai de cinq mois, dès le 7 octobre 1893, a été accordé au gouvernement vénézuélien pour la présentation de sa réponse au fond.

m. Le procès pendant entre l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique d'une part et le Portugal d'autre part au sujet du chemin de fer de Laurorenço-Marquês (Delagoa Bay) suit son cours régulier (F. féd., 1892, II, 421, et 1893, II, 808).

Les gouvernements de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis d'Amérique ont fait parvenir, en novembre dernier, au tribunal arbitral une réplique à la défense présentée par le Portugal.

n. Aux termes d'un accord, intervenu le 23 juillet 1892 entre la France et le Chili, il a été convenu entre les gouvernements de ces deux pays de soumettre à l'arbitrage de M. le président du tribunal fédéral, soit de ce corps dans son entier, la répartition, entre les créanciers du Pérou, jouissant de la garantie du guano, de sommes déposées à la banque d'Angleterre et provenant de l'exploitation par le Chili de certains gisements de guano péruvien.

Les deux gouvernements précités ont, au mois de juin dernier, adressé au département fédéral des affaires étrangères une demande tendant à ce que le Conseil fédéral autorisât le tribunal fédéral, soit son président, à accepter lesdites fonctions arbitrales.

Le gouvernement péruvien conteste à la France et au Chili la compétence de régler cette question sans son intervention.

En vue de répondre aux gouvernements français et chilien, nous avons soumis cette affaire à un examen approfondi, basé sur les documents et renseignements recueillis notamment auprès des trois gouvernements intéressés et qui sera très prochainement achevé. Nous vous informons de la suite qui aura été donnée à cette affaire.

o. A l'occasion d'un arrangement conclu en 1892 entre les Etats-Unis d'Amérique et le Chili à la suite de l'incident du bâtiment de guerre américain « Baltimore », au port de Valparaiso, ces deux gouvernements décidèrent, par la convention de Santiago, du 7 août 1892, de régler par voie d'arbitrage une série de questions litigieuses concernant des réclamations de ressortissants de chacun d'eux contre l'autre. Ladite convention prévoyait la nomination d'un arbitre par chacun des deux gouvernements intéressés ; à défaut par les deux arbitres de s'entendre, dans les trois mois après l'échange des ratifications de la convention, sur le choix du tiers-arbitre, le président de la Confédération suisse serait prié de le nommer. La cour arbitrale ainsi constituée se réunirait dans les six mois après l'échange des ratifications. L'accord ne put se faire sur le choix du troisième arbitre, et les représentants du Chili et des Etats-Unis à Berne nous adressèrent, en date du 6 juillet dernier, la demande prévue à l'art. 1<sup>er</sup> de la convention de Santiago.

Les deux gouvernements suggérèrent à M. le président de la Confédération le choix de M. de Claparède, D<sup>r</sup> en droit, ministre de la Con-

fédération à Washington, en nous faisant savoir que cette nomination serait particulièrement agréable, soit à Washington, soit à Santiago.

Dans ces conditions nous avons cru devoir faire abstraction des scrupules que nous éprouvions, au début, à nommer comme tiers-arbitre notre représentant auprès de l'un des Etats en cause et M. de Claparède fut désigné par M. le président de la Confédération pour compléter la cour arbitrale. Celle-ci s'est réunie à Washington, le 9 octobre 1893, avant l'expiration du délai fixé. Aux termes de l'art. 8 du traité de Santiago, elle devra avoir terminé ses travaux dans un délai de 6 mois, à partir de sa première réunion.

#### VI. — NATURALISATION.

a. Notre division politique a eu à s'occuper au cours de l'année 1893 de 1,149 demandes en autorisation de naturalisation (1,007 en 1892), dont 301 provenant d'exercices précédents

Sur ces 1149 demandes :

775	ont été agréés (645 en 1892),
29	n'ont pu être admises (37 en 1892),
15	ont été retirées par les postulants avant qu'une décision soit intervenue,
330	étaient encore en instance au 31 décembre dernier.
<u>1.149</u>	

Comme dans les années précédentes, l'Allemagne a fourni en 1893 plus de la moitié des candidats à la naturalisation suisse.

En 1893, sur 1149 demandes, 669 nous ont été adressées par des Allemands, 260 candidats étaient Français, 100 Italiens, 63 Autrichiens, 24 Russes, 6 citoyens des Etats-Unis d'Amérique, 4 Belges, 3 Anglais, 3 Hongrois, 3 de la principauté de Liechtenstein, 2 Espagnols, 1 Portugais, 1 Danois, 1 Grec. La nationalité n'a pu être constatée dans 9 cas.

De ces requérants :

167	étaient mineurs,
262	célibataires (les mineurs non compris),
573	étaient mariés,
103	veufs ou veuves,
10	divorcés,
dans 34	cas, l'état-civil n'a pu être constaté.
<u>1.149</u>	

Les 1,149 requêtes comprenaient 1,622 enfants, soit 982 garçons et 640 filles, ce qui porte le nombre total des candidats à 3,344, soit :

1.149	requérants,
573	femmes de requérants,
1.622	enfants.
<u>3.344</u>	

Les 775 autorisations accordées en 1893 se répartissent entre : 462 Allemands, 194 Français, 62 Italiens, 36 Autrichiens, 11 Russes, 3 Belges, 2 Anglais, 2 Hongrois, 1 Grec, 1 sujet de la principauté de Liechtenstein, 1 citoyen des Etats-Unis d'Amérique.

Elles s'étendaient à 1,282 enfants, 770 garçons et 512 filles, et à 451 femmes mariées.



Le nombre total des personnes auxquelles se rapportent les autorisations accordées en 1893 a donc été de 2,508, soit :

775 requérants,
451 femmes mariées,
1.282 enfants,
<hr/> 2.508 (2,140 en 1892).

Les certificats de domicile délivrés aux personnes qui ont obtenu l'autorisation en naturalisation se répartissent comme suit entre les cantons : Genève 223, Bâle-ville 158, Zurich 114, Saint-Gall 43, Neuchâtel 40, Vaud 31, Berne 29, Schaffhouse 27, Tessin 19, Thurgovie 17, Argovie 16, Lucerne 11, Grisons 10, Valais 10, Bâle campagne 7, Fribourg 6, Appenzell-Rh. ext. 5, Uri 3, Soleure 3, Glaris 2, Zoug 1. Les autorités de Schwytz, Obwalden, Nidwalden et Appenzell-Rh. int. n'ont pas délivré de certificat de domicile.

*b.* Parmi les 775 requêtes admises figurent 20 autorisations en réintégration de nationalité en faveur de veuves d'origine suisse devenues étrangères par leur mariage.

Dans son rapport sur la gestion du Conseil fédéral pour 1891, la commission du Conseil national a exprimé l'espoir que le Conseil fédéral proposerait des mesures l'autorisant à exempter dans ces cas, en tout ou en partie, suivant les circonstances, du paiement de l'émolument de chancellerie de trente-cinq francs prévu dans la loi II (F. féd., 1892, III, 518). Cette question est à l'étude ; mais le désir exprimé par ladite commission implique une révision de la loi fédérale du 10 juin 1879 (Rec. off., nouv. série, IV, 286), et il ne nous a pas été possible de présenter encore nos propositions.

*c.* Grâce aux renseignements fournis par les cantons, nous sommes en mesure de pouvoir publier les données de statistique suivantes relativement aux naturalisations par les cantons en 1893 :

---

CANTONS	NOMBRE des Naturalisations	DATE de l'autorisa- tion fédérale			TAXES				NATURALI- SATIONS gratuites.		NATURALISATIONS refusées.
					CANTONALES		COMMUNALES				
		1891	1892	1893	MAXIMUM	MINIMUM	MAXIMUM	MINIMUM	CANTON	COMMUNE	
Zurich . . . . .	80	8	28	44	500	200	800	100	0	1	?
Berne . . . . .	23	2	11	10	Taxe unique : 500		650	360	0	0	?
Lucerne . . . . .	5	0	0	5	600	40	1000	500	0	1	?
Uri . . . . .	0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	?
Schwyz . . . . .	1	0	1	0	Taxe unique : 400		1200	—	0	0	?
Obwalden . . . . .	0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	?
Nidwalden . . . . .	0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	?
Glaris . . . . .	0	—	—	—	300	300	1200	1200	—	—	?
Zoug . . . . .	4	0	3	1	800	600	1100	800	0	0	?
Fribourg . . . . .	16	0	0	16	400	100	2000	200	0	0	?
Soleure . . . . .	2	0	2	0	800	300	1500	300	0	0	?
Bâle-ville . . . . .	117	5	39	73	800	200	800	200	108	77	?
Bâle-campagne . . . . .	6	0	5	1	400	200	1100	50	0	0	?
Schaffhouse . . . . .	22	0	1	21	300	75	600	300	0	0	?
Appenzel-Rh. ext. . . . .	6	0	3	3	500	400	800	600	0	0	?
Appenzel-Rh. int. . . . .	0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	?
St-Gall . . . . .	29	2	15	12	300	20	2400	700	0	1	?
Grisons . . . . .	4	0	0	4	Taxe unique : 60		800	500	0	1	?
Argovie . . . . .	19	0	11	8	1000	750	1500	200	0	1	?
Thurgovie . . . . .	12	0	5	7	250	100	1000	50	0	0	6
Tessin . . . . .	20	7	3	10	600	200	600	200	0	0	?
Vaud . . . . .	32	0	14	18	1000	260	1600	200	0	0	?
Valais . . . . .	3	0	0	3	600	600	1800	550	0	0	?
Neuchâtel . . . . .	9	0	0	9	200	50	950	150	0	0	?
Genève . . . . .	137	4	66	67	1000	25	—	—	4	4	?

d. Notre division politique s'est occupée, en matière de naturalisations, de 76 cas d'une portée générale. Nous nous bornons à en relever deux qui ont fait l'objet de publications dans la feuille fédérale.

Le premier se rapportait aux dispositions de l'article 7. chiffre 5, de la loi néerlandaise du 12 novembre 1892 relative à la qualité de Néerlandais et aux causes qui déterminent sa perte (F. féd., 1893, III, 482).

Le second avait trait à une récente loi française relative à la publicité à donner aux décisions portant interdiction ou nomination d'un conseil judiciaire. Nous avons cru devoir attirer l'attention des autorités cantonales sur cette loi qui leur permettra de s'assurer si les candidats français à la naturalisation en Suisse jouissent ou non de la pleine capacité civile ; elle ordonne en effet qu'un extrait sommaire de tout jugement ou arrêt portant interdiction ou nomination d'un conseil judiciaire, devra être transmis par l'avoué qui l'aura obtenu au greffe du tribunal du lieu de naissance du défendeur (F. féd., 1893, III, 483).

#### VII. — OPTIONS.

a. Il nous est parvenu pendant l'année 1893, 122 déclarations d'option

(95 en 1892) et 108 avis d'intention d'option pour la Suisse (95 en 1852). Nous n'avons reçu qu'une seule déclaration d'option pour la nationalité française.

b. Dans notre dernier rapport de gestion (F. féd., 1893, II, 816), nous signalions à votre attention l'interprétation donnée par la jurisprudence française à l'article 8, § 3, du code civil français, modifié par la loi du 26 juin 1889 et disposant que tout individu né en France d'un étranger qui lui même y est né, est Français. Aux termes d'un arrêt de la cour de cassation du 7 décembre 1891, l'expression « d'un étranger », devait s'appliquer aussi bien à la mère qu'au père de l'enfant né en France, qui était ainsi, dans les deux cas et irrévocablement, Français, sans faculté d'option.

Les négociations engagées avec le gouvernement français pour obtenir une modification de cet état de choses, en tant qu'il concerne nos ressortissants, n'a pas eu le résultat que nous étions en droit d'espérer. Le 22 juillet dernier, les Chambres françaises ont adopté un projet de loi qui ne fait droit à nos réclamations que dans une mesure insuffisante; indépendamment de toute condition de séjour ou de domicile, il impose en effet irrévocablement la nationalité française au Suisse né en France d'un père suisse qui y est né lui-même.

Nous tenons à dire ici combien cette disposition de la loi française qui frappe nombre de nos ressortissants dans leurs intérêts les plus graves est peu en harmonie avec le principe généralement admis sur la matière. Elle a causé en Suisse une impression fâcheuse à raison surtout de conflits qu'elle ne pourra manquer de susciter, car nos nationaux ne perdent pas leur droit de cité suisse par le fait de leur naturalisation forcée en France.

La loi du 22 juillet 1893 modifie comme suit ledit article 8, § 3, du code civil :

« Est Français.... 3° tout individu né en France de parents étrangers, dont l'un y est lui-même né; sauf la faculté pour lui, si c'est la mère qui est née en France, de décliner, dans l'année qui suivra sa majorité, la qualité de Français. »

Cette faculté de répudiation est accordée aux individus visés par le § 3 pendant un an à partir de la promulgation de la loi (23 juillet 1893), si, à cette dernière date, ils avaient déjà atteint leur majorité.

Nous avons donné la plus large publicité possible, soit en Suisse, soit à l'étranger, aux dispositions de la loi du 22 juillet et à celles qui concernent les formalités exigées en France et à l'étranger pour la répudiation de la nationalité française.

En Suisse, on demandait la comparution personnelle du déclarant devant l'agent diplomatique ou consulaire français compétent. Dans nombre de cas, cette exigence qui obligeait à des déplacements et d'autres dépenses de temps et d'argent, menaçait de rendre illusoire le bénéfice de la faculté d'option. Nous avons dû insister auprès du gouvernement de la République et avons obtenu que la répudiation pût se faire, comme en France, par procuration spéciale et authentique. Les actes à produire sont les suivants :

1° Acte de naissance de l'intéressé ;

2° Les actes de naissance et l'acte de mariage de ses parents. Si l'acte de mariage indique exactement les noms, prénoms, dates et lieux de



naissance des conjoints, la production de leurs actes de naissance n'est pas nécessaire ;

3° L'acte d'origine de l'optant, ou une déclaration officielle équivalente attestant que le répudiant est reconnu comme ressortissant suisse ;

4° Un acte établissant que le déclarant a satisfait, en Suisse, aux exigences du service militaire.

## Deuxième division. — Commerce.

### I. — TRAITÉS DE COMMERCE ET RELATIONS DOUANIÈRES AVEC L'ÉTRANGER.

1. Un seul traité est venu s'ajouter cette année à nos traités de commerce, celui conclu avec la Roumanie et stipulant le traitement de la nation la plus favorisée. Il a été conclu le 3 mars 1893 par l'entremise de notre consul général à Bucharest, M. Staub, et est entré en vigueur le 13 mai suivant (Voir notre message du 10 mars 1893.) Cette clause de la nation la plus favorisée a acquis une valeur pratique grâce à un traité de commerce intervenu entre la Roumanie et l'Allemagne, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1894 et qui stipule un certain nombre de réductions de droits à l'entrée en Roumanie sur des matières dont quelques-unes nous intéressent plus particulièrement, telles que vernis et couleurs, courroies, tissus élastiques, articles en laine, tricot, tuyaux de chanvre, lithographies, oléographies, chromo-lithographies, outils, instruments, appareils et machines en bois, objets en fer, etc.

*Suède et Norvège.* — Comme nous l'avons brièvement indiqué dans notre précédent rapport de gestion, le ministère des affaires étrangères de Suède et Norvège nous a fait savoir, vers la fin de 1892, qu'il serait disposé à régler les relations commerciales réciproques de la Suisse avec ces deux pays, au moyen des traités de commerce et d'établissement. L'occasion d'entrer en pourparlers à ce sujet est née de l'échange de notes qui a eu lieu à la suite de l'entrée en vigueur de la loi fédérale concernant les taxes de patente des voyageurs de commerce. Nous avons saisi avec plaisir cette occasion de nouer avec la Suède et la Norvège des relations commerciales plus étroites, les tentatives précédemment faites dans ce but étant demeurées infructueuses.

Le plénipotentiaire de Suède et Norvège est arrivé au printemps à Berne.

Les négociations furent entamées d'abord avec la Norvège et terminées vers la fin de l'année en ce qui concerne les points essentiels. Les questions de tarifs se trouvant difficiles à résoudre, on fut obligé de se borner à quelques concessions réciproques sur un petit nombre d'articles spéciaux. Le traité a été signé le 22 mars 1894.

Quant à la Suède, les pourparlers n'ont porté jusqu'ici que sur des questions de nature générale. Les droits de douane de ce pays sont encore exclusivement perçus d'après le tarif général, très élevé dans quelques-unes de ses parties. En outre, les fortes taxes de patentes (100 couronnes par mois) que l'on exige en Suède des voyageurs de commerce sont un obstacle à l'établissement et au maintien de relations commerciales avec ce pays. Il n'a été jusqu'ici accordé à aucun pays de réduction sur ces taxes. De même, en ce qui concerne les droits de douane, la Suède ne s'est plus dessaisie de son autonomie depuis l'expiration du traité avec la France, qui a pris fin le 1<sup>er</sup> février 1892.

Par contre, la Norvège a conclu à peu près à la même époque que nous, avec l'Espagne, un traité à tarifs renfermant des concessions sur les fruits du Midi et des légumes secs contre des réductions sur les poissons et les produits de la pêche, le lait condensé, les clous, le bois et les pâtes ligneuses. La Norvège ne prélève aucune taxe sur les voyageurs de commerce.

*Portugal.* — Le ministre de Portugal à Berne nous a informés dans le courant de l'année que son gouvernement était disposé à conclure avec nous un nouveau traité de commerce. L'Union suisse du commerce et de l'industrie a entrepris une enquête sur les intérêts suisses à faire valoir en cette circonstance. Nous espérons pouvoir entamer et conduire à bonne fin les négociations en 1894.

En attendant, les produits portugais entrant en Suisse et les produits suisses entrant en Portugal sont soumis au tarif général. Le Portugal n'a conclu jusqu'ici un nouveau traité de commerce qu'avec l'Espagne ; mais les concessions qu'il renferme sont exclusivement des concessions de voisinage et par conséquent ne s'étendent pas aux autres pays. Dans le nouveau traité qu'elle a conclu soit avec la Suisse soit avec d'autres Etats, l'Espagne a inséré à ce sujet une réserve et il est à prévoir que le Portugal l'imitera.

*Grèce.* — Le gouvernement de ce pays a chargé son consul général à Genève de nous exprimer son désir de compléter par quelques dispositions de tarifs le traité de 1887 qui stipule le traitement de la nation la plus favorisée. La prospérité de ce pays dépend principalement de la production et de l'exportation de raisins de Corinthe, aussi le gouvernement demande-t-il une notable diminution du droit sur ces produits. Il serait disposé en revanche à abaisser les droits élevés qui frappent quelques-uns des articles d'exportation de notre agriculture et de nos industries.

Le droit qui à l'origine frappait les raisins secs à l'entrée dans notre pays a été abaissé de 7 à 3 fr. par 100 kg. dans notre traité avec l'Espagne de 1883 ; tant que ce traité a été en vigueur, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> février 1892, et sauf une courte interruption, ce droit réduit a aussi été appliqué aux raisins de Corinthe. Le tarif général de 1884 prévoyait pour les « raisins secs et de Corinthe » un droit de 12 fr., celui de 1887 un droit de 25 fr. pour les raisins de Corinthe, et le tarif général actuel, de 1891, fixe un droit de 20 fr. pour les « raisins secs pour la fabrication de vin ». Enfin, par arrêté du 23 septembre 1892, le Conseil fédéral a soumis en outre au paiement d'un droit de monopole de 4 fr. 20 par 100 kg. les raisins secs destinés à la fabrication du vin.

En évaluant les raisins de Corinthe au prix moyen de 40 fr., par 100 kilos, le droit de 20 francs actuellement exigé correspond au 50 0/0 de la valeur. Si l'on admet que 100 kilos. de raisins de Corinthe donnent 3 hectol. de vin de qualité ordinaire, le droit qui frappe les raisins de Corinthe s'élève à environ 6  $\frac{2}{3}$  francs par hectolitre de vin fabriqué, soit au 37 0/0 de la valeur que l'on peut estimer à environ 18 fr. par hectolitre. La France applique aux raisins de Corinthe le tarif minimum qui prévoit un droit de 15 fr., l'Allemagne et l'Italie les frappent seulement d'un droit de 10 fr. Ils doivent par contre acquitter un droit de 30 fr. à l'entrée en Autriche-Hongrie.

L'Union suisse de l'industrie et du commerce s'est prononcée dans le

courant de l'année en faveur du traité projeté. Les gouvernements cantonaux auxquels nous avons demandé de s'enquérir sur la production actuelle du vin de raisins secs et sur les autres intérêts qui peuvent être engagés dans cette question, se prononcent fort différemment les uns et les autres. Berne, Neuchâtel, les Grisons, Schaffhouse, Schwytz, Vaud, Valais et Zurich sont opposés au projet et cela moins par crainte de la concurrence que pourrait faire au vin du pays le vin de raisins de Corinthe, que parce qu'on a coutume d'introduire ce produit dans le commerce comme vin naturel et qu'il peut ainsi compromettre la réputation de ce dernier. Saint-Gall manifeste surtout des craintes au sujet de la production de cidre (vin de fruits). Uri, Unterwald-le Haut, Unterwald-le-Bas et Lucerne n'ont pas fait connaître leur opinion ; les gouvernements des douze autres cantons (Argovie, Appenzell Rh.-ext., Appenzell Rh.-int., Bâle-ville, Bâle-campagne, Fribourg, Genève, Glaris, Saint-Gall, Soleure, Tessin et Thurgovie) se prononcent en faveur d'une réduction du droit. La réponse du gouvernement de Bâle-ville reproduit à peu près la manière de voir de ces cantons. Ce gouvernement fait observer que le vin de raisins de Corinthe fait moins concurrence au vin du pays qu'aux vins importés d'Italie et d'Espagne. Sous le rapport de la qualité et du prix, ces vins se rapprochent en effet assez du vin de raisins de Corinthe. Quant aux vins du pays, la qualité en est tout autre et le prix beaucoup plus élevé, de sorte que la concurrence du vin de raisins de Corinthe n'est pas à redouter ; on pourrait craindre davantage celle des vins italiens, espagnols et roumains qui sont grevés d'un droit beaucoup moins élevé. Le vin de raisins secs n'étant guère consommé que par les classes pauvres, il serait regrettable que l'on restreignît la consommation de cette boisson qui est salubre. Ce serait du reste l'ouvrier pauvre qui subirait un préjudice et il ne serait pas équitable de porter à 24 1/2 francs (y compris la finance de monopole) le droit sur les raisins de Corinthe, alors que les bons raisins de Malaga ne paient que 3 francs.

Fribourg, Tessin et Thurgovie déclarent qu'une légère réduction du droit ne porterait aucun préjudice à leur viticulture.

Nous n'avons pris encore aucune décision sur la suite qu'il y aurait lieu de donner à cette affaire.

Nous ajouterons encore à titre de renseignements, que la Grèce a conclu des traités à tarifs avec l'empire allemand (1854) et la Grande-Bretagne (1890). Dans le premier de ces traités, le droit sur les raisins de Corinthe a été abaissé de 30 à 8 marks, dans le second de 7 à 2 schillings par 100 kilogr.

Dans notre message du 11 juin 1889 concernant la convention commerciale provisoire avec la Grèce et la motion Paschoud et consorts, nous avons constaté que ce ne serait qu'au moyen d'une loi fédérale sur le commerce des vins que l'on pourrait remédier à la concurrence déloyale dont se plaignent nos producteurs de vins et qui consistent à faire passer pour du vin naturel le vin de raisins de Corinthe. Nous constatons qu'il faudrait en même temps veiller à ce que l'on n'introduisit dans le commerce que sous leur vrai nom d'autres vins artificiels dont la concurrence pourrait porter à nos vins naturels un coup beaucoup plus grave. Il serait nécessaire de protéger aussi contre la concurrence déloyale une série de denrées alimentaires, comme par



exemple le beurre, dont les imitations ne peuvent en général, pas plus que le vin de raisins de Corinthe, être considérées comme nuisibles et peuvent être prohibées par des droits élevés. Une loi fédérale sur les denrées alimentaires est, vous le savez, actuellement en préparation ; elle renfermera naturellement des dispositions sur le commerce des vins, de sorte que le vœu formulé par les producteurs vinicoles ne tardera pas à être exaucé.

Les traités projetés avec le Mexique, la République argentine et d'autres Etats de l'Amérique du Sud, ainsi qu'avec l'Egypte et la Corée, et dont il a déjà été question à plusieurs reprises dans de précédents rapports, n'ont guère avancé. Rien ne presse, du reste, puisque nos ressortissants et nos produits sont en fait traités dans tous ces Etats comme ceux de la nation la plus favorisée. Cependant, nous ne perdrons pas de vue ces projets de conventions. Malheureusement la situation difficile et même peu stable de presque tous ces pays au point de vue politique et financier est un obstacle à une prompt solution.

Les projets de traités de commerce avec le Japon et la Turquie qui nous ont beaucoup occupés pendant plusieurs années, sont maintenant tout à fait à l'arrière-plan. Les anciens traités avec le Japon (taxation au 5 0/0) et la taxe turque provisoire de 8 0/0 de la valeur subsistent encore et nous n'avons aucun motif de désirer des modifications à cet état de choses, en somme favorable pour tous les intéressés et qui durera probablement longtemps encore.

2. La question de la ratification par les Cortès de notre traité de commerce conclu avec l'Espagne en 1892 et de son entrée en vigueur, nous a donné, pendant cette année, beaucoup de souci. Vous aviez ratifié ce traité dans votre session de décembre 1892. Un changement de ministère et la dissolution des Cortès qui s'ensuivit, empêchèrent que le traité ne fût ratifié en même temps par l'Espagne. On espérait que cette ratification interviendrait lors de la première réunion du Parlement, au printemps de 1893, mais de nouvelles difficultés firent renvoyer l'affaire à l'été. Les négociations commerciales avec d'autres Etats, l'Allemagne, l'Angleterre, la France, etc., ne faisant aucun progrès satisfaisant, le gouvernement espagnol différa encore de soumettre le traité aux Cortès. Enfin, sur de nouvelles représentations de notre part, la Chambre le discuta et l'approuva le 26 juin 1893. L'examen par le Sénat amena de nouveaux retards, bien que sa commission se fût prononcée en faveur du traité ; on en vint même à douter que la votation eût lieu avant la prorogation de cette assemblée et dans ce cas-là l'entrée en vigueur du traité pendant une longue période remise en question. C'est pourquoi nous mîmes tout en œuvre pour exposer au gouvernement espagnol la gravité de la situation et lui faire comprendre que malgré tous nos égards pour la position délicate dans laquelle il se trouvait, il ne nous serait pas possible de nous accommoder d'un régime provisoire présentant sous certains rapports beaucoup d'analogie avec celui qui avait précédé notre guerre de tarifs avec la France. Nous insistâmes sur le fait que notre exportation en Espagne se trouvait entravée par le tarif

minimum agissant comme un tarif prohibitif, tandis que l'exportation espagnole en Suisse retirait des avantages considérables de notre tarif conventionnel et de notre guerre douanière avec la France. Notre importation de vin d'Espagne avait déjà atteint vers le milieu de l'année le chiffre de l'importation totale de l'année précédente (166,500 hectolitres), d'une valeur approximative de 6 millions de francs.

Enfin, en nous déclarant disposés à renvoyer jusqu'en août l'échange des ratifications et l'entrée en vigueur du traité, nous obtinmes que le Sénat discutât et le ratifiât immédiatement avant sa prorogation. Le gouvernement espagnol espérait pouvoir jusque-là s'entendre avec les autres Etats. Mais même après l'expiration de ce terme nous fûmes encore déçus dans notre attente. On nous demanda de prolonger le délai jusqu'au nouvel-an. Nous n'aurions pu y consentir si le gouvernement espagnol ne s'était pas déclaré prêt à procéder immédiatement à l'échange des ratifications et à fixer au moyen d'un protocole l'entrée en vigueur du traité au 1<sup>er</sup> janvier 1894. Le traité est effectivement entré en vigueur à cette date en même temps que les autres traités de l'Espagne avec le Portugal, la Hollande, la Suède et la Norvège.

Au moment de l'impression de ce rapport (fin mars), il règne encore de l'incertitude sur la manière en laquelle l'Espagne arrivera à régler ses relations commerciales avec les autres Etats. Elle a conclu avec la France, pour l'année 1894, un arrangement provisoire sur le pied de la nation la plus favorisée. Un arrangement semblable était déjà intervenu avec l'Angleterre le 18 juillet 1893. Il doit durer jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 1894. Le gouvernement espagnol a conclu le 8 août 1893 avec l'Allemagne un traité de commerce renfermant de nombreuses concessions dont une partie, celles sur les machines, les tissus de coton imprimés et la bonneterie, ont pour nous une grande valeur; mais les événements politiques qui ont retardé la réunion du Parlement ont également retardé la ratification de ce traité par les Cortès, et le régime provisoire de la nation la plus favorisée a été dernièrement prolongé jusqu'au 15 mai 1894. Les traités de commerce conclus avec l'Italie et l'Autriche-Hongrie ne sont pas encore ratifiés non plus, mais ils ont moins d'importance pour nous.

De même qu'en Italie, le cours du change est malheureusement défavorable en Espagne, ce qui entrave l'écoulement de marchandises dans ce pays et empêche de profiter des avantages que l'on pourrait recueillir des nouveaux traités.

3. Le rejet par la Chambre des députés de l'arrangement commercial que nous avons conclu au courant de l'été 1892 avec le gouvernement français, a eu pour conséquence inévitable la rupture douanière avec la France survenue au commencement de l'année passée. L'influence paralysante exercée sur notre commerce et nos industries par le tarif minimum français nous avait forcés d'élever en partie les droits du tarif général pour les produits français, afin d'établir un certain équilibre entre les conditions de l'importation dans les deux pays. La France frappa alors nos produits des taxes du tarif maximum. Les mesures que nous avons prises sont exposées dans les messages qui vous ont été adressés le 13 mars et le 2 juin 1893.

Les effets de la guerre douanière se font remarquer déjà en partie

dans les chiffres généraux de notre mouvement des marchandises. D'après la statistique suisse, notre exportation en France accuse pour ces dernières années les chiffres suivants :

1890 (ancien tarif conventionnel), 124 millions de francs.

1891 (ancien tarif conventionnel), 125 millions.

1892 (nouveau tarif minimum à partir du 1<sup>er</sup> février), 103 millions.

1893 (tarif maximum depuis le 1<sup>er</sup> janvier), 75 millions.

Notre exportation en France a donc diminué de 49 millions de francs, si nous la comparons à celle de l'année 1890 qu'on peut envisager encore comme une année normale.

L'importation de France en Suisse a été la suivante pendant la même période :

1890 (ancien tarif conventionnel), 226 millions de francs.

1891 (ancien tarif conventionnel), 214 millions.

1892 (traitement de la nation la plus favorisée depuis le 1<sup>er</sup> février), 179 millions.

Les chiffres de l'importation de France, en 1893, qui, ensuite de l'application des droits différentiels, sont certainement de beaucoup inférieurs à ceux de 1892, n'étaient pas encore fixés au moment de l'impression du présent rapport. D'après la statistique française, cette importation a été en 1893 de 93 millions moins forte qu'en 1890 (1893 : 150 millions ; 1890 : 243 millions).

Ces chiffres ne doivent évidemment pas être envisagés comme l'expression exacte des conséquences de la guerre douanière. Pour ceux de 1892 et 1893, la méthode consistant à distinguer les marchandises de commission ou de transit par la recherche plus exacte du pays d'origine et de destination, a joué un rôle important.

Mais la guerre douanière n'en a pas moins beaucoup contribué à la diminution des échanges et il est à prévoir que cette réduction s'accroîtra encore. La diminution du trafic entre la France et l'Italie, par exemple, ne s'est affirmée d'une manière complète que plusieurs années après la rupture douanière intervenue entre ces deux pays le 1<sup>er</sup> mars 1888. L'importation italienne en France est tombée de 308 millions qu'elle était en 1887, à 122 millions en 1890. La France qui, en 1887, soit immédiatement avant la rupture, a exporté encore pour 192 millions de produits en Italie, a vu descendre ce chiffre en 1893 à 123 millions.

Loin de s'atténuer, les tendances protectionnistes qui ont amené la situation actuelle se sont plutôt accentuées en France au courant de l'année dernière. Elles se sont en particulier manifestées dans les élections de la Chambre des députés et ont récemment conduit à une nouvelle majoration des droits sur les blés, les farines, le pain, les pâtes et plusieurs autres articles. On peut conclure de ces faits avec une certitude presque absolue que les Chambres françaises auraient rejeté l'arrangement commercial conclu entre les deux gouvernements, alors même que nous aurions consenti à différer la question de quelques mois et à appliquer au-delà de l'année 1892, aux produits français, le traitement de la nation la plus favorisée, auquel nous les avons soumis dans l'espoir d'une entente. Nous nous serions trouvés en fin de compte devant la même alternative d'accepter le tarif minimum ou de majorer notre tarif pour les produits français.



En attendant, les conséquences de cette rupture ont démontré le peu de fondement des allégations des protectionnistes français qui prétendaient que le nouveau tarif améliorerait la balance du commerce et augmenterait les salaires ainsi que les recettes du fisc. Elles ont, au contraire, fourni des arguments décisifs aux partisans d'une politique commerciale plus libérale. Il est dès lors permis d'espérer que cette conviction de l'influence néfaste de l'isolement commercial, pénétrera peu à peu dans les diverses couches de la population française et que la situation actuelle pourra prendre fin après avoir fourni une fois de plus la preuve du préjudice que causent de semblables guerres de tarifs.

La résignation calme et courageuse avec laquelle notre peuple a supporté dès le commencement les conséquences souvent déplorables que la rupture a entraînées pour les différentes parties de notre pays, a permis au Conseil fédéral d'étudier avec la tranquillité et la fermeté désirables, comme aussi dans un esprit de conciliation, les mesures qu'il était indispensable de prendre pour régler provisoirement celles des relations commerciales qui, en dépit de toutes les difficultés, se sont maintenues entre la Suisse et la France. L'attitude du gouvernement français a fait constater qu'il s'efforçait, comme nous-mêmes, de restreindre autant que possible les effets de la rupture au mouvement des marchandises et d'éviter tout procédé vexatoire, afin de prévenir la naissance de sentiments d'animosité entre les populations.

C'est dans cet esprit de modération que les deux pays ont pris, dans la première moitié de l'année, diverses dispositions dont voici les plus essentielles :

1. Franchise du trafic de marché et application du tarif conventionnel, c'est-à-dire du traitement de la nation la plus favorisée, à un certain nombre des produits les plus importants des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex. Un arrêté conçu dans ce sens a été ratifié par vous au vu de notre message du 2 juin.

2. Promesse donnée par le gouvernement français de mettre les Suisses domiciliés dans les zones au bénéfice des mêmes faveurs qui sont accordées au nationaux français pour l'importation de leurs produits sur le territoire douanier de la France (1).

3. Maintien de la réciprocité de traitement sur le pied de la nation la plus favorisée des marchandises de transit et d'entrepôt (voir nos messages du 13 mars et du 2 juin).

(1) La note y relative à la teneur suivante :

« *Le Ministre des Affaires étrangères, à M. le Ministre de Suisse, à Paris.*

« Paris, le 14 mai 1893.

« Monsieur le Ministre,

« Vous m'avez fait l'honneur de me communiquer le texte d'un arrêté pris par le Conseil fédéral, à la date du 9 de ce mois, en faveur des produits des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex, destinés à être importés en Suisse, cette mesure ayant été prise par le Gouvernement fédéral à titre de décision intérieure.

« J'ai l'honneur de vous faire savoir que, également par mesure d'ordre intérieur, le Gouvernement français a décidé d'assimiler les Suisses établis dans les zones franches à ses propres nationaux en ce qui concerne l'importation sur le territoire douanier de la France des produits provenant des zones.

« Dans notre intention, les dispositions résultant de la présente lettre entreraient en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> juin.

« Agréé, etc. »

(Signé) : Jules DEVELLE.

4. Rétablissement de l'ancien régime appliqué aux voyageurs de commerce. D'après la loi fédérale sur les taxes de patente, les voyageurs étrangers ne jouissent du traitement national que s'il existe à ce sujet une entente avec l'Etat dont ils sont ressortissants. Comme à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1893, nous n'avions plus avec la France de stipulations de ce genre, les voyageurs français ont dû acquitter, depuis cette date, les taxes spéciales prévues par la loi. Conformément à une loi française, nos voyageurs ont dès lors été soumis en France aux mêmes taxes. Mais on se rendit compte bientôt que cette extension de la guerre douanière aux voyageurs de commerce conduirait peu à peu à un refroidissement entre les deux peuples, conséquence qu'aucun des gouvernements n'avait l'intention de provoquer.

Ensuite de diverses manifestations qui se produisirent parmi nos commerçants et d'accord avec vos commissions douanières, nous avons procédé avec le gouvernement français, qui s'y était déjà déclaré favorable en principe, à un échange de notes rétablissant le régime en vigueur antérieurement (1).

(1) Ces notes sont conçues en ces termes :

### 1. Note suisse du 26 juin 1893.

*La légation de Suisse en France au Ministère des Affaires étrangères.*

Paris, le 26 juin 1893.

Monsieur le Ministre,

Votre Excellence m'a fait l'honneur de me signaler verbalement, au commencement du mois d'avril, l'intérêt qui s'attachait à améliorer la situation résultant pour les voyageurs de commerce français de l'application de la loi fédérale du 24 juin 1892.

Je n'ai pas manqué d'attirer l'attention du Conseil fédéral sur les communications de Votre Excellence et je suis en mesure, Monsieur le Ministre, de vous faire savoir qu'après examen de la question, le Gouvernement fédéral est prêt à appliquer, dès le 1<sup>er</sup> juillet, aux voyageurs de commerce voyageant en Suisse pour le compte d'une maison française, le traitement auquel la loi fédérale du 24 juin 1892 soumet les voyageurs de commerce voyageant en Suisse pour le compte d'une maison suisse.

Votre Excellence m'obligerait en me faisant savoir si le Gouvernement fédéral peut être assuré qu'à la même date ledit régime de la loi suisse du 24 juin 1892 serait appliqué par réciprocité aux voyageurs de commerce voyageant en France pour le compte d'une maison suisse.

Dans l'attente de recevoir l'adhésion du Gouvernement de la République, je saisis cette occasion pour vous renouveler, etc.

(Signé) : LARDY.

### 2. Note française du 27 juin 1893.

*Le Ministre des Affaires étrangères de France, au Ministre de Suisse, à Paris.*

Paris, le 27 juin 1893.

Monsieur le Ministre,

En vous remerciant de votre communication du 26 de ce mois, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de la République, conformément à la loi du 15 juillet 1880, adhère volontiers à la combinaison consistant à appliquer le régime auquel les voyageurs de commerce voyageant en Suisse pour le compte d'une maison suisse sont soumis par la loi fédérale du 24 juin 1892, d'une part aux voyageurs de commerce voyageant en France pour le compte d'une maison suisse, et d'autre part, aux voyageurs de commerce voyageant en Suisse pour le compte d'une maison française.

Il est d'ailleurs entendu que ces dispositions entreront en vigueur, de part et d'autre, au 1<sup>er</sup> juillet.

Agréez, etc.

(Signé) : DEVELLE.

Les mesures que nous venons d'énumérer ont réglé nos relations avec la France d'une manière qui nous permet d'attendre le retour dans ce pays de dispositions plus favorables aux traités de commerce. Il faut faire une exception toutefois à l'égard des rapports entre le canton de Genève et les zones franches de Gex et de la Haute-Savoie. Diverses circonstances ont créé dans ces territoires un mécontentement qui a donné lieu récemment à des délégations auprès du Conseil fédéral et à des pétitions adressées à cette autorité. Les pétitionnaires réclament en somme, d'une part, le rétablissement des conditions d'exportation qui existaient en Suisse avant la rupture, pour les produits des zones et, d'autre part, la modification du système actuel de contrôle.

En fait, ce régime antérieur a été rétabli en grande partie par notre arrêté du 9 mai 1893, qui tenait compte de la situation exceptionnelle existant entre Genève et les zones. Vous avez sanctionné cet arrêté dans votre session de juin. Les produits importants des zones qui n'y figurent pas sont seulement les œufs, la volaille, le beurre, le fromage et la viande fraîche.

Ce sont en particulier des motifs de police sanitaire qui ont provoqué l'application du droit différentiel à la viande et le maintien de ce droit. Quant aux trois autres produits, il n'ont pas été mis pour le moment au bénéfice des droits conventionnels par des motifs tirés des intérêts de notre agriculture.

En ce qui concerne le système de contrôle dont la modification est désirée par les intéressés, nous ferons remarquer que les facilités accordées par notre arrêté du 9 mai n'ont pas eu leur plein effet en raison d'une répartition défectueuse des bons d'importation par les organes de l'administration française. Depuis la rupture de nos relations commerciales, les produits provenant du territoire douanier de la France sont soumis à des droits plus élevés : il a donc été nécessaire, afin d'éviter des abus, de limiter à certaines quantités déterminées l'importation en Suisse au taux réduit. Le chiffre maximum a été calculé pour chaque article d'après l'importation moyenne des années 1890 à 1892. C'est pour exercer un contrôle sur ce commerce que les bons en question ont été institués et remis à la préfecture d'Annecy et à la sous-préfecture de Gex pour être délivrés aux intéressés dans les zones.

Notre administration des douanes a admis ce système parce qu'il nous offrait à nous-mêmes, aussi bien qu'aux habitants de la zone, le plus de garanties contre l'introduction abusive de marchandises du territoire douanier français, à la condition cependant que la distribution des bons par l'administration française fût opérée d'une manière régulière. Or, l'année passée, les bons pour le vin et le bétail, etc., ont été répartis par la préfecture d'Annecy et la sous-préfecture de Gex également et indistinctement entre toutes les communes et entre tous les ressortissants des zones, sans tenir compte des besoins réels. Les personnes qui en possédaient et qui n'avaient rien à exporter en Suisse, les vendirent à ceux qui en manquaient. Les bons n'ont donc pas été seulement distribués sans équité aux habitants des zones, mais ils ont pu tomber dans les mains d'exportateurs domiciliés sur le territoire douanier de la France et ont permis ainsi à ces derniers de faire concurrence aux zones pour l'approvisionnement de la Suisse, tout en éludant en partie l'application des taux de notre tarif différentiel.



Nous avons attiré l'attention du gouvernement français sur les conséquences fâcheuses de ce mode de procéder et sur la nécessité de le modifier. Lorsqu'à la fin de l'année passée, il s'est agi de la remise des bons pour 1894 à la préfecture d'Annecy, le gouvernement français nous a assurés que leur délivrance n'aurait lieu qu'au fur et à mesure des besoins, à démontrer dans chaque cas, et que du reste il allait entreprendre lui-même une enquête afin d'arriver à un meilleur système de répartition.

Malgré cela, les habitants des zones insistent pour que le contrôle sur les produits jouissant des droits conventionnels soit exercé au moyen de certificats d'origine et sans limitation des quantités importées. Le motif de ces demandes doit être cherché principalement dans le fait qu'en suite de la récolte extraordinairement abondante de l'année dernière, le crédit de 4.000 hectolitres de vin, accordé à la zone de la Haute-Savoie, celui de 2.000 consenti en faveur du pays de Gex, auxquels il faut ajouter les 10.000 hectolitres qui, d'après la Convention de 1881 réglant les rapports entre le canton de Genève et la Haute-Savoie, peuvent être introduits en franchise, ont été insuffisants. Ces crédits avaient été calculés sur l'importation moyenne des trois dernières années. Afin d'assurer au contrôle une valeur aussi grande que possible, on a proposé entre autres moyens l'érection d'un consulat suisse dans les zones, qui délivrerait les certificats d'origine en se basant sur les déclarations officielles qui sont faites chaque année par les propriétaires de biens-fonds (déclarations fondamentales).

Le Conseil fédéral ne s'est pas encore occupé d'une manière détaillée de cette proposition.

De notre côté, nous avons toujours à opposer diverses réclamations relatives au traitement auquel sont soumis les produits de Suisses établis dans les zones, à leur importation sur le territoire douanier français. Nous avons reproduit ci-dessus le texte de la note du ministre français des Affaires étrangères, du 14 mai 1893, d'après laquelle lesdits produits doivent être soumis au même régime que ceux des ressortissants français. Les concessions accordées par la France pour les produits industriels ne s'appliquent qu'à ceux provenant de fabriques fondées avant l'annexion de la Savoie à la France. Il en est donc de même, en vertu de la note mentionnée, pour les articles fabriqués par des Suisses domiciliés en zone. Il y a accord sur ce point. Par contre, il y a divergence d'opinion sur la question de savoir si le fromage doit être envisagé comme un produit agricole ou comme un produit industriel.

Cette affaire est encore pendante.

4. Divers Etats ont conclu, au cours de l'année 1893, des traités de commerce dont quelques-uns sont déjà entrés en vigueur et qui ne sont pas dépourvus de tout intérêt pour nous.

En première ligne, nous mentionnerons les traités avec tarifs conclus par la Russie, le 17 juin 1893, avec la France, et le 19 février 1894, avec l'Allemagne. Nous voyons dans ces conventions, en dehors même de leur importance politique générale, un événement commercial digne de remarque, la Russie s'étant ainsi départie de son autonomie traditionnelle en matière douanière. Ce qui, pour nous, a le plus d'importance pratique dans ces deux traités, ce sont les nombreuses, quoiqu'insuffisantes réductions de tarifs à l'entrée en Russie ; en échange, l'Allema-

gne n'accorde en effet à sa voisine que de lier ses droits conventionnels et quelques-uns des droits de son tarif général pour des articles essentiellement russes, et la France une simple réduction des droits qu'elle perçoit sur les pétroles. Les concessions faites à la France sont appliquées depuis le 11 juillet 1893 et concernent, entre autres articles, les fromages, le lait condensé, le chocolat, les conserves, les produits chimiques et pharmaceutiques, les machines, les instruments, les boîtes à musique, certains tissus de laine, la bonneterie, les broderies de soie, etc. Les diminutions accordées à l'Allemagne prennent date au 20 mars 1894 ; nous mentionnons principalement celles sur les broderies de tulle, les rideaux brodés, les machines, les courroies de transmission, les objets de fer et d'acier, les câbles électriques, les boîtes à musique, l'or ouvré, les sculptures sur bois, les couleurs, les oléographies et chromolithographies, les tissus de lin, les étoffes mi-soie et mi-laine et la bonneterie.

Nous avons dit déjà que le traité germano-roumain, du 21 octobre 1893, stipulait certaines réductions à l'entrée en Roumanie, réductions qui, à la vérité, n'offrent pour nous que peu d'intérêt.

Les traités que l'Espagne a conclus ou est en voie de conclure avec différents Etats, notamment avec l'Allemagne, s'ils sont ratifiés, pourront en revanche nous être de quelque utilité.

5. Les modifications à leurs tarifs autonomes que les Etats-Unis ont introduites en 1893 ont pour la Suisse un même intérêt que les traités de commerce passés par la Russie. Depuis l'année 1857, où la République américaine avait considérablement réduit ses droits d'importation, ceux-ci n'ont pas cessé d'être augmentés sur la plupart de nos articles d'exportation ; les exceptions sont peu nombreuses, en effet, et parmi elles, nous ne mentionnerons que les fromages ; les dernières exigences des protectionnistes ont eu, comme on sait, pour résultat le fameux bill Mac-Kinley, inauguré en 1890.

La revision des tarifs a commencé en novembre 1893. Le Comité « of ways and means » de la Chambre des Représentants avait rédigé un projet comportant des réductions importantes sur les tarifs en vigueur, et cela pour la plupart des articles d'importation ; ce projet fut toutefois remanié par le président du Comité précité, M. Wilson, et fut présenté à la Chambre sous forme de proposition individuelle. La nouvelle rédaction, qui d'ailleurs ne diffère que peu de la première en ce qui concerne nos principaux articles d'exportation, fut énergiquement combattue par le parti républicain, en son entier protectionniste ; elle fut cependant, après de nombreuses modifications, acceptée par la Chambre des Représentants, le 1<sup>er</sup> février 1894. Le projet attend encore la ratification du Sénat et, si elle a lieu, il entrera en vigueur vers le milieu de l'année 1894. Ce projet prévoit, entre autres, des réductions sur les fromages, le lait condensé, les tissus de coton, les tricots, les broderies, les lainages, les soieries, la bonneterie, les couleurs dérivées du goudron, les boîtes à musique, la bijouterie, les sculptures sur bois, les ouvrages en paille, etc.

S'il est vrai que notre commerce d'exportation n'ait pas à attendre de

ces réductions de tarif une très grande extension, on constate cependant qu'elles ont déjà eu moralement pour conséquence de ramener une certaine sécurité dans les relations commerciales et industrielles.

6. Les tableaux ci-après, ainsi que le tableau graphique annexé, donnent un résumé de nos traités de commerce et de notre trafic commercial avec les divers Etats.

### Traités de commerce suisses en vigueur au 31 mars 1894.

Allemagne. — Date de la conclusion : 10 décembre 1891. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> février 1892. — Durée : 31 décembre 1903. — Publication : R. o., n. s. XII. 482.

Autriche-Hongrie. — Date de la conclusion : 10 décembre 1891. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> février 1892. — Durée : 31 décembre 1903. — Publication : R. o., n. s. XII, 564.

Belgique. — Date de la conclusion : 3 juillet 1889. — Date de l'entrée en vigueur : 29 décembre 1889. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XI. 317.

Bulgarie (1). — Date de la conclusion : 3 juillet 1889. — Date de l'entrée en vigueur : 29 décembre 1889. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XI. 317.

Congo (Etat du). — Date de la conclusion : 16 novembre 1889. — Date de l'entrée en vigueur : 14 avril 1890. — Durée : 10 ans après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XI. 395.

Danemark. — Date de la conclusion : 10 février 1875. — Date de l'entrée en vigueur : 10 juillet 1875. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. I. 612.

Equateur. — Date de la conclusion : 22 juin 1888. — Date de l'entrée en vigueur : 21 octobre 1889. — Durée : 10 ans. — Publication : R. o., n. s. XI. 195.

Espagne. — Date de la conclusion : 13 juillet 1892. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> janvier 1894. — Durée : 31 décembre 1897. — Publication : R. o., n. s. XIV. 1.

Etats-Unis d'Amérique. — Date de la conclusion : 25 novembre 1850. — Date de l'entrée en vigueur : 8 novembre 1855. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. V. 189.

France. — Rapports de voisinage et surveillance des frontières limitrophes. — Date de la conclusion : 23 février 1882. — Date de l'entrée en vigueur : 16 mai 1882. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. VI. 413.

Genève et zone franche. — Date de la conclusion : 14 juin 1881. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> janvier 1883. — Durée : 30 ans. — Publication : R. o., a. n. s. VI. 455.

Grande-Bretagne. — Date de la conclusion : 6 septembre 1855. — Date de l'entrée en vigueur : 6 mars 1856. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. V. 255.

Grèce. — Date de la conclusion : 10 juin 1887. — Date de l'entrée en vigueur : 10 juin 1887. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XI. 327.

Iles Hawaï (Sandwich). — Date de la conclusion : 20 juillet 1864. — Date de l'entrée en vigueur : 26 février 1869. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. IX. 464.

Italie. — Date de la conclusion : 19 avril 1892. — Date de l'entrée en

(1) Il résulte d'un échange de notes intervenu entre le représentant de la France à Sofia et le Gouvernement bulgare, le 9 octobre 1890, que le traitement sur le pied de la nation la plus favorisée (taxation à 8 1/2 0/0 de la valeur) est assuré à la France et à la Suisse.



vigueur : 19 juin 1892 (1). — Durée : 1<sup>er</sup> janvier 1898 (2). — Publication : R. o., n. s. XII. 787.

Japon. — Date de la conclusion : 6 février 1864. — Date de l'entrée en vigueur : 6 février 1864. — Durée : Depuis longtemps soumis à une révision. — Publication : R. o., a. s. VIII. 618.

Convention additionnelle. — Date de la conclusion : 26 avril 1867. — Date de l'entrée en vigueur : 26 avril 1867. — Durée : Depuis longtemps soumis à une révision. — Publication : R. o., a. s. IX. 55.

Liechtenstein (traité avec l'Autriche-Hongrie). — Date de la conclusion : 10 décembre 1891. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> février 1892. — Durée : 31 décembre 1903. — Publication : R. o., n. s. XII. 535.

Norvège. — Date de la conclusion : 10 mars 1894. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> août 1894. — Durée : 31 décembre 1903. — Publication : F. o., d. c., 1894, n° 000.

Pays-Bas. — Date de la conclusion : 19 août 1875. — Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> octobre 1878. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. III. 495.

Perse. — Date de la conclusion : 23 juillet 1873. — Date de l'entrée en vigueur : 27 octobre 1874. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. I. 164.

Roumanie. — Date de la conclusion : 3 mars 1893. — Date de l'entrée en vigueur : 13 mai 1893. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. XIII. 428.

Russie. — Date de la conclusion : 26 décembre 1872. — Date de l'entrée en vigueur : 30 octobre 1873. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. XI. 379.

Salvador. — Date de la conclusion : 30 octobre 1883. — Date de l'entrée en vigueur : 7 février 1885. — Durée : 10 ans. — Publication : R. o., a. s. VII. 676.

Serbie. — Date de la conclusion : 10 juin 1880. — Date de l'entrée en vigueur : 10 juin 1880. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. V. 158.

Transvaal (république sud-africaine). — Date de la conclusion : 6 novembre 1885. — Date de l'entrée en vigueur : 18 novembre 1887. — Durée : 10 ans. — Publication : R. o., a. s. X. 248.

Turquie. — Le traité du 29 avril 1861, avec le tarif conventionnel, a expiré le 13 mars 1890. Il a été provisoirement remplacé par une déclaration de la Porte, en date du 22 mars 1890, d'après laquelle le commerce suisse en Turquie jouit du traitement de la nation la plus favorisée, moyennant réciprocité en Suisse pour le commerce ottoman.

Il faut attribuer la notable diminution que l'on a constatée depuis 1891 dans l'importation de certains pays en Suisse, de l'Allemagne en particulier, au fait que, grâce à l'ordonnance du 12 janvier 1892 concernant la statistique du commerce de la Suisse avec l'étranger, on connaît mieux les pays de provenance.

L'article de cette ordonnance auquel nous faisons allusion, est ainsi conçu :

« Est considéré comme pays de provenance, le pays dans lequel la « marchandise importée est produite ; comme pays de destination, celui « à la consommation duquel la marchandise exportée est destinée. Lors-

(1) Les droits du tarif B (droits à l'entrée en Italie), concernant les tissus de coton écrus et imprimés, ainsi que les broderies, dont l'application a été différée lors de la conclusion du traité, sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1893.

(2) Si le traité n'est pas dénoncé pour cette époque, il demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1903.

« que l'une ou l'autre de ces indications ne peut être donnée avec une certitude suffisante, on indiquera le pays connu le plus éloigné que la marchandise a traversé ou doit traverser, soit la place de commerce intermédiaire européenne, le lieu d'embarquement ou de débarquement le plus éloigné, avec la mention « transit » (par exemple Paris-transit, Havre-transit, Hambourg-transit, etc.) ».

Cette innovation rendra surtout des services importants dans les futures négociations relatives aux traités de commerce ; des renseignements statistiques aussi exacts que possible, sur le trafic commercial, sont de grande valeur dans de telles négociations. Il ressort entre autres de ce tableau :

1. Que jusqu'en 1892, 97 0/0 de notre commerce extérieur se faisait avec des pays avec lesquels nous avons conclu des traités de commerce, 50 0/0 en tout cas avec des pays ayant conclu avec nous des traités à tarifs. Depuis la rupture avec la France, ces proportions sont tombées à 80 0/0 et 39 0/0 ;

2. Que la plus grande partie de notre commerce, soit la 1/2 de notre exportation et les 3/4 de notre importation, se fait avec les quatre Etats voisins ;

3. Que nous écoulons seulement le 1/4 des marchandises que nous exportons, dans des Etats pratiquant la liberté du commerce, c'est-à-dire n'ayant pas de droits de douane ou n'ayant que des droits très peu élevés ; environ les 3/4 de notre exportation sont entravés par des droits de douane plus ou moins élevés.

## II. — CONTESTATIONS SURVENUES DANS LES RELATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES.

Des différends de nature diverse ayant trait soit aux taxes douanières, soit au trafic lui-même, ont occupé cette année notre division du commerce, ainsi que plusieurs de nos légations et consulats en pays étrangers. Nous ne pouvons parler ici de tous les cas particuliers et nous nous bornerons à donner un court aperçu des deux suivants qui offrent une réelle importance.

1. *Mode de paiement des droits d'entrée en Italie.* — Dans le traité de commerce conclu avec ce pays, il avait été établi, pour toute une série d'articles, un maximum des taxes d'importation qui ne devait pas être dépassé, tant que ce traité resterait en vigueur. Cette disposition implique évidemment l'idée que les parties contractantes ne peuvent prendre aucune détermination qui, directement ou indirectement, serait de nature à provoquer une surélévation de ces taxes : une interprétation contraire, en effet, laisserait le champ libre à l'arbitraire des parties qui pourraient, suivant leur fantaisie, rendre illusoire le but même du traité.

Une détermination de ce genre a cependant été prise, par le Gouvernement italien, sous forme de décret, le 8 novembre dernier. Lors de la conclusion du traité, les droits de douane pouvaient être acquittés par nos exportateurs non seulement en espèces métalliques, mais encore en papier d'Etat italien, papier compris dans le système monétaire de ce pays, attendu qu'il constitue un moyen légal de paiement et qu'il doit en tout temps être reçu comme tel, à sa valeur nominale, aussi bien par l'Etat que par les particuliers. Cette liberté dans le mode de paiement fut entendue lors de la conclusion du traité, bien que, à ce moment déjà,

le papier italien dût subir au change une perte de 2 à 3 0/0, et l'importateur pouvait, à cette époque, solder les droits en papier-monnaie sans aucune augmentation quelconque résultant de cette différence de change. C'est d'ailleurs sur cette base que furent fixés les différents droits conventionnels. Le décret italien constitue donc un désavantage pour notre commerce. En vertu de ce décret (1), le papier monnaie n'est plus accepté en paiement des droits que de la manière suivante : l'importateur les emploie pour l'achat d'un certificat de banque d'émission créé pour la circonstance, mais dans cette opération il doit supporter la perte au change. Cette perte s'est élevée successivement, depuis la conclusion du traité, jusqu'à 16 0/0. Ainsi, par exemple, pour acquitter un droit de 100 francs, l'importateur devait, à la fin de novembre dernier et s'il voulait à cet effet se servir de papier monnaie, payer 116 fr. ; en augmentant chaque taxe stipulée dans le traité du 16 0/0 de sa valeur, on n'obtiendrait pas d'autre résultat.

En octobre 1893, déjà lorsque le président du Conseil, M. Giolitti, dans un discours-programme, faisait allusion à cette mesure, nous avions fait remarquer au Gouvernement italien qu'elle serait en contradiction avec notre traité de commerce. Lorsque le décret fut rendu, nous avons adressé audit Gouvernement une nouvelle note exposant nos raisons d'une manière complète et, pour le cas où il ne voudrait pas s'y rendre et ordonnerait la mise à exécution du décret et son application aux taxes stipulées dans le traité, nous demandions que le différend fût réglé par la voie d'un arbitrage. L'art. 14 du traité prévoit cette procédure en cas de divergence d'opinions. Il est ainsi conçu :

« Les Hautes Parties contractantes conviennent de résoudre, le cas échéant, par voie d'arbitrage les questions concernant l'interprétation et l'application du présent traité qui ne pourraient pas être réglées à la satisfaction commune par la voie directe d'une négociation diplomatique. »

Cette disposition fut insérée dans le traité sur la proposition des négociateurs italiens.

Par sa réponse, le Gouvernement italien soutenait que le traité de commerce ne pouvait être ici en cause et qu'il s'agissait d'une question d'ordre purement intérieur qui, par sa nature, échappait à la discussion entre les deux pays, aussi bien qu'au règlement par voie d'arbitrage ; il ajoutait que la « lire » avait été désignée comme servant de base au

(1) En voici le texte :

Article premier. — A partir du jour qui suivra celui de la publication du présent décret, les droits d'entrée seront payés en valeur métallique, conformément aux dispositions de l'art. 47 de la loi du 7 avril 1881.

Art. 2. — Les instituts d'émission devront délivrer des certificats nominatifs qui serviront au paiement des droits d'entrée.

Ces certificats seront délivrés à toute réquisition contre le versement en billets de l'Etat ou des banques du montant dudit certificat augmenté du prix du change, réduit de 25 centimes par 100 francs.

Le prix du change à payer aux instituts d'émission correspondra à la moyenne des prix faits pour les chèques délivrés sur l'étranger dans les bourses de Rome, Gênes, Turin, Milan, Venise, Florence, Naples et Palerme, deux jours avant celui où les certificats seront délivrés.

Art. 3. — Les douanes accepteront ces certificats en paiement des droits d'entrée comme monnaie métallique.

Art. 4. — Un décret ministériel règlera les rapports entre le trésor de l'Etat et les instituts d'émission tels qu'ils résultent des dispositions de l'art. 2 du présent décret.



paiement de tous droits d'entrée en Italie, et que la lire est une monnaie métallique. Selon lui, encore, en l'absence d'une disposition formelle du traité, le tarif ne pouvait comprendre que la monnaie nationale, et le papier-monnaie ne saurait être regardé comme faisant partie intégrante du système monétaire italien.

Au moment de l'impression du présent rapport, nous attendons la résolution définitive du Gouvernement italien sur la proposition d'un arbitrage que nous avons formulée dans la pleine conviction de nos droits, par la raison qu'il ne peut dépendre du bon plaisir de l'un des Etats contractants de soustraire la solution d'un différend à la juridiction qui est prévue dans le traité de commerce, et que, si des doutes pouvaient s'élever sur la compétence de ce juge, ce qui n'est point le cas, ce serait justement à lui qu'incomberait la tâche de les éclaircir.

2. En vertu d'un principe de la législation française, principe inscrit aussi dans les législations d'autres pays et notamment dans la Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, aucune marchandise ne peut être désignée par le nom d'un pays ou d'une localité, si elle n'y a été effectivement fabriquée.

Cette disposition, prise trop à la lettre, a déterminé la saisie en France d'un envoi de rubans de soie portant une étiquette avec la mention « Faille française ». Cette expression cependant, ainsi que d'autres comme « Manchester », « cretonne », « crêpe anglais », « indienne », « gros de Tours », « suisses (camisoles) », etc., partout en usage, sont tombées dans le domaine public : elles figurent même dans les stipulations tarifaires des traités de commerce et il est depuis longtemps convenu dans le monde commercial qu'elles n'impliquent pas une idée de provenance. Les fabricants français font eux-mêmes usage de ces désignations en insérant, par exemple, dans leurs prospectus le terme de « crêpes anglais ». Les représentations que nous avons adressées à cette occasion ont eu pour résultat de faire lever la saisie : l'expéditeur de cette marchandise fut simplement invité à ajouter à l'avenir, sur ses étiquettes, la désignation du pays d'origine.

### III. — EXPOSITIONS INTERNATIONALES.

*a. Chicago. — 1. Section suisse.* — L'exposition de Chicago a eu lieu du 1<sup>er</sup> mai à la fin d'octobre 1893. Nous vous avons déjà donné dans notre dernier rapport de gestion quelques renseignements sur les préparatifs faits en vue d'y prendre part.

En somme, le succès de notre section, de l'avis général, a été considérable. L'emplacement très favorable qui lui a été assigné, grâce aux persévérants efforts de notre consul à Chicago, M. Holinger, et à la bienveillance du comité de l'exposition, ainsi que le bel effet produit par un grand choix de montres et par les sculptures sur bois, ont attiré d'emblée et pendant toute la durée de l'exposition la foule des visiteurs. Grâce à l'énergie de notre commissaire spécial, M. Perrenoud, la section suisse figurait au nombre des rares sections dont l'organisation était terminée le jour de l'ouverture de l'exposition et de la visite du président des Etats Unis.

Le résultat du jury doit être considéré comme satisfaisant et même comme très brillant en ce qui concerne les montres. Sur les 60 exposants environ de l'industrie horlogère et des branches connexes, un très

petit nombre seulement n'ont pas obtenu de primes ; il en est de même pour les exposants suisses de quelques autres branches d'industrie ; des 30 sculpteurs sur bois, deux tiers environ ont reçu des récompenses. S'ils n'en ont pas obtenu davantage, ils ne doivent l'attribuer qu'à eux-mêmes. Les sculpteurs sur bois ont conçu l'exposition par trop au point de vue américain, comme une « world's fair », une foiré universelle ; aussi, pour vendre le plus possible, ont-ils exposé à côté d'œuvres très bien réussies, une quantité d'objets bon marché dépourvus de toute valeur artistique, qui avaient été exclus par le jury de sélection ou même ne lui avaient pas été soumis. Il est vrai que, à ce que l'on rapporte, les sculpteurs sur bois ont fait de brillantes affaires à Chicago, plus brillantes peut-être que n'importe quel autre groupe du palais de l'industrie, mais au détriment de la juste appréciation de leur mérite artistique.

C'est avec beaucoup de peine et très tard seulement que l'on est parvenu à organiser le jury. Nous avions d'abord demandé pour l'industrie horlogère deux jurés et un suppléant, et un juré pour la sculpture sur bois ; les autorités de l'exposition nous avaient accordé cette représentation, en réservant toute décision quant à la question de système. Après avoir été invités officiellement à soumettre nos propositions pour la nomination de jurés, nous avons désigné les personnes que nous présentait les Comités intéressés, savoir pour l'horlogerie, M. le conseiller national Charles-Emile Tissot, au Locle, et M. G.-M. Rouge, président du Comité des exposants genevois, et pour les sculptures sur bois, M. Rodolphe Jager-Sheldon, à Brienz. Nous avons été malheureusement obligés plus tard de retirer cette dernière proposition.

Notre Département et nos Représentants à Washington et à Chicago ont dû faire de nombreuses démarches pour obtenir la confirmation définitive de nos jurés horlogers par les autorités de l'exposition. Enfin, devant les protestations de presque tous les commissaires étrangers, on abandonna partiellement le système projeté tout d'abord, qui consistait à n'avoir qu'un juge unique pour tout un groupe et faisait obstacle à notre double présentation, et MM. Tissot et Rouge purent être nommés définitivement par les autorités de l'exposition. Celles-ci choisirent un peu plus tard, de leur plein gré, M. Burger-Hofer, privat-docent à l'école polytechnique de Zurich, comme juré pour la section des arts graphiques, et M. le conseiller d'Etat Clerc, de Neuchâtel, comme juré pour l'anthropologie ; tous deux étaient des délégués subventionnés par la Confédération.

MM. Tissot, Rouge, Clerc et Burger-Hofer se sont acquittés de leur mission de la façon la plus honorable et ont rendu de grands services aux intérêts suisses engagés dans l'exposition.

L'administration de notre section suisse s'est heurtée à de nombreuses difficultés et a dû faire face à de nombreux incidents désagréables. M. Perrenoud, commissaire spécial, s'est rendu à Chicago vers le milieu de mars. Malheureusement, sa santé ébranlée par les fatigues et les contrariétés qu'avaient suscitées les travaux préparatoires en Suisse, l'a obligé à retourner en Suisse avant la clôture de l'exposition. Il remit la section en bon ordre à M. le consul Holinger, qui l'a dirigée prudemment et consciencieusement jusqu'au bout.

(A suivre.)

## QUATRIÈME PARTIE

---

### CHRONIQUE

---

#### AUTRICHE-HONGRIE.

Dans la séance de la Chambre hongroise des députés du 10 avril, avant le passage à l'ordre du jour, MM. Baba et Horanzky proposent à l'Assemblée d'exprimer ses sentiments de reconnaissance et de respect pour le ch. vale-resque roi d'Italie et de remercier la nation italienne de la sympathie qu'elle a témoignée à la Hongrie à l'occasion de la mort de Kossuth.

Le président du conseil adhère à cette proposition et déclare, au milieu des applaudissements de toute l'Assemblée, que l'échange de témoignages de sympathie qui a lieu entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie est un heureux symptôme, qui prouve que l'amitié qui unit les deux souverains unit aussi les deux peuples.

Répondant à M. Helfy, qui blâme le gouvernement de ne pas s'être fait représenter aux obsèques de Kossuth et qui reproche à quelques ministres d'avoir blessé par leurs ordonnances les sentiments de la nation hongroise, le président du conseil déclare que le cabinet a agi avec unanimité. Il ajoute qu'il refuse de prendre part à la discussion que l'on veut soulever pour savoir si le gouvernement a agi librement ou sous une influence étrangère.

Il termine en disant que le gouvernement assume toute la responsabilité de sa conduite et que, si l'opposition veut provoquer tous les jours des débats sur le sujet en question, le cabinet ne s'inclinera pas devant cette espèce de terrorisme.

Après quelques paroles du ministre de la justice, qui repousse le reproche d'après lequel le gouvernement aurait agi illégalement, la Chambre passe à l'ordre du jour.

— Une convention commerciale a été conclue avec la Russie le 18 mai. Dans la séance de la Chambre des députés de Vienne, du 19 mai, au cours de la discussion du budget du ministère du commerce, le ministre, M de Wurmbrand, annonce que, dans le traité de commerce qui vient d'être conclu avec la Russie sur le pied de la nation la plus favorisée, le gouvernement s'est uniquement inspiré de l'idée d'assurer à la monarchie des avantages économiques d'une certaine durée. Le ministre ajoute qu'aucun des traités de commerce conclus avec les gouvernements étrangers n'accuse un échec pour l'Autriche-Hongrie, car l'importation italienne n'a pas augmenté, tandis que l'exportation des vins d'Autriche-Hongrie en Italie s'est accrue.

Parlant de la clause relative aux droits sur les vins, le ministre fait observer que les certificats d'origine délivrés par les autorités italiennes le sont parfois en blanc, ce qui permet d'importer en Autriche des vins de toute provenance. Le ministre a vivement insisté auprès de son collègue des affaires étrangères pour faire remédier à ces abus.

Pour ce qui est de la question des droits sur les vins par rapport à la



France, le ministre déclare qu'il ne peut se prononcer aujourd'hui, mais il peut d'ores et déjà donner aux viticulteurs l'assurance que l'Autriche ne concédera pas à la France les mêmes conditions douanières qu'à l'Italie, parce que la clause de la nation la plus favorisée n'est en aucune façon applicable à ce cas.

— La convention commerciale Austro-Russe a été définitivement approuvée par la Chambre des députés dans la séance du 30 mai.

Le comte Wurmbrand, ministre du commerce, a fait ressortir la grande importance du traité.

Si nous n'avions pas conclu le traité, dit le ministre, nous aurions non seulement subi un traitement différentiel vis-à-vis de l'Allemagne qui jouit du tarif conventionnel, mais nous aurions encore été soumis très probablement au tarif maximum russe. L'industrie autrichienne, qui a besoin de débouchés à l'Est, aurait été durement éprouvée. Les avantages que nous procure le traité avec la Russie sont tellement importants que la concession consentie par nous, à savoir la fixation des droits sur les blés, n'est pas d'un grand poids si on l'y compare.

C'est au gouvernement qu'il incombera de veiller à ce que les facilités consenties en ce qui concerne la réimportation des filés et des produits de meunerie n'aboutissent pas à des abus. Il devra de même veiller à ce que les dispositions relatives aux rapports des zones-frontières du côté de l'Italie et de la Serbie restent limitées à ces territoires. Le gouvernement austro-hongrois fera également valoir cette manière de voir vis-à-vis de la Russie.

Le traité avec la Russie clôt la série des traités conclus avec les grands Etats de l'Europe.

Le ministre fait ressortir ensuite la stabilité des conditions d'exportation qui sera la conséquence du traité et qui, étant donnés l'accroissement du commerce qui est à prévoir et la plus grande stabilité de l'étalon monétaire, pourra assurer le développement de l'industrie. Le gouvernement, dit l'orateur, s'efforcera de contribuer, par sa politique douanière, au développement de la situation économique.

Le traité a une haute importance politique. Il constate avec joie la bonne volonté dont le gouvernement russe a fait preuve lors de la conclusion du traité. Il est permis de supposer que la Russie a vu dans le traité un signe des rapports amicaux qui existent entre les deux pays. C'est là la plus sûre garantie d'un avenir pacifique, de la prospérité et du bien-être du peuple.

---

## BULGARIE

On vient de publier un volume statistique sur le mouvement de la population dans la Principauté pendant l'année 1890. Le premier recensement avait eu lieu en 1881. De 48,011 naissances constatées cette année-là, on arrive à 113,137 pour 1890. De 1887 à 1888, il y a eu un accroissement sensible (de 83,323 à 119,181) et diminution à porter de 1889.

---

## ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

**Arrangement conclu entre la Grande-Bretagne et Sa Majesté Léopold II, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, relativement aux sphères d'influence des deux Pays dans l'Afrique orientale et centrale, signé à Bruxelles le 12 mai 1894.**

Les Soussignés, M. van Eetvelde, Officier de l'Ordre de Léopold, Grand-Croix des Ordres du Portugal, de Saint-Grégoire le Grand et de

la Rédemption Africaine, Secrétaire d'Etat de l'Intérieur de l'Etat Indépendant du Congo, agissant au nom de l'Etat Indépendant du Congo,

Et l'Honorable Sir Francis Richard Plunkett, Chevalier Grand Croix de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique auprès du Roi des Belges, agissant au nom du Gouvernement britannique, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus comme suit :

Sa Majesté le Roi des Belges, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, ayant reconnu la sphère d'influence britannique, telle qu'elle est déterminée dans l'arrangement anglo-allemand du 1<sup>er</sup> juillet 1890, la Grande-Bretagne s'engage à donner à bail à Sa Majesté certains territoires situés dans le bassin Ouest du Nil, aux conditions spécifiées dans les articles suivants :

Article premier. — A. Il est convenu que la sphère d'influence de l'Etat Indépendant du Congo sera limitée au nord de la sphère allemande, dans l'Est Africain, par une frontière suivant le 30<sup>e</sup> méridien Est de Greenwich, jusqu'à son intersection avec la crête de partage des eaux du Nil et du Congo, et cette crête de partage dans la direction du Nord et du Nord-Ouest.

B. La frontière entre l'Etat Indépendant du Congo et la sphère britannique au nord du Zambèze suivra une ligne allant directement de l'extrémité du cap Akalunga, sur le lac Tanganika situé au point le plus septentrional de la baie de Cameron, par environ 8°15' latitude Sud, à la rive droite de la rivière Luapula, au point où cette rivière sort du lac Moëro. La ligne sera ensuite prolongée directement jusqu'à l'embouchure de cette rivière dans le lac ; toutefois, vers le sud du lac, elle déviara de façon à laisser l'île de Kilwa à la Grande-Bretagne. Puis elle suivra le « thalweg » de la Luapala jusqu'au point où cette rivière sort du lac Bangwelo. Elle suivra ensuite, dans la direction du Sud, le méridien de longitude passant par ce point jusqu'à la crête de partage du Congo et du Zambèze, puis cette crête de partage jusqu'à la frontière portugaise.

Art. 2. — La Grande-Bretagne donne à bail à Sa Majesté le Roi Léopold II, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo, les territoires ci-après déterminés pour être occupés et administrés par lui, aux conditions et pour la période de temps ci-après stipulées :

Ces territoires seront limités par une ligne partant d'un point situé à la rive occidentale du lac Albert, immédiatement au sud de Mahagi et allant jusqu'au point le plus rapproché de la frontière définie au paragraphe A de l'article précédent. Cette ligne suivra ensuite la crête de partage des eaux du Congo et du Nil jusqu'au 23<sup>e</sup> méridien Est de Greenwich et ce méridien jusqu'à son intersection avec le 10<sup>e</sup> parallèle Nord ; puis elle longera ce parallèle directement vers un point à déterminer au nord de Fachoda. Elle suivra ensuite le thalweg du Nil dans la direction du Sud jusqu'au lac Albert, et la rive occidentale de ce lac jusqu'au point indiqué ci-dessus au sud de Mahagi.

Ce bail restera en vigueur pendant la durée du règne de Sa Majesté Léopold II, Souverain de l'Etat Indépendant du Congo.

Toutefois, à l'expiration du règne de Sa Majesté, il restera en vigueur

de plein droit en ce qui concerne toute la partie des territoires mentionnés plus haut situés à l'ouest du 30° méridien Est de Greenwich, ainsi qu'une bande de 25 kilomètres d'étendue en largeur, à déterminer de commun accord, se prolongeant de la crête de partage des eaux du Nil et du Congo jusqu'à la zone occidentale du lac Albert, et comprenant le port de Mahagi.

Ce bail prolongé restera en vigueur aussi longtemps que les territoires du Congo resteront, comme Etat Indépendant, ou comme colonie belge, sous la souveraineté de Sa Majesté et des successeurs de Sa Majesté.

Pendant toute la durée du présent bail, il sera fait usage d'un pavillon spécial dans les territoires donnés à bail.

Art. 3. — L'Etat Indépendant du Congo donne à bail, à la Grande-Bretagne, pour être administrée quand elle l'occupera, sous les conditions et pour la période ci-après déterminées, une bande de terre d'une étendue de 25 kilomètres en largeur, se prolongeant du port le plus septentrional sur le lac Tanganika, lequel port est compris dans la bande, jusqu'au point le plus méridional du lac Albert-Edouard.

Ce bail aura la même durée que celui qui s'applique aux territoires situés à l'ouest du 30° méridien Est de Greenwich.

Art. 4. — Sa Majesté le Roi Léopold II, souverain de l'Etat Indépendant du Congo, reconnaît qu'il n'a et ne cherche à acquérir d'autres droits politiques dans les territoires qui lui sont cédés à bail dans le bassin du Nil qu'en conformité du présent arrangement.

De même, la Grande-Bretagne reconnaît qu'elle n'a et ne cherche à acquérir d'autres droits politiques, dans la bande de territoire qui lui est cédée à bail entre le lac Tanganika et le lac Albert-Edouard, qu'en conformité du présent arrangement.

Art. 5. — L'Etat Indépendant du Congo autorise la construction à travers ses territoires, par la Grande-Bretagne ou par une Compagnie dûment autorisée par le Gouvernement anglais, d'une ligne télégraphique reliant les territoires anglais de l'Afrique du Sud à la sphère d'influence anglaise au Nil. Le Gouvernement de l'Etat du Congo aura toutes facilités pour relier cette ligne à son propre système télégraphique.

Cette autorisation ne confère ni à la Grande-Bretagne, ni à aucune Compagnie, personne ou personnes, déléguées aux fins de construire la ligne télégraphique, aucuns droits de police ou d'administration dans le territoire de l'Etat du Congo.

Art. 6. — Dans les territoires donnés à bail par le présent arrangement, les nationaux de chacune des Parties contractantes jouiront réciproquement des droits et immunités des nationaux de l'autre Partie, et ne seront soumis à aucun traitement différentiel.

En foi de quoi, les Soussignés ont signé le présent arrangement et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double, à Bruxelles, ce douzième jour de mai 1894.

(s) Edm. VAN EETVELDE.

(s) Fr. PLUNKETT.

— Le *Livre Bleu*, qui donne le texte de la convention de Bruxelles, contient, en annexe, des documents dont l'importance n'échappera à personne.



Voici d'abord les deux lettres dans lesquelles les Parties contractantes rappellent, sans doute pour les mieux violer, les droits de l'Egypte sur les provinces du haut Nil, droits que l'Angleterre et l'Etat du Congo ramènent à de simples prétentions (claims).

**Sir F. Plunkett à M. van Eetvelde.**

Légation britannique, Bruxelles, 12 mai 1894.

M. le Secrétaire d'Etat, le comte de Kimberley, en m'autorisant à signer l'accord, daté de ce jour, pour la cession à bail de certains territoires situés dans la sphère d'influence britannique de l'Afrique orientale à Sa Majesté le Roi Léopold II, m'a chargé de mettre par écrit l'assurance que les signataires de l'accord n'ignorent pas les prétentions de la Turquie et de l'Egypte dans le bassin du haut Nil.

F.-R. PLUNKETT.

**M. van Eetvelde à sir F. Plunkett.**

Bruxelles, 12 mai 1894.

Monsieur,

En signant, au nom de Sa Majesté Léopold II, l'accord daté de ce jour pour la cession à bail de certains territoires situés dans la sphère d'influence britannique de l'Afrique orientale, je vous donne, à mon tour, l'assurance que les signataires de l'accord n'ignorent pas les prétentions de la Turquie et de l'Egypte dans le bassin du haut Nil.

Edm. VAN EETVELDE.

A la suite de ces deux documents, s'en trouvent deux autres relatifs au recrutement des troupes indigènes. M. Van Eetvelde déclare, dans le premier, que l'Etat du Congo autorisera, le cas échéant, les agents commissionnés du Gouvernement britannique à recruter des soldats dans la région comprise entre le 30<sup>e</sup> méridien et le lac Albert. Mais l'engagement pris par l'Etat du Congo n'a pas grande signification, étant donné le peu d'importance des territoires où ce recrutement pourrait s'effectuer. Il n'en est pas de même de l'engagement par lequel répond le Gouvernement anglais, et les termes dans lesquels est écrite la lettre du Ministre d'Angleterre, à Bruxelles, appellent toute l'attention du Gouvernement français :

**. Plunkett à M. van Eetvelde.**

Légation britannique, Bruxelles, 12 mai 1894.

Monsieur le Secrétaire d'Etat, conformément au désir que vous avez exprimé, j'ai à transmettre à Votre Excellence l'assurance, de la part du comte de Kimberley, que Sa Seigneurie est prête à recommander au Secrétaire d'Etat de Sa Majesté (britannique) pour les Colonies que des facilités soient données, dans la mesure du possible, pour l'enrôlement de recrues, dans des conditions convenables, dans les Colonies britanniques de la côte occidentale d'Afrique, en vue de faciliter l'occupation prompte et complète par Sa Majesté le Roi Léopold II des territoires situés dans le bassin occidental du Nil compris dans la cession à bail stipulée dans l'accord daté de ce jour.

F.-R. PLUNKETT.

## EGYPTE

Procès-verbal de la séance du Conseil législatif du samedi 14 Gamad-et-Tani 1311 (23 décembre 1893).

*Suite (1).*

## COMMISSION MUNICIPALE D'ALEXANDRIE

La création des municipalités dans les villes est d'une très grande utilité. Cette institution permet, en effet, aux habitants de s'occuper des besoins et améliorations de leurs villes. Elle les met à même d'examiner et de traiter leurs propres affaires par eux-mêmes, tout en établissant une répartition égale des taxes et impôts entre les particuliers.

Vous n'ignorez pas, Messieurs, que la ville d'Alexandrie est aujourd'hui le seul centre du commerce de toute l'Egypte. Elle est le trait d'union entre nous et l'Europe. Par sa position, elle contribue au développement du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, seuls facteurs de l'augmentation du bien-être et de la fortune publique. Grâce à cette position importante, la ville d'Alexandrie a toujours été le rendez-vous de tous les peuples d'Europe qui y accouraient pour s'y établir. Aussi cette ville est-elle aujourd'hui habitée par des milliers d'étrangers. Un nombre très considérable de familles européennes y établies depuis des générations et y possédant de très nombreux immeubles et de grandes propriétés seraient devenues, par leur naissance, de purs Egyptiens, si elles n'avaient conservé leur nationalité d'origine. C'est ainsi qu'au premier abord on serait tenté de prendre Alexandrie pour une ville d'Europe.

Ce mélange, cette union de races diverses, a certainement produit une communauté d'intérêts qui est la base de toute œuvre et le principal auxiliaire de la prospérité et du progrès. Il a eu pour effet non seulement d'établir cette communauté d'intérêts entre l'Indigène et l'Européen, mais aussi de procurer aux habitants, en général, de nombreux avantages moraux et matériels qui ont eu pour corollaire de les unir dans les mêmes idées, les mêmes sentiments et les mêmes aspirations en vue de l'intérêt public et de l'utilité générale de la ville. Tous ces avantages ne peuvent évidemment que nous réjouir.

Pour ces considérations, nous ne saurions, sans nul doute, comparer les autres villes de l'Egypte avec la ville importante d'Alexandrie, si supérieure aux autres à tous les points de vue.

Ceci établi, nous déclarons que l'existence de la Commission municipale d'Alexandrie est un des besoins et une des conditions essentiels du progrès de cette ville.

Quant aux lacunes ou défauts qui ont été constatées dans cette institution, elles sont de peu d'importance et il est facile d'y remédier. La création de la Municipalité est toute récente et vous n'ignorez pas que tout commencement est difficile. Aussi est-il rare de voir une institution nouvelle fonctionner régulièrement sans rencontrer au début quelques difficultés.

Eu égard à l'importance de cette Commission municipale, en raison des avantages que le Gouvernement Khédivial et les habitants d'Alexandrie en attendent pour cette ville, le Gouvernement déploie tous ses efforts pour faire disparaître tout obstacle de nature à arrêter la marche régulière de cette institution et pour en assurer le succès, afin qu'elle réponde au but visé.

En outre, l'expérience a démontré qu'il est nécessaire d'introduire certaines modifications dans la loi sur les élections municipales actuellement en vigueur, afin de donner plus d'extension aux droits d'élection tels qu'ils sont

(1) V. *A chives*, 1894, I, p 357.

actuellement déterminés. Cette question fera également l'objet de la sollicitude du Gouvernement, dont les décisions à cet égard seront inspirées par les exigences de la situation et en vue de la satisfaction générale.

#### ADMINISTRATION DES DOMAINES

Chacun de nous souhaite qu'aucun déficit ne se produise dans les recettes de cette administration. Nous devons reconnaître que l'administration agricole de ce service dans les provinces fonctionne régulièrement et avec une grande économie.

On ne saurait prétendre que les dépenses de culture effectuées par les tefiches excèdent celles faites dans le même but par les particuliers. Nous croyons, au contraire, qu'il serait impossible d'effectuer la moindre économie sur ces dépenses sans nuire à la marche régulière des travaux agricoles. Les terres exploitées par les Domaines ont subi des améliorations sensibles, et la quantité de leurs productions a considérablement augmenté et tend à augmenter encore de jour en jour. Ces résultats sont d'autant plus dignes de remarque que la superficie des terres domaniales est très considérable et, par conséquent, plus difficile à exploiter.

Tous les fonctionnaires placés à la tête de cette administration sont dignes de toute confiance et sont d'une compétence et d'une activité remarquables.

Toutes ces considérations nous permettent d'espérer qu'il ne se passera pas longtemps avant que le déficit dont il s'agit ne disparaisse entièrement, d'autant plus que de grandes superficies de terrains appartenant à cette administration sont données annuellement soit en vente, soit en échange des pensions.

Quant à intervenir directement dans le fonctionnement et les dépenses de cette administration, vous n'ignorez pas que les arrangements et engagements existants, et qu'il n'est pas besoin de rappeler ici, nous interdisent cette ingérence.

#### SERVICE DE L'ABOLITION DE LA TRAITE

Nous n'hésitons pas à partager votre avis que le Service de l'abolition de la Traite a beaucoup perdu de son importance primitive. Il est possible que les crédits arrêtés au budget pour ce service excèdent ses besoins indispensables. Aussi le Gouvernement Khédivial s'est déjà préoccupé de cette question qui est l'objet de cet examen. Mais nous regrettons de ne pouvoir, à l'heure actuelle, approuver la suppression totale et brusque de ce service pour le confier à la police et aux gardes-côtes.

Nul doute que le peuple égyptien, le Gouvernement Khédivial et l'Égypte ne soient les seuls peuples, Gouvernement et pays du monde musulman qui puissent revendiquer l'honneur d'avoir mis fin à l'esclavage dans leur territoire.

Que de peines et de difficultés! que de sacrifices pécuniaires énormes encourus de ce chef par l'Égypte et les Égyptiens dans le but exclusif de rendre service à l'humanité! Aussi, cette œuvre philanthropique constitue-t-elle pour l'Égypte une page d'or dans l'histoire des peuples et doit lui attirer plus d'estime et de considération encore aux yeux du monde civilisé.

Nous croyons donc qu'il est de notre devoir de veiller à la sauvegarde de ce beau monument érigé en l'honneur de l'humanité et ne rien faire qui puisse le dégrader.

Néanmoins, tout en sauvegardant ce principe, nous ne voulons nullement vous engager ou vous obliger à faire des dépenses inutiles et mal justifiées.

En envisageant la question à ce dernier point de vue, nous reconnaissons, en effet, que, par suite de l'interdiction rigoureuse et absolue de l'entrée en Égypte des esclaves venant de l'étranger, personne n'a pu, depuis plus de



8 ans, introduire des esclaves dans ce pays. Si, pendant cet intervalle, quelques tentatives ont été faites dans ce but, elles sont de peu d'importance et ont été sévèrement réprimées par la loi, de sorte qu'à l'intérieur de l'Égypte le Service de l'abolition de la Traite n'a plus rien à faire autre que de délivrer des cartes d'affranchissement aux esclaves qui en font la demande et qui sont libres en vertu de la loi, qu'ils aient ou non obtenu cette carte.

Dans tous les cas, nous ne voudrions évidemment jamais détruire l'édifice que nos mains ont construit, et nous sommes convaincus que nul parmi vous n'y consentirait.

Partant de ce principe, le Gouvernement Khédivial vous donne l'assurance qu'il continuera l'examen déjà commencé de cette question dans ses moindres détails, et, dès qu'il aura acquis la certitude qu'il existe, au budget de ce service, certains crédits devant nécessairement être éliminés, réduits ou modifiés à quelque titre que ce soit, le Gouvernement s'empressera d'y remédier pour l'année prochaine.

#### ÉCONOMIES RÉALISÉES

Nous sommes absolument d'accord avec vous pour regretter que ces économies demeurent immobilisées et sans emploi. Aussi ferons-nous tout ce qui est en notre pouvoir pour obtenir que ces économies soient employées dans des travaux utiles pour le pays, tels que : création de réservoirs qui permettront d'assurer aux terres de la Haute-Égypte une bonne répartition des eaux et une culture Sefi (estivale), et d'améliorer encore les conditions des cultures dans la Basse-Égypte, ou bien ces économies seront employées à la réduction des impôts.

#### INSTRUCTION PUBLIQUE

Je n'exagère pas en déclarant que je suis le premier à me féliciter de la rapidité avec laquelle l'instruction et l'éducation publiques se sont développées chez nous. Je ne suis pas moins heureux de constater l'énorme distance parcourue dans ce domaine en un si court espace de temps, ainsi que les progrès faits par les écoles et les améliorations introduites dans leur organisation et dans la méthode d'enseignement. Mais je n'hésite pas à partager votre avis que si nous considérons les besoins du pays par rapport aux exigences du siècle présent, à la récente renaissance du peuple égyptien et à son ardent désir d'acquérir les sciences et les lettres, nous trouverions certainement que les progrès accomplis par nous sous ce rapport sont insignifiants, et que nos écoles ont grandement besoin de nombreuses réformes, notamment en ce qui concerne la propagation de l'instruction primaire parmi les masses dans les villes et les villages.

Nous sommes, en effet, tous persuadés que l'instruction et l'éducation sont les seuls moyens d'assurer le progrès du peuple. Aussi, cette importante question est-elle l'objet de la considération et de la sollicitude du Gouvernement Khédivial, et, en ma qualité de Ministre de l'Instruction publique, j'ai demandé, cette année, un nouveau crédit de L. E. 16,000 au budget de ce Département. Il est vrai que je n'ai pu obtenir la totalité de cette somme, par suite de la nécessité qui s'imposait pour le Gouvernement d'équilibrer son budget général, afin d'avoir à sa disposition une certaine somme pour la réduction des impôts. Mais j'ai obtenu un crédit de L. E. 12,000, chiffre qui n'est pas modique pour une seule année.

Vous voyez, par ce qui précède, que la direction de l'instruction publique avance dans la voie du progrès. Ainsi, le nombre des élèves entrés cette année dans nos écoles gouvernementales et nationales dépasse de 1,500 celui de l'année dernière.

En outre, nous avons décidé le rétablissement de l'Ecole d'Arts et Métiers à Mansourah et des quatre écoles qui avaient été supprimées l'année dernière. Nous nous proposons également d'ouvrir de nouvelles écoles nationales, et nous commencerons, dès l'année prochaine, à mettre à exécution le

projet de feu Ali Moubareck pacha, projet qui avait été négligé et qui a trait à la création, dans les villes et villages, de 500 écoles communales pour la propagation de l'instruction primaire dans les masses. Ces écoles serviront de modèles pour tous les autres villages.

Je ne doute pas cependant que vous ne partagiez un avis dont la vérité est indiscutable : quelque sollicitude, quelque assistance que le gouvernement prête et quelques sacrifices pécuniaires qu'il fasse en vue du développement de l'instruction et de l'éducation suivant les besoins du pays et du siècle présent, il ne saurait nullement atteindre le degré voulu de progrès moral et matériel sans le concours pécuniaire et moral et l'initiative privés.

En effet, tous les pays civilisés ne sont arrivés au degré actuel d'instruction et de développement de l'éducation que grâce à l'appui et au concours de leurs peuples en général ; sans l'initiative privée, ils n'auraient assurément pas accompli ces progrès.

Il est donc de notre devoir à tous de ne jamais perdre de vue un seul instant cette question d'une importance capitale, et d'exhorter la population par nos conseils et nos encouragements, soit dans nos discours, soit dans nos écrits, à travailler à l'accomplissement de cette œuvre bienfaisante dont tout le profit lui reviendra.

Tout ce qui précède doit vous rassurer sur le sort et l'avenir de l'instruction et de l'éducation, car je vous donne l'assurance formelle qu'elles continueront à être pratiquées d'une manière compatible avec nos mœurs, notre morale et nos sentiments patriotiques.

Que Dieu soit notre guide !

#### UNIVERSITÉ D'EL AZHAR

Chacun de nous connaît l'importance de cette Université religieuse, unique dans le monde musulman, et l'estime dont elle jouit auprès de tous les peuples musulmans de l'univers.

L'Université d'El Azhar a toujours été l'objet de l'intérêt et de la considération du gouvernement khédivial.

Le gouvernement actuel, animé des mêmes sentiments, considère comme un de ses principaux devoirs de veiller à la sauvegarde de cette grande Université, en lui venant en aide moralement et pécuniairement.

Aussi le gouvernement est tout disposé à entrer dans les vues du Conseil législatif en faveur de cette grande Université, qui est le point de mire du monde musulman. Il se propose de s'entendre avec le grand cheikh d'El Azhar et les principaux ulémas pour étudier, de concert avec eux, son organisation et les améliorations qu'il pourrait y avoir lieu d'y apporter et qui seraient compatibles avec les préceptes de la religion musulmane, afin de rendre cette institution plus utile et plus profitable qu'elle ne l'est actuellement. Le gouvernement khédivial est prêt à lui accorder telle subvention que ses ressources lui permettraient.

Avant de nous quitter, il est un devoir pour nous de constater ce fait reconnu de chaque Egyptien, c'est la certitude où nous sommes que Son Altesse, notre bien aimé Khédivé, qui n'a à cœur que la prospérité et le bien-être de son peuple, nous guidera toujours, comme il nous guide par son esprit large et libéral, dans la voie du progrès et des réformes.

Nous prions le Tout-Puissant de prolonger son heureux règne pour le bonheur de l'Egypte.

S. E. Riaz pacha termine son discours par le cri de : « Vive le Khédivé ! » qu'il a poussé à trois reprises différentes.

A la première acclamation, l'Assemblée entière s'est levée répétant avec S. E. le président du conseil le cri de : « Vive le Khédivé ! ».

Toulba bey Sioudi. — Comme les travaux soumis à l'examen du Conseil sont

épuisés et qu'il n'en est pas arrivé de nouveaux, si le Conseil l'approuve, je propose d'ajourner les séances jusqu'à fin janvier prochain.

Approbation unanime.

S. E. le président du Conseil législatif lève la séance à 6 heures 5 minutes à la turque.

(Traduction.)

### **Note au Conseil des ministres présentée par le conseiller financier.**

La responsabilité du conseiller financier du gouvernement égyptien étant directement intéressée dans la bonne gestion financière des ressources du pays, il m'incombe de présenter au Conseil des ministres certaines observations sur le rapport d'examen du budget de 1894, qui a été élaboré par la Commission du Conseil législatif et dont ce dernier a adopté presque entièrement les conclusions.

Tout d'abord, je ne puis qu'exprimer le regret que le Conseil législatif n'ait pas cru devoir profiter de la proposition qui lui a été faite par le ministère des finances, d'entendre le ministre et le conseiller financier pour obtenir tous les renseignements indispensables en pareille matière.

L'examen sérieux et approfondi du budget par un Conseil composé des représentants des contribuables ne peut qu'être d'une grande utilité pour les intérêts des populations, mais s'il y a lieu de se féliciter de l'attention que le Conseil législatif a apportée au budget de 1894, il n'en est pas moins regrettable de constater que cette étude n'ait abouti qu'à formuler, sans vérifier au préalable leur bien-fondé, des allégations confuses ou des critiques qui n'auraient certainement pas été maintenues devant les explications circonstanciées que l'administration des finances était prête à donner au Conseil législatif, de manière à l'éclairer complètement sur tous les points qu'il signale dans son rapport.

Le rapport commence par un exposé sommaire de la situation actuelle des populations, dont la misère et la pauvreté s'aggraverait de jour en jour. Cette opinion n'est cependant pas partagée par les hauts personnages du pays qui admettent, au contraire, que les conditions matérielles et économiques de la population se sont notoirement améliorées dans ces dernières années et je n'ai aucun doute que le fellah lui-même ne soit du même avis.

D'ailleurs, le développement de la prospérité publique est attesté par de nombreux faits ; ainsi, les terres de culture ont considérablement gagné en valeur ; le rendement des récoltes de coton et de canne à sucre a augmenté dans de grandes proportions : depuis 1885, la quantité du numéraire importé excède les exportations métalliques de L. E. 800,000 par an ; la valeur totale des marchandises exportées, qui s'élevait, en 1881, à L. E. 12,982,000, a atteint L. E. 13,341,300 en 1892 ; les recouvrements de l'impôt s'opèrent avec une extrême facilité ; les expropriations sont presque nulles et les non-valeurs sont devenues insignifiantes ; enfin les expéditions considérables de bois à l'intérieur, pour les constructions des maisons, fournissent une preuve de plus de l'augmentation du bien-être dans les campagnes.

Pour justifier ses allégations sur la situation du pays, le rapport de la Commission du Conseil législatif se base principalement sur une évaluation incertaine du montant de la dette hypothécaire résultant d'un coup d'œil superficiel jeté sur les registres d'inscription des greffes des tribunaux.

La question des inscriptions hypothécaires avait déjà attiré mon attention et je me suis occupé de rechercher les moyens d'arriver à une constatation correcte du chiffre réel des hypothèques ; mais par suite des lacunes et des indications incomplètes présentées par les registres des greffes, ce travail difficile n'a pu donner les résultats poursuivis, il a servi du moins à m'affermir dans la conviction absolue que les chiffres cités dans le rapport sont totalement erronés.



En effet, les créances sur des biens vendus par autorité de justice, restent, pour la plupart, inscrites aux registres des hypothèques, sans aucune mention de radiation.

En dehors de ces purges qui sont ainsi négligées, et dont l'importance est considérable, il n'est pas non plus tenu compte des règlements de créances hypothécaires par consentement mutuel, sans spécification de sommes, et de tels règlements entre débiteurs et créanciers se produisent souvent sous cette forme pour éviter la taxation des droits, de sorte que si le bien hypothéqué est rayé du registre, la dette qui est pourtant éteinte, n'en continue pas moins à figurer dans les totaux des dettes hypothécaires.

De plus, en certains cas où des biens situés dans plusieurs circonscriptions font l'objet d'une hypothèque globale, le montant de la créance se trouve répété dans chacune des circonscriptions où existe une partie des biens hypothéqués ; ainsi un propriétaire possédant 250 feddans à Béhérâh, 100 feddans dans Dakahlieh et 50 dans Guizeh, emprunte sur la totalité de ses biens L. E. 10,000 ; le prêteur fait inscrire, au greffe d'Alexandrie, l'hypothèque de 10,000 L. E. sur les 250 feddans de Béhérâh, au greffe de Mansourah l'hypothèque de L. E. 10,000 sur les 100 feddans de Dakahlieh, et au greffe du Caire l'hypothèque de L. E. 10,000 sur les 50 feddans de Guizeh ; or, comme chacun des greffes ignore l'inscription qui est faite dans une circonscription autre que la sienne, il s'en suit que si l'importance des biens hypothéqués reste exacte, la somme dont ceux-ci répondent se trouve inscrite en double ou en triple selon le cas, et cette multiple inscription figurera perpétuellement sur les registres si les biens sont vendus par autorité de justice ou si le créancier vient donner par devant le greffe main-levée de son hypothèque, sans mentionner la somme au moyen de laquelle il a été désintéressé.

Un autre motif d'exagération dans la dette apparente ressort de ce fait que le même bien inscrit en première hypothèque est de nouveau porté comme une nouvelle affectation sur le registre, à chaque prise d'hypothèque successive ; ainsi, 100 feddans sont inscrits en première hypothèque, les mêmes 100 feddans le sont encore pour une deuxième hypothèque ou une troisième hypothèque, de telle sorte que 300 feddans peuvent figurer au registre bien qu'il n'y ait en réalité que 100 feddans d'hypothéqués.

Ces exemples, parmi d'autres que la vérification attentive du système d'inscription des greffes a permis de relever, démontrent à l'évidence combien la compilation des hypothèques et des radiations dans ces registres comportent de vices sérieux susceptibles de dénaturer et de présenter sous un faux jour, la véritable situation hypothécaire du pays.

D'ailleurs, l'hypothèque en elle-même n'est pas absolument une preuve matérielle de l'état de gêne ou de la pauvreté de celui qui engage ses biens, et dans les circonstances présentes certains indices me portent à croire que la plus grande partie des dettes hypothécaires ne grève pas les terres des paysans, mais plutôt celles des propriétaires notables qui se procurent ainsi des ressources pour augmenter leur domaine ou pour améliorer leur culture, et, à ce propos, j'étudie depuis quelque temps les moyens d'arriver à connaître la véritable dette ainsi que les différentes catégories de débiteurs hypothécaires.

En dehors de la dette hypothécaire, le Conseil législatif voit encore un signe d'appauvrissement du pays dans la dépréciation de valeur que les produits agricoles ont subie. Cette dépréciation, d'ailleurs, s'est étendue à toutes les contrées indistinctement, mais heureusement, en Egypte, l'augmentation des récoltes, qui s'est réalisée presque simultanément, a plus que compensé les pertes éprouvées par l'abaissement des prix : pour ne parler que du coton et de la canne à sucre, la récolte cotonnière qui, en 1881, n'était que de 2,800,000 cantars, a dépassé, en 1892, 5,000,000 de cantars ; les quantités de cannes à sucre produites dans la Haute-Egypte et utilisées dans les usines de la Daira Sanieh seules, ont été de 3,650,000 cantars en

1881, année mauvaise pour la canne, il est vrai, et de 8,550,000 en 1882 ; ces quantités ont atteint, en 1892, le chiffre énorme de 14,700,000 cantars, et je rappelle ici ce qui a été dit plus haut, qu'en 1892 les exportations générales ont été supérieures en valeur aux exportations de l'année 1881.

Le rapport du Conseil législatif ne tient cependant aucun compte de ces faits, si importants dans la vie économique du pays.

L'extension apportée aux irrigations dans les dernières années n'est assurément pas étrangère à un tel progrès ; un de ses effets directs a été aussi d'alléger les dépenses de l'agriculteur en rendant inutile l'emploi d'un grand nombre de machines élévatoires ; d'autre part, l'abolition de la corvée, dont le gouvernement a pris les travaux à sa charge, constitue pour la classe agricole un soulagement dont on ne saurait méconnaître ni l'étendue ni l'importance.

Quant au dire du Conseil législatif, que la population supporte les mêmes charges qu'autrefois, il suffit, pour démontrer le peu de fondement de cette assertion, de rappeler diverses mesures adoptées depuis 1889 en faveur des contribuables, telles que : suppression de l'impôt professionnel, qui frappait les classes les plus pauvres, en atteignant même les ouvriers agricoles ; réduction du prix du sel, article de consommation de première nécessité ; extension du réseau des voies ferrées ; abaissement des tarifs des transports par chemins de fer ; réduction de la taxe postale et des télégraphes ; abolition des octrois dans plusieurs villes ; suppression du droit sur les moutons et chèvres ; et les réductions successives sur l'impôt foncier, qui représentent L. E. 427,000 par an ; l'abolition de la corvée correspond en réalité à un dégrèvement annuel de L. E. 400,000 au minimum, car les travaux de la corvée qui, autrefois, étaient faits sans rétribution par les habitants, sont aujourd'hui exécutés moyennant salaire. Ainsi, indépendamment des arriérés d'impôt dont il a été fait remise et qui s'élèvent à L. E. 1,650,000, les allègements apportés aux populations rurales se chiffrent par plus de un million de livres par an.

Si l'on objecte que les droits d'entrée sur les tabacs ont été augmentés, il faut bien admettre aussi que c'est là une taxe indirecte qui ne frappe que le consommateur d'un véritable article de luxe. Cette élévation des droits d'entrée représente, du reste, un chiffre qui n'a rien de comparable avec l'importance des dégrèvements effectués.

Dans un autre ordre de faits, la propriété a gagné en sécurité, en ce sens que les expropriations pour utilité publique sont aujourd'hui payées à la valeur des biens expropriés, tandis qu'autrefois ceux-ci étaient purement et simplement confisqués à l'Etat.

En ce qui concerne l'impôt foncier, dès que le ministère des finances a pu trouver les ressources nécessaires, il n'a pas hésité à proposer des dégrèvements et à les faire approuver ; d'autres réductions d'impôt sont évidemment désirables, mais de là à conclure que la situation du fellah empire de jour en jour, l'exagération est par trop manifeste.

Le progrès matériel et économique du pays ne saurait toutefois justifier des dépenses inutiles et je me propose maintenant d'examiner les observations du Conseil législatif à ce sujet.

#### PERSONNEL

Le gouvernement avait, il y a quelques années, chargé une Commission de rechercher les économies compatibles avec les exigences du service ; or le personnel n'ayant pas augmenté et le service n'ayant pas diminué depuis cette époque, l'utilité n'apparaît pas de recommencer à examiner la question : quant aux traitements du personnel du cadre supérieur que le Conseil législatif considère comme trop élevés, il n'est pas indifférent d'affirmer ici que pour avoir un honnête et fidèle serviteur, l'Etat doit le rétribuer convenablement et qu'il importe à une sage administration de donner à ses fonc-

tionnaires des traitements qui les mettent à l'abri des tentations de se procurer des ressources en dehors de leurs émoluments ; il n'est pas douteux d'ailleurs que depuis la constitution des cadres actuels, la moralité des fonctionnaires n'ait fait un énorme progrès.

Cependant, comme il peut exister quelques traitements paraissant trop élevés, le ministère des finances pourrait, si le gouvernement le désire, s'occuper de la question, sous réserve bien entendu que les droits acquis soient respectés.

Quant à l'observation relative à l'existence alléguée de plusieurs postes sans utilité, je suis prêt à admettre qu'il y ait, non pas plusieurs, mais simplement quelques postes qui ne sont pas absolument indispensables, et le gouvernement pourrait peut-être examiner la question de l'opportunité de leur suppression.

En ce qui concerne les étrangers au service du gouvernement égyptien, il faut espérer que le temps arrivera où leur nombre pourra être réduit ; d'ailleurs c'est dans cette voie que le gouvernement a déjà procédé en nommant des indigènes à la tête de quelques services importants.

Depuis leur réduction à un maximum de 2,000 L. E., les traitements des hauts fonctionnaires étrangers ne peuvent être considérés comme exagérés, car si les conditions pécuniaires qui leur sont offertes étaient encore abaissées, il serait très difficile de s'assurer les services d'hommes compétents ; quant à l'assertion du Conseil législatif qu'à situation égale les indigènes sont moins bien traités que les étrangers, la différence de traitement dont la nécessité est admise par le Conseil législatif lui-même, ne paraît pas dépasser les limites raisonnables.

#### DÉPENSES SECRÈTES, GÉNÉRALES, DIVERSES, IMPRÉVUES.

Il n'est pas facile de reconstituer d'après le budget le chiffre global de L. E. 85,000 groupé sous cette rubrique dans le rapport du Conseil législatif, et l'on ne saurait encore moins s'expliquer sur quoi est basé l'avis qu'une réduction de L. E. 30,000 pourrait être effectuée sur cette somme.

#### THÉÂTRE KHÉDIVIAL

En ce qui concerne le théâtre khédivial, la subvention accordée est de L. E. 5,000, en outre, L. E. 1,000 sont consacrées à l'entretien et à la conservation du matériel.

Une exploitation convenable ne saurait être entreprise avec une somme moindre ; par conséquent, la diminution de la subvention équivaldrait à la suppression du théâtre. Personnellement j'estime que l'existence du théâtre khédivial profite beaucoup au petit commerce d'une ville comme le Caire ; quant au théâtre arabe, je ne vois pas d'objection à lui accorder un encouragement si le gouvernement partage l'avis du Conseil législatif à cet égard.

#### FRAIS DE DÉPLACEMENT

Au sujet des frais de déplacement, il y a lieu d'observer que ces indemnités correspondent aux dépenses extraordinaires des employés qui font un service hors de leur résidence, et elles forment en réalité une partie du traitement qui, en général, ne semble pas suffisant pour permettre de faire face au surcroît des dépenses occasionnées par les déplacements temporaires ; si les frais de déplacement étaient supprimés, les employés auraient intérêt, au détriment du service, à éviter le plus possible des tournées qu'ils considéreraient comme onéreuses.

#### TRAVAUX PUBLICS

Les dépenses pour travaux neufs et réparation des bâtiments de l'Etat sont



loin de répondre aux besoins de l'Administration; il suffit de voir l'état déplorable où se trouvent, dans les provinces, la plupart des installations des Services du Gouvernement, aussi bien que les hôpitaux, casernes, corps de garde de police, etc., pour se convaincre qu'au lieu de diminuer les crédits, il serait plutôt nécessaire de les augmenter.

La proposition du Conseil Législatif concernant les adjudications consiste à substituer les enchères aux adjudications et ne tend à rien moins qu'à faire revivre les anciens errements qui ont donné de si mauvais résultats; d'ailleurs, le système en vigueur au Ministère des Travaux publics est celui qui est adopté partout ailleurs dans les pays civilisés.

La règle établie pour les achats, fournitures, etc., de chaque Ministère, prescrit d'y pourvoir au moyen d'adjudications; c'est en résumé ce que recommande le Conseil Législatif, sauf que les menus achats de gré à gré devraient être limités à une somme de 30 L. E. au lieu de 100 L. E.

En ce qui a trait aux travaux d'irrigation, le devis et le rapport à l'appui sont préparés par l'Inspecteur, qui les soumet à la sanction du Ministère des Travaux Publics, après avoir, dans la plupart des cas, consulté le Conseil provincial d'une manière officieuse, par l'intermédiaire du Moudir de la province; il n'y aurait certainement aucun inconvénient à ce que cette consultation soit obligatoire dans tous les cas de travaux d'un intérêt exclusivement local, à la condition, toutefois, que l'avis du Conseil provincial soit purement consultatif.

#### ARMÉE

D'après le Conseil Législatif, la dépense moyenne du Département de la Guerre, pour chaque homme, serait de L. E. 3½; cette évaluation est tout à fait inexacte; en effet, l'effectif militaire et civil est de 15,782 et le montant total des dépenses s'élève à L. E. 468,453, dont il y a lieu de déduire L. E. 23,483 pour dépenses qui, quoique incorporées au budget du Ministère, ne font pas partie des dépenses de l'armée, savoir : allocations aux tribus amies, traitements des aides de camp de S. A. le Khédive, frais d'administration de la péninsule du Sinaï, dépenses des vapeurs et du chemin de fer au delà d'Assouan.

La dépense réelle pour chaque homme revient donc à L. E. 27.8, chiffre qui est, à peu de chose près, celui auquel le Conseil Législatif voudrait voir ramener la dépense moyenne.

Il est très difficile de se rendre compte du coût véritable d'armées différentes; pour établir les éléments d'une comparaison exacte, il est indispensable de connaître les conditions d'organisation spéciales à chacune d'elles, ainsi que les détails de leur budget respectif; au point de vue de l'Armée égyptienne, par exemple, il ne faut pas négliger de remarquer que les quatre cinquièmes de l'effectif sont constamment sur le pied de guerre, en service actif, ce qui entraîne des dépenses considérables de frais de campagne et de transports; d'autre part, il y a lieu d'observer que l'entretien d'une armée à faible effectif est toujours relativement plus coûteux que celui d'une armée sensiblement plus nombreuse, car une grande partie des services et du cadre d'administration de la première pourrait suffire, sans augmentation, aux besoins de la seconde de ces deux armées.

#### POLICE

La dépense moyenne pour chaque homme, qui était en 1889 de L. E. 34, n'est plus aujourd'hui que de L. E. 31, et il est à noter qu'en 1881, la dépense s'élevait à L. E. 33.600 mill.

Les conditions spéciales requises pour le service de la police entraînent naturellement la nécessité d'accorder une solde plus élevée que celle du militaire, surtout pour les agents dans les grandes villes.

## PRISONS

Il convient de se reporter aux divers enquêtes et rapports sur l'état lamentable des prisons avant la création d'une administration spéciale, pour se convaincre qu'il est peu désirable de retourner à l'ancien état de choses; il est vrai qu'il reste encore beaucoup d'améliorations à introduire dans ce service, mais ces améliorations sont surtout une question d'argent.

## GARDES-CÔTES

L'examen de la carte des postes et stations de ce service démontre que l'effectif actuel de ces agents n'est pas en rapport avec l'étendue des côtes et confins à surveiller, ce qui justifierait une augmentation du budget des gardes-côtes plutôt qu'une diminution, comme le désire le Conseil Législatif; la diminution incontestable de la contrebande est une preuve évidente des bons résultats obtenus; quant aux gros traitements visés, ils n'existent pas.

## ARMÉE D'OCCUPATION

Cette question, qui est déjà réglée entre les Gouvernements anglais et égyptien, échappe nécessairement à l'appréciation du Conseil Législatif. Il est bon de signaler, toutefois, que la Convention de Londres a fixé à L. E. 200,000 le chiffre de ces dépenses, tandis qu'aujourd'hui la somme inscrite au Budget n'est que de L. E. 85,000.

## IMPRIMERIE NATIONALE

En ce qui a trait à l'Imprimerie du Gouvernement, il existe déjà une décision interdisant aux Administrations de l'Etat de confier, sans autorisation préalable du Conseil des Ministres, leurs travaux d'impression à des établissements privés.

## MUNICIPALITÉ D'ALEXANDRIE

On ne voit pas bien comment la Municipalité d'Alexandrie peut faire l'objet de remarques dans un examen du budget, puisque les recettes comme les dépenses de la Municipalité n'y figurent pas.

Je ne partage nullement l'avis du Conseil Législatif sur l'opportunité d'abolir cette institution; ses observations à ce sujet me paraissent d'ailleurs peu fondées, et sans aller jusqu'à dire que l'application de ce régime a toujours été parfaite, on ne saurait sans injustice refuser à l'Administration Municipale le mérite d'avoir déjà rendu et d'être apte à rendre encore des services à la ville d'Alexandrie.

Bien loin d'en souhaiter la disparition, il semble qu'au contraire il y ait lieu de se féliciter de l'existence d'une institution qui est un premier essai d'administration locale par l'habitant lui-même, et l'intention du Gouvernement est de continuer cette expérience, quoique dans des conditions plus restreintes, en faveur de diverses autres villes.

Il ne faut pas oublier aussi que l'abolition de la Municipalité d'Alexandrie entraînerait, en même temps, le retrait du droit de créer des ressources à la ville par des impositions locales.

## DOMAINES

Il est évidemment très désirable de voir disparaître le déficit des Domaines, qui, d'ailleurs, tend à diminuer; ce sentiment est, sans nul doute, partagé par l'administration elle-même et j'estime qu'on peut avoir confiance dans sa sagesse pour rapprocher le moment où le résultat souhaité pourra être obtenu, tandis que le système préconisé par le Conseil Législatif ne paraît, en aucune façon, de nature à faire atteindre rapidement le but proposé; le

Gouvernement n'est pas, du reste, absolument libre d'imposer ses vues à cette administration.

#### BUREAU DE LA TRAITE

En formulant sa proposition au sujet du bureau de la traite, le Conseil Législatif n'a pas envisagé suffisamment cette conséquence évidente que la suppression de ce Bureau spécial aurait très probablement pour effet un renouvellement du trafic clandestin des esclaves; quoique l'importance effective de ce bureau ait heureusement diminué, ses agents néanmoins ne sont pas inactifs; ils s'occupent aussi de la répression de la contrebande et leurs services pourraient être utilisés dans cette même voie, sur une plus grande échelle.

#### ÉCONOMIES DES CONVERSIONS

En ce qui concerne les économies des conversions, le Conseil Législatif est mal informé en avançant qu'une partie de ces fonds a déjà été appliquée à la suppression de la corvée. Le Gouvernement, il est vrai, s'est adressé à plusieurs reprises aux Puissances pour l'emploi des économies résultant des conversions, mais jusqu'à présent aucun accord n'a pu intervenir à ce sujet. Le Gouvernement ne manquera certainement pas de saisir toute occasion opportune pour arriver à une solution favorable aux meilleurs intérêts du pays.

#### INSTRUCTION PUBLIQUE

L'importance des crédits alloués en faveur de l'instruction publique dans ces dernières années démontre toute la sollicitude du Gouvernement pour l'enseignement national et à ce sujet je ne suis pas éloigné d'admettre avec le Conseil Législatif que l'application persévérante d'un programme bien étudié et conforme aux nécessités de l'enseignement dans le pays ne pourrait manquer de donner de bons résultats.

La proposition intéressant l'Université d'El Azhar se rattache à une question religieuse dans laquelle je ne saurais m'immiscer, mais le Gouvernement peut apprécier si les ressources actuelles de l'Université sont insuffisantes et il lui appartient de prendre, à cet égard, les dispositions jugées utiles, dès qu'il aura les fonds disponibles nécessaires.

Cependant, toute idée d'ingérence administrative dans cette institution étant écartée, il paraît difficile que le Gouvernement puisse, dans de telles conditions, accorder la forte subvention recommandée par le Conseil Législatif.

Il me paraît opportun de terminer cette note en reproduisant ici le tableau comparatif des dépenses de l'exercice 1881 avec le chiffre de celles qui sont prévues au budget de 1894.

#### DÉPENSES COMPARATIVES

	1881	1894
Liste civile.....	356.165	262.861 (1)
Frais d'administration et de perception.	1.400.919	1.363.271 (2)
Justice .....	245.694	372.317
Douanes.....	66.645	134.962
Instruction publique.....	72.455	104.289
Chemins de fer .....	448.804	806.258
Dépenses des administrations de recettes.	295.963	295.612
Sécurité publique et Soudan oriental...	726.004	727.545
Armée d'occupation.....	.....	84.825
Pensions.....	273.014	445.000

(1 et 2) En 1881, les dépenses des prisons étaient comprises dans les frais d'administration; pour but de comparaison, ces dépenses sont également comprises dans la même rubrique en 1894.



## FRANCE

## Rapports avec le Portugal.

SÉNAT (séance du 8 mars 1894). — M. Trarieux, rapporteur. — Messieurs, un groupe d'obligataires de la compagnie royale des chemins de fer portugais, qui ne représentent pas moins de 58,000 titres, nous a saisi d'une pétition dont nous avons décidé de soumettre le rapport à votre examen dans les termes de l'article 93 de notre règlement. L'importance des intérêts qui se sont mis sous notre tutelle, la gravité des déclarations que nous espérons provoquer de la part de M. le président du conseil, vous sembleront sans doute mériter, de votre part, une attention toute particulière.

Vous connaissez tous, messieurs, par à peu près du moins, l'histoire de la compagnie royale des chemins de fer portugais. Cette société, après avoir été très longtemps prospère, a cessé depuis quelques années de remplir ses engagements et a fini par tomber dans un véritable état de faillite.

Si nous avions à rechercher l'origine de cette déconfiture, il ne nous serait peut-être pas difficile de démontrer qu'elle est surtout imputable aux dilapidations qui se sont exercées depuis le jour où l'élément français a été écarté d'une administration dans laquelle il avait su maintenir la prudence tant qu'il en avait fait partie.

Mais ce n'est pas des causes de la catastrophe que nous avons à nous préoccuper aujourd'hui, c'est simplement du résultat.

Le résultat est celui-ci : l'entreprise des chemins de fer portugais, qui a trouvé sur le marché français les principales ressources nécessaires à son exploitation, met aujourd'hui en péril plusieurs centaines de millions pour la France !

Nous n'aurions peut-être qu'à exprimer nos regrets, si nous n'étions appelés qu'à constater cette menace de perte ; mais non seulement nous déplorons qu'un grand nombre de nos compatriotes se trouvent atteints dans leurs intérêts ; la pétition dont nous avons à vous entretenir nous dénonce en outre qu'ils se trouvent placés sous le coup d'une tentative de spoliation véritable.

Voici, messieurs, la rapide analyse de la plainte qui nous a été apportée :

La société des chemins de fer portugais aurait dû, le jour où elle a cessé ses paiements, être mise en liquidation dans la forme ordinaire, c'est-à-dire entre tous les intéressés et sous l'œil de la justice ; mais il n'en a pas été ainsi. Dès que cette cessation de paiements s'est manifestée, le gouvernement de Portugal a mis la main sur la compagnie royale et s'est emparé de son exploitation.

Il a bien annoncé, il est vrai, son intention formelle de rester un arbitre impartial entre tous les créanciers qui étaient à satisfaire ; mais, dès ses premiers actes, il a été facile de comprendre combien il y avait peu de fond à faire sur cette promesse.

Il a commencé, en effet, par associer à l'administration dont il prenait charge un comité de neuf membres destiné, disait-il, à faire une part égale à tous les intérêts en présence. Or, voici comment il a composé ce comité : il y a, tout d'abord, placé trois membres spécialement délégués à la défense d'une créance qu'il prétendait lui appartenir et qu'il portait au chiffre de 30 millions ; il y a fait entrer un autre membre chargé de représenter les créanciers de la dette flottante, qui s'élèverait à 35 millions ; puis trois membres pour le capital-actions, du chiffre de 40 millions ; enfin deux derniers membres, préposés des obligataires, qui ne représentent pas moins de 913,000 titres, si je ne me trompe, d'une valeur nominale de plus de 400 millions et d'une valeur réelle d'environ 300 millions !

Il était facile de prévoir le sort qui devait être réservé aux obligataires, pour la plupart étrangers, dans cette sorte de consortium où, bien qu'ayant à eux seuls une créance cinq ou six fois supérieure à l'intérêt total des autres créanciers, ils n'avaient cependant que deux voix sur neuf au chapitre.

L'événement a prouvé que les craintes qu'ils avaient pu concevoir n'étaient que trop fondées.

Après avoir, pendant deux années, administré les chemins de fer portugais, encaissé plus de 17 millions dont il n'a pas rendu compte, le gouvernement de Portugal a annoncé l'intention de régler les droits de chacun sur le gage commun pour l'avenir, et, le 13 novembre dernier, il a fait paraître un projet de convention sur lequel il a pris l'avis des intéressés.

Les obligataires sacrifiés par cette convention ont refusé d'y donner leur adhésion et, alors, passant outre, le gouvernement n'a pas hésité à donner à son projet une force exécutoire en le promulguant, sous la forme d'un édit, le 5 janvier dernier.

Cet édit du 5 janvier, désigné en Portugal sous le nom de *convenio*, pose d'abord, en principe, que le gouvernement portugais n'aurait pas à rendre compte de son administration, et que, en outre, sa créance devrait échapper aux régies ordinaires de la vérification en matière de faillite. Il pose le même principe pour les créanciers de la dette flottante.

Pour ces deux ordres de créances, il réserve un privilège qui assurerait au gouvernement et aux créanciers de la dette flottante le remboursement intégral de leurs créances en capital et intérêts.

Au contraire, pour les obligataires, il impose d'abord l'abandon de la totalité des intérêts arréragés et non payés jusqu'à ce jour de leurs obligations. De plus, il retranche un tiers de leurs créances, soit une obligation sur trois, et ce n'est même pas tout, car, contre trois obligations anciennes, ces obligataires n'auraient à recevoir que deux obligations nouvelles en échange ; mais une seule de ces obligations nouvelles recevrait un revenu fixe. Quant à l'autre, elle n'aurait droit qu'aux intérêts que les résultats de l'exploitation permettraient, une fois toutes les autres charges couvertes, de leur payer.

Les obligataires se sont révoltés contre une convention aussi partielle ; mais, impuissants à obtenir la rétractation d'un acte de force, ils ont cru devoir s'adresser à nous, se placer sous notre protection, pour nous demander s'il n'était pas possible d'en empêcher l'exécution.

C'est ainsi que votre commission des pétitions a été appelée à examiner, tout d'abord, le point de savoir si effectivement, comme le prétendent les pétitionnaires, ils se trouvent en face d'un abus de pouvoir véritable et si ensuite, au cas où cet abus serait reconnu par nous, il existe contre lui un recours possible.

Examinant ces faits, tels que nous venons de vous les relater, nous avons été unanimes dans l'appréciation qu'ils comportent. Il nous a paru *a priori* évident que le *convenio* du 5 janvier dernier était une violation flagrante des principes les plus élémentaires du droit ; nous y avons vu la pensée préconçue la plus arrêtée de sacrifier les intérêts des créanciers étrangers, disons des obligataires, qui sont presque tous en France et en Allemagne, aux autres créanciers, voire même aux débiteurs indigènes, disons au gouvernement portugais, aux créanciers de la dette flottante des chemins de fer portugais et même aux sociétaires.

La faillite, en effet, a pour principe primordial et essentiel l'égalité des droits entre les créanciers. Il est inadmissible que, dans une faillite, un créancier prétende échapper à la loi commune et imposer son titre ou ses comptes sans les avoir soumis à une vérification.

Il est non moins inadmissible qu'on puisse décréter qu'une créance sera privilégiée lorsque *ab origine* elle n'a pas été assortie d'un privilège. Les privilèges sont créés par la loi et non par la volonté du plus fort.

Mais ce qu'il y a d'exorbitant et d'impossible surtout, c'est la pensée d'imposer à des obligataires la perte des intérêts arréragés de leur créance ; bien plus que cela, l'abandon, au profit de la société débitrice, d'un tiers de leurs obligations ; bien plus que cela encore, la dénaturation des deux titres sur trois qu'on leur laisse. Cela, aucune loi ne le peut autoriser, car, dans toutes

les langues et dans tous les pays, ce n'est plus seulement la faillite, la banqueroute du débiteur, c'est la spoliation du créancier (Très bien ! très bien !)

Sur ces divers points, messieurs, la démonstration nous a paru hors de toute controverse, et nous n'avons donc eu qu'à rechercher s'il était possible, répondant à la confiance que nous témoignent les pétitionnaires, de les protéger contre des entreprises aussi illégitimes.

Si nous n'étions qu'en présence d'un acte régulier de souveraineté de la puissance publique en Portugal, peut-être aurions-nous pu éprouver quelque embarras pour intervenir. Mais il en est autrement. Le *convenio* est un acte d'administration pure, et même d'administration officieuse, dont nous avons le droit de demander compte à son auteur, s'il a pour conséquence de violer les droits de nos nationaux.

Les Etats ont le devoir de protéger leurs nationaux, même ceux d'entre eux qui possèdent ou qui habitent en dehors du territoire, toutes les fois qu'ils sont menacés dans leurs personnes ou leurs biens. C'est une règle qui a été admise dans tous les temps, car les nations se doivent entre elles la justice, et l'on peut dire que cette règle s'impose par la nécessité ; car, sans elle, il n'y aurait plus de sécurité dans les relations internationales. En principe donc, il nous a semblé qu'après avoir constaté l'injustice, c'était le cas de faire appel au Gouvernement pour aider ceux de nos compatriotes qui en ont souffert à en obtenir réparation.

C'est ce que nous reconnaissons spontanément pour nous-mêmes lorsque, récemment, avant même qu'on nous l'eût demandé, nous offrions de régler à des sujets italiens une indemnité à raison du préjudice qu'avaient pu leur causer les tristes incidents d'Aigues-Mortes. Si tel était le droit auquel nous nous soumettions de bonne grâce, à plus forte raison sommes-nous autorisés à nous en réclamer lorsque ce ne sont pas seulement des actes individuels d'habitants du Portugal qui nous font grief, mais que nous avons à nous plaindre d'illégalités commises par son gouvernement lui-même. (Très bien ! très bien !)

Le devoir d'intervention ne nous a donc pas semblé douteux, et il nous a paru, en outre, d'autant plus s'imposer que nous sommes en présence, il faut le reconnaître, d'intérêts plus importants. Je ne saurais dire quel est le nombre des obligataires et le chiffre des obligations des chemins de fer portugais, qui existent en France, mais il est de notoriété qu'ils sont considérables ; et quand on songe à la perte de plusieurs centaines de millions qu'a déjà fait subir au pays une réduction arbitraire de la dette extérieure du Portugal, on est véritablement amené à se demander si, dans l'esprit des gouvernants de ce pays, la pensée ne serait pas venue que nous dussions restaurer sur toute la ligne ses finances à nos dépens.

Ne pas agir avec vigueur devant ces manquements répétés au respect de nos droits serait aujourd'hui faiblesse, et il faut prendre garde que la faiblesse serait plus que jamais grave ; car à quoi n'encouragerait-elle pas dans d'autres affaires nombreuses où demain peut-être nous pourrions avoir à nous défendre contre je ne sais quels nouveaux *convenios* ?

Divers Etats, depuis des années, ont fait appel à l'épargne, surtout à la petite épargne en France, pour leurs emprunts ou pour l'exécution de leurs travaux. Des contrats ont été passés, des gages donnés, des promesses solennelles écrites. Laisserions-nous supposer qu'on pourrait impunément porter la main sur ces gages, violer ces contrats et appauvrir la patrie en drainant, pour se les approprier, nos fortunes privées ?

Sans sortir du Portugal, je vois notamment un emprunt de date récente tout entier contracté sur le marché français : l'emprunt gagé sur la régie des tabacs, auquel, dans ces derniers temps, on paraît avoir voulu toucher pour y apporter des modifications onéreuses aux créanciers prêteurs. Ne devons-nous pas, dès à présent, crier « halte-là ! » et faire clairement comprendre



que, de même que nous ne souffririons pas la confiscation directe de nos biens, de même nous ne laisserions pas manquer aux engagements qui les protègent ? (Très bien ! très bien !)

C'est dans notre pensée, en effet, messieurs, plus qu'une attitude d'occasion que nous avons à prendre, plus que des protestations de circonstance que nous faisons entendre ; ce sont des vues générales que nous avons le devoir d'émettre, et l'affirmation d'une politique, ou plutôt le retour aux traditions d'une politique dont peut-être dans ces derniers temps on paraît avoir trop perdu le souvenir. (Très bien ! très bien !)

Tels sont les faits et ce rapide exposé suffit pour vous permettre d'apprécier comme nous la situation. Si ce n'est pas abuser, cependant, je voudrais, avant de quitter la tribune, ajouter encore un mot pour compléter notre pensée.

Si nous avons cru nécessaire, messieurs, de vous apporter ces explications publiques, c'est d'abord pour donner aux conclusions de notre rapport l'autorité de votre adhésion, mais c'est surtout pour faire entendre au dehors les déclarations du Gouvernement et montrer que dans cette question il existe entre lui et nous une communauté parfaite de sentiments et de vues. Je désire affirmer, en effet, que dans les conclusions que nous avons prises et dans les motifs que nous leur avons donnés, nous n'avons pas un seul instant eu la pensée de gêner l'action diplomatique du quai d'Orsay qui s'est déjà manifestée avec la vigueur propre de volonté qui n'est pas un des moindres titres de M. le président du conseil à notre confiance. Nous ne demandons qu'une chose, c'est qu'après l'attitude significative qu'il a prise dans ces dernières semaines, le Gouvernement continue à apporter à la défense des intérêts nationaux engagés au Portugal ses soins vigilants.

Nous avons lu dans certains journaux qui ont courageusement pris en main la défense des créanciers du Portugal qu'il n'y avait pas à hésiter et qu'il fallait dès à présent exercer des actes de représailles. Ce n'est point la conclusion à tirer de notre langage. Nous avons apporté dans la rédaction de notre rapport la plus grande fermeté, mais nous entendons bien que le gouvernement du Portugal reste une nation amie de la France, et qu'il convient d'épuiser à son égard les procédés de la bienveillance avant de recourir à des actes de contrainte et de rigueur.

Il ne s'agit point, pour le moment, d'envoyer une escadre à l'embouchure du Tage ; nous avons, avant tout, à essayer de faire comprendre que le meilleur moyen, pour une nation obérée, de relever son crédit et de restaurer autour d'elle la confiance, c'est d'agir, ainsi que le disait M. Thiers, en honnête homme, et de rester fidèle aux principes de la loyauté. (Très bien ! très bien !)

Sous quelle forme, maintenant, ces avertissements seront-ils donnés ?

Sera-ce — et j'ouvre cette parenthèse en appelant l'attention de M. le président du conseil — sera-ce après avoir, comme cela pourrait peut-être paraître souhaitable, constitué un comité d'enquête et d'examen destiné à représenter l'ensemble des intéressés, jusqu'à ce jour encore disséminés, et par l'organe même de ce comité ? Sera-ce par la voie ordinaire des chancelleries ? Nous nous abandonnons sur ce point à la clairvoyance de M. le président du conseil lui-même.

Mais ce que nous croyons pouvoir lui dire, c'est que, à la seule condition qu'il sache faire accepter volontairement ou qu'il l'impose, s'il en est besoin, ce que nous considérons, dans nos règlements avec le Portugal, comme le droit et la justice, il est sûr d'avoir non seulement l'approbation du Parlement et du pays, mais encore celle de toutes les nations intéressées à maintenir entre elles la bonne foi comme règle de leur conduite réciproque. (Très bien ! très bien ! et applaudissements sur un grand nombre de bancs.)

M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, à la fin du très lumineux exposé qu'il a fait de la question dans le rapport

actuellement soumis aux délibérations du Sénat, l'honorable M. Trarieux s'est exprimé ainsi :

« Nous nous bornons à réclamer des représentations énergiques, qui peuvent allier la plus grande bienveillance à la fermeté.

« C'est là, au surplus, la ligne même de conduite que paraît avoir adoptée M. le ministre de nos affaires étrangères, ainsi qu'en témoignent des actes récents, et, en réalité, il ne s'agirait, croyons-nous, que de donner notre approbation à l'action diplomatique qu'il a déjà entreprise. »

Je pense que le point essentiel sur lequel mes explications peuvent répondre au désir du Sénat est celui qui fera connaître pour quels motifs et dans quelles mesures s'est déjà exercée et doit encore s'exercer l'action du Gouvernement de la République.

Dès qu'il est venu à la connaissance de notre représentant à Lisbonne que le projet du règlement à intervenir entre les obligataires et les actionnaires allait être soumis à l'approbation du gouvernement royal portugais, — ceci remonte au commencement de janvier, — il a protesté et fait remarquer qu'il serait singulier qu'un acte fixant, non seulement des questions intéressant les Portugais, mais aussi des étrangers, et particulièrement des Français, pût intervenir avant que les intéressés eux-mêmes en eussent été préalablement avertis et aient eu la possibilité de présenter leurs réclamations.

M. Bihourd aussitôt a reçu l'assurance que le projet de convention et les statuts lui seraient tout d'abord communiqués, qu'ils seraient même portés à ma connaissance et que, soit à Lisbonne, soit à Paris, on provoquerait les explications des porteurs.

Quelques jours plus tard, le 12, le projet de convention et les statuts étaient publiés ; le 18, ils étaient approuvés.

Immédiatement, M. Bihourd demande des éclaircissements sur un fait aussi singulier, étant données les promesses qui lui avaient été prodiguées. On lui répond que la publication dépendait du juge seul ; M. Bihourd objecte que si la publication dépendait du juge, dans tous les cas la remise de l'affaire au juge avait uniquement dépendu du gouvernement, et que le gouvernement ne paraissait pas, en agissant de la sorte, avoir tenu ses engagements. En outre, nécessairement, le fait même de la publication entraînait une sorte d'approbation officielle donnée aux nouveaux statuts.

Entre temps, messieurs, nous avions mis à la disposition des obligataires un inspecteur des finances qui s'était rendu à Lisbonne ; sa mission ne consistait pas à agir au nom du gouvernement français, mais il devait éclairer notre ministre, l'aider dans les négociations qu'il avait à suivre et servir d'intermédiaire aux porteurs français. M. Lhomme est parti muni des instructions de M. le ministre des finances et des miennes, après s'être entretenu avec un certain nombre de porteurs d'obligations habitant Paris.

Lorsqu'il est arrivé là-bas et lorsque, par l'intermédiaire de M. Bihourd, il est entré en communication avec ceux qui avaient qualité pour traiter, on lui a simplement répondu qu'il était trop tard, que le *convenio* et les statuts avaient été publiés, que sans doute on avait un délai de trois mois pour les examiner, mais que le Gouvernement n'avait plus rien à dire ni plus rien à faire. (Exclamations et bruit.)

Messieurs, en vérité, c'était prendre aisément les choses. J'ai prié M. le ministre du Portugal en France de vouloir bien venir causer avec moi. Je lui ai rappelé par quelles phases la question avait jusque-là passé, et je ne lui ai pas dissimulé que si, depuis plusieurs années, nous avions à l'égard du Portugal, au point de vue financier, des griefs nombreux, ses allures nous autorisaient et nous obligeaient à manifester notre mécontentement. (Très bien ! très bien !) J'ai ajouté que, dans ces conditions, et sans aller encore, pour le moment, jusqu'à une rupture complète de nos relations, j'inviterais M. Bihourd à revenir à Paris, estimant que la présence d'un simple chargé d'affaires à Lisbonne devait être considérée, par le gouvernement du roi, comme un acte comminatoire. (Nouvelle approbation.)

J'ai profité de cette occasion pour rappeler à M. le ministre du Portugal que nous avions eu, à Zanzibar, des difficultés, du fait d'un consul portugais, et que nous n'avions pas reçu la satisfaction que nous pouvions légitimement attendre ; j'ai rappelé aussi que, dans les travaux entrepris par M. Hersent dans le port de Lisbonne, le gouvernement portugais avait manqué à ses engagements, car, après avoir promis ce qui était de droit commun en Portugal, que M. Hersent serait payé en or, on a voulu après coup l'obliger à accepter des billets de la banque du pays. J'ai rappelé, enfin, tout ce qui s'était passé à l'époque du règlement de la dette extérieure ; j'ai dit que la France n'avait pas coutume d'intervenir seulement lorsque les intérêts du Trésor français étaient en cause, qu'elle devait aussi protester et agir, quand il fallait défendre les intérêts légitimes de ses nationaux.

M. Bihourd a quitté Lisbonne. Peu de jours après son arrivée à Paris, M. le ministre du Portugal, au cours d'un nouvel entretien, m'a prié de faire connaître les desiderata du Gouvernement français et ses propositions pour le règlement de la question des chemins de fer.

J'ai répondu à M. Emygdio Navarro qu'il renversait les rôles ; que tout d'abord nous n'avions pas de proposition à formuler, que le gouvernement français n'était pas partie prenante dans la question des chemins de fer portugais, qu'il défendait l'intérêt de ses nationaux, que c'était à eux qu'il fallait s'adresser.

J'ai déclaré en outre que s'il demandait mon avis dans la question, ma réponse serait simple, car je me placerais sur le terrain du droit absolu, et sans avoir ni à mesurer les difficultés possibles du règlement de cette affaire ni à connaître exactement les réclamations qui pourraient se produire, j'ai conclu en disant que si l'on tenait à m'amener à formuler une proposition, elle consisterait dans la revendication nette de tous les droits des porteurs. J'ai expliqué, en outre, qu'il était impossible de se méprendre sur le caractère précis du rappel de M. Bihourd, et qu'il m'appartenait d'attendre que l'acte dont il s'agit fût compris par le Portugal (Très bien ! très bien !) ; que, par conséquent, c'était au cabinet de Lisbonne de formuler des propositions qui seraient ici l'objet de l'examen des porteurs français.

Alors comme, je l'avoue, M. le ministre du Portugal ne me paraissait pas tout à fait convaincu, j'ai dû indiquer que si le rappel de M. Bihourd n'était pas suffisamment clair, il y avait encore à Lisbonne un chargé d'affaires et un personnel de légation à même de me fournir, le cas échéant, un moyen plus net de me faire comprendre. (Très bien !)

M. le ministre du Portugal a, je crois, écrit à son gouvernement, et, de mon côté, j'ai continué de correspondre avec le chargé d'affaires de France.

Voici, à l'heure présente, où nous en sommes :

Le cabinet de Lisbonne a fait des propositions nouvelles ; je n'ai pas à les juger, elles seront soumises aux porteurs ; c'est à eux de voir dans quelle mesure ils les trouveront acceptables. Je vais les faire connaître.

Le gouvernement du roi consent à ce que le délai pour le remboursement de la créance à l'Etat soit prorogé ; et tandis qu'il ne voulait donner que deux obligations en échange de trois obligations anciennes, il en offre aujourd'hui trois en échange de trois.

En outre, quoique ceci ne soit pas encore formulé par écrit, j'ai lieu de croire qu'il admet que la dette de la société envers l'Etat ne sera pas payée en or, mais sera acquittée en obligations.

Ces propositions seront, je le répète, examinées par les intéressés. Sont-elles suffisamment larges ? Eux seuls sont compétents pour le dire.

Quant à moi, je vois un fait : au lieu de se tenir sur le terrain où il s'était primitivement placé, le gouvernement portugais — je lui rends cet hommage — a paru comprendre la nécessité d'abandonner le terrain du *non possumus*. Mais nous gardons le droit d'examiner s'il nous convient de réclamer davantage.

Le gouvernement portugais a envoyé à Paris un délégué qui semble avoir



le double caractère de représentant de la compagnie des chemins de fer et de représentant de l'Etat. Il est à Paris depuis deux jours ; dès que j'ai été officiellement averti de sa présence, j'ai convoqué les porteurs d'obligations dans mon cabinet, non pour examiner le fond de la question, mais seulement pour leur expliquer leur devoir et le nôtre.

Je leur ai déclaré que si dans les circonstances actuelles le gouvernement français avait agi avec une énergie particulière, ce n'était certainement pas avec le désir d'enlever leur action individuelle (Approbation) ; que c'était à eux, les porteurs, à se concerter, à s'entendre pour défendre leurs intérêts et que le Gouvernement ne pouvait que les appuyer sans se substituer à leur initiative ; que je n'avais pas à apprécier la convention ; que c'était à eux de l'accepter ou de la rejeter, et que si elle leur paraissait acceptable, s'ils parvenaient à trouver les bases d'un accord, ils auraient à leur service l'action diplomatique pour la faire prévaloir. (Très bien ! très bien !)

Ces explications ont été, je le crois, comprises par les porteurs ; ils vont entrer en relation avec le délégué portugais qui est en ce moment à Paris. Je les ai assurés que lorsque les conférences auront amené une solution, j'étais tout à fait disposé à rester en contact avec eux et à appuyer leurs revendications, car c'était mon devoir.

Dans l'affaire qui nous occupe, en effet, il n'y a pas seulement à défendre de grandes sociétés de capitalistes, ce qui serait très légitime, il faut aussi soutenir la petite épargne.

Ce n'est pas dans la politique extérieure, surtout au cours de la longue période de paix dont nous jouissons et dont, nous l'espérons, l'Europe continuera à jouir, ce n'est pas uniquement l'honneur de la France que le ministre des affaires étrangères doit défendre ; il a également à sa charge l'intérêt de ses nationaux. Je vous le promets, je ne faillirai pas à cette tâche. (Très bien ! et applaudissements.)

Quand il s'agit des nôtres, la France, qui déjà a de si belles pages dans son histoire, ne peut pas abandonner la cause du droit et de la bonne foi publique. (Très bien ! très bien ! — Vifs applaudissements sur tous les bancs.)

M. le rapporteur. — Je crois pouvoir dire, messieurs, que notre but a été atteint aussi pleinement que possible et que nous venons d'obtenir de M. le président du conseil toutes les déclarations et les assurances que nous pouvions attendre de lui.

Il vous appartient maintenant de donner au langage si ferme que vous avez entendu une portée plus grande encore en y ajoutant votre adhésion formelle, et je vous proposerai de bien vouloir voter, dans ce but, l'ordre du jour suivant que j'ai l'honneur de vous soumettre :

« Le Sénat, approuvant les conclusions du rapport et confiant dans la volonté du Gouvernement de défendre avec énergie les intérêts de ses nationaux, passe à l'ordre du jour. » (Très bien ! très bien !)

M. le président. — Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix l'ordre du jour qui vient d'être présenté par M. le rapporteur et dont je donne une nouvelle lecture :

« Le Sénat, approuvant les conclusions du rapport et confiant dans la volonté du Gouvernement de défendre avec énergie les intérêts de ses nationaux, passe à l'ordre du jour. »

L'ordre du jour est adopté.

Plusieurs sénateurs. — A l'unanimité.

M. le président. — Oui, à l'unanimité.

### Rapports avec le Saint-Siège.

Une importante discussion a eu lieu, le 17 mai, à la Chambre des députés,

à propos d'une circulaire adressée par le nonce aux évêques de France, circulaire qui devait rester secrète et qui, néanmoins, a été publiée par les journaux.

En voici la teneur :

« Nonciature apostolique en France, 58, rue de Varennes (circulaire confidentielle).

« Le saint-père, désirant vivement que l'épiscopat français garde une attitude uniforme dans la question des fabriques, afin d'éviter des conflits dangereux, m'a chargé d'exposer ce qui suit, en voie confidentielle et réservée, à tous les ordinaires des diocèses de France :

« 1<sup>o</sup> Le Saint-Siège n'a pas omis de soutenir, vis-à-vis du Gouvernement, les droits de l'Eglise, affirmant que cette question est au moins mixte et qu'elle doit être résolue par un accord des deux pouvoirs ; le Saint-Siège continuera de défendre ces principes avec fermeté ;

« 2<sup>o</sup> Le Gouvernement français a fait déclarer au Saint-Siège qu'il est disposé à tenir compte des observations de l'épiscopat pour les modifications à apporter aux règlements dont il s'agit.

« Le Saint-Siège aura soin d'insister pour que ces promesses soient mises à exécution.

« 3<sup>o</sup> Le saint-père désire que les évêques, dans leurs réponses au Gouvernement, tout en évitant de se mettre en opposition directe avec la loi, forment les réserves nécessaires et opportunes et fassent tous leurs efforts en vue d'obtenir la modification des règlements et la réforme de la loi sur la comptabilité des fabriques, s'appuyant, à cet effet, sur les difficultés générales et locales que rencontre l'application de cette loi.

« Je saisis avec empressement l'occasion de renouveler à Votre Grandeur l'assurance de mes plus respectueux et dévoués sentiments.

« Signé : DOMINIQUE,

« Archevêque de Thessalonique,  
nonce apostolique. »

Après avoir répondu à diverses questions, M. Casimir-Périer, président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, s'est expliqué de la manière suivante au sujet de cette circulaire :

On a demandé si un nonce pouvait, en France, correspondre directement avec les membres de l'épiscopat, si le nonce avait une autre qualité que celle d'ambassadeur, et l'honorable M. Goujat s'est informé s'il y avait en ce pays une autre autorité que celle de la loi, si un ambassadeur étranger pouvait s'immiscer dans nos questions intérieures et donner directement des instructions à des personnalités qu'il jugeait placées sous ses ordres.

Puis, étendant la question, on a demandé si la législation relative aux fabriques était du domaine mixte, si le Gouvernement avait promis à la cour de Rome de modifier cette législation et, en outre, quelles sont les promesses faites par le Gouvernement qui sont visées dans la lettre du nonce.

On m'a demandé encore — c'est M. Raiberti qui s'est placé sur ce terrain — à quelles conditions la pacification dont il a été parlé serait jugée possible, et, enfin, si la République consentait à subordonner sa politique aux instructions du Vatican.

Je crois n'avoir rien oublié, et je saurais gré à celui dont j'aurais omis l'interrogation de bien vouloir me la rappeler immédiatement.

Sous tous les régimes, Messieurs, et dans tous les temps, le nonce n'a eu, au regard du Gouvernement français, qu'une qualité, celle d'ambassadeur. (Très bien ! très bien !) Dans tous les temps, sous tous les régimes, il a été établi qu'il ne pouvait communiquer directement avec le clergé, sauf dans

un seul cas : lorsqu'il s'agit de recueillir des informations qui précèdent la préconisation des évêques.

Cela dit, dans le cas qui nous occupe, ces règles sont-elles applicables ?

Je ne relirai pas, puisqu'on l'a lue trois fois et qu'on a tenu ainsi à lui donner une publicité plus large encore que celle qu'elle avait déjà reçue, je ne relirai pas la circulaire de M. Ferrata. On pourrait tirer argument — on a tenté de le faire — de ce que dans ce document il n'y a rien qui constitue une décision ou qui soit un acte de la cour de Rome.

On pourrait demander : Est-ce le fait même d'envoyer la circulaire, ou est-ce la publicité qui lui a été donnée qui est répréhensible ?

On pourrait dire encore : Quel est le but de cette circulaire ? Pousse-t-elle les prélats à se révolter contre la loi ? Ne les incite-t-elle pas au contraire, dans une certaine mesure, à s'y soumettre ?

Je n'essayerai rien de pareil ; je n'établis aucune distinction.

Tout à l'heure, M. Pourquery de Boisserin nous parlait de quatorze évêques réunis à Reims pour déclarer que le pouvoir royal en France devait être affranchi de toute direction et de toute volonté extérieure. Je lui dirai que si, à l'heure présente, les quatorze évêques qu'il célébrait se réunissaient avec de telles intentions, nous serions évidemment interpellés et qu'on nous demanderait pourquoi nous aurions toléré qu'ils se soient réunis même pour donner leur appui au Gouvernement.

Pour moi, j'estime qu'il ne faut pas se servir d'arguments de cette nature ; je ne m'appuie sur aucune des circonstances que l'on pourrait invoquer, qu'il s'agisse d'une décision, d'un acte ou d'un conseil, de la publicité de l'acte ou de l'acte lui-même, accompli dans une intention bienveillante — et je tiens à dire très loyalement que, pour ma part, d'après ce que je sais, je suis convaincu qu'il s'agissait d'une intention bienveillante... (Exclamations à l'extrême gauche.)

M. Millerand. — C'est réciproque.

M. Camille Pelletan. — C'est un comble !

M. le président du Conseil. — ... car je rends absolument justice à qui en est digne. (Interruptions à l'extrême gauche.)

Je vous assure, Messieurs, que je n'ai pas l'habitude de calculer mon langage sur ce que je puis lire sur les visages ; ce que je pense, je le dis. (Vifs applaudissements à gauche et au centre.) Je m'expliquerai tout à l'heure sur les droits de l'Etat, mais je sais, et je le déclare du haut de la tribune, qu'il y a dans le parti catholique, et surtout en dehors de lui, des coteries politiques, en France comme ailleurs, qui ne négligent aucune occasion de troubler les relations normales et régulières du Gouvernement français avec la papauté. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs. — Interruptions et bruit à l'extrême gauche.)

Certes, Messieurs, vous pouvez, — je souhaite que vous ne le fassiez pas, — vous pouvez ou m'incriminer ou sourire ; mais, responsable de la politique extérieure de ce pays, je ne me prêterai jamais à un jeu pareil. (Vifs applaudissements à gauche et au centre.)

Messieurs, il suffit, — et je suis en cela en désaccord complet, je le regrette, avec l'honorable M. Cochin, de se reporter aux précédents de toutes les époques pour savoir qu'aucun Gouvernement n'a jamais admis la correspondance directe du nonce avec les évêques ; et c'est en m'inspirant des documents que je vais faire passer sous vos yeux que, dès que j'ai appris l'existence de la circulaire dont il s'agit, — et je n'en ai eu connaissance que par la publication faite par un journal, vendredi soir ou samedi dernier, j'ai été autorisé à rappeler, et j'aurais manqué à mon devoir si je ne l'avais pas fait, quels étaient les principes généraux en cette matière.

« Je ne conteste pas, ai-je télégraphié à Rome, les intentions... et je ne discute pas actuellement le fond ; la forme du document et son caractère sont inacceptables. (Applaudissements.) Gardiens de la loi, des droits de la



société civile et de toutes les traditions, nous ne pouvons admettre un acte de cette nature. » (Vifs applaudissements à gauche et au centre.)

M. Camille Pelletan. — Et la sanction ?

M. le président du Conseil. — Vous me demandez, Monsieur Pelletan, de vous faire connaître la sanction. Ce n'est cependant pas par la sanction que je puis commencer, et je vous supplie de me donner le temps de prouver aux uns que j'ai fait mon devoir, et aux autres que, lorsqu'il s'agit de la défense des droits de l'Etat, on ne pourra jamais nous reprocher aucune défaillance. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.)

Dès 1824, M. de Chateaubriand, Ministre des Affaires étrangères, écrivait ce qui suit à M. de Corbières :

« Monsieur le Ministre,

« Vous m'avez fait l'honneur de me demander, le 7 de ce mois, si les précautions qui ont été prises pour donner une direction régulière à la correspondance du nonce du Saint-Siège me paraissaient suffisantes pour prévenir de nouveaux abus.

« J'ai lieu de croire que M. le nonce, ayant égard aux observations que je lui ai adressées, suivra dans sa correspondance ultérieure la même marche que les autres ambassadeurs, et qu'il n'aura de communications officielles qu'avec le Gouvernement lui-même, excepté en tout ce qui tient aux procès d'information qu'il est chargé de suivre et qui doivent précéder le sacre des évêques. »

Deux ans plus tard, en 1826, M. le baron de Damas, Ministre des affaires étrangères, écrivait au Ministre des affaires ecclésiastiques :

« Vous savez qu'au mois de janvier dernier le nonce du Saint-Siège crut pouvoir adresser directement aux évêques du royaume des exemplaires de la bulle du jubilé et de la lettre encyclique. Cette transmission était irrégulière et dépassait évidemment les attributions dont Mgr Macchi est revêtu. Les nonces remplissant en France les fonctions d'ambassadeur ne peuvent entretenir de communications officielles qu'avec le Gouvernement du roi ; et la seule commission spéciale pour laquelle ils puissent s'écarter de cette règle, est celle de prendre des informations sur les évêques nommés par le roi. Une correspondance habituelle entre eux et le clergé de France serait contraire à nos principes de législation : elle blesserait les droits et l'indépendance du Gouvernement, car ces sortes de communications directes de la part d'un Ministre étranger seraient des actes d'administration que leur caractère public ne peut jamais autoriser. »

En 1850 — et je réponds ici à l'objection que le Gouvernement aurait dû tenir compte des intentions que l'on peut apercevoir dans le document qui nous occupe — en 1850, le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes a signalé au Ministre des Affaires étrangères une lettre de la nonciature qui avait été écrite, rédigée et envoyée dans le but de faciliter l'application de la loi de 1850.

M. le Ministre des Affaires étrangères adressa aussitôt la lettre suivante au nonce apostolique :

« 23 mai 1850.

« Monsieur le nonce, j'ai lu dans les journaux la lettre que Votre Excellence a écrite aux évêques de France pour leur faire connaître les sentiments du saint-père par rapport à l'exécution de la loi relative à l'instruction secondaire. Votre Excellence, dans son louable désir de hâter autant que possible une communication qui devait mettre fin à des malentendus aussi regrettables dans l'intérêt de l'Etat que dans celui de l'Eglise, a oublié, je regrette de le dire, les principes et les usages qui ont constamment réglé en France les rapports de la nonciature avec le Gouvernement et

avec le clergé. La position du nonce est essentiellement, pour nous, celle d'un ambassadeur. Comme tel, et sauf l'unique exception des procès d'information qui précèdent la préconisation des évêques, il ne peut avoir de relations officielles qu'avec le Gouvernement et c'est uniquement par son intermédiaire qu'il peut transmettre, soit aux simples fidèles, soit aux évêques eux-mêmes, les communications qu'il a à leur faire.

« Telle a été, Monsieur le nonce, la règle suivie sous tous les Gouvernements précédents, et dans les rares occasions où vos prédécesseurs s'en sont écartés, le pouvoir alors existant n'a pas manqué de faire entendre des réclamations qui, en maintenant le principe, ont prévenu le renouvellement de ces abus. Les lois sur lesquelles on appuyait ces réclamations n'ayant pas cessé d'exister, le Gouvernement de la République manquerait à un de ses premiers devoirs s'il ne protestait à son tour contre toute atteinte qui lui est portée, même involontairement et avec les intentions les plus pures. »

Seize ans après, en 1866, des observations analogues étaient faites de nouveau à la nonciature.

Plus tard, l'honorable M. Goblet n'a pas manqué de remplir le même devoir.

En 1887, — c'est, je crois, le dernier document sur lequel je puisse m'appuyer, — l'honorable M. Spuller, alors Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, appelait dans les termes que voici l'attention du Ministre des Affaires étrangères :

« Monsieur le Ministre et cher collègue,

« L'attitude du nonce apostolique dans certaines circonstances récentes me fait craindre que ce prélat comprenne mal le caractère de la mission qui lui est confiée, et me paraît nécessiter votre intervention.

« Je suis loin de vouloir contester au représentant du saint-père l'exercice des libertés assurées à tous les citoyens résidant en France, mais je ne puis oublier que les lois du pays assimilent en tous points le nonce du Saint-Siège à un ambassadeur.

« Je pense que le nonce apostolique doit, conformément aux usages et comme les autres ambassadeurs, adresser au Ministre des Affaires étrangères les communications officielles qu'il aurait à faire et ne communiquer qu'avec le Gouvernement lui-même, excepté en tout ce qui tient aux procès d'informations qu'il est chargé de suivre et qui précèdent le sacre des évêques. »

« Ce sont les termes mêmes d'une circulaire célèbre adressée à l'épiscopat sous la Restauration (page 17, 1<sup>re</sup> partie des circulaires sur les cultes). Il doit aussi éviter de pousser le clergé de France à violer les articles du Code qui prohibent la correspondance avec les Gouvernements étrangers. »

Voilà, Messieurs, quels sont les précédents.

Nous avons donc l'obligation de veiller à ce qu'ils demeurent la loi commune et si je me réfère à la solution qui, dans des circonstances auxquelles l'honorable M. Raiberti a fait allusion, a été adoptée, je rappellerai, répondant ainsi à la préoccupation de M. Pelletan, qui me demande quelle est la sanction, ce qui s'est passé en 1870 à la suite d'une publication faite par la nonciature apostolique dans les mêmes conditions que celles que je viens d'indiquer.

Comme à ce moment les Chambres ne se saisissaient pas, ainsi qu'elles le font si légitimement aujourd'hui, de tous les incidents qui peuvent préoccuper l'opinion publique, ce fut par la voie de la presse que l'on a appris le dénouement de l'incident auquel je fais allusion.

Le 24 juin 1870, on lisait dans le *Journal officiel* la note que voici :

« Il résulte d'une récente publication que la nonciature apostolique aurait communiqué à la rédaction d'un journal français une lettre du secrétaire des brefs de Sa Sainteté, invitant Son Excellence le nonce à répondre aux adresses envoyées au saint-père, à l'occasion du concile, de différents points de la France. Notre droit public interdisant formellement dans l'intérieur de l'empire ce genre de communication, et assimilant en tout point le nonce du Saint-Siège à un ambassadeur étranger, le Ministre des Affaires étrangères s'est vu dans l'obligation d'appeler l'attention de Mgr Chigi sur une pareille irrégularité. Les explications de Mgr Chigi ont établi que ladite publication a eu lieu par suite d'une erreur. Il en a exprimé son regret, en déclarant qu'à l'avenir un semblable incident ne se renouvellerait pas. »

Messieurs, je le répète, notre conduite était toute tracée. Je ne sais pas s'il entre dans la pensée de quelques-uns d'estimer que le Gouvernement devait, dans l'occasion qui nous occupe, rompre toute relation avec le Vatican, remettre ses passe-ports au nonce apostolique et prier M. Lefebvre de Behaine de se rendre à Paris. (Rires au centre.) Je déclare très haut que pour ma part je n'ai pas cru que ce fût là la solution de l'incident ; mais j'ai jugé qu'il était nécessaire de demander au Saint-Siège des explications et surtout d'en obtenir.

Depuis deux jours, j'ai envoyé à notre ambassadeur plusieurs télégrammes lui rappelant les précédents et les exigences légitimes que je me croyais en droit de formuler. Ce n'est pas tout : à la suite d'un entretien récent que j'ai eu avec lui, je suis autorisé à déclarer que le nonce affirme que le document, conçu dans un esprit d'apaisement et de conciliation, a été publié contre son gré.

Je vous serais reconnaissant, Messieurs, puisqu'on demande quelle est la sanction, de vouloir bien me laisser dire quelle est la satisfaction que j'ai obtenue et que, pour ma part, je trouve suffisante.

On a dit au cours de ce débat, et c'est pour cela que j'attire votre attention sur ce point, qu'on avait parlé ici du nonce dans des termes — je ne veux rien accentuer dans le langage de M. Denys Cochin — méritant d'être relevés.

M. le président. — Monsieur le président du Conseil, j'ai, en effet, entendu l'espèce de reproche que M. Denys Cochin paraissait adresser au président de cette Assemblée.

Il m'aurait été facile de lui répondre en lui rappelant que les orateurs qui se sont succédé à la tribune et qui ont parlé du nonce apostolique l'ont fait dans des termes qui n'avaient absolument rien de blessant à aucun point de vue, et que notamment M. Pourquery de Boisserin a rendu hommage non seulement à sa fonction, mais à sa personne. (Marques d'assentiment.)

M. Denys Cochin. — Je demande la parole pour un fait personnel.

J'ai dit qu'un acte du nonce avait été blâmé à la tribune et que je venais le défendre, mais rien n'était plus loin de ma pensée que d'adresser un reproche, même indirect, à notre honorable président. (Très bien ! très bien ! à droite.)

M. le président du Conseil. — Il m'aurait appartenu assurément à moi aussi, comme Ministre des Affaires étrangères, de protester contre tout ce qui aurait pu être dit contre une puissance étrangère ou son ambassadeur.

Mais je rends cet hommage à la Chambre que, malgré la vivacité des opinions, on n'a pas prononcé une parole qui ait été de nature à porter ombrage au nonce apostolique. Je tiens à constater que la discussion ne s'est jamais départie du caractère de courtoisie qu'elle devait conserver. (Très bien ! très bien !)



Voici la déclaration que je suis autorisé à faire :

« Le nonce reconnaît que le document, conçu dans une pensée d'apaisement et de conciliation, a été publié contre son gré ; qu'il regrette cette publication, et qu'il aura soin qu'un pareil incident ne se reproduise pas. » (Interruptions à l'extrême gauche.)

M. Millerand. — L'incident, c'est la publication !

M. Camille Pelletan. — Elle est un peu équivoque, cette rédaction !

M. le président du Conseil. — La Chambre appréciera.

M. le président du Conseil. — Quant à moi, comme chef du Gouvernement, j'estime que l'incident est clos. (Applaudissements au centre et sur divers bancs à droite.)

M. Alphonse Humbert. — Vous avez vous-même condamné le document et sa publication. Vous avez obtenu satisfaction sur la publication, mais non sur le document lui-même. Ce document n'a pas été désavoué ; je vous demande si vous continuez à l'accepter. (Applaudissements à l'extrême gauche.)

M. le président du Conseil. — J'ai dit nettement tout à l'heure que ce n'était pas le fait de la publicité de la circulaire qui constituait une irrégularité, et qu'elle résidait dans le fait même d'avoir correspondu.

Il ne suffit pas en effet que, par des mesures de précaution, on arrive à soustraire un document à la vigilance du Gouvernement ou à la connaissance du public. C'est la correspondance elle-même qui n'est pas admissible. (Très bien ! très bien !) Vous remarquerez que, dans le document dont j'ai donné lecture, on promet qu'à l'avenir on veillera à ce que pareil fait ne se reproduise pas.

J'ai dit tout à l'heure que je regardais l'incident comme clos. J'ajoute qu'il me paraît impossible d'engager ici un débat pour savoir quelle rédaction pouvait être exigée ou pouvait être obtenue.

Si l'on estime que la solution est mauvaise, vous avez, Messieurs, une manière toute naturelle d'exprimer votre opinion ; c'est de trouver d'autres négociateurs.

Pour ma part, je le déclare, et je le répète encore, l'incident est clos. (Applaudissements au centre et sur divers bancs à gauche.)

J'aborde maintenant les autres questions qui ont été soulevées et qui sont relatives à la circulaire même. On m'a demandé si le Gouvernement considérait que l'affaire de la comptabilité des fabriques était une matière mixte, et si nous admettions que nous pouvions entrer en négociations avec le Vatican ou avec les évêques.

Nous avons toujours soutenu, nous soutiendrons toujours, M. le Ministre des Cultes l'a nettement indiqué, il y a plusieurs semaines, que la question qui nous occupe appartient exclusivement au domaine national. (Très bien ! très bien !) Nous l'avons fait remarquer soit dans les lettres qui ont été écrites, soit dans les conversations qui ont été échangées.

Il est impossible de contester le principe de la loi de 1892 sans contester, en même temps, tous les édits royaux, le décret de 1809, l'ordonnance de 1825, les lois municipales de 1837 et de 1884, et bien d'autres textes.

Les fabriques sont des corps sur lesquels les pouvoirs publics ont donné, par délégation, aux évêques la part de prépondérance qu'il convient ; mais le caractère de corps laïque ne leur a jamais été contesté et ressort même de leurs attributions.

Ce serait en reconnaissant aux fabriques le caractère d'établissements mixtes que nous établirions une confusion dangereuse entre les choses spirituelles que nous n'entendons pas réglementer et les choses temporelles dont nous avons la charge. Le temporel du culte, dans tous les temps comme dans tous les pays, a relevé exclusivement du pouvoir laïque, et je me garderai bien de consentir à rien de ce qui pourrait diminuer ce droit.

Voilà, Messieurs, dans quelles conditions nous nous sommes expliqués sur le point de savoir si cette matière était un domaine mixte ; non, ce n'est pas là une affaire du domaine mixte : il s'agit uniquement d'une législation nationale ; ici nous sommes seuls les maîtres. C'est tellement vrai qu'à une date récente on m'a demandé de Rome si je consentirais à entrer en négociations à propos de la comptabilité des fabriques, et que j'ai répondu que le mot « négociations » ne pouvait pas trouver sa place. (Applaudissements.)

M. Camille Pelletan. — Alors, la lettre est inexacte ? (Exclamations au centre.)

M. le président du Conseil. — Monsieur Pelletan, je vous en prie : je désire — c'est ma résolution ferme — ne laisser aucune ambiguïté dans ce débat. Que voulez-vous dire en prononçant ces mots : « Alors, la lettre est inexacte ? » Veuillez vous expliquer clairement.

M. Camille Pelletan. — Je remercie M. le président du Conseil de l'occasion qu'il me donne de provoquer une explication que je juge, en effet, nécessaire.

La lettre du nonce dit positivement que le Gouvernement est entré en négociations, sur le fait même de la loi, avec la cour de Rome et transmet aux évêques l'espérance que ces négociations aboutiront.

M. le président du Conseil nous dit, de son côté, — contrairement à cette affirmation, — qu'il a refusé toute négociation sur ce point.

La contradiction est visible, manifeste, et il faut que l'une ou l'autre des deux affirmations soit fausse ! (Applaudissements sur divers bancs à gauche et à l'extrême gauche.)

M. de Baudry d'Asson. — C'est absolument vrai !

M. le président du Conseil. — Je vais répondre à la fois à M. Pelletan et à M. de Baudry d'Asson, qui partage sa manière de voir.

M. de Baudry d'Asson. — Absolument ! (Applaudissements ironiques sur divers bancs à gauche et au centre.) Monsieur le président du Conseil, voulez-vous me permettre de dire un mot de ma place ?

M. le président du Conseil. — Volontiers !

M. de Baudry d'Asson. — Oui, je partage le sentiment de M. Pelletan dans cette circonstance, et je l'affirme de ma place, de façon que tout le monde l'entende ; oui, je partage son sentiment ; il faut que la chose soit tirée au clair : il convient que vous ne persistiez pas dans cette politique de bascule que le Gouvernement pratique constamment et qui consiste à dire d'une façon et à faire d'une autre. Il faut déclarer ici franchement ce que vous entendez faire et ne pas continuer à abuser plus longtemps ceux qui ont eu trop souvent confiance dans ce Gouvernement.

M. le président du Conseil. — L'honorable M. Pelletan estime qu'il y a une contradiction complète entre le refus que j'ai opposé au Vatican de négocier sur la législation concernant les fabriques et le paragraphe 2 de la lettre écrite par le nonce et publiée par les journaux.

Je ne dénie pas et je ne dénierai jamais à aucun citoyen français le droit de soumettre au Gouvernement des observations sur l'application d'une loi, surtout sur l'application d'une loi récente, *a fortiori* lorsque, comme dans le cas qui nous occupe, il ne s'agit pas du principe même de la loi. Car, en somme, ce n'est pas le principe voté par la Chambre et qui soumet les fabriques aux règles générales de la comptabilité publique qui a soulevé des difficultés et des contestations, c'est le règlement délibéré en Conseil d'Etat ; c'est la façon dont la loi a été appliquée, ce sont les exigences fiscales que le Conseil d'Etat a jugées nécessaires, c'est le nombre des registres à remplir, c'est la nécessité de posséder des connaissances que n'ont pas toujours, dans les petites communes, ceux qui sont chargés de tenir cette comptabilité.

Voilà les points sur lesquels des observations ont été faites, et je déclare qu'en un certain sens, je les admet.

J'ai pu dire à Rome, et je ne le regrette pas, comme je l'ai dit en France, que lorsque la soumission serait complète, que lorsqu'on aurait laissé aux faits le soin de parler et d'éclairer par eux-mêmes l'opinion, le Gouvernement aurait à examiner quels sont...

M. René Goblet. — C'est une négociation.

M. le président du Conseil. — Monsieur Goblet, je vous assure que vous ne me causez aucune surprise et que j'étais bien convaincu que je ne pourrais pas descendre de la tribune sans que — quoi que je dise — le mot abdication fût prononcé au cours de mes explications.

M. René Goblet. — Mais non ! j'ai dit : C'est une négociation.

M. le président du Conseil. — Soit ! Voici, Messieurs, dans quelles conditions je négocie, selon l'honorable M. Goblet ; comme il a été Ministre des Affaires étrangères, je ne doute pas qu'il ne se rende exactement compte de la portée du mot qu'il a employé.

J'ai dit que je ne pouvais rien faire, rien entendre, tant qu'existerait un esprit de révolte et d'insoumission ; j'ai déclaré qu'il fallait d'abord laisser parler les faits et que, pendant tout le temps que des instructions seraient maintenues ouvertement ou subrepticement dans le but de pousser à violer la loi ou à lui désobéir, je la maintiendrais tout entière, sans rien changer à son texte ni au règlement d'administration publique.

Ces idées sont consignées dans une lettre à notre ambassadeur au Vatican, dont j'aurai l'honneur de vous donner lecture.

Voilà pour ce qui est de la matière mixte et des soi-disant négociations que nous poursuivons sur la question de la législation des fabriques ; mais M. Raiberti — et je l'en remercie — a élargi quelque peu ce débat : il a demandé au Gouvernement, qui avait fait connaître sa volonté d'arriver, sur ce terrain comme sur tout autre, à la pacification, dans quelles conditions cette pacification était possible ; il lui a dit : Ce ne sera pas au prix d'une abdication, et il a ajouté : Ce qui peut compromettre la politique de pacification, ce serait un empêtement toléré par l'Etat sur son domaine.

Voilà une formule à laquelle je m'associe absolument.

Depuis que le Gouvernement a eu l'occasion de s'expliquer, j'ai lu dans un certain nombre de journaux, — je ne veux rien dire de désobligeant pour personne, ce n'est pas mon habitude (Marques d'assentiment), je vais même plus loin, j'ai souvent entendu des paroles désobligeantes sans y répondre (Applaudissements sur divers bancs), — j'ai lu dans un certain nombre de journaux que le Gouvernement était livré à l'Eglise, que nous étions un Gouvernement de réaction, que le Vatican dirigeait notre politique.

Ces accusations me touchent peu, par la raison que la presse dans laquelle je les lisais aurait au besoin trouvé autre chose.

Mais — et la Chambre ne me le reprochera pas — il est des documents auxquels j'attache plus d'importance qu'à des articles de journaux. Je crois, en vérité, que le moment serait venu de s'expliquer, non seulement sur la question de la législation des fabriques, mais d'une façon plus générale, puisqu'on paraît avoir contre le Gouvernement des griefs au sujet de sa façon de diriger les affaires au point de vue religieux.

Il n'y a, en effet, intérêt ni pour nos adversaires ni pour nous, ni pour le pays à ce qu'une équivoque subsiste. (Très bien ! très bien !)

Eh bien, dans un discours récent, prononcé sinon à la tribune, du moins dans l'enceinte législative, le président d'un groupe de la Chambre s'exprimait en ces termes :

« Aussi vous affirmerez, en appelant à vous tous les républicains vraiment soucieux de ne pas laisser se dissoudre l'œuvre commune sous l'influence grandissante de l'esprit clérical, la ferme volonté de poursuivre votre programme de réformes et de justice sociales. »

Et un peu plus loin :

« Nous sommes convaincus que la base de l'entente sur les réformes politiques et sociales est assez large pour que s'y puissent grouper tous les répu-



blicains qui s'inspirent, non du *Syllabus*, mais des principes de la Révolution. »

Si l'on pense que le Gouvernement ne soit pas à même, étant donné l'esprit qui l'anime, de poursuivre les grandes réformes, si l'on estime qu'au lieu de s'inspirer des principes de la Révolution ce sont les principes du *Syllabus* qui le guident, permettez-moi de dire — et il est presque singulier que ce soit moi qui provoque ce débat — ce n'est pas dans des groupes qu'il faudrait l'affirmer, c'est ici même. (Applaudissements répétés sur un grand nombre de bancs)

D'abord, lorsque des attaques aussi graves sont dirigées contre un Gouvernement, il y a avantage pour la dignité de tous à tenir un pareil langage en face de ceux auxquels on l'adresse (Applaudissements); ensuite, dans les pays libres. — et dans le nôtre en particulier, — ce n'est pas lorsque nous avons la tribune, lorsque nous avons la publicité du *Journal officiel*, que des questions de cette importance doivent être abordées hors de la salle des séances.

M. Camille Pelletan. — On les a apportées à la tribune.

M. le président du Conseil. — Si on les a portées à cette tribune, s'il est bien constaté, à la fois dans l'intérêt de la Chambre, dans l'intérêt du pays, dans l'intérêt des réformes ultérieures auxquelles peut-être aussi nous pourrions donner nos soins; s'il est bien constaté, dis-je, que ces accusations ont été portées à la tribune, que tout a été dit, je vais répondre à toutes les accusations qu'on a pu formuler sur ce sujet, et alors on saura si, oui ou non, le Gouvernement est aujourd'hui entre les mains du parti clérical, et si ce sont les principes du *Syllabus* que nous nous efforçons d'appliquer.

Je n'entendrai pas davantage le débat; tout à l'heure je serai à même de remonter à la tribune, quelque fatigue que je puisse éprouver, si mes explications ne sont pas jugées satisfaisantes; et afin d'éclairer la Chambre le mieux possible, je vais lui donner communication des instructions que, dès le 7 mars dernier, c'est-à-dire peu de jours après l'interpellation de M. Denys Cochin et le langage tenu par M. le Ministre de l'Instruction publique et par moi-même, j'adressais à notre ambassadeur auprès du Vatican. On pourra m'interroger ensuite; il faut faire la lumière devant la Chambre et l'opinion publique.

Voici ce document en entier, je n'en supprime pas un seul mot :

« Paris, le 7 mars 1894.

« Monsieur l'ambassadeur,

« Le débat qui s'est engagé le 3 de ce mois à la Chambre des députés, au sujet d'une question posée par M. Cochin sur un arrêté du maire de Saint-Denis, n'a pas échappé à votre attention. Il vous suffira de lire le *Journal officiel* pour vous pénétrer de la pensée du Gouvernement. Toutefois, en présence des efforts qui sont faits pour dénaturer le sens et la portée des déclarations du Ministère, il me paraît utile de les préciser et de vous mettre à même d'affirmer que le respect du clergé pour les droits de l'Etat et sa soumission à toutes les lois sont les conditions essentielles d'une politique de tolérance et d'apaisement. (Applaudissements au centre.)

« Si, à tous les degrés de la hiérarchie, le clergé le comprend, il trouvera l'Etat disposé à s'opposer aux mesures que pourrait inspirer l'injustice ou la passion.

« Si notre langage était au contraire interprété comme un abandon des droits de la société laïque, comme une promesse sans condition, le clergé s'apercevrait bien vite qu'il ne trouvera pas, pour arrêter ses empiètements, de gouvernement plus ferme et plus résolu que celui qui respecte l'Eglise dans le domaine de la conscience. (Nouveaux applaudissements sur les mêmes bancs.)

« Je suis assuré que ce langage sera compris à Rome et que le Saint-Père y verra notre volonté de fortifier en France auprès des prélats les plus

ardents et les moins disciplinés les conseils de sagesse qu'ils reçoivent du Vatican. (Très bien ! très bien !)

« Dans la question de la comptabilité des fabriques, nous nous inspirerons de ces mêmes principes. Quand les quelques évêques qui ont publiquement protesté contre la loi ou cherché moins ostensiblement à en troubler l'application auront cessé leur résistance et permettront aux faits eux-mêmes, en dehors de toute passion et de toute prévention, d'éclairer l'opinion publique, nous verrons s'il est des difficultés, des complications ou des exigences fiscales qui méritent l'examen.

« Ce n'est plus l'heure de rechercher si l'élaboration du règlement aurait pu être entourée de plus de garanties ; les démonstrations peu convenables de certains prélats et l'agitation qu'un parti politique veut entretenir sur cette question, nous mettent dans l'obligation d'exiger le silence et la soumission avant de décider s'il est nécessaire ou légitime de retoucher des points de détail. (Très bien ! très bien !)

M. Georges Leygues. — Nous n'avons jamais entendu un langage plus honnête et plus fier.

M. Louis Hémon. — Vous n'avez jamais parlé comme cela, Monsieur Goblet !

M. René Goblet. — Lisez ma lettre à l'archevêque de Paris !

M. Paul Deschanel. — Nous n'avons pas oublié « les amertumes du Saint-Père... » (On rit.)

M. le président du Conseil. — « Nous promettons notre respect et notre protection à l'Eglise respectueuse des prérogatives du pouvoir laïque ; nous la convions à une œuvre de tolérance et de pacification. Si le clergé catholique rend cet apaisement possible, la France y puisera des forces nouvelles.

« S'il croyait ou affectait de croire nos déclarations inspirées par d'autres sentiments que le respect de la pensée et l'amour de la liberté, il ne tarderait pas à être détrompé et il aurait à se convaincre que le premier devoir d'un Gouvernement soucieux de maintenir et de fortifier l'autorité, c'est d'exiger des serviteurs de l'Eglise, comme de tous les autres citoyens, l'observation des lois. » (Bravos et applaudissements prolongés.)

Et maintenant, Messieurs, si ces éclaircissements ne sont pas suffisants, qu'on en provoque d'autres. Je le demande avec instance ; mais, je vous en prie, lorsqu'il sera établi que nous avons été les défenseurs vigilants et les gardiens des droits de la société civile, qu'on en finisse avec des accusations auxquelles ne croient pas beaucoup de ceux qui les formulent au dehors. (Très bien ! très bien !) Je demande — c'est l'intérêt de notre pays, c'est celui de la République et de la démocratie — que nous en finissions avec des discussions qui prennent trop souvent le caractère de querelles personnelles ou de compétitions individuelles.

Dites, je me permets de l'exiger, si vous croyez, oui, ou non, que nous pouvons servir efficacement avec vous la cause des réformes et de la démocratie française. (Plusieurs salves d'applaudissements. — L'orateur, de retour au banc du Gouvernement, reçoit de nombreuses félicitations.)

— Après diverses observations, la Chambre, par 304 voix contre 122, adopte un ordre du jour ainsi conçu :

*La Chambre, approuvant les déclarations du Gouvernement, passe à l'ordre du jour.*

— La Conférence sanitaire a terminé ses travaux le 3 avril par la signature d'une convention.

Cet instrument a été signé avec pleins pouvoirs par les plénipotentiaires d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, de France, de Grande-Bretagne, de Russie, d'Espagne, des Pays-Bas, d'Italie, de Grèce, de Danemark, de Perse, de Portugal.

Les délégués des Etats-Unis ont accepté la convention sous certaines réserves.

La Turquie l'a prise *ad referendum*, de même que la Suède et la Norvège. Aussitôt après la signature, M. Casimir-Perier a prononcé le discours suivant :

« Messieurs,

« L'instrument que vous venez de signer marque l'heureuse conclusion de vos travaux.

« Pendant le trop court séjour que vous avez fait parmi nous, vous avez apporté le concours de votre expérience et de vos lumières à l'œuvre humanitaire pour laquelle vous étiez réunis.

« La mise en pratique de vos décisions sera la meilleure récompense de vos efforts.

« Dans la grande entreprise de protection internationale contre le fléau, la convention de Paris va prendre place auprès des conventions de Dresde et de Venise.

« L'honneur de ce nouveau progrès revient tout d'abord à la science moderne qui, en déterminant l'origine et les causes du mal, a permis de connaître les moyens de propagation et de discerner les meilleurs procédés pour le combattre. Il revient ensuite au haut esprit humanitaire de nos gouvernements dont les instructions ont donné à chacune des délégations ici rassemblées l'autorité nécessaire pour parler au nom des puissances et pour faire adopter leurs décisions ; il revient, enfin, au sage esprit de conciliation qui a dicté vos résolutions.

« La France s'honore d'avoir pu assister à ces grandes assises, et elle y trouvera un nouvel encouragement pour poursuivre avec le concours de toutes les puissances les grandes œuvres civilisatrices dont elle a toujours recherché, parmi tant de travaux et de vicissitudes, la réalisation.

« Je vous remercie en son nom, messieurs, je vous prie de reporter parmi les peuples divers où vous allez reprendre votre place le souvenir de son hospitalité. Permettez-moi d'ajouter, messieurs, que nous espérons vous revoir, vous et tous ceux qui partagent le souci des travaux de la paix, aux fêtes où nous convoquons le monde pour clore en 1900 le jubilé du XIX<sup>e</sup> siècle.

« D'ici là nous sommes en droit d'espérer que les décisions que vous avez prises seront partout un fait accompli et que ce fléau qui nous a si souvent frappés sera éteint dans sa source même. Nous avons le ferme espoir que les réserves, que des considérations respectables ont amené quelques-unes de vos délégations à formuler, ne sont qu'un ajournement momentané d'une adhésion définitive. La diplomatie du gouvernement de la République s'emploiera activement à cet heureux résultat, et nous avons de sérieuses raisons de penser que, grâce aux dispositions de vos gouvernements respectifs et de ceux qui les représentent ici, elle y réussira sans peine.

« Encore une fois, messieurs, je vous adresse, au nom du gouvernement de la République, tous nos remerciements. Je crois que je puis y joindre sans exagération aucune ceux de la science et ceux de l'humanité. »

— Le Cabinet, présidé par M. Casimir-Perier, a donné sa démission le 22 mai, à la suite d'un vote de la Chambre des Députés sur une question d'ordre intérieur (situation des employés et ouvriers des chemins de fer de l'Etat).

Un ministère a été constitué sous la présidence de M. Ch. Dupuy, qui a pris le Département de l'Intérieur. M. Gabriel Hanotaux, ministre plénipotentiaire, a le Ministère des Affaires étrangères.

De la Déclaration ministérielle lue aux Chambres le 31 mai, nous extrayons le passage suivant relatif aux affaires extérieures :

« En ce qui concerne la politique étrangère, nous aurons à cœur de maintenir cette continuité de vues et de relations qui, en dépit de la rivalité des



opinions politiques, a permis à notre pays de reprendre parmi les nations une place digne de son nom et de son histoire. Forts de votre appui, pénétrés comme vous du sentiment national, nous serons, en toute occasion, les gardiens attentifs des intérêts de la France et les défenseurs énergiques de ses droits. »

## GRANDE-BRETAGNE

### Les Affaires de Siam.

CHAMBRE DES COMMUNES. (*Séance du 23 mai.*)

A propos du budget des affaires étrangères, M. Curzon, dont on se rappelle les questions incessantes, l'an dernier, lors du conflit franco-siamois, a questionné le gouvernement sur l'état des relations entre la France et le Siam et il a motivé sa question par l'absence de publications officielles sur les affaires siamoises.

Il y a neuf ou dix mois, a-t-il dit, le gouvernement avait promis de communiquer la correspondance échangée avec la France au sujet du Siam. Le gouvernement, dit-on, attend la fin du procès Groscurin et l'évacuation immédiate de Chantaboun qui doit en être la conséquence. Mais, au lieu d'évacuer Chantaboun, les Français fortifient cette ville et y maintiennent des troupes. Leur présence est une menace et un affront pour le Siam.

Le gouvernement britannique devra exiger que les Français ne jouissent d'aucun avantage et d'aucun privilège au point de vue commercial qui ne serait pas concédé aux Anglais.

M. Curzon a terminé en demandant la neutralité du futur Etat-tampon et une garantie formelle que la France respectera désormais l'intégrité du Siam.

Sir Edward Grey, secrétaire parlementaire pour les affaires étrangères, dit qu'il ne peut naturellement faire à la Chambre de déclaration au sujet des derniers arrangements entre la Chine et l'Angleterre, car les négociations ne sont pas encore terminées entièrement.

Quant au Siam, a ajouté sir E. Grey, le gouvernement attache la plus haute importance à ce que son intégrité et son indépendance soient respectées.

La constitution à donner à l'Etat-tampon ne pourra être déterminée qu'une fois que la délimitation des frontières sera établie.

Tous les avantages commerciaux et tous les droits conférés et cédés à la France par le traité franco-siamois seront naturellement de droit concédés aux sujets britanniques, qui jouissent de la clause de la nation la plus favorisée.

Mais le gouvernement français a suspendu toute négociation au sujet du Siam avec l'Angleterre jusqu'à ce que le Siam ait rempli toutes les conditions du traité franco-siamois. Le gouvernement britannique compte sur les engagements pris par le gouvernement français de reprendre alors les négociations. Le gouvernement britannique se préoccupe d'arriver à un arrangement qui écartera tout danger de querelle au Siam pour l'avenir.

Le gouvernement ne peut pas déposer de correspondance avant que l'affaire du Siam soit complètement terminée entre le Siam et la France.

### Violation du secret diplomatique.

— Ce n'est pas une maladie spéciale aux diplomates français et aux journaux français. Le *Journal des Débats* a reçu de son correspondant de Londres les intéressants détails que nous donnons ici :

La maladie des révélations politiques, diplomatiques et autres n'est pas exclusivement française. D'autres pays en ont souffert, l'Angleterre entre autres; mais, grâce à une médication énergique, le Parlement britannique, consulté aussitôt, a réussi à faire disparaître entièrement le mal. Il a prescrit, pour cela, une ordonnance qui s'appelle en langage juridique l'*Official Secrets Act* 1889.

La première partie de cette loi punit ceux qui donnent, obtiennent ou tâchent d'obtenir des renseignements sur ce qui se passe dans les forteresses, arsenaux, ateliers, ports, camps, vaisseaux et bureaux de l'Etat. C'est le moins intéressant, car les lois sur l'espionnage en vigueur sur le continent ont prévu le cas.

Mais la seconde partie l'est davantage. Elle a trait à l'*abus de confiance officiel*, comme on dit ici, et voici ce qu'elle dit :

« Si une personne, en raison de ce qu'elle occupe ou a occupé un emploi au service de S. M. la Reine, a, légitimement ou illégitimement, obtenu possession ou disposition d'un document, croquis, plan ou modèle, ou acquis des informations quelconques et, à une époque quelconque, par corruption ou contrairement à son devoir officiel, communiqué ou tenté de communiquer ces documents, croquis, modèle, plan ou information à une personne à laquelle ils ne devaient pas, dans l'intérêt de l'Etat ou autrement dans l'intérêt public, être communiqués à cette époque, elle sera considérée coupable d'abus de confiance officiel. »

Cela dit, l'*Act* de 1889 indique de quelle peine seront frappés ceux qui auront été coupables d'abus de confiance officiel. Si la communication a été faite à un gouvernement étranger, le fait est réputé crime et le coupable est passible des travaux forcés à perpétuité, ou de cinq ans au moins de cette peine; si le cas n'est pas grave, de deux ans au plus de prison avec ou sans amende.

Dans tout autre cas, c'est-à-dire s'il s'agit d'une publication dans les journaux ou autrement, le coupable a commis un simple délit et est passible d'un an de prison, avec ou sans travaux forcés et avec ou sans amende. Cela est laissé à la discrétion du juge.

La même loi explique que le mot document sera interprété comme signifiant partie d'un document; le mot modèle, dessin ou échantillon; le mot croquis, photographie ou tout autre moyen de reproduction de n'importe quelle chose ou lieu; le mot bureau, toute fonction ou emploi soit dans un département public, soit dépendant d'un de ces départements.

Jusqu'à présent, l'effet de cette loi a été excellent et l'on pourrait, dans bien des pays, essayer un peu de ce régime.

## ITALIE

Le Protocole suivant a été signé, le 5 mai, à Rome, entre les gouvernements anglais et italien pour la délimitation des sphères d'influence des deux pays dans l'Afrique nord-est :

Afin de compléter la délimitation des sphères d'influence entre la Grande-Bretagne et l'Italie dans l'Afrique orientale, qui a fait l'objet des protocoles signés à Rome les 24 mars et 15 avril 1891, les soussignés, autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont convenu ce qui suit :

La limite des sphères d'influence de la Grande-Bretagne et de l'Italie dans les régions du golfe d'Aden est constituée par une ligne qui, partant de Gildessa et se dirigeant vers le 8° latitude nord, contourne la frontière nord-est des territoires des tribus Girri, Bertiri et Rer-Alli, en laissant à droite les villages de Gildessa, Darmi, Giggigæ, Milmil.

Arrivée au 8° latitude nord, la ligne s'identifie avec ce parallèle jusqu'à son intersection avec le méridien 48° longitude est de Greenwich; elle se

dirige ensuite à l'intersection du 9° latitude nord et du 49° longitude est de Greenwich et suit le méridien jusqu'à la mer.

2° Les deux gouvernements s'engagent à se conformer dans les régions du protectorat britannique et dans celles de l'Ogaden, en faveur des sujets et protégés britanniques et italiens, ainsi que des tribus qui habitent ces territoires, aux stipulations de l'Acte général de Berlin et de la déclaration de Bruxelles relatives à la liberté du commerce.

3° Dans le port de Zeila, il y aura égalité de traitement pour les sujets et protégés britanniques et italiens en tout ce qui concerne leurs personnes, leurs biens et l'exercice de leur commerce et de leur industrie.

Rome, 5 mai 1894.

CRISPI.

F. C. FORD.

### Expulsion d'un Italien par l'autorité française.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. (Séance du 26 avril.)

— Le député Canegallo désire avoir des renseignements sûrs et précis au sujet de l'arrestation et de l'expulsion du général Goggia, ordonnées par le gouvernement français, et il demande quelles mesures ont été prises ou que l'on entend prendre.

M. Blanc, ministre des affaires étrangères, répond :

« Le gouvernement français, comme le nôtre, a la faculté d'expulser les étrangers sans en donner la raison. L'usage que le gouvernement français a fait de cette faculté dans le cas du général Goggia peut être l'objet d'une libre appréciation et non d'une réclamation.

« Le gouvernement italien a estimé, continue M. Blanc, qu'il était plus digne de n'en faire l'objet d'aucune démarche auprès du gouvernement français. »

M. Canegallo prend acte de cette déclaration et déplore la mesure prise par le gouvernement français.

Le baron Blanc continue.

Il dit que dans les circonstances actuelles tous les renseignements du gouvernement italien démontrent que le général Goggia n'a pas réellement exercé l'espionnage.

M. Crispi ajoute que le gouvernement français a agi ainsi en vertu d'une loi de 1849 et qu'il n'y a pas de raison de lui en demander compte. La même disposition existe dans la loi italienne de sûreté publique, et M. Crispi rappelle que c'est lui qui y a fait introduire cette disposition.

« Nous, poursuit M. Crispi, nous pouvons chasser de notre territoire tout étranger sans dire pourquoi. Il n'est donc pas convenable, de la part du gouvernement auquel appartient l'expulsé, d'entamer une discussion ou d'ouvrir des négociations, parce qu'on peut lui répondre : « Ma loi m'y autorise. »

« Nous, de notre côté, nous pourrions répondre de même, si pareil fait se produisait chez nous.

« Je rappellerai à M. Canegallo que, lorsque je fus ministre pour la dernière fois, je me prévalus de ce droit quand je le crus nécessaire et je m'en prévaudrai chaque fois qu'il sera nécessaire. »

M. Canegallo fait observer que les réponses qu'il a reçues confirment la nécessité et l'opportunité de sa question, et puisque M. Blanc a affirmé qu'on pouvait supposer qu'aucun acte d'espionnage n'avait été commis par le général Goggia, on a raison de déplorer l'acte inconsidéré du gouvernement français.



— La Chambre des Députés a discuté, le 2 mai, le prorogation pour cinq ans des tribunaux de la réforme en Egypte. M. Blanc, ministre des affaires étrangères, a fait à ce sujet des déclarations intéressantes.

Le ministre dit que les complications politiques ont rendu parfois illusoire la concorde des puissances pour bannir les rivalités dans les tribunaux comme dans les autres administrations collectives égyptiennes, mais la magistrature italienne s'est toujours maintenue ferme et a toujours fait honneur à l'Italie aussi bien par son intégrité et sa compétence qu'en excluant de ses fonctions toute idée préconçue de prépondérance politique quelconque.

Le gouvernement italien considère aussisi participation tant aux tribunaux de la réforme qu'au conseil de la Dette et dans les autres administrations égyptiennes comme une aide donnée à l'Egypte, et il croit qu'il doit rester complètement étranger à toute complication ou obstruction résultant de rivalités internationales.

Le ministre déclare donc qu'il ne croit pas les intérêts italiens contraires en principe aux propositions qui seraient faites simultanément par le Caire et par Londres. Il croit même que les intérêts de l'Italie, de l'Angleterre et de l'Egypte sont communs et, par conséquent, il désire faciliter l'œuvre d'autonomie égyptienne autant qu'il est permis dans les conditions de droit des conventions en vigueur.

Le projet a été approuvé.

— Dans la séance du 4 mai, M. Crispi, président du Conseil, a donné des explications sur sa politique en Orient, spécialement à l'égard de la Bulgarie.

On a dit que ma politique en Orient avait subi la pression des puissances alliées.

M. Barzilai. — Je n'ai pas dit pression.

M. Crispi, président du Conseil. — Veuillez donc répéter ce que vous avez dit.

M. Barzilai. — La fatalité d'une politique erronée.

M. Crispi, président du Conseil. — Non, vous n'avez pas dit cela. Vous avez dit que l'hon. Crispi avait subi les effets d'une politique erronée.

M. Barzilai. — Avait subi les effets d'une direction politique erronée.

M. Crispi, président du Conseil. — Soit ! mais vous êtes dans l'erreur. Vous ne connaissez même pas les actes de la Chambre des députés (rires).

Je pris la direction des affaires étrangères le 7 août 1887. Je n'ai pas présentes à la mémoire toutes les différentes questions qui étaient alors pendantes et qui furent résolues à l'avantage de notre pays. Je m'en tiendrai à un fait relatif à l'Orient.

Les Bulgares avaient élu prince, Ferdinand de Cobourg. Les puissances n'avaient pas, disons les choses clairement, le courage de le reconnaître et se retranchaient derrière un article du traité de Berlin.

On venait de décider l'envoi d'un commissaire à Sophia pour obliger le Prince à partir et le peuple bulgare à se soumettre à l'Europe. Eh bien ! je m'opposai à cela, et mon opposition gagna l'adhésion de toutes les autres puissances ; le commissaire ne fut pas envoyé et le Prince de Bulgarie, quoique non reconnu, règne encore sur les populations qui l'avaient élu.

La Chambre n'a qu'à jeter un coup d'œil sur mes dépêches du 18 et du 30 août, ainsi que du 1<sup>er</sup> septembre 1887, dépêches qui se trouvent dans le Livre Vert publié en 1890.

Permettez-moi d'en lire quelques passages, de nature à vous donner une idée de la manière dont le ministère italien se règle à cette occasion.

Tandis que la Russie faisait tout pour que son désir fût exaucé, nous faisons notre devoir pour qu'elle n'opprimât pas un peuple qui avait reconquis sa liberté par sa propre valeur.

Dans une dépêche du 18 août 1887, j'écrivais à notre ambassadeur à Cons-

tantinople : L'ambassadeur de Russie auprès de la Sublime Porte ayant tâché d'induire la Turquie à faire des démarches énergiques à Sophia, dans le but d'éloigner de la Bulgarie le Prince Ferdinand, dont l'élection, d'après M. Onou, aurait été désapprouvée par toutes les puissances, je vous autorise à vous mettre d'accord avec vos collègues d'Autriche-Hongrie et d'Angleterre pour exprimer l'avis que dans l'élection qui a eu lieu, nous devons, jusqu'à preuve contraire et équivalente, voir un témoignage valable de la volonté du peuple bulgare.

Le principe de la liberté des populations, comme Votre Excellence le remarque avec raison, est, à nos yeux, le meilleur élément d'interprétation de l'esprit du traité de Berlin, chaque fois qu'il s'agit de l'appliquer à des cas non prévus.

Ce n'est pas tout. Le 30 août, par le télégraphe, je m'exprimais ainsi...

Comme je vous le disais tout à l'heure, la Russie, d'accord avec d'autres puissances, voulait envoyer un commissaire à Sophia pour obliger le Prince à s'éloigner de cette ville. La seule question qui s'agit à encore à ce sujet, était celle de la nationalité du commissaire. La Russie voulait un Russe, la Turquie un de ses sujets. Lord Salisbury, acceptant l'envoi du commissaire, se refusait à ce que celui-ci fût Russe ou Turc, et voulait qu'il appartint à une des autres puissances européennes ; mais l'idée de l'envoi d'un commissaire avait déjà été acceptée même par l'Angleterre.

Je m'y refusai et j'eus gain de cause, honorable Imbriani ! Cette fois, je puis le dire avec orgueil, non pas pour moi, mais pour le pays que je servais ! (Bravo !)

Avant, disais-je dans ma dépêche du 30 août, avant de discuter le nom de la nationalité du personnage à envoyer en Bulgarie, nous devons, en premier lieu, nous demander comment ce personnage, qui n'y est pas du tout désiré, y serait reçu.

Les Bulgares, sous un Prince choisi par eux, et qui, malgré les erreurs qu'il a pu commettre, doit certainement disposer d'un parti puissant, sont en train d'organiser leur gouvernement.

Laissez-les faire ! Une tentative d'ingérence exposerait l'Europe, me semble-t-il, soit à une déclaration d'impuissance, soit, s'il faut recourir à la violence, à provoquer elle-même le conflit qu'elle déclare vouloir conjurer.

Le dilemme que j'adressai aux puissances était donc celui-ci : le commissaire que vous enverrez à Sophia n'y sera certainement pas accepté. Que ferez-vous alors ? Ou ce commissaire se retire, en laissant les Bulgares libres de leurs délibérations, et dans ce cas l'Europe fait preuve d'impuissance, ou l'Europe veut imposer sa volonté à sa population et elle est obligée d'envoyer une armée, c'est-à-dire d'allumer la guerre.

Les deux cas étaient également pleins de dangers et Lord Salisbury, avec cette prudence et cette expérience qu'ont les Anglais en affaires, dit : Crispi a raison ; on n'enverra pas de commissaire. Et toutes les puissances firent adhésion.

Quelles sont les autres questions traitées en Orient pendant les quatre années de mon gouvernement, dans lesquelles l'Italie n'ait pas marché en première ligne ? Rappelez-m'en une seule. Laquelle ?

Les écoles ?

Mais les écoles s'établirent sans contraste sérieux. Ce ne fut qu'après qu'elles eurent été abolies en partie et lorsqu'on voulut les rétablir, que la Turquie fit opposition : mais alors je n'étais plus au pouvoir.

Notre politique en Orient consistait à favoriser le développement graduel des nationalités, à respecter les autonomies au profit des populations, sans faire l'avantage d'aucune puissance.

Cette politique est celle que j'ai suivie jusqu'au jour où j'ai laissé le pouvoir.

Mon argument était que l'Italie, qui est née de la révolution et s'est cons-

tituée grâce aux plébiscites, ne pouvait pas ne point reconnaître aux autres peuples les droits en vertu desquels elle était devenue une nation puissante.

J'ai entendu énoncer des opinions telles qu'il me semblait être reporté à quarante ans en arrière. On a parlé de la liquidation de l'Autriche et de la Turquie.

Pour ce qui concerne la Turquie, je vous ai dit quelles sont mes idées et quelle a été notre politique : c'est celle du développement des nationalités.

Quant à l'Autriche, permettez-moi, messieurs, de vous dire que mes adversaires sont dans une très grave erreur.

Les conditions politiques et militaires de l'Autriche sont telles qu'elle est en état de résister même à de très graves attaques.

Mais supposons, ce que je ne crois pas possible, que l'Autriche vienne à se dissoudre. Dans ce cas, il nous manquerait un rempart vers l'Orient.

M. Imbriani. — Je demande la parole.

M. Crispi, président du Conseil. — Il n'est pas de nation, dans l'orbite de l'empire, parmi les peuples qui le composent, il n'y en a pas une possédant, par l'effet de sa population et par des raisons politiques, assez de force pour pouvoir constituer une puissance apte à résister aux invasions qui viendraient de la droite ou de la gauche de l'empire austro-hongrois. Et dès lors ?... Dès lors l'Italie serait en contact avec de grandes puissances qui, rapprochées d'elle, pourraient la dominer, comme elle a été durement dominée dans le passé.

Non, honorable Imbriani, sans renoncer au principe sacré de nationalité, nous devons avouer que le monde s'est mis sur une autre voie. Les questions de nationalité ont subi un temps d'arrêt depuis 1870, et le monde qui marche, en dépit des traités, s'avance aujourd'hui et tend vers un plus vaste horizon, qui est celui de l'humanité, laquelle évolue et se développe, soit dans ses formes différentes, soit, j'irais même à dire, dans l'ensemble des divers peuples qui la composent, avec une liberté et une vigueur que les nationalités divisées ne sauraient avoir.

Ces messieurs, qui sont assis de ce côté de la Chambre (l'extrême-gauche), peuvent être assurés que nous sommes plus avancés qu'eux (Bien). En parlant comme le faisait Mazzini en 1854, ils se trompent.

Les progrès accomplis en quarante ans sont tels que les questions, qui, dans notre jeunesse, lorsque nous étions conspirateurs, nous soulevaient l'âme et nous préparaient aux grandes luttes, ne se sentent plus aujourd'hui ; c'est ce dont cette Chambre ne cesse de fournir la preuve.

Cela dit, je demande pardon aux honorables députés si, cédant à une tentation que j'aurais peut-être dû repousser, j'ai exposé quelques-unes de mes opinions ; ce ne fut que dans le but de me défendre des erreurs qui m'étaient attribuées. (Très bien ! Bravo !)

### La Triple-Alliance.

Elle a été discutée à la Chambre des députés, à propos du budget des affaires étrangères et a donné lieu à des explications intéressantes du baron Blanc.

C'est le député Barzilai qui, dans la séance du 3 mai, a provoqué l'intervention du ministre dans les débats. M. Barzilai a combattu la triple alliance, qui est cause de la guerre que la France fait à l'Italie sur le terrain économique. L'orateur a ensuite affirmé que le résultat de cette alliance a été complètement négatif ; ainsi, dans l'affaire d'Aigues-Mortes, M. de Caprivi a repoussé la demande qui lui était faite de s'y intéresser.

M. Barzilai a ajouté que les alliés actuels de l'Italie sont ceux qui s'opposent le plus à sa juste influence surtout en Orient, où ils se partagent graduellement les dépouilles de la Turquie. Il déclare que l'Autriche, alliée, conteste à l'élément italien ce que la Constitution de l'empire lui concède,



savoir la tutelle de la langue nationale par la création d'une université italienne à Trieste.

M. Barzilai a terminé en réclamant la publication du traité d'alliance.

M. Blanc, ministre des affaires étrangères, a répondu.

L'Italie a eu dans les phases successives de ses alliances la position que, dans chaque circonstance, elle a voulu et a su prendre.

Nous ne serions pas sur ces bancs, si nous étions liés par une dérogation quelconque à la plénitude de notre liberté et si notre politique ne s'inspirait pas des seuls intérêts nationaux.

Nous seuls sommes et serons responsables de nos erreurs diplomatiques, militaires et économiques. Nous n'avons rien à cacher concernant nos obligations envers nos alliés. Celles-ci consistent dans une solidarité commune de défense en cas de provocation : rien de plus, rien de moins.

Nous constatons avec une vraie et sincère satisfaction que l'éventualité d'une provocation de guerre est plus que jamais improbable, parce qu'elle est écartée par la ferme volonté de tous les souverains européens et réprouvée par la conscience européenne.

Nos engagements ont le caractère essentiel de n'être dirigés contre aucune puissance. Ainsi rien n'empêche que nos rapports soient pleinement amicaux avec la Russie et qu'ils le soient également avec la France.

Aucune puissance animée d'intentions pacifiques ne peut être froissée par cette ligue de paix vis-à-vis de laquelle ne se sont montrés incompatibles, ni les intérêts anglais, ni les intérêts russes. C'est un pacte d'assurance contre les conflagrations qui nous ramèneraient à la barbarie ; c'est un gage pacifique en faveur de l'expansion des influences commerciales et de l'action civilisatrice de notre continent sur les continents voisins.

Dans les dernières quinze années, les autres puissances alliées et non-alliées se sont consacrées à cette expansion, et on ne saurait nier que, pendant cette période de paix, les conditions des côtes dans le voisinage de l'Italie n'aient été modifiées de fait beaucoup plus qu'elles ne le furent par les guerres et les traités antérieurs.

Constatons qu'il n'y a pas un lambeau du littoral africain sur la Méditerranée occupé depuis quinze ans qui n'ait pas été d'abord offert à nous, et par nous refusé. Si, dans la pacifique transformation des régions qui entourent nos mers, nous sommes restés étrangers, n'accusons point nos alliés ni les puissances non alliées. Nos intérêts ne peuvent être soignés que par nous-mêmes. Si nous n'avons pas su profiter des grandes répartitions de territoires sur la Méditerranée, la faute en est à notre délicatesse. Si nous avons refusé les offres qui nous ont été faites, c'est parce que nous ne voulions pas qu'on dit que nous profitions du deuil de la France pour en retirer profit.

Cela est de l'histoire et maintenant on peut dire : Qui ne voit qu'il était impossible de retirer aucun fruit de notre politique étrangère avec deux programmes contradictoires qui ont alterné dans les cabinets successifs et qui parfois se sont trouvés en opposition dans le même cabinet. Les uns estimaient que, grâce à la paix, l'Italie pouvait, sans risque, assurer le libre et utile développement de son activité extérieure à laquelle l'Angleterre nous convia vainement en 1878 et en 1882.

Les autres considéraient notre politique dans la triple-alliance comme une machine explosive et que nous ne devions pas songer à autre chose qu'à la rendre pratiquement inutilisable, même au risque de paralyser par mesure de précaution contre une politique d'aventures la diplomatie, l'armée et les finances.

Je voudrais maintenant que nous rentrions en nous-mêmes et que nous adoptions, pour traiter ici nos affaires étrangères, une autre méthode que celle de mettre en scène dans nos discussions telle ou telle puissance alliée ou non alliée, favorable ou menaçante ; je voudrais que dans la Chambre on

parlât seulement de l'Italie et de ses intérêts pratiques à l'étranger, intérêts supérieurs à toute autre considération ; je voudrais que nous nous rappelions que nous ne devons pas nous adresser aux puissances amies pour notre défense parce que c'est le suprême intérêt de notre indépendance d'y pourvoir nous-mêmes, mais seulement pour la tutelle commune des intérêts communs qui pourraient y être compromis dans la Méditerranée avec dommage pour tous par une interruption indéfinie de l'influence italienne.

Le baron Blanc conclut en disant que l'Italie aura parmi les autres nations la position que lui donnera le Parlement par ses prochaines délibérations et d'où dépendra le jugement de l'Europe entière, sur la possibilité pour l'Italie d'avoir une indépendance économique, base unique de l'indépendance politique.

— Dans la séance du 5 mai, M. Blanc a repris la parole pour indiquer l'influence de la politique étrangère sur la situation économique du pays.

Sans reparler, dit-il, du mouvement économique croissant auquel nous avons participé si peu, même dans les mers voisines, par suite d'une politique trop casanière, j'envisagerai seulement cette assertion suivant laquelle nos alliances nous auraient enlevé le marché français sans nous ouvrir suffisamment les marchés de nos alliés.

Premièrement, la France traite de la même façon que nous la Suisse qui n'est pas suspecte des mêmes alliances ; partant, ce n'est pas seulement notre politique qui en est cause.

Secondement, je ne crois pas utile qu'une nation qui est politiquement indépendante, dépende économiquement d'un seul marché.

On a comparé justement à une bataille perdue la clôture pour nous du marché français ; mais regagner cette bataille ne nous apparaît pas invraisemblable, si l'on considère que nous avons été contraints, et, somme toute, pour notre bien futur, de généraliser nos marchés.

Désormais, le détriment que nous avons souffert du côté de la France est compensé par l'accroissement de nos échanges avec d'autres pays, parmi lesquels se trouvent les Etats-Unis.

Je crois sincèrement que nous pouvons compter que nous ne tarderons pas à voir la fin d'une grave crise ; nous pouvons compter voir bientôt notre commerce se déplacer et espérer que nos ressources, consacrées à une plus vaste expansion, nous permettront d'attendre, dans un progrès continu, le retour plus ou moins lointain de relations commerciales plus libérales avec la France.

M. Blanc a annoncé la convention conclue par M. Crispi avec l'Angleterre pour la délimitation des territoires du golfe d'Aden (1).

Plus complexe, a ajouté le ministre, est le problème de la colonie de la mer Rouge proprement dite, dans ses rapports avec l'Abyssinie et le Soudan.

Le démembrement du vice-royaume égyptien nous a appelés à prendre une position tutélaire de haut intérêt pour l'avenir du continent africain où désormais toutes les questions s'entrelacent de telle façon qu'il n'est plus possible de les considérer isolément. Je déclare que dans cette position l'Italie ne se sent pas mal à l'aise et j'ai confiance dans l'effort du gouvernement.

Nous sommes fermement résolus à conserver le territoire acquis à notre souveraineté et à maintenir notre protectorat reconnu par les puissances sur le territoire abyssin.

Nous nous trouvons ainsi vis-à-vis d'une situation encore troublée et par-

(1) V. plus haut p. 210.

fois dangereuse dans le Soudan dans les mêmes conditions que les Anglais et naturellement solidaires. Sous ce rapport, ce qui l'emporte sur les projets de colonisation civile ou commerciale, c'est la haute tâche de la défense éventuelle commune, tâche limitée pour nous à nos moyens financiers actuels, mais d'autant plus importante que des événements du Soudan dépendront les destinées de la seule grande voie fluviale réunissant les centres africains avec la Méditerranée et des voies des caravanes qui unissent les régions des lacs avec les côtes de l'Afrique.

Parlant des écoles coloniales, le ministre, M. Blanc, a fait les déclarations suivantes :

Il nous importe que la langue italienne se maintienne et se répande en Orient où jadis elle était seule comprise et parlée.

Pour obtenir ce résultat, il ne suffit pas de l'enseigner à nos nationaux. Il faut encore l'enseigner aux indigènes, afin d'obtenir dans ces pays le retour d'influences économiques, nous appartenant.

Par nos écoles laïques, non confessionnelles, ouvertes aux élèves de toutes les nationalités et de toutes religions, nous attirerons l'élément indigène en lui inspirant une plus entière confiance.

Enfin, le ministre s'est félicité du concours qu'il avait trouvé auprès du gouvernement des Etats-Unis pour la protection des émigrants italiens.

Après ce discours, la discussion a été close.

— Dans la séance du 10 mai, à propos de la discussion du budget de la guerre, M. Colombo, ancien ministre des finances, développe un ordre du jour par lequel il demande la réduction à 305 millions, dans une période de cinq ans, de la totalité des dépenses de la guerre et de la marine.

M. Colombo provoque une très vive interruption en invitant le gouvernement à cesser de faire de la politique de provocation envers la France.

Il en est, dit M. Colombo, qui prétendent que nous devons nous garder de la France. Il faut s'entendre.

S'il s'agissait de guerre offensive contre la France, ce n'est pas 300 ni 400 millions qui suffiraient ; mais pour nous préparer à une guerre défensive, le chiffre que l'orateur propose est suffisant.

Personne, continue M. Colombo, ne songe à nous attaquer. L'Europe ne veut pas la guerre ; et si nous ne provoquons pas, nous ne serons pas provoqués.

On crie : Personne ne provoque.

M. Colombo répond : Certainement, personne n'a jamais provoqué, et c'est justement pour cela que les dépenses militaires que nous avons faites ont été superflues.

Le ministre de la guerre défend le budget de son département.

Le ministre déclare que la réduction de deux corps d'armée serait un désastre politique et moral.

Comme je l'ai déclaré, dit-il, à la commission des mesures financières, j'ai été conciliant en concédant 6 millions d'économies, mais je ne puis aller au delà.

Le ministre rappelle, en terminant, les paroles de M. di Rudini, qui demandait au pays de plus grands sacrifices, afin d'assurer la défense nationale.

— La discussion a été terminée dans la séance du 13 mai. M. di Rudini a pris la parole et, faisant allusion à la citation que le ministre de la guerre avait empruntée à un de ses discours précédents, a déclaré qu'il ne se repentait pas d'avoir prononcé ces paroles, parce qu'il avait toujours pensé qu'un



grand pays doit être fortement armé, et que cela ne valait pas la peine d'avoir fait l'Italie si elle devait être faible et incapable de résister au choc de l'ennemi.

Mais aujourd'hui, devant la condition économique du pays, fruit des dépenses excessives, que M. di Rudini n'a pas défendues et n'a pas approuvées, il considère comme la nécessité suprême de la patrie d'assurer l'assiette du budget et c'est de cette nécessité que s'inspirera son vote.

M. di Rudini ajoute que, étant donnée l'organisation actuelle militaire de l'Italie, l'allocation que le général Pelloux avait proposée pour le budget de la guerre lui semblait, lorsqu'il était président du conseil, la dernière limite à laquelle on pût atteindre ; mais il était et il est encore persuadé qu'avec cette allocation il est impossible de maintenir douze corps d'armée. Cependant, il avait espéré que les conditions améliorées des finances permettraient de consacrer de nouvelles sommes au budget de la guerre. L'événement n'a pas justifié ces espérances. Par conséquent, ne pouvant pas accroître cette allocation, il faut, à son avis, modifier l'organisation militaire de façon que l'allocation suffise à la maintenir. L'Italie a besoin, financièrement et militairement, d'une politique de recueillage pour reprendre haleine et atteindre le but qui est dans le cœur de tout bon Italien.

Dans une certaine limite, M. di Rudini ne déclinerait pas la responsabilité de voter aussi de nouveaux impôts. mais il veut d'abord qu'on introduise dans le service de l'Etat toutes les économies possibles et que des économies soient faites aussi dans l'armée. parce qu'il croit que les quelques millions d'économies refusées aujourd'hui seront par nécessité accordés demain, avec des sacrifices plus sensibles et un danger de maux plus grands.

M. Crispi ne pouvait pas laisser ce discours sans réponse. Tout d'abord il cherche à établir quelle est sa situation personnelle. Il est au pouvoir sans l'avoir désiré, mais seulement parce qu'il lui aurait paru une lâcheté de le refuser dans le moment critique que la nation traverse actuellement.

Les ministères précédents ont tâché de faire des économies, mais les économies réalisées sur le budget de la guerre ont été absorbées par les exigences des autres services et, en dernière analyse, on a obtenu seulement neuf millions d'économies en plus de celles introduites par lui en 1891. Il n'entend pas pour cela critiquer MM. di Rudini et Giolitti, car il comprend la raison suprême de la nécessité d'Etat.

En effet, MM. di Rudini et Giolitti, après avoir tenté toutes les économies possibles, ont été obligés de demander de nouveaux impôts. Les propositions financières du cabinet actuel ne sont donc pas une nouveauté. Des économies ultérieures ne sont pas possibles sans une réforme générale des services publics. Mais pour cela il faut les pleins pouvoirs. Quant aux dépenses militaires, il accepte le chiffre consolidé de 246 millions qui a été accepté par M. di Rudini dans son discours-programme.

Dans son discours, M. di Rudini demandait que ce chiffre fût consolidé pour de longues années. Or, c'est justement l'idée du gouvernement de maintenir sans changement ce chiffre et de pourvoir aux besoins de certains services par des réformes dans quelques services.

M. Crispi fait remarquer que dans les dernières années le budget de la guerre a réalisé des économies pour un chiffre supérieur à tous les autres budgets. De nouvelles économies seraient nuisibles à la défense nationale. Toutes les nations désirent la paix. Le souverain de la Russie, généreux et intelligent, est opposé à la guerre ; le prince Bismarck a déclaré que l'Allemagne aurait plus à perdre qu'à gagner à une guerre ; en France, la conviction générale est que la République conservatrice, si elle risquait la guerre, pourrait voir le pouvoir passer aux mains d'hommes aux idées plus avancées. Elle n'a pas oublié la Commune de 1871. L'Italie pour mille raisons veut la paix. Malgré cela, toutes les puissances qui désirent la paix ne pensent pas à désarmer, mais travaillent quand même à compléter leurs

armements et cela parce que, comme on l'a rappelé au Parlement belge, la meilleure garantie d'indépendance nationale est de se tenir sur ses gardes.

Après ce discours, la discussion est close et on passe au vote.

L'ordre du jour pur et simple de M. Louis Ferrari, non accepté par le cabinet, est repoussé à l'appel nominal par 199 voix contre 133.

L'ordre du jour de M. Miceli Dominiqui, qui, prenant acte des déclarations du cabinet, passe à la discussion des chapitres, accepté par M. Crispi, est approuvé par assis et levé.

La minorité se composait de l'extrême-droite, des groupes Giolitti, Zanardelli et de l'extrême-gauche.

---

## PORTUGAL

Diverses difficultés s'étaient élevées entre le Portugal et le Gouvernement français. Dans le courant de février, M. Casimir-Perier avait appelé à Paris M. Bihourd, ministre de France à Lisbonne. D'après le journal *Le Temps* du 4 mai, les difficultés pendantes auraient été réglées de la manière suivante :

Trois questions ont été l'objet de négociations entre les deux gouvernements :

1<sup>o</sup> Affaires de Zanzibar; 2<sup>o</sup> entreprise Hersent pour les travaux du port de Lisbonne; 3<sup>o</sup> règlement des intérêts des obligataires français créanciers des chemins de fer portugais.

### *Affaires de Zanzibar.*

Le gouvernement de la République avait présenté au gouvernement portugais une double réclamation relativement à certains actes du consul de Portugal à Zanzibar, M. Braz de Souza. D'autre part, les missionnaires français établis à Zanzibar demandaient la restitution d'un terrain d'où le consul de Portugal les avait arbitrairement expulsés.

En second lieu, M. Braz de Souza avait cru pouvoir saisir les papiers et les fonds de deux sociétés religieuses et de bienfaisance d'un caractère international pour en remettre l'administration en des mains exclusivement portugaises. Le gouvernement français insistait pour que les fonds et les livres desdites sociétés leur fussent restitués.

Ces difficultés sont aujourd'hui aplanies. Le gouvernement portugais a remplacé M. Braz de Souza et a prescrit à son nouvel agent de restituer à nos missionnaires les terrains leur appartenant et de s'abstenir de toute ingérence dans l'administration de ces sociétés.

Il résulte des renseignements fournis par le consulat de France à Zanzibar que ces instructions ont été exécutées.

### *Entreprise Hersent.*

Grâce à l'énergie de la légation de France en Portugal, le gouvernement portugais a accepté le nouveau contrat réglant les questions relatives à l'exploitation, tel qu'il lui avait été soumis par le représentant à Lisbonne de M. Hersent.

En ce qui concerne l'indemnité réclamée par l'entrepreneur à raison de l'inexécution des clauses de la première convention, il a été entendu que cette question serait soumise à un tribunal arbitral composé de trois membres.

Le gouvernement portugais nommerait le premier, M. Hersent le second et le choix du troisième résulterait d'une entente entre les deux gouvernements qui désigneraient de préférence un arbitre étranger aux deux nationalités.

*Chemins de fer portugais.*

Voici dans leur ensemble les résultats obtenus depuis le jour où le ministre des affaires étrangères a pris résolument la défense de l'épargne française engagée dans cette affaire (1).

Le 6 janvier 1894, la Compagnie royale avait publié, malgré les protestations des comités français, un projet de convenio qui ne laissait aux obligataires français d'autre alternative que la faillite ou l'adoption d'un règlement aussi contraire à leurs intérêts qu'à leurs droits.

1° Le nombre des obligations était réduit et leur type modifié. Sur trois titres un seul était maintenu avec un revenu fixe de 15 francs; le second restait à revenu variable; le troisième était sacrifié.

2° La créance du gouvernement portugais (23 millions) était déclarée privilégiée et payable en or dans un délai de cinq ans.

3° Le surplus de la dette flottante (18 millions et demi) devait être aussi, dans un délai de deux ans, l'objet d'un règlement intégral garanti par un nantissement d'obligations.

4° Le conseil d'administration n'avait qu'un tiers de ses membres à la nomination des obligataires avec un droit de veto illusoire conféré au comité de Paris.

Sur tous ces points des améliorations importantes ont été obtenues.

Le capital obligations sera intégralement maintenu et les titres actuels seront estampillés. Le tiers de ces titres recevra l'intérêt auquel ils ont droit avec privilège sur les recettes de la compagnie; les deux autres tiers recevront un intérêt variable.

La dette flottante tout entière, aussi bien envers le gouvernement qu'envers les banquiers portugais, sera réglée par la remise d'obligations nouvelles au pair de 315 fr.

L'économie réalisée par ce mode de règlement permettra de payer immédiatement aux obligataires le coupon de 1893 qui, d'après le projet de convenio, ne l'aurait été qu'en cinq ans.

Les obligataires obtiendront dans l'administration de la compagnie une part prépondérante, tout en respectant la loi qui exige que la majorité du conseil soit de nationalité portugaise.

Le règlement des intérêts allemands, engagés dans la ligne Beira-Beixa, était une question d'autant plus délicate qu'on se trouvait en présence d'accords conclus entre les intéressés et approuvés par le gouvernement allemand. Dans la sphère d'action qui lui était laissée, le gouvernement français s'est attaché à prévenir l'éventualité d'un conflit entre les obligataires français et les obligataires allemands. Il a exigé du gouvernement portugais l'engagement vis-à-vis du gouvernement français, que les garanties d'intérêts seront régulièrement payées.

**Conflit entre le Brésil et le Portugal.**

Les relations diplomatiques ont été rompues entre les deux pays, le gouvernement brésilien se plaignant de l'asile donné sur les navires portugais à des marins insurgés.

Le comte de Paraty a remis les clefs de la légation portugaise à Rio-Janeiro au ministre britannique et s'est embarqué avec le personnel de la légation, à bord d'un navire portugais qui les ramène à Lisbonne.

Le gouvernement portugais a décidé en conseil des ministres présidé par le roi, que les commandants des navires portugais *Mindel-o* et *Albuquerque*, qui ont recueilli les révolutionnaires brésiliens, seraient traduits devant un conseil de guerre.

Le chargé d'affaires du Brésil à Lisbonne a remis les clefs de sa légation au consul brésilien dans cette ville.

(1) V. plus haut, p. 194.



Le *Dirrio official* de Lisbonne, du 16 mai, a publié des documents relatifs aux négociations, puis à la rupture des relations entre le Brésil et le Portugal.

Par ces documents, on voit que le ministre du Portugal à Rio avait pris l'engagement de ne laisser débarquer les réfugiés dans aucun port étranger. Néanmoins, le gouvernement brésilien ne cessa de protester contre la protection ainsi accordée aux insurgés. La France, l'Italie, l'Autriche, l'Angleterre recommandèrent au Brésil de ne pas insister. L'Angleterre, notamment, fit ressortir l'attitude conciliante du Portugal dans cette affaire.

Les vaisseaux portugais quittèrent Rio le 19 mars, encombrés par les réfugiés et avec la fièvre jaune à bord. Ils se rendirent à Buenos-Ayres, où les réfugiés, qui se trouvaient dans des conditions lamentables, entassés sur le pont, exposés aux intempéries, la plupart sans linge et même sans vêtements, s'évadèrent en masse.

Le commandant de l'escadre portugaise était si préoccupé d'observer les instructions formelles de son gouvernement qui lui interdisaient de laisser débarquer les insurgés, qu'en s'efforçant de capturer les fuyards jusqu'à bord d'un vaisseau argentin, il amena des complications entre le Portugal et la République argentine.

Le gouvernement portugais rappela les commandants des corvettes et exprima ses regrets au gouvernement brésilien de ce que les réfugiés brésiliens s'étaient échappés. Néanmoins, le 13 mai, le ministre portugais à Rio reçut du gouvernement brésilien une note se plaignant de ce que le Portugal eût pris sur lui la responsabilité de donner asile aux insurgés et qu'il n'ait pas su les garder. Cette note était accompagnée des passeports du ministre.

Le gouvernement portugais répondit simplement qu'il avait conscience d'avoir agi avec la plus grande correction dans cette malheureuse affaire.

## RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

**Message de M. le général Ulysse Heureaux, Président de la République, adressé au Congrès national le 27 février 1894.**

Citoyens députés,

L'acte solennel d'aujourd'hui, le plus significatif de la vie démocratique, revêt un caractère particulier par le fait qu'il a lieu dans la plus étroite union de vos sentiments patriotiques et qu'il salue le cinquantième anniversaire de la République Dominicaine, notre chère patrie. Gloire, paix et prospérité durable à l'œuvre libératrice du 27 février 1844.

Cette circonstance imprime à la législature que nous inaugurons aujourd'hui un cachet de satisfaction réfléchie ; car, cinquante années de vie politique, comme nation souveraine et indépendante, donnent le droit à l'estime et au respect de tous les peuples en même temps qu'elles imposent le devoir de clore la période des passions et des extravagances particulières aussi bien à la jeunesse des individus qu'à celle des peuples et d'entrer pleinement dans la vie de l'ordre guidée par la conscience du droit et se fondant sur les règles rationnelles de la loi. Le demi siècle parcouru depuis cette glorieuse date doit nous stimuler à consolider de plus en plus notre indépendance et les institutions démocratiques sous l'ombre desquelles nous avons constitué la nationalité dominicaine.

Mais la date d'aujourd'hui, l'acte présent a encore une autre importance ; il est la conséquence des faits et des événements de l'année qui vient de se terminer, première année des quatre qui constituent la période prescrite par la Constitution à la durée des pouvoirs de la première magistrature de l'Etat que j'ai l'honneur d'exercer actuellement comme l'élu par la volonté d'une grande majorité de mes concitoyens.

Je rendrai compte de ces faits et événements, Citoyens députés, et je vous

signalerai avec ma franchise habituelle la voie que je crois nécessaire de suivre pour le bien de la République. Tel est le devoir que je viens accomplir en ce moment au sein de la représentation nationale.

Quand, à la même date en 1883, j'ai inauguré mon gouvernement, je savais déjà que ce gouvernement était destiné à traverser des épreuves et des combats. L'ambition et le mécontentement des minorités, composées de groupes impuissants à garantir la paix et l'ordre public, encouragés par le résultat que le général Ignace Gonzalez avait obtenu, grâce à sa trahison du 15 novembre 1873, ont mis leur espoir dans un nouvel acte d'infidélité commis par le même général Gonzalez au moment même où, comme ministre des affaires étrangères, il disposait de ma confiance. Le triomphe de ses machinations, bien qu'elles n'eussent ni cohésion ni but patriotique, a forcé les défenseurs de l'ordre constitutionnel à recourir à la guerre civile.

Dans ce complot, les conjurés ont cherché et trouvé le concours des éléments étrangers au détriment des intérêts de la patrie.

Une partie de la presse européenne a ouvert la campagne en annonçant des désordres imaginaires qui se seraient produits contre des citoyens étrangers résidant dans notre République. Cette propagande était tellement active et efficace que plusieurs Gouvernements des nations amies s'alarmèrent en présence des inventions calomnieuses qui avaient été lancées et qui avaient produit un état de méfiance et de malaise dans nos rapports avec certains Gouvernements étrangers. Les perturbateurs de la République ont pu même, par des voies détournées, interpréter cet état de choses dans ce sens que les puissances étrangères avaient l'intention d'intervenir dans nos affaires intérieures en donnant leur appui à un mouvement révolutionnaire pour renverser le Gouvernement constitutionnel de la nation.

Mais ils ont été déçus. Quoi qu'on ait pu croire un instant que la visite simultanée de plusieurs bâtiments de guerre dans nos eaux aux mois de février et de mars de l'année passée signifierait une démonstration hostile au régime légal de la République, et malgré la coïncidence de l'apparition de ces forces navales étrangères dans le port de notre capitale avec une agression armée des ennemis dominicains du côté de la frontière du Nord qui voulaient surprendre Dajabou, cette tentative n'eut d'autres résultats que de provoquer une escarmouche de plus et les navires sus-mentionnés n'eurent autre chose à faire que de convaincre leurs Gouvernements respectifs que ces derniers avaient été induits en erreur en ce qui concernait la conduite, les sentiments et les actes du Gouvernement dominicain. Cette constatation a été communiquée à qui de droit par les marins loyaux qui commandaient ces forces navales étrangères, attitude qui a été provoquée artificiellement par des intérêts personnels tout à fait étrangers à l'honneur et au prestige des grandes nations qui voulaient se mettre en cause. Il en est résulté que la République peut se féliciter de maintenir de cordiales relations politiques et diplomatiques avec les Gouvernements de presque toutes les nations amies, si l'on excepte toutefois le Gouvernement français qui, bien que persuadé de l'exagération et de la malignité des informations qu'on lui avait en première heure présentées sur certains faits jugés préjudiciables aux intérêts des citoyens français, n'a pas toutefois renoué les relations diplomatiques avec notre République. Cependant, j'ai l'espoir que le Gouvernement actuel de M. le président Carnot ne tardera pas longtemps à donner cette juste réparation à la vérité et au droit en procurant un jour de légitime satisfaction au peuple et au Gouvernement dominicains qui n'ont jamais cessé de faire hommage à la France.

Afin d'arriver à ce but important, mon Gouvernement n'a négligé aucune démarche honnête depuis l'offre des explications satisfaisantes sur les faits travestis, pour les réduire à leur vraie expression, jusqu'à la proposition de soumettre à l'arbitrage d'un tiers impartial les points en litige; tout cela, sans abandonner un seul moment mon Gouvernement, ni la position favorable que lui avait créée la parfaite conscience de n'avoir jamais transgressé

les limites du droit et de la légalité dans ses actes, ni négligé les égards et l'attitude que lui imposent le respect à la dignité de la France et la haute valeur en laquelle il tient l'amitié du Gouvernement français.

Actuellement, le Gouvernement d'Espagne, inspiré par un sentiment d'impartialité juste, est intervenu en qualité de médiateur pour arriver à une conclusion honorable et équitable du différend franco-dominicain. Cette intervention amicale a été acceptée par mon Gouvernement et il y a là pour moi une nouvelle raison d'espérer une prompte et satisfaisante solution d'un différend dont l'unique cause d'origine est un malentendu relativement à des incidents de caractère privé ou d'intérêt particulier et tout à fait étrangers à l'initiative du Gouvernement dominicain.

Dans cet état de choses et en conséquence de ces mêmes causes que j'ai mentionnées d'abord, je dois vous rendre compte de la répression que j'ai cru nécessaire d'exercer pour contempler d'une main vigoureuse l'esprit de sédition et de révolte qui existe toujours depuis les événements de mars 1893 et qui s'est récemment manifesté par un sanglant crime perpétré à Azoua, le 3 décembre : le délégué du Gouvernement, M. le général Joaquin Campo, a été perfidement assassiné lorsque, avec la plus grande ardeur, il s'occupait de s'acquitter des hautes fonctions qui lui avaient été confiées. La coïncidence de cet assassinat, qui priva le Gouvernement d'un serviteur utile et la province d'Azoua d'une autorité zélée et dévouée, avec la réapparition des correspondances dans la presse étrangère contenant des excitations à la rébellion et les calomnies les plus abjectes contre mon Gouvernement, a établi la certitude, en ce qui concerne le crime perpétré et sa corrélation intime avec d'autres projets sanguinaires qui visaient ma personne, qu'il y avait des machinations infernales qui, par l'effet d'un hasard providentiel, ont manqué de produire des résultats.

Les preuves de délit qu'a obtenues M. Pablo Baez pour la conviction des coupables m'ont persuadé que la paix de la République est de nouveau menacée et que, conformément aux procédés des nations de l'Europe, il était nécessaire d'extirper de ce sol les premiers germes anarchistes qui se sont manifestés de cette manière.

Le châtiment en Azoua était sévère, car, par cet exemple, j'ai voulu éviter à la République l'implantation des doctrines anarchistes qui préoccupent tant le monde civilisé, et j'ai prouvé, une fois de plus, que, bien qu'obligé de faire violence à mes inclinations naturelles et de risquer même ma vie s'il le faut, je me sens disposé à accomplir, malgré tous les périls, le devoir de préserver contre tout attentat les grands intérêts qui ont été commis à mes soins et à mon énergie.

Je puis, avec une haute satisfaction, constater que l'administration locale des Provinces et des Districts s'affirme de plus en plus solide chaque jour et c'est avec plaisir que je remarque l'intérêt que les Délégués et les Gouverneurs montrent pour seconder mes efforts, afin qu'on puisse distinguer entre ceux qui servent l'intérêt général et ceux qui spéculent sur le sang des citoyens.

Les Commissions, dans la sphère de leur attribution et conformément à la loi constitutionnelle, travaillent sans cesse pour le bien-être des communes et le progrès dans toutes ses manifestations se fait sentir d'un bout de la République à l'autre.

Le Citoyen Ministre de l'Intérieur indique dans son Mémoire les réformes qui sont indispensables pour atteindre le meilleur résultat dans le service, et je tiens à recommander à votre attention particulière ces réformes jugées opportunes et nécessaires.

Je suis heureux de déclarer que, toujours fidèle au devoir patriotique de conserver à la République cette position enviable parmi les nations civilisées qu'elle mérite de droit, j'ai pris à tâche de cultiver les relations cordiales qu'elle a établies avec les autres nations et qui lui font honneur. Ainsi, un de mes plus grands soins comme premier mandataire d'un peuple éminem-



ment catholique a été de maintenir intacts les liens de respect filial qui attachent mon Gouvernement au Vatican; et la vénération qu'en tout temps j'ai ressentie pour le Souverain Pontife a été encore augmentée pour le respectable chef qui, aujourd'hui, dirige l'Eglise d'une main sûre et avec un esprit de parfaite sagesse. La bienveillance et l'action de notre très digne prélat a contribué puissamment à maintenir cette croissante vénération en mon âme et en celle du peuple que vous représentez.

La République aime le Saint-Père et vit en paix et amitié avec tous les peuples et Gouvernements étrangers, sans enregistrer à ce sujet un autre point désagréable que celui qui a rapport au différend franco-dominicain dont je vous ai rendu compte incidemment.

Dans ces assertions, je dois constater certaines circonstances particulières qui ont de beaucoup consolidé la parfaite harmonie, les étroites relations d'amitié qui nous attachent au Gouvernement d'Espagne et, en même temps, exprimer l'espoir que, grâce à la médiation efficace et précieuse de ce Gouvernement, nous arriverons à rétablir nos relations avec la France.

Avec le Gouvernement des Etats-Unis, j'ai suivi, en ma qualité de Président de la République dominicaine, la ligne de conduit que m'ont tracée les intérêts bien compris des importantes relations commerciales que nous avons avec ce marché, centre du négoce et des principales exportations de notre pays. J'ai d'ailleurs eu soin de diriger la conduite de mon Gouvernement selon la manière qu'exige le voisinage de cette puissante Fédération de l'Amérique du Nord, rattachée à nous par les intérêts de notre commerce et notre production agricole. D'autre part, mon Gouvernement a dû observer une discrétion indispensable pour ne donner lieu à aucun acte équivoque qui prêterait à d'injustes soupçons, tout en maintenant notre dignité et notre inébranlable esprit national.

Et je dirai une fois de plus, à l'occasion que me fournit le cinquantième anniversaire de la République : l'œuvre des grands patriotes de 1844 n'a pas été diminuée et ne sera pas diminuée entre mes mains.

Nos relations politiques avec la République sœur et voisine de Haïti sont des meilleures parce qu'elles se fondent sur le ciment solide de la plus parfaite bonne foi et de la confiance réciproque que se doivent mutuellement, plus qu'à personne, les deux Gouvernements à cause de la loyauté et sagesse dont tous les deux ont fait preuve.

Aussi, les deux Gouvernements sont convaincus que la paix et le bien-être des deux Républiques se fondent principalement sur le fait de n'admettre aucune agression réciproque et préparée sur les frontières de deux pays. Je dois déclarer devant la nation entière que je suis hautement satisfait de la droiture et cordialité des procédés de Son Excellence le Président de Haïti et de son Gouvernement.

Grâce à des relations si fraternelles, le commerce, à la frontière, s'est développé d'une manière très utile. Cependant, j'ai pu me rendre compte, par mon observation personnelle, de ce qui est nécessaire pour diriger ce mouvement commercial de manière qu'il soit plus favorable au développement civil, moral et matériel des négociants de la frontière.

Pour ce fait, ainsi que pour l'appréciation des détails relatifs à la politique internationale, je me réfère en tout au Mémoire du Ministre des Affaires étrangères.

En ce qui concerne le soutien de l'industrie et le développement progressif de la richesse agricole, je suis heureux de reconnaître que le pays a acquis une prospérité incontestable.

Pour donner un concours efficace au profit de ce bien-être public, mon Gouvernement n'a négligé aucun moyen. Comme preuve, je peux citer les nombreuses concessions accordées au cours de cette année par le soin du Ministre des Travaux publics dans le Mémoire duquel le rapport de tous ces faits est consigné, et il est à souhaiter que les actes passés par le ministre obtiennent notre approbation définitive.

Il me paraît opportun d'appeler votre attention sur ce que le Ministre du Commerce a indiqué dans son Mémoire, relativement à l'utilité d'établir des marchés et des foires dans divers lieux de la frontière pour faciliter et rendre plus commode la vente des troupeaux qui, actuellement, sont conduits avec pertes pour les vendeurs dans les parages lointains de Haïti.

De même, je vous recommande de fixer votre attention sur le projet de loi qui vous sera soumis et qui a trait à la réglementation de l'ensemencement de la culture et de la récolte, des frais et de l'exportation des principaux produits de notre agriculture lésée toujours par une ruineuse dépréciation à laquelle donne lieu l'incurie de nos agriculteurs et de nos spéculateurs. Le manque de veiller sur le sort de leurs intérêts nuit directement au développement de la richesse nationale.

En inaugurant cette période constitutionnelle, j'ai déclaré solennellement en votre présence que ma sollicitude sera de préférence pour l'organisation économique de la République. Aujourd'hui, j'ai le plaisir de pouvoir saisir l'occasion de prouver avec l'inexorable exactitude des chiffres que le succès le plus complet a couronné mes efforts. Les recettes fiscales ont, pendant l'année 1893, atteint le chiffre de 2,231,220 dollars. En établissant ce précédent, ma tâche sera toujours de continuer dans cette voie, et, comptant sur l'honorabilité, les bonnes dispositions et le concours efficace du personnel qui sert la branche des finances publiques, je ne crois pas trop m'aventurer en affirmant que les recettes générales de la République continueront à augmenter.

Je ne puis clore ce chapitre sans déclarer, et c'est une justice à leur rendre, que les contrôleurs des douanes ont accompli fidèlement leur mission délicate et ont mérité toute ma confiance.

Le Ministre des Finances, en son mémoire, a exposé les difficultés surgies comme conséquence fatale de l'agio auquel donne lieu la dépréciation de la monnaie blanche dans le monde économique. Il insiste sur la nécessité absolue d'une réforme, qui découle du devoir de l'Etat.

De prescrire des moyens de nature à sauvegarder les intérêts de l'Etat et de la richesse publique, qui auraient profondément à souffrir si l'état actuel du change continuait à durer. A part les opinions exprimées dans le Mémoire du Ministre des Finances, je dois vous assurer que je consacrerai tous mes soins à l'étude d'un système économique correspondant au devoir qui m'oblige à garantir les revenus fiscaux contre les fluctuations du moment, et je veux établir un juste équilibre entre l'agriculteur et le commerçant, entre le propriétaire et le journalier, en un mot, entre les producteurs et les consommateurs.

Quand je serai arrivé à fixer le critérium du Gouvernement sur les moyens les plus aptes, je vous soumettrai sans retard mes projets pour que, désireux comme vous l'êtes de servir le bien-être public, vous décrétiez le changement du système économique actuel.

Je recommande particulièrement à votre attention le Mémoire du Ministre de la Guerre et de la Marine, qui, en relatant les principales mesures prises dans cette branche importante de l'administration publique, fournit la preuve du soin particulier dont on a fait bénéficier l'organisation de l'armée afin d'assurer au pays l'ordre, principal facteur de la moralité et du progrès. Les autres Mémoires des secrétaires d'Etat, joints à ce Message, vous renseigneront de manière détaillée sur les diverses affaires qui concernent chaque Ministère, et, au vu de ces comptes rendus, vous déciderez ce que vous croirez le plus utile pour les intérêts publics, dont vous êtes les dignes représentants.

En terminant, chers Députés, je prie le ciel qu'il vous assiste de ses lumières dans vos travaux législatifs et qu'il nous inspire les idées du bien, pour que dans vos décisions ainsi que dans celles du pouvoir judiciaire et

dans les actes du pouvoir exécutif jamais n'intervienne la passion personnelle. Et, comme les gouvernants, les gouvernés doivent se convaincre que, seul dans la voie du devoir, par le respect absolu à la loi et par l'application assidue au travail productif, la République dominicaine, qui, aujourd'hui, achève un siècle d'existence laborieuse et mouvementée, pourrait arriver à son premier centenaire, prospère et indépendante, telle que le rêvent les aspirations les plus ardentes, afin que nos fils puissent atteindre le bonheur et se réjouir de notre œuvre, comme aujourd'hui nous nous réjouissons de l'œuvre de nos pères.

Gloire à la République dominicaine, pour l'amour de laquelle vous saluez le plus humble, mais le plus loyal et le plus dévoué de ses soldats.

U. HEUREAUX.

## ROUMANIE

Nous empruntons à une lettre insérée dans le *Journal des Débats* du 23 mai d'intéressants détails sur les fêtes qui ont été données, les 17 et 18 mai, par la *Commission européenne du Danube* :

Bucharest, le 19 mai.

Hier et avant-hier, le bas Danube a été le théâtre de fêtes qui méritent de retenir l'attention de l'Europe. Depuis que ce fleuve aux trois bouches jette ses eaux limoneuses dans la mer Noire, jamais il n'a porté si brillante compagnie en si magnifique appareil. La Commission européenne du Danube recevait le roi de Roumanie qui lui faisait l'honneur de présider l'inauguration des grands travaux achevés par elle à la fin de l'an dernier.

Vous rappellerai-je ce que c'est que la Commission européenne du Danube ? Dans l'esprit du public, toujours enclin à tenir pour non existants les services rendus sans tapage, c'est un vieux débris du traité de Paris de 1856, qui ne se soutient que par la force des traditions diplomatiques et dont la disparition serait simplement l'évanouissement d'un fantôme. En réalité, la Commission est une des créations les plus originales, les plus vivantes et les plus bienfaisantes de la diplomatie. D'un grand fleuve presque fermé à la navigation par les bas-fonds et les barres de ses embouchures, Eden des pirates, où les armateurs couraient d'énormes risques, elle a fait une voie sûre, commode, bon marché, où circulent librement les navires de 2,000 tonnes de registre. Elle n'est point une assemblée où se discutent interminablement des chinoïseries. C'est à la fois une Conférence qui règle, dans un esprit de concorde et de progrès, les difficultés que soulève l'accomplissement de sa mission civilisatrice, et un conseil d'administration qui pousse des travaux de longue haleine avec toute l'énergie que comportent ses ressources. Les Parlements pourraient sans danger prendre exemple sur elle : les contri- buables auraient lieu de s'en réjouir.

Quand, en 1856, la Commission, composée des représentants des puissances signataires du traité de Paris, fut chargée de faire dégager les embouchures du Danube et les parties de la mer avoisinantes des obstacles de toute sorte qui les obstruaient, il y avait une moyenne de huit à neuf pieds d'eau sur la barre de Soulina, la seule qui fût praticable. Le tonnage total des bâtiments chargés était au-dessous de 350,000 tonnes. Le port de Soulina était exposé aux vents régnants, souvent très violents. Le fleuve lui-même, jusqu'à sa bifurcation avec le bras de Saint-Georges était encombré de bas-fonds où les bateaux s'échouaient constamment. Point de police, point de règlements, l'anarchie. Après des tâtonnements, des considérations techniques et financières décidèrent la Commission à concentrer ses efforts sur le bras de Soulina, quoiqu'il fût le plus étroit. Son ingénieur en chef, sir Charles Hartley, établit à l'embouchure un système de digues qui donna de merveilleux résultats et qui, depuis, a servi de modèle, notamment pour l'amélioration du Mississippi. Aujourd'hui, il y a plus de vingt pieds sur la barre,



le port est devenu un abri sûr, plusieurs phares guident les navigateurs, un service de pilotage régulier assure la conduite des navires (1).

Dans le fleuve, on a successivement déblayé les bas-fonds, rectifié les rives, construit des épis, des éperons et des revêtements. Le chenal navigable a été balisé jusqu'à Braila au moyen de bouées, de sorte que les bateaux allant 17 à 18 pieds, parviennent sans encombre jusqu'à ce port, centre de l'exportation des céréales roumaines. Afin de donner de nouvelles facilités à la navigation, la Commission a également entrepris de supprimer les courbes aiguës, où les manœuvres sont particulièrement difficiles et où, lors de la débâcle annuelle, viennent s'accumuler les glaces. Dans ce but, un certain nombre de canaux ont été creusés.

La plus grande de ces coupures a été commencée dans l'été de 1890 et terminée en décembre 1893. Longue de 10 kilomètres environ, elle raccourcit le chenal de près de 8 kilomètres et supprime trois coudes difficiles (2). C'est ce bel ouvrage que la Commission a tenu à inaugurer d'une façon solennelle en conviant d'illustres hôtes.

Avant-hier au matin, le roi Charles est arrivé à Galatz, accompagné de son président du Conseil, du ministre des affaires étrangères, de la plupart des autres membres du gouvernement et du corps diplomatique. Reçu au débarcadère par les autorités roumaines, acclamé de là jusqu'au quai par une foule pressée, le roi s'est rendu à bord de l'*Orient*, où l'attendaient les membres de la Commission européenne. Quelques minutes après, le vapeur s'est mis en marche, précédé du yacht de la Commission et d'un bateau de guerre roumain et suivi de toute une flotte de bâtiments particuliers. Un second navire de guerre roumain fermait cet imposant cortège, défilant en ordre régulier sur le fleuve immense, entre les berges ravinées de la rive de Bessarabie et les collines curieusement découpées de la Dobroudja. Ainsi escorté, l'*Orient* arriva vers midi à Toulcha, l'ancienne capitale de la Dobroudja turque, étagée sur un groupe de collines en haut desquelles d'innombrables moulins à vent agitent leurs ailes. Après un arrêt de quinze minutes, pour permettre au roi de recevoir les ovations de ses sujets, l'*Orient* reprit sa course. Un quart d'heure après, il entra dans le bras de Soulina, un ruban d'eau tranquille se déroulant dans une plaine marécageuse couverte, à perte de vue, de roseaux gris au-dessus desquels passent, d'un vol lent, de lourds balbuzars et des hérons blancs.

Au 18<sup>e</sup> mille, à l'entrée de la coupure, se tenaient, alignés, les matelots debout sur les vergues, les stationnaires de France, d'Autriche, d'Allemagne et d'Angleterre. Salué par les hurrahs des équipages et les salves de canon, l'*Orient* glissa devant eux et rompit le câble qui barrait le nouveau canal. A ce moment, Azarian Effendi, le président de la dernière session plénière, présenta au roi, au nom de la Commission, une coupe en argent ciselé d'un précieux travail, et porta un toast à la famille royale. Sa Majesté remercia et but à la santé des délégués des puissances « en souhaitant à la Commission encore des succès aussi brillants dans l'accomplissement de la grande et belle tâche que l'Europe lui a confiée ». A quatre heures, on arrivait au port de Soulina, entre une haie de bateaux de commerce pavoisés. Le roi débarqua devant la cathédrale, reçut le pain et le sel traditionnels des mains du maire et alla assister à un *Te Deum* solennel, tandis que l'*Orient* conduisait les délégués et leurs invités devant le palais de la Commission.

Le soir, un diner de gala de 130 couverts, servi dans un pavillon construit pour la circonstance, réunissait les hôtes de l'*Orient*, les autorités de Soulina et les officiers des bateaux de guerre roumains et étrangers. Au champagne, Azarian Effendi prononça un discours où il rappela les améliorations succes-

(1) Des travaux en cours porteront la profondeur sur la barre à plus de 24 pieds.

(2) Elle a une largeur de 123 mètres au plafond. Il a été dragué 6 millions de mètres cubes.

sives qui ont transformé le cours du bas Danube durant ces trente dernières années. Voici les principaux passages de la réponse du roi :

« J'ai assisté avec un vif plaisir à l'inauguration de la grande coupure dans le bras de Soulina, et j'apprécie hautement les éminents services que la Commission a rendus par ses travaux au commerce et à la navigation du bas Danube.

« C'est surtout la Roumanie qui en retire les avantages, ayant le débouché de ses richesses agricoles assuré.

« Je suis donc l'interprète fidèle des sentiments de mon pays en remerciant la Commission européenne de l'activité bienfaisante qu'elle déve-loppe depuis une trentaine d'années, et en portant la santé des souverains et des chefs d'Etat représentés dans ce moment, non seulement par le corps diplomatique accrédité auprès de moi et les membres de la Commission, mais encore par les stationnaires et bâtiments de guerre dont la présence donne un éclat tout particulier à cette fête.

« Je salue avec sympathie et respect les pavillons qui flottent aujourd'hui aux embouchures du Danube, de ce majestueux fleuve auquel se rattachent les souvenirs de ma jeunesse et les destinées de ma vie, et dont les sources arrosent le berceau de ma famille. »

Ces paroles ont leur importance, rapprochées du toast du roi dans la coupure. Vous savez que la Roumanie n'a pas adhéré aux décisions de la Conférence de Londres de 1883, qui ont prolongé de vingt-et-un ans la durée du mandat de la Commission et étendu la juridiction de celle-ci jusqu'à Braïla. Beaucoup de Roumains ont vu là un empiètement sur la souveraineté nationale et ont considéré la Commission comme une tutrice gênante, sans vouloir se rendre compte que cette tutelle s'exerçait surtout à leur profit. La Commission n'a jamais cherché à sortir de son rôle et ses efforts ont uniquement tendu à procurer au commerce la plus grande somme de facilités au meilleur compte possible. Les taxes qu'elle perçoit sont extrêmement modérées, et, loin de les augmenter au fur et à mesure qu'elle entreprend de nouveaux travaux, elle les a diminuées constamment; elle en a même totalement affranchi les bâtiments de moins de 200 tonnes de registre. De son côté, le gouvernement roumain n'a pas cessé d'observer une attitude parfaitement loyale et correcte. Il a très gracieusement prêté son concours dans maintes circonstances. Toutefois, il n'était pas inutile, ne fût-ce que pour dissiper certains malentendus dans l'esprit du public, de reconnaître ouvertement à la Commission son véritable caractère. C'est ce qu'a fait le roi Charles, par sa présence à l'inauguration de la coupure d'abord, puis par ses deux toasts. Telle est la signification politique des fêtes des 17 et 18 mai.

## SUISSE

Dans la session qui a eu lieu au commencement d'avril, il y a eu grand débat au Conseil national qui avait à son ordre du jour une motion demandant la suppression des deux légations de Washington et de Buenos-Ayres. Le député appenzellois Sonderegger, développant sa motion, prétendait que ces légations pouvaient être, sans inconvénient, transformées en consulats; l'institution de légations diplomatiques dans les Etats d'outre-mer n'avait pas sa raison d'être; les consulats rendent plus de services. Au cours de son exposé, l'orateur a rappelé que les légations qui existent aujourd'hui en Europe sont d'institution récente; la Suisse n'avait autrefois que des chargés d'affaires; elle ne se trouvait pas mal de ce système. Il a parlé aussi des événements révolutionnaires qui se sont produits dans la République argentine dans le courant de l'année dernière : des colons suisses ont eu à souffrir des violences des troupes du gouvernement. Le ministre était en congé; eût-il été à son poste, a-t-on répondu, qu'il n'aurait pu ni prévenir les regret-

tables événements, ni obtenir satisfaction ; dès lors, l'institution diplomatique est inutile.

M. Lachenal, chef du département des affaires étrangères, a répondu en rappelant que les légations de Washington et Buenos-Ayres ont été créées sur le vœu manifesté par les Chambres ; elles ont rendu des services que les consuls par leur rang et leur situation inférieure n'auraient pu rendre. Il faut considérer que certains Etats d'Amérique ont d'autres idées que nous sur l'étiquette, dès lors un ministre aura nécessairement plus d'influence et plus d'autorité qu'un simple chargé d'affaires ou un consul général. Il est, du reste, fort difficile de trouver des personnalités qualifiées pour les consulats ; ceux qui représentent la Suisse sont presque tous des consuls honoraires choisis dans les colonies suisses et présentés par celles-ci. Le chef du département des affaires étrangères rappelle que les renseignements parvenus au département sur les excès dont des colons suisses ont été victimes dans la République argentine ont été très exagérés ; ils ont eu l'imprudence de se mêler de ce qui ne les regardait pas et l'autorité, saisie de leur cas, ne permettrait pas plus l'immixtion d'un consul que celle d'un ministre. Le représentant de la Suisse était en congé régulier et, du reste, les gens qui ont l'intention d'organiser une révolution n'ont pas l'habitude de prévenir de la date précise où ils se mettront en mouvement.

Le Conseil fédéral a été unanime à recommander au Conseil national de ne pas prendre en considération la motion demandant la suppression des légations de Washington et Buenos-Ayres. Et au vote, à l'unanimité moins 12 voix, la motion a été écartée.

### L'armée suisse.

Le département militaire fédéral a publié en mai son rapport sur sa gestion en 1893. Nous empruntons à cet important document les renseignements ci-après :

Au 31 décembre 1893, les effectifs de l'armée s'élevaient à 488,526 hommes, dont 134,932 pour l'élite, 80,298 pour la landwehr, 61,839 pour le landsturm armé et 211,437 pour le landsturm non armé. Au cours de l'année dernière, on a incorporé 17,148 recrues, dont 13,561 ont assisté à une première période d'instruction.

Les manœuvres d'automne et les exercices de répétition ont permis de constater que des progrès sensibles avaient été réalisés dans les différentes armes, surtout au point de vue du tir ; toutefois, la cavalerie n'a pas toujours conservé le contact désirable avec les autres armes, et l'artillerie a, dans certaines circonstances, manqué de célérité pour se porter au combat. Les officiers de la landwehr ont montré beaucoup de bonne volonté, mais ne possèdent pas les capacités militaires voulues pour améliorer l'instruction de leur troupe ; les appels auxquels ils sont tenus de répondre sont trop peu fréquents et de trop courte durée.

En 1893, on a distribué le fusil modèle 1889 aux sept plus jeunes classes de l'infanterie et du génie de la landwehr et pourvu du vetterli 46,238 hommes du landsturm.

Enfin, on a presque achevé et armé les ouvrages de fortification d'Airolo, du Saint-Gothard, d'Andermatt, de la Furka, de Göschenen et de Saint-Maurice.

### Circulaire du Conseil fédéral suisse à tous les États confédérés concernant les passeports pour la Russie.

(Du 24 avril 1894.)

Fidèles et chers confédérés,

Il résulte d'une dépêche de notre Consulat général à Saint-Petersbourg, du



18 courant, que certaines chancelleries d'Etat cantonales suisses refusent d'inscrire, dans les passeports de citoyens suisses se rendant en Russie, une mention spéciale concernant la confession à laquelle appartient le détenteur du passeport. Par ce fait, il peut arriver que les intéressés subissent des désagréments, attendu que l'entrée des Israélites en Russie se heurte à des difficultés et que, lors même que toutes les formalités sont remplies, le séjour temporaire des Israélites en Russie n'est toléré que durant une année (Voir la circulaire de la chancellerie fédérale aux chancelleries cantonales du 5 mars 1886 ; F. féd. de 1886, I. 257). Il nous paraît donc utile de compléter le signalement de l'intéressé dans le sens indiqué.

En outre, notre Consulat général recommande à nos compatriotes se rendant en Russie de se munir de leur acte de baptême.

Nous vous prions de porter la communication ci-dessus à la connaissance de vos chancelleries, afin qu'elles observent ces recommandations. Nous nous référons, en même temps, à la dernière circulaire de la chancellerie fédérale aux chancelleries d'Etat des cantons, du 11 janvier 1894 (F. féd. de 1894, I. 78), qui indique toutes les instructions précédentes relatives à la question des passeports pour la Russie.

Nous saisissons cette occasion, fidèles et chers confédérés, de vous recommander avec nous à la protection divine.

Berne, le 24 avril 1894.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

*Le Président de la Confédération,*  
E. FREY.

*Le Chancelier de la Confédération,*  
RINGIER.

## RENSEIGNEMENTS DIVERS

### Institut de Droit international.

L'*Institut de droit international*, dont nous avons souvent mentionné les travaux, a tenu à Paris sa XV<sup>e</sup> session du 27 au 31 mars. La réunion a été exceptionnellement nombreuse. Le Bureau se composait de MM. *Louis Renault*, professeur à la Faculté de droit de Paris, président ; *F. de Martens*, professeur à l'Université de Saint-Petersbourg, membre permanent du Conseil du Ministère des Affaires étrangères ; *Général den Beer Portugal*, conseiller d'Etat des Pays-Bas, vice-présidents ; Ernest Lehr, professeur honoraire à l'Université de Lausanne, secrétaire-général.

Les travaux ont été inaugurés le 27 mars par M. Spuller, Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et des Beaux-Arts, qui a prononcé le discours suivant :

Messieurs,

Les organisateurs français de la 15<sup>e</sup> session de l'Institut de droit international nous ont fait l'honneur à mes collègues et à moi, de nous rendre visite pour nous inviter à assister à vos travaux. J'ai reçu de M. le président du Conseil et de M. le Ministre de la Justice la mission, qui m'est fort agréable, de vous remercier en leur nom et de représenter, à cette séance d'inauguration, le Gouvernement de la République qui vous offre l'hospitalité. J'ai répondu, pour ma part, à l'appel qui nous avait été adressé avec le sincère désir de vous témoigner par ma présence, Messieurs, de la très vive sympathie que le Gouvernement de la République éprouve pour vos personnes, pour vos études, pour votre association, et aussi pour la pensée supérieure

dont vous vous inspirez dans vos travaux, à la recherche du but que vous poursuivez et qui est si digne de vos efforts.

Il ne m'appartient pas, vous le pensez bien, de pénétrer dans le détail des questions à l'examen desquelles vous allez vous livrer. Je ne me permettrai pas non plus de vous adresser, même sous une forme indirecte, des conseils que vous n'attendez pas de moi. Sans fausse modestie, je puis dire que, si je venais à vos séances, j'y devrais venir beaucoup plus en élève qu'en maître. J'ajouterai cependant qu'il est impossible à ceux qui, comme moi, s'occupent de politique générale, de rester indifférents à l'œuvre que vous avez entreprise et qui se développe tous les jours avec un succès croissant.

Cette œuvre, datant de 1872, est maintenant dans sa vingt-deuxième année, et votre association tient aujourd'hui sa 15<sup>e</sup> session. Durant ces vingt-deux années, vous n'êtes venus qu'une seule fois à Paris : c'était en 1878 ; vous avez sans doute voulu nous faire visite à l'occasion de notre exposition universelle. Cette première exposition qui a jeté tant d'éclat sur la République et sur la France venait moins de sept ans après nos malheurs. C'est là que la France a donné pour la première fois au monde la juste idée des forces vives qu'elle renferme et qui lui assurent une si puissante vitalité. L'Europe a pu se convaincre que notre pays, pour avoir tant souffert, n'en était pas moins prêt à renaître et à poursuivre le cours de ses destinées.

Vous revenez aujourd'hui parmi nous, Messieurs, dans des circonstances toutes différentes ; la France vous apparaît libre, prospère, dans le plein développement de sa démocratie laborieuse et pacifique ; de votre côté, vous avez pris vous-mêmes de votre institution une idée plus haute et plus large.

Vos débuts, si je suis bien informé, ont été assez modestes ; mais l'idée originaire et primitive de votre association était si forte et si féconde que l'institution n'a eu qu'à se développer pour produire ses fruits naturels. Au point de vue des personnes, votre institut se compose de spécialistes, tous plus recommandables les uns que les autres dans leurs différentes patries, et ces spécialistes ont eu l'heureuse pensée de s'associer des hommes de bonne volonté, instruits à suivre les progrès de la science et capables d'apporter à vos délibérations des lumières propres, qui ne sont pas toujours des lumières techniques et professionnelles, mais qui n'en ont peut-être que plus de prix aux yeux des jurisconsultes par état.

En jetant un coup d'œil rapide sur les travaux que vous avez déjà accomplis, il est difficile à qui peut se rendre compte de ce qu'il y a de profondément ardu dans cet ordre de spéculations intellectuelles, il est difficile, dis-je, de ne pas vous louer de votre persévérance dans le travail et de l'élévation constante de vos idées. Il n'est guère de points de la science du droit international que vous n'ayez touchés, en vous plaçant au point de vue le plus large et le plus généreux : celui d'où l'on peut embrasser le plus grand nombre des sociétés humaines.

C'est ainsi qu'en matière de droit civil, vous avez déjà étudié les sujets particulièrement élevés et délicats du statut personnel, du mariage et du divorce, de la capacité civile et de la tutelle.

En matière de droit commercial, vous avez examiné les règles du droit de change et le fonctionnement des sociétés commerciales par actions.

En matière de droit maritime, vous avez abordé le sujet si difficile du contrat d'assurance, du droit de prise et des règlements de mer.

En matière pénale, vous avez traité les questions si épineuses de la théorie et de la pratique de l'extradition.

En matière diplomatique, enfin, vous avez commencé à vous occuper des immunités consulaires et diplomatiques, des questions relatives à la nationalité et à la naturalisation : si bien que, dans toutes les branches de la science juridique, vous avez marqué votre place, fourni vos indications, apporté vos lumières, en préparant des solutions. Je vous en félicite très vivement, Messieurs.

Si je me suis permis de faire cette énumération très incomplète de vos

travaux, c'est moins pour vous, Messieurs, que pour le public qui, ne fût-ce qu'un jour, va s'enquérir de ce que vous êtes et de ce que vous faites. Je souhaiterais qu'une parole plus autorisée que la mienne s'élevât au milieu de vous pour annoncer précisément à la foule — què dis-je ? à la foule, — à la trop peu nombreuse élite qui s'intéresse à de pareilles affaires, ce que vous avez l'intention d'étudier dans ce congrès et dans ceux qui sont appelés à le continuer. Le grand public ne pourrait qu'y gagner.

Messieurs, la composition même de votre Institut au point de vue des personnes, et le caractère original que vous avez su lui donner en associant aux spécialistes des hommes de bonne volonté, vous ont amenés à proposer le plus souvent, dans les matières les plus difficiles, les seules solutions qui soient justes ou, pour parler plus exactement, les seules qui soient équitables. Ces solutions qui, d'ailleurs, n'engagent personne, se recommandent par un bon et sage esprit d'accommodement, de transaction. Vous réalisez par là, permettez-moi de le dire, le plus sérieux, le plus décisif des progrès.

La substitution des idées relatives aux notions absolues dans tous les ordres de la connaissance humaine est, à mes yeux, la plus grande conquête de la science. L'œuvre que vous accomplissez touche de très près à la politique. En effet, quiconque a touché à la politique, pratiqué les hommes et connu les choses, a pu se convaincre que l'art de gouverner, c'est l'art de négocier et de transiger. La politique ne comporte pas de solutions absolues. Elle ne vit, elle ne peut vivre que de solutions relatives. Aussi, Messieurs, toutes les fois que la notion supérieure du relatif fait des progrès dans les esprits et en élimine l'absolu avec ses théories et ses applications dange-reuses, le politique ne peut-il que s'en réjouir.

C'est par là, Messieurs, que vous prenez une grande et heureuse part à l'œuvre de la civilisation générale, et c'est à ce titre que je salue votre assemblée, en exprimant le désir très sincère que vous continuiez vos utiles travaux, grâce à la cordiale hospitalité que nous sommes si heureux de vous offrir.

Cette hospitalité vous est déjà connue, elle est inséparable du grand nom de la France. En ce qui vous concerne personnellement, vous Messieurs, qui venez du dehors, vous comptez à Paris de nombreux amis, des confrères, des collègues qui vous attendaient avec impatience et qui sont satisfaits de vous voir. Mon collègue, M. le garde des sceaux, a chargé le Comité de législation étrangère, placé auprès du Ministère de la justice, de vous fournir tous les instruments de travail dont vous pouvez avoir besoin.

La bibliothèque de la chancellerie vous est ouverte et des imprimés doivent vous être distribués. Indépendamment des livres, ces instruments nécessaires du travail, vous aurez les auteurs eux-mêmes, qui se félicitent de vous apporter leurs lumières.

Enfin, oserai-je vous dire, comme Ministre de l'Instruction publique, que l'œuvre à laquelle vous travaillez nous a paru, à mes collaborateurs et à moi-même, d'un si grand intérêt pour la science et pour nos étudiants que, cette année même, je proposerai aux Commissions du budget du Parlement l'institution à la Faculté de droit de Paris d'une chaire de droit international privé.

Je n'ai plus rien à ajouter. J'ai l'honneur de vous offrir nos souhaits de bienvenue ; je ne vous quitte pas, Messieurs, sans me réjouir à l'idée de vous revoir dans l'intimité, car je suis sûr que, de cette intimité, il ne restera pour nous que les plus agréables et les plus fructueux souvenirs.

— M. Aucoc, membre de l'Institut, au nom du Comité de législation étrangère, M. Raoul Bompard, conseiller municipal, au nom de la Ville de Paris, M. Frédéric Passy, membre de l'Institut, président de la Société française d'arbitrage, ont prononcé ensuite quelques paroles de sympathie et de bienvenue.



Le même jour, l'Institut de droit international a été reçu par le Président de la République. Après que les Membres lui eurent été présentés individuellement par M. Louis Renault, M. Carnot leur a adressé l'allocution suivante :

« Messieurs,

« La visite que vous avez eu l'aimable pensée de me faire aujourd'hui me touche infiniment et je vous en remercie.

« Elle me fournit l'occasion, que je saisis avec empressement, de vous féliciter de votre dévouement à la science du Droit international et de vous remercier, en même temps, des services que vous rendez aux sociétés civilisées.

« Votre œuvre indépendante, impartiale et désintéressée, alimente une source précieuse où les pouvoirs publics ne sauraient puiser trop d'inspirations.

« Vous connaissez déjà, je crois, l'hospitalité parisienne. Je suis heureux de pouvoir à mon tour, aujourd'hui, vous dire : soyez les bienvenus. »

Le 31 mars, l'Institut de droit international a été reçu officiellement à l'Hôtel de Ville par le Conseil municipal.

Les séances, qui ont eu lieu à l'Ecole des Sciences politiques, se sont poursuivies sans interruption depuis le mardi matin jusqu'au samedi. Indépendamment de diverses questions d'ordre intérieur, on s'y est occupé de modifier, sur un point de quelque importance, les résolutions d'Oxford relatives à l'*Extradition*, de poser quelques règles sur la *Traite maritime*. Mais deux matières d'un grand intérêt ont surtout été discutées et nous donnons ci-après les résolutions adoptées.

La prochaine session doit se tenir à Cambridge en août 1895.

---

**Règles adoptées par l'Institut de droit international,  
le 31 mars 1894, sur la définition et le régime de la mer territoriale.**

L'Institut,

Considérant qu'il n'y a pas de raison pour confondre en une seule zone la distance nécessaire pour l'exercice de la souveraineté et pour la protection de la pêche littorale et celle qui l'est pour garantir la neutralité des non-belligérants en temps de guerre ;

Que la distance la plus ordinairement adoptée de trois milles de la laisse de basse marée a été reconnue insuffisante pour la protection de la pêche littorale ;

Que cette distance ne correspond pas non plus à la portée réelle des canons placés sur la côte ;

A adopté les dispositions suivantes :

Article premier. — L'Etat a un droit de souveraineté sur une zone de la mer qui baigne la côte, sauf le droit de passage inoffensif réservé à l'art. 5. Cette zone porte le nom de mer territoriale.

Art. 2. — La mer territoriale s'étend à six milles marins (60 au degré de latitude) de la laisse de basse marée sur toute l'étendue des côtes.

Art. 3. — Pour les baies, la mer territoriale suit les sinuosités de la côte, sauf qu'elle est mesurée à partir d'une ligne droite tirée en travers de la baie dans la partie la plus rapprochée de l'ouverture vers la mer, où l'écart entre les deux côtes de la baie est de douze milles marins de

largeur, à moins qu'un usage continu et séculaire n'ait consacré une largeur plus grande.

Art. 4. — En cas de guerre, l'Etat riverain neutre a le droit de fixer, par la déclaration de neutralité ou par notification spéciale, sa zone neutre au delà de six milles, jusqu'à portée du canon des côtes.

Art. 5. — Tous les navires sans distinction ont le droit de passage inoffensif par la mer territoriale, sauf le droit des belligérants de réglementer et, dans un but de défense, de barrer le passage dans ladite mer pour tout navire, et sauf le droit des neutres de réglementer le passage dans ladite mer pour les navires de guerre de toutes nationalités.

Art. 6. — Les crimes et délits commis à bord de navires étrangers de passage dans la mer territoriale par des personnes qui se trouvent à bord de ces navires, sur des personnes ou des choses à bord de ces mêmes navires, sont, comme tels, en dehors de la juridiction de l'Etat riverain, à moins qu'ils n'impliquent une violation des droits ou des intérêts de l'Etat riverain, ou de ses ressortissants ne faisant partie ni de l'équipage ni des passagers.

Art. 7. — Les navires qui traversent les eaux territoriales se conformeront aux règlements spéciaux édictés par l'Etat riverain dans l'intérêt et pour la sécurité de la navigation et pour la police maritime.

Art. 8. — Les navires de toutes nationalités, par le fait seul qu'ils se trouvent dans les eaux territoriales, à moins qu'ils n'y soient seulement de passage, sont soumis à la juridiction de l'Etat riverain.

L'Etat riverain a le droit de continuer sur la haute mer la poursuite commencée dans la mer territoriale, d'arrêter et de juger le navire qui aurait commis une infraction dans les limites de ses eaux. En cas de capture sur la haute mer, le fait sera, toutefois, notifié sans délai à l'Etat dont le navire porte le pavillon. La poursuite est interrompue dès que le navire entre dans la mer territoriale de son pays ou d'une tierce puissance. Le droit de poursuite cesse dès que le navire sera entré dans un port de son pays ou d'une tierce puissance.

Art. 9. — Est réservée la situation particulière des navires de guerre et de ceux qui leur sont assimilés.

Art. 10. — Les dispositions des articles précédents s'appliquent aux détroits dont l'écart n'excède pas douze milles, sauf les modifications et distinctions suivantes :

1° Les détroits dont les côtes appartiennent à des Etats différents font partie de la mer territoriale des Etats riverains, qui y exerceront leur souveraineté jusqu'à la ligne médiane.

2° Les détroits dont les côtes appartiennent au même Etat et qui sont indispensables aux communications maritimes entre deux ou plusieurs Etats autres que l'Etat riverain font toujours partie de la mer territoriale du riverain, quel que soit le rapprochement des côtes.

3° Les détroits qui servent de passage d'une mer libre à une autre mer libre ne peuvent jamais être fermés.

Art. 11. — Le régime des détroits actuellement soumis à des conventions ou usages spéciaux demeure réservé.

---

**Règles générales sur les rapports internationaux en matière de faillite adoptées par l'Institut en séance du 30 mars 1894.**

L'Institut de droit international recommande l'adoption, par voie de traités spéciaux, des règles suivantes concernant les rapports internationaux en matière de faillite :

Article premier. — La déclaration de faillite, intervenue dans un des Etats contractants, produit ses effets, sous les conditions ci-après déterminées, sur le territoire des autres Etats contractants.

Art. 2. — L'autorité compétente pour déclarer la faillite est celle du lieu où le débiteur a le siège principal de ses affaires, ou, à défaut d'un tel siège, celle du lieu de son domicile.

En ce qui concerne les Sociétés commerciales, on considérera comme leur domicile le lieu où la Société a établi sans fraude son siège social légal.

Toutefois la faillite pourra être déclarée par le Tribunal dans le ressort duquel est située une simple succursale ou résidence; mais elle ne produira d'effets que dans le pays où elle a été prononcée.

En cas de déclaration de faillite prononcée dans un ou plusieurs pays et dans le pays du siège principal des affaires du débiteur, les Tribunaux du pays des succursales ou des résidences seront dessaisis au profit du Tribunal du pays du siège principal.

Art. 3. — Les conditions exigées pour la déclaration de la faillite, les effets de la faillite postérieurs au jugement déclaratif, les pouvoirs des administrateurs de la faillite, les formes à suivre dans la procédure de faillite, la vérification et l'admission des créances, la distribution de l'actif entre les créanciers, et, en général, tout ce qui concerne l'administration, la liquidation et les solutions de la faillite, y compris le concordat entre le failli et ses créanciers et la réhabilitation du failli, seront réglés par la loi de l'Etat où la faillite a été déclarée.

La question de savoir quelle est la loi qui régit les droits de préférence et l'ordre dans lequel ils s'exercent et la question de la loi à observer quant aux formes de la réalisation des biens sont réservées.

Art. 4. — La déclaration de faillite ne peut donner lieu à des actes d'exécution proprement dits sur le territoire d'un Etat autre que celui où elle a été prononcée, sans y avoir été revêtue de l'exequatur, donné par l'autorité que la loi locale désignera et qui ne pourra se livrer à aucun examen du fond.

La même règle s'applique, en général, à tous les jugements provoqués par la faillite.

Art. 5. — La déclaration de faillite, ainsi que les actes qui la concernent et dont la publication est prescrite par les lois de l'Etat où la faillite a été déclarée, seront rendus publics dans les autres Etats contractants.

Art. 6. — Les règles concernant la faillite sont également applicables aux liquidations judiciaires, concordats préventifs, sursis de paiement et autres institutions analogues, prévues par les lois des Etats contractants dans le but d'éviter les déclarations de faillite.

---



## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

## Revue des Deux-Mondes.

1<sup>er</sup> avril. — *L'Afrique romaine : l'administration et l'armée*, par Gaston Boissier. — *Le prix et le loyer des maisons en France depuis le Moyen-âge jusqu'à nos jours*, par le vicomte d'Avenel. — *Les comédiens français pendant la Révolution et l'Empire*, par V. Du Bled. — *Le Change*, par Raphaël-Georges Lévy. — *Les théâtres allemands*, par Jean Thorel. — *Le dernier livre de Taine*, par le vicomte de Vogüé (c'est le 6<sup>e</sup> et dernier volume des *Origines de la France contemporaine*; il est consacré à l'Eglise et à l'Ecole, telles que le régime napoléonien les a façonnées). — *La guerre et la paix perpétuelle*, par G. Valbert (à propos d'un livre publié par un Allemand sur la guerre, la paix et la civilisation). — *Chronique politique*, par Francis Charmes.

15. — *Le Règne de l'argent : le mammonisme et la démocratie*, par Anatole Leroy-Beaulieu. — *Un portrait de l'ancienne France*, d'après un livre récent, par René Millet (appréciation élogieuse du 1<sup>er</sup> tome de l'*Histoire de Richelieu* de M. Hanotaux). — *A propos de la discussion sur la Révision constitutionnelle*, par le duc de Broglie. — *Maisons hautes en Angleterre et en Amérique*, par A. de Colonne. — *Le Ministère des Colonies*, par J. Chailley-Bert. — *Revue anglaise*, par T. de Wyzewa.

1<sup>er</sup> mai. — *Seneffe* (1674), par le duc d'Aumale. — *Le mouvement économique*, par A. Moireau. — *Catherine Sforza*, par le vicomte de Vogüé (à propos d'un ouvrage italien récent). — *Prévost-Paradol et ses lettres choisies*, par G. Valbert.

## Le Correspondant.

10 mars. — *Les origines de l'unité italienne* (fin), par P. de la Gorce. — *Le Roman du grand Roi*, d'après des documents inédits, par Lucien Perey. — *Schopenhauer et ses correspondants*, par Ed. Rod. — *Le vrai Père Joseph*, par de Lanzac de Laborie (d'après l'ouvrage de M. Fagniez).

25. — *Le maréchal Oudinot. Souvenirs de la duchesse de Reggio* (chapitre relatif à la retraite de Russie). — *Le Roman du grand Roi* (suite).

10 avril. — *Un diplomate à Londres (1871-1877). Lettres et impressions*, par Ch. Gavard. — *La femme au Japon*, par M. Dronsart. — *Le Prince de Joinville et la marine française*, par Th. Froment. — *Les comédiens révolutionnaires : Talma*, par V. Fournel.

25. — *Les origines de l'anarchie*, par Louis Proal. — *Le mouvement révolutionnaire en Italie*, par le comte Grabinski. — *Un diplomate à Londres : Lettres et impressions* (M. Ch. Gavard). — *Le Roman du grand Roi*, par Lucien Perey (lettres curieuses de Mazarin). — *Deux volontaires de 1892 et un soldat d'Afrique*, par de Lanzac de Laborie (à propos des aventures de guerre au temps de la République, par Moreau de Jonnés, des *Mémoires du général baron Thiébaut*, et des *Souvenirs du général du Barail*).

10. — *Nos fausses Républiques*. — *Vieux souvenirs du Prince de Joinville*, par Th. Froment. — *L'insurrection brésilienne*, par L. Desforges (exposé historique intéressant).

## La Revue de Paris.

15 février. — *Le ministère Casimir-Perier (1831-1832, extrait des mémoires du baron de Barante)*. — *La guerre et la paix intérieures de 1871 à 1893*, par James Darmesteter.

1<sup>er</sup> mars. — *Tombouctou et les Touaregs*, par le commandant Monteil. — *La féodalité en Prusse en 1894*, par Godefroy Cavaignac. — *Napoléon et*

*l'étiquette*, par Frédéric Masson. — *La vie d'Hippolyte Taine*, par Gabriel Monod.

15 mars. — *Lettres de Compiègne et de Fontainebleau*, par Octave Feuillet. — *Le parti royaliste (1871-1893)*. — *L'anarchisme révolutionnaire*, par J. Bourdeau.

1<sup>er</sup> avril. — *Mémoires sur le ministère Polignac*, par le baron d'Haussez. — *La marine française en 1894* par Paul Deschanel.

15. — *Lettres de Ham*, par Louis-Napoléon Bonaparte. — *L'Afrique Australe*, par lord Randolph Churchill. — *Le mariage civil en Hongrie*, par Ant.-E. Horn.

1<sup>er</sup> mai. — *Le second Empire et les ouvriers*, par Etienne Lamy.

15. — *De Saint-Louis à Ségué*, par le commandant Monteil. — *L'Ecole polytechnique et les Saint-Simoniens*, par G. Pinet. — *Les Roumains de Hongrie*, par Henri Gaidoz. (Travail des plus intéressants, des plus précieux et des mieux propres à faire comprendre ce qui se passe aujourd'hui en Hongrie.)

### Revue politique et littéraire.

17 février. — *Tombouctou et le Soudan français*, par Alfred Rambaud. — *Chez les anarchistes français de la Guyane*, par Paul Miman (impressions de voyage). — *Le Collège de France*, par Ch.-V. Langlois (à propos d'un livre récent).

24. — *Autriche et Bohême*, par L. Ordéga. — *Les professions en Angleterre: les commerçants et les industriels*, par Max Leclerc. — *La reine Bérénice*, d'après M. Wahl (thèse soutenue à la Sorbonne), par P. Robert.

3 mars. — *L'enseignement philosophique et la démocratie*, par Alfred Fouillée (considérations remarquables sur l'importance d'un enseignement sérieux de la philosophie, avec un programme qui montre l'importance des questions qui doivent y être traitées; nous remarquons avec plaisir la place importante qui est assignée aux questions internationales dans leur sens le plus élevé.) — *Une plaidoirie au XV<sup>e</sup> siècle; la défense de Jean sans Peur par le moine Jean Petit*, par Munier Jolain. — *Prévost-Paradol*, par Maurice Albert (d'après le livre de M. Gréard).

10 mars. — *Bonaparte et les poignards des Cinq-Cents*, par M. Aulard (renversement de la légende bonapartiste d'après des témoignages indiscutables).

17. — *La bienfaisance méthodique*, par Paul Strauss. — *Les Anglais au sud du Maroc*, par Rouire. — *Au Sénat. La galerie des bustes: MM Chalmel-Lacour, Chesnelong*, par Pierre Puget.

24. — *La réforme électorale en Belgique*, par Paul Laffitte. — *Ver-Vert et la vie dans les couvents de femmes au XVIII<sup>e</sup> siècle*, par J. Wogne. — *Allemands en campagne (1870 1871)*, par Darnberg (citations curieuses et très significatives, de nature à faire comprendre ce qu'est la guerre dans la réalité). — *Croquis serbes*, par Albert Malet.

31. — *Kossuth et la nationalité hongroise*, par F. Amoretti. — *Histoire contre philosophie*, par George Lyon (polémique assez singulière entre professeurs d'histoire et professeurs de philosophie). — *De Sydney-Smith, de la politique libérale et de la résurrection de M. Taine*, par de Wyzewa.

7 avril. — *L'esprit nouveau. La réforme des études supérieures de droit*, par E. Boutiny. (Travail extrêmement remarquable et bon à méditer par tous ceux qui s'intéressent aux études de droit.) — *Les « mustroom cities » de l'Afrique Australe*, par M. Quesnel. (Il s'agit des villes qui surgissent comme des champignons; les exemples les plus notables sont en Amérique, mais il y en a aussi de curieux en Afrique, comme celui de Johannesburg, ville du Transvaal, qui n'existait pas en 1886 et qui est aujourd'hui une ville de 30,000 âmes.)

14. — *Le budget de la France. Les recettes*, par A. Moireau. — *La comé-*

die en province du temps de Molière, par Baluffe. — Au Sénat : M. Constans, M. Floquet, par Pierre Puget.

21. — *La presse et l'éducation de la démocratie*, par E. Spuller. — *Le comte Tolstoï, sa famille, son enfance et ses études*, par Nicolas Zagoskine. — *Le budget de la France. Les dépenses*, par A. Moireau. — *Les écoles de l'Afrique romaine et l'Université de Carthage*, par Paul Nonceau.

28. — *Anciens ministres*, par D. Ordinaire (étude humoristique de la maladie qu'on peut appeler la nostalgie du portefeuille perdu). — *La plaidoirie de Pierre Maugier pour Jeanne d'Arc en 1455*, par Munier-Jolain. — *Les femmes professeurs*.

### Annales de l'Ecole des sciences politiques.

15 mai. — *François Martin, gouverneur de Pondichéry*, par A. Fleury. — *Le droit international privé et la Conférence de la Haye*, par Louis Renault, délégué du Gouvernement français à la Conférence. (Exposé de l'état actuel du droit international privé, des précédents de la Conférence et des travaux de celle-ci.) — Chronique parlementaire et politique : *Allemagne* (1892 et 1893); *Bolivie* (exposé général de la situation du pays); *Portugal*. — Analyses et Comptes-rendus.

### Bulletin de la Société de législation comparée.

Avril-mai. — Etude par M. Besson sur *la Constitution de la famille chez les arabes algériens*. — Etude par M. Drioux sur *la répression du vagabondage et de la mendicité en Belgique*. — Chronique législative : France.

### Le Mémorial diplomatique.

7 avril. — *Patriotisme et diplomatie*, par A. Berl (à propos des indiscretions d'un ancien ministre des affaires étrangères). — *Le Paraguay, étude sur la condition économique*.

14. — *De la déclaration de résidence imposée aux étrangers en France*, par Max Botton.

21. — *Les intérêts commerciaux de la France aux Colonies*.

28. — *L'esprit public en Italie*, par A. Berl. — *Sur l'Oubangui*, par M. Ordinaire. — *Le Khédive, l'Egypte et les Egyptiens*.

5 mai. — *Le discours du baron Blanc* (sur la politique extérieure de l'Italie). — *Des belligérants et des prisonniers de guerre*, par Max Botton (à propos de l'ouvrage de M. Romberg).

12. — *La prochaine Encyclique*.

19. — *Le Procès de Klausenbourg*.

26. — *L'insurrection brésilienne et la question de Rio-Grande*.

### Bulletin de statistique et de législation comparée.

Avril. — *France* : projet de budget pour 1895; les patentes en 1893; les octrois en 1892 (le montant des recettes est de près de 343 millions); les opérations de la Chambre de compensation des banquiers de Paris depuis 1872 (dans le dernier exercice, les opérations ont dépassé 4,360 millions). — *Situation des principales banques d'émission à la fin du premier trimestre de 1894*. — *Union postale universelle* : les résultats financiers du service postal en 1892. — *Angleterre* : les résultats de l'exercice 1893-94 (les recettes ont été inférieures de 500,000 l. st. environ aux évaluations budgétaires); exposé budgétaire; du chancelier de l'Echiquier (séance de la Chambre des communes du 16 avril). — *Italie* : décret du 28 mars 1894 sur le paiement



des droits de douane en espèces métalliques; le commerce extérieur en 1893 (légère augmentation par rapport à 1892). — *Etats-Unis* : rapport du secrétaire du Trésor.

Mai. — *France* : statistique générale des contributions directes et des taxes assimilées; production des alcools en 1893 et 1892; le budget de la ville de Paris pour 1894 (336 millions de recettes); les recettes des chemins de fer en 1893 et 1892 (près de 24 millions de francs de plus en 1893 qu'en 1892; le total dépasse 1,186 millions). — *Madagascar* : les douanes et le commerce extérieur (le commerce de Tamatave a été d'environ 6 millions 1/2 en 1890; la France a 20 0/0 du trafic, l'Angleterre 45 0/0, l'Amérique 22 0/0 et l'Allemagne 10 0/0). — *La production de l'or dans les divers pays* : (jamais elle n'avait été aussi abondante qu'en 1893; la progression est surtout considérable dans l'Afrique méridionale). — *Angleterre* : le cours des Consolidés depuis cent ans. — *Pays-Bas* : l'impôt sur les revenus professionnels (loi du 20 octobre 1893). — *Allemagne* : la Bourse de Berlin (documents publiés par une Commission d'enquête). — *Grèce* : le régime des tabacs, des alcools et des bières; les monopoles; le commerce et le prix des raisins secs. — *Russie* : les résultats provisoires de l'exercice 1893. — *République Argentine* : le commerce extérieur en 1893.

---

---

*Le Gérant : FÉCHOZ.*

---

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FREMONT.



# ARCHIVES

# DIPLOMATIQUES

---

## PREMIÈRE PARTIE

---

### TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

---

#### ALLEMAGNE — SERBIE

##### Traité de commerce, 9/21 août 1892 (1).

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire, et la Régence du Royaume de Serbie, au nom de Sa Majesté le Roi de Serbie, animés d'un égal désir d'étendre et de développer les relations commerciales entre leurs Etats, ont résolu de conclure un nouveau traité, et ont nommé, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse : Son Altesse le Prince Henri VII de Reuss, adjudant général et général de cavalerie. Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire auprès de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie ;

La Régence du Royaume de Serbie : M. Georges S. Simitch, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Serbie près Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus et ont conclu le traité suivant de commerce et de douane :

Article premier. — Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les Pays des Parties Contractantes.

Les sujets de chacune des Parties Contractantes jouiront dans les territoires de l'autre des mêmes droits, faveurs et exemptions dont jouissent actuellement ou jouiront à l'avenir en matière de commerce, d'industrie et de navigation, les propres nationaux et les sujets de la nation la plus favorisée.

(1) Entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1894.



Art. 2. — Les sujets de chacune des Parties contractantes auront réciproquement, dans les territoires de l'autre, la même faculté que les nationaux et les sujets de la nation la plus favorisée de séjourner dans des lieux quelconques, temporairement, ou de s'y établir à demeure, d'acquérir des terres de toute sorte et des maisons ou de les louer et de les posséder en tout ou en partie; en général, d'acquérir des biens, meubles et immeubles, de les aliéner ou transmettre par des actes quelconques et surtout par la vente, le testament ou par la succession *ab intestat*, le tout sans autorisation ou approbation des autorités du pays. Ils pourront y exercer leur commerce ou métier, régler leurs affaires de toute sorte, soit directement, soit par l'entremise d'un intermédiaire qu'ils choisiront eux-mêmes, soit personnellement, soit en compagnie, transporter des marchandises et des personnes, établir des dépôts, fixer les prix, gages et les paiements de leurs marchandises et prestations, vaquer à leurs affaires, présenter leurs déclarations aux douanes, le tout sans payer des droits, contributions, impôts et taxes autres ni plus élevés ou onéreux que ceux auxquels sont soumis les nationaux ou les sujets de la nation la plus favorisée et sans distinction de la nationalité ou de la confession. En ce qui concerne le besoin de faire valoir leurs droits et leurs intérêts tant comme demandeurs que comme défendeurs devant les autorités et les tribunaux du pays, les ressortissants des deux pays jouiront des mêmes droits et des mêmes exemptions que les nationaux et les sujets de la nation la plus favorisée.

Il est bien entendu qu'ils auront à se conformer, à cet égard, aux lois et règlements du pays, en vigueur par rapport au commerce, aux métiers et à la sûreté publique, et applicables aux nationaux et aux sujets de la nation la plus favorisée.

Les Sociétés par actions et autres Sociétés commerciales, industrielles ou financières, fondées sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation en vigueur, pourront exercer sur le territoire de l'autre les droits qui sont accordés aux Sociétés semblables appartenant à la nation la plus favorisée.

Art. 3. — Les sujets de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur les territoires de l'autre, de tout service militaire, tant dans la troupe régulière que dans la milice et la garde nationale. Ils seront dispensés également de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale, de toute réquisition ou prestation militaires de quelque sorte que ce soit, ainsi que de tous emprunts forcés et charges semblables, qui seront imposés dans un but de guerre et par suite d'autre circonstance extraordinaire, sauf l'obligation de logement militaire et autres prestations naturelles réclamées par la force armée, auxquelles seront tenus les nationaux et les sujets de la nation la plus favorisée.

Ils ne pourront être assujettis, ni personnellement, ni par rapport à leurs meubles ou immeubles, à d'autres devoirs, restrictions, taxes ou impôts qu'à ceux auxquels seront soumis les nationaux.

Art. 4. — Les industriels ou négociants d'une des Parties contractantes qui voyagent ou qui font voyager leurs commis, agents, commis-voyageurs ou représentants quelconques sur les territoires de l'autre, pour y faire des achats ou recueillir des commissions, soit avec, soit sans échantillons, ainsi qu'en général dans l'intérêt de leurs affaires de com-

merce ou d'industrie, ne pourront à ce titre ni eux, ni leurs représentants, être soumis à aucun droit ou impôt ultérieur, en tant qu'ils prouveront par une carte de légitimation délivrée d'après le formulaire joint au présent traité que la raison sociale, pour le compte de laquelle ils voyagent, a acquitté dans son pays les droits et impôts prescrits pour l'exercice de son commerce et de son industrie.

La disposition qui précède ne s'applique pas à la recherche de commandes chez des personnes qui n'exercent pas de commerce ni d'industrie. Toutefois, les commis-voyageurs allemands ne seront pas traités en Serbie sous ce rapport moins favorablement que les nationaux.

Les sujets de l'une des Parties contractantes se rendant aux foires ou marchés sur les territoires de l'autre à l'effet d'y exercer leur commerce ou d'y débiter leurs produits, seront réciproquement traités comme les nationaux.

Les sujets de l'une des Parties contractantes, qui exercent le métier d'expéditeur ou de charretier entre les divers points des territoires des Parties contractantes ou qui se livrent à la navigation, ne seront soumis, par rapport à l'exercice de ces métiers, à aucune taxe industrielle ou spéciale sur les territoires de l'autre.

Art. 5. — Les Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque par des prohibitions quelconques d'importation, d'exportation ou de transit qui ne s'appliqueraient pas en même temps à toutes les nations ou à d'autres nations dans les mêmes circonstances.

Art. 6. — Les produits de l'industrie et du sol allemands, dénommés au tarif B annexé au présent traité, seront admis à leur importation en Serbie, aux conditions déterminées par ce tarif.

Les produits de l'industrie et du sol serbes dénommés au tarif C annexé au présent traité seront admis à leur importation en Allemagne, aux conditions fixées par ce tarif.

Chacune des Parties contractantes s'engage à faire profiter immédiatement et sans compensation les autres marchandises dénommées ou non à l'importation et à l'exportation de toute faveur, de toute immunité ou facilité qui serait déjà accordée ou qui pourrait l'être à l'avenir à une tierce Puissance.

Quant aux marchandises qui, suivant leur provenance, sont soumises à des droits différentiels, il pourra être demandé des certificats d'origine pour le trafic international.

Art. 7. — En ce qui concerne le montant, la garantie et la perception des droits à l'importation et à l'exportation, des taxes d'entrepôts de douane, des taxes accessoires, des formalités de douane ainsi que pour les taxes intérieures de consommation ou les droits d'accise de toute nature, perçus au profit de l'Etat, d'une commune ou d'une corporation, chacune des Parties contractantes s'engage à faire participer l'autre à toute faveur, toute immunité et tout abaissement des tarifs, qui serait assuré à une tierce Puissance. De même, toute faveur ou immunité accordée ultérieurement à une tierce Puissance sera étendue immédiatement et sans condition ni compensation à l'autre Partie contractante.

Art. 8. — Est accordée la franchise temporaire de droit d'importation et d'exportation aux objets suivants, sous condition de les faire retour-

ner dans un délai fixé à l'avance et d'établir leur identité d'une façon absolue :

Toutes les marchandises (à l'exception des articles de consommation) qui, sortant du commerce libre dans les territoires de l'une des Parties contractantes, sont expédiées aux foires et marchés de l'autre, ou qui, en dehors des foires ou marchés, y sont expédiées pour être déposées dans des entrepôts ou magasins de douane, ainsi que les échantillons importés par les commis-voyageurs.

Art. 9. — Les marchandises d'origine serbe étant traitées en Allemagne, quant à l'acquittement des droits de douane et des taxes accessoires, d'après les dispositions en vigueur à l'égard de la nation la plus favorisée, les marchandises d'origine allemande ne seront également soumises en Serbie à aucun droit additionnel de douane local ou de tout autre genre, à des taxes accessoires nouvelles ou supérieures à celles qui existent actuellement à l'égard des nations les plus favorisées, savoir :

1. Pour le port : 20 paras de dinar par 100 kilogrammes et seulement dans le cas où ce service est fait par les hommes au service de la douane ;

2. Pour le pesage : 8 paras de dinar par 100 kilog. ;

3. Pour le pavé : 10 paras de dinar par 100 kilog. ;

4. Pour le magasinage : 5 paras de dinar par 100 kilog. et par jour ; cette taxe est augmentée de 10 paras par 100 kilog. et par jour pour les marchandises facilement inflammables et explosibles.

Il est entendu que les taxes accessoires ne peuvent être perçues qu'en tant que les services auxquels ces taxes sont affectées ont été rendus effectivement et conformément aux prescriptions et lois douanières.

Il demeure en outre convenu que toute diminution de ces taxes additionnelles ou accessoires qui serait accordée aux marchandises d'un tiers Etat sera également appliquée sans délai aux articles similaires d'origine allemande.

Art. 10. — Le présent traité s'étend à tous les pays qui appartiennent à présent ou appartiendront à l'avenir au territoire douanier allemand.

Art. 11. — Le présent traité entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1893 (1), au lieu et place du traité de commerce du 6 janvier 1883, et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1903.

Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, ledit traité demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'un an à partir du jour où l'une ou l'autre des Parties contractantes l'aura dénoncé.

Art. 12. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées, à Berlin, le plus tôt possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires l'ont signé et l'ont revêtu du cachet de leurs armes.

Fait à Vienne, en double expédition, le 9/21 août 1892.

(L. S.) Signé : H. VII, P. REUSS.

— — G. S. SIMITCH.

(1) Par suite du retard apporté à l'échange des ratifications (voir ci-après la déclaration du 24 juin 1893), le traité n'a été mis en vigueur que le 1<sup>er</sup> janvier 1894 (N. d. l. R.).



ANNEXE A. — *Formulaire* (art. 4).

**Carte de légitimation industrielle pour voyageurs de commerce.**

POUR L'ANNÉE 18 . . . N° DE LA CARTE.

(Armes.)

VALABLE DANS L'EMPIRE ALLEMAND, LE LUXEMBOURG ET LA SERBIE.

**Porteur.**

(Nom et prénoms.)

(Localité), le 18 .

(Sceau.) .

Autorité :

(Signature.)

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte possède (nature de la fabrique ou du commerce) à , sous la raison sociale , est voyageur de commerce au service de la maison , à , qui y possède (indication de la fabrique ou du commerce).

Il est certifié, en outre, si le porteur se propose de recueillir des commandes et de faire des achats de marchandises pour le compte de la susdite raison sociale, ainsi que pour celui de la raison sociale suivante « des raisons sociales suivantes » (nature de la fabrique ou du commerce), que la maison précitée acquitte dans son « les maisons précitées acquittent dans leur » propre pays les droits réglementaires pour l'exercice de sa « de leur » profession.

*Signalement de la personne du porteur :*

Age :

Taille :

Cheveux :

Signes particuliers :

(Signature.)

*Nota.* — On remplira les lignes inférieure ou supérieure suivant le cas qui se présentera.

*Observation.*

Le porteur de la présente carte de légitimation est autorisé à recueillir des commandes et à faire des achats de marchandises, mais exclusivement en voyageant et seulement pour compte de la maison « des maisons » ci-dessus. Il pourra porter avec lui des échantillons, mais non des marchandises. Il aura en outre à se conformer aux règlements en vigueur dans chaque Etat.

## ANNEXE B.

## DROITS A L'ENTRÉE EN SERBIE

1 dinar = 100 paras = 1 franc.

NUMÉROS  
du tarif général  
serbe (1).

## DÉSIGNATION DES MARCHANDISES

## DROITS

## I. Papiers (100 kilogr.).

1	a. Papier buvard commun (gris ou blanc); papier d'emballage, carton et papier-carton de toute sorte (à l'exception du papier-carton fin pour cartes de visite et photographies), même teints en pâte ou imprégnés ou recouverts d'une substance quelconque pour servir d'emballage, de toiture, etc. . . . .	2 50
	b. 1. Papier buvard, fin, teint en pâte . . . . .	8 »
	— Papier à écrire, à imprimer, à dessiner, et tout autre papier non compris sous le n° 1 a, excepté le papier à cigarettes et le papier de soie. . . . .	10 »
	<i>Observation.</i> Rentrent ici le papier-carton fin pour cartes de visites et photographies, ainsi que le papier à lettres de toute sorte sans monogrammes, dessins ni images, même en boîtes de carton de toute sorte et de toute garniture.	
	2. Papier à cigarettes et papier de soie, en feuilles. . . . .	16 »
2	a. Papier peint, glacé et bronzé (doré et argenté); papier transparent (enduit d'un corps gras ou de cire); papier collé sur toile. . . . .	30 »
	— Papier recouvert de verre, de sable, papier d'émeri. . . . .	8 »
	b. Papier imprimé, papier réglé ou quadrillé en couleurs. . . . .	18 »
	— Papier à lettres avec monogrammes, dessins ni images, même en boîtes de carton de toute sorte et de toute garniture; papier avec images. . . . .	25 »
	— Papier de tenture et patrons pour peintures de chambre; bordures pour ornementation; papier découpé à jour à l'emporte-pièce; papier à dentelles et similaire . . . . .	46 »
	c. Enveloppes sans monogrammes, dessins ni images, même en boîtes de carton de toute sorte et de toute garniture . . . . .	10 »
	— Enveloppes avec monogrammes, dessins et images, même en boîtes de carton de toute sorte et de toute garniture . . . . .	25 »

*Observation.* Les papiers à lettres et les enveloppes qui portent seulement l'inscription imprimée de la raison sociale acquittent le droit de 10 dinars; les enveloppes renforcées de tissus sont admises, selon leur qualité, aux droits de 10 ou de 25 dinars.

(1) Le tarif général serbe du 2/14 avril 1892 a été publié aux *Annales du commerce extérieur*: SERBIE, législation commerciale, n° 2, 9<sup>e</sup> fascicule, 1892.

15 en caisses ou en barils, 10 en paniers.  
5 en ballots ou en sacs.

2	Papier ouvré :	
—	Cornets et sacs de papier d'emballage, même avec inscription imprimée de la raison sociale . . . .	4 50
—	Papier, même imprimé, réglé ou quadrillé en couleurs, s'il est broché ou relié en papier ou en carton . . . . .	22 »
—	Registres reliés en calicot ou en cuir, même avec coins et fermoirs en métaux communs. . . . .	20 »
—	Livres, cartes géographiques, musique et autres articles similaires, littéraires, scientifiques et artistiques, reliés ou fixés sur de la toile, ou quelque autre matière . . . . .	20 »
d.	Livres, cartes géographiques, musique, en feuilles ou brochés, non reliés. . . . .	Exempts.
e.	Cartes à jouer (100 kilogr.) . . . . .	60 »
—	Papier à cigarettes en livrets ou autrement préparé pour fumeurs . . . . .	40 »
f.	1. Ouvrages en papier, ordinaires. . . . .	10 »

*Observation.* Rentrent sous cette position : les objets moulés en pâte de papier ou autres matières similaires; les boîtes et autres ouvrages similaires de papier ou de carton, sans ornements importants, même combinés avec des matières communes.

2.	Ouvrages en papier, non spécialement dénommés, même combinés avec des matières communes, en tant qu'ils ne rentrent pas sous le n° 61 b (quincaillerie). . . . .	30 »
	15 en caisses ou en barils, 10 en paniers. 5 en ballots ou en sacs.	

## II. Produits horticoles et agricoles (100 kilogr.).

5	Produits de meunerie :	
—	Farine et autres produits de meunerie (grains perlés, égrugés et mondés, semoules, gruaux) . . . . .	1 50

## III. Laines et poils (100 kilogr.).

8	a. Fils de laine (y compris laine artificielle), de poils de chameau ou de castor, écrus, blanchis, teints, imprimés, retors à un ou à plusieurs bouts. . . .	55 »
	25 en caisses ou en barils, 10 en ballots ou en sacs.	
9	Tissus de laine :	
	a. Communs :	
	2. Feutres ordinaires de poils ou de laine grossière (même découpés en semelles, etc., même goudronnés ou laqués) . . . . .	24 »
	— Draps grossiers (tels que Halina, Loden, Azor et similaires) . . . . .	25 »
	16 en caisses ou en barils, 8 en paniers. 5 en ballots ou en sacs.	
	— Couvertures (pour chevaux et couvertures grossières pour lits) de laine grossière ou de poils de bêtes à	



- cornes, de crin ou d'autres poils semblables . . . . . 24 »
- Observation.* Rentrent dans cette position les couvertures fabriquées avec du shoddy, dites *Abfalldecken*.
- b. Tapis ordinaires en poils autres que les poils de chèvre. . . . . 24 »
- Tapis autres, de toute sorte, ajustés ou non; couvertures de toute sorte, à l'exception des couvertures pour chevaux et des couvertures grossières pour lits du n° 9 a 2 et des couvertures de table du n° 9 c 2. . . . . 50 »
- 16 en caisses ou en barils. 8 en paniers.  
5 en ballots ou en sacs.
- c. Tissus autres que ceux dénommés aux n°s 9 a et b, même imprimés, façonnés, mélangés ou non avec des fils métalliques, même mélangés avec une petite quantité de soie :
1. Draps et tissus analogues aux draps pour habillements d'homme et autres vêtements forts, flanelle, wast-mols, étoffes pour doublures, feutres fins et articles fins en feutre, bonneterie ordinaire. . . . . 70 »
- Observation.* Sont aussi compris sous tissus analogues aux draps toutes les étoffes de mode pour habillements d'hommes, telles qu'elles sont fabriquées à Brünn et Reichenberg.
2. Etoffes minces et légères, servant ordinairement pour vêtements de femmes (orléans, thibet, cachemire, mohairs, barèges et semblables), étoffes pour meubles, couvertures de table, fichus, écharpes, châles et tissus analogues, avec ou sans franges ou glands, peluche et velours de laine. . . . . 120 »
- 18 en caisses ou en barils. 10 en paniers.  
5 en ballots ou en sacs.
- Observation.* Rentrent dans cette position les étoffes nommées alpaca, mohairs, orléans, thibet, lustre, cachemire, serge, lama, poil de chèvre, satin, italian cloth, mérinos, damas, reps et autres étoffes de mode pour dames. Les fichus, châles et écharpes pourront porter des broderies simples.
3. Tissus à jour sans distinction, très légers et de fabrication fine, tels que : blonde, tulle-bobin, pètinnet, foulard, gaze et autres tissus semblables, de même fichus, châles

et autres articles semblables de ces étoffes. . . . .	150 »
22 en caisses ou en barils. 12 en paniers. 8 en ballots ou en sacs.	

**IV. Bois, ouvrages en bois et autres matières végétales.**

10	b. Bois de construction, comme planches, lattes, douves, carreaux, pieux, bardeaux, solives, poutres, madriers, troncs, bois en grume, perches, etc. (100 kilogr. ou 0,50 le mètre c.). . . . .	3 »
10	Bois ouvrés :	0 50

c. Echalas. . . . .	3 »
---------------------	-----

—	Bois débité et dégrossi pour moyeux, jantes et rais pour chars ou moulins, timons, rames, cercles, bois de cornouiller pour coins, etc. (100 kilogr.).	1 »
---	--	-----

d.	Bois en feuilles pour placage, pour ouvrages de cordonnerie ou de reliure, cerceaux pour cribles, tamis ou tambours, cercles de tonneaux. . . . .	4 »
----	---	-----

11	a. Ouvrages de bois ordinaires, c'est-à-dire ouvrages de charron, de tonnelier, de tourneur et de menuisier; tous ces ouvrages bruts, ni peints, ni coloriés, ni vernis, ni polis, ni combinés avec d'autres matières, excepté le fer. . . . .	»
----	--	---

*Observation.* Sont compris dans cette position : fûts et futailles, cuves, cuiviers, auges, baquets, hottes, seaux, roues et autres pièces de chars (excepté les chars confectionnés), brouettes, charrettes et traîneaux à bras, parquets et leurs parties, rames, bancs, tables, chaises, lits, armoires, jougs, arçons, calandres, bancs de tourneur, rouets, moulins (à l'exception des moulins sur pontons), échelles, sabots, cages à poules, râtaux, fourches, pelles, chevilles pour chaussures, cure-dents, fils de bois pour allumettes et tout autre article similaire en bois, brut, ni peint, ni verni, ni poli. Sont également compris dans cette position les bouchons et les semelles de liège.

b. 1.	Cuillers, assiettes, boîtes, embauchoirs :	
	a. Non teints. . . . .	4 »
	b. Teints, vernis ou peints . . . . .	9 »

18 en caisses ou en barils. 12 en paniers.  
4 en ballots ou en demi-caisses.

—	Meubles en bois tendre, simplement peints (même avec fleurs ou autres ornements en peinture ordinaire) et combinés seulement avec des tresses de paille ordinaires et des ferrures :	
---	--	--

a.	Bahuts. . . . .	3 50
b.	Autres. . . . .	5 »

—	Ouvrages de menuisier, de tourneur, de sculpteur et autres articles de bois (à l'exception de ceux tarifés ci-dessus), même en combinaison avec d'autres matières communes :	
---	--	--

	a. Non teints . . . . .	4 50
	b. Teints, vernis ou peint. . . . .	2 »
2.	Les objets nommés sous le n° 11 b 1, polis. . .	12 »
	18 en caisses ou en barils. 12 en paniers. 4 en ballots ou en demi-caisses.	
	<i>Observation aux nos 11 b (1 et 2) Rentrent dans ces positions les meubles en bois courbé, mêmes'ils sont combinés avec du bois non courbé, avec des ouvrages tressés en paille, rotins et similaires, avec des parties tournées et perforées ou avec ornements pressés ou produits par la machine à fraiser, non sculptés.</i>	
	3. Meubles rembourrés ou tapissés. . . . .	18 »
	— Autres ouvrages en bois, rembourrés ou tapissés.	32 »
	4. Baguettes et cadres de bois, bronzés et dorés. .	20 »
	— Autres objets bronzés ou dorés. . . . .	30 »
c.	Articles de tannerie, avec cercle de bois et sans distinction de la matière dont est formé le fond . .	10 »
	18 en caisses ou en barils. 12 en paniers. 4 en ballots ou en demi-caisses.	
12	Ouvrages de vannerie :	
a.	Communs, savoir : de verges avec écorce, d'écorce seule, de jonc, de roseau, de canne commune, de paille ou d'herbe, non teints ni vernis, comme paniers, corbeilles, ruches, nattes, claies, balais, paillassons, sacs de roseaux, formes de paille pour le pain, etc. : tous ces objets même combinés avec du bois, des fils ou ficelles. . . . .	5 »
b.	Fins, c'est-à-dire de rotin, de panama, de liber et d'autres végétaux exotiques; de verges sans écorce, ainsi que tous les ouvrages fins d'écorce commune, de roseau, de paille ou de quelque autre végétal, teints ou non teints, peints, vernis, combinés ou non avec d'autres matières communes (excepté les chapeaux, les casquettes et les articles de quincaillerie). . . . .	10 »
	<i>Observation. Rentrent ici également les ouvrages dénommés sous a s'ils sont teints, vernis ou combinés avec quelque matière qui n'y est pas mentionnée.</i>	
c.	Tous les ouvrages de vannerie mentionnés sous a et b, s'ils sont en tout ou en partie dorés ou bronzés. . . . .	50 »
	20 en caisses ou en barils. 12 en paniers. 4 en ballots ou en sacs.	
13	a. Voitures, chars et traîneaux d'attelage (par pièce) :	
	1. Sans ferrures, non peints. . . . .	10 »
	2. Avec ferrures ou peints, mais non rembourrés :	
	a. Sans ressorts. . . . .	15 »
	b. Avec ressorts. . . . .	30 »
	3. Rembourrés . . . . .	100 »
b.	Wagons de chemins de fer . . . . .	Exempts.
c.	Embarcations avec ou sans accessoires (la tonne de capacité) :	
	1. Jusqu'à 4 tonnes de capacité . . . . .	2 »



2. Au delà de 4 tonnes, outre le taux ci-dessus mentionné, pour chaque tonne en sus. . . . . 4 »  
 3. Bateaux à vapeur et chalands avec barques, ponts et autres accessoires. . . . . Exempts.

*Observation.* Sont considérés comme accessoires : les cordages, ancres, voiles, rames, gaffes et autres engins et agrès, ainsi que les ustensiles de ménage et l'ameublement des bateaux.

- 43 d. Moulins sur pontons, avec leurs accessoires, mais sans autres embarcations (la pièce). . . . . 350 »

*Observation.* On considère comme accessoires tout ce qui est nécessaire au moulin, tels que : meules, pièces de mécanisme, huches, ponts, ancres et autres engins de bateliers ou de meuniers, ainsi que les meubles et ustensiles ordinaires de meunier.

### V. Animaux.

- Ext. 14 a. Chevaux, juments, poulains (par tête). . . . . 10 »  
 Ext. 16 a. Sardines en futailles ou en saumure et tous les autres poissons salés ou en saumure, séchés ou fumés (100 kilogr.). . . . . 12 »  
                     15 en caisses ou en barils, 10 en paniers, 4 en ballots.  
 19 1. Plumes de parure de toute sorte. . . . . 700 »  
                     30 en caisses ou en barils, 11 en paniers, 10 en ballots ou en sacs.

### VI. Aliments et boissons (100 kilogr.).

- 20 Aliments :  
 a. Composés de farine, de fruits, de légumes, de grains, d'épices et d'autres matières végétales, frits, rôtis, cuits, confits au vinaigre ou autrement préparés pour servir de nourriture :  
     1. Sans sucre ni miel :  
         a. Pain, gâteaux, pâtes granulées, macarons, sagou et autres pâtes et articles de boulangerie . . . . . 6 »  
         b. Marmelades, moût de fruits et de raisin, cuits, autres sucres pressés ou cuits ; conserves de fruits, de légumes, etc. . . . . 12 »  
     2. Avec sucre ou miel : pâtisseries, pain d'épices et autres pâtes, articles de boulangerie ou comestibles de ce genre ; fruits et autres matières végétales, pressés ou cuits, avec addition de sucre, etc. Sont compris sous cette rubrique le sucre candi, le sucre d'orge, de réglisse, et autres sucreries colorées, ainsi que les bonbons sans distinction. . . . . 25 »  
 b. Composés de viande, de lard, de poissons, d'écrevisses, d'escargots, de coquillages et d'autres matières animales, cuits, frits, rôtis, grillés, marinés ou autrement préparés, comme marinades, conserves, extraits, rôtis, œufs de poisson (caviar ou avgoutar), saucisses, salmi, etc. . . . . 25 »

	c. Fromage. . . . .	15 »
	— Crème; beurre, non salé ni fondu. . . . .	15 »
	18 en caisses ou en barils. 12 en pots.	
	10 en paniers. 4 en ballots ou en sacs.	
21	Boissons alcooliques et spiritueux :	
	a. Vin :	
	1. En fûts et futailles. . . . .	10 »
	10 en doubles fûts.	
	2. En bouteilles (y compris les vins mousseux). .	30 »
	20 en caisses. 12 en paniers.	
	b. Spiritueux distillés (alcool, esprit-de-vin, eau-de-vie, rhum, liqueurs) :	
	1. En fûts et futailles :	
	a. Alcool et esprit-de-vin. . . . .	6 »
	b. Autres. . . . .	10 »
	10 en doubles fûts.	
	2. En bouteilles. . . . .	25 »
	20 en caisses. 12 en paniers.	
	c. Bière en fûts, en futailles et en bouteilles. . . . .	3 »
	<i>Observation.</i> Si, à l'entrée de la bière importée en bouteilles, l'importateur déclare qu'il exportera les bouteilles dans le terme de trois mois, le bureau de douane par lequel la bière est entrée prendra note du nombre des bouteilles importées et restituera, lors de l'exportation d'un nombre égal ou inférieur de bouteilles à bière dans le terme susindiqué, les droits de douane et de trossaria qui correspondent à leur poids effectif, sans prélever le droit d'exportation.	
	— Vinaigre de table, essences de vinaigre. . . . .	5 »
22	a. Eaux minérales, y compris les bouteilles et cruches.	1 »
	20 en doubles fûts. 20 en caisses. 12 en paniers.	

## VII. Pierre, terre et verre (100 kilogr.).

23	c. Houille et lignite. . . . .	Exempts.
25	Pierre commune et compositions imitant la pierre :	
	a. Taillée, non polie, pour constructions ou pavage, y compris pierres artificielles de basalte et similaires . . . . .	0 30
	b. Meules de moulin, même garnies de cercles en métaux communs. . . . .	2 »
	c. Ouvrages de tailleurs de pierres, ouvrages en ciment (y compris ouvrages en plâtre), comme pierres tumulaires, monuments, colonnes (même portant des inscriptions); encadrements de portes et de fenêtres, gouttières, tuyaux, auges, marches d'escaliers, etc., et autres ouvrages pesant au moins 5 kilogrammes, même en combinaison avec du bois ou des métaux communs :	
	1. Non polies . . . . .	1 »
	2. Polies. . . . .	2 50

*Observation.* Par exception rentrent sous c, 1 et 2, sans distinction de poids, les meules à aiguiser, les pierres lithographi-

ques, les plaques en pierres dites *de Kheh-lheim* et les plaques de ciment, ardoises pour toitures.

d. Objets façonnés d'un poids inférieur à 5 kilogrammes, à l'exception de ceux mentionnés dans l'observation à la lettre c, combinés ou non avec des matières communes, en tant qu'ils ne rentrent pas dans le n° 61 a (quincaillerie) :

- |                       |     |
|-----------------------|-----|
| 1. Non polis. . . . . | 4 » |
| 2. Polis . . . . .    | 6 » |

15 en caisses ou en barils. 9 en paniers.  
3 en ballots ou en sacs.

26

Poterie :

- |   |     |
|---|-----|
| a. 1. Briques et tuiles de toute sorte (le mille). . . . .  | 3 » |
| 2 et ext. b. Poteries communes avec ou sans vernis ou engobe, poteries en grès, tuyaux, carreaux pour poêles et pour plancher; tous ces articles même en combinaison avec du bois ou du fer, non poli et non verni (100 kilogr.). . . . . | 2 » |

Ext. b. Faïence fine et porcelaine, unicolores ou blanches, de même que blanches décorées de bordures ou ornements en couleurs; pipes en terre; tous ces articles même avec couvercles et avec garnitures en métaux communs; rentrent également dans cette position les articles contenus dans l'alinéa précédent, s'ils portent des couvercles ou garnitures semblables . . . . . 8 »

— Faïence et porcelaine, fines, colorées, peintes, dorées et argentées; poterie combinée avec d'autres matières communes en tant qu'elle ne rentre pas dans les deux alinéas qui précèdent ou dans le n° 61 a (quincaillerie). . . . . 16 »

25 en caisses ou en barils. 20 en paniers ou en demi-caisses.

27

Verres et verreries :

- |   |      |
|---|------|
| a. Verre commun, c'est-à-dire non taillé, non poli, non dessiné, non pressé, non coloré, non doré, non peint, non combiné avec d'autres matières :            |      |
| 1. Verre à vitres et en feuilles. . . . .   | 2 »  |
| 2. a. Verre creux dans sa couleur naturelle; verre et émail en masse, plaques de verre coulées pour toitures ou dallages, cannelées ou non cannelées. . . . . | 2 50 |
| b. Verre creux blanc. . . . .   | 3 50 |

*Observation.* Rentrent ici les cylindres de lampes, même avec bords polis ou dépolis.

b. Verre creux du n° 27 a 2 avec bouchons, fonds ou bords polis ou dépolis; verre pressé et maté, avec ou sans bouchons, fonds ou bords polis ou dépolis. . . . .	6 »
---	-----

— Verreries polies, gravées à l'eau forte ou autrement dessinées (à l'exception du verre pressé et maté susindiqué), colorées, dorées, argentées, étamées; pendeloques de lustres, boutons, perles, coraux, émail de verre, et vitrifications taillées à pierres fausses. . . . . 12 »



30 en caisses ou en barils. 20 en paniers ou en demi-caisses.

*Observation.* Les œillets et calottes servant à rattacher les boutons ainsi que les fils sur lesquels les perles, coraux et l'émail de sont enfilés pour faciliter l'emballage et le transport, n'auront aucune influence sur la tarification de ces objets.

Si les objets en verre enfilés sur des fils ou des cordons peuvent servir directement comme bijoux (par exemple comme bracelets, colliers, etc.), ils ne rentrent pas dans le n° 27 b.

- c. Verreries combinées avec d'autres matières communes, à l'exception des miroirs encadrés et de la quincaillerie. . . . . 30 "

*Observation.* Les objets en verre creux couverts d'un entrelacement ordinaire d'osier, de jonc, de paille ou de canne, seront traités selon la qualité du verre, d'après les n°s 27 a ou b. L'application des noms ou marques de fabrique, etc., des inscriptions ou autres désignations sur le verre creux ne change pas la tarification de cet article.

- 28 Miroirs encadrés, excepté les miroirs qui rentrent dans la quincaillerie :

- a. Jusqu'à 0 m. 60 de haut. . . . . 20 "  
b. Au-dessus de 0 m. 60 de haut. . . . . 30 "

30 en caisses ou en barils, 20 en paniers ou en demi-caisses.

### VIII Métaux (100 kilogr.).'

- 30 Fer :

- a. Brut, c'est-à-dire fonte en barres, en masses, en gueuses, etc.; vieille ferraille, débris de fer et d'acier . . . . . 0 50

- b. Demi-ouvré :

- 1, 2 et 3. Fer et acier en barres, en prismes, massiaux, etc.; fer en loupes (*luppeneisen*, *rohzagel*), milbars (*rohschienen*) et lingots. . . . . 0 80  
— Fer et acier en verges, carré, en bandes, plat, ou rond, fer et acier d'angle et de cornière de toute espèce; plaques de fer et d'acier. . . . . 1 "

*Observation.* Rentrent ici tout fer en verges étiré, façonné, laminé, l'acier étiré et fondu en verges de toute sorte, le fer nommé *fer de Bosnie*, fer en cercles, fer à L, V, T e I (fer à poutres) U, + etc., comme en général le fer et l'acier dans toutes les formes en usage dans le commerce.

- Matériel pour chemins de fer (à l'exception de celui qui rentre dans les machines ou les moyens de transport), par exemple rails, attaches des rails, pièces servant à la construction ou réparation du matériel roulant, changements et croisements de voies, aiguilles, etc., constructions pour chemins de fer. . . . .

- Tôle et fil de fer ou d'acier, de toute sorte. . . . .  
— Socs de charrues et de herses. . . . .

Exempts.  
4 "  
3 50

## c. Ouvrages de fer ou d'acier :

1. Clous, pointes en fil de fer, rivets, boulons, chevilles, crampons, fers de cheval et couverts pour casseroles. . . . . 4 50
- Vis rentrant sous le n° 30 c 1. . . . . 12 »
2. Ouvrages de fer ou d'acier, non limés ni peints, combinés seulement avec du bois ou de la fonte. . . . . 6 »

*Observation.* La peinture destinée à empêcher la rouille ne change pas la tarification de ces ouvrages.

- Vis rentrant sous le n° 30 c 2. . . . . 12 »
- 10 en caisses ou en barils, 6 en paniers, 3 en ballots, en sacs ou en demi-caisses.

- Instruments et outils en fer ou en acier : fourches à fumier ou à foin, crampons, pioches, pelles, râteaux, faux, faucilles, couteaux de hache-paille, herbes, charrues, repoussoirs, ciseaux à froid; marteaux, tenailles, enclumes, pesant plus de 2 kilogr, 5 : tous ces articles sans distinction de travail, même avec manches, poignées, anses, etc., en bois. . . . . 3 50

3. Ouvrages de fer ou d'acier, limés ou peints (excepté la peinture destinée à empêcher la rouille); ouvrages de serrurerie (excepté les serrures et les clefs), de ferblanterie et autres ouvrages en tôle, ouvrages de fil de fer, même limés ou peints : tous ces articles combinés ou non avec des matières communes. . . . . 12 50

*Observation.* Rentrent ici tous les outils et instruments non spécialement dénommés, sans distinction de travail.

10 en caisses ou en barils, 6 en paniers, 3 en ballots, en sacs ou en demi-caisses.

- Haches, ciseaux et cisailles à tondre les haies ou les moutons. . . . . 3 50
- Vis rentrant sous le n° 30 c 3. . . . . 12 »

4. Ouvrages de fer ou d'acier, de fil de fer, ou de tôle, étamés, zingués (articles de ferblanterie et de fil de fer étamé), même en combinaison avec d'autres matières communes. . . . . 15 »

- Serrures et clefs. . . . . 15 »
- 10 en caisses ou en barils, 6 en paniers, 3 en ballots, en sacs ou en demi-caisses.

- Tous les ouvrages polis, laqués, émaillés (à l'exception des ustensiles de ménage émaillés) et bronzés, même en combinaison avec d'autres matières communes. . . . . 25 »

- Ustensiles de ménage en tôle, émaillés. . . . . 18 »
- 13 en caisses ou en barils, 6 en paniers, 4 en ballots, en sacs ou en demi-caisses.

## d. Ouvrages de fonte ou de quelque composition imitant la fonte :

1. Non limés, non peints, non émaillés, ni recou-

verts d'aucun autre métal, ni d'aucune autre composition de métal, combinés ou non avec du bois ou du fer forgé ou laminé. . . . 3 50

*Observation.* La peinture destinée à empêcher la rouille ne change pas la tarification de ces ouvrages.

2. Limés, peints (excepté la peinture destinée à empêcher la rouille), émaillés, bronzés, recouverts de quelque autre métal commun ou de quelque composition de métal, laqués, même combinés avec des matières communes. . . . 6 50

10 en caisses ou en barils. 6 en paniers.  
4 en ballots, en sacs ou en demi-caisses.

3. Polis . . . . . 25 »

13 en caisses ou en barils. 6 en paniers.  
4 en ballots, en sacs ou en demi-caisses.

31 Plomb et zinc :

a. Demi-ouvrés, c'est-à-dire en masses, saumons, barres, feuilles et fil :

1. Plomb . . . . . 5 »

2. Zinc . . . . . 6 »

b. Ouvrages de plomb :

1. Balles, grenaille, baguettes pour assemblage de vitres, tuyaux et tous les autres ouvrages ordinaires, c'est-à-dire pesant plus de 2 kilogr. 5; caractères d'imprimerie. . . . 8 »

10 en caisses ou en barils. 6 en paniers.  
2 en ballots ou en sacs.

2. Tous les autres ouvrages, même combinés avec des matières communes, en tant qu'ils ne rentrent pas dans le n° 61 d (quincaillerie). . . . 30 »

13 en caisses ou en barils. 7 en paniers.  
3 en ballots ou en sacs.

c. Ouvrages de zinc :

1. Ordinaires, c'est-à-dire pesant plus de 2 kil. 5. 10 »

10 en caisses ou en barils. 6 en paniers.  
2 en ballots ou en sacs,

2. Tous les autres ouvrages, même en combinaison avec des matières communes, en tant qu'ils ne rentrent pas dans le n° d (quincaillerie). . . . 30 »

13 en caisses ou en barils. 7 en paniers.  
3 en ballots ou en sacs.

32 Etain et métal anglais dit *Britannia* :

a. Demi-ouvrés, c'est-à-dire en masses, saumons, plaques, barres, feuilles, fil, retailles et débris de vieux ouvrages. . . . 20 »

b. Ouvrages, même en combinaison avec des matières communes, en tant qu'ils ne rentrent pas dans le numéro 61 d (quincaillerie) :

10 en caisses ou en barils. 6 en paniers.  
2 en ballots ou en sacs.

1. Fondus, en objets ordinaires et grossiers. . . 25 »



	2. Fondus, en objets fins et légers; ouvrages en feuilles ou en fil, sans distinction. . . . .	35 »
	13 en caisses ou en barils. 7 en paniers. 3 en ballots ou en sacs.	
33	Cuivre :	
	a. Demi-ouvré, c'est-à-dire en masses, saumons, plaques, barres, feuilles, fil, retailles et débris de vieux ouvrages. . . . .	15 »
	b. Ouvrages, même combinés avec des matières communes, en tant qu'ils ne rentrent pas dans le n° 61 d (quincaillerie) :	
	1. Fondus, en objets ordinaires et grossiers : cloches, clochettes, mortiers, pilons, chandeliers, fers à repasser, moulins à café, règles, poids, aunes et autres mesures semblables, monuments, croix tumulaires, ustensiles, etc. . . . .	22 »
	10 en caisses ou en barils. 6 en paniers. 2 en ballots ou en sacs.	
	2. Fondus, en objets fins et légers, ouvrages en feuilles ou en fil, sans distinction. . . . .	35 »
	13 en caisses ou en barils. 7 en paniers. 3 en ballots ou en sacs.	
34	Laiton, tombac et bronze :	
	a. Demi-ouvrés, c'est-à-dire en masses, saumons, plaques, barres, feuilles, fil, retailles et débris de vieux ouvrages. . . . .	12 »
	b. Ouvrages, même en combinaison avec des matières communes, en tant qu'ils ne rentrent pas dans le n° 61 d (quincaillerie) :	
	1. Fondus, en objets ordinaires et grossiers : cloches, clochettes, canons, mortiers, pilons, chandeliers, fers à repasser, moulins à café, règles, pids, aunes et autres mesures semblables; monuments, croix tumulaires, ustensiles, etc. . . . .	22 »
	10 en caisses ou en barils. 6 en paniers. 2 en ballots ou en sacs.	
	2. Fondus, en objets fins et légers, ouvrages en feuilles ou en fil, sans distinction. . . . .	35 »
	13 en caisses ou en barils. 7 en paniers. 3 en ballots ou en sacs.	
35	Nickel et alliages de nickel ( <i>argentan, packfong, alpaca</i> ) :	
	a. Demi-ouvrés, c'est-à-dire en masses, saumons, plaques, barres, feuilles, fil, retailles et débris de vieux ouvrages. . . . .	30 »
	b. Ouvrages, même combinés avec des matières communes, en tant qu'ils ne rentrent pas dans le n° 61 d (quincaillerie) :	
	1. Fondus, en objets ordinaires et grossiers. . .	50 »
	10 en caisses ou en barils. 6 en paniers. 2 en ballots ou en sacs.	
	2. Fondus, en objets fins et légers, ouvrages en feuilles ou en fil, sans distinction. . . . .	75 »

13 en caisses ou en barils. 7 en paniers.  
3 en ballots ou en sacs.

*Observation.* Seront considérés comme ouvrages de nickel les objets fabriqués de nickel pur ou d'alliages de nickel, tandis que les objets nickelés devront être tarifés selon leurs autres qualités.

- 36 b. Ouvrages argentés de nickel et d'alliages de nickel (argenterie Christofle) et autres ouvrages argentés de métaux communs, tous ces articles même combinés avec des matières communes, en tant qu'ils ne rentrent pas dans le n° 61 d (quincaillerie). . . . . 200 »
- 13 en caisses ou en barils. 7 en paniers.  
3 en ballots ou en sacs.

# **IX. Peaux et cuirs, caoutchouc, gutta-percha et toile cirée (100 kilogr.).**

- 39 d. Peaux et cuirs tannés :
1. Cuir à semelles ; blankeder non laqué et cuirs de toute sorte pour opankes. . . . . 30 »
  - Déchets de cuir de toute sorte et cuir factice pour semelles fait de ces déchets. . . . . 10 »
  - 14 en caisses ou en barils. 10 en paniers.  
6 en ballots ou en sacs.
  2. Cuirs ordinaires : c'est-à-dire tout cuir de couleur naturelle, de même que le cuir noir (même ciré, grainé, tiré), de cheval, de bœuf et de veau, à l'exception des cuirs dénommés sous le n° 39 d 1. . . . . 45 »
  - Tous les autres cuirs, même laqués et bronzés. . . . . 60 »
  - 14 en caisses ou en barils. 10 en paniers.  
6 en ballots ou en sacs.
- 40 b. Caoutchouc et gutta-percha, ouvrés :
1. En feuilles et plaques minces ou en fils, sans combinaison avec d'autres matières. . . . . 65 »
  2. Tissus et autres étoffes enduites ou trempées de caoutchouc ou de gutta-percha, ou avec intercalation de couches de ces substances, tissus élastiques et bonneterie élastique, ainsi que tous les ouvrages de caoutchouc et de gutta-percha, même combinés avec d'autres matières, excepté les vêtements et chaussures. . . . . 80 »
  - 16 en caisses ou en barils. 13 en paniers.  
6 en ballots ou en sacs.
- 41 Toile cirée :
- a. Commune, c'est-à-dire bâches pour recouvrir des marchandises ou des voitures, de tissus ordinaires recouverts ou trempés de goudron ou de quelque autre matière commune. . . . . 15 »



*Observation.* Rentrent dans cette position les couvertures imperméables pour marchandises ou pour voitures, en tissus imprégnés, même ajustés avec des cordes, boucles et courroies, etc.

- b. Fine, c'est-à-dire pour couvertures de table et pour autre usage, excepté celle dénommée au n° 41 a. 40 »  
 13 en caisses ou en barils. 9 en paniers.  
 6 en ballots en sacs,

# X. Denrées coloniales et produits du Midi (100 kilogr.).

- Ext. 42 a. Cacao en poudre. . . . . 15 »  
 15 en caisses ou en barils.  
 Ext. 44 b. Succédanés du café. . . . . 5 »  
 — Chocolat et succédanés de chocolat. . . . . 30 »  
 15 en caisses ou en barils.  
 c. Sucre :  
 1. Brut . . . . . 5 »  
 2. Raffiné. . . . . 8  
 3. Sucre en poudre. . . . . 8 »  
 13 en caisses ou en barils. 9 en paniers.  
 2 en ballots ou en sacs.  
 d. Mélasse (sirop non clarifié) de sucre, même pour fabrication du cirage ou des encres d'imprimerie. 2 30  
 e. Riz. . . . . 5 »

# XI. Médicaments, produits chimiques et couleurs. (100 kilogr.).

- 46 Médicaments, drogues et produits chimiques :  
 a. Simples :  
 1. Soude calcinée. . . . . 2 »  
 — Ecorce de quinquina. . . . . 16 »  
 25 en caisses ou en barils. 12 en paniers.  
 6 en ballots ou en sacs.  
 — Toutes les herbes, feuilles, fleurs, écorces (excepté écorce de quinquina), racines, semences, graines et autres végétaux, employés comme médicaments : secs, entiers ou en poudre;  
 — Suc de végétaux, employés comme médicaments, tels que : baume de copahu, manne, thériaque, opium sous toutes ses formes et camphre;  
 — Tous les acides et sels, liquides, cristallisés, en morceaux ou en poudre, excepté le sel commun de cuisine et les acides et sels dénommés ailleurs;  
 — Produits minéraux ou métalliques pour médicaments comme : mercure, calomel, sublimé corrosif, nitrate d'argent, etc.;  
 — Animaux et leurs parties servant comme médicaments, tels que : cantharides, castoreum, musc, ambre gris, etc. . . . . 45 »  
 25 en caisses ou en barils. 12 en paniers.  
 6 en ballots ou en sacs.  
 Ext. 2. Salpêtre raffiné . . . . . 6 »  
 10 en caisses ou en barils. 7 en paniers.  
 3 en ballots ou en sacs.  
 — Acétate de plomb, sel ammoniac (salmiac), tartre . . . . . 6 »



Ext. 3.	Acide nitrique. . . . .	2	»
—	Acide sulfurique. . . . .	1	»
—	Sulfate de fer (vitriol vert). . . . .	1	»
—	Sulfate de cuivre (vitriol bleu). . . . .	1	»
—	Litharge. . . . .	4	»
—	Blanc de zinc, blanc de plomb. . . . .	7	»
	10 en caisses ou en barils. 7 en paniers. 3 en paniers ou en ballots.		
—	Acide muriatique et acide chlorhydrique. . .	1	»
Ext. 4.	Soude, brute ou cristallisée. . . . .	2	»
—	Potasse. . . . .	4	»
Ext. 5.	Chaux hydraulique, ciment, plâtre. . . . .	0	60
—	Chaux sulfatée fibreuse (federweiss) en pou- dre. . . . .	0	50
Ext. 6.	Chaux commune, vive ou éteinte. . . . .	0	30
Ext. 7.	Pâte de papier, sèche ou non, y compris la cellulose. . . . .		
	<b>b. Médicaments composés, parfumerie et produits chi- miques :</b>		
1.	Quinine et sels de quinine. . . . .	100	»
—	Médicaments préparés ou composés, parfums et préparations similaires, teintures, sirops, liqueurs, vins et autres boissons employées comme remèdes, eau anathérique, eau de Cologne, extraits, essences, baumes, pi- lules, emplâtres, onguents opodeldoch, papier ou toile avec préparations médi- cales ou chimiques, fard, etc., huiles odo- rantes ou éthériques, eaux ou vinaigres odorants, pommades et autres articles de parfumerie, à l'exception du savon parfumé. Sous cette rubrique rentrent sans distinction tous les médicaments, produits chimiques et parfums en général, même non préparés, pourvu que, renfermés dans des bouteilles, pots, peaux, toiles ou autres récipients ou enveloppes spéciaux liés ou scellés, ils soient ajustés pour la vente au détail. . . . .	100	»
	16 en caisses ou en barils. 9 en paniers. 6 en ballots ou en sacs.		
Ext. 2.	Cire à cacheter. . . . .	20	»
—	verniss à la laque. . . . .	30	»
Ext. 3.	Mastics de toute sorte. . . . .	6	»
—	Allumettes de toute sorte (même en boîtes), amidon de toute sorte (même en boîtes), dextrine et colle forte. . . . .	10	»
	12 en caisses ou en barils. 8 en paniers. 4 en ballots ou en sacs.		
—	Encre et cirage de toute sorte. . . . .	4	»
—	Mèches de toute sorte. . . . .	30	»
	12 en caisses ou en barils. 8 en paniers. 4 en ballots ou en sacs.		
47	Couleurs :		
Ext. a. 6.	Bleu de Brème et de Paris et de toutes les autres couleurs à l'imitation de l'indigo. . .	20	»
—	Bleu de Berlin et bleu pour linge (outremer),		

Exempte.

etc.), en morceaux, en poudre ou sur papier. . . . . 10 »

16 en caisses ou en barils. 10 en paniers.  
4 en ballots ou en sacs.

b. Préparées :

1. Terres colorantes et autres couleurs communes minérales, en morceaux ou en poudre, telles que : ocre, rouge d'Angleterre, bol, bleu minéral, cuivre brun, baryte, terre rouge, ombre, tripoli blanc et jaune, terre de Vienne, de Brescia, de Vicence, de Bologne, etc., graphite, noir animal et végétal (noir de fumée), suie et craie blanche non entourée de papier. . . . . 1 »

2. Couleurs dérivées du goudron de houille. . . 6 »  
— Toutes les autres couleurs préparées chimiquement, en morceaux, en poudre ou liquides, y compris la craie en couleurs pour dessiner et la craie entourée de papier. . . . . 20 »

3. Substances pour le nettoyage et le polissage (chaux de Vienne et similaires) dans des enveloppes ajustées pour la vente au détail. 10 »  
20 en caisses ou en barils. 12 en paniers.  
10 en doubles fûts.

XII. Graisses et substances grasses (100 kilogr.).

48 Huiles non parfumées :  
a. Huiles d'olive, de graines et d'autres végétaux non spécialement dénommés; térébenthine et vernis, liquides. . . . . 19 »

20 en caisses. 12 en paniers. 10 en doubles fûts.

b. Huile de noix de coco et de palmier; térébenthine épaisse. . . . . 3 »  
— Goudron végétal et minéral sans distinction. . 0 75

49 Graisses et autres substances grasses :  
a. Beurre, salé ou fondu, beurre artificiel. . . . . 15 »  
13 en barils ou en cuves. 6 en paniers ou en ballots.

Ext. b. Glycérine. . . . . 8 »  
12 en caisses ou en barils.

d. Cire, stéarine, paraffine, palmitine, cérésine et similaires . . . . . 10 »  
13 en caisses ou en barils. 8 en paniers.  
3 en ballots ou en sacs.

50 Produits de substances grasses :

a. Savon :  
1. Non parfumé. . . . . 9 »  
2. Parfumé . . . . . 18 »

b. Bougies de cire, de stéarine, de paraffine, de cérésine, de palmitine ou de quelque autre composition similaire . . . . . 16 »

2. Teints ou imprimés :  
a. Jusqu'au n° 30 anglais . . . . . 23 »  
b. Au delà du n° 30 anglais. . . . . 33 »

Observation. Les fils à coudre, accom-

modés pour la vente au détail sur petites cartes, bobines, etc., rentrent, selon leur qualité, sous les n<sup>os</sup> 56 b 1 b ou 2 b.

- En combinaison avec des fils de métaux communs. . . . . 50 »
  - c. Tissus et autres étoffes de coton :
    - 1. Futaine (molleton) et autres étoffes similaires, écrues. . . . . 25 »
    - Tous les autres tissus et étoffes de coton, non spécialement taxés, écrus. . . . . 30 »
    - Ouate en feuilles. . . . . 9 »
    - 2. Futaine (molleton) et autres étoffes similaires (Kalmuk, etc.), coutils, treillis, oxfords, zéphyres, *Gradl* et *Schöckl*, c'est-à-dire étoffes pour literie tissées en couleur ou quadrillées; couvertures et tapis sans distinction de fabrication; tous ces articles sans distinction, blanchis, teints ou tissés en couleurs ou imprimés. . . . . 25 »
    - 3. Etoffes pour pantalons et habits; piqués et semblables; tous ces articles sans distinction, blanchis, teints ou tissés en couleurs ou imprimés. . . . . 35 »
    - Linge de table, mouchoirs et fichus, tissés en couleurs ou imprimés. . . . . 55 »
    - Organdine pour doublures, tissus et bobbinets fortement apprêtés (steifapprêts). . . . . 25 »
    - Tous les autres tissus et étoffes de coton serres, non brodés (excepté le velours):
      - a. Blanchis. . . . . 50 »
      - b. Teints et tissés en couleur. . . . . 60 »
      - y. Imprimés. . . . . 80 »
    - 4. Tissus et étoffes fins et légers, comme : jaconat, linon, mousseline, tulle pour rideaux et autres usages; velours; tous les tissus et étoffes à dessins tissés imitant la broderie :
      - a. Blanchis. . . . . 80 »
      - b. Teints ou tissés en couleurs. . . . . 100 »
      - y. Imprimés. . . . . 120 »

20 en caisses ou en barils. 12 en paniers.  
5 en ballots ou en sacs.

*Observation.* Rentrent sous le n<sup>o</sup> 56 c 4 tous les tissus et étoffes mélangés d'une petite quantité de soie servant d'ornements, ainsi que tous les tissus et étoffes combinés avec d'autres matières communes non textiles.
    - 5. Gazes, blondes, dentelles fabriquées à la machine, tulle anglais, tulle bobin, pétinet (excepté les organdines pour doublures et les tissus et bobbinets fortement apprêtés. . . . . 160 »
      - \* 20 en caisses ou en barils. 12 en paniers.  
5 en ballots ou en sacs.
- 57 Chanvre, lin et autres végétaux textiles, excepté le coton :
- b. Fils (excepté les ouvrages de corderie), simples ou retors, même accommodés pour la vente au détail :



15 en caisses ou en barils. 8 en paniers.  
3 en ballots ou en sacs.

**XIII. Machines, instruments, objets scientifiques  
et armes (100 kilogr.).**

51	Machines :	
	— Machines et pièces détachées, de métaux, de bois ou de quelque autre matière commune à l'usage de l'industrie, des métiers, de l'agriculture, des brasseries et distilleries, du transport par eau et par terre, des bains et à d'autres usages analogues; y compris les machines à coudre, à tricoter et à broder, pompes d'incendie avec tous leurs accessoires . . . . .	Exemptes.
52	Instruments et appareils :	
	a. D'astronomie, d'optique, de mathématique, de mécanique, de médecine, de chirurgie, de physique, et autres, pour différents usages scientifiques et pour laboratoires. . . . .	50 »
	b. Instruments de musique :	
	1. Simples, de bois non poli ni laqué et sans clefs de métal, comme flûtes, guslas, cornemuses, etc. (la pièce). . . . .	60 »
	20 en caisses ou en barils. 12 en paniers. 5 en ballots ou en sacs.	
	2. Pianos, pianinos, harmoniums, physharmonicas, orgues d'église (100 kilogr.). . . . .	100 »
	— Orgues de Barbarie. . . . .	40 »
	3. Tous les autres instruments de musique de quelque matière qu'ils soient, y compris les instruments dénommés sous le n° 52 b 1, en bois poli ou à clefs de métal. . . . .	100 »
	23 en caisses ou en barils. 9 en ballots.	
53	Objets scientifiques, littéraires et artistiques, tels que : livres, journaux, cartes géographiques, globes terrestres, cahiers de musique ou écrits divers, dessins, peintures, tableaux et gravures et chromotypies, sur quelque matière que ce soit, sans reliure ou seulement brochés, non encadrés, ni collés ou fixés sur carton, toile ou autre matière. . . . .	Exemptes.
54	Armes à main de toute sorte, telles que : fusils, pistolets, revolvers, sabres, épées, yatagans, kadjars, fleurets, baïonnettes, etc. . . . .	70 »
	15 en caisses ou en barils. 10 en paniers. 5 en ballots ou en sacs.	

**XV. Coton, chanvre, lin et autres végétaux textiles  
(100 kilogr.).**

56	a. Déchets de coton. . . . .	5 »
	— Coton brut ou cardé. . . . .	9 »
	6 en ballots.	
	b. Fils de coton, simples ou retors, même accommodés pour la vente au détail :	
	1. Ecrus ou blanchis, non teints et sans combinaison avec d'autres matières :	

a. Jusqu'au n° 30 anglais. . . . .	18 "
b. Au delà du n° 30 anglais. . . . .	27 "
20 en caisses ou en barils. 12 en paniers.	
5 en ballots ou en sacs.	
1. Ecrus, non blanchis, non teints, et sans combinaison avec d'autres matières. . . . .	12 50
2. Blanchis, non teints, non combinés avec d'autres matières. . . . .	15 "
— Teints, imprimés ou en combinaison avec d'autres matières communes. . . . .	25 "
c. Tissus et autres étoffes :	
1. Toile grossière pour sacs et emballages, ainsi que les sacs confectionnés. . . . .	7 50
18 en caisses ou en barils. 12 en paniers.	
5 en ballots ou en sacs.	
— Sacs pour prunes, pesant la pièce 1 kilogramme et plus . . . . .	4 50
<i>Observation.</i> Les articles rentrant dans le n° 57 c 1 ainsi que les treillis pour sacs et les sacs confectionnés du n° 57 c 2 peuvent même porter quelques raies de couleurs.	
2. Treillis pour sacs, ainsi que les sacs confectionnés. . . . .	7 50
— Toile commune et autres tissus similaires forts de lin ou de chanvre (comme <i>Flank</i> , <i>Numerasch</i> , <i>Kalameika</i> , etc.); treillis pour vêtements militaires, toile à voile et autres tissus forts; tous ces articles même blanchis, mais non teints. . . . .	15 "
3. Tous les tissus énumérés sous le n° 57 c 2, teints; Gradl (toile croisée pour literie, matelas, paillasses, ameublement); canevas et Schökl (toile teinte pour doublures et tissus pour literie quadrillés en couleur); couvertures et tapis de toute sorte. . . . .	30 "
4. Coutils pour vêtements, blanchis ou tissés en couleurs. . . . .	30 "
— Tous les autres tissus et étoffes, serrés, écrus, blanchis, teints, tissés en couleurs, imprimés, mais non brodés. . . . .	65 "
5. Tissus et étoffes fins et légers, comme : linon, batiste, tulle pour rideaux et autres usages; tous les tissus et étoffes à dessins tissés, imitant la broderie. . . . .	150 "
18 en caisses ou en barils. 12 en paniers.	
5 en ballots ou en sacs.	
<i>Observation.</i> Rentrant sous le n° 57 c 5 tous les tissus et étoffes mélangés d'une petite quantité de soie servant d'ornements, ainsi que tous les tissus et étoffes combinés avec d'autres matières non textiles.	
6. Tissus à jour, tels que : dentelles fabriquées à la machine, tulle anglais, tulle bobin ou pétinet, voiles, etc. . . . .	300 "
18 en caisses ou en barils. 12 en paniers.	
5 en ballots ou en sacs.	
d. Ouvrages de cordier :	
1. Cordages, câbles et cordes (aussi licous, traits de harnais, etc.). . . . .	10 "

2. Autres (ficelles, tuyaux, sangles, seaux, filets, matériel de pompiers et de gymnastique, etc.), même combinés avec d'autres matières communes. . . . . 20 »  
 15 en caisses ou en barils. 10 en paniers.  
 3 en ballots ou en sacs.

# XVI. Soie (100 kilogr.).

- 58 b. Fils de toute sorte, même combinés avec des matières communes . . . . . 200 »  
 c. Tissus et étoffes :  
 1. De demi-soie, c'est-à-dire de soie pure ou de bourre de soie, mélangée avec du coton, du fil de lin, avec de la laine ou d'autres poils, en tant que ces articles ne rentrent pas dans la catégorie des tissus de laine, de coton, de chanvre, de lin, etc., et excepté les articles dénommés sous le n° 58 c 2. . . . . 250 »  
 2. De soie pure (excepté les rubans), même ornés avec quelque autre matière. . . . . 850 »  
 — Rubans de soie pure. . . . . 500 »  
 — Velours de demi-soie. . . . . 300 »  
 — Rubans de demi-soie, même en velours. . . . . 200 »  
 — Etoffes de demi-soie, à jour, telles que : blondes, voiles, tulle anglais, dentelles, etc.; étoffes de demi-soie mélangées de fils d'or ou dorés ou de fils de verre. . . . . 450 »  
 20 en caisses ou en barils. 16 en paniers.  
 8 en ballots ou en sacs.

# XVII. Bijoux et quincaillerie (100 kilogr.).

- 59 Bijoux et autres articles de parure à l'usage des hommes et des femmes, comme : bagues, boucles d'oreilles, bracelets, colliers, chaînes de montre, tépélouks (coiffures), agrafes, boutons qui ne sont pas destinés à être cousus, médaillons, épingles de parure et broches :  
 a. 1. En matières communes, sans distinction de travail (même en imitation de pierres précieuses, de perles fines, d'or, de platine, d'argent, d'or filé, d'ivoire, d'écaille, de corail, de grenat, de cornaline, de turquoise et d'autres pierres demi-précieuses) (le kilogr.). . . . . 1 »  
 2. En métaux communs, finement dorés ou argentés, sans distinction du travail. . . . . 3 »  
*Observation.* Ces articles, s'ils ne sont finement dorés ou argentés qu'en partie, rentrent dans le n° 59 a 1.  
 b. 1. En argent ou en aluminium. . . . . 15 »  
 2. En nacre, écume de mer, ivoire ou écaille. . . . . 5 »  
 c. 1. En ambre ou masse d'ambre. . . . . 5 »  
 2. De cheveux, de coraux, de grenat véritable, de cornaline, de turquoise et d'autres pierres demi-précieuses. . . . . 20 »  
 d. En or, platine, pierres précieuses et perles fines. . . . . 25 »  
 e. Fleurs artificielles :



	1. En matières communes, même combinées en petite quantité avec des tissus ou de la bonneterie. . . . .	0 80
	2. En tissus et bonneterie : . . . . .	
	a. Couronnes funéraires. . . . .	0 80
	b. Autres. . . . .	3 "
60	3. Non dénommées sous 1 et 2 (régime des bijoux). Fils métalliques (leonischer Draht), même filés sur fils de matières textiles, lamet- tes, clinquant, bouillons, paillettes, métaux battus en feuilles (le kilogr.) :	
	a. De métaux communs. . . . .	0 75
	<i>Observation.</i> Rentre ici la poudre à bronzer.	
	b. De métaux finement dorés ou argentés. . . . .	2 "
	c. De métaux précieux. . . . .	10 "
61	Articles de quincaillerie :	
	a. De pierres communes, de verre, de porcelaine, de faïence, de terre cuite, de lave, de mosaïque et de plâtre, de cire, de stéarine, de paraffine, de cérésine et d'autres compositions semblables, sans distinction de travail, combinés ou non avec matières communes. . . . .	0 30
	20 en caisses ou en barils. 12 en paquets. 6 en ballots ou en sacs.	
	<i>Observation.</i> Ne peuvent être tarifés comme articles de quincaillerie rentrant dans cette position que : fruits artificiels de cire ou d'autres compositions semblables, statuettes, figurines et autres bibelots sem- blables, pipes (à l'exception des pipes en terre), rosettes pour rideaux, lithophanes, cadres de montre, lentilles optiques, verres de montre, yeux artificiels de verre. Par exception rentrent ici les presse-papier, chandeliers, encruteurs et autres ouvrages plastiques similaires en albâtre et en mar- bre, pesant moins de 5 kilogrammes la pièce.	
	b. 1. Articles de quincaillerie de papier, de carton, de carton-pâte ou de papier mâché, sans distinc- tion de travail, combinés ou non avec d'autres matières communes. . . . .	0 65
	<i>Observation.</i> Ne peuvent être tarifés comme articles de quincaillerie rentrant dans cette position que : albums, carnets et cale- pins (excepté ceux reliés en papier, en toile cirée ou en toile de reliure), estompes de papier, érentails, roulettes à papier buvard, timbres à cacheter, albums à esquisse, por- tefeuilles, étuis, fourreaux, tabatières, pers- pectives montées en papier, cadres, miroirs à main, boutons, fume-cigares, jeux de tom- bola, coussins à coudre, figurines et autres bibelots semblables.	
	2. Papeterie de luxe, même en combinaison avec d'autres matières communes. . . . .	1 50
	<i>Observation.</i> Ne peuvent être tarifés comme papeterie de luxe que : les décora- tions de cotillon et autres articles semblables	

pour divertissements de carnaval, lampions de papier, métachromatypies, cartes de félicitations, cartes de menus, bonbonnières et similaires ornées d'images colorées, de peintures, de papier de dentelles, etc. Par exception, ces objets peuvent également être partiellement garnis en soie.

- c. 1. Articles de quincaillerie de bois, de vannerie et d'autres matières végétales communes (à l'exception de ceux spécialement dénommés à l'alinéa 2 de cette position), sans distinction de travail, combinés ou non avec d'autres matières communes. . . . .

0 60

20 en caisses ou en barils. 12 en paniers, 6 en ballots ou en sacs.

*Observation.* Ne peuvent être tarifés comme articles de quincaillerie rentrant dans cette position que : peignes, dents de peignes, rones et navettes de tisserand, porte-plume, tabatières; coussins à coudre, miroirs à main, cadres pour photographies, palettes; crayons noirs et de couleur, avec gaine de bois; quilles et queues de billard; éventails; rêgles, aunes, mètres, jauges, échelles de petite dimension pour bureau et pour dessin; boutons (excepté les boutons de parure qui ne sont pas destinés à être cousus); ornements d'imprimerie; plioirs; fourreaux de couteau (appelés Kanie), boîtes à aiguilles; chevalets de violon; brosses et pinceaux montés en bois; petites croix, figurines et autres bibelots semblables; jeux de tombo'a, échiquiers et dominos (même plaqués d'os); pipes, tuyaux de pipes, fume-cigares et fume-cigarettes, cannes, montures de parapluies; fouets et cravaches; cuillers et fourchettes de table, fines; vannerie de luxe garnie de tissus et de bonneterie (corbeilles à ouvrage, porte-bouquets, bonbonnières et autres bibelots semblables).

2. Les articles de quincaillerie de bois, dénommés sous 1, avec incrustations fines (Boule, marqueterie). . . . .

1 2

- d. 1. Articles de quincaillerie de fer, d'acier, de cuivre, de laiton, de tombac, de bronze, de plomb, d'étain, de métal de Britannia, de zinc et d'alliages de ces métaux, sans distinction de travail, combinés ou non avec d'autres matières communes :

- a. Coutellerie, couteaux et fourchettes de table, même avec manches de métaux ou de bois, de porcelaine, de verre, d'os, de corne, d'imitations d'ivoire et d'écaille; boutons de métal (à l'exception des boutons de parure, qui ne sont pas destinés à être cousus); aiguilles à coudre, à broder, à tricoter, épingles, épingles à cheveux (excepté les épingles de parure), même dorées ou argentées; aiguillettes, ceillels, anneaux, agrafes, boucles. . . . .

0

- b. Autres. . . . . 0 45
- Observation.* Ne peuvent être tarifés comme articles de quincaillerie rentrant sous b que : sonnettes de table et de bureau; encriers de poche et de voyage; plumes à écrire, perles d'acier, clefs de montre, hameçons crochets et chaînettes pour clefs, dés; éperons, muselières et colliers de chiens; balanciers de pendules, cadrans pour montres et horloges; jetons et fiches; fourreaux de couteaux (appelés Kanie), fume-cigares et fume-cigarettes, pipes; lanternes de poche; étuis (fourreaux); cornes à poudre; planchettes achevées avec oûillets et boutons; boîtes pour aiguilles, épingles et pour plumes à écrire, tabatières, briquets, cachets, petites règles de bureau et pour dessin, garnitures de bureau, figurines et autres bibelots semblables.
2. Articles de quincaillerie d'alpacca, de packfong et de nickel, sans distinction de travail, combinés ou non avec d'autres matières communes . . . . . 1 20
- 20 en caisses ou en barils, 12 en paniers. 6 en ballots ou en sacs.
- Observation.* Ne peuvent être tarifés comme articles de quincaillerie rentrant dans cette position que : couteaux et fourchettes avec manches d'alpacca, de packfong ou de nickel, les objets nommés sous 1, s'ils sont fabriqués d'alpacca, de packfong et de nickel.
- Seront considérés comme articles de nickel les objets fabriqués de nickel pur ou d'alliages de nickel, tandis que les objets nickelés devront être tarifés selon leurs autres qualités.
3. Articles de quincaillerie du n° 61 d 1, finement argentés ou dorés. . . . . 2 »
- Observation.* Ces objets, lorsqu'ils ne sont finement dorés ou argentés qu'en partie, rentrent dans le n° 61 d 1.
4. Articles de quincaillerie du n° 61 d 2, finement dorés ou argentés. . . . . 2 50
- Observation.* Ces objets, lorsqu'ils ne sont finement dorés ou argentés qu'en partie, rentrent dans le n° 61 d 2.
- e. Articles de quincaillerie d'os, de corne, de caoutchouc (même durci), de gutta-percha, de celluloid et de compositions similaires, sans distinction de travail, combinés ou non avec d'autres matières communes :
- Boutons (à l'exception des boutons de parure qui ne sont pas destinés à être cousus). . . . . 0 60
- Autres . . . . . 1 »
- Observation.* Ne peuvent être tarifés comme articles de quincaillerie rentrant dans cette position que : brosse à dents montée sur les matières ci-dessus dénommées; peignes, embouchures de pipes, fume-cigares et fume-cigarettes; billes de billard;



échiquiers et dominos; quilles de billard, tabatières, petites boîtes, figurines et autres bibelots semblables; éventails; fouets et cravaches avec manches de ces matières; gomme à gratter, cornes à poudre, mètres, cure-dents, cadres, timbres en caoutchouc; planchettes achevées, avec oeillets et boutons; fournitures d'écriture, cannes ou manches de canne en matières ci-dessus dénommées; fourchettes, bouches de biberons. Rentrant ici ces articles fabriqués en matières susdites, même si elles imitent l'ivoire, l'écaille, etc.

- f. Articles de quincaillerie de cuir ou de pelleterie, sans distinction de travail, combinés ou non avec d'autres matières communes. . . . .

1 60

20 en caisses ou en barils. 12 en paniers.  
6 en ballots ou en sacs.

*Observation.* Ne peuvent être tarifés comme articles de quincaillerie rentrant dans cette position que : articles de luxe en cuir (porte-cigares et porte-cigarettes; porte-monnaie, portefeuilles de poche, cartons, serviettes ou portefeuilles); éventails, estompes en cuir; cassettes ou étuis de cuir ou recouverts de cuir; ceintures de dames; tous ces articles, même garnis de métaux communs, dorés ou argentés, ou doublés ou garris de soie.

Les objets non spécialement dénommés dans les positions précédentes a, f, ne seront pas traités comme articles de quincaillerie; ils seront tarifés d'après les positions dans lesquelles ils rentrent selon la matière dominante.

- g. Articles de quincaillerie, de tissus et de bonneterie, combinés avec des matières communes, sans distinction de travail, en tant qu'ils ne rentrent pas dans la catégorie XVIII et qu'ils ne sont pas spécialement tarifés :

1. De soie, ou demi-soie, ou de fils d'or ou d'argent. . . . .
2. Autres . . . . .

2 40

0 80

*Observation.* Ne peuvent être tarifés comme articles de quincaillerie rentrant dans ces positions que : sachets et coussins de toilette; éventails; étuis à bijoux, porte-monnaie, bagues à tabac.

- h. Lunettes, jumelles, lorgnettes de spectacle, lorgnons, loupes, pince-nez :

1. Avec montures en métaux communs ou autres matières communes. . . . .
2. Avec montures d'argent, de métaux finement dorés ou argentés, d'aluminium, d'ivoire, d'écaille, de nacre. . . . .
3. Avec montures d'or et de platine. . . . .

3 "

8 "

20 "

- i. Jouets d'enfants de toute sorte. . . . .

0 35

- j. Pendules, pendules de la Forêt Noire et autres horloges à suspendre, de toute sorte, horloges et pendules d'après le système américain. . . . .

0 50

- k. Objets de nacre, d'ambre, d'imitation d'ambre,

d'écaille, d'ivoire, d'écume de mer et d'imitation d'écume de mer, combinés ou non avec d'autres matières :

1. Boutons de nacre (à l'exception des boutons qui ne sont pas destinés à être cousus). . . . . 1 50
2. Autres . . . . . 3 »

*Observation.* Rentrent dans cette position : billes de billard, quilles de billard ; couteaux et fourchettes avec manches en ces matières ; éventails ; articles pour fumeurs ; brosses et peignes en ces matières ou montés sur ces matières ; pièces de jeux d'échecs, jeux de dominos, jetons et fiches, figurines et autres bibelots similaires ; étuis à aiguilles et épingles, porte-monnaie, étuis pour bijoux, cure-dents, boucles, cannes et manches de canne fabriqués exclusivement des matières ci-dessus dénommées.

En ce qui concerne les articles pour fumeurs, combinés avec de l'ambre ou avec imitation d'ambre, les parties en ambre ou en imitation d'ambre seront tarifées séparément d'après le n° 61 k, 2. Les autres parties suivent le régime de la matière dont elles sont composées.

- l. Tous les articles de quincaillerie de matières communes, dénommées dans les positions précédentes, combinés avec des matières fines ou avec de l'or ou du platine. . . . . 2 »
  - 20 en caisses ou en barils, 12 en paniers.
  - 6 en ballots ou en sacs.
- m. Objets d'argent ou d'aluminium, même finement dorés ou combinés avec d'autres matières ou avec de l'or ou du platine. . . . . 10 »
- n. Objets de corail, d'agate, de cornaline, ou d'autres pierres demi-précieuses, combinés ou non avec d'autres matières ou avec de l'or ou du platine. . . . . 15 »
- o. Objets d'or, de platine, de pierres précieuses ou de perles fines. . . . . 25 »
  - 20 en caisses ou en barils, 12 en paniers.
  - 6 en ballots ou en sacs.

#### XVIII. Confections, broderies et bonneterie (100 kilogr.).

- 26 Ext. a, b et c. Habits confectionnés et autres confections (y compris le linge) seront taxés selon la matière dominante en quantité à la superficie extérieure, avec une majoration de 50 p. 100 du droit conventionnel grevant cette matière :

- Ext. a. Chapeaux ordinaires, de feutre, à l'usage des paysans. . . . . 55 »  
 — Tous les autres articles du n° 62 a. . . . . 40 »  
 Ext b. Rubanerie, bonneterie (y compris la bonneterie façonnée), passementerie et boutons :  
 — De laine. . . . . 100 »  
 — De coton. . . . . 80 »  
 — De lin. . . . . 80 »

*Observation.* Dans la tarification de ces

articles, il ne sera pas tenu compte de simples coutures et ourlets.	
— Broderies sur tissus et étoffes de coton, de laine et de lin. . . . .	300 »
20 en caisses ou en barils. 12 en paniers.	
6 en ballots ou en sacs.	
— Dentelles travaillées à la main . . . . .	150 »
— Parapluies et parasols autres qu'en soie (la pièce). . .	0 30
<i>Observation.</i> Les parapluies et parasols rentrant dans cette position peuvent avoir des bordures en soie.	
— Chapeaux non garnis, pour hommes et dames, sans distinction des matières, excepté les chapeaux de soie (100 kilogr.). . . . .	160 »
— Chapeaux pour hommes, garnis, de toute sorte, excepté les chapeaux de soie (cylindres). . . . .	230 »
— Chapeaux pour dames, garnis, de toute sorte, excepté ceux du n° 62 c 1. . . . .	280 »
<i>Observation.</i> Les chapeaux qui, d'après leur forme et garniture, peuvent être portés par les hommes et par les dames, seront taxés comme les chapeaux pour hommes.	
— Bandages de chirurgie, excepté ceux en soie et en cuir.	80 »
— Fez avec ou sans houppes, même en soie. . . . .	90 »
20 en caisses ou en barils. 12 en paniers.	
6 en en ballots ou en sacs.	
— Passementerie, galons, tresses, cordons et articles de garniture confectionnés de fils métalliques dorés ou argentés. . . . .	150 »
— Tous les autres articles du n° b 1-9. . . . .	100 »
<i>Observation.</i> Rentrent ici : chabraques de laine ; coussins et couvertures de lit contre-pointées, de laine, de laine et de lin ; gaines de sabre, de cuir ou d'autres matières communes ; bretelles de laine, de coton ou de lin, même de tissus élastiques ; gants de peau, doublés ; visières de casquettes, en cuir ; cordes de boyaux pour instruments de musique ; jarretières de laine, de coton, de lin, même avec fils élastiques ; bavettes (pour enfants) de coton, de lin ou de toile cirée ; brides (harnais) de lin ; manchons de laine ou de coton ; doublures pour chapeaux et pour casquettes, de laine, de coton et de lin ; fourrures (boas, manchons, collets de fourrure, casquettes et semblables).	
Ext. c. 1. Bandages de chirurgie de soie ou de demi-soie.	200 »
20 en caisses ou en barils. 12 en paniers.	
6 en ballots ou en sacs.	
— Parapluies et parasols de soie et de demi-soie (la pièce). . . . .	0 50
— Chapeaux de soie (cylindres), même garnis (100 kilogr.). . . . .	250 »
— Chapeaux de soie pour dames même parés. . . . .	350 »
— Passementerie, bonneterie et boutons :	
a. De soie. . . . .	700 »
b. De demi-soie. . . . .	350 »
— Broderies :	



	a. Sur soie. . . . .	800 »
	b. Sur demi-soie. . . . .	400 »
	— Gants de peau non doublés. . . . .	400 »
	— Bretelles de soie ou mélangée de soie. . . . .	300 »
	2. Passementerie, rubanerie et boutons, avec fils d'or ou d'argent fin, ou avec fils de métaux finement dorés ou argentés. . . . .	300 »
	— Broderies de fils d'or ou d'argent ou de métaux finement dorés ou argentés, filé ou non sur matières textiles. . . . .	300 »
	— Broderies du même genre sur soie. . . . .	1.000 »
	20 en caisses ou en barils. 12 en paniers. 6 en ballots ou en sacs.	
63	Cordonnerie :	
	a. De bois, en combinaison avec du cuir et d'autres matières communes. . . . .	5 »
	b. Opankes communes de peau brute ou de cuir à opankes. . . . .	35 »
	c. 1. Bottes ordinaires de cuir commun. . . . .	80 »
	2. Toutes les autres chaussures de toute matière, à l'exception de celles brodées de fils d'or, d'argent ou de fils métalliques finement dorés ou argentés. . . . .	100 »
	20 en caisses ou en barils. 12 en paniers. 6 en ballots ou en sacs.	
	d. Chaussures de toute matière, brodées de fils d'or, d'argent, ou de fils métalliques finement dorés ou dorés ou argentés. . . . .	250 »
64	Ouvrages de sellerie, articles de voyage et de ganterie :	
	a. Bâts, soufflets et malles de bois, combinés avec du cuir, de la toile ou quelque autre matière commune. . . . .	45 »
	b. Harnais communs en cuir. . . . .	60 »
	— Bandages de chirurgie de cuir. . . . .	100 »
	— Portemanteaux, valises, porte-cahiers pour écoliers et articles semblables, d'étoffes grossières en combinaison avec des matières communes. . . . .	20 »
	— Tous les autres articles du n° 64 b. . . . .	100 »
	c. Ouvrages de sellerie, articles de voyage et de ganterie, brodés de fils d'or et d'argent ou de fils métalliques finement dorés ou argentés. . . . .	200 »
	20 en caisses ou en barils. 12 en paniers. 6 en ballots ou en sacs.	

ANNEXE C.

**DROITS A L'ENTRÉE DANS LE TERRITOIRE DOUANIER ALLEMAND**

NUMÉROS du tarif général allemand en vigueur à la date de la conclusion du traité.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	UNITÉS	
		ALLEMANDES.	FRANÇAISES.
		marks pf.	fr. c.
9 a	Froment (100 kilogr.). . . . .	3 50	4 385
9 b a	Seigle . . . . .	3 50	4 385
9 b b	Avoine. . . . .	2 80	3 50
9 b y	Sarrasin. . . . .	2 »	2 50
9 b e	Autres grains non dénommés. . . .	1 »	1 25
9 d a	Colza, navette, œillette, sésame, arachide, autres fruits à huile non dénommés . . . . .	2 »	2 50
9 e	Maïs. . . . .	1 60	2 «
9 f	Malt . . . . .	3 60	4 50
25 p. 2	Prunes sèches (séchées au four). . .	4 »	5 »

**Protocole final.**

Au moment de procéder à la signature du traité de commerce conclu à la date de ce jour entre l'Allemagne et la Serbie, les Plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et déclarations suivantes qui feront partie intégrante du traité même :

*Ad. Art. 2. — 1.* Les dispositions de l'art. 2, relatives à l'établissement et à l'exercice des professions, ne seront pas appliquées dans les pays des Parties contractantes à la pharmacie, au courtage, au colportage, au commerce et aux professions exercées exclusivement en ambulancier.

*2.* Les Sociétés désignées au paragraphe final de l'art. 2 (y compris les Sociétés d'assurance de tout genre), existant sur les territoires de l'une des Parties contractantes en vertu des lois respectives, pourront, réciproquement, exercer sur les territoires de l'autre tous les droits, y compris celui d'ester en justice, en se conformant aux lois et prescriptions qui y sont en vigueur sur cette matière.

Les Sociétés allemandes ne pourront, en ce qui concerne leur reconnaissance et leur admission en Serbie, être traitées sous aucun rapport moins favorablement pendant la durée du présent traité que les Sociétés serbes et les Sociétés de tout autre Etat. En déterminant les conditions de la reconnaissance et de l'admission des Sociétés en Serbie, le Gouvernement royal serbe tiendra compte, autant que possible, des désirs qui lui seront recommandés dans l'intérêt des Sociétés allemandes exerçant leur industrie en Serbie.

En attendant la réglementation de cette matière, la disposition contenue au protocole final (à l'art. 2, § 2) annexé au traité de commerce du 6 janvier 1883 demeurera en vigueur.

3. Par l'expression dépôts (Geschäftsniederlagen) employée dans l'article 2, on ne devra pas entendre des entrepôts publics.

*Ad. Art. 6.* — Seront réciproquement exempts des droits de douane à l'importation et à l'exportation :

*a.* Les effets de voyageurs, de marins, de voituriers et d'ouvriers, tels que : linge, parties de vêtements, bagages, outils et instruments, d'un usage personnel.

*b.* Cartes d'échantillons et échantillons en coupons ou spécimens.

En Serbie, on observera les règles suivantes, pour l'application du tarif :

1. Les parties accessoires, peu importantes, ne servant qu'à fixer et à joindre les parties des marchandises, par exemple clous, rivets, vis, agrafes, fermoirs, crochets, clampes, cercles, ferrures ou bordures, charnières, verrous, serrures avec clefs, bandes, fils, ficelles, courroies, cordes ; puis les ornements peu essentiels, les doublures intérieures ou les revêtements de fond n'auront pas d'influence sur le traitement douanier. Par conséquent, les marchandises respectives seront, malgré ces accessoires, à déclarer et à tarifier en douane d'après l'article du tarif auquel elles appartiennent selon leurs autres parties.

2. Sont compris dans le tarif B, sous la désignation de matières communes ou ordinaires, toutes les matières autres que les suivantes : métaux précieux, métaux finement dorés ou argentés, pierres précieuses et pierres demi-précieuses, perles fines, coraux véritables, écaille véritable, ivoire véritable, nacre véritable, écume de mer, ambre et imitations d'ambre à l'exception de celles en verre, soieries.

3. Les simples coutures et ourlets sur les couvertures, tapis, rideaux, fichus et autres articles ajustés, sont indifférents au point de vue de la tarification des tissus et autres étoffes.

4. Les étuis et autres emballages intérieurs seront taxés séparément selon leur espèce, à moins qu'ils ne soient admis en franchise d'après les dispositions sur la tare.

5. *Ad. n° 9 a. 2.* — Les draps grossiers dont la qualité répond aux échantillons établis d'un commun accord acquitteront sans égard à leur dénomination commerciale en Serbie le droit de 25 dinars d'après le n° 9 a 2.

6. *Ad. n° 25 a.* — Sont compris sous le nom de pierres de basalte artificielles les dalles de pavage, fabriquées de grès commun, appelées Klinder.

7. *Ad. n° 30 c 1.* — Seront tarifés au droit de 4-50 dinars tous les clous sans distinction de la fabrication (à la main ou à la machine) du travail (noirs, polis à la machine ou blanchis, bleuis au four, etc.) et de l'emploi ; sont par conséquent admis à ce droit même les clous à ferrer.

8. *A la catégorie XVII.* — Les imitations d'ambre en verre ne sont pas considérées comme articles en ambre imité.

9. *A la catégorie XVIII.* — Dans la tarification convenue pour les habits confectionnés et autres confections, il ne sera pas tenu compte des doublures, boutons, passements, parties brodées, rubans, bordures, garnitures, etc. Ces confections seront par conséquent taxées selon la matière dominante en quantité à la superficie extérieure.



Sont compris sous la désignation de « tous les autres articles » des nos 62 a, b 1-9 et 64 b les articles qui, en tant qu'ils ne sont pas tarifés ailleurs dans le présent tarif conventionnel, doivent rester dans lesdites positions du tarif général serbe d'après la classification actuelle.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange de ratifications sur le traité auquel il se rapporte, a été dressé en double expédition à Vienne le 9/21 août 1892.

(L. S.) Signé : H. VII, P. REUSS, m. p.  
— — G. S. SIMITCH, m. p.

*Déclaration.*

Les soussignés, agissant au nom de leurs Gouvernements, sont convenus de modifier comme suit la disposition de l'art. 11 du traité de commerce et de douane signé à Vienne le 9/21 août 1892 entre l'Empire allemand et la Serbie.

La fixation de la date de mise en vigueur du traité de commerce et de douane du 9/21 août 1892 est réservée et soumise à l'entente des Gouvernements respectifs.

La présente déclaration sera ratifiée en même temps que le traité du 9/21 août 1892.

Fait à Berlin, le 24 juin 1893.

Signé : Baron DE ROTENHAN.  
— Ivan PAULOVITCH.

MEXIQUE — SALVADOR

**Traité de commerce et de navigation**

(24 avril 1893 (1)).

Le gouvernement du Mexique et le gouvernement du Salvador, désireux de maintenir entre les deux pays les relations cordiales et de développer en même temps les relations commerciales entre leurs nationaux respectifs, ont décidé de conclure à cet effet un traité sur la base d'une juste réciprocité, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

' Le Président des Etats-Unis du Mexique :  
Don Roberto Nunez, député au Congrès,  
Et le Président de la République du Salvador :  
Don Edouard Poirier, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République du Salvador, près le Gouvernement du Mexique ;  
Lesquels, après avoir dûment vérifié leurs pleins pouvoirs respectifs, ont stipulé ce qui suit :

Article premier. — Les Etats-Unis du Mexique et la République du Salvador s'engagent à maintenir perpétuellement par tous les moyens de droit des gens la paix et l'amitié actuellement existantes entre les deux gouvernements et leurs citoyens respectifs, sans acception de personnes ni de lieu.

(1) Ratifié le 16 novembre suivant.

Tout différend devra, autant que possible, être résolu à l'amiable par la voie diplomatique; si, malgré tous les efforts, l'entente n'a pu se faire, on aura recours à l'arbitrage, s'il y a lieu.

Lorsque l'arbitre aura été désigné et accepté, les parties contractantes détermineront, par un accord spécial, le point en litige d'une façon précise, ainsi que la procédure à observer dans l'arbitrage.

En cas de désaccord sur la fixation du point litigieux, la question entière sera déferée à l'arbitre qui, dans ce cas, aura le droit de déterminer la procédure à suivre.

En cas de désaccord sur la désignation de l'arbitre, les hautes parties contractantes nommeront une commission d'arbitrage composée d'un ou de plusieurs membres, en nombre égal pour chaque partie à laquelle sera soumise la question litigieuse, et dont la décision sera obligatoire pour les deux gouvernements. Les arbitres ainsi désignés auront le droit d'en choisir un troisième pour les départager, s'il y a lieu.

Art. 2. — Les Mexicains dans le Salvador et les Salvadoriens au Mexique seront, en ce qui concerne leur sécurité et la protection de leurs personnes, de leur domicile et de leurs propriétés, assimilés aux nationaux.

Toutefois, en cas de guerre civile ou étrangère ou de suspension ou de limitation des garanties individuelles, les citoyens de l'autre partie contractante seront, comme les nationaux, soumis à la suspension et à la limitation décrétées par la nouvelle loi.

De même, les hautes parties contractantes se réservent le droit de ne pas accueillir ou d'expulser de leurs territoires respectifs et en vertu des lois tout individu dont les mœurs ou la conduite dans les désaccords civils ou internationaux seraient considérées comme dangereuses.

Les citoyens de chacun des deux pays jouiront, sur le territoire de l'autre, d'une entière liberté de conscience, et pourront pratiquer leur culte conformément à la constitution et aux lois du pays.

Art. 3. — Les Mexicains dans le Salvador et les Salvadoriens au Mexique auront le droit, dans les mêmes conditions que les nationaux, d'acquiescer, de posséder et de transmettre par vente, échange, donation, mariage, succession testamentaire et *ab intestat*, ou de toute autre manière, les biens, quels qu'ils soient, situés sur les territoires respectifs. Les héritiers, ayants droit ou représentants légaux, pourront être envoyés en possession personnellement ou par mandataire, de la même manière que les nationaux. Les biens ainsi acquis ou le produit de leur vente pourront être exportés sans que les propriétaires soient tenus à acquitter des droits ou taxes d'exportation, de succession ou de transfert, autres ou plus élevés que ceux payés par les nationaux, dans des cas analogues.

Les successions testamentaires ou *ab intestat*, en tout ce qui concerne l'ordre et le degré de succession, la nature des droits héréditaires et la validité intrinsèque des dispositions testamentaires, sont régies par la loi du pays du *de cuius*, quels que soient les biens et le pays sur lequel ils sont situés, sans autres restrictions pour les immeubles que celles établies par les lois du pays pour les nationaux.

Toute action ou demande relative à ces successions ressortira aux tribunaux de la nation où la succession sera ouverte. La prescription relative aux biens meubles et aux actions réelles est régie par la loi du lieu où ces biens sont situés.

En cas d'absence du propriétaire, de l'héritier, du représentant légal du

*de cujus* ou de l'ayant droit, on procédera de la même manière que pour les nationaux dans des cas analogues.

Art. 4. — Les citoyens de l'une des hautes parties contractantes, en résidence temporaire ou permanente sur le territoire de l'autre, sont tenus de respecter les institutions du pays, d'obéir aux autorités, et de se conformer aux lois, particulièrement à celles réglant les droits et devoirs des étrangers, de la même manière que les citoyens de la nation la plus favorisée.

Ils auront libre accès devant les tribunaux, personnellement ou par avoués, défenseurs ou tout autre mandataire, pour soutenir et défendre leurs intérêts avec les mêmes droits et obligations que les nationaux ; ils devront se soumettre aux décisions de tribunaux, sans avoir d'autres recours que les nationaux.

Ils pourront réclamer le bénéfice de l'assistance judiciaire, conformément aux lois du pays où elle aura été sollicitée, moyennant la production d'un certificat d'indigence délivré par l'autorité compétente de l'un des deux pays.

Art. 5. — Les hautes parties contractantes s'engagent à accueillir pour les faire exécuter par leurs tribunaux respectifs tous actes émanés des tribunaux de l'autre, en matière civile, commerciale ou criminelle, relatifs aux citations, notifications, interrogatoires, dépositions, avis d'experts, et en général à la procédure ou à l'instruction. Ces commissions rogatoires seront exécutées par l'autorité judiciaire qui en sera requise soit par voie diplomatique, soit par la chancellerie, toutes les fois qu'elles ne seront pas contraires aux lois du pays où elles devront être mises à exécution.

Tous ces actes seront, selon le cas, exécutés d'office ou aux frais de l'intéressé.

Art. 6. — Les jugements exécutoires en matière civile ou commerciale, rendus à la suite d'une action personnelle par un tribunal compétent de l'une des parties contractantes et dûment légalisés, auront sur le territoire de l'autre la même force que ceux émanés des tribunaux locaux ; mais pour l'exécution, il faudra prouver :

1° Qu'elles sont exécutoires d'après les lois de la nation du tribunal ;

2° Que les intéressés ont été légalement représentés ou déclarés contumaces ;

3° Que la sentence ne contient pas de dispositions contraires à l'ordre ni au droit public du pays où elle doit être exécutée.

On procédera de la même manière pour les demandes d'envoi en possession d'héritage, conformément au paragraphe 2 de l'article 3 du présent traité.

Tout jugement exécutoire réunissant les conditions requises par le présent article fera foi devant les tribunaux des hautes parties contractantes.

Art. 7. — Tout acte judiciaire, écrit, testament ou autre instrument authentique, passé dans l'un des Pays contractants, sortira les mêmes effets que ceux émanés des autorités du pays, ou dressés par un notaire local, toutes les fois que l'on se sera conformé aux lois du pays d'origine, qu'ils seront légalisés par les légations ou consulats respectifs, ou, à leur défaut, par ceux d'une nation amie, établis au lieu de provenance.

Art. 8. — Les Mexicains dans le Salvador et les Salvadoriens au Mexique sont exempts de tout service militaire obligatoire dans l'armée, la marine ou la milice, ainsi que de toute taxe de rachat dudit service ; toute-



fois les citoyens de l'un des pays contractants domiciliés dans l'autre ne sont pas exempts du service de police armée, toutes les fois que, en dehors de toute question politique, l'ordre et la sécurité l'exigent.

Ne pourront être réquisitionnés pour un service militaire ou public quelconque, sans une indemnité équitable; leurs navires, équipages, marchandises et autres biens et effets. En cas d'expropriation pour cause de guerre, l'indemnité peut ne pas être accordée préalablement.

Art. 9. — Les citoyens de l'une des hautes parties contractantes domiciliés sur le territoire de l'autre sont tenus d'acquitter les taxes, charges ou contributions personnelles, ordinaires ou extraordinaires, générales ou locales, de la même manière et en la même forme que les citoyens du pays.

En ce qui concerne leurs propriétés mobilières ou immobilières, les citoyens de l'une des hautes parties contractantes ne seront pas soumis, sur le territoire de l'autre, à des impôts, charges ou contributions autres ou plus élevés que ceux acquittés par les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée.

Il est entendu que tout individu réclamant l'application du paragraphe précédent pourra choisir entre les deux traitements celui qui lui paraîtra le plus favorable.

Les résidents temporaires sont tenus d'acquitter les contributions ordinaires grevant leurs propriétés, leur industrie, leur profession ou leur commerce, en la même forme que les nationaux.

Les Mexicains dans le Salvador et les Salvadoriens au Mexique sont exempts de tout emprunt forcé, de charges et de réquisitions de guerre; mais dans le cas où ces emprunts et charges grèveraient les capitaux en circulation ou la propriété foncière, ils seront tenus de les acquitter de la même manière et en la même forme que les nationaux.

S'ils préfèrent, par suite de l'état de guerre, quitter le pays, il leur sera délivré un sauf-conduit pour leur permettre de s'embarquer dans le port de leur choix; pendant leur absence, leurs propriétés, biens et effets, seront traités comme ceux des nationaux.

Art. 10. — Les Mexicains dans le Salvador, et les Salvadoriens au Mexique ont la faculté d'exercer leurs professions, arts et métiers, comme les nationaux, sauf, pour les professions qui l'exigent, la production du diplôme dûment légalisé, d'un certificat d'identité ou acte de notoriété, s'il y a lieu, et la licence délivrée par l'autorité ou la corporation compétente, conformément aux lois de chaque pays. Ils auront aussi le droit de se faire admettre dans les académies, universités et collèges, moyennant justification de leur identité, sans préjudice des formalités établies par les règlements locaux.

Art. 11. — Les hautes parties contractantes se garantissent réciproquement la plus complète liberté de commerce et de navigation. En conséquence, les citoyens de chaque pays pourront se rendre librement et en toute sécurité avec leurs bâtiments, cargaisons et effets dans les ports, lieux, cours d'eau et autres lieux de l'autre pays, ouverts actuellement ou à l'avenir au commerce étranger. Ils pourront voyager ou résider en toute liberté et sécurité sur toute l'étendue des territoires respectifs, établir des manufactures, faire de l'agriculture, exercer le commerce de gros ou de détail, s'adonner à l'industrie des transports ou à tout autre trafic licite, qu'il s'agisse de la consommation intérieure ou de l'exportation, de pro-

duits indigènes ou importés ; ils seront libres d'agir personnellement ou par mandataires et de fixer leurs prix et leurs conditions ; de louer et d'acquérir les maisons, magasins, établissements ou terrains qui leur seraient nécessaires. Ils seront traités comme les nationaux pour les opérations de douane, et le chargement, le déchargement et l'expédition de leurs bâtiments et marchandises. Ils pourront négocier toute espèce de valeurs, de titres ou d'actions, fonder et diriger des établissements et sociétés commerciales, industrielles, agricoles ou financières, avec les mêmes exemptions et privilèges que les nationaux. Ils auront aussi droit aux faveurs accordées actuellement ou à l'avenir par les lois, règlements ou ordonnances aux nationaux concessionnaires de mines ; le tout, moyennant l'accomplissement des formalités requises par les lois et règlements locaux.

Art. 12. — Les citoyens de chacun des pays contractants jouiront, sur le territoire de l'autre, des mêmes droits et privilèges accordés actuellement ou à l'avenir aux nationaux, en tout ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique ou de commerce, les étiquettes, sceaux et dessins industriels, conformément aux lois du pays.

Art. 13. — Sur le territoire de chacune des hautes parties contractantes, il ne sera pas perçu à l'importation, à la réexportation ou au transit des produits naturels ou manufacturés de l'autre, des droits autres ou plus élevés que ceux acquittés actuellement ou à l'avenir par les produits similaires d'un tiers.

De même, nulle des parties contractantes n'exigera, à l'exportation des effets de commerce pour l'autre partie, des droits autres ou plus élevés que ceux acquittés actuellement ou à l'avenir à l'exportation des objets similaires pour tout autre pays ; il ne sera fait par l'une des parties, à l'importation, à l'exportation ou transit, aucune prohibition qui ne soit en même temps étendue à toutes les nations, sauf par mesure sanitaire ou pour empêcher la propagation d'épizooties ou la perte des récoltes ou enfin en cas de guerre.

Art. 14. — Les Mexicains dans le Salvador et les Salvadoriens au Mexique peuvent exercer en toute liberté et sécurité le commerce maritime dans les mêmes conditions que les citoyens du pays, en se conformant aux lois et règlements locaux.

De même les nationaux de chacun des deux pays pourront acquérir dans l'autre des bâtiments marchands et les faire naviguer sous le pavillon du pays où ils en auront fait l'acquisition, aux mêmes conditions que les nationaux, moyennant, toutefois, l'accomplissement des formalités établies par les lois dudit pays.

Art. 15. — La nationalité des navires marchands de chacune des hautes parties contractantes est déterminée par le pavillon, les papiers de bord et autres pièces exigées par les lois de l'Etat dont ils portent le pavillon. Pour les navires de guerre, la nationalité est celle indiquée par le pavillon, et, en tout cas, la déclaration du commandant servira de preuve de la nationalité du navire.

Les bâtiments marchands de l'une des parties contractantes, dès le moment de leur entrée dans les eaux territoriales de l'autre, sont soumis à la juridiction locale en tout ce qui ne concerne pas les actes de discipline intérieure ou les délits de l'équipage, toutes les fois que ceux-ci ne troublent pas la tranquillité du port. Il leur est interdit de donner asile aux individus prévenus de crimes ou de délits commis à leur bord ; autrement,

les autorités territoriales pourraient procéder à l'arrestation des délinquants, en observant toutes les formalités prescrites, en pareil cas, par les lois du pays.

Les navires de guerre de chacune des hautes parties contractantes pourront entrer et séjourner à leur gré dans les ports, rivières de l'autre, ouverts actuellement ou à l'avenir au stationnement des navires de guerre de la nation la plus favorisée ; ils jouiront des exemptions et faveurs accordées à celle-ci.

Toutefois, le stationnement des escadres de l'une des parties, dans les eaux territoriales de l'autre, n'aura lieu qu'en vertu d'une autorisation qui pourra être accordée ou refusée, sauf les exceptions indiquées au paragraphe 2 de l'article 22.

Art. 16. — Les navires marchands de chacune des hautes parties contractantes auront la faculté de prendre ou de laisser dans un ou plusieurs ports de l'autre tout ou partie de leur cargaison, conformément aux lois respectives de chaque pays, sans acquitter des droits autres ou plus élevés que ceux payés par les navires marchands d'une tierce puissance.

Toutefois, la présente stipulation n'est pas applicable à la navigation côtière ou de cabotage qui relève des lois respectives des puissances contractantes.

Art. 17. — Les bâtiments mexicains se rendant dans les ports salvadoriens, et les bâtiments salvadoriens se rendant dans les ports mexicains, avec chargement ou sur lest, seront considérés comme bâtiments de la nation la plus favorisée, en tout ce qui concerne les droits de port, d'ancre, de tonnage, de phare, de pilotage, d'avarie, de sauvetage, de quarantaine, et tous les autres droits frappant la coque du navire. La même faveur leur sera accordée pour l'emplacement, le chargement, le déchargement des marchandises, l'embarquement ou le débarquement des passagers et équipages, dans les ports, rades, quais, rivières des deux pays, pour le paiement des taxes et contributions quelconques, et enfin pour le traitement local des équipages et des cargaisons importées ou exportées.

Toutefois, il est stipulé que les citoyens de chacun des deux pays sont tenus d'observer les lois et règlements locaux relatifs à la police des ports, aux formalités douanières et à la répression de la contrebande.

Art. 18. — Sont exempts du paiement des droits de tonnage, de port et d'expédition, à l'exception du droit de pilotage :

1° Les navires de toute provenance entrant et sortant sur lest.

Ces navires peuvent entrer dans les ports ouverts au cabotage et faire le commerce autorisé par les lois et ordonnances locales, moyennant l'accomplissement des formalités établies ;

2° Les navires ayant touché à deux ou plusieurs ports d'un même Etat et justifiant du paiement des droits dans le premier port d'arrivée.

3° Les vapeurs faisant le service de courriers, et destinés au transport des passagers et équipages, toutes les fois qu'ils ne font aucune opération de commerce ;

4° Les navires entrés avec chargement dans un port, volontairement ou en relâche forcée, et en sortant sans avoir fait aucune opération de commerce.

Les navires visés dans les deux paragraphes précédents sont tenus, dans les trente-six heures suivant leur admission à la libre pratique, de fournir à la douane caution suffisante de ne faire aucune opération commerciale.



En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opérations commerciales : le débarquement et le rembarquement des marchandises pour cause de radoub ou de désinfection en cas de quarantaine; le transbordement pour cause d'innavigabilité; les dépenses faites pour prendre des vivres, et la vente des marchandises avariées, avec autorisation préalable de la douane.

Art. 19. — Les navires de chacun des Pays contractants pourront importer sur le territoire de l'autre des marchandises et produits de toute origine ou provenance, dont l'importation est permise actuellement ou à l'avenir aux bâtiments de la nation la plus favorisée, aux mêmes conditions et formalités. La même règle sera applicable à l'exportation et à la réexportation desdits produits, quel que soit le lieu de destination.

Les produits de tout genre, originaires d'une tierce nation, transportés de l'un des deux Etats à l'autre, sont réciproquement exempts de droits de transit; dans tous les cas, le droit de transit, s'il y a lieu, ne sera perçu que sur les produits similaires d'une tierce nation acquittant ces droits, et aux mêmes conditions.

La présente stipulation ne pourra être invoquée contre la législation de chacune des Hautes Parties contractantes, en tout ce qui concerne les produits dont le transit viendrait à être prohibé, ni contre le droit de soumettre à une autorisation spéciale le transit des armes et munitions de guerre.

Art. 20. — Tout citoyen de l'une des Hautes Parties contractantes forcé par les gros temps ou tout autre motif à chercher un refuge avec son bâtiment sur un des points de la côte de l'autre, devra être accueilli avec humanité, recevoir l'aide nécessaire au sauvetage de son navire et de sa cargaison, et être mis en état de se rendre au port le plus voisin, sous réserve, toutefois, du droit du sauveteur, de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir la contrebande.

Tout bâtiment de l'une des Parties contractantes pourra, sur le territoire de l'autre, compléter son équipage et engager les matelots indispensables à la continuation de son voyage.

En cas de naufrage, d'échouage ou d'avarie, survenu à un bâtiment de l'une des Parties contractantes dans les eaux territoriales de l'autre, on lui accordera la même aide et protection qu'à un bâtiment national, dans des circonstances analogues.

La présente clause est applicable aux navires de guerre.

Les autorités locales sont tenues de donner aide et protection aux personnes et produits sauvés, en prenant les mesures nécessaires pour prévenir la contrebande, mais sans exiger aucun droit, sauf pour les marchandises destinées à la consommation intérieure.

Art. 21. — Il est convenu entre les deux Hautes Parties contractantes que la limite de juridiction dans les eaux territoriales s'étend à 20 kilomètres à compter de la laisse de basse mer; cette clause n'est applicable qu'à l'exercice du droit de police, à l'exécution des ordonnances des douanes, des mesures tendant à prévenir la contrebande, et à tout ce qui concerne la sécurité du Pays; elle ne pourra jamais être invoquée dans toutes les autres questions de droit international maritime.

Art. 22. — En cas de guerre entre l'une des Parties contractantes et une tierce Puissance, l'autre Partie conservera toute sa liberté d'action pour

venir en aide à un des belligérants ou observer les règles des neutres ; elle aura le droit, sans sortir de la neutralité, de surveiller ses frontières avec les forces militaires suffisantes pour garantir l'ordre public et les intérêts menacés par les hostilités.

De même, afin de prévenir la contrebande par mer entre les côtes et ports des Parties contractantes, particulièrement à des époques de trouble, et pour accorder à ses nationaux la protection nécessitée par l'état de guerre, chacune d'elles aura le droit, avec l'autorisation de l'autre d'envoyer des navires de guerre dans les eaux territoriales de l'autre Partie. Cette autorisation sera réglée par les principes du droit des gens. Ces bâtiments pourroient entrer et séjourner dans les ports, rades, baies, rivières, anses, îles et caps, procéder au radoub, faire des vivres et se mettre en état de continuer leur route ; en un mot, ils jouiront, au sens le plus large, du droit d'asile et de refuge reconnu en des cas semblables par le droit des gens. Ils devront toutefois se conformer aux lois et règlements locaux.

En ce qui concerne le droit international maritime spécial, les Hautes Parties contractantes s'engagent à observer les stipulations 2, 3 et 4 de la déclaration du congrès de Paris du 16 avril 1856, sous réserve, pour une des deux Parties en guerre avec une tierce puissance, de respecter la marchandise de l'ennemi naviguant sous pavillon neutre, mais seulement dans le cas où cette puissance aurait adopté le même principe de droit international vis-à-vis de l'autre.

Toutes les fois qu'un navire de guerre de l'une des Parties contractantes en guerre avec une tierce puissance rencontrera un bâtiment marchand de l'autre, le bâtiment de guerre restera à la plus grande distance possible compatible avec la facilité de procéder à la visite, en tenant compte de l'état du vent, de la mer et du degré de confiance à accorder au bâtiment à visiter ; on détachera un canot monté par deux ou plusieurs officiers, pour vérifier les papiers de bord et les pièces relatives au chargement, le tout sans extorsions ni violences, dont serait rendu responsable le commandant du navire de guerre. Ces pièces feront foi en ce qui concerne la nationalité du navire et la destination de la cargaison, à moins que la fraude ne soit évidente, ou qu'il n'y ait des raisons suffisantes de la supposer. Les bâtiments de guerre sont exempts de cette visite.

Les navires de guerre de chacune des Hautes Parties contractantes sont exempts du contrôle et de la juridiction de l'autre, même s'ils se trouvent dans ses eaux territoriales ; mais ils doivent se conformer aux ordonnances locales des ports, aux lois fiscales et aux mesures de police sanitaire.

**Art. 23.** — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à accorder à leurs envoyés, ministres et agents diplomatiques et consulaires en général les faveurs, privilèges et immunités accordés actuellement ou à l'avenir à ceux de la nation la plus favorisée.

Afin de prévenir tout désaccord pouvant altérer les relations amicales entre les deux Pays, toutes les fois qu'il s'agira de réclamations ou de plaintes en matière civile, criminelle ou administrative, on ne fera point intervenir les agents diplomatiques, sauf dans les cas ci-après : déni de justice manifeste, ou retard extraordinaire ou illégal ; inexécution d'un jugement définitif, après avoir épuisé tous les recours légaux ; violation manifeste des traités en vigueur ou des règles du droit international, public

ou privé, reconnues par toutes les nations civilisées, qu'il est impossible de soumettre à un tribunal du Pays sans risque de causer un préjudice irréparable.

Tout Mexicain dans le Salvador, et tout Salvadorien au Mexique, compromis dans des questions intérieures ou des guerres civiles, sera traité, jugé et condamné ou acquitté, en la même forme que les nationaux dans des cas analogues, sans que l'intervention diplomatique puisse en faire une question internationale, sauf dans les cas prévus au paragraphe précédent; bien entendu, ils jouiront de tous les recours légaux accordés aux nationaux.

La présente clause doit être étendue sans préjudice des dispositions du paragraphe 3 de l'article 2 du présent traité.

En aucun cas, le Gouvernement mexicain vis-à-vis du Gouvernement salvadorien, et le Gouvernement salvadorien vis-à-vis du Gouvernement mexicain, ne seront responsables des dommages soufferts par leurs concitoyens sur le territoire de l'autre, par suite d'insurrection ou de guerre civile, ou de la part des tribus ou hordes sauvages qui se seraient soustraites à l'obéissance du Gouvernement. Est excepté le cas où il y aurait eu négligence de la part des autorités constituées ou de leurs agents.

Art. 24. — Les stipulations du présent traité ne sont pas applicables à l'industrie de la pêche dans ses différentes branches et applications : l'exercice de la pêche continuera à être régi par les lois de chacun des Pays contractants.

Art. 25. — En cas de violation d'un ou de plusieurs articles du présent traité, les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas user de représailles. La question litigieuse sera résolue conformément aux stipulations de l'article 1 du présent traité.

En cas de violation de la part des citoyens de l'une des Hautes Parties contractantes, le coupable sera personnellement responsable et jugé conformément aux lois du Pays, sans que ce fait puisse altérer l'amitié et l'harmonie régnant entre les deux Etats contractants.

Art. 26. — Le présent traité sera ratifié par chacune des Hautes Parties contractantes, conformément à la constitution, et les ratifications seront échangées dans le plus bref délai possible à Mexico.

Le présent traité demeurera en vigueur pendant cinq années à dater du jour de l'échange des ratifications, et continuera à sortir tous ses effets pendant six mois après que l'une des Parties l'aura dénoncé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

(*L. S.*) *Signé* : Roberto NUNEZ. (*L. S.*) *Signé* : Eduardo POIRIER.

#### Protocole additionnel.

Les soussignés, Plénipotentiaires respectifs des Etats-Unis du Mexique et du Salvador, au moment de signer le traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu à la date de ce jour, sont convenus de ce qui suit :

Il est entendu que l'expression « la nation la plus favorisée » n'est pas applicable aux républiques de l'Amérique centrale, formant une seule nationalité, et qui ne doivent jamais être prises comme termes de comparaison toutes les fois qu'il s'agit de privilèges commerciaux, industriels



ou autres accordés actuellement ou à l'avenir auxdits Pays par le Salvador.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Mexico le 24 avril 1893.

(*L. S.*) Signé : Roberto NUNEZ. (*L. S.*) Signé : Eduardo POIRIER.

Le présent traité et le protocole ont été approuvés par le Sénat mexicain le 19 mai 1893, par l'Assemblée nationale du Salvador le 16 juin 1893; les ratifications ont été échangées le 16 novembre 1893.

Fait à Mexico le 17 novembre 1893.

## ANGLETERRE, SERBIE

### Convention de commerce.

28 juin/10 juillet 1893 (1).

Sa Majesté le roi de Serbie, et Sa Majesté la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, impératrice des Indes, également animées du désir de consolider les liens d'amitié et de développer les rapports commerciaux entre les deux Etats, ont résolu de conclure à cet effet un traité, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le roi de Serbie, Son Excellence Monsieur Andra Nikolitch, son Ministre des Affaires étrangères ;

Sa Majesté la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, impératrice des Indes, Monsieur Edmund Douglas Veitch Fane, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le roi de Serbie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les pays des Hautes Parties contractantes.

Les sujets, les navires et les marchandises, produits du sol et de l'industrie de chacune des Hautes Parties contractantes, jouiront dans les territoires de l'autre de tous les droits, privilèges, immunités ou avantages dont jouissent actuellement ou jouiront à l'avenir, dans ces territoires, les sujets, les navires et les marchandises, produits du sol et de l'industrie de la nation la plus favorisée.

Art. 2. — Tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Serbie, qui seront importés dans la Grande-Bretagne et l'Irlande, et tous les objets, produits du sol ou de l'industrie de la Grande-Bretagne et d'Irlande, qui seront importés en Serbie, destinés soit à la consommation, soit au magasinage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis, pendant la durée de ce traité, au même traitement et nommément ne seront passibles de droits ni plus élevés ni autres que les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

A l'exportation pour la Grande-Bretagne et l'Irlande, il ne sera perçu en Serbie, et à l'exportation pour la Serbie, il ne sera perçu dans la Grande-

(1) Ratifiée le 4/16 octobre 1893.

Bretagne et l'Irlande des droits de sortie autres ni plus élevés qu'à l'exportation des mêmes objets pour le pays le plus favorisé à cet égard.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage donc à faire profiter l'autre immédiatement et sans condition de toute faveur, de tout privilège ou abaissement de droits qu'elle a déjà accordés ou pourrait accorder par la suite, sous les rapports susmentionnés, à une tierce Puissance.

Les marchandises de toute nature provenant du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes ou y allant seront exemptes, dans les territoires de l'autre, de tous droits de transit. Le traitement de la nation la plus favorisée est réciproquement garanti à chacune des Hautes Parties contractantes pour tout ce qui concerne le transit.

Il est entendu que les dispositions du présent article ne s'appliquent point aux facilités et privilèges spéciaux qui ont été ou qui pourront être accordés par la Serbie aux États voisins, par rapport au trafic local entre leurs districts frontières limitrophes.

Art. 3. — Il est convenu que, en ce qui regarde les frais de transport et toute autre facilité, les marchandises britanniques transportées sur les chemins de fer serbes et les marchandises serbes transportées sur les chemins de fer britanniques seront traitées exactement de la même manière que les marchandises de toute autre nation la plus favorisée sous ledit rapport.

Art. 4. — Les ressortissants de chacune des deux Hautes Parties contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre, de tout service militaire et de toutes réquisitions extraordinaires qui seraient établies par suite de circonstances exceptionnelles.

Sont toutefois exceptées les charges qui sont attachées à la possession d'un bien-fonds, ainsi que les prestations et réquisitions militaires auxquelles les nationaux peuvent être appelés à se soumettre, comme propriétaires, fermiers ou locataires d'immeubles.

Art. 5. — Les sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes jouiront, dans les États de l'autre, de la même protection, et seront assujettis aux mêmes obligations que les nationaux ou les sujets de la nation la plus favorisée, pour tout ce qui concerne la propriété soit des marques de fabrique et de commerce, des noms commerciaux ou d'autres marques particulières indiquant l'origine ou la qualité des marchandises, soit des modèles et dessins industriels.

Art. 6. — Le présent traité s'appliquera, en tant que les lois le permettent, à toutes les colonies et possessions étrangères de Sa Majesté Britannique, à l'exception de celles ci-après dénommées, à savoir :

Les Indes ; le Canada ; Terre-Neuve ; la Nouvelle-Galles du Sud ; Victoria ; l'Australie Occidentale ; l'Australie du Sud ; Queensland ; la Tasmanie ; la Nouvelle-Zélande ; le Cap ; Natal.

Le présent traité deviendra applicable à l'une des colonies ou des possessions étrangères susmentionnées si, en leur nom, notification à cet égard est faite par le Représentant de Sa Majesté Britannique à Belgrade au Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté le roi de Serbie, dans l'intervalle de deux ans à partir de la signature du présent traité.

Art. 7. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Belgrade, aussitôt après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois constitutionnelles des États contractants.

Il sera exécutoire à partir du jour de l'échange des ratifications jus-

qu'au 19/31 décembre 1903. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié, douze mois avant la fin de ladite période, son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Belgrade, en double original, le 28 juin/10 juillet 1893.

And. NIKOLITCH.

Edmund D. V. FANE.

## ESPAGNE, PAYS-BAS

### Déclaration réglant les relations commerciales des deux pays.

12 juillet 1892 (1).

En attendant la conclusion d'une convention de commerce et de navigation entre les Pays-Bas et l'Espagne, établie sur des bases plus amples, le Gouvernement de Sa Majesté la reine des Pays-Bas et le Gouvernement de Sa Majesté le roi d'Espagne sont convenus de la déclaration suivante :

1° Les articles originaires des Pays-Bas et de leurs colonies, mentionnés dans le tarif ci-joint (annexe I), payeront en Espagne et dans les îles adjacentes, lorsqu'ils seront importés directement, les droits qui s'y trouvent inscrits ;

2° Les articles insérés dans les tableaux ci-joints (annexes I et II) n'y seront pas assujettis à des droits autres ni plus élevés, lorsqu'ils seront importés directement, que ceux afférents aux articles similaires d'origine ou de manufacture d'une autre nation ;

3° Les articles originaires des Pays-Bas et de leurs colonies, non compris dans les annexes I et II de cette Déclaration, seront assujettis dans la Péninsule et les îles adjacentes, lorsqu'ils seront importés directement, au tarif minimum (2<sup>e</sup> colonne) du tarif général du 31 décembre 1891 ;

4° Les articles originaires des Pays-Bas et de leurs colonies, importés directement, payeront dans les îles de Cuba et Porto-Rico, et pendant la durée de la présente convention, les droits de la deuxième colonne du tarif des douanes spécial desdites provinces du 29 avril 1892, aussi longtemps que ce tarif restera en vigueur ;

5° L'importation sous connaissement direct (*through bill of lading*) est assimilée à l'importation directe ;

6° Les articles originaires de l'Espagne et des îles adjacentes, et ceux des îles de Cuba et Porto-Rico ne seront pas soumis, à leur importation dans les Pays-Bas, à d'autres droits que ceux des autres nations ;

7° Cette déclaration sera soumise, dans le plus bref délai possible, à l'approbation de la législature des deux pays ; en cas de dénonciation par l'un des deux Gouvernements, elle cessera ses effets un an après la date de cet acte.

(1) La déclaration a été ratifiée le 8 décembre 1893 et mise en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1894. — En vertu du *modus vivendi* arrêté le 30 décembre 1893, les produits français jouissent à l'entrée en Espagne du tarif conventionnel ci-annexé.



En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés, ont signé la présente Déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Madrid, le 12 juillet mil huit cent quatre-vingt-douze.

(L. S.) Signé : Le duc DE TETUAN.  
(L. S.) Signé : GERICKE.

ANNEXE I.

Tarifs des droits d'entrée en Espagne.

NUMÉROS du TARIF ESPAGNOL.	DÉSIGNATION DES MARCHANDISES	DROITS D'ENTRÉE	
		DROITS.	
		Pes.	c.
335	Fromage (kilogr.) . . . . .	0	25
289	Beurre (100 kilogr.) . . . . .	40	»
Ex. 224	Genièvre jusqu'à 22° Cartier (hectolitre) . .	160	»
Ex. 321	Rhum (Hectolitre) . . . . .	160	»
Ex. 322	Bière (hectolitre) . . . . .	12	50
Ex. 86	Capsules métalliques pour bouteilles (100 k.)	15	»
81	Étain en lingots (100 kilogr.) . . . . .	11	»
Ex. 86	Étain en feuilles (100 kilogr.) . . . . .	22	»
144	Sulfate d'ammoniaque (100 kilogr.) . . . . .	0	25
96	Indigo (100 kilogr.) . . . . .	15	»
Ex. 328	Oignons (bulbes) à fleurs . . . . .	Exempts.	

ANNEXE II.

Tableau des articles d'origine hollandaise qui ne pourront pas être assujettis en Espagne à des droits d'entrée autres ni plus élevés que les produits similaires d'origine ou de manufacture d'un autre pays.

NUMÉROS du TARIF ESPAGNOL.	
Ex. 308.	Beurre de cacao.
Ex. 308.	Cacao en poudre.
Ex. 310.	Chicorée.
320, 321.	Eaux-de-vie et liqueurs.
11 à 15.	Verreries.
238.	Peaux et cuirs non tannés.
263 à 268.	Machines.
Ex. 89.	Huiles végétales (de lin).
121.	Amidon.
197 à 200.	Carton ordinaire et papier.
205 à 213.	
Ex. 177.	Flanelle à chaîne de coton.
Ex. 160.	Sacs en jute.
Ex. 126.	Paraffine, stéarine, cire et spermaceti ouvrés.
241.	Courroies en cuir pour machines.
Ex. 203.	Imprimés coloriés (estampes, dessins, cartes coloriées).
122.	Fécules pour usage industriel et dextrine, y compris la fécule de pommes de terre.

- Ex. 234. Vaches à lait.
- 333 à 237. Bétail.
- Ex. 93. Ecorce de quinquina de Java.
- Ex. 306. Sucre.
- Ex. 352. Gomme élastique de Java.
- Ex. 93. Gomme dammar.
- Ex. 93. Gomme copal.
- Ex. 93. Gomme benzoïque.
- 312. Cassia vera.
- 314 et 315. Noix muscades.
- 317. Thé.
- 28. Fonte en objets ordinaires.
- 29. Fonte en objets fins.

## AUTRICHE-HONGRIE. — CORÉE

### Traité de Commerce et de Navigation

23 juin 1892 (1)

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Sa Majesté le Roi de Corée, animés du désir d'établir entre l'Autriche-Hongrie et la Corée des relations d'amitié et de commerce, ont résolu de conclure un Traité, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :  
S. M. l'Empereur d'Autriche :

Le baron Roger de Biegeleben, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à la Cour de Chine,  
Et S. M. le Roi de Corée :

Chai Kinng, son chargé d'affaires à la Cour du Japon,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier. — Il y aura paix et amitié perpétuelles entre Sa Majesté l'Empereur d'Autriche-Hongrie, d'une part, et Sa Majesté le Roi de Corée, d'autre part, ainsi qu'entre les ressortissants des deux Etats, sans exception de personnes ni de lieux. Les Autrichiens et les Coréens jouiront, dans les territoires relevant respectivement des Hautes Parties contractantes, d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Art. 2, § 1. — Chacune des Hautes Parties contractantes pourra nommer un représentant diplomatique qui aura la faculté de résider d'une façon permanente ou temporaire dans la capitale de l'autre, et aussi désigner un consul général, des consuls ou vice-consuls qui résideront dans les villes ou ports de l'autre Etat ouverts au commerce étranger.

Les agents diplomatiques et consulaires des deux Etats jouiront, dans le pays de leur résidence, de tous les avantages et immunités dont jouissent les agents diplomatiques et consulaires des autres Etats.

§ 2. Les agents diplomatiques et consulaires, ainsi que les personnes attachées à leurs missions, pourront voyager librement sur tout le terri-

(1) Ratifié le 6 octobre 1892.

toire du pays de leur résidence. Les autorités coréennes fourniront aux agents autrichiens voyageant en Corée des passeports et une escorte suffisante pour les protéger en cas de nécessité.

§ 3. Les agents consulaires des deux pays exerceront leurs fonctions après avoir été dûment autorisés par le souverain ou le Gouvernement du pays de leur résidence. Il leur sera inierdit de se livrer au commerce.

§ 4. En outre, les Parties contractantes auront le droit de confier les intérêts de leurs nationaux au consul d'une tierce Puissance.

Art. 3, § 1. — En ce qui concerne leurs personnes et leurs biens, les Autrichiens, en Corée, relèveront exclusivement de la juridiction autrichienne. Les procès qu'un Autrichien ou un étranger intenterait en Corée contre un Autrichien seront jugés par l'autorité consulaire autrichienne, sans que l'autorité coréenne puisse aucunement intervenir.

§ 2. Tout Autrichien mis en cause par les autorités coréennes ou par un sujet coréen sera de même, en Corée, jugé par l'autorité consulaire autrichienne.

§ 3. Tout Coréen mis en cause par les autorités autrichiennes ou par un Autrichien sera jugé par l'autorité coréenne.

§ 4. Les Autrichiens qui commettraient en Corée des délits ou des crimes seront punis par l'autorité autrichienne compétente et conformément à la loi autrichienne.

§ 5. Les crimes ou délits dont un Coréen se rendrait coupable en Corée au préjudice d'un Autrichien seront jugés et punis par les autorités coréennes et conformément à la loi coréenne.

§ 6. Toute plainte dirigée contre un Autrichien et susceptible d'entraîner une peine pécuniaire ou la confiscation, pour violation, soit du présent traité, soit des règlements y annexés ou des règlements futurs à intervenir, devra être portée devant l'autorité consulaire autrichienne; les amendes et confiscations prononcées demeureront au profit du Gouvernement coréen.

§ 7. Les marchandises autrichiennes saisies par les autorités coréennes dans un port ouvert seront mises sous scellés conjointement par les autorités des deux pays. Les autorités coréennes en auront la garde, jusqu'à ce que l'autorité consulaire autrichienne ait rendu sa décision. Si cette décision est en faveur du propriétaire des marchandises, celles-ci seront immédiatement mises à la disposition du consul. En tout état de cause, le propriétaire pourra toujours entrer en possession de ses marchandises, à la condition d'en déposer la valeur entre les mains des autorités coréennes en attendant la décision de l'autorité consulaire autrichienne.

§ 8. Dans toutes les causes, soit civiles, soit pénales, portées devant un tribunal coréen ou devant un tribunal consulaire autrichien en Corée, un fonctionnaire appartenant à la nationalité du demandeur ou plaignant et dûment autorisé à cet effet pourra toujours assister à l'audience et sera traité avec les égards convenables. Il pourra, quand il le jugera nécessaire, citer, interroger contradictoirement les témoins et protester contre la procédure ou la sentence.

§ 9. Si un Coréen, prévenu d'une infraction aux lois de son pays, se réfugie dans une maison occupée par un Autrichien ou à bord d'un navire



de commerce autrichien, les autorités coréennes s'adresseront au consul d'Autriche. Celui-ci prendra les mesures nécessaires pour le faire arrêter et pour le remettre entre les mains des autorités coréennes à qui il appartient de le juger. Aucun fonctionnaire ni agent coréen ne pourra, sans la permission du consul d'Autriche, pénétrer dans les magasins ou la demeure d'un Autrichien à moins que le résident autrichien ou le commandant du navire n'y donne son consentement.

§ 10. Les autorités coréennes arrêteront et remettront à l'autorité consulaire autrichienne compétente, sur sa requête, tout Autrichien prévenu de crime ou de délit et tout déserteur d'un navire autrichien de guerre ou de commerce.

§ 11. Le droit de juridiction reconnu aux consuls autrichiens sur leurs nationaux en Corée sera abandonné quand, dans l'opinion du Gouvernement autrichien, les lois et la procédure coréennes auront été modifiées et réformées de telle sorte qu'il n'y ait plus d'objections à placer les Autrichiens sous la juridiction territoriale, et quand la magistrature coréenne présentera, au point de vue de l'indépendance et des connaissances juridiques, les mêmes garanties que les magistrats autrichiens.

Art. 4, § 1. — Les ports de Tchemoulpo (In-Tchyen), de Wonsan et de Pousan ou, dans le cas où ce dernier port ne serait pas agréé, tel autre port voisin qui serait choisi, ainsi que les villes de Hanyang (Séoul) et de Yang-houa-tjin ou telle autre ville voisine qui serait jugée plus convenable, seront, du jour de la mise en vigueur du présent traité, ouverts au commerce autrichien.

Dans le cas où toutes les puissances qui ont déjà conclu des traités avec la Corée ou qui viendraient à en conclure ultérieurement consentiraient à renoncer au droit conféré par ces traités à leurs nationaux d'ouvrir des établissements de commerce dans la ville de Séoul, ce droit ne serait pas réclaté en faveur des commerçants autrichiens.

§ 2. Dans les localités susnommées, les Autrichiens auront le droit de louer ou d'acheter des terrains et des maisons, d'élever des constructions et d'établir des magasins et des manufactures. Ils auront la liberté de pratiquer leur religion. Tous les arrangements relatifs au choix, à la délimitation, à l'aménagement des concessions étrangères, ainsi qu'à la vente des terrains dans les différents ports ou villes ouverts au commerce étranger, seront concertés entre les autorités coréennes et les autorités étrangères compétentes.

§ 3. Les emplacements affectés aux concessions seront achetés aux propriétaires et aménagés pour leur nouvelle destination par les soins du Gouvernement coréen; le remboursement des frais d'expropriation et d'aménagement sera prélevé, par privilège, sur le produit de la vente des terrains. Une redevance annuelle, dont le montant sera fixé, d'un commun accord, par l'administration coréenne et les autorités étrangères, sera payée à l'autorité locale qui en retiendra une part à titre de compensation pour la taxe foncière; le reste de cette redevance ainsi que le reliquat provenant de la vente des terrains constitueront un fonds municipal administré par un conseil dont la constitution sera ultérieurement réglée par une entente entre les autorités coréennes et les autorités étrangères.

§ 4. Les Autrichiens pourront louer ou acheter des terrains et des maisons au delà des limites des concessions étrangères et dans une zone de

dix lis de Corée autour de ces limites. Mais les terrains ainsi occupés seront soumis aux règlements locaux et aux taxes foncières, dans les conditions que les autorités coréennes croiront devoir fixer.

§ 5. Dans chacune des localités ouvertes au commerce, les autorités coréennes affecteront gratuitement à la sépulture des Autrichiens un terrain convenable sur lequel aucune redevance, taxe ni impôt ne sera établi, et dont l'administration sera confiée au conseil municipal susmentionné.

§ 6. Les Autrichiens pourront circuler librement dans une zone de cent lis autour des ports et des villes ouverts au commerce ou dans telles limites que les autorités compétentes des deux pays auront déterminées d'un commun accord.

Les Autrichiens pourront également, à la seule condition d'être munis de passeports, se rendre dans toutes les parties du territoire coréen et y voyager sans pouvoir, toutefois, ouvrir des magasins ni créer des établissements commerciaux permanents dans l'intérieur. Les commerçants autrichiens pourront y transporter et vendre des marchandises de toute espèce, sauf les livres et publications interdits par le Gouvernement coréen, et acheter les produits indigènes.

Les passeports seront délivrés par les consuls et revêtus de la signature ou du sceau de l'autorité locale. Ils devront être produits à toute réquisition. Si le passeport est en règle, le porteur pourra circuler librement, et il lui sera loisible de se procurer les moyens de transport nécessaires. L'Autrichien qui voyagerait sans passeport au delà des limites susmentionnées ou qui, dans l'intérieur, commettrait quelque délit ou crime, sera arrêté et remis au plus prochain consul d'Autriche pour être puni. Une amende de 100 piastres mexicaines au maximum, avec ou sans emprisonnement d'un mois au plus, pourra être prononcée contre toute personne voyageant sans passeport au delà des limites fixées.

§ 7. Les Autrichiens en Corée seront soumis aux règlements municipaux, de police ou autres qui seront établis, de concert, par les autorités compétentes des deux pays, dans l'intérêt du bon ordre et de la paix publique.

Art. 5, § 1. — Dans toute localité ouverte au commerce étranger, les Autrichiens pourront, après acquittement des droits inscrits au tarif ci-annexé, importer d'un port étranger ou d'un port coréen ouvert, vendre ou acheter, quelle que soit la nationalité de l'acheteur ou du vendeur, exporter à destination d'un port étranger ou d'un port coréen ouvert, toutes espèces de marchandises non prohibées par le présent traité. Ils auront pleine liberté de faire, sans l'intervention de l'autorité coréenne ni d'autres intermédiaires, tous actes de commerce avec les sujets coréens ou autres; ils pourront également, et en toute liberté, se livrer à l'industrie.

§ 2. Les propriétaires ou consignataires de toute marchandise importée d'un port étranger, et pour laquelle le droit du tarif visé ci-dessus aura été acquitté, pourront obtenir un certificat de drawback pour le montant du droit d'importation, si toutefois la marchandise est réexportée vers un port étranger dans un délai de treize mois coréens à dater de l'importation et pourvu que les enveloppes en soient reconnues intactes. Ces drawbacks seront remboursés sur demande par la douane coréenne ou reçus à l'acquit des droits dans tout port coréen ouvert.

§ 3. Les droits acquittés sur des marchandises coréennes expédiées de port ouvert à port ouvert de Corée seront restitués au port d'expédition, si l'intéressé produit un certificat des douanes attestant l'arrivée des marchandises au port de destination ou s'il peut être dûment prouvé qu'elles ont péri par fortune de mer.

§ 4. Toutes les marchandises importées par des Autrichiens en Corée, et pour lesquelles les droits inscrits au tarif ci-annexé auront été acquittés, pourront être réexpédiées dans tout autre port coréen ouvert en franchise de droits et, si elles sont transportées dans l'intérieur, elles ne seront, sur quelque point du pays que ce soit, soumises à aucune taxe additionnelle ni à aucun droit d'accise ou de transit. De la même manière, le transport vers les ports ouverts de tous les produits coréens destinés à l'exportation se fera en pleine franchise, et ces produits ne seront, soit au lieu de production, soit durant le trajet d'un point quelconque du pays vers un port ouvert, soumis au paiement d'aucune taxe ni d'aucun droit d'accise ou de transit.

§ 5. Le Gouvernement coréen pourra affréter des navires autrichiens pour le transport des marchandises ou des voyageurs vers les ports coréens non ouverts; les sujets coréens jouiront de la même faculté, après autorisation des autorités locales.

§ 6. Lorsque le Gouvernement coréen aura lieu de craindre une disette dans le royaume, S. M. le roi de Corée pourra, par décret, interdire temporairement l'exportation des grains pour l'étranger par un ou par tous les ports coréens ouverts; cette prohibition deviendra obligatoire pour les Autrichiens en Corée, un mois après la date de la communication officielle faite par l'autorité coréenne au consul d'Autriche du port intéressé; mais elle ne restera en vigueur que le temps strictement nécessaire.

§ 7. Tout navire de commerce autrichien payera des droits de tonnage à raison de trente cents mexicains par tonneau de registre. Cette somme une fois payée, il sera permis au navire de se rendre dans tout port coréen ouvert durant une période de quatre mois, sans acquitter d'autre taxe. Le produit des droits de tonnage sera affecté à la construction de phares, de balises et de bouées, à l'éclairage et au balisage des côtes de Corée, principalement aux approches des ports ouverts, à l'aménagement et à l'amélioration des mouillages.

Aucun droit de tonnage ne sera perçu sur les bateaux employés, dans les ports ouverts, au chargement ou au déchargement des cargaisons.

§ 8. Pour assurer l'exécution pleine et entière du présent traité, il est convenu que le tarif et les règlements commerciaux, ci-après insérés, entreront en vigueur en même temps que le traité lui-même. Les autorités compétentes des deux pays pourront, quand elles le jugeront opportun, reviser ces règlements en vue d'y introduire, d'un commun accord, telles modifications ou additions, dont l'expérience démontrerait l'utilité.

Art. 6. -- Tout Autrichien qui introduirait ou tenterait d'introduire en fraude des marchandises dans un port ou dans une localité non ouverts au commerce étranger en Corée, encourra, outre la confiscation, une amende égale au double de la valeur des marchandises. Les autorités coréennes pourront arrêter tout Autrichien prévenu de contrebande ou de tentative de ce délit, à charge de le remettre sans retard entre les mains du consul



d'Autriche compétent pour le juger. Elles pourront également saisir les marchandises et les conserver jusqu'au jugement définitif de l'affaire.

Art. 7, § 1. — Si un navire autrichien fait naufrage ou s'échoue sur les côtes de Corée, les autorités locales prendront immédiatement les mesures nécessaires pour défendre contre le pillage le navire et la cargaison, pour protéger contre tout mauvais traitement l'équipage et les passagers et pour leur prêter aide et assistance. Elles donneront aussitôt avis du naufrage au consul d'Autriche le plus voisin et fourniront, le cas échéant, aux naufragés le moyen de gagner le port ouvert le plus proche.

§ 2. Toutes les dépenses faites par le Gouvernement coréen pour porter secours à des Autrichiens naufragés, pour leur fournir des vêtements, des vivres, des soins médicaux et les moyens de transport, pour recueillir les corps des décédés et procéder à leurs funérailles, seront remboursées par le Gouvernement autrichien.

§ 3. Le Gouvernement autrichien ne sera pas garant du remboursement des dépenses faites pour le sauvetage et la conservation des navires naufragés ou de leur cargaison. Ce remboursement reste garanti par la valeur des objets sauvés et devra être effectué par les parties intéressées, lors de la remise desdits objets.

§ 4. Le Gouvernement coréen ne réclamera aucun remboursement ni pour les dépenses de ses agents, fonctionnaires locaux ou employés de police qui auront procédé au sauvetage, ni pour les frais des agents chargés d'escorter les naufragés, ni pour les frais de correspondance officielles. Ces dépenses resteront à la charge du Gouvernement coréen.

§ 5. Tout navire marchand autrichien que le mauvais temps, le manque de vivres ou de combustible obligerait à relâcher dans un port de Corée non ouvert, pourra y faire des réparations et s'y procurer les provisions nécessaires. Les dépenses seront payées par le capitaine du navire.

Art. 8, § 1. — Les navires de guerre de chacune des Hautes Parties contractantes auront libre accès dans les ports de l'autre. Toutes facilités leur seront données pour se procurer des approvisionnements de toute sorte ou faire des réparations. Les règlements de commerce ou de port ne leur seront pas applicables et ils seront exempts de droits ou taxes de port de toute espèce.

§ 2. Quand des navires de guerre autrichiens entreront dans un port de Corée non ouvert, les officiers de l'équipage pourront descendre à terre, mais il leur sera interdit de se rendre dans l'intérieur, à moins qu'ils ne soient munis de passeports.

§ 3. Des approvisionnements de toute nature à l'usage de la marine militaire autrichienne pourront, en franchise de tous droits, être débarqués dans les ports ouverts de Corée et consignés à la garde d'un agent autrichien. Si ces approvisionnements sont vendus, l'acheteur payera aux autorités coréennes les droits ordinaires.

§ 4. Le Gouvernement coréen assistera de tout son pouvoir les navires appartenant au Gouvernement autrichien qui procéderaient dans les eaux coréennes à des opérations de relèvements ou de sondages.

Art. 9, § 1. — Les autorités autrichiennes et les Autrichiens en Corée pourront engager des sujets coréens à titre de lettré, d'interprète, de serviteur ou à tout autre titre licite, sans que les autorités coréennes puissent y mettre obstacle. Réciproquement, des Autrichiens pourront être engagés,

dans les mêmes conditions, au service du Gouvernement ou des sujets coréens.

§ 2. Les Autrichiens qui se rendraient en Corée pour y étudier ou y professer la langue écrite ou parlée, les sciences, les lois ou arts, devront, en témoignage des sentiments de bonne amitié dont sont animées les Hautes Parties contractantes, recevoir toujours aide et assistance. Les Coréens qui se rendront en Autriche y jouiront des mêmes avantages,

Art. 10. — A dater du jour de l'entrée en vigueur du présent traité, le Gouvernement autrichien, ses agents et ses ressortissants jouiront de tous les privilèges, immunités et avantages que Sa Majesté le Roi de Corée a concédés ou concéderait ultérieurement au Gouvernement, aux agents ou aux ressortissants de toute autre puissance.

Art. 11. — Dix ans après l'entrée en vigueur du présent traité, chacune des Hautes Parties contractantes pourra, à charge de prévenir l'autre Partie un an à l'avance, demander une révision du traité et des tarifs y annexés, en vue d'y introduire, d'un commun accord, telles modifications dont l'expérience aurait démontré l'utilité.

Dans le cas où les Gouvernements ayant un traité avec la Corée reviseraient les traités en général, le Gouvernement autrichien donnera son consentement sans se prévaloir de la date d'expiration du présent traité.

Art. 12. — Toutes les communications officielles adressées aux autorités coréennes par les autorités autrichiennes seront provisoirement accompagnées d'une traduction en langue chinoise.

Art. 13. — Le présent traité sera ratifié par Sa Majesté l'Empereur d'Autriche-Hongrie et par Sa Majesté le Roi de Corée et revêtu de leurs signatures et de leurs sceaux respectifs ; les ratifications seront échangées à Séoul dans le délai d'un an, ou plus tôt, si faire se peut. Il sera promulgué par les soins des deux Gouvernements et entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Tokio, en trois expéditions, le vingt-trois juin mil huit cent quatre-vingt-douze, correspondant au vingt-neuvième jour du cinquième mois de la cinq cent unième année de l'ère coréenne ou de la dix-huitième année du règne chinois Kouang-Sing.

(L. S.) *Signé* : BIEGELEBEN.

(L. S.) *Signé* : KWON CHAI KINNG.

## Règlement applicable au commerce Austro-Hongrois en Corée.

### I. — *Entrée et sortie des navires.*

1<sup>o</sup> Dans les quarante-huit heures (dimanches et jours de fête non comptés) qui suivront l'arrivée d'un bâtiment autrichien dans un port coréen, le capitaine devra remettre aux autorités douanières coréennes un récépissé du consul d'Autriche attestant que les papiers de bord ont été déposés au consulat. Il fera, en même temps, la déclaration d'entrée de son navire en indiquant, par écrit, son nom et celui de son bâtiment, le port d'où il vient, le nombre et, si la demande lui en est faite, les noms des passagers, le tonnage, le nombre des hommes d'équipage. Cette déclaration sera certifiée sincère et

véritable par le capitaine et signée par lui. Il déposera, en même temps, une expédition de son manifeste indiquant les marques, numéros et contenus des colis, tels qu'ils sont portés aux connaissements, et le nom des consignataires.

Le capitaine attestera l'exactitude du manifeste et le signera. Cette déclaration ainsi dressée, les autorités douanières délivreront un permis d'ouvrir les écoutilles, qui sera montré à bord au préposé de la douane. Le fait de rompre charge sans ce permis rendra le capitaine passible d'une amende de 100 dollars mexicains au plus.

2° Si une erreur est constatée dans le manifeste, elle pourra être corrigée, sans frais, dans les vingt-quatre heures (dimanches et jours de fête non comptés) de la déclaration ; mais, ce délai expiré, il sera perçu, pour tout changement ou toute déclaration supplémentaire, un droit de 5 dollars mexicains.

3° Tout capitaine qui négligerait de faire la déclaration susdite dans les délais fixés sera passible d'une amende de 50 dollars mexicains par chaque jour de retard.

4° Tout navire austro-hongrois qui séjournerait dans le port moins de quarante-huit heures (dimanches et jours de fête non comptés) et n'ouvrirait pas ses écoutilles, ou que, soit le mauvais temps, soit le manque de vivres forcerait à relâcher, ne sera soumis ni à la déclaration, ni au paiement des droits de tonnage, tant qu'il ne fera opération de commerce.

5° Tout capitaine qui voudra prendre la mer remettra aux autorités douanières un manifeste d'exportation analogue au manifeste d'importation. Les autorités douanières délivreront alors un certificat de congé et restitueront le récépissé consulaire des papiers de bord. Ces documents seront présentés au consulat, afin de permettre au capitaine de retirer ses papiers de bord.

6° Tout capitaine qui prendrait la mer sans faire la déclaration susdite sera passible d'une amende de 200 dollars mexicains au maximum.

7° Les navires à vapeur autrichiens pourront entrer et sortir le même jour, sans être astreints à produire de manifeste d'importation, si ce n'est pour les seules marchandises débarquées ou transbordées dans le port.

## II. — Débarquement et embarquement de cargaison ; paiement des droits.

1° Tout importateur de marchandises qui désire les débarquer adressera, à cet effet, à la douane une demande certifiée sincère, indiquant son nom, le nom du navire employé au transport, les marques, les numéros, le contenu et la valeur des colis. L'autorité douanière pourra exiger la production de la facture pour toute consignation de marchandises. Faute de la produire et à défaut d'une explication suffisante, le propriétaire ne pourra débarquer ses marchandises qu'après paiement du double des droits inscrits au tarif ; le supplément ainsi perçu sera restitué si la facture est produite.

2° Les marchandises déclarées seront examinées par les agents des douanes, dans des endroits désignés à cet effet. Cette visite aura lieu sans délai et sans dommage pour les marchandises. Les emballages seront aussitôt rétablis, autant que faire se pourra, en leur état primitif par les soins de la douane.

3° Si les autorités douanières estiment insuffisante la valeur déclarée par l'importateur ou l'exportateur de marchandises taxées *ad valorem*, le déclarant pourra être invité à payer les droits sur la valeur qui serait attribuée auxdites marchandises par l'expert de la douane. Si l'expertise ne satisfait pas le déclarant, il sera tenu de faire connaître, dans les vingt-quatre heures (dimanches et jours de fête non comptés), au commissaire des douanes le motif de ses plaintes et de désigner un expert de son choix pour procéder à



une contre-estimation. Il fera ensuite une déclaration de la valeur telle qu'elle résulte de cette seconde expertise. Le commissaire des douanes pourra alors, à son gré, soit taxer les marchandises d'après cette valeur, soit les soumettre au droit de préemption en payant cette valeur majorée de 5 p. 100. Dans ce dernier cas, le prix d'achat sera versé à l'importateur ou à l'exportateur dans les cinq jours qui suivront la déclaration du résultat de la contre-expertise.

4° Les marchandises d'importation avariées en cours de voyage auront droit à une remise équitable, proportionnée à la moins-value qu'elles auront subie. En cas de divergence sur le quantum de cette remise, on suivra la procédure indiquée au paragraphe précédent.

5° Les marchandises destinées à l'exportation devront être déclarées à la douane coréenne avant d'être embarquées. La demande d'embarquement sera faite par écrit et indiquera le nom du navire employé au transport, les marques et numéros des colis, la quantité, la description et la valeur du contenu. L'exportateur certifiera par écrit cette déclaration sincère et véritable, et y apposera sa signature.

6° Aucune marchandise ne sera débarquée ni embarquée, soit à d'autres endroits que ceux qui seront fixés par les autorités douanières coréennes, soit entre le coucher et le lever du soleil, soit le dimanche et les jours fériés, sans une permission spéciale de la douane. Celle-ci percevra alors une rémunération équitable pour ce service extraordinaire.

7° Toute réclamation formulée, soit par les importateurs ou exportateurs pour paiements en trop, soit par les autorités douanières pour paiements en moins, devra, pour être admissible, être déposée dans les trente jours du paiement.

8° Aucune déclaration ne sera nécessaire pour les bagages des passagers, qui pourront être débarqués ou embarqués à toute heure, après que la douane se sera assurée qu'ils ne contiennent pas d'articles soumis aux droits. A la demande qui lui en sera faite, la douane délivrera des permis pour les provisions de bord destinées aux bâtiments autrichiens, à leurs équipages et à leurs passagers.

9° Tout navire autrichien pourra, pour cause de réparations, débarquer sa cargaison sans être soumis à aucun droit. Les marchandises ainsi débarquées resteront sous la surveillance des autorités coréennes, et tous les frais raisonnables de magasinage, de manutention ou de surveillance devront être acquittés par le capitaine. Les droits du tarif seront perçus pour toute partie de cette cargaison qui serait vendue.

10° Aucun transbordement de cargaison ne pourra être effectué sans une autorisation préalable de la douane.

### III. — *Mesures fiscales.*

1° Les autorités douanières pourront, dans les ports de Corée, placer des préposés à bord des navires marchands austro-hongrois. Ces préposés auront libre accès dans toutes les parties du bâtiment où des marchandises seront arrimées. Ils seront traités avec courtoisie et installés aussi convenablement que le navire le permettra.

2° Depuis le coucher jusqu'au lever du soleil, et aussi les dimanches et jours fériés, les préposés pourront fermer les écoutilles et autres voies d'accès aux endroits où la cargaison est arrimée, au moyen de scellés, de cadenas ou d'autres attaches. Toute personne qui aurait, sans permission, volontairement ouvert un passage ainsi fermé ou brisé les scellés, cadenas ou autres attaches placés par la douane coréenne, sera, de même que le capitaine du navire, passible d'une amende de 100 dollars mexicains au maximum.

3° Tout Autrichien qui expédierait ou tenterait d'expédier, débarquerait ou tenterait de débarquer, soit des marchandises qui n'auraient pas été en douane l'objet de la déclaration régulière susmentionnée, soit des colis qui contiendraient des marchandises prohibées ou différentes de celles portées sur la déclaration, encourra une amende égale au double de la valeur de ces marchandises ; les marchandises seront confisquées.

4° Tout signataire d'une fausse déclaration ou d'un faux certificat ayant pour objet de frauder le Trésor coréen sera passible d'une amende de 200 dollars mexicains au maximum.

5° Toute infraction aux clauses du présent règlement, pour laquelle une peine spéciale n'a pas été prévue, entraînera une amende de 100 dollars mexicains au maximum.

6° Les autorités consulaires austro-hongroises feront application à leurs ressortissants, dans les mêmes conditions que pour les clauses du Traité, de tous les règlements de douane et de port que l'administration des douanes coréennes jugerait nécessaire d'établir en vue de garantir la perception des droits et d'assurer le fonctionnement de son service, pourvu, toutefois, que ces règlements aient été dûment publiés, ne dérogent pas aux stipulations ci-dessus énoncées et ne portent pas atteinte aux droits que le Traité reconnaît aux Autrichiens en Corée.

NOTA. — Toutes les communications officielles adressées au Gouvernement coréen seront rédigées en anglais.

(L. S.) Signé : BIEGELEBEN.

(L. S.) Signé : KWON CHAI KINNG

## I — Tarif d'importation.

### CLASSE I.

#### *Objets admis en franchise.*

Bagages des voyageurs.  
Caractères d'imprimerie neufs et vieux.  
Échantillons en quantité modérée.  
Instruments aratoires.  
Instruments de physique, de mathématiques, de météorologie, de chirurgie et leurs accessoires.  
Lingots d'or et d'argent fins.

Livres et cartes.  
Modèles d'inventions.  
Monnaies d'or et d'argent.  
Plantes, arbres et arbustes de toute espèce.  
Pompes à incendie.  
Sacs, nattes et cordes d'emballage, doublures de plomb.

### CLASSE II.

#### *Objets frappés à l'importation d'une taxe de 5 p. 100 ad valorem.*

Allumettes.  
Alun.  
Ancres et chaînes.  
Balances, poids et mesures.  
Bambou, fendu ou non.  
Blé et céréales de toute espèce.  
Briques et tuiles.  
Camphre brut.  
Charbon et coke.  
Chaux.  
Colle.

Cornes et sabots non mentionnés d'autre part au tarif.  
Coton non manufacturé.  
Cuirs et peaux, crus ou non préparés.  
Drogues et médicaments de toute espèce.  
Farine et gruau de toute espèce.  
Fils de toute espèce, de coton, laine, chanvre, etc., excepté de soie.  
Fruits frais de toute espèce.

Graines de toute espèce.  
 Guano et engrais de toute espèce.  
 Haricots, pois et farineux de toute espèce.  
 Huile de bois (Tong-Yeou).  
 Huile de Saja.  
 Kérosène, pétrole et autres huiles minérales.  
 Laines non manufacturées.  
 Lanternes en papier.  
 Légumes frais, secs et conservés.  
 Lin, chanvre et jute.  
 Métaux de toute espèce, en saumons, masses, lingots, plaques, barres, triangles, lames, feuilles, anneaux, rubans, fils, fer en T et en coin, vieux fer, ferraille.  
 Nattes pour planchers, chinoises et

japonaises, en bourre de coco, etc., de qualité ordinaire.  
 Os.  
 Papier de qualité ordinaire.  
 Parapluies et ombrelles de papier.  
 Poisson frais.  
 Poivre en grains.  
 Poix et goudron.  
 Rotins fendus ou non.  
 Savons de qualité ordinaire.  
 Silex.  
 Tan et articles de tannerie.  
 Tourteaux de graines oléagineuses.  
 Viande fraîche.  
 Tous objets bruts ou non manufacturés qui ne sont pas spécialement mentionnés d'autre part au tarif.

## CLASSE III.

*Objets frappés à l'importation d'une taxe de 7 1/2 p. 100 ad valorem.*

Aiguilles et épingles.  
 Alcools en jarres.  
 Articles de coutellerie de toute espèce.  
 Bois tendre, charpentes et planches.  
 Boissons telles que limonades, ginger-beer, eaux gazeuses et minérales.  
 Bougies.  
 Boutons, boucles, agrafes, portes d'agrafes.  
 Brésillet des Indes.  
 Charbon de bois.  
 Ciments de Portland et de toute espèce.  
 Cire animale ou végétale.  
 Cocons.  
 Colle de poisson de toute espèce.  
 Comestibles de toute espèce, conserves.  
 Cordes et cordages de toute espèce et de toute dimension.  
 Couvertures, couvertures de lit.  
 Crins.  
 Cuirs de toute espèce, de qualité ordinaire.  
 Éventails.  
 Feutre.  
 Feuilles d'étain, de cuivre et de tous les autres métaux, excepté l'or et l'argent.  
 Fruits secs, salés ou en conserves.  
 Fruits confits.  
 Gomme-gutte.  
 Huiles végétales de toute espèce.  
 Lunettes.

Mélange de coton et de laine de toute espèce.  
 Mélange de coton et de soie de toute espèce.  
 Métaux de toute espèce en tuyaux ou tubes oxydés ou galvanisés, fil métallique, acier, fer-blanc, nickel, platine, mercure, métal blanc, cuivre, laiton, or et argent non affinés.  
 Montres de toute espèce et pièces d'horlogerie.  
 Montures de parapluie.  
 Moustiquaires de qualité ordinaire.  
 Moustiquaires de soie.  
 Nattes de qualité supérieure.  
 Objets en métal de toute espèce, tels que clous, vis, outils, machines, matériel pour chemins de fer, quincaillerie.  
 Objets manufacturés en coton de toute espèce.  
 Objets en mosaïque.  
 Papeterie et fournitures de bureau de toute espèce.  
 Papier de toutes les espèces non spécialement mentionnées d'autre part au tarif.  
 Parapluies de coton.  
 Parapluies et ombrelles de soie.  
 Pendules, horloges et accessoires.  
 Pierres et ardoises taillées et façonnées.  
 Plumes.  
 Poisson sec et salé.  
 Porcelaine de qualité ordinaire.



Poterie.  
Produits chimiques de toute espèce.  
Produits marins, tels que algues,  
bèches de mer, etc.  
Résine.  
Sel.  
Soie brute, dévidée, filée, bourre  
de soie, déchets.  
Soufre.  
Sucre brun et blanc, de toute qua-  
lité, mélasses, sirops.  
Suif.  
Tapis de toute espèce et articles de  
tapisserie.  
Teintures, couleurs, huiles et ma-  
tières entrant dans la composi-  
tion ou servant à la préparation  
des couleurs.  
Thé.  
Tissus de laine de toute espèce.  
Tissus de soie de toutes les espèces  
non spécialement mentionnées  
d'autre part au tarif.  
Tissus de toile, tissus mélangés  
toile et coton, toile et laine, toile

et soie, gris, blancs ou imprimés.  
Tissus mélangés soie et laine de  
toute espèce.  
Toile à voile.  
Toile d'ortie de Chine et tous tissus  
de chanvre, jute, etc.  
Toile huilée, toile cirée pour par-  
quets, de toute espèce.  
Vermicelle, macaroni et pâtes dites  
*d'Italie*.  
Vernis.  
Verrerie de toute espèce.  
Verres à vitres, blancs ou de cou-  
leurs, de toute qualité.  
Vêtements et objets de toilette, de  
toute espèce, tels que chapeaux,  
botlines, souliers, etc., excepté les  
vêtements confectionnés en soie.  
Viande séchée et salée.  
Vins de raisin de toute espèce, en  
fûts et en bouteilles.  
Tous objets manufacturés en partie  
qui ne sont pas spécialement  
mentionnés d'autre part au tarif.

#### CLASSE IV.

*Objets frappés à l'importation d'une taxe de 10 p. 100 ad valorem.*

Appareils photographiques.  
Armes à feu, armes de chasse, etc.,  
munitions de chasse (importées  
avec un permis spécial).  
Bière de toute espèce, cidre, ver-  
mout.  
Bois dur, planches et charpentes.  
Boîtes à musique.  
Camphre raffiné.  
Caoutchouc, manufacturé ou non.  
Carmin.  
Cheveux.  
Confiseries et sucreries.  
Cuirs de qualité supérieure, imprimés  
ou peints.  
Cuirs manufacturés de toute espèce.  
Fil de soie, bourre de soie en éche-  
veaux.  
Instruments de musique de toute  
espèce.  
Laque ordinaire.  
Liqueurs et cordiaux, en fûts et en  
bouteilles.  
Longues-vues, télescopes et jumel-  
les.  
Malles et valises.  
Matières explosibles servant aux  
travaux de mine (importées avec  
un permis spécial).

Matières pour sceaux et cachets.  
Miroirs et glaces, étamés ou non,  
avec ou sans cadres.  
Objets d'ameublement de toute es-  
pèce.  
Objets en plaqué de toute espèce.  
Ouvres d'art.  
Or et argent en feuilles.  
Papier de tenture, peint et de fan-  
tasiaie.  
Parfumerie.  
Peintures, estampes, photographies,  
gravures de toute espèce, enca-  
drées ou non.  
Porcelaine de qualité supérieure.  
Poudre à dents.  
Savon de qualité supérieure.  
Sellerie et harnais.  
Sucre candi.  
Tissus de soie, tels que gaze, crêpe,  
moire japonaise, satin damassé,  
satin à fleurs, soie blanche japo-  
naise (kabutai), etc.  
Velours de soie.  
Vermillon.  
Vêtements confectionnés en soie.  
Tous objets complètement manufac-  
turés qui ne sont pas spécialement  
mentionnés d'autre part au tarif.

## CLASSE V.

*Objets frappés à l'importation d'une taxe de 20 p. 100 ad valorem.*

Ambre.  
Bâtonnets d'encens.  
Bijouterie vraie ou fausse, pierres précieuses.  
Bois de senteur de toute espèce.  
Broderies en or, argent ou soie.  
Cochenille.  
Corail, entièrement ou partiellement manufacturé.  
Cornes de rhinocéros.  
Ecaille, manufacturée ou non.  
Epices de toute espèce.  
Esprits en fûts ou en bouteilles.  
Fleurs artificielles.  
Fourrures de qualité supérieure, telles que martre, zibeline, lou-

tre, castor, phoque, etc.  
Ginseng rouge, cru ou clarifié.  
Ivoire, manufacturé ou non.  
Laque de qualité supérieure.  
Musc.  
Nids d'hirondelles.  
Objets en émail.  
Objets en jade.  
Parures de tête en or ou en argent.  
Perles.  
Pièces d'artifice.  
Tabac sous toutes ses formes et de toute espèce.  
Vaisselle d'or et d'argent.  
Voitures.

## CLASSE VI.

*Objets prohibés à l'importation.*

Armes, munitions, objets servant à la guerre, tels que : artillerie, canons, balles et boulets, armes à feu de toute sorte, cartouches, armes portatives, lances, piques, salpêtre, poudre de guerre, coton-poudre, dynamite et autres matières explosives.

Sur la demande qui leur en sera faite et sur la preuve qui leur sera fournie du bien fondé de cette demande, les autorités coréennes délivreront des permis spéciaux pour l'importation des armes, armes à feu et munitions destinées à la chasse ou à la défense personnelle.

Drogues et médicaments falsifiés.  
Fausse monnaie de toute espèce.  
Opium, excepté l'opium employé en médecine.

Toute quantité d'opium excédant trois *catties* trouvée à bord d'un navire marchand austro-hongrois, sera confisquée et détruite par les autorités coréennes.

Les navires étrangers vendus en Corée payeront un droit de vingt-cinq cents par tonne pour les navires à voile et de cinquante cents par tonne pour les navires à vapeur.

## II. — Tarif d'exportation.

## CLASSE I.

*Objets exportés en franchise.*

Arbres, arbustes, plantes de toute espèce.  
Bagages de voyageurs.  
Echantillons en quantité modérée.

Monnaies d'or et d'argent de toute espèce.  
Or et argent fins.

## CLASSE II.

Tous les objets et produits du pays non énumérés dans la classe I payeront un droit de 3 p. 100 *ad*

*valorem.*  
L'exportation du ginseng rouge est interdite.

### RÈGLEMENT

1° Pour les objets importés, les droits *ad valorem* de ce tarif seront calculés sur le prix actuel de ces objets au lieu d'origine ou de fabrication, augmenté du fret, de l'assurance, etc. Pour les objets exportés, les droits *ad valorem* seront calculés d'après le cours des marchés de Corée.

2° Les droits pourront être acquittés en dollars mexicains ou en *yen* japonais d'argent

3° Le tarif ci-dessus d'importation et d'exportation sera converti aussitôt que faire se pourra et dans la mesure où cette conversion sera reconnue utile, en taxes spécifiques, après entente entre les autorités compétentes des deux pays.

(L. S.) Signé : BIEGELEBEN.

(L. S.) Signé : KWON CHAI KINNG.

### DÉCLARATION

Les dispositions suivantes ont été annexées par les plénipotentiaires susmentionnés au Traité signé le même jour :

§ 1<sup>er</sup>. — Les clauses du présent Traité s'appliquent à tous les pays placés sous l'autorité et sous le protectorat de l'Autriche-Hongrie.

§ 2. — Il a été fait une traduction en Chinois du présent Traité. Toutefois, le texte anglais est considéré comme texte authentique.

La présente Déclaration sera, en même temps que le Traité, soumise aux deux Gouvernements, et la ratification du Traité emportera ratification de la Déclaration, sans que celle-ci soit l'objet d'un acte de ratification séparé.

En foi de quoi lesdits plénipotentiaires ont signé la présente Déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Tokio, le vingt-trois juin mil huit cent quatre-vingt-douze, correspondant au vingt-neuvième jour du cinquième mois de la cinq cent unième année de l'ère coréenne ou de la dix huitième année du règne chinois Kouang-Sing.

(L. S.) Signé : BIEGELEBEN.

(L. S.) Signé : KWON CHAI KINNG.





## DEUXIÈME PARTIE

---

# CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

---

## CONFÉRENCE MONÉTAIRE

ENTRE

LA BELGIQUE, LA FRANCE, LA GRÈCE, L'ITALIE ET LA SUISSE.

---

**Première séance. — Mardi 10 octobre 1893.**

Présidence de M. Roy.

MM. les Délégués de la Belgique, de la France, de la Grèce, de l'Italie et de la Suisse se sont réunis en conférence le 10 octobre 1893, à deux heures et demie, à l'hôtel du Ministère des Finances.

Etaient présents :

Pour la Belgique : M. Montefiore Levi, sénateur ; M. Allard, directeur honoraire de la Monnaie ; M. Saintelette, ingénieur honoraire des Mines, commissaire des Monnaies ; M. le baron Eug. Beyens, conseiller de légation de Belgique.

Pour la France : M. Roy, président de chambre à la Cour des comptes ; M. Brédif, directeur du Mouvement général des fonds au Ministère des finances ; M. de Foville, chef de bureau au Ministère des finances.

Pour la Grèce : M. Criésis, chargé d'affaires de Grèce à Paris.

Pour l'Italie : M. le baron de Renzis, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie à Bruxelles ; M. Zeppa, député au Parlement.

Pour la Suisse : M. Lardy, Ministre de la Confédération, à Paris ; M. Cramer-Frey, conseiller national.

M. le Ministre de Suisse propose de déférer, conformément à l'usage, la présidence de la réunion à M. le président Roy, premier Délégué de la France.

M. Roy remercie la Conférence de l'honneur qu'elle veut bien lui faire et propose de compléter le bureau par la nomination des secrétaires.

MM. de Clercq, consul général, sous-directeur au Ministère des Affaires étrangères, adjoint à la Délégation française ; le chevalier Mortara, chef de division au Ministère du Trésor d'Italie, adjoint à la Délégation italienne ; et Aug. Arnauné, docteur en droit, chef de bureau à la Direction générale des Douanes au Ministère des finances, sont désignés pour remplir les fonctions de secrétaires.

M. le Président rappelle que la Conférence est réunie pour examiner la demande qui a été faite par le Gouvernement italien aux autres membres de l'Union monétaire, de consentir à la nationalisation et au rapatriement en Italie des monnaies divisionnaires de frappe italienne en circulation sur leur territoire ; il propose de prier MM les Délégués de l'Italie de vouloir bien faire connaître à la réunion les vues de leur Gouvernement.

M. le baron de Renzis expose que l'Italie s'étant trouvée, dans les derniers mois, par suite de la pénurie de la monnaie divisionnaire dans la Péninsule, dans une situation très embarrassée s'est adressée aux autres Etats de l'Union pour les prier de l'aider à porter remède à cette situation en lui facilitant le rapatriement de ses monnaies divisionnaires. La pensée à laquelle obéissait le Gouvernement royal en faisant cette demande est expliquée dans la note du 8 juillet 1893 qu'il a fait parvenir à ses alliés monétaires et dont M. de Renzis croit devoir remettre les principaux passages sous les yeux de la Conférence.

Cette note, après avoir résumé les origines de la question, poursuit ainsi :

« La conception sur laquelle l'Union monétaire se fonde ne pouvait « vi-er qu'une situation normale. En ce qui concerne la circulation éven-  
« tuelle des pièces divisionnaires en dehors de leur marché d'origine,  
« on ne pouvait, en stipulant la Convention, avoir en vue que les vicissi-  
« tudes ordinaires des transactions internationales ; pour ce cas, on a  
« trouvé, moyennant les art. 6 et 7 de la Convention, une solution fort  
« simple, ne gênant personne et permettant à la monnaie divisionnaire  
« de reprendre à bref délai sa place naturelle. Mais il est évident que ce  
« mécanisme spécial devait cesser de jouer régulièrement le jour où  
« une cause extraordinaire imprimerait aux pièces divisionnaires un  
« mouvement artificiel. C'est ce qui est déjà arrivé une première fois  
« pour l'Italie : le cours forcé ayant chassé du Royaume une grande  
« partie de notre monnaie divisionnaire, il nous a fallu, par les accords  
« de 1878-1879, la reprendre et lui interdire, tant que le régime du cours  
« forcé durerait, l'accès aux caisses publiques des autres Etats. Le  
« même mouvement se reproduit maintenant, le gain sur le change  
« ayant chez nous déterminé sur les petites monnaies d'argent une  
« spéculation dont le Trésor italien fait les frais et qui crée, pour les  
« besoins menus du marché intérieur, une situation absolument intolé-  
« rable. Le moment est venu de couper court à cette mauvaise spécula-  
« tion et de ramener à cet égard l'équilibre dans notre marché.

« La clause par laquelle la pièce divisionnaire est reçue, jusqu'à con-  
« currence de 100 fr., aux caisses publiques des autres Etats de l'Union,  
« n'implique pas un avantage réciproque : l'avantage en est exclusive-  
« ment pour nous, notre monnaie divisionnaire jouissant, par l'effet  
« indirect de cette clause, d'une espèce de libre circulation internatio-  
« nale. C'est à cet avantage, c'est au droit que l'art. 6 de la Convention  
« nous confère, que nous désirons aujourd'hui renoncer. Nous y renon-  
« çons en laissant bien entendu intactes, pour ce qui peut dépendre de  
« nous, toutes les autres clauses de l'Union.

« Notre renonciation et la faculté qui s'ensuit, pour les autres Etats  
« de l'Union, de fermer leurs caisses publiques aux pièces divisionnaires  
« italiennes, entraînent nécessairement la suspension, de la part de l'Italie



« et tant que le nouveau régime va durer, de l'obligation de reprendre, contre remboursement en or ou argent à plein titre, ses propres pièces divisionnaires. Libres de refuser, comme nous les engageons à le faire, nos pièces divisionnaires, nos alliés monétaires ne pourraient pas continuer indéfiniment de nous en demander le rachat. Nous admettons cependant qu'une considération d'équité envers les possesseurs étrangers de pièces divisionnaires italiennes suggère, entre l'ancien et le nouveau régime, un intervalle permettant aux particuliers de s'en débarrasser sans perte. Nous sommes disposés à fixer, d'un commun accord avec chacune des quatre Puissances, la date à laquelle les caisses publiques cesseraient de recevoir les pièces divisionnaires italiennes. Ce délai devrait être naturellement le plus rapproché que possible, afin d'en empêcher l'abus. A l'échéance du délai, il n'y aurait plus qu'à dresser, pour chacune des quatre Puissances, le compte des monnaies divisionnaires italiennes existant à ce moment dans leurs caisses publiques. Le règlement du compte se ferait ensuite sur la base de l'art. 7 de la Convention ; un arrangement particulier en fixerait les détails. »

L'envoi de cette note a été suivi de pourparlers qui ont prolongé la situation. L'Italie a proposé qu'une Conférence fût convoquée à bref délai. La France a fait bon accueil à cette demande et fixé la date du 9 octobre pour la réunion des Délégués des Puissances alliées. Il appartient à la Conférence d'apprécier si la proposition de l'Italie peut être acceptée. Elle estimera, les Délégués italiens en ont la confiance, qu'aucun préjudice ne peut résulter pour l'Union de la demande que fait aujourd'hui l'Italie de renoncer à ce qu'elle considère comme un droit.

En attendant, M. le baron de Renzis croit devoir communiquer, conformément aux dispositions de l'art. 11 de la Convention du 6 novembre 1885, un décret pris par Sa Majesté le Roi d'Italie en vue de remédier pour le moment et en attendant les résolutions de la Conférence, aux difficultés qui résultent de la rareté des monnaies divisionnaires dans le Royaume. Le Gouvernement italien a pris la résolution d'émettre pour 30 millions de francs de bons de 1 fr. qui doivent être garantis par le dépôt dans les caisses du Trésor d'une égale somme en monnaie divisionnaire. Il considère que cette mesure est d'ordre purement intérieur ; elle a pour unique but d'empêcher les monnaies rapatriées dans le Royaume d'en sortir de nouveau, même durant la période pendant laquelle les autres Etats en effectueront le retrait de leur circulation ; toutefois, M. le baron de Renzis croit devoir la porter à la connaissance de ses alliés pour se conformer aux prescriptions de l'art. 11 précité.

M. le baron de Renzis insiste sur cette considération que c'est à titre purement provisoire et temporaire que son Gouvernement demande la nationalisation des monnaies divisionnaires italiennes, son désir étant de toucher le moins possible à la Convention de 1885.

M. de Foville rappelle que dans les pourparlers qui ont précédé la réunion de la Conférence, on avait été amené à se demander s'il ne conviendrait pas de décider que les monnaies divisionnaires d'argent de

toutes les Puissances contractantes seraient désormais refusées par les caisses publiques des autres Etats.

M. le Chargé d'affaires de Grèce déclare que son Gouvernement ne fait pas d'objection à la demande formulée par l'Italie. Mais il demanderait à être exempté de l'application de la mesure, si elle devait être généralisée.

M. Montefiore Levi déclare qu'en principe le Gouvernement belge est tout disposé à entrer dans les vues de l'Italie, sauf à examiner les détails d'exécution.

M. le Ministre de Suisse dit que ses instructions lui permettent de faire la même déclaration.

M. le Président déclare que la France est, en principe et sous les mêmes réserves, favorable à la demande de l'Italie.

M. de Foville fait observer que l'on ne peut guère éviter de se prononcer sur la question plus générale qui s'est posée au cours des pourparlers antérieurs à la Conférence. Ne conviendrait-il pas de généraliser le régime demandé par l'Italie pour ses monnaies divisionnaires ? M. le Chargé d'affaires de Grèce a déjà fait connaître le sentiment de son Gouvernement. MM. les Délégués du Gouvernement belge et du Gouvernement helvétique voudront peut-être bien donner leur opinion sur le même point.

M. le Ministre de Suisse désirerait savoir si la Conférence se trouve en présence d'une proposition formelle du Gouvernement français. Il importe de bien délimiter le terrain de la discussion. Le Gouvernement italien a formulé une première proposition : il demande que ses monnaies divisionnaires ne soient plus reçues pendant un certain temps par les caisses publiques de ses alliés. Une seconde proposition est-elle faite ? La question de la nationalisation des monnaies divisionnaires de toutes les Puissances contractantes est plus grave que celle dont l'Italie a pris l'initiative. Il n'y a pas, en ce qui la concerne, de précédents, comme il y en a pour la proposition de l'Italie. Il est important que la Conférence sache si le Gouvernement français fait dépendre son acquiescement à la demande de l'Italie, de l'adoption par les Puissances alliées d'un régime nouveau d'après lequel les monnaies divisionnaires de chacune d'elles ne seraient plus reçues dans les caisses publiques des autres.

M. de Foville répond que les préférences du Gouvernement français auraient été pour la généralisation de la mesure ; on conserverait ainsi au pacte qui lie les cinq Etats son caractère d'exacte réciprocité. Mais tout en manifestant ses préférences, le Gouvernement de la République n'entend pas faire de l'adoption de ce régime uniforme une condition absolue ; qu'il soit seulement entendu que si les autres Gouvernements adhéraient à une solution plus générale, le Gouvernement français l'accepterait volontiers.

M. le Président fait observer que si les caisses publiques de chaque pays n'admettaient plus que les monnaies divisionnaires à l'effigie natio-

tionale, il en résulterait un avantage pour le public. Il serait plus facile de ne pas confondre les pièces que reçoit le Trésor et celles qu'il refuse.

M. le Ministre de Suisse considère que la question est grave et entraînerait d'assez longues discussions. Le Gouvernement fédéral est prêt à l'examiner, mais il préférerait s'en tenir actuellement à la question posée par le Gouvernement italien, dont la solution paraît présenter un certain caractère d'urgence. Une fois l'accord établi sur celle-ci, si le Gouvernement français veut demander la nationalisation de toutes les monnaies divisionnaires, on pourra plus utilement examiner cette nouvelle proposition.

M. Montefiore Levi est heureux de constater que la France ne fait pas, de la généralisation du régime proposé pour les monnaies divisionnaires italiennes, une condition essentielle de son adhésion. Le problème est gros de difficultés, spécialement pour la Belgique sur le territoire de laquelle le trafic de frontière amène beaucoup de monnaies françaises. Il serait extrêmement gênant pour le public d'être obligé de refuser des espèces qu'il a pris l'habitude de recevoir; sans vouloir se prononcer en principe sur la proposition de nationalisation générale de la monnaie divisionnaire, M. Montefiore Levi préférerait, se ralliant à l'avis émis par M. le Ministre de Suisse, voir réserver pour une époque ultérieure la discussion de cette proposition.

M. le Président déclare que les Délégués français n'insistent pas.

M. le baron de Renzis remercie la Délégation française de cette déclaration, qui facilitera singulièrement le travail de la Conférence.

La Conférence se montrant favorable en principe à la demande de l'Italie, il y a lieu d'examiner les questions d'exécution.

M. le Président rappelle que, dans la pensée du Gouvernement français, la proposition du Gouvernement italien entraînant une modification à la Convention de 1885, qui a été approuvée par une loi, une loi serait nécessaire en France pour y mettre en vigueur les nouvelles dispositions qui viendraient à être adoptées.

M. Montefiore Levi fait une déclaration analogue en ce qui concerne la Belgique; mais il ajoute que le Gouvernement du Roi croirait néanmoins pouvoir mettre provisoirement en vigueur le nouvel Arrangement, sous réserve de la ratification ultérieure du Parlement.

M. de Foville, sans vouloir se prononcer ici sur le caractère du décret italien du 4 août dernier, pense que ce décret fournirait peut-être les éléments d'une entente. Il prévoit une émission de bons de caisse de un franc qui serait garantie par l'immobilisation d'une somme égale de monnaie divisionnaire. Ce projet n'ayant pas encore été mis à exécution, M. de Foville demande si le Gouvernement italien ne serait pas disposé, dans le cas où les Gouvernements de l'Union commenceraient sans retard à lui rendre ses monnaies divisionnaires, à immobiliser ces pièces dans ses caisses pour en faire le gage de l'émission projetée, en attendant la mise en vigueur de la nouvelle Convention.

Après un échange d'observations auquel prennent part MM. Cramer-



Frey, Saintelette, Allard, le baron de Renzis, Zeppa et Lardy, il est décidé qu'une Commission, composée de MM. le Ministre de Suisse, le baron de Renzis et de Foville sera chargée, en prenant pour base la proposition du Délégué français, de rédiger, sous forme d'articles, un projet d'Arrangement qui sera soumis aux délibérations de la Conférence.

La prochaine séance de la Conférence est fixée au jeudi 12 octobre, à deux heures et demie. La séance est levée à quatre heures.

*Les Secrétaires :*

DE CLERQ,

A. ARNAUNÉ.

*Le Président de la Conférence :*

ROY.

(A suivre).

---

## TROISIÈME PARTIE

---

# LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

---

### SUISSE

**Rapport présenté à l'Assemblée fédérale par le Conseil fédéral  
sur sa gestion en 1893.**

### DÉPARTEMENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*(Suite)*

Il convient de mentionner brièvement ici le cas de l'agent commercial Némitz qui a fait un certain bruit dans la presse américaine et dans la presse suisse. Cet agent s'était chargé, à forfait, de la livraison des décorations et vitrines pour la section suisse. Il remit à son tour ce travail à un tiers entrepreneur, auprès duquel il s'attribua, sans droit, un titre officiel. Aussi, lorsque survint, entre lui et ce tiers, un différend relatif au paiement du solde de la somme convenue, celui-ci adressa une réclamation au commissariat suisse. Némitz, qui était aussi l'agent commercial des exposants horlogers de Genève, se rendit, en cette qualité, coupable de contravention à la loi américaine sur les douanes, en vendant à plusieurs reprises des objets exposés sans avoir acquitté les droits. Les autorités américaines en ayant eu connaissance, Némitz courut le danger d'être arrêté et s'enfuit au Canada. Lors de l'inventaire, qui eut lieu à la suite de ce départ, on constata l'absence d'un certain nombre d'objets de l'exposition. Les représentants suisses, soupçonnant un délit, firent arrêter Némitz au Canada. L'instruction établit cependant qu'il ne s'était réfugié dans ce pays qu'afin d'échapper à la peine dont il aurait pu être frappé pour avoir contrevenu à la loi sur les douanes. Cet incident et le différend existant entre Némitz et le tiers entrepreneur furent terminés grâce à l'intervention de notre ministre à Washington, M. de Claparède, ainsi que du président du Comité des exposants genevois, M. Rouge.

L'assurance des objets exposés n'a pas été effectuée sans difficulté, comme c'est généralement le cas dans les expositions internationales. Après de longs pourparlers avec les exposants au sujet de la participation de la Confédération à ces frais, et avec de nombreuses compagnies d'assurances américaines et européennes, notre commissariat s'est mis en rapport avec deux Sociétés européennes qui avaient fait les conditions les plus acceptables. Quant aux compagnies américaines, outre qu'elles exigeaient des primes élevées (en général 50/0 pour le seul risque d'incendie), la plupart d'entre elles se trouvaient engagées pour l'exposition au-delà de leurs forces. Les contrats qui furent conclus pour

une somme assurée de 597,000 fr. moyennant une prime de 6 0/0, couvraient les risques de toute espèce tant pendant le transport que pendant l'exposition des marchandises. Nous avons pris à notre compte la moitié des frais d'assurance, l'autre moitié restant à la charge des cantons intéressés et des exposants.

En ce qui concerne la question financière, vous nous avez ouvert, dans votre dernière session de décembre, le crédit supplémentaire de 15.000 fr. que nous vous demandions dans notre message du 8 décembre. Les comptes de toute l'entreprise ne pourront probablement pas être établis avant mai ou juin 1894. D'après l'état actuel des comptes, nous avons tout lieu de croire que ce crédit supplémentaire ne sera pas tout à fait épuisé.

Les relations financières de notre commissariat avec le comité des sculpteurs sur bois de Brienz ont nécessité à plusieurs reprises l'intervention de notre département des affaires étrangères et du chef de la direction de l'intérieur du canton de Berne. Par arrêté du 24 juin 1892, vous aviez alloué à l'industrie horlogère une subvention de 120.000 fr.; dans la session de décembre suivant, vous avez, sur une demande ultérieure de l'industrie de la sculpture de l'Oberland bernois, voté une nouvelle subvention de 50,000 fr. Le comité en question estimait que cette subvention devait lui être payée dans son entier et qu'il pouvait en disposer selon son bon plaisir. Nous ne pouvions partager cette manière de voir. Il fallait organiser en une seule section les deux branches de l'exposition et quelques expositions accessoires peu importantes. Il était donc nécessaire qu'il y eût unité de décorations et d'installations, que l'on prît en commun des mesures en vue du transport et de l'assurance et que le tout fût placé sous l'administration des mêmes fonctionnaires. Enfin, il fallait aussi fondre en un seul budget les deux crédits que vous aviez accordés et en confier la gestion à notre commissaire spécial. Il n'eût pas été possible d'établir quelle somme il fallait prélever pour les frais communs de la décoration générale ou de l'administration commune, etc., au crédit pour l'horlogerie et quelle somme au crédit pour les sculpteurs sur bois. Il était, d'autre part, nécessaire que l'autorité fédérale fixât, d'après les mêmes principes, les dépenses que l'on devait prélever en tout ou en partie sur le crédit alloué par la Confédération et celles qui devaient rester à la charge des exposants. Nous avons donc fait comprendre aux sculpteurs sur bois la nécessité d'agir de la sorte, certains que nous étions d'agir suivant l'esprit dans lequel vous aviez accordé les crédits. Il est clair que si les branches de l'horlogerie et de la sculpture sur bois s'étaient décidées en même temps à participer à l'exposition, loin d'accorder deux crédits différents, vous n'en auriez alloué qu'un. Comme nous l'avons fait à de précédentes expositions, nous vous aurions soumis un seul budget, dans lequel nous aurions fixé les différentes rubriques selon les principes que nous avons appliqués jusqu'ici pour la gestion des deux crédits.

Le comité des sculpteurs sur bois demandait, entre autres, que le crédit alloué par la Confédération servit à payer non seulement le personnel absolument nécessaire à la surveillance de l'exposition des sculptures sur bois, mais encore celui des vendeurs. Le département ayant refusé d'accéder à cette demande, le comité menaça de renoncer à participer à l'exposition, quelques jours avant l'expiration du dernier délai fixé



pour l'envoi des objets en Amérique. Les décorations et installations destinées à la section suisse de l'exposition étaient alors en voie d'exécution ; la Suisse avait promis aux Etats-Unis sa participation, les autorités de l'exposition lui avaient témoigné leur sympathie en lui concédant un emplacement favorable et avaient, en même temps, exprimé leur certitude que l'exposition suisse répondrait à l'attente générale au point de vue du nombre comme à celui de la qualité des produits. Le refus des sculpteurs sur bois pouvait donc avoir des conséquences regrettables. Dans ces circonstances difficiles, notre département des affaires étrangères se montra conciliant et promit au comité de prélever les frais du représentant commercial sur le crédit spécial de 30,000 fr. prévu pour le jury, au cas où le comité estimerait que la personne destinée à ces fonctions pourrait, en même temps, remplir le mandat de juré pour la sculpture sur bois. Le comité fut d'accord et M. Jager-Sheldon, de Brienz, fut proposé comme juré. Malheureusement, la manière dont il se comporta à son arrivée à Chicago à l'égard du commissariat, nous a forcés plus tard à retirer cette proposition.

Le comité des sculpteurs sur bois crut aussi pouvoir prélever sur le crédit alloué par la Confédération les jetons de présence de ses membres, le traitement de son secrétaire et d'autres dépenses de ce genre qui, dans les expositions précédentes, n'avaient jamais figuré parmi les frais supportés par la Confédération et au paiement desquelles le comité de l'exposition horlogère n'avait, pour sa part, élevé aucune prétention. Estimant, sous divers rapports, ne pas avoir retiré du crédit en question tout le profit auquel il avait droit, le comité refusa de restituer au commissariat la somme avancée pour les frais de transport, qui incombaient aux exposants, et ce n'est que sur l'intervention du chef de la direction de l'intérieur du canton de Berne qu'il se décida à la rembourser. Le comité persiste encore aujourd'hui dans cette appréciation erronée et soutient qu'il doit lui revenir encore sur le crédit de 50,000 francs une somme qui n'a pas été employée ; il refuse, en conséquence, de rembourser, avant que le solde en question lui ait été versé, les avances faites par le commissariat pour le voyage et le traitement de son représentant commercial, et pour le salaire des employés qui, plusieurs mois après la clôture de l'exposition, ont continué à être chargés de la vente ainsi que de l'emballage et de l'expédition des objets vendus. En réalité, les dépenses faites en faveur des sculpteurs sur bois, y compris leur part des frais généraux d'administration commune, dépassent 50,000 fr. S'il pouvait cependant s'élever une contestation sur ce point, ainsi que sur la question de savoir si, d'une manière générale, un crédit accordé par l'Assemblée fédérale doit toujours être entièrement épuisé et payé, il devrait suffire au comité d'établir le préjudice qu'il estime avoir subi et de laisser au Conseil fédéral le soin de trancher la question. Il est, par contre, inadmissible qu'un comité qui reçoit une subvention de la Confédération fasse dépendre du versement de sommes qu'il prétend lui être dues, le remboursement de dépenses faites en sa faveur à titre d'avance et en confiance par des tiers.

Eu égard aux conséquences que pourrait entraîner cette manière de voir, si elle se généralisait en matière d'expositions, nous avons cru de notre devoir de vous présenter ici un rapport détaillé sur cette affaire.

M. Perrenoud, commissaire spécial, présentera et publiera plus tard un rapport complet sur l'exposition.

En terminant ces explications préalables sur l'exposition universelle de Chicago, nous nous faisons un devoir de signaler les services qui nous ont été rendus à cette occasion par M. Guyer-Freuler, à Zurich. M. Guyer était commissaire suisse à l'exposition universelle de Philadelphie en 1876, et a rempli ensuite les fonctions de commissaire général suisse à l'exposition universelle de Paris en 1878. Nous avons fait fréquemment appel à son expérience lorsqu'il s'est agi d'organiser la nouvelle exposition américaine et il nous a secondé en plusieurs occasions avec tant de bonne volonté et d'une manière si efficace que nous lui en avons une vive gratitude ; nous n'avons pas manqué de la lui exprimer.

2. *Délégations pour l'étude de l'exposition.* — Par arrêté du 23 décembre 1892, vous nous avez accordé un crédit de 60,000 fr. pour l'envoi de délégués chargés d'étudier l'exposition universelle de Chicago, sous la réserve que les cantons, les communes, les sociétés et les institutions intéressées participeraient financièrement à cette entreprise dans la mesure la plus large possible. Vous avez stipulé, en même temps, que sur cette somme, 15,000 fr. au moins, seraient employés à l'achat de modèles industriels et à la publication de rapports.

Lors de la discussion sur cet objet, le Conseil des Etats fit insérer au procès-verbal la réserve « que l'on ne devait subventionner qu'un nombre restreint de délégués qui devraient posséder une culture professionnelle et générale suffisante comme garantie que leur mission aurait un résultat utile pour nos industries nationales ».

En exécution de votre arrêté, nous nous sommes mis, au mois de janvier, en rapport avec les gouvernements cantonaux, l'Union suisse du commerce et de l'industrie et le « Gewerbeverein » suisse, afin d'être renseignés sur les branches de l'industrie qui devaient être représentées par des délégués, sur les personnes à choisir en cette qualité et sur les allocations qui seraient accordées à ces dernières en dehors de la subvention fédérale.

6. *Autres expositions.* — Notre époque abonde en expositions de toute espèce, mais la qualité ne marche pas toujours de pair avec la quantité ; elles émanent toujours plus de l'initiative privée, sont souvent dépourvues de tout caractère officiel et, par conséquent, d'une certaine garantie morale qui y est attachée. Le but de l'exposant qui est de faire connaître ce que la force et l'intelligence humaines peuvent produire de plus parfait, passe toujours plus à l'arrière-plan, faisant place à une autre tendance qui consiste à réaliser de beaux bénéfices au moyen d'une vente abondante sur l'emplacement de l'exposition. Les expositions revêtent ainsi de plus en plus le caractère de foires universelles.

Nous avons eu à nous occuper dans le courant de l'année d'un grand nombre de projets d'expositions.

*Anvers.* — Le gouvernement belge a invité la Suisse à participer à une exposition universelle qui doit avoir lieu à Anvers en 1894. L'entreprise espérait en particulier qu'un grand nombre d'industriels se décideraient à exposer à Anvers leurs produits revenant de Chicago. Cette supposition ne s'est pas réalisée en ce qui concerne la Suisse. Des renseignements recueillis par l'Union suisse du commerce et de l'industrie, il résulte que l'on ne porte à cette exposition pour ainsi dire aucun intérêt. Malgré les démarches directes de la légation de Belgique à Berne et le voyage entrepris en Suisse par le vice-consul suisse à Anvers sur la demande des autorités de l'expo-

sition, il n'a été recueilli qu'un petit nombre d'adhésions, de sorte qu'il n'a pu être question d'y organiser une section suisse ou d'y prendre part officiellement d'une autre manière.

*Lyon et Madrid.* — Nous ne mentionnons que pour être complets ces expositions internationales qui doivent avoir lieu en 1894. Il s'agit, dans le premier cas, d'un territoire fermé à notre exportation, dans le second, d'une entreprise privée ne présentant pas des garanties suffisantes.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1894, a eu lieu à San-Francisco l'ouverture d'une exposition internationale privée, faisant suite à celle de Chicago. Malgré leurs efforts, les organisateurs n'ont pu y attirer, dans une mesure notable, des produits de provenance suisse.

*Expositions spéciales.* — Parmi les entreprises de ce genre revêtant un caractère international, il y a lieu de citer :

L'exposition internationale de médecine et d'hygiène à Rome, en septembre et octobre 1893.

L'exposition nationale de vins et d'huile d'olives à Milan à laquelle se rattachait une section internationale pour machines et ustensiles destinés à la préparation du vin et de l'huile ; ouverture mai 1894.

L'exposition de Vienne pour l'alimentation populaire, l'entretien de l'armée, le sauvetage et les moyens de communications, du 20 avril au 10 juin 1894.

L'exposition de photographies d'amateurs à Hambourg, en octobre 1893.

L'exposition de culture fruitière à Saint-Petersbourg, en automne 1894.

L'exposition métallurgique et minière de Santiago, Chili, 1894.

Nous nous sommes bornés à publier ces expositions dans la feuille officielle suisse du commerce en même temps que les dispositions les plus importantes de leurs règlements, nous déclarant prêts à fournir aux intéressés de plus amples informations. Nous n'avons cependant pas eu à nous occuper davantage de ces expositions.

*Exposition internationale de photographies et d'appareils photographiques à Genève.* — Cette exposition, organisée par la Société suisse des photographes, a eu lieu en août 1893. Nous lui avons alloué une subvention de 1,500 fr. sur le crédit ordinaire pour le commerce et le trafic. Cette exposition sérieuse s'est montrée digne de l'appui que nous lui avons procuré. D'autres renseignements ne peuvent être donnés pour le moment, le rapport relatif à l'exposition n'étant pas encore imprimé.

*c. Principes internationaux à appliquer en matière d'expositions universelles.* — Comme nous l'avons déjà brièvement indiqué dans notre dernier rapport de gestion, les difficultés qui se sont élevées lorsqu'il s'est agi de trancher la question du jury à Chicago ont de nouveau fait surgir la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de réaliser l'idée émise autrefois par M. Guyer-Freuler, d'établir par voie d'entente internationale des principes généraux sur l'organisation et le mode de procéder des jurys aux expositions internationales. D'autres questions ont aussi été soulevées : sur le genre des récompenses ; sur la vente pendant l'exposition des objets exposés ; sur la garantie de la propriété intellectuelle, les formalités des douanes, etc.

Sur l'initiative de notre département des affaires étrangères, une première conférence pour discuter la question a eu lieu le 1<sup>er</sup> juillet sous la présidence de M. le conseiller fédéral Deucher, remplaçant M. le conseiller



fédéral Lachenal, empêché. Outre les représentants du département de justice, de la division du commerce et de la division de l'industrie, les personnes suivantes y ont encore pris part :

M. le conseiller national Cramer-Frey, président de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, à Zurich ;

M. Droz, ancien conseiller fédéral, directeur de l'office central des transports internationaux par chemin de fer, à Berne ;

M. Ernest Francillon, ancien conseiller national, commissaire suisse pour l'exposition universelle d'Anvers en 1885, à Saint-Imier ;

M. Guyer-Freuler, commissaire général suisse pour l'exposition universelle de Paris en 1878, à Zurich ;

M. Henri Morel, ancien conseiller national, directeur des bureaux internationaux pour la propriété industrielle, littéraire et artistique, à Berne ;

M. le colonel Vogeli Bodmer, commissaire général suisse pour l'exposition de Paris en 1889, à Zurich ;

M. le professeur Dr Gustave Vogt, commissaire général pour l'exposition universelle de Londres en 1862, à Zurich.

Il résulte des avis qui furent émis au cours de la discussion qu'il serait très difficile d'arriver à un arrangement international formel posant des principes obligatoires et créant une organisation permanente avec certaines compétences. On a, par contre, estimé qu'il serait possible de fixer certains principes généraux qui serviraient aux Etats de ligne de conduite. D'après l'avis qui a prévalu, il ne faudrait pas attribuer à une convention de ce genre une portée pratique trop restreinte en ce qui concerne les diverses mesures qu'il y aura lieu de prendre dans les futures expositions, et rien n'empêcherait de les développer au fur et à mesure des besoins. On a reconnu enfin depuis cette conférence qu'il serait bon de réunir, lors de chaque grande exposition internationale, un congrès chargé de discuter les questions relatives à l'organisation de l'exposition.

Jusqu'au moment de l'impression du présent rapport, le Conseil fédéral ne s'est pas encore occupé, « in plenum », de cette affaire.

#### VII. — VOYAGEURS DE COMMERCE.

Nous vous avons fait part, dans notre rapport de gestion de l'année dernière, des mesures que nous avons prises pour préparer l'entrée en vigueur de la loi fédérale du 24 juin 1892 concernant les taxes de patentes des voyageurs de commerce, ainsi que des interprétations que nous nous étions trouvés dans le cas de lui donner. Par suite de la grande diversité qui existe sur la manière en laquelle les voyageurs de commerce recherchent des commandes, il a fallu, cette année, appliquer toute une série de nouvelles règles interprétatives et de décisions du département.

En suivant l'ordre des divers articles de la loi, ces règles et ces décisions ont porté principalement sur les points que voici :

*Définition du voyageur de commerce* (Art. 1<sup>er</sup>). — La loi ne contient aucune disposition à cet égard. Elle se borne à mentionner à l'art. 1<sup>er</sup>, les droits du voyageur de commerce et les conditions sous lesquelles il peut les exercer. En général, la définition du voyageur de commerce nous est donnée par la pratique. Mais au point de vue de la loi, des doutes ont été manifestés sur la qualité de voyageur de commerce, non seulement par des particuliers, mais même par les autorités chargées de l'exécution de la loi. Ce fut surtout le cas en ce qui concerne les voyageurs qui recherchent

des commandes dans la localité même où se trouve leur maison de commerce ; ces doutes existaient surtout à l'égard de personnes qui recueillent des commandes de travaux, comme les sculpteurs, les monteurs de boîtes de montres, les collecteurs d'annonces de journaux ou de livres d'adresses, de réclames à afficher dans les gares ou dans les voitures de tramways, etc.

Dans tous ces cas, nous avons été d'avis qu'il ne s'agissait pas de voyageurs de commerce au sens de la loi et qu'ainsi les personnes en cause n'avaient pas à se munir de cartes de légitimation.

En revanche, nous avons considéré comme voyageurs de commerce ceux qui prennent des commandes de livres, de dessins, etc., parce qu'il s'agit ici de la vente de marchandises et non d'une offre de travail. Nous avons en outre également considéré comme voyageurs de commerce, les chefs de maison, les gérants, les directeurs, les agents, etc., s'ils voyagent pour prendre des commandes. Il en résulte que nous donnons au sens du mot voyageur de commerce une portée bien plus vaste que ne le fait le monde commercial en désignant ordinairement sous ce nom un employé ou un voyageur à la commission.

*Définition de la revente d'articles de commerce ou de leur application à des besoins professionnels* (art. 1<sup>er</sup>). — La loi accorde l'exemption de taxe aux voyageurs de commerce lorsqu'ils « sont en relations d'affaires exclusivement avec des maisons opérant la revente de leurs articles ou en faisant usage pour leurs besoins professionnels. »

Cette notion de l'usage d'une marchandise pour les besoins professionnels n'est pas définie dans la loi ; elle semble en ressortir naturellement, de même que la notion de voyageur de commerce. Mais dans la pratique, la question a souvent donné lieu à des doutes et a motivé des instructions.

Souvent la limite entre un usage particulier et un usage professionnel est difficile à déterminer. Tel est surtout le cas lorsqu'il s'agit de professions dans lesquelles certains articles peuvent être regardés comme servant indistinctement à l'usage particulier ou à l'usage professionnel. A cet égard, nous citerons notamment les auberges, les pensions et hôtels, puis les agriculteurs, les écoles d'agriculture, les hôpitaux, les établissements de charité, les pénitenciers ; certains bureaux peuvent encore rentrer dans la même catégorie. Doit-on, par exemple, considérer comme faisant l'objet d'un usage particulier ou d'un usage professionnel les lampes électriques, les bougies, le savon, etc., employés dans un hôtel, les matières premières destinées à être travaillées dans un pénitencier, les engrais chimiques et les semences que se procure une école d'agriculture ? Dans tous ces cas, notre division du commerce a décidé que les commandes étaient prises auprès de personnes et d'établissements faisant usage de ces articles pour leurs besoins professionnels et elle a en conséquence exempté les voyageurs du paiement de la taxe. Elle a pris en considération ce fait que les écoles d'agriculture et les pénitenciers non seulement font une grande consommation particulière des articles ainsi commandés, mais que ceux-ci sont presque exclusivement employés à un usage professionnel, soit dans un but agricole, soit en vue d'un travail professionnel. Il va de soi que les voyageurs de commerce qui visitent des artisans (cordonniers, tailleurs, couturières) dans le but de prendre des commandes d'outils, de machines à coudre, etc., ont également été exemptés de la taxe.

De nombreux voyageurs de commerce visitant d'importants clients par-

ticuliers ont pensé qu'ils n'étaient pas astreints à payer la taxe, parce qu'il s'agissait, en l'espèce, de grosses commandes comme seuls, à l'ordinaire, des négociants et des industriels ont coutume d'en faire. C'était le cas, notamment, de voyageurs s'adressant à des chancelleries pour leur offrir le matériel de bureau qui leur est nécessaire, à des autorités communales ou à des fabriques pour placer des appareils pour l'extinction des incendies, à des autorités ou à des particuliers en vue d'une livraison de briques, de tuiles ou autres matériaux de construction. Mais ces consommateurs ne font pas usage de semblables articles dans un but professionnel, et les voyageurs qui les offrent doivent être regardés comme astreints à la taxe.

*Voyageurs de commerce voyageant avec des marchandises.* — Il a pu être fait sans hésitation un usage très fréquent de la faculté que l'art. 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi donne au Conseil fédéral d'accorder aux voyageurs de commerce l'autorisation de voyager avec des marchandises si le genre de commerce qu'exerce l'acheteur exige que ces marchandises lui soient immédiatement remises. Lorsqu'il s'agit de voyageurs en relations d'affaires exclusivement avec des maisons opérant la revente de leurs articles ou en faisant usage pour leurs besoins professionnels, les intérêts du commerce local n'ont pas à souffrir du fait que ces voyageurs voyagent avec des marchandises qu'ils remettent immédiatement à l'acheteur, comme ce serait le cas s'ils visitaient des particuliers. C'est un mode de procéder qui est même tout dans l'intérêt des acheteurs. Quoique nous n'ayons eu que rarement à écarter les demandes de ce genre, il n'y a cependant que peu de branches qui aient fait usage de cette faculté.

Comme on le prévoyait, ce cas s'est présenté le plus souvent pour des voyageurs en bijouterie ou horlogerie et ceux qui visitent des magasins de confections ou des modistes pour leur vendre des fleurs artificielles, des coupons de rubans de soie, etc. On trouvera plus de détails sur ce point au titre statistique de ce rapport.

Nous avons dû faire, à cet égard, une exception pour les voyageurs de maisons allemandes et austro-hongroises. En vertu de nos traités de commerce avec ces deux Etats, les voyageurs sans exception ne peuvent voyager qu'avec des échantillons et non avec des marchandises. Ceux qui ont des marchandises sont considérés comme des colporteurs et simplement soumis à la législation interne du pays où ils voyagent. La législation sur les industries et les métiers de l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne prévoit pas de traitement de faveur à l'égard des voyageurs dont il s'agit; les nôtres par conséquent ne jouiraient pas dans ces pays de la réciprocité. Nous n'avons donc pu prendre en considération les demandes de voyageurs en bijouterie allemands et austro-hongrois qui désiraient voyager avec des marchandises. Il en est résulté que quelques maisons de ces pays se sont établies à Bâle et à Zurich, y ont fondé des succursales, et se sont fait inscrire au registre suisse du commerce. Elles ont donc à payer les impôts dans ces villes et l'autorisation qu'elles avaient demandée leur a été accordée en qualité de maisons suisses.

Eu ce qui concerne d'ailleurs le traitement appliqué aux voyageurs étrangers (article 3 de la loi), nous nous référons à ce qui a été dit au chapitre des traités de commerce, au sujet de l'arrangement intervenu avec le gouvernement français.

*Cartes de légitimation.* — Plusieurs cantons ont, au début, établi une taxe cantonale de timbre et d'inscription pour toutes les cartes de légitimation.



mation ; deux d'entr'eux, par exemple, ont fixé la taxe d'inscription pour la carte verte à 1 fr. L'article 4 de la loi dit cependant expressément que ces cartes sont gratuites : quant aux autres cartes, les art. 2 et 3 en fixent la taxe. Le cas fut soumis à notre appréciation ; nous avons immédiatement donné les ordres nécessaires pour qu'à l'avenir de semblables surtaxes ne fussent plus perçues et que le montant de celles déjà versées fût tenu à la disposition des intéressés.

Il est arrivé fréquemment que des voyageurs sans moyens ou les personnes dont ils étaient les soutiens, nous ont demandé la restitution partielle ou intégrale des taxes par eux payées, alléguant la maladie du porteur, le peu d'usage fait de sa carte, l'insuccès de son voyage d'affaires, la cessation de son commerce, etc. Dans ces cas, nous avons soumis les demandes à l'appréciation des autorités cantonales afin de savoir si elles méritaient, exceptionnellement, d'être prises en considération. Lorsqu'il s'agissait de cessation de commerce, nous avons envisagé que la carte doit être envisagée comme échue. Dans le cas de mort du porteur, la carte peut, à teneur de notre arrêté du 1<sup>er</sup> novembre 1892, être transférée à une autre personne.

La division du commerce a d'ailleurs eu à s'occuper, dans ce domaine, de nombreux autres cas qui se sont présentés, mais qui sont d'ordre trop spécial pour que nous en parlions ici.

*Contraventions et amendes.* — La loi (article 8) délègue aux autorités pénales des cantons le soin de connaître des contraventions. Il en résulte que nous n'avons reçu aucune communication régulière propre à nous faire savoir de quelle manière les autorités cantonales ont surveillé l'exécution de cette loi.

Certaines plaintes cependant nous sont parvenues, soit par la voie de la presse, soit par des lettres reçues au cours de l'année, sur la façon trop indulgente dont les polices cantonales exercent le contrôle, aussi bien que sur l'insuffisance des amendes prononcées.

D'autre part, nous nous sommes convaincus à la suite de réclamations ou par des demandes de renseignements de la part d'autorités que, dans certains cantons du moins, on va aussi trop loin dans l'exercice du contrôle et dans la punition des infractions à la loi.

C'est ainsi, par exemple, que des amendes allant jusqu'à 50 francs ont été infligées à des voyageurs qui possédaient la carte verte leur permettant de recueillir des demandes auprès de négociants faisant la revente, mais qui l'avaient oubliée ou laissée chez ceux dans la supposition qu'on ne leur en demanderait pas la production. Des amendes variant de 15 à 30 fr. furent également infligées à des voyageurs étrangers qui étaient en possession de la carte de la légitimation industrielle prévue dans les traités de commerce et à eux délivrée par les autorités de leur pays, mais qui ignoraient qu'en dépit de ces pièces, ils devaient encore se procurer, en Suisse, une carte de légitimation gratuite. Comme il ne s'agissait que d'une carte gratuite et qu'il ne pouvait être question d'un préjudice porté au fisc, il aurait pu suffire de leur donner des renseignements sur la question et peut-être de leur infliger une légère amende d'ordre, surtout si l'on considère que la loi violée n'était que tout récemment entrée en vigueur.

Par contre, il est aussi arrivé que des voyageurs déjà poursuivis précédemment, qui recherchaient des commandes auprès de particuliers sans posséder la carte payante, ont été punis trop légèrement, ce qu'il faut

attribuer au fait que les tribunaux appelés à juger ces cas de récidive n'avaient pas connaissance de la condamnation déjà prononcée par d'autres juges.

Ces différentes constatations engagèrent, au début de cette année, notre département des affaires étrangères à demander aux gouvernements cantonaux de lui transmettre copie de tous les jugements suivis de condamnation, prononcés jusqu'ici ou à intervenir. Le désir d'être exactement informé a principalement motivé cette démarche; mais si le résultat de celle-ci était de prouver la nécessité d'une intervention des autorités fédérales dans les jugements rendus par les autorités cantonales, nous nous verrions contraints d'ordonner la communication obligatoire de ces jugements afin de nous assurer le droit du recours en cassation prévu aux articles 155 et 161 de la loi sur l'organisation judiciaire fédérale.

La plupart des cantons nous ont aussitôt, et avec un empressement dont nous leur savons gré, envoyé la copie des jugements rendus au cours de l'année dernière. L'un d'eux a exprimé le désir que les frais occasionnés par ces communications soient supportés par la Confédération, comme c'est le cas pour l'administration de l'alcool. Le département n'a cependant pas cru devoir considérer cette requête comme fondée. Il est impossible d'ailleurs de comparer en cette circonstance la loi sur les patentes avec la loi fédérale sur les spiritueux: en effet, les dépenses de l'administration de l'alcool sont couvertes par les droits perçus sur les alcools, tandis que la Confédération ne prélève aucun argent résultant de la mise à exécution de la loi sur les patentes. Ce sont les cantons, par contre, qui bénéficient non seulement des taxes de patentes, mais encore des amendes, dont le montant est assez considérable et qui s'élèvent, pour le canton dont il s'agit, à plus de mille francs.

*Règlement d'exécution.* — Par notre arrêté précité du 1<sup>er</sup> novembre 1892, nous avons pris les mesures nécessaires pour la mise en vigueur de la loi. Maintenant que les expériences de la première année sont faites et que nous connaissons la plupart des cas qui peuvent se rencontrer dans la pratique, il nous sera possible, sous peu, de nous occuper de l'élaboration définitive d'un règlement en nous basant sur les décisions déjà rendues par le département.

*Partie financière.* — Le montant total des taxes de patentes atteint la somme inattendue de 310,650 fr. Chaque canton a retenu sur les sommes perçues par lui un droit d'encaissement de 4 0/0 (article 7 de la loi), droit qui se monte pour l'ensemble des cantons à 12,426 francs. Sur le solde de 298,224 fr., il a été prélevé un montant de 1,798 fr. 35 représentant le coût des formulaires fédéraux livrés aux cantons, cartes et registres (art. 5 de la loi). Les 296,425 fr. 65 restant ont été ensuite répartis aux cantons au prorata de leur population respective (population domiciliée). Ils représentent 10,221 centimes par tête d'habitant.

Le règlement des comptes a déjà eu lieu au mois de janvier et s'est effectué sans difficulté. Cependant, le gouvernement de Bâle-ville a demandé:

1. Que les frais des formulaires fédéraux ne soient pas déduits pour chaque canton en particulier, mais soit prélevé sur le montant total des taxes après retenue du droit d'encaissement. Les cantons participeraient ainsi aux frais au prorata du chiffre de leur population, c'est-à-dire de la même manière qu'ils participent aux recettes. Le mode de répartition que nous

avons employé atteindrait, en proportion, trop fortement les cantons qui, comme Bâle-ville et les cantons-frontière, ont un grand mouvement de voyageurs et pourvoient en partie aux recettes des autres cantons. Sur les 25,950 fr. par exemple, que Bâle-ville a perçus pour les taxes, ce canton n'a reçu dans la répartition que 8,477 fr. ; 17,523 fr., c'est-à-dire plus du double de ce dernier chiffre, ont été répartis entre les autres cantons. Le coût des cartes gratuites et payantes, au nombre de 4,600, reçues par Bâle-ville jusqu'au 31 décembre 1893, s'est élevé, y compris les formulaires de règlement de comptes, à 148 fr. 70 ; si la répartition était faite au prorata de la population, ce canton aurait eu à payer 104 francs de moins ;

2. Que la répartition des recettes soit basée, non pas sur la population domiciliée, mais sur la population de fait, comme c'est d'ailleurs le cas pour la répartition des recettes provenant du monopole de l'alcool. D'après la manière de voir du gouvernement bâlois, ce mode de procéder répondrait à l'équité et ses effets seraient d'une grande importance pour des cantons qui, comme Bâle-ville, donnent l'hospitalité à de nombreux étrangers : ces cantons reçoivent, en effet, pour cette raison, la visite d'un nombre plus considérable de voyageurs de commerce, d'où il suit une augmentation correspondante des dépenses nécessitées par la délivrance des cartes et par la perception des taxes. La répartition au prorata de la population de fait donnerait à Bâle un chiffre de recette de 11 francs plus élevé.

Nous n'avons pris encore aucune décision sur ces questions qui d'ailleurs, ainsi que le démontrent les exemples qui précèdent, n'ont pas une grande importance pratique.

Il est une autre question qui s'est imposée d'elle-même à nous lors du règlement des comptes ; c'est celle de savoir s'il ne serait pas à propos de réserver à la Confédération une part sur le produit des taxes de patentes pour la couvrir de ses frais d'administration qui ne sont pas sans importance ; on agirait ainsi par analogie avec ce qui se fait en ce qui concerne les recettes provenant de l'inscription au registre du commerce, sur lesquelles la Confédération prélève le cinquième. Pendant l'année 1893, le fonctionnaire chargé de cette branche de l'administration n'a pas toujours suffi à la besogne ; le personnel de la division a été appelé en partie à lui venir en aide, et les frais de bureau, de publications et de traitement s'élèvent au moins à 6,000 fr. Un prélèvement de 20/0 effectué sur le produit des taxes, estimé en moyenne à 250,000 fr. pour les années prochaines, correspondrait à peu près à ces frais.

*Statistique.* — Il résulte de nos relevés statistiques sur le mouvement des voyageurs de commerce en Suisse pendant l'année écoulée, que les offices institués à cet effet ont délivré 20,143 cartes de légitimation, dont 18,250 cartes gratuites et 1893 cartes soumises à la taxe. Il a été remis 13,517 cartes gratuites à des voyageurs suisses et 4,733 à des voyageurs étrangers.

Les offices ont remis 274 cartes collectives gratuites (carte utilisée par plusieurs voyageurs).

Des 1,556 cartes payées par des voyageurs suisses, 1,036 portent le nom d'un seul voyageur, 520 sont collectives. Les voyageurs étrangers, placés sur le même pied que les nationaux, ont pris 74 cartes payées, soit 59 délivrées à un seul voyageur et 15 collectives. — Les voyageurs de commerce



français ont acquitté jusqu'au 30 juin 26 cartes collectives et 237 cartes au nom d'un seul voyageur.

Par suite de l'autorisation que nous avons donnée de délivrer, au nom de plusieurs personnes, les cartes qui sont utilisées alternativement par l'un ou l'autre des chefs de la maison ou par un de ses employés, le nombre des voyageurs est plus considérable que celui des cartes. Les voyageurs ont atteint le chiffre important de 21,316. Le nombre des voyageurs suisses a été de 16,171, celui des voyageurs étrangers de 5,145. La proportion des voyageurs par rapport à la population de la Suisse est de un voyageur pour 136 habitants et, plus spécialement, d'un voyageur suisse par 180 habitants. Il convient de rappeler à cet égard que les chefs de maisons (patrons, gérants, directeurs, etc.) sont considérés comme voyageurs de commerce s'ils voyagent pour prendre des commandes. Les chiffres indiqués plus haut ne comprennent donc pas uniquement des personnes engagées spécialement comme commis-voyageurs.

Le tableau suivant donne le groupement de ces voyageurs d'après les articles de commerce qu'ils représentaient. La moitié à peu près des voyageurs suisses (6,968 = 48 0/0) voyageaient pour des articles de consommation et parmi eux 3,117 pour les vins.

	Voyageurs		Total.
	suisses.	étrangers.	
Matières textiles . . . . .	3.390	1.815	5.205
Machines . . . . .	401	78	479
Métaux . . . . .	849	592	1.441
Bijouterie, horlogerie et fournitures d'horlogerie . . . . .	558	191	749
Quincaillerie . . . . .	355	251	606
Comestibles, boissons, tabacs . . . . .	6.968	553	7.521
Huiles et graisses . . . . .	120	34	154
Cuir, ouvrages en cuir, chaussures . . . . .	383	269	657
Verres . . . . .	123	72	195
Objets de littérature, de science, de technique et d'art, papiers, etc . . . . .	749	422	1.171
Ouvrages en ciment, argile, grès, etc.; poteries . . . . .	311	128	439
Espèces chimiques, drogueries, parfumeries, couleurs . . . . .	582	297	879
Bois et ouvrages en bois . . . . .	395	163	558
Déchets et engrais . . . . .	24	—	24
Ouvrages en caoutchouc . . . . .	42	71	113
Ouvrages en paille, jonc, liber . . . . .	60	26	86
Articles divers . . . . .	856	183	1.039
	16.171	5.145	21.316

Les voyageurs étrangers se répartissent comme suit d'après les pays : Allemagne 3,791, France 673, Italie 256, Autriche 175, Angleterre 105, Belgique 98, Hollande 23, Espagne 18, Luxembourg 3, Russie 1, Tunis 1, Etats-Unis de l'Amérique du Nord 1.

Les objets de consommation, dont les vins sont le principal article, sont représentés surtout par les voyageurs allemands, français, italiens et espagnols.

C'est l'Allemagne qui, dans toutes les branches, a fourni le nombre le plus considérable de voyageurs.

Depuis l'arrangement avec la France, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet et stipulant le traitement égal et réciproque des voyageurs de commerce, le nombre des voyageurs français parcourant la Suisse a doublé.

L'autorisation de voyager avec des marchandises a été accordée en 1893 à 133 maisons de commerce, à savoir 105 maisons suisses et 28 étrangères. Parmi ces dernières se trouvent 15 maisons françaises, 5 hollandaises, 4 britanniques, 3 italiennes et 1 belge.

Les articles de commerce pour lesquels cette autorisation a été donnée sont les suivants :

	Maisons		Total.
	suisses,	étrangères.	
Diamants, pierres fines, perles, etc. . . . .	12	16	28
Diamants à couper le verre. . . . .	2	—	2
Ouvrages d'or et d'argent . . . . .	21	7	28
Horlogerie et fournitures d'horlogerie . . .	36	—	36
Instruments d'optique, de physique et de mathématiques. . . . .	1	—	1
Fournitures pour dentistes. . . . .	2	1	3
Articles pour fumeurs . . . . .	1	—	1
Eponges . . . . .	2	—	2
Machines à coudre . . . . .	1	—	1
Articles de modes, nouveautés, etc. . . . .	27	4	31
	105	28	133

### Troisième division. — Emigration.

#### A. Section administrative.

##### I. — PARTIE GÉNÉRALE.

1. *Statistique.* — Le tableau ci-après indique le nombre des ressortissants suisses et étrangers domiciliés dans notre pays, qu'ont expédiés aux contrées d'outre-mer, en 1893, les agences suisses d'émigration patentées. Il donne aussi le montant des sommes versées entre les mains des agents pour être remboursées à ces émigrants au lieu de leur destination.

Cantons.	Nombre des émigrants.	Montant des sommes versées aux agents contre effets de change.
		Fr.
Zurich. . . . .	658	65.249 10
Berne . . . . .	1.531	187.419 20
Lucerne . . . . .	109	31.874 50
Uri . . . . .	46	2.045 —
Schwyz . . . . .	184	10.181 85
Unterwald-le-haut . . . . .	76	12.278 50
Unterwald-le-bas. . . . .	18	2.930 —
Glaris . . . . .	142	26.763 20
Zoug . . . . .	32	1.636 85
Fribourg. . . . .	40	563 50
Soleure . . . . .	140	23.274 —
Bâle-ville . . . . .	327	63.775 45
Bâle-campagne. . . . .	166	15.273 —
Schaffhouse . . . . .	143	10.927 —
Appenzel-Rh. ext. . . . .	114	15.644 10
Appenzel-Rh. int. . . . .	5	—

St-Gall. . . . .	448	48.314	80
Grisons . . . . .	281	28.464	70
Argovie . . . . .	310	44.996	15
Thurgovie . . . . .	455	19.410	90
Tessin . . . . .	561	1.329	65
Vaud . . . . .	184	14.995	65
Valais . . . . .	498	620	—
Neuchâtel. . . . .	222	10 843	90
Genève. . . . .	417	175	—
Total. . . . .	6.177	639.083	—

Depuis 1879 l'émigration de la Suisse dans les pays d'outre-mer n'a jamais été aussi faible; son chiffre, qui représente le 2,1<sup>0</sup>/<sub>100</sub> de la population totale, est inférieur de 1658 à celui de 1892. Celui de 1883, le plus fort qui ait été constaté depuis 15 ans, le dépasse de 7325. Il est même inférieur de 1534 à la moyenne des dix dernières années. Le nombre des émigrants a considérablement diminué dans les cantons de Zurich (170), Berne (110), Bâle-ville (153), Saint-Gall (384), Valais (139) et Neuchâtel (144). Seul le canton de Bâle-campagne accuse une sensible augmentation (47). 4351 d'entre les émigrants se trouvaient être citoyens du canton qu'ils quittaient, les ressortissants d'autres cantons étaient au nombre de 878, les étrangers établis en Suisse, de 948. Nous ajouterons que les agences suisses ont en outre, soit complètement, soit durant un trajet plus ou moins long, effectué le transport de plus de 9,000 personnes venant de l'étranger.

On a de nouveau constaté durant l'année 1893 qu'un certain nombre d'émigrants sont partis sans recourir à l'intermédiaire des agences suisses. Ce fut entre autres, le cas de 32 personnes qui, au printemps, ont quitté le canton de Vaud pour se rendre au Canada et qui doivent avoir pris leurs billets à Anvers. En ce qui concerne d'autres, il faut admettre que les agences ont pour le moins coopéré à leur transport sans en faire mention dans les registres de contrôle ou sur les cartes de statistique. Il s'agissait d'émigrants appartenant à l'une ou l'autre des catégories de personnes dont l'article 11 de la loi fédérale du 22 mars 1888 interdit l'expédition.

Il est à désirer dans l'intérêt des émigrants qu'ils concluent leurs contrats avec des agences du pays. Ceux qui traitent avec des agences étrangères ne peuvent en effet, prétendre à la protection que notre loi leur offre, tandis qu'ils obtiennent plus facilement justice en cas de différends avec des agences suisses. En outre, le coût du voyage est en général moins élevé lorsque le contrat d'émigration est conclu en Suisse.

2. Dans la somme de 639,083 francs pour laquelle les émigrants se sont procuré des lettres de change auprès des agences, figuraient 634,652 francs payables aux Etats-Unis. Les émigrants qui se rendent dans d'autres pays où les agences n'ont pas pour leurs transactions financières des relations aussi sûres, emportent d'ordinaire avec eux l'argent comptant dont ils disposent ou le font parvenir au lieu de leur destination par la poste ou par l'entremise de maisons de banque.

## II. — AGENTS, SOUS-AGENTS, CAUTIONNEMENTS.

1. Nous avons reçu cette année deux demandes de patente pour l'exploitation d'agences d'émigration, l'une de MM. Oscar Schenker et C<sup>ie</sup>, à



Chiasso (O. et Eugène Schenker frères), et qui leur a été accordée le 3 octobre ; l'autre de M. H. Meiss, à Lucerne, qui veut établir son agence à Zurich. Cette dernière demande n'a pas été traitée au cours de cet exercice.

Les patentes de deux agences exploitées par une société ont dû être transformées : l'une du fait de la nomination d'un second représentant, l'autre par suite du décès de l'un des associés. Nous rappelons à ce sujet que les patentes ne sont pas dressées au nom de la raison sociale, mais seulement au nom de personnes déterminées auxquelles la société a donné pleins pouvoirs pour gérer ses affaires.

Nous renvoyons du reste à la feuille fédérale (1893, I. 60, 255 ; III. 677, 893 ; IV. 353, 388, 445, 507 ; V. 864, et 1894, I. 146) dans laquelle ont été publiés, conformément à l'article 8 de la loi, les noms des personnes autorisées à exploiter des agences d'émigration,

Le nombre des sous-agents a subi une légère diminution de sorte qu'en somme on peut dire que le but poursuivi dans ce sens lors de la révision de la loi sur l'émigration a été atteint, bien qu'une plus forte réduction du nombre des sous-agents de quelques agences soit encore désirable. Les sous-agents sérieux, au courant des questions d'émigration, et qui peuvent assurer en toute sécurité le transport des émigrants et leur donner les renseignements nécessaires, sont en très petit nombre ; la plupart, ceux surtout qui pratiquent encore un autre métier, considèrent tout naturellement ces fonctions comme accessoires et ne se donnent aucune peine pour acquérir les connaissances qui pourraient les mettre en état de renseigner l'émigrant d'une manière convenable. En outre, ce personnel subit de trop fréquents changements : en 1893, 26 sous-agents ont résigné leurs fonctions et 24 ont été nouvellement engagés. Il est clair que pendant un service de peu de durée, un sous-agent ne peut acquérir l'expérience indispensable pour procéder en bonne connaissance de cause au transport des émigrants dans toutes les parties du monde.

Les émoluments perçus pour les patentes et les confirmations de sous-agents se sont élevés à fr. 1332, 50.

2. La somme déposée par les agents à titre de cautionnement s'élevait à la fin de 1892 à 971,620 francs ; en 1893, les dépôts effectués de ce chef se sont élevés à 125,250 francs et le montant des sommes retirées à 69,950 fr., de sorte que la somme totale des cautionnements fournis s'élevait à la fin de l'année à 1,026,920 francs. Un certain nombre de valeurs, notamment les valeurs italiennes, ayant subi une dépréciation, quelques agences ont dû fournir l'équivalent de la moins-value du cautionnement versé (voir article 4, alinéa 4, de la loi).

Le conseil fédéral a admis que le cautionnement exigé des agences d'émigration peut être fourni par d'autres personnes que les titulaires des agences. Mais cependant l'agent seul est considéré comme propriétaire du cautionnement et figure comme tel dans les contrats de gage dont ce cautionnement est l'objet. L'autorité fédérale peut seulement prendre vis-à-vis du véritable propriétaire l'engagement stipulé à l'article 217 C. O. ; en d'autres termes, le propriétaire effectif du cautionnement a la latitude de se porter créancier en second rang, de manière à s'assurer la remise directe du gage lorsque l'agence cesse de fonctionner et dès qu'elle a satisfait aux réclamations éventuelles formulées en vertu de l'article 4, alinéa 6, de la loi sur l'émigration.

3. En nous référant à l'article 6 de la loi qui prescrit que les agents et les sous-agents ne peuvent être ni fonctionnaires ni employés de la Confédération, nous avons engagé les cantons à interdire aussi aux fonctionnaires cantonaux, de district et de commune, de revêtir une charge d'agent. Un petit nombre seulement de gouvernements cantonaux ont adopté cette manière de voir. Or, quelques agences recherchent de préférence comme sous-agents, des fonctionnaires, car probablement elles les supposent plus aptes que des particuliers à découvrir des personnes qui, par un motif quelconque, pourraient se laisser engager à émigrer. Ainsi s'expliquent les plaintes qui nous parviennent fréquemment contre des sous-agents de cette catégorie de la part de leurs concurrents, plaintes qui ne sont pas absolument dénuées de fondements, mais auxquelles, faute de compétence, nous ne pouvons faire droit. Les cantons ne devraient cependant pas tolérer que leurs fonctionnaires, et surtout les fonctionnaires du corps enseignant et du corps judiciaire, se livrent à des opérations d'émigration.

4. La commission de renseignements pour Zurich et ses environs a attiré l'attention du conseil fédéral sur les inconvénients résultant du mode de faire de certains bureaux particuliers de placement. Elle a surtout insisté sur le fait que ces bureaux ne donnaient, aux personnes auxquelles ils procuraient des places à l'étranger et en particulier aux filles d'hôtel, aucun renseignement sur l'itinéraire et les frais de voyage et exigeaient pour leur peine des honoraires très élevés. Elle estimait en conséquence que les organes de l'Etat devraient soumettre à une surveillance plus efficace les procédés des bureaux de placement, et demandait au conseil fédéral d'examiner si, en ce qui concerne le placement à l'étranger, on ne pourrait soumettre ce genre d'affaires à la loi sur l'émigration ainsi qu'à la surveillance de l'autorité compétente, et de déterminer en même temps, de la manière la plus équitable, les devoirs et la responsabilité réciproques.

Nous avons répondu comme suit : Le conseil fédéral reconnaît qu'il est dans l'intérêt public de soumettre les bureaux de placement particuliers au contrôle de l'Etat ; plusieurs cantons ont déjà pris des mesures à cet effet. En mai 1875, les cantons de Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève ont conclu pour la protection des jeunes gens à l'étranger un concordat auquel le canton de Berne a adhéré dans la suite. Ce concordat a été suivi, les 26 mars 1887 et 13 février 1892, d'un règlement d'exécution commun, relatif au placement des domestiques et soumettant à la surveillance des directions de police cantonales les bureaux ou les agences de placement. Le conseil fédéral estime aussi qu'il appartient aux cantons de faire dépendre la création de bureaux de ce genre de certaines conditions propres à garantir de toute exploitation ou tromperie les personnes désirant obtenir une place. La constitution fédérale ne renferme aucune disposition permettant à la Confédération d'exercer elle-même une surveillance de ce genre. La loi fédérale concernant les opérations des agences d'émigration n'est pas applicable aux bureaux de placement, ni même à cette branche de leur exploitation qui consiste à procurer des places à l'étranger. D'après l'article 2 de la loi précitée, est tenu de requérir une patente quiconque veut faire profession d'expédier des émigrants ou de vendre des billets de passage. Or, outre que l'on ne peut assimiler les clients des bureaux de placement à des émigrants au sens propre de la loi, il est bon de remarquer que ces bureaux n'expédient pas leurs clients au lieu où ils leur ont procuré des places. Nous nous sommes par contre déclarés disposés

à recommander aux cantons qui n'ont pas encore pris de mesure à cet égard, de procéder de la même manière que ceux de la Suisse occidentale.

5. Une agence nous a demandé si l'on ne pouvait pas se dispenser d'appliquer à l'expédition de passagers étrangers l'alinéa 1 du paragraphe 7 du contrat d'émigration. Nous lui avons répondu comme suit :

1. Ce n'est pas le formulaire obligatoire du contrat d'émigration, mais la loi fédérale du 22 mars 1888 (article 15, chiffre 6) qui oblige les agences à assurer contre les accidents, pendant la durée du voyage jusqu'au lieu de destination désigné dans le contrat, les chefs de famille qui émigrent. Lors de la révision de la loi du 24 décembre 1850 qui, du reste, renfermait sur le sujet qui nous occupe les mêmes dispositions, le conseil fédéral a émis l'avis que, à l'exception de l'article 11, chiffre 6, toutes les dispositions de la loi sur l'émigration devaient être applicables aussi bien aux étrangers qu'aux Suisses et l'assemblée fédérale a ratifié cette manière de voir.

2. Il n'est pas exact que l'on ne puisse conclure un contrat d'assurance ordinaire pour la courte durée d'un voyage dans les pays d'outre-mer et que l'on doive exiger au moins la prime d'une année. La plupart des sociétés d'assurance sur la vie assurent contre les accidents pendant la durée de voyages courts ou longs et ont établi à cet effet des tarifs spéciaux. Il est de même inexact qu'aucune société d'assurance ne passe de contrats d'assurance en bloc, un certain nombre d'agences d'émigration ayant conclu des contrats de ce genre avec une société d'assurance. Celle-ci n'exige pas la visite médicale des passagers qui font l'objet de l'assurance, et les formalités à observer sont très simples.

3. La loi obligeant les agences à assurer les émigrants, il est indifférent que ceux-ci y prennent ou non un intérêt.

4. Enfin, il n'est pas non plus exact de prétendre que l'agent ne reçoit de l'émigrant aucune contre-prestation pour l'assurance, car il résulte de l'article 15, chiffre 6, de la loi, déjà cité que les agences sont autorisées à réclamer une prime pour assurance. Ce droit leur étant reconnu, on ne voit pas pourquoi elles ne devraient pas assurer des étrangers.

### III. — PLAINTES

Durant cette année aussi, nous avons reçu un nombre assez élevé de plaintes et de demandes d'intervention de la part d'émigrants et d'autres personnes ayant été en rapport d'affaires avec les agences d'émigration. Nous n'en constatons pas moins avec satisfaction que la plupart des agences ont fait leur possible pour satisfaire aux exigences de la loi. Il est à remarquer que si, sous le rapport de la forme et au point de vue juridique, ce sont les agences qui se chargent de l'expédition des émigrants, ce sont en réalité diverses entreprises de transport, compagnies de chemins de fer indigènes ou étrangères et compagnies maritimes, qui les transportent, ce qui complique et assombrisse les opérations d'émigration. Pour ce motif et d'autres encore et étant donné le fait qu'un grand nombre d'émigrants ne possèdent pas même les connaissances les plus indispensables à un voyage dans les pays d'outre-mer, on ne saurait guère espérer que les plaintes cesseront jamais complètement. On peut aussi attribuer le nombre important des plaintes et des demandes d'intervention, au fait que les personnes désireuses d'émigrer se familiarisent chaque jour davantage avec les dispositions de la loi ; c'est pour ce même motif que dans les premiers temps qui suivirent son entrée en vigueur, bien que les agences montrassent



moins de zèle à s'y conformer, le nombre des plaintes étaient néanmoins beaucoup plus petit. Il est à regretter que les agences suisses qui expédient chaque année environ 16,000 personnes y compris les étrangers, ne puissent exercer pour ainsi dire aucune influence sur les dispositions et les instructions des compagnies maritimes et qu'elles soient très dépendantes de celles-ci bien que dans un autre sens que celui des dispositions de l'article 3, dernier alinéa, de la loi du 22 mars 1888. Les agences doivent compter avec les compagnies maritimes, tandis que ces dernières peuvent se passer des agences. Il est cependant certain que si la concurrence était moins âpre entre les diverses agences et s'il régnait entre elles un peu plus d'accord, on pourrait introduire sous ce rapport nombre d'améliorations.

Les plaintes et demandes d'intervention qui nous sont parvenues en 1893 concernaient :

1. L'expédition de personnes qui, pour cause d'âge avancé, de maladie ou d'infirmité, étaient incapables de travail, sans qu'il fût prouvé que leur entretien était suffisamment assuré au lieu de destination (article 11, chiffre 1) : 2 cas.

2. L'expédition de mineurs ou de personnes placées sous tutelle sans un consentement écrit dûment légalisé de celui qui exerce l'autorité paternelle ou tutélaire (article 11, chiffre 2) : 5 cas.

3. L'expédition de personnes que les lois du pays de destination défendent de recevoir comme émigrants (article 11, chiffre 4) : 5 cas.

4. L'expédition de personnes ne possédant pas des papiers constatant leur origine et leur nationalité (article 11, chiffre 5) : 5 cas.

5. L'expédition de citoyens suisses astreints au service militaire qui n'avaient pas prouvé avoir restitué à l'Etat leurs effets militaires (article 11, chiffre 6) : 3 cas.

6. L'expédition de parents qui, sans être d'accord avec l'autorité d'assistance compétente, émigraient en laissant en Suisse des enfants en bas-âge (article 11, chiffre 7) : 3 cas.

7. Expédition défectueuse de bagages d'émigrants : 2 cas.

8. Publications illicites : 5 cas.

9. Expédition d'émigrants dans des conditions autres que celles prévues par le contrat, et désignation inexacte de la route à prendre : 2 cas.

10. Taxes complémentaires augmentant le prix fixé au contrat (articles 15, 1 et 16, 3) : 3 cas.

11. Rupture du contrat d'émigration (article 17, chiffre 6, de la loi et §§ 13 et 14 du contrat d'émigration) : 4 cas.

12. Refus des agents de faire droit aux réclamations civiles d'émigrants : 2 cas.

13. Emploi pour des opérations d'émigration de personnes n'ayant pas été présentées aux autorités comme sous-agents (article 5, alinéa 5) : 2 cas.

14. Propagande en faveur de l'émigration : 2 cas.

15. Assurance en cas d'accidents du chef de famille pour la durée du voyage (article 15, chiffre 6) : 1 cas,

#### IV. — DESTINATION DES ÉMIGRANTS.

*A. Amérique du Nord. — I. Etats-Unis.* Des 6,177 personnes qui ont émigré de Suisse en 1893, 5,637 se sont rendues aux Etats-Unis; en 1892,

il y en avait eu 7,340 ; l'émigration vers ce pays représente le 91,2 0/0 du chiffre total ; cette proportion était de 93,6 0/0 en 1892.

Il faut rechercher des deux côtés de l'Océan la cause de ce notable recul survenu dans l'émigration aux Etats-Unis qui cependant sont toujours et seront sans doute pour longtemps encore le but principal des gens fatigués de l'Europe. En ce qui concerne spécialement les Etats-Unis d'Amérique, on sait qu'une crise financière y règne dans tous les domaines ; dans l'Ouest, un grand nombre de mines, dans l'Est, beaucoup de fabriques ont réduit le nombre de leurs ouvriers, quelques-unes même ont complètement cessé le travail. La valeur de l'exportation des céréales et des farines pendant les huit premiers mois de l'année, accuse une diminution d'environ 40 millions de dollars sur l'année précédente. En outre, le sol est fortement grevé. On comprend donc que, malgré la très forte immigration du temps, le chiffre des émigrants de cette année soit inférieur de plus de 22,000 à celui de l'année précédente. L'émigration suisse a dû être d'autant plus influencée par ces circonstances que dans la plupart des cas ce sont les nouvelles adressées aux parents laissés dans le pays par des gens ayant émigré, ou données par des personnes venues d'Amérique en visite qui incitent l'émigrant à partir.

La législation, de plus en plus sévère, des Etats-Unis sur l'émigration a contribué à cette diminution. Nous avons déjà eu l'occasion dans les rapports précédents d'en constater la tendance et les effets. L'augmentation du nombre des bras inoccupés, les efforts des associations ouvrières, des « Knights of labor » et d'autres en vue de maintenir les salaires à leur niveau actuel, et la crainte de les voir diminuer par suite de l'immigration, enfin la devise du parti des nativistes « protection à tout prix du travail national » ont fait éclore, à la fin de 1892 et au commencement de cette année, un certain nombre de projets de loi dont l'acceptation aurait pour ainsi dire arrêté l'émigration aux Etats-Unis. Un de ces projets visait même à faire interdire l'émigration pendant un certain temps, d'autres proposaient au sujet du choléra des mesures sanitaires qui auraient aussi équivalu à un arrêt complet de l'émigration. La loi adoptée le 3 mars ne crée il est vrai pas de nouvelles catégories de personnes auxquelles l'émigration soit interdite, mais elle renferme une série de dispositions destinées à rendre plus sévères le contrôle sur l'application des lois antérieures et l'enquête dont dépend la libre entrée des émigrants. Les agences et compagnies maritimes doivent dresser des listes donnant sur chaque émigrant les renseignements suivants : 1. nom ; 2. âge (année et mois de la naissance) ; 3. sexe ; 4. état-civil ; 5. profession ; 6. s'il sait lire et écrire ; 7. nationalité ; 8. dernier domicile ; 9. port d'arrivée ; 10. lieu de destination ; 11. s'il possède un billet pour cette localité ; 12. qui a payé le voyage ; 13. s'il possède de l'argent et, en cas d'affirmative, plus ou moins de 30 dollars et dans ce dernier cas combien ; 14. s'il a déjà été aux Etats-Unis et, en cas d'affirmative, où et quand ; 15. si c'était chez des parents, et en cas d'affirmative, qui étaient ces parents, leur nom et leur domicile ; 16. si l'immigrant a jamais été en prison ou dans un établissement de pauvres ; 17. s'il est polygame ; 18. s'il a d'une manière quelconque contracté un engagement de travail aux Etats-Unis ; 19. état de santé physique et moral ; 20. s'il est difforme ou infirme et, en cas d'affirmative, de quelle manière et par quelle cause. On ne refoule pas toutes les personnes qui ne peuvent pas donner à chaque question une réponse satisfaisante, par

exemple toutes celles qui possèdent moins de 30 dollars, mais au cas où l'on appellerait d'un décret de renvoi, leurs réponses aideraient à l'examen de ses motifs. Nous renvoyons du reste à la Feuille fédérale 1893, II. 901, qui contient la traduction de cette loi qui a été communiquée aux agences.

En exécution de ces lois, quatre Suisses ont été refoulés par les autorités du port de New-York. Parmi eux se trouvait une Tessinoise à laquelle sa commune d'origine avait payé une partie des frais de voyage. Le consulat et un ecclésiastique qui procura à cette personne une place de domestique dans une famille honorable obtinrent le retrait du décret de renvoi. Deux autres individus considérés comme engagés par contrat soit comme ayant accepté avant leur départ du travail ou une place aux Etats-Unis, furent réexpédiés.

On a constaté que bon nombre d'émigrants se figurent que leur immigration rencontre moins de difficultés s'ils affirment s'être assuré une place aux Etats-Unis. Ils pensent qu'autrement on les considérerait comme « paupers ». Dans un cas, le recours d'un émigrant contre son renvoi n'a pas été transmis à l'autorité compétente parce qu'il n'était pas rédigé en anglais.

On s'est plaint au si de ce que, dans leur excès de zèle, les employés des autorités d'immigration avaient posé les questions de telle manière que les réponses des émigrants devaient fatalement avoir pour conséquence un décret de renvoi.

Nous n'avons pas manqué de charger la légation de Washington de protester contre ce procédé déloyal au cas où ce mode d'agir serait vraiment constaté, et nous avons saisi cette occasion pour rappeler que depuis des années l'autorité fédérale s'efforce de faire observer strictement par les agences suisses les lois américaines sur l'émigration. La loi fédérale suisse concourt plus qu'aucune autre à ce que les lois américaines soient respectées, car dans son article 11, alinéa 4, elle interdit aux agents d'expédier les personnes que les lois du pays de destination défendent de recevoir comme immigrants. Cette défense et les autres dispositions interdisant le transport de certaines catégories de personnes ont été rigoureusement observées, vu surtout leur caractère philanthropique. Nous avons adressé aux agences la traduction en trois langues de toutes les lois des Etats-Unis sur l'immigration, en les invitant à les porter à la connaissance des émigrants qui se présenteraient dans leurs bureaux. Sur tous les cas de renvoi de citoyens suisses que nous a signalés le consulat suisse à New-York, nous avons ouvert une enquête pour savoir si les lois américaines n'avaient pas été violées. Finalement, nous ne pûmes nous empêcher de déclarer qu'il nous semblait que les décrets interdisant le débarquement, surtout ceux basés sur la loi relative aux ouvriers engagés, avaient été arbitrairement rendus par l'autorité d'immigration et que, du reste, d'après notre intime conviction, les émigrants suisses n'étaient pas des ouvriers engagés par contrat dans le sens propre de la loi américaine.

La légation nous donna dans un rapport ultérieur l'assurance qu'il serait remédié à cet abus, et que les Etats-Unis rendaient pleinement justice aux efforts de l'autorité suisse d'émigration.

Les mesures prises aussi bien en Europe qu'en Amérique pour empêcher la propagation du choléra, et, en particulier, les règlements de quarantaine promulgués en partie à cause de l'exposition de Chicago ont causé, cette année, une certaine perturbation dans le transport des émigrants. Au



commencement de l'année, plusieurs compagnies maritimes ont suspendu pendant quelque temps les transports dans l'entrepont, d'autres ont institué une division spéciale, une seconde catégorie de II<sup>m</sup>e classe, par le motif que c'est seulement dans l'entrepont que les voyageurs sont soumis à un contrôle sévère et que les lois américaines ne sont pas applicables aux voyageurs de I<sup>re</sup> et II<sup>m</sup>e classes. Par suite de ces mesures, les compagnies maritimes augmentèrent leurs prix — ils dépassèrent momentanément le double du prix payé dans les années précédentes pour le voyage du Havre à New-York — et modifièrent fréquemment leurs instructions aux agents, ce qui a été une source de difficultés entre ces derniers et les émigrants. Au commencement de septembre, les compagnies maritimes, pour se conformer aux prescriptions des autorités de l'Amérique du nord, décidèrent que les émigrants devraient passer cinq jours au lieu d'embarquement avant de pouvoir partir. Au Havre, ils étaient obligés de subir cette quarantaine sur un navire mouillé dans le bassin le plus éloigné de la ville et étaient astreints à une surveillance médicale rigoureuse de la part d'un médecin américain. Leurs vêtements et leurs bagages consistant en objets de literie, de lingerie, etc., furent aussi soumis à des mesures analogues.

Toutes ces circonstances ont naturellement aussi contribué à entraver l'émigration. Elles ont enfin causé aux consulats suisses, en particulier à ceux du Havre et de New-York, un surcroît de travail considérable. La louable activité déployée par le consulat du Havre en faveur de nos émigrants lui a causé — nous ne pouvons le passer sous silence — un conflit très désagréable avec le représentant d'une compagnie maritime, ce qui a beaucoup gêné M. Wanner dans l'accomplissement des attributions qui lui incombent en vertu des articles 16, chiffre 7, et 22 de la loi fédérale du 22 mars. Il est regrettable que le conflit n'ait pu s'apaiser complètement dans le courant de cette année ; nous avons toutefois lieu d'espérer que les anciennes relations seront bientôt rétablies.

Il a aussi été constaté cette année, que des émissaires mormons continuaient en Suisse leur propagande en faveur de l'émigration dans l'Utah. C'est des cantons de Zurich, Berne et Thurgovie que nous sont parvenus ces renseignements.

Une Zurichoise était partie avec son enfant pour l'Utah sans le consentement de son mari. L'enquête a établi qu'une maison de Mannheim s'était chargée du transport et que l'adresse de celle-ci avait été donnée à la femme par un missionnaire demeurant dans le canton de Berne. Le personnage fut poursuivi pour violation de l'article 19 de la loi fédérale du 22 mars 1888, puis acquitté pour les motifs ci-après :

L'instruction n'a pu établir que l'inculpé eût conclu avec cette femme le contrat d'émigration ou déployé une activité quelconque pour l'expédition d'émigrants. Le seul fait d'avoir indiqué à cette femme, pour répondre à sa demande, l'adresse d'une agence ne suffit pas pour établir qu'il y a eu violation de la loi sur l'émigration. En outre, il est indéniable que le prévenu avait le droit d'agir comme il prétend l'avoir fait, c'est-à-dire de lui donner l'adresse d'une maison à laquelle elle pût demander les renseignements nécessaires ; tant qu'il n'est mis à sa charge aucun autre acte, il n'y a là rien de contraire à la loi sur l'émigration. Sur la demande du gouvernement de Zurich, nous avons chargé la légation de Washington de faire les démarches nécessaires afin que le père rentrât en possession de son enfant. La mère est dans l'intervalle décédée à Salt Lake City.

Un colon revenu de la vallée du Pecos au Nouveau Mexique décrit dans un rapport qu'il nous a adressé cette année la triste situation des colons originaires de quelques cantons de la Suisse occidentale, émigrés dans cette contrée sur les conseils de M. Gaullieur (Voir rapport de gestion pour 1891, F. féd. 1892, II. 488). Il affirme que les descriptions données par celui-ci dans sa brochure « la contrée du Pecos » étaient inexactes sur les points principaux, et que les colons n'ont pas trouvé le climat, la nature du sol, les eaux, les prix des terrains et les installations telles qu'elles y étaient décrites. Quelques personnes, dit-il, hésitaient à partir et voulaient attendre l'avis de l'autorité fédérale pour savoir si l'entreprise en question pouvait être représentée en Suisse, mais on les encouragea à émigrer sans retard, les assurant que les fermes de la vallée du Pecos étaient très recherchées et que les retardataires paieraient forcément des prix plus élevés. En nous adressant son rapport, le colon en question nous demandait de faire les démarches nécessaires pour obtenir de celui qui l'avait induit en erreur une indemnité pécuniaire correspondant à la perte subie.

Nous avons répondu que l'autorité fédérale n'avait pas accordé l'autorisation de représenter l'entreprise de colonisation de la vallée du Pecos, autorisation prévue à l'article 10 de la loi fédérale concernant les opérations des agences d'émigration, et que ce fait aurait dû servir d'avertissement suffisant pour les personnes désireuses d'émigrer. Le conseil fédéral n'avait par conséquent aucune responsabilité envers les personnes qui avaient cru devoir suivre les conseils de l'auteur de la brochure sans s'inquiéter de ce que pourrait penser de l'entreprise du Pecos, l'administration chargée de veiller aux intérêts des émigrants. C'est aux autorités cantonales auxquelles nous avons signalé toute cette affaire qu'il appartient désormais de procéder conformément à l'article 19 de la loi fédérale du 22 mars 1888, comme aussi de statuer sur les réclamations civiles qui peuvent se produire.

2. *Autres parties de l'Amérique.* — a. Canada. Depuis longtemps, l'émigration dans cet état n'accusait annuellement qu'un chiffre de peu d'importance ; il résulte des données fournies par les agences que de 1887 à 1892, 21 personnes seulement y ont émigré de Suisse, tandis qu'en 1893 leur nombre a atteint 49, probablement en suite de visites de gens qui y sont établis depuis plusieurs années et y ont réussi, peut-être aussi par le fait des brochures répandues pour le compte de compagnies de chemins de fer et décrivant comme très brillante la situation au Canada.

Nous mentionnerons encore ce qui suit :

Par l'entremise d'une dame de Berne, un certain nombre de jeunes garçons et de jeunes filles dont l'éducation dans la maison paternelle, pour des motifs d'ordre économique ou moral, ne permettait pas d'espérer de bons résultats, furent envoyés en 1891 à Londres avec le consentement de leurs parents. Après un séjour de quatre semaines environ, ils furent expédiés dans un Home à Stratford (Ontario) où on les prépare à leur future profession. Devenus capables de travailler, ils trouvent de l'emploi chez des fermiers honorables, et en cas de maladie, ils peuvent retourner au Home de tout temps. Les enfants, originaires du canton de Berne, ont été placés dans une colonie de fermiers allemands à Favistock près Stratford et nous avons appris qu'il s'y trouvent bien. En 1891, il a été expédié

de cette manière au Canada 3 filles et 2 garçons, en 1892, 1 garçon, 2 filles et 2 adultes et en 1893, 4 garçons de 15 à 16 ans et 1 jeune fille de 21 ans.

b. 3 personnes ont émigré au Mexique.

B. *Amérique centrale et Amérique du Sud.* — En Colombie (port de débarquement Colon), 21 personnes ont émigré. Une seule personne s'est dirigée vers le Vénézuëla (La Guayra), il en est de même pour les îles de Haïti et de Cuba.

2. Ce n'est pas depuis cette année seulement que l'émigration dans l'Amérique du sud tend à diminuer. Le nombre des personnes qui y ont émigré de Suisse était en 1888 de 1558, en 1889 de 1419, en 1890 de 752, en 1891 de 500, en 1892 de 438 et en 1893 de 417. On connaît les causes de cette diminution. Ce sont d'une part les troubles politiques presque permanents dans plusieurs états de ce continent, et précisément dans ceux où se rendent de préférence les émigrants européens, à savoir au Brésil et dans la République argentine. On peut appliquer à l'année 1893 tout ce que, dans nos derniers rapports de gestion, nous disions de l'émigration vers l'Amérique du Sud. Ajoutons que la propagande effrénée qu'ont faite, depuis une dizaine d'années, une foule d'émissaires, colonisateurs, agents, etc., en faveur de l'émigration dans la République argentine, le Chili et le Brésil paraît avoir considérablement diminué cette année. Il est vrai qu'on a cherché à encourager l'émigration au Brésil par l'appât du voyage gratuit, mais ces tentatives n'ont heureusement pas été couronnées de succès. La situation intérieure au Brésil et aux autres états d'Amérique du sud n'a, du reste, pas été de nature à assurer le succès de cette propagande. D'après des renseignements qui nous ont été communiqués, par M. le pasteur Leutwyler qui a rendu de grands services aux colons émigrés au Chili de 1883 à 1885, la situation s'est un peu améliorée dans ce pays. En 1893, 33 personnes ont quitté la Suisse pour s'y rendre; 317 ont émigré dans la République argentine, 50 au Brésil et 16 dans l'Uruguay.

C. *Autres destinations.* — Ont encore émigré cette année :

1. A Alger, ville du Cap, East London, Sierra Leone et Port Elisabeth (Afrique), 15 personnes ;

2. A Smyrne, Hongkong et Samarang (Asie), 3 personnes ;

3. A Melbourne, Sydney, Adelaïde, Townsville, New-Plymouth et Port Lincoln (Australie), 21 personnes.

B. *Commissariat.* — Nous ne saurions entrer dans les détails de ce rapport sans mentionner la perte sensible éprouvée par le commissariat fédéral de l'émigration, vers la fin de l'année dernière, en la personne de son chef, M. Louis Karrer, surpris en pleine activité, dans l'accomplissement de la tâche philanthropique dont il s'acquittait depuis cinq ans avec une intelligence remarquable et un dévouement à toute épreuve.

#### I. — ACCOMPAGNEMENT DE TRAINS D'ÉMIGRANTS.

Les conséquences des irrégularités de transport motivées, vers la fin de l'été de 1892, par l'apparition du choléra, comme aussi la suppression temporaire des passages en troisième classe sur les paquebots de diverses compagnies maritimes, suppression décrétée au début du dernier exercice, rendaient d'autant plus urgents les accompagnements habituels d'émigrants



à destination des ports de mer. Une visite au Havre s'imposait en première ligne, car, afin de se conformer aux exigences des autorités américaines d'immigration, la compagnie générale transatlantique venait d'apporter, sur un certain nombre de ses steamers, quelques changements dans l'alimentation des émigrants et la distribution des locaux affectés à leur transport.

C'est donc par ce port de mer qu'en 1893 feu notre commissaire a entrepris ses tournées d'accompagnement. Les circonstances lui ont fait un devoir de s'y rendre trois fois, tandis qu'il n'a entrepris qu'un seul voyage à destination d'Anvers et de Rotterdam. Un autre convoi, partant pour le Havre, a en outre été accompagné jusqu'à une certaine distance de la frontière suisse.

Ces voyages sont féconds en expériences de tous genres ; notre commissaire, en contact direct avec les émigrants, a fréquemment pu leur venir en aide. Ici, c'est un conseil urgent qu'il faut donner, là, un encouragement ; chez d'autres, il est nécessaire de détruire dans leur germe les illusions toujours funestes.

Nombreux sont, en effet, ceux qui se font un riant tableau de la contrée qu'ils ont choisie et dont ils ignorent les particularités même les plus élémentaires, tant sous le rapport du climat que sous celui des ressources offertes. D'autres, mieux renseignés à cet égard, n'ont pas connaissance des prescriptions de la loi américaine sur l'immigration, ou se font une fausse idée des formalités qu'ils auront à remplir en débarquant et de ce qu'on exigera d'eux. Ces lacunes se constatent dans tous les voyages d'accompagnement, mais elles ont été plus frappantes que d'habitude, en 1893, par le fait de l'observance toujours plus stricte des mesures restrictives ou prohibitives de la loi américaine sur l'immigration.

Bien des émigrants partent aussi sans plan tracé, sans avoir la moindre notion de ce qui les attend au-delà des mers. Ils ont ignoré l'existence d'un bureau officiel dont ils auraient pu obtenir gratuitement les renseignements nécessaires, et sont, pour la plupart, heureux de recevoir au dernier moment quelques conseils utiles, et de profiter quelquefois d'une intervention bienveillante. Les divers incidents survenus au cours des voyages de notre commissaire, durant le dernier exercice, en ont une fois de plus et abondamment fourni la preuve :

Lors d'un embarquement au Havre, par exemple, le médecin d'un steamer de la compagnie transatlantique refusa d'admettre à bord un petit garçon appartenant à une famille bernoise et qui avait eu le malheur de se casser la jambe peu de jours avant de partir. Après de longs pourparlers, la mère du petit dut se résoudre à rester avec lui au Havre, jusqu'au moment où l'état de la fracture permettrait un transport exempt de dangers. Bien que l'accident se fût produit avant le départ de Suisse et que, par ce fait même, il n'incombât à la compagnie aucune obligation, elle consentit néanmoins, grâce aux instances de notre commissaire, à ce que ces deux passagers utilisassent sans perte leurs billets de passage pour une traversée subséquente.

Une autre fois ce fut un Appenzellois non porteur de son billet à destination du Havre — par suite d'un malentendu constaté plus tard —, auquel l'assistance de notre commissaire et de M. l'inspecteur de la compagnie générale transatlantique résidant à Bâle épargna de graves ennuis.

Lors d'un autre embarquement au Havre, le médecin américain qui

examine les émigrants, en vertu des nouvelles mesures prises par les Etats-Unis, ne voulut pas laisser transporter à bord un enfant aveugle, âgé de sept ans, faisant partie d'une brave famille d'anabaptistes forte de dix personnes. Ces gens refusèrent naturellement de s'embarquer seuls, et deux autres familles de même confession voyageant avec eux déclarèrent spontanément que dans ce cas ils renonceraient aussi à leur projet, quoi qu'il pût leur en coûter. Grâce aux démarches que fit aussitôt notre commissaire et à l'entrevue qu'il eut avec le consul des Etats-Unis au Havre, cette interdiction, que ne justifiait en somme, dans le cas particulier, aucune disposition législative, fut levée au grand soulagement des intéressés.

Au cours d'un autre voyage, une femme originaire de la Gruyère, qui rejoignait avec neuf jeunes enfants son mari émigré au Manitoba et qui avait directement eu recours à une maison d'Anvers, se trouva, par la faute de celle-ci, dans un grand embarras quant au transport de ses volumineux bagages, l'expéditeur n'ayant pris à cet égard aucune disposition. Notre commissaire s'occupa de cette compatriote, veilla à ce que ses colis fussent expédiés en temps utile par les soins d'une agence suisse et lui prêta son appui dans ses rapports avec la maison d'Anvers.

On pourrait encore parler de bien des faits inhérents à ces voyages d'accompagnement. Pour être bref, nous ne ferons que mentionner la surveillance exercée durant le parcours par voie ferrée sur l'aménagement des voitures destinées aux émigrants; les désirs exprimés par ceux-ci, leurs réclamations, auxquelles on s'efforce de faire droit en s'adressant aux organes compétents; les visites dans l'entrepont des steamers et aux hôtelleries où descendent habituellement nos compatriotes; en un mot, la sollicitude que celui qui accompagne les émigrants est appelé à leur témoigner pendant tout le trajet.

Ce fonctionnaire a pu se convaincre du fait que certaines compagnies maritimes ont apporté d'heureuses améliorations dans l'aménagement de l'entrepont sur quelques-uns de leurs vapeurs. D'autres, par contre, sont moins disposées à se soumettre aux exigences indirectes croissantes des autorités américaines en matière de transport.

Trois cents et quelques émigrants suisses ont été accompagnés jusqu'au lieu d'embarquement par notre commissaire au cours des quatre voyages du dernier exercice.

## II. — PRÉAVIS DU COMMISSARIAT SUR LES ENTREPRISES DE COLONISATION.

Pendant l'année 1893, le commissariat n'a pas eu à se prononcer sur des entreprises proprement dites de colonisation. Par contre, il s'est occupé de trois demandes qui, sans rentrer positivement dans ce chapitre n'en ont pas moins un incontestable degré de parenté avec les objets qui s'y traitent d'habitude.

La première, émanant d'un négociant de Budapest, attirait notre attention sur certaines contrées de la Hongrie où, selon l'auteur de la demande, nos concitoyens qui s'expatrient auraient un intérêt à se diriger. Bien que cette réclame indirecte en faveur de ce pays fût faite dans un bon but et qu'il n'y eût pas lieu de douter du désintéressement de notre correspondant, nous jugeâmes préférable de ne pas donner suite à sa proposition qui tendait à signaler ces contrées aux émigrants suisses. Cette détermination a été basée sur des rapports officiels traitant de la situation en Hongrie

au point de vue agricole, et surtout sur le fait que chaque année un nombre considérable de ressortissants de ce pays émigrent, faute d'y trouver leur subsistance.

Une demande analogue concernant la contrée de Sila dans la Calabre, nous est aussi parvenue, elle a fait l'objet d'une étude approfondie. Les renseignements puisés à bonne source nous ont laissé une impression assez favorable sous le rapport du climat, de la fertilité du sol, de ses produits, des moyens de communication et des débouchés. Cette proposition qui du reste émanait d'une personne revêtant en Italie des fonctions officielles, avait un caractère bien fait pour inspirer confiance. Cependant eu égard à diverses circonstances touchant à la question économique de la province en cause, et qu'il serait trop long d'énumérer, nous avons trouvé bon de ne pas signaler cette contrée à l'attention des émigrants. Par contre, il a été laissé au commissariat toute liberté de renseigner au sujet du dit territoire les personnes qui pourraient s'adresser à ce bureau, et de se baser pour cela sur les données spéciales obtenues au cours de l'enquête.

Une troisième démarche a été faite par un de nos compatriotes établi dans la République sud-africaine. Elle tendait à obtenir l'autorisation de faire venir de Suisse quelques familles d'agriculteurs afin de les installer, moyennant certaines conditions déterminées, sur une vaste propriété appartenant au signataire de la dite requête. Selon toutes apparences, ce dernier cherchait en première ligne — chose du reste assez naturelle — à augmenter la valeur de ses terres par une immigration de bons éléments. L'enquête sérieuse faite tant sous le rapport des ressources offertes à ces familles que sur le caractère même de l'entreprise nous démontre que celle-ci avait beaucoup d'analogie avec un projet de colonisation. Nous crûmes donc devoir informer l'intéressé que l'autorité compétente exigerait avant tout les garanties nécessaires en pareil cas. Cette affaire n'a pas reçu de solution définitive.

### III. — DISTRIBUTIONS DE RENSEIGNEMENTS ET DE CONSEILS AUX ÉMIGRANTS.

Bien que sous ce rapport, le Commissariat fédéral de l'émigration rende journallement de réels services, il ne saurait toutefois s'attendre à ce que ceux qui ont eu recours à ses bons offices concourent efficacement à le rendre populaire. Les uns s'en vont, emportant au-delà des mers les renseignements recueillis; les autres, que les conseils du commissariat ont retenus au pays, ne parlent en général à personne ni du projet abandonné ni des démarches faites. Malgré cela, il est facile de voir par le nombre et la nature des demandes de renseignement parvenues à ce bureau en 1893 que son existence est d'année en année moins ignorée. Des Suisses demeurant dans tel ou tel pays voisin du nôtre, voire même aux contrées d'outre-mer, lui demandent maintenant assez souvent conseil, lorsqu'ils veulent se transporter ailleurs. Il n'est pas très-rare non plus que des ressortissants d'autres nations, convaincus sans doute de l'utilité de ce bureau officiel de renseignements, le consultent dans des circonstances analogues. Quoique le commissariat ait été spécialement créé pour nos compatriotes et qu'il ne lui incombe aucune obligation de s'occuper des étrangers, il a cherché, néanmoins, lorsque le cas s'est présenté, à leur être utile dans la mesure du possible.

Ce sont toujours les agriculteurs qui forment la majorité des personnes s'adressant à ce bureau. Tel d'entre eux se propose de trouver de l'occu-



pation comme domestique de campagne ; tel autre, ayant famille, désire affermer une terre ou, si ses moyens le lui permettent, acheter une ferme en pleine exploitation ; un troisième songe à pratiquer accessoirement un métier qui lui est familier. Les uns veulent se vouer à l'élevage du bétail, à l'industrie laitière ; les autres à la viticulture, à l'arboriculture, au jardinage ; d'autres n'ont aucun but précis et s'en remettent entièrement à l'appréciation du commissariat. Fort peu, par contre, se font une idée juste du pays qu'ils ont choisi pour leur nouveau champ d'activité, si tant est seulement qu'ils aient jeté leur dévolu sur une contrée quelconque. Il faut donc montrer à tous ces candidats à l'émigration le chemin qu'on juge être le meilleur, celui qui les conduira le plus sûrement au but, et cela en tenant compte des aptitudes individuelles, de l'âge, de l'état de santé, de la composition de la famille au point de vue du travail, et des ressources dont elle dispose. Souvent aussi, le devoir de retenir les émigrants s'impose ; il est parfois nécessaire de désillusionner sans ménagements ceux qui, selon toute apparence, ne trouveraient au-delà des mers que déboires et regrets aussi cuisants que stériles.

Après les agriculteurs viennent les artisans, ouvriers ou patrons, auxquels on doit indiquer les endroits qui se prêtent le mieux à l'exercice de leur profession, tant sous le rapport du climat que de ce qui a trait aux chances d'obtenir du travail, ou à la perspective de s'établir, après expérience acquise. Bien des demandes de renseignements ont aussi pour objet les mesures restrictives prises par les autorités américaines d'immigration, les formalités du débarquement, les risques à courir en pareil cas, choses sur lesquelles la plupart des intéressés n'ont que des notions incomplètes ou confuses. Un certain nombre de représentants de professions libérales, tels que médecins, pharmaciens, ingénieurs, instituteurs se sont aussi adressés au commissariat durant le dernier exercice, afin de s'informer des ressources que pourraient leur offrir telles ou telles contrées. A ces personnes-là surtout, nous avons recommandé la plus grande prudence. Nos consuls aux pays d'outre-mer reconnaissent du reste tous qu'il serait dangereux pour cette catégorie d'émigrants de partir sans être munis d'un contrat d'engagement ou tout au moins sans avoir de sérieuses relations à l'étranger. Il en est de même des jeunes commerçants, dont un assez grand nombre ont eu recours à l'office du commissariat, soit pour lui demander conseil au sujet de la recherche d'une occupation dans l'un ou l'autre des centres de négoce des divers continents, soit pour s'enquérir des conditions climatiques et sociales de contrées où ils avaient une place en perspective. La crise financière et industrielle dont ont fortement souffert les Etats-Unis d'Amérique durant l'année 1893 y a produit un ralentissement notable de l'immigration suisse. Il s'en est suivi que le commissariat a dû, plus encore que d'habitude, répondre à des demandes spéciales de renseignements, concernant des pays où nos compatriotes se rendaient autrefois à titre purement exceptionnel.

Quelques communiqués ont aussi été remis à la presse suisse dans le but de signaler aux intéressés les difficultés qu'ils auraient de trouver du travail aux Etats-Unis surtout pendant la période aiguë de la crise, comme aussi pour les mettre en garde contre une émigration dans certains pays de l'Amérique du sud où le climat, les conditions économiques et d'autres circonstances encore seraient préjudiciables à la réussite de leur entreprise.

Quelques autorités communales ainsi que des ecclésiastiques ont aussi demandé des renseignements en faveur de personnes songeant à s'expatrier. Cette intervention bienveillante peut rendre d'excellents services à ceux qui, ignorant l'existence d'un bureau officiel, seraient tentés d'émigrer à la légère ou qui, pour une raison quelconque, préfèrent s'adresser à un intermédiaire.

Afin de répondre à un besoin dûment constaté, nous avons chargé le commissariat d'élaborer, de concert avec la légation suisse à Washington, un « guide de l'émigrant aux Etats-Unis d'Amérique ». Ce petit ouvrage, sorti de presse vers la fin de 1893, contient de sages et paternels avertissements et des données utiles sur les préliminaires d'une émigration, le voyage, les perspectives du nouveau débarqué, les lois et institutions américaines qui l'intéressent, ainsi qu'une quantité de renseignements dont l'immigré pourra tirer profit dès qu'il aura foulé le sol de sa nouvelle résidence. Ce guide est destiné à être remis à ceux qui nous en feront la demande, et sa distribution gratuite n'exclut, cela va sans dire, absolument pas celle des renseignements et des conseils de nature particulière que nécessiteraient la situation et les vues de l'intéressé.

Les données qu'il est indispensable de se procurer pour la distribution de renseignements spéciaux, nous ont été fournies, pour la plupart et comme d'habitude, par les légations et les consulats de Suisse aux pays d'outre-mer. Nous devons aussi à leur précieux concours maint rapport d'un intérêt général, et nous nous permettons d'espérer qu'en raison surtout du caractère essentiellement philanthropique de la tâche qui incombe au commissariat, nos représentants à l'étranger s'efforceront de plus en plus de nous tenir au courant de tout ce qui, dans le domaine de l'immigration, saurait être utile à ce bureau.

## VI. — OBJETS DIVERS

Il arrive assez fréquemment, — et cela s'est surtout produit en 1893, — que des personnes ayant un intérêt plus ou moins majeur à découvrir le domicile de parents émigrés en Amérique, s'adressent au commissariat pour lui demander conseil ou même le prier de faire procéder à des recherches par voie d'office. Bien que ce bureau ne soit pas tenu de prêter son concours au public en semblable occurrence, nous avons jugé bon de lui laisser la latitude d'apprécier s'il convient ou non de se rendre aux désirs de ce genre. Dans le cas affirmatif, les frais éventuels des recherches sont laissés à la charge des intéressés. Si, chose fort compréhensible, ces démarches n'aboutissent pas toujours, elles ont cependant eu maintes fois d'heureux résultats.

Pour répondre aux invitations de la société neuchâteloise d'utilité publique et du comité central de la société suisse des commerçants, il a été donné deux conférences, l'une à Neuchâtel, l'autre à Zofingue. Elles avaient pour sujet : 1° « L'émigration suisse » ; 2° « les Etats-Unis d'Amérique considérés comme but d'émigration. »

Une troisième, à l'égard de laquelle toutes les dispositions étaient prises, devait encore être faite en décembre, à Schaffhouse, mais elle ne put avoir lieu par suite du décès de M. Karrer.

(A suivre).

## QUATRIÈME PARTIE

---

### CHRONIQUE

---

#### BELGIQUE

Dans la séance du 12 juin, à la Chambre des représentants, MM. Lamblotte et Janson demandent des explications au gouvernement sur les incidents qui se sont produits à propos du traité anglo-congolais.

M. Janson dit :

« Tous les gouvernements de l'Europe s'occupent de cette question ; feignons-nous de l'ignorer ? »

« Je suis sympathique à l'œuvre du Congo. Je ne la qualifierai pas d'aventure. Il ne faut pas méconnaître les difficultés graves du moment : la première est la question des frontières ; il est bien difficile de l'élucider. Je ne la connais pas.

« Il y a ensuite la question du traité du 12 mai qui a soulevé dans un pays ami les plus vives protestations.

« Que devons-nous penser ? »

M. Janson a ajouté :

« En tout cas, il n'y a entre la Belgique et l'Etat du Congo et il ne peut y avoir qu'une union strictement personnelle. Le gouvernement doit vouloir que la situation se maintienne, et, à ce point de vue, je crois qu'il y a unanimité dans cette Assemblée.

« Le traité avec l'Angleterre est-il conforme à la neutralité du Congo, ou lui est-il contraire ? »

« J'émet le vœu, et je prie le gouvernement de s'y associer, qu'on mette tout en œuvre pour aplanir le plus tôt possible ce différend.

« Faut-il prévoir des conflits internationaux ? Non. La France est une nation amie. Nous sommes, d'ailleurs, les amis de tous nos voisins. Nous ne pouvons être en conflit avec la France, et y aurait-il du sang versé, nous devrions encore avoir le courage de reculer ; mais surtout, nous devons éviter que des coups de fusil partent en Afrique. Voilà le point le plus important. Si un conflit doit surgir, la place des officiers belges ne sera pas là-bas ».

M. de Mérode, ministre des affaires étrangères, répond :

« M. Janson a parlé d'union personnelle ; mais cette union personnelle a toujours existé. La Belgique a signé le traité de Berlin. L'article 12 de ce traité dit qu'en cas de conflit entre les puissances, elles s'engagent, avant de recourir aux armes, à recourir à l'arbitrage.

« Cette stipulation n'a pas cessé d'être en vigueur. Aucun gouvernement ne l'a perdue de vue.

« D'autre part, les postes congolais ont pour instruction formelle d'éviter tout conflit sanglant. Les craintes de M. Janson ne sont pas fondées.

« Du reste, des négociations sont engagées. J'espère que la Chambre sera satisfaite de ces explications ».

Après quelques observations de M. Warnalt, qui demande un contrôle dans les affaires du Congo, l'incident est clos.



## FRANCE

Le 7 juin a eu lieu à la Chambre des députés la discussion d'une interpellation sur la politique française en Afrique. M. Etienne, député d'Oran, a très nettement exposé la question et a demandé en termes très énergiques au gouvernement français de faire respecter les traités existants. M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères, a répondu par le discours suivant :

Messieurs, le Gouvernement ne peut que se féliciter de l'initiative prise par M. Etienne et ses collègues en l'interpellant à l'occasion de la convention conclue entre l'Angleterre et l'Etat du Congo.

Il importe en effet que, sur une question qui a justement ému l'opinion, des explications précises, — trop longtemps retardées, — soient données au Parlement, et nous désirons vivement que de ces explications il se dégage un complet accord entre le Gouvernement, les Chambres et le pays.

Il importe que la France, consciente de ses intérêts et de ses droits, connaisse exactement les conditions dans lesquelles le Gouvernement veille à leur défense.

Messieurs, les orateurs qui m'ont précédé à cette tribune ont exposé avec une grande abondance d'argumentation et de documents et avec une diversité d'appréciation sur laquelle je n'ai pas à insister, les diverses phases de la politique coloniale suivie en Afrique depuis quelques années par la France et par d'autres puissances européennes. Vous n'attendez pas de moi que je reprenne cet historique, que je refasse à nouveau cet exposé, soit pour le modifier sur certains points, soit pour le confirmer.

Je demanderai donc à la Chambre d'aborder immédiatement le fond du débat, c'est-à-dire la convention anglo-congolaise publiée sous la date du 12 mai dernier.

Cet arrangement, messieurs, soulève d'abord une question de politique générale africaine, d'équilibre africain, pourrais-je dire. A un autre point de vue, il intéresse, il affecte des droits qui appartiennent spécialement à la France.

C'est sous ce double aspect que j'étudierai moi-même la convention et que j'exposerai devant la Chambre les observations que cet acte me paraît devoir comporter.

Messieurs, le droit international africain, en ce qui concerne les matières touchées par la convention du 12 mai, repose sur des textes parfaitement connus et qu'ont déjà invoqués les orateurs qui m'ont précédé à cette tribune. C'est, au premier rang de tous, l'acte général de Berlin du 26 février 1885 et les actes qui lui sont annexés.

Quelle est la doctrine générale qui émane de ces documents ?

En ce qui concerne spécialement le bassin du Congo, c'est que le bassin de ce grand fleuve, dans les limites où il était connu et relevé sur les cartes à cette époque, est placé « sous la haute surveillance de l'Europe ». Si l'Europe croyait devoir disposer d'une partie considérable de ce bassin pour en confier l'administration à une compagnie privilégiée, cette « Association internationale », comme son nom l'indique, ne pouvait subsister légitimement qu'en se conformant aux principes et aux obligations édictées dans l'acte dont elle tenait ses droits (Très bien ! très bien !)

Il était entendu, en outre, qu'en assignant à l'Association du Congo le vaste domaine qui devenait son champ d'opérations, les puissances de l'Europe prenaient, au point de vue de leurs propres intérêts, « certaines garanties » clairement déterminées et qui leur paraissaient d'ailleurs nécessaires au développement pacifique du nouvel organisme qu'elles venaient de créer. Ces garanties étaient la neutralité ; la liberté commerciale ; l'égalité de traitement pour tous les nationaux des puissances signataires.

Enfin, messieurs, en raison des sacrifices faits par la France au cours de ces arrangements, en raison de la protection accordée par elle à l'Association internationale, en raison du voisinage immédiat de notre colonie du Gabon,

placée au premier rang pour se développer dans le bassin du grand fleuve africain, il était également entendu que la France conserverait sur les territoires laissés à l'Association un droit de préférence au sujet duquel les orateurs précédents vous ont également renseignés.

Je ne discuterai pas ici le texte sur lequel s'appuie ce droit de préférence. Je sais qu'il a subi différentes modifications ou, si l'on veut, différentes retouches au cours des années qui ont suivi. Je n'ignore pas que l'Etat indépendant du Congo, devenu, par une série de métamorphoses, le successeur ou plutôt le continuateur de l'Association internationale, a même essayé, à diverses reprises, d'interpréter à un point de vue très spécial la portée de l'engagement pris en 1884.

Mais, messieurs, sans entrer dans une discussion de textes qui est du ressort des juristes, il me suffit de constater que le droit de préférence existe et qu'il donne à la France une raison particulière de s'intéresser à tout ce qui se passe dans les territoires réservés par l'acte de Berlin à l'Association internationale africaine et actuellement administrés par l'Etat indépendant du Congo.

Je viens de préciser les conditions d'existence qui devaient être celles de l'Association du Congo, devenue l'Etat indépendant. Je pose maintenant la question : Ces conditions sont-elles respectées dans la convention anglo-congolaise du 12 mai ?

Je n'hésite pas à répondre : Non ! (Applaudissements.)

Je ne parlerai pas de la liberté commerciale, question qui a donné lieu, qui pourrait donner lieu encore à tant de réclamations, à tant de controverses.

Je ne parlerai pas du principe de la neutralité, si singulièrement compromis, soit que l'Etat du Congo limite sa neutralité au quatrième parallèle, soit qu'il la porte, par un acte de sa volonté particulière, jusque sur les territoires compris dans le bassin du Nil.

Mais je dis qu'un acte qui fait sortir l'Etat indépendant des limites générales qui circonscrivent le bassin du Congo, qui l'arrache à son champ d'action naturel, qui accroît ses charges et ses responsabilités, qui développe outre mesure ses ambitions, qui fausse son attitude, qui le met en état de rupture — pacifique, je le veux bien, mais en état de rupture — avec les puissances qui ont signé à son berceau... (Vifs applaudissements) et qui sont ses voisins sur des espaces immenses ; qu'un acte où le droit de préférence réclamé par la France est éludé, sinon directement atteint ; qu'un acte dont l'un des résultats est de mettre les nationaux des différentes puissances et les puissances elles-mêmes dans leurs relations avec l'Etat du Congo sur un pied d'inégalité flagrante ; je dis qu'un tel acte est en contradiction formelle avec ce que j'appelais tout à l'heure le droit international africain (Applaudissements).

J'ai hâte d'ajouter, messieurs, en me plaçant toujours au point de vue le plus élevé de l'équilibre des intérêts en présence sur le continent noir, que, dans la convention anglo-congolaise, il n'est pas tenu compte davantage des droits tout différents, mais d'une nature tout aussi claire, tout aussi respectable, et cela avec une intention d'autant plus marquée qu'on a pris soin de rappeler ces droits dans le texte même de certains documents annexés à la convention.

Les droits ainsi méconnus sont bien antérieurs aux stipulations de l'acte de Berlin. Il ne s'agit plus seulement du bassin du Congo, mais du bassin du Nil. Il s'agit, vous l'avez deviné, de l'intégrité de l'empire ottoman (Applaudissements).

Ici, je demande à la Chambre l'autorisation de retenir un instant son attention sur les textes où s'appuient mes affirmations. La gravité de ces documents n'échappera à personne, puisqu'il s'agit soit d'engagements réitérés pris par toutes les puissances, soit d'actes émanant du pouvoir dont personne n'a jamais contesté la souveraineté légitime sur les régions qui nous occupent. La question africaine n'est plus seule en jeu, mais bien le droit international européen dans ce qu'il a de plus légitime et de plus universellement respecté. (Très bien ! très bien !)

Au point de vue des droits du khédive, je ne citerai, messieurs, que deux

textes, qui, éloignés par leurs dates, forment pourtant un cycle complet et me dispensent de citer les textes intermédiaires.

Le passage du hattî chérif du 13 février 1841 concernant les provinces du Haut-Nil était ainsi conçu :

« Ainsi que le porte notre firman impérial, je vous ai confirmé dans le gouvernement de l'Egypte à titre héréditaire, avec quelques conditions et certaines limites ; de plus, je vous ai accordé sans hérédité le gouvernement des provinces de Nubie, Darfour, Kordofan et Sennaar, avec toutes leurs dépendances, c'est-à-dire avec tous leurs attenants hors des limites de l'Egypte ».

Messieurs, ce firman s'est répété pour tous les khédives qui se sont succédé depuis 1841.

Le firman concédé à Abbas-Pacha en 1892 rappelle en ces termes les stipulations du firman octroyé à Méhemmed-Ali, relatives aux limites du khédivat :

« ... Le khédivé Méhemet Tewfik Pacha étant décédé, le khédivat d'Egypte, avec les anciennes limites indiquées dans le firman impérial en date du 2 Rebi al Akhir 1257, ainsi que sur la carte annexée audit firman et les territoires annexés en conformité du firman impérial en date du 15 Zilkidjé 1281, a été conféré à toi... »

Il résulte, à n'en pas douter, des textes qui viennent d'être reproduits, que les anciennes provinces équatoriales de l'Egypte ont toujours été considérées, à Constantinople, comme étant une partie intégrante de l'empire ottoman.

Les puissances européennes ont reconnu officiellement les divers firmans relatifs à l'Egypte.

Elles se sont, d'autre part, engagées à plusieurs reprises, notamment dans les circonstances suivantes, à respecter l'intégrité de l'empire ottoman.

Je vais énumérer les principaux actes sur lesquels s'appuie cette intégrité.

Extrait du traité de Paris (30 mars 1856) :

« Art. 7 — ... Les hautes parties contractantes déclarent la Sublime Porte admise à participer aux avantages du droit public et du concert européen. Leurs Majestés s'engagent, chacune de son côté, à respecter l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'empire ottoman, garantissent en commun la stricte observation de cet engagement et considéreront en conséquence tout acte de nature à y porter atteinte comme une question d'intérêt général ».

Le traité de Londres, du 13 mars 1871, contenait également une stipulation confirmant le traité de Paris :

« Art. 8. — Les hautes parties contractantes renouvellent et confirment toutes les stipulations du traité du 30 mars 1856, ainsi que ses annexes qui ne sont pas annulées ou modifiées par le présent traité ».

Le traité de Berlin (13 juillet 1878) :

« Art. 63. — Le traité de Paris du 30 mars 1856, ainsi que le traité de Londres, du 13 mars 1871, sont maintenus dans toutes celles de leurs dispositions qui ne sont pas abrogées ou modifiées par les stipulations qui précèdent ».

Ainsi, vous le voyez, pendant un demi siècle, l'intégrité de l'empire ottoman a été considérée par l'Europe tout entière comme la base la plus sûre de la tranquillité, de la paix et du respect réciproques que les puissances se doivent les unes aux autres. (Très bien ! très bien !)

Cela est si vrai que je ne crois pas qu'en Angleterre même ce point soit discuté. L'honorable M. Deloncle a cité tout à l'heure le court dialogue qui s'est engagé, à la Chambre des communes, entre sir Charles Dilke et le sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, l'un demandant si, par une dépêche d'août 1892, l'Egypte n'avait pas réservé ses droits sur l'Equatoria, et l'autre répondant qu'elle les avait réservés.

Tels sont, messieurs, les droits si solennellement affirmés auxquels il est fait une allusion si discrète — j'allais presque dire si indiscrete — dans les annexes de la convention du 12 mai, et qu'il eût mieux valu peut-être passer sous silence. (Très bien ! très bien !)

Je sais qu'une au moins des deux puissances signataires, l'Angleterre, semble



vouloir se dérober à une partie des conséquences de l'acte qu'elle a signé. Elle a déclaré tout récemment, par l'organe d'un de ses hommes d'Etat, qu'elle ne profitait en rien de cette convention qui empiète sur les territoires relevant de l'Egypte.

Avant-hier soir encore, à la Chambre des communes, le sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères a déclaré que le protectorat de l'Angleterre serait strictement limité à l'Ouganda et ne s'étendrait ni à l'Ounyoro ni à Wadelai, ce dernier point faisant partie des territoires donnés à bail à l'Etat indépendant.

Je prends volontiers acte de ces déclarations. Mais alors, messieurs, comment admettre que ces engagements solennels, que ces actes auxquels les diplomates les plus expérimentés des plus grandes puissances n'oseraient toucher qu'avec des ménagements infinis, se trouvent aujourd'hui compromis par un Etat qui n'existe lui-même qu'en vertu et à l'abri de ce droit conventionnel que les grandes puissances se font un scrupule de respecter? (Applaudissements).

On a déjà dit, dans la presse, que la France aurait pu, si elle l'eût voulu, signer avec l'Etat indépendant du Congo une convention analogue à celle signée par lui avec l'Angleterre.

Je ne le cache pas, il y a deux ans, en effet, des pourparlers avaient été engagés qui paraissaient avoir pour but de nous amener à un partage, sur le papier, d'une partie du bassin du Nil, partage analogue à celui qui vient d'être tenté.

Les raisons pour lesquelles un de mes honorables prédécesseurs a refusé de donner son assentiment à cette combinaison, je puis, messieurs, vous les exposer brièvement. Elles ont encore aujourd'hui toute leur valeur.

Et d'abord, en échange de la combinaison à laquelle on nous conviait, on demandait à la France d'abandonner la plus grande partie des territoires du haut Oubangui ; en échange de promesses, assez vagues d'ailleurs, on nous demandait de renoncer, ou peut s'en faut, aux droits clairs, nets, précis, que la convention de 1887 nous reconnaît sur ces territoires. C'eût été, à proprement parler, lâcher la proie pour l'ombre. Mais, messieurs, une raison plus haute a pesé à cette époque sur les déterminations du gouvernement de la République. Il a pensé que la France, qui, à maintes reprises, avait pris l'engagement de respecter l'intégrité de l'empire ottoman (Très bien ! très bien !), qui a toujours réclamé et qui réclame encore le maintien des droits du sultan et du khédive dans le bassin du Nil, ne pouvait prendre l'initiative de violer elle-même cette haute souveraineté et l'ensemble des textes que je rappelais tout à l'heure (Vifs applaudissements).

Le gouvernement de la République n'a pas voulu laisser à une autre puissance le rôle de défenseur des traités. Satisfait de son propre droit et du légitime développement que ce droit comporte, il a sagement pensé que ni les séductions ni l'appui si souvent offert et probablement si onéreux de l'Etat indépendant du Congo (Assentiment) n'étaient de nature à nous faire sortir de la réserve que nous commandait le respect général des actes internationaux (Nouveaux applaudissements).

Vous le voyez, messieurs, dans cette affaire la France n'a eu, en somme, de tout temps qu'une seule attitude, toujours la même, et qui se résume en deux mots : respectueuse du droit des autres, elle voulait qu'on respectât tout son droit. (Très bien ! très bien !)

Messieurs, cette doctrine n'a pas changé. Aujourd'hui encore, c'est sur le même terrain que nous nous plaçons ; c'est dans le même esprit que mon honorable prédécesseur, aussitôt que la convention anglo-congolaise lui a été connue, a fait entendre les protestations de la France (Très bien ! très bien !)

Il a adressé au cabinet de Londres et à celui de Bruxelles les réserves les plus expresses.

Les ministres du roi souverain nous ont répondu par une sorte de fin de non-recevoir.

A Londres, il en avait été de même tout d'abord, et l'on nous répondait que, sans discuter nos réserves, on ne les acceptait pas.

Cette attitude, il est vrai, paraît s'être modifiée, car j'ai reçu même de notre ambassadeur à Londres et de l'ambassadeur de la Reine à Paris, l'assurance écrite que le gouvernement britannique était disposé à discuter avec nous les objections que nous pourrions faire à l'acte du 12 mai et, en même temps, qu'il était prêt à entrer dans un examen de toutes les questions pendantes dans l'Afrique centrale et occidentale (Nouveaux applaudissements).

Ces dispositions nouvelles ne peuvent qu'être tenues par nous en grande considération. Je crois cependant devoir ajouter que, jusqu'à ce que l'examen dont il s'agit se soit produit et qu'un accord soit intervenu, la France, s'appuyant sur le fait que la convention anglo-congolaise est en contradiction manifeste avec les principes, les doctrines, le texte de l'acte de Berlin, qu'elle atteint ou menace l'intégrité de l'empire ottoman, la France, dis-je, considère cette convention comme contraire au droit et, jusqu'à plus ample informé, comme nulle et de nulle portée à ses yeux (Bravos et applaudissements prolongés).

Messieurs, la protestation que je fais entendre au nom de la France, nous n'avons pas été les seuls à la produire. Une dépêche de notre ambassadeur à Constantinople nous apprend que S. M. impériale le sultan a prescrit à son représentant à Londres de formuler auprès du gouvernement de la reine les protestations les plus expresses.

Le gouvernement impérial a, comme vous le savez, également signifié ses réserves, à Bruxelles du moins, puisque celui de ses intérêts qui est le plus directement atteint est celui qui tient au voisinage de ses possessions d'Afrique avec l'Etat indépendant du Congo.

Il y a là, messieurs, un ensemble de manifestations et, si je puis dire, un jugement général porté sur la convention, qui n'ont pas encore donné toutes leurs conséquences. Ces conséquences, messieurs, il appartient au gouvernement de la République de les dégager au mieux des intérêts du pays. (Très bien ! très bien !)

Sans examiner ici les diverses solutions qui peuvent être obtenues, il me suffira d'ajouter que, dans le domaine de l'action diplomatique, nous rechercherons ces solutions d'un commun accord avec les puissances intéressées, et cela sans nous départir du plus grand sang-froid, mais avec la fermeté nécessaire pour donner à tous le sentiment que nous avons la pleine conscience de nos intérêts et de nos droits, la volonté et le moyen de les défendre (Vifs applaudissements).

J'aborde, messieurs, le second point de vue sous lequel nous devons envisager la convention anglo-congolaise, à savoir les intérêts spéciaux qui placent la France en présence de l'Etat indépendant du Congo.

Je reconnais que ce point n'est pas directement visé par la convention du 12 mai ; mais il s'y rattache si étroitement qu'on ne saurait le passer ici sous silence. Il s'agit de la possession des territoires du haut Oubangui.

La Chambre n'ignore pas qu'à la suite de difficultés qui s'étaient produites entre la France et l'Etat du Congo, entre 1884 et 1887, difficultés qui avaient failli conduire les deux Etats devant un arbitre, une convention intervint, sur l'initiative du roi Léopold, convention qui visait les territoires auxquels je fais allusion. Je puis la résumer d'un mot : L'action politique de la France et celle de l'Etat du Congo étaient séparées dorénavant, d'abord par ce grand fleuve africain qui s'appelle l'Oubangui, puis par le quatrième parallèle.

C'était une formule qu'on considérait comme extrêmement simple, ne pouvant présenter, pensait-on, de difficultés d'aucune sorte. Le sentiment des parties contractantes ne paraissait faire doute à cette époque pas plus pour l'une que pour l'autre, et s'il était nécessaire, je lirais un passage d'une lettre de notre ministre à Bruxelles, M. Bourée, au moment où il signait la convention, lettre dans laquelle il déclarait, ce qui a été toujours le sentiment du gouver-

nement français, appuyé d'ailleurs sur les textes les plus positifs, qu'il ne pouvait être question d'autre chose que d'un partage d'influence définitif entre les deux Etats voisins. M. Bourée écrivait :

« Le gouvernement du roi nous propose d'adopter comme ligne séparative entre le domaine de l'Etat libre et la contrée placée sous notre juridiction, le thalweg de l'Oubandji, en remontant le cours depuis son confluent jusqu'au point où, s'infléchissant vers le sud, il coupe pour la seconde fois le 4<sup>e</sup> degré de latitude. »

On a dit, en effet, qu'à cette époque on était mal renseigné sur les véritables données géographiques. Or, en 1889, M. Bourée écrivait au gouvernement français pour le décider à accepter la proposition du roi Léopold :

« Depuis les dernières explorations, faites par un officier d'état-major belge qui a consigné les remarquables résultats de ses observations, il paraît aujourd'hui certain que l'Oubandji (le Oudellé de Schweinfurth), prenant sa source au-dessous du parallèle qui marque la limite méridionale de la zone franche, se dirige vers le nord-ouest d'abord, en décrivant un vaste arc de cercle auquel le parallèle en question sert de corde. Le fleuve se confond avec le Baar-Kouta, le Lupton, puis, courant dans le sud, traverse encore le 4<sup>e</sup> degré de latitude, et redescend enfin suivant une ligne oblique et presque droite vers le Congo ».

Voilà la description la plus exacte qu'on puisse faire de ce fleuve Oubangui sur la nature et le nom duquel on a tant discuté. Cette description est faite dans le texte préliminaire de l'arrangement de 1887 ; et M. Bourée pouvait ajouter, en donnant d'avance la physionomie de l'acte qu'il allait signer :

« Au delà du 4<sup>e</sup> degré, le pays de la zone franche qui se trouverait placé sous notre juridiction excéderait vraisemblablement en surface celui que nous abandonnerions à l'influence du gouvernement de l'Etat indépendant du Congo, et nous serions libres de nous y étendre, jusqu'à la ligne de faite du bassin du Congo visé par le traité de Berlin, et même au-delà, sans que l'expansion de notre colonie du Gabon, dans la direction qui semble actuellement attirer nos regards, dût désormais rencontrer aucun obstacle. »

Messieurs, ces obstacles, notre développement colonial devait les rencontrer. En effet, malgré la précision des engagements que je viens de vous rappeler, on apprit en France, vers la fin de 1890, que les agents de l'Etat indépendant, entraînés par la chasse de l'ivoire ou par cet esprit de conquête qui séduit trop facilement les premiers occupants de ces pays nouveaux, s'étaient laissés aller à dépasser le 4<sup>e</sup> parallèle, à franchir l'Oubangui, et qu'ils avaient installé des postes dans le territoire qui nous était reconnu par la convention. Comme le rappelait tout à l'heure l'honorable M. Etienne, on crut à une erreur ; des observations furent faites par nos agents ; l'Etat indépendant reconnut d'abord leur légitimité, et les agents congolais durent, sur l'ordre de leurs chefs, revenir en arrière. Mais, messieurs, les empiètements se renouvelèrent bientôt, soit sur les lieux mêmes, soit en Europe, où l'on tentait d'introduire des thèses géographiques nouvelles, différentes de celles auxquelles faisaient allusion les dépêches que je viens de citer ; on épilguait sur les noms divers que les géographes, indigènes sans doute, donnaient au fleuve Oubanghi ; on ne reconnaissait plus comment il était possible de le distinguer de ses voisins, on ne savait plus si c'était vers le nord ou vers le sud qu'il fallait le diriger. En somme, on essayait, par des thèses qui variaient fréquemment, d'éluder cette convention de 1887 qu'on regrettrait évidemment d'avoir signée. C'est dans ces circonstances que notre chancellerie fit entendre ses premières observations à Bruxelles. Ces observations ont donné lieu à des pourparlers, à des négociations qu'on a rappelées tout à l'heure et qui ont eu lieu, soit à Paris, soit à Bruxelles.

La Chambre n'attend pas de moi que je lui donne des détails précis sur ces négociations. Je lui ai d'ailleurs rappelé tout à l'heure quelques-unes des raisons pour lesquelles elles n'ont pas abouti. Mais il importe que je dise, parce que c'est la vérité exacte, que ces pourparlers ont été suivis toujours de notre part dans un sentiment de modération, dans un désir de conciliation extrême,



avec un désir particulier d'entente, en raison des excellentes relations que nous avons toujours eues avec la puissance auprès de laquelle nous négocions. (Très bien ! très bien !)

Ces mêmes sentiments ont été si bien, en tout temps, ceux de la France, que, récemment, lorsqu'après une dernière tentative les pourparlers engagés à Bruxelles n'ont pu aboutir, mon honorable prédécesseur M. Casimir-Perier, ayant constaté que décidément l'accord ne pouvait se faire, se conforma strictement, très strictement, à l'acte général de Berlin et accepta de faire trancher la question territoriale en suspens par l'intervention d'un arbitre. Cette proposition avait été acceptée de part et d'autre, lorsque tout à coup éclata la nouvelle publique, officielle, de la convention de mai dernier (Mouvement).

Je dois ajouter, puisque je viens de parler de cette question d'arbitrage, qu'alors même que le principe en était adopté de part et d'autre, des difficultés nouvelles ont surgi sur les conditions mêmes dans lesquelles le débat allait s'ouvrir devant l'arbitre. Avec une ténacité persistante, on essayait de trancher d'avance la question qu'on allait soumettre à l'arbitrage par la façon même dont on essayait de rédiger le compromis qui engageait la procédure. C'est précisément là que nous nous sommes arrêtés...

On arguait notamment d'une situation de fait — car c'est là tout l'argument de l'Etat indépendant : « Vous n'avez pas exercé vos droits sur ces territoires, je vous ai remplacé, je les occupe ». Et l'on prétendait nous faire reconnaître cette situation de fait sur laquelle nous n'avons que de vagues renseignements, que nous n'avons pas contrôlée ; on voudrait, dis-je, nous faire accepter cette situation comme existante et comme entraînant une série de conséquences pratiques qui aurait pour résultat naturel d'affaiblir singulièrement les droits que nous invoquons.

C'est ici, encore une fois, que nous nous sommes arrêtés ; sur la question de l'arbitrage, le gouvernement réserve son opinion. Cependant, il pense qu'il est nécessaire de prendre, sans plus tarder, des mesures conservatoires (Très bien ! très bien !) ; il considère également comme nécessaire de se renseigner exactement sur ce qui se passe dans les territoires contestés ; il veut déchirer les voiles et savoir à quoi s'en tenir sur ces prétendues occupations qu'on nous oppose comme un fait accompli.

En un mot, nous voulons qu'une enquête éclairée nous renseigne sur ce qui se passe là-bas, et en même temps consolider notre propre situation de fait. (Très bien ! très bien !)

Mon collègue, le ministre des colonies, a déjà donné les ordres nécessaires pour que l'officier supérieur qui commande dans le haut Oubanghi rejoigne son poste sans délai (Applaudissements).

Les premiers détachements de sa mission sont arrivés sur les lieux (Très bien ! très bien !)

Ils seront renforcés sans retard si la Chambre nous accorde, comme nous n'en doutons pas, les crédits nécessaires. Le chef de la mission a reçu du Gouvernement les instructions et les ressources destinées à assurer la défense et le maintien de nos droits. Il quittera la France par un prochain paquebot.

La Chambre me permettra de ne pas lui en dire davantage (Applaudissements).

Je n'ai plus qu'un mot à ajouter. Si la Chambre veut bien approuver les indications que je viens de lui donner, elle peut être assurée que le Gouvernement saura défendre avec sang-froid, mais aussi avec énergie les intérêts et les droits dont le pays lui a confié la garde. (Très bien ! très bien !) Quant à votre diplomatie, messieurs, elle n'ignore pas que, parmi les lourdes tâches qui lui incombent, elle a le devoir d'assurer dans ces régions lointaines des réserves d'avenir aux destinées de la France : elle n'y manquera pas (Applaudissements prolongés. — L'orateur, de retour au banc du Gouvernement, reçoit de nombreuses félicitations).

### La mort de M. Carnot, Président de la République.

Le Président de la République est allé le 23 juin à Lyon honorer de sa présence l'Exposition qui a lieu dans cette ville. Il a été accompagné dans son voyage par M. Dupuy, président du Conseil. En arrivant à Lyon, il a été reçu par M. Gailleton, maire de la ville, et par M. Bouffier, président du Conseil général. Beaucoup de sénateurs et de députés du département du Rhône et des départements voisins s'étaient rendus au-devant de M. Carnot. Le maire, au nom de la population lyonnaise, lui a présenté ses respectueux souhaits de bienvenue.

Le cortège s'est rendu à l'Hôtel de Ville pour la réception du Président de la République par le Conseil municipal. La ville était en fête, une foule respectueuse et sympathique se pressait sur le passage de M. Carnot. Elle lui a fait de chaleureuses ovations. A l'entrée de l'Hôtel de Ville, le corps municipal a reçu le Président et l'a conduit dans la grande salle des fêtes, au premier étage. Il a été l'objet, toute la soirée, de longues ovations.

Le lendemain, dimanche, il a reçu toutes les autorités de la ville, adressant à chacun une parole aimable.

M. Basso, consul général d'Italie, doyen du corps consulaire, a présenté ainsi ses collègues :

« Monsieur le Président de la République,

« Le corps consulaire, dont j'ai l'honneur d'interpréter les sentiments, est heureux de vous souhaiter pour la seconde fois la bienvenue à Lyon. Il partage la joie enthousiaste de la population reconnaissante de l'honneur que vous lui faites, Monsieur le Président, de visiter son Exposition et d'en rehausser l'éclat par votre présence.

« Nous vous en remercions aussi au nom des exposants originaires des pays que nous représentons ; ils ont répondu en grand nombre à l'appel qui leur a été adressé.

« Le corps consulaire, en vous présentant ses hommages, vous offre les vœux qu'il forme pour votre prospérité et pour celle de la France, dont vous êtes le premier magistrat, entouré de l'admiration et de la sympathie générales. »

M. Carnot a répondu :

« Je remercie le corps consulaire des sentiments dont vous venez de vous faire l'interprète. Je suis profondément touché des souhaits qu'il forme pour la prospérité de la France et de vos paroles de sympathie à l'adresse du Président de la République. Je suis persuadé que, dans la belle ville de Lyon, les représentants des puissances étrangères trouvent tous les égards et toutes les facilités nécessaires à l'accomplissement de la haute mission dont ils sont chargés. »

Le soir, à sept heures, le Président et M. Charles Dupuy ont assisté au banquet offert par le Conseil général du Rhône et par le Conseil municipal de Lyon dans la grande salle du palais de la Bourse.

Au toast du maire de Lyon, M. Gailleton, M. Carnot a répondu ainsi :

« Monsieur le Maire,

« J'ai contracté en 1888, vis-à-vis de votre belle cité, une dette de reconnaissance que j'avais à cœur d'acquitter avant de toucher au terme de la mission qui m'a été confiée, il y aura bientôt sept ans, par les représentants du pays.

« La République traversait alors une période critique de son histoire.

« Tous ses adversaires déclarés ou masqués se donnaient la main pour ébranler nos libres institutions. Le suffrage universel se laissait surprendre. A la veille des glorieux centenaires de la Révolution française, à la veille de l'Exposition universelle, le doute, l'inquiétude se glissaient dans les âmes.

« La vaillante population lyonnaise n'a pas un instant faibli, et quand le

gardien de la Constitution est venu lui apporter le témoignage de son dévouement et de sa foi dans les destinées de la République, il a trouvé chez elle un accueil dont, pour lui, le souvenir restera ineffaçable.

« Le spectacle de cette démocratie laborieuse, déjouant tous les pièges, affirmant sa confiance dans les institutions du pays et demandant le progrès à leur développement régulier, a mis en pleine lumière l'impuissance des ennemis de la République et a apporté le plus précieux encouragement aux efforts de ses défenseurs.

« Que la cité lyonnaise et le département du Rhône reçoivent ici notre cordial et patriotique remerciement. En octobre 1888, nous donnions au commerce et à l'industrie de cette ruche admirable rendez-vous à Paris pour la joute courtoise qui devait s'engager, à six mois de là, entre les travailleurs du monde entier.

« Fidèles au rendez-vous, ils ont porté dans les galeries du Champ de Mars, avec leur noble devise « Honneur et Conscience », des merveilles qui ont largement contribué au rayonnant éclat de l'Exposition française.

« Si le pays vous a dû alors une bonne part de sa gloire industrielle, il est une autre manifestation lyonnaise qui, dans des circonstances plus récentes, a fait battre les cœurs dans la France entière à l'unisson des vôtres. L'écho n'en est pas encore éteint et, en parcourant les avenues de votre cité, j'ai retrouvé aujourd'hui l'union des couleurs de deux grands peuples dont la cordiale étreinte est une garantie pour la paix du monde.

« Vos fêtes de l'année dernière ont continué celles de Paris et sont venues resserrer entre les deux cités ces liens de sympathie dont, tout à l'heure, Monsieur le Maire, vous marquiez si justement les bienfaisants effets. Le concours libéral de la capitale ne pouvait manquer à sa sœur lyonnaise, à son émule en activité féconde et en patriotisme.

« Dans l'entreprise grandiose qu'aujourd'hui votre courage et votre dévouement ont su mener à bien, vous êtes suivis par l'intérêt attentif du pays entier, et c'est avec une vive émotion et une joie profonde que j'ai passé, il y a quelques heures, cette superbe revue de nos forces industrielles et commerciales. Au nom du Gouvernement de la République, j'applaudis à votre succès et j'apporte à la ville de Lyon les remerciements de la France.

« Le concours de tous les efforts, l'accord, la collaboration de tous les enfants de la cité vous ont assuré ce succès et vous ont permis d'élever ce monument splendide à la gloire du travail et du génie français. C'est un noble et salubre exemple qui ne sera pas perdu. Dans notre chère France, il n'est plus de partis : un seul cœur bat dans toutes les poitrines quand l'honneur, quand la sécurité, quand les droits de la Patrie sont en cause. L'union de tous ses enfants ne saurait davantage lui faire défaut pour assurer la marche incessante vers le progrès et la justice dont il lui appartient de donner l'exemple au monde.

« Je bois à la prospérité de la vaillante ville de Lyon et du département du Rhône ! »

Ce discours a été suivi de plusieurs salves d'applaudissements et de cris unanimes et enthousiastes de : Vive la République ! Vive Carnot !

A l'issue de ce banquet, M. Carnot et sa suite se rendaient à la représentation de gala organisée au Grand-Théâtre avec le concours de la Comédie-Française, quand un individu d'une vingtaine d'années, assez bien vêtu, s'approcha du landau présidentiel, tenant à la main une pétition enroulée dans laquelle il dissimulait un poignard. Il en porta un coup au président qui s'affaissa et fut reconduit à la Préfecture pendant que l'assassin, que la foule voulait lyncher, était remis aux mains de la police.

Le président Carnot mourut au milieu de souffrances atroces à minuit 35. Voici les documents officiels qui constatent ce deuil national :



Paris, le 24 juin 1894.

« Le président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, vient d'adresser la dépêche suivante à MM. les Ministres, à MM. les Présidents du Sénat et de la Chambre des députés, au gouverneur militaire de Paris, aux préfets, sous-préfets et au gouverneur général de l'Algérie :

Lyon, 24 juin, 10 h. 35 soir.

« Le Président de la République a été frappé d'un coup de poignard dans le trajet de la Chambre de commerce au Grand-Théâtre. L'assassin a été arrêté aussitôt. Il tenait un placet d'une main et un poignard de l'autre.

« Le Président a été transporté immédiatement à la Préfecture, où il est entouré des sommités médicales de Lyon.

« Dans cette douloureuse épreuve, le Gouvernement associe la France à ses vœux pour le Président de la République.

« Le Président du Conseil, Ministre  
« de l'Intérieur et des Cultes,

« CH. DUPUY. »

« Une seconde dépêche apporte la douloureuse nouvelle de la mort du Président de la République, à minuit trente-cinq minutes. »

L'*Officiel* publiait, en même temps que cette dépêche, l'avis suivant :

« Le président du Sénat, en sa qualité de président de l'Assemblée nationale, a décidé que les deux Chambres seront convoquées en Congrès à Versailles, le mercredi 27 juin, à une heure de l'après-midi, pour procéder à l'élection du Président de la République. »

Les funérailles nationales du regretté Président de la République ont été célébrées le 1<sup>er</sup> juillet. La cérémonie religieuse a eu lieu à Notre-Dame. L'inhumation a eu lieu au Panthéon.

### Les Condoléances.

M. Crispi, président du Conseil italien, a envoyé à M<sup>me</sup> Carnot un télégramme personnel de condoléances.

Voici, d'autre part, le texte de la dépêche que M. Crispi vient d'adresser au commandeur Basso, consul général d'Italie à Lyon :

Rome, 23 juin, 9 h. 15.

*Commandeur Basso, consul général d'Italie, Lyon.*

J'ai envoyé à Son Excellence Rissman le télégramme suivant :

« Vivement ému à la nouvelle de l'affreux méfait qui a enlevé à la France son premier magistrat et à l'Italie un ami, je vous prie d'exprimer à Son Excellence M. Dupuy les sentiments de profonde douleur et d'horreur dont le Gouvernement du roi est pénétré et auquel s'unit toute la nation italienne. Ajoutez la chaleureuse expression de mes condoléances personnelles, car j'étais lié à cet homme insigne non seulement par l'admiration, mais par une amitié sincère. Les assassins n'ont pas de patrie et ceux-là sont les premiers à la renier que nous voyons consommer ou tenter, dans toute l'Europe, de ces crimes horribles.

« La France, comme l'Italie, ne veut voir dans l'assassin qu'un ennemi de l'humanité.

« CRISPI. »

Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie a adressé à l'ambassadeur d'Italie, à Paris, la dépêche suivante :

« Rome, le 25 juin 1894.

« Nous apprenons, avec une douleur indicible, l'assassinat du chef d'une nation amie qui, dans toute l'Italie, soulèvera une profonde horreur contre l'assassin indigne du nom d'Italien. Au moment où je porte à la connaissance de Sa Majesté l'exécration du crime, vous devez immédiatement vous rendre l'interprète, près du Gouvernement de la République, de ces sentiments qui sont ceux du roi et de tout notre pays.

« Signé : BLANC. »

M. de Münster, ambassadeur d'Allemagne, aussitôt la nouvelle connue de la mort du Président de la République, a adressé à M<sup>me</sup> Carnot le télégramme suivant :

« *Madame Carnot, à Lyon.*

« J'apprends avec la plus profonde tristesse la cruelle douleur qui vient de vous frapper et j'ai à cœur, Madame, de vous envoyer le témoignage de ma plus vive sympathie et du fidèle souvenir que je garderai toujours à la mémoire du noble défunt.

« Ma fille s'associe de plein cœur à mes sentiments.

« Comte DE MUNSTER. »

L'ambassadeur d'Allemagne s'est rendu aussi lundi auprès du Ministre des Affaires étrangères pour lui exprimer les condoléances de l'empereur d'Allemagne. Voici le texte du télégramme adressé par S. M. l'Empereur au comte de Münster :

(Télégramme de Kiel.)

« Le 25 juin, 10 h. 56 m.

« *Comte de Münster, Paris.*

« Veuillez exprimer au Gouvernement français combien je suis indigné de l'exécration attentat dont a été victime le Président de la République que j'estimais si hautement, et veuillez dire que je prends de tout cœur la part la plus vive à la douleur de la nation française.

« Signé : GUILLAUME I. R. »

La dépêche suivante a été adressée à M<sup>me</sup> Carnot :

Kiel.

« *Madame Carnot, Paris.*

« L'impératrice et moi sommes profondément frappés de l'horrible nouvelle qui nous arrive de Lyon. Soyez persuadée, Madame, que toute notre sympathie et tous nos sentiments sont en ce moment avec vous et avec votre famille.

« Que Dieu vous donne les forces pour supporter ce coup terrible.

« Digne de son grand nom, M. Carnot est mort comme un soldat sur le champ de bataille.

« GUILLAUME I. R. »

M. de Mohrenheim, ambassadeur de Russie, a adressé à M<sup>me</sup> Carnot une dépêche de condoléance. De son côté, le comte Hoyos, ambassadeur d'Autriche, qui entretenait, comme on sait, avec le Président de la République, des relations d'amitié, a adressé à M<sup>me</sup> Carnot, en son nom personnel et en celui de la comtesse Hoyos, le télégramme suivant :

« Consternés, nous vous envoyons l'expression de notre plus vive sympathie. Dieu seul peut vous donner la force de supporter la plus terrible des épreuves,

« Comte et comtesse Hoyos. »

Le roi d'Italie a envoyé le télégramme suivant :

« *Président du Conseil, Paris.*

« L'acte exécrable qui a enlevé à la France le chef de l'Etat dont la personne était entourée du respect et des sympathies universels m'a frappé dans les plus profonds sentiments de mon cœur.

« Le jour sacré jusqu'ici aux deux nations par une gloire commune les réunit aujourd'hui dans un deuil commun.

« HUMBERT. »

Le Président du Conseil des Ministres de Grèce, M. Tricoupis, a adressé à M<sup>me</sup> Carnot la dépêche suivante :

« Je viens au nom du Gouvernement hellénique vous offrir l'hommage de nos condoléances pour le coup qui vous a frappée. La Grèce entière, Madame, s'associe à votre deuil, à celui de la France et de tous les peuples amis de la France ; nous nous faisons, auprès de vous, les interprètes des sentiments inspirés à tout Hellène par la perte de l'homme qui a su jeter un nouveau lustre sur le nom glorieux qu'il portait et par l'horreur du crime qui a privé la France de son président dont la vie a été l'honneur de son pays.

« TRICOUPIS. »

Voici le télégramme du Chargé d'Affaires du Luxembourg :

« *Ministre des Affaires étrangères. — Paris.*

« S. A. R. le grand-duc de Luxembourg et son Gouvernement, profondément émotionnés du grand malheur qui vient de frapper la République, m'ont chargé de transmettre au Gouvernement français leurs plus vives condoléances ainsi que les vœux qu'ils ne cessent de former pour le bonheur et la prospérité de la France.

« VANNERUS,

« Chargé d'Affaires. »

Le Ministre des Affaires étrangères de Hollande a envoyé la dépêche suivante à M. Dupuy, président du Conseil des Ministres, Paris :

« Au nom du Gouvernement de S. M. la Reine des Pays-Bas, j'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence l'expression de la vive et douloureuse sympathie que lui cause l'horrible attentat dont le Président de la République a été victime et de l'indignation que lui inspire ce funeste événement.

« *Le Ministre des Affaires étrangères,*

« ROELL. »

Voici celle du Ministre de l'Equateur à M. le Ministre des Affaires étrangères :

« Je m'empresse de témoigner à Votre Excellence en réponse de son télégramme d'aujourd'hui, l'inexprimable douleur pour la cruelle perte que la France vient d'éprouver dans la personne de son illustre président, si digne de l'estime universelle pour ses hautes vertus ; je suis certain d'être l'interprète des sentiments de mon Gouvernement et de mon pays en m'associant de tout cœur en leur nom au deuil de cette République sœur et amie dont nous avons constamment reçu tant de témoignages de bienveillance.

« *Le Ministre de l'Equateur,*

« ANTONIO FLORÉS. »

Le Docteur Gil Fortoul, Chargé d'Affaires du Vénézuëla, a écrit au Ministre des Affaires étrangères :



« Au nom de mon Gouvernement, je m'empresse de présenter à Votre Excellence les plus sincères condoléances.

« *Le Chargé d'Affaires du Venezuela,*  
« GIL FORTOUL. »

Voici enfin les lettres et télégrammes que le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, a reçus à l'occasion de la mort du Président de la République ; nous les publions dans leur ordre d'arrivée :

« Cettinje, 26 juin.

« Mon pays et moi nous nous associons aux sentiments de douleur et d'indignation que provoque partout le crime odieux commis sur la personne du Président de la République. Comme ancien ami de la France, je tiens à en exprimer à Votre Excellence mes condoléances et mes profonds regrets.

« PRINCE DE MONTÉNÉGR0. »

#### AMBASSADE D'AUTRICHE-HONGRIE

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le président du Conseil,

« C'est au nom du Gouvernement impérial et royal, et spécialement chargé par lui, que j'ai l'honneur de vous exprimer l'horreur que lui inspire le crime affreux auquel a succombé M. le Président de la République française, ainsi que la profonde douleur qu'il éprouve de voir disparaître l'homme qui, dans l'exercice de ses hautes fonctions, a su par ses éminentes qualités, la droiture de son caractère et les soins constants qu'il a voués à l'œuvre de la paix, acquérir le respect et les sympathies de toutes les nations.

« En m'acquittant de la triste tâche qui m'est dévolue, je vous prie, Monsieur le président du Conseil, d'agréer les assurances de ma plus haute considération.

« *L'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie,*  
« HOYOS. »

#### LÉGATION DE BAVIÈRE

« Paris, le 26 juin 1894.

« Monsieur le président du Conseil,

« Je viens d'être chargé par le prince régent de Bavière, mon auguste maître, d'exprimer au Gouvernement de la République la vive sympathie de Son Altesse Royale à l'occasion de l'exécrable crime dont M. le Président de la République a été victime.

« Le président du Conseil, M. le baron de Crailsheim, me charge également de témoigner à Votre Excellence les sentiments douloureux que ressentent, avec lui, tous les Membres du Gouvernement royal.

« En m'acquittant de cette mission, je tiens à dire personnellement à Votre Excellence combien je m'associe au deuil qui vient de frapper la France.

« Veuillez agréer, Monsieur le président du Conseil, les assurances de ma plus haute considération.

« TUCHER. »

#### AMBASSADE D'ANGLETERRE

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le président du Conseil,

« Par ordre de la reine, mon auguste souveraine, j'ai le triste devoir d'ex-

primer à Votre Excellence les sentiments d'horreur avec lesquels Sa Majesté a appris la nouvelle effroyable de l'assassinat du Président de la République.

« Sa Majesté me commande de témoigner à sa veuve, si cruellement éprouvée, à la nation française et au Gouvernement de la République, l'expression de sa sincère et profonde sympathie dans le grand malheur qui vient de les frapper.

« Veuillez agréer, Monsieur le président, les assurances de ma plus haute considération.

« DUFFERIN AND AVA. »

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le président du Conseil,

« Je viens à l'instant même de recevoir un télégramme de lord Rosebery me priant d'exprimer à Votre Excellence la profonde horreur avec laquelle Sa Seigneurie a appris la nouvelle de l'assassinat qui a si douloureusement éprouvé la France et qui l'a privée d'un premier magistrat dont la loyauté et le patriotisme étaient si élevés.

« Quant à mes propres sentiments, il m'est difficile d'exprimer la douleur profonde que m'a causée le terrible désastre qui a enlevé à la France un chef d'Etat pour lequel je n'ai cessé d'avoir des sentiments du plus grand respect et de la plus cordiale sympathie.

« Agréer, Monsieur le président du Conseil, les assurances de ma haute considération.

« DUFFERIN AND AVA. »

#### AMBASSADE D'ITALIE

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le président,

« J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence un télégramme que je viens de recevoir de M. le président du Conseil des Ministres d'Italie.

« Il vous confirmera les sentiments dont j'ai prié le directeur de votre Cabinet d'être près de vous l'interprète et dont je renouvelle ici avec une profonde émotion le témoignage.

« Je vous prie, Monsieur le président, de vouloir bien agréer l'assurance de ma très haute considération et de mes sentiments les plus dévoués.

« C. RESSMAN. »

A Berlin, M. Herbetle a reçu du grand-duché de Bade le télégramme suivant :

« Carlsruhe, le 25 juin 1894.

« Profondément ému par l'épouvantable nouvelle du crime affreux commis contre le Président de la République, je m'empresse d'en offrir à Votre Excellence la condoléance bien sincère du Gouvernement grand-ducal et l'expression de la part sympathique et douloureuse que j'y prends personnellement.

« VON BRAUER. »

« Lisbonne, 25 juin 1894.

« *Président du Conseil des Ministres, Paris.*

« Je viens au nom du Gouvernement portugais vous témoigner les sentiments de notre profond regret pour l'odieux attentat dont a été victime Son Excellence le Président de la République, malheur qui frappe la France entière.

« HINTZE RIBEIRO. »

## AMBASSADE D'ESPAGNE A PARIS

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« Je m'empresse de communiquer à Votre Excellence le télégramme ci-après, par lequel M. le Ministre d'Etat me fait connaître les décisions prises par les Cortès, au moment où elles ont appris officiellement le décès du très regretté Président de la République française :

« Lorsque lecture eut été donnée, par M. le président du Conseil à la Chambre des députés, et par moi au Sénat, de la communication par laquelle M. l'ambassadeur de France faisait connaître officiellement l'assassinat de M. le Président Carnot, les deux Assemblées ont décidé de lever leur séance en signe de deuil.

« Au Sénat, après mes paroles et quelques phrases fort émues de M. le duc de Mandas et de M<sup>r</sup> l'évêque de Salamanque, il a été décidé, à l'unanimité, que le Gouvernement manifesterait au Gouvernement français l'expression de sa douleur, à la nation française la sympathie avec laquelle il partage son émotion en ces tristes circonstances, et à la veuve et aux enfants de M. Carnot ses condoléances et ses plus vifs regrets.

« A la Chambre des députés, après les paroles très touchantes et applaudies du président du Conseil et celles qu'ont prononcées M. le président de la Chambre, MM. Canovas, Pi y Margall et Mella, au nom de toutes les fractions de l'Assemblée, il a été décidé, à l'unanimité, que le Gouvernement espagnol enverrait au Gouvernement et au peuple français l'expression de la sympathie du peuple espagnol, qui, se considérant comme son frère, participe comme lui-même à ses joies et à ses douleurs.

« Veuillez transmettre le plus tôt possible ces manifestations au Gouvernement et aux présidents des Chambres françaises, ainsi qu'à M<sup>me</sup> Carnot. »

« Je prie donc Votre Excellence de communiquer au Gouvernement de la République ces déclarations du Gouvernement espagnol qui répondent au sentiment unanime de mon pays.

« Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« F. DE LEON Y CASTILLO. »

« Paris, 26 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« Je viens de recevoir un télégramme de S. M. la reine régente qui me charge de présenter en son nom, à M<sup>me</sup> Carnot, ses très vifs regrets et ses plus sincères condoléances pour le terrible malheur qui la frappe.

« Je prie Votre Excellence de vouloir bien être mon interprète en cette circonstance et d'agréer les assurances de la très haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« F. DE LEON Y CASTILLO. »

## AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« J'ai l'honneur de vous accuser réception de la dépêche par laquelle vous m'informez de l'assassinat du premier magistrat de la République.

« Sans attendre les instructions de mon Gouvernement, je tiens à vous donner l'assurance que le malheur qui frappe, dans la personne de M. Carnot, la vieille et fidèle alliée des États-Unis, éveillera dans tous les cœurs américains une douloureuse émotion.



« Je vous prie, Monsieur le Ministre, d'être auprès de M<sup>me</sup> Carnot l'interprète de mes sentiments de respectueuse condoléance et de croire que dans cette nouvelle et pénible épreuve que traversent la France et les institutions démocratiques qu'elle représente si dignement dans le vieux monde, les sympathies de mes compatriotes comme celles de mon Gouvernement ne cesseront de l'accompagner.

« Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« J. B. EUSTIS. »

#### AMBASSADE DES ÉTATS-UNIS

« Paris, 26 juin 1894.

« Dès la réception de la triste communication que Votre Excellence m'a faite hier, j'ai eu hâte de lui adresser l'expression de mes sentiments à l'occasion de l'attentat dont le Président de la République a été victime.

« Conformément aux instructions directes que j'ai reçues de l'honorable M. Gresham, secrétaire d'Etat, je viens exprimer aujourd'hui à Votre Excellence la profonde douleur avec laquelle le président et le peuple américain ont appris la nouvelle du crime abominable qui a privé une République sœur de son premier magistrat sage, dévoué et animé de sentiments patriotiques.

« Je suis, en outre, chargé de communiquer par votre entremise, au Gouvernement français et à M<sup>me</sup> Carnot, la résolution suivante, adoptée par le Sénat et la Chambre des représentants, qui expriment leurs condoléances à la nation française pour la perte qu'elle a éprouvée et l'horreur qu'ils ressentent de cet assassinat.

« Résolu en premier lieu, le Sénat des Etats-Unis, en union avec le peuple américain, exprime au peuple français la tristesse et la sympathie qu'il éprouve pour le deuil national qu'a causé le poignard perfide d'un assassin qui, voulant atteindre la paix de la France, a frappé au cœur le Président Carnot.

« Désireux de donner une marque de respect à la mémoire du sage, vertueux et patriote Président de la République, le Sénat décide, après cet acte, de s'ajourner jusqu'au lendemain dix heures ;

« Le Président des Etats-Unis est prié de communiquer cette expression de douleur nationale au Gouvernement de la République française et à M<sup>me</sup> Carnot. — *Signé* : WILLIAM N. COX, secrétaire.

« Résolu : que la Chambre des représentants a appris avec une profonde douleur la nouvelle de l'assassinat du Président Carnot et adresse au peuple français l'expression de sa sincère sympathie à l'occasion de ce deuil national.

« Le Président des Etats-Unis est prié de communiquer l'expression de cette sympathie au Gouvernement de la République française et à M<sup>me</sup> Carnot. Désireux de donner une marque de respect à la mémoire du Président de la République française, la Chambre des représentants décide de s'ajourner. »

« Le secrétaire d'Etat me fait également savoir qu'immédiatement après le vote de ces résolutions, le Sénat et la Chambre des représentants se sont ajournés pour donner une marque de respect à la mémoire du Président Carnot.

« J. B. EUSTIS. »

## AMBASSADE D'ANGLETERRE

« Paris, le 26 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« Je suis chargé par LL. AA. RR. le prince et la princesse de Galles de faire parvenir au Gouvernement de la République l'expression de leur profonde douleur et vive sympathie dans le malheur qui vient de frapper le peuple français.

« En priant Votre Excellence de vouloir bien être auprès de vos collègues l'interprète des sentiments de condoléance qu'éprouvent Leurs Altesses Royales, je profite de cette occasion pour vous offrir, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

« DUFFERIN AND AYA. »

## AMBASSADE D'ITALIE

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« J'ai l'honneur de communiquer ci-joint, à Votre Excellence, un télégramme du Ministre des Affaires étrangères d'Italie qui m'est parvenu quelques instants après avoir été reçu par vous, et vous prouvera que les sentiments que je vous ai exprimés sont ceux de toute l'Italie.

« Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, la nouvelle assurance de ma très haute considération et de mes sentiments les plus dévoués.

« C. RESSMAN. »

## AMBASSADE DE RUSSIE

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« Je me fais un devoir empressé de faire parvenir à Votre Excellence le télégramme ci-joint que je viens de recevoir de M. de Giers, et la prie d'agréer l'hommage de mes sentiments les plus douloureusement émus et de ma plus haute considération.

« B. DE MOHRENNHEIM. »

*Ambassadeur russe, Paris.*

« Pétersbourg, 25 juin, 8 h. soir.

« Veuillez être auprès du Gouvernement français, ainsi qu'auprès de M<sup>me</sup> Carnot, l'interprète de nos sincères condoléances et de la vive sympathie avec laquelle nous nous associons au deuil qui vient de frapper la France. L'Empereur étant en route pour Borki, je viens de transmettre par télégraphe la triste nouvelle à Sa Majesté.

« GIER. »

## NONCIATURE APOSTOLIQUE

« Rome, 25 juin 1894.

*Son Excellence M. Hanotaux, Ministre des Affaires étrangères.*

« Le Saint-Père, profondément ému de l'attentat dont a été victime le Président de la République, exprime à la nation et au Gouvernement français sa vive indignation.

« Cardinal RAMPOLLA. »

« Monsieur le Ministre,

« J'apprends, avec la plus vive émotion, la triste nouvelle, que Votre Excellence me notifie, concernant l'abominable attentat dont l'illustre Prési-

dent de la République, M. Carnot, vient d'être si malheureusement victime à Lyon.

« J'ai hâte d'exprimer à Votre Excellence mes plus profondes et sympathiques condoléances, ainsi que les vœux très ardents que j'adresse à la divine Providence pour qu'elle daigne protéger la noble nation française dans une épreuve si douloureuse pour elle-même et si pénible pour tout le monde civilisé.

« Je prie Votre Excellence d'agréer les assurances respectueuses de la très haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être,

« Monsieur le Ministre, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« † DOMINIQUE, ARCH. DE THESSALONIQUE,  
*Nonce apostolique.*

« Paris, le 25 juin 1894. »

#### AMBASSADE IMPÉRIALE OTTOMANE

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« J'ai reçu le douloureux télégramme que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser cette nuit.

« S. M. I. le Sultan, mon auguste maître, et son Gouvernement apprendront avec la plus vive émotion la fin tragique de l'homme éminent qui présidait aux destinées de la France.

« Quant à moi, profondément affligé de cette perte cruelle, je viens vous exprimer, Monsieur le Ministre, au nom de mon Gouvernement et au mien, nos plus sincères condoléances.

« Agréez les assurances de la très haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ministre, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« ESSAD. »

« Paris, le 26 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que par un télégramme en date d'hier, S. M. I. le Sultan, mon auguste maître, a daigné me charger d'exprimer au Gouvernement de la République ses sincères condoléances et ses regrets à l'occasion de la mort de M. le Président de la République.

« De son côté, Son Excellence Saïd-Pacha, Ministre des Affaires étrangères, me charge d'être auprès de votre Gouvernement l'interprète des plus vives condoléances de la Sublime-Porte.

« En m'acquittant de cette double mission, je viens vous renouveler, Monsieur le Ministre, les sentiments de profond regret que j'ai éprouvés moi-même, et je vous prie d'agréer les assurances de la très haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ministre, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« ESSAD. »

#### LÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« J'ai eu la douleur de recevoir la communication par laquelle Votre Excellence me fait connaître l'exécrable attentat dont vient d'être victime M. le Président Carnot.

« En exprimant à Votre Excellence la part que je prends à ce désolant événement, je m'empresse, d'ordre de mon Gouvernement, de vous transmettre l'expression de sa profonde douleur et des sympathies ardentes avec lesquelles



les le peuple argentin s'associe au deuil de la France pour cette noble victime.

« Je prie Votre Excellence de vouloir bien agréer les assurances de ma plus haute considération.

« GABRIEL MARTINEZ-CAMPOS. »

#### LÉGATION DE BELGIQUE EN FRANCE

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« Dès la réception de la nouvelle de l'abominable attentat de Lyon, M. le Ministre des Affaires étrangères m'a chargé d'exprimer à Votre Excellence les sentiments de profonde horreur et d'extrême sympathie éprouvés par le Roi et par son Gouvernement.

« C'est sous l'impression de la plus vive affliction personnelle que je m'acquitte de ce douloureux devoir.

« Agréez, Monsieur le Ministre, l'assurance de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« Baron BEYENS. »

#### LÉGATION DE BOLIVIE

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« Je reçois à l'instant la triste nouvelle de la mort tragique de M. le Président de la République, que Votre Excellence s'est empressée de porter à ma connaissance.

« Je prends, Monsieur le Ministre, une grande part à la profonde douleur des Membres du Gouvernement et du peuple français.

« Ce triste événement causera la plus vive émotion en Bolivie, où les Membres du Gouvernement avaient su apprécier, comme elles le méritaient, les vertus civiques et privées du premier magistrat de la République française.

« Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les nouvelles assurances de la très haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« MAN DE ARGANDONA. »

#### LÉGATION DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« J'ai l'honneur d'accuser réception de la communication par laquelle Votre Excellence m'annonce, en date d'aujourd'hui, la douloureuse nouvelle de la mort de M. le Président de la République, victime d'un attentat, hier, dans la ville de Lyon.

« Je tiens à vous dire que cette nouvelle, qui a couvert de deuil toute la France et qui a causé une si profonde impression en toute l'Europe, ne manquera pas de produire la plus profonde consternation au Gouvernement brésilien et au pays tout entier qui avaient la plus grande sympathie pour le regretté Président et la plus juste admiration pour ses hautes qualités. J'ai l'honneur d'être en ce moment auprès de vous l'interprète de ces sentiments, en vous envoyant en leur nom les plus sincères et respectueuses condoléances.

« Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de la plus haute considération, avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« GABRIEL DE PIZA. »

## LÉGATION DU CHILI

« Paris, le 26 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« Aussitôt reçue la dépêche de Votre Excellence, en date d'hier, par laquelle Votre Excellence a eu l'obligeance de porter à notre connaissance la funeste nouvelle de la mort de S. Em. M. le Président de la République, nous nous sommes empressés d'en informer par télégraphe notre Gouvernement.

« Nous avons l'honneur de transmettre à Votre Excellence la réponse que M. le Ministre des Affaires étrangères du Chili vient de nous envoyer par télégramme reçu aujourd'hui :

« Veuillez faire parvenir au Gouvernement et à la nation française les vœux de condoléance et de profonde sympathie que dans ces douloureuses circonstances lui envoient le peuple et le Gouvernement du Chili.

« SANCHEZ FANTECILLA. »

« Permettez-nous, Monsieur le Ministre, d'ajouter à cette communication de notre Gouvernement l'expression de notre plus sincère condoléance. La perte irréparable que la France vient d'éprouver a causé au Chili une profonde émotion, car à la position si élevée qu'occupait S. E. M. Carnot venaient s'ajouter les hautes qualités personnelles qui le rendaient spécialement sympathique et respectable aux Gouvernements et peuple chiliens.

« Nous prions Votre Excellence de vouloir bien transmettre au Gouvernement de Votre Excellence les vœux de notre respectueuse condoléance, et d'agréer les assurances de la haute considération, avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, Monsieur le Ministre, le très humble et très obéissant serviteur.

« AUGUSTO MATTE. »

## LÉGATION DE DANEMARK

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que je reçois à l'instant un télégramme par lequel le Roi, mon Auguste Souverain, me charge d'exprimer au Gouvernement de la République la profonde et sympathique douleur avec laquelle Sa Majesté et son Gouvernement ont reçu la funeste nouvelle de l'assassinat du Président de la République.

« Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« MOLTKE HVITFELDT. »

## LÉGATION DE COLOMBIE

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« J'ai appris avec une profonde émotion, par la dépêche de Votre Excellence en date d'aujourd'hui, que M. le Président de la République vient de mourir à Lyon des suites d'un odieux attentat commis contre lui.

« Je prie Votre Excellence, dans cette douloureuse circonstance, d'agréer avec mes plus profonds regrets l'assurance de ma haute considération.

« GONZALÈS MALLARINO. »

## LEGATION DE GRÈCE

M. Criésis, chargé d'affaires de Grèce, a communiqué à M. Hanotaux,

Ministre des Affaires étrangères, d'ordre de son Gouvernement, le télégramme ci-joint :

*Le Ministre des Affaires étrangères à la Légation royale de Grèce à Paris.*

« Athènes, 13/25 juin 1894.

« Veuillez exprimer sans retard au Gouvernement de la République française tous les sentiments de douleur et de profonde sympathie qu'ont éprouvés le Gouvernement royal ainsi que la nation hellénique à l'annonce de la triste nouvelle de l'assassinat du Président de la République, M. Carnot.

« STEPHANOU. »

### CONSULAT GÉNÉRAL DU GUATÉMALA

« Paris, 25 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« C'est avec la plus grande émotion et avec la plus profonde peine que je viens d'être informé, par votre dépêche écrite ce matin à une heure cinquante-cinq minutes, que M. le Président de la République venait de mourir, à Lyon, des suites d'un attentat commis contre lui.

« Par télégraphe, j'ai transmis immédiatement à mon Gouvernement la triste et inattendue nouvelle, et, sans trouver des mots assez énergiques pour flétrir en son nom l'odieux et inqualifiable attentat qui a mis fin à la vie de l'illustre chef d'Etat dont la France entière déplore, à si juste titre, la perte irréparable, je vous prie, Monsieur le Ministre, de croire aux sentiments de vive sympathie avec lesquels mon Gouvernement s'associe à tout le monde civilisé pour partager le deuil du Gouvernement français et de toute la nation dans cette heure de douloureuse épreuve.

« Ayant eu l'honneur de pouvoir apprécier par moi-même les hautes qualités du regretté M. Carnot ainsi que sa bienveillance pour tous les représentants étrangers, vous me permettrez de joindre ici l'expression de mes sentiments personnels et de ma très sincère condoléance.

« Espérant que vous daignerez être l'interprète de ces sentiments auprès de M. le Président du Conseil et de MM. vos collègues, j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ministre, avec la plus haute considération, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« FERNANDO CRUZ. »

### LÉGATION D'HAÏTI A PARIS

« Paris, le 26 juin 1894.

« L'affreux malheur dont la France vient d'être frappée en la personne de son illustre chef, a profondément ému mon Gouvernement.

« Chargé d'exprimer au Gouvernement de la République, ainsi qu'à M<sup>me</sup> Carnot, les sentiments de vive et sincère condoléance de M. le président d'Haïti, j'accomplis ce triste devoir en assurant en même temps Votre Excellence que je prends personnellement une large part au deuil de la France.

« Veuillez agréer les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ministre, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« A. Box. »

### LÉGATION DES ÉTATS-UNIS MEXICAINS EN FRANCE

« Paris, 25 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« Je tiens à honneur de vous accuser réception de votre lettre en date de ce jour par laquelle vous me faites savoir que M. le Président de la Républi-



que a succombé, à Lyon, aux suites de l'attentat dont il a été l'innocente victime. J'ai aussitôt fait connaître à mon Gouvernement cette fatale nouvelle.

« Vous pouvez être assuré, Monsieur le Ministre, que le peuple et le Gouvernement du Mexique, saisis, à la nouvelle de la mort inattendue de M. Carnot, d'une sincère douleur et d'une indicible indignation, s'associeront fraternellement au deuil de la nation française.

« Interprète des sentiments de mon pays, je tiens à vous exprimer mes sentiments personnels et à vous dire qu'en ce qui me concerne, ayant été à même d'apprécier les mérites élevés et les hautes vertus de M. Carnot, la nouvelle que vous m'avez communiquée m'a causé une impression profonde et douloureuse.

« GUSTAVO BAZ. »

« Paris, le 25 juin 1894.

*Ministre Affaires étrangères, Paris.*

« J'ai reçu avec profonde douleur la dépêche de Votre Excellence m'annonçant le terrible malheur qui frappe la famille du Président et le pays tout entier. Je m'empresse de joindre d'avance à mes plus vifs regrets ceux de mon Gouvernement, auquel j'ai transmis la nouvelle de cette catastrophe nationale.

« ROISSARD DE BELLET,  
« Chargé d'affaires de la République  
de Saint-Marin. »

#### LÉGATION DE MONACO EN FRANCE

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« Je suis chargé de faire parvenir à Votre Excellence la dépêche suivante, que je viens de recevoir de mon Gouvernement :

« Veuillez exprimer à Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères la part que le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime et la principauté tout entière prennent au deuil cruel de la République française et à celui de la famille de son regretté Président. »

« C'est avec la plus douloureuse tristesse que je m'empresse de m'acquitter de cette mission.

« Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« J. DEPELLEY. »

#### LÉGATION DES PAYS-BAS

« Paris, le 26 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« Le Gouvernement de S. M. la reine des Pays-Bas m'a chargé de transmettre au Gouvernement de la République française l'expression de ses sentiments de vive indignation et de douloureuse sympathie à l'occasion du monstrueux assassinat dont le chef de l'Etat a été la victime.

« A l'ouverture de la conférence de droit international privé, lundidernier, M. le Ministre des Affaires étrangères a fait l'éloge du digne et regretté Président de la République, et a proposé à la Conférence, qu'il a adopté à l'unanimité, de lever la séance en signe de deuil.

« En m'acquittant des ordres de mon Gouvernement, je tiens à ajouter ici l'expression de mes condoléances personnelles les plus chaleureuses.

« J'ai l'honneur de réitérer à Votre Excellence les assurances de la très

haute considération avec lesquelles je suis, Monsieur le Ministre, votre très humble et très obéissant serviteur.

« STUERS. »

#### LÉGATION DU PÉROU EN FRANCE

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« Je m'acquitte d'un très pénible devoir en accusant à Votre Excellence réception de la dépêche par laquelle elle a bien voulu me donner communication officielle du crime odieux dont a été victime, à Lyon, Son Excellence le Chef de l'Etat.

« C'est avec la plus profonde douleur que j'ai appris cette funeste nouvelle. Elle produira dans mon pays, comme dans toutes les nations civilisées, une impression d'horreur et de regret, et mon Gouvernement, qui avait en si haute estime le noble caractère et les éminentes vertus républicaines de M. Carnot, partagera sincèrement le deuil de la France.

« Je présente à Votre Excellence l'expression la plus émue de ma condoléance officielle et personnelle pour ce malheureux événement, et, en la priant de vouloir bien la transmettre au Gouvernement de la République, j'ai l'honneur de lui renouveler les assurances de la haute considération avec laquelle je suis, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« JOSÉ CANEVARO. »

#### LÉGATION DE ROUMANIE EN FRANCE

« Paris, 25 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« C'est avec la plus profonde douleur que j'ai reçu le télégramme par lequel Votre Excellence m'annonce le crime odieux dont M. le Président de la République a été victime à Lyon.

« Je n'ai pas manqué de porter immédiatement à la connaissance de mon Gouvernement la nouvelle de cet affreux malheur, et je prie Votre Excellence de recevoir l'expression de mes sentiments bien sincères de condoléances et des regrets que m'inspire la fin cruelle de l'homme illustre que la France avait mis à sa tête et dont j'avais pu éprouver personnellement la bienveillance et l'affabilité.

« Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de la très haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« LAHOVARY. »

« Paris, le 26 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« Je viens au nom du Gouvernement de S. M. le roi de Roumanie exprimer à Votre Excellence les profonds regrets qu'il ressent à l'occasion de la perte cruelle que la République vient de faire. La Roumanie tout entière s'associe au deuil de la France et à l'indignation soulevée dans le monde civilisé par le crime odieux qui a frappé dans son triomphe le citoyen intègre et sage qu'un grand peuple avait mis à sa tête, et plongé dans le désespoir une famille vénérée.

« Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de la très haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur,

« LAHOVARY. »

## LÉGATION DE SIAM EN FRANCE

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« En accusant réception de la dépêche par laquelle Votre Excellence m'a fait connaître officiellement l'attristante nouvelle du meurtre dont M. le Président Carnot a été victime, il me tient à cœur de lui dire combien je prends part au deuil immense dans lequel l'odieux méfait d'un assassin a plongé la nation française tout entière et, avec elle, tout le monde civilisé.

« Mon auguste souverain, ainsi que son Gouvernement, s'associeront de tout cœur, et je les y associe d'ores et déjà, aux sentiments que je viens d'exprimer à Votre Excellence et dont je la prie de vouloir bien faire part au Gouvernement de la République.

« Veuillez agréer, Excellence, l'assurance renouvelée de ma très haute considération.

« VADHANA. »

Télégramme de S. M. le roi de Siam au prince Svasti.

« Exprimez à la nation française, et particulièrement à M<sup>me</sup> Carnot, mes sentiments de vive condoléance pour le triste deuil qui s'est abattu sur eux à la suite de la mort du Président de la République.

« Vous êtes chargé de me représenter spécialement aux obsèques du défunt Président.

« Paris, le 26 juin 1894. »

« Paris, le 26 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que je viens de recevoir une dépêche télégraphique de mon auguste souverain par laquelle Sa Majesté me charge d'exprimer ses plus vives condoléances à la nation française, et spécialement à M<sup>me</sup> Carnot, pour le triste malheur qui s'est abattu sur eux par la mort du Président de la République.

« Je me permets, à cette occasion, de notifier à Votre Excellence que mon Gouvernement a bien voulu me désigner pour le représenter spécialement aux obsèques du défunt Président.

« Veuillez agréer, Excellence, l'assurance renouvelée de ma très haute considération.

« SVASTI. »

## LÉGATION DE SUÈDE ET DE NORVÈGE A PARIS

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« Le roi, qui n'a reçu qu'à son retour au château de Sophiero, en Scanie, le télégramme que j'avais adressé à sa Majesté, cette nuit, annonçant la terrible nouvelle de l'odieux assassinat dont le Président de la République a été victime, me charge, par télégramme qui me parvient à l'instant même, de me rendre, à cette occasion, l'interprète auprès du Gouvernement de la République de ses sentiments de profonde et douloureuse sympathie.

« M'acquittant de cet ordre, je vous prie, Monsieur le Ministre, de me permettre de joindre aussi mes sentiments de douleur à ceux que je viens d'exprimer de la part de mon auguste souverain.

« Veuillez agréer l'assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, Monsieur le Ministre, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« DUE. »



## LÉGATION SUISSE

« Paris, le 23 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« Le Conseil fédéral suisse, profondément ému de l'horrible attentat qui enlève à la France son chef aimé et respecté, me charge d'offrir au Gouvernement de la République la sincère expression de ses douloureuses sympathies.

« Le peuple suisse tout entier partage ces sentiments et s'associe à ce deuil cruel.

« Je n'ai pas besoin de vous dire à quel point je suis moi-même douloureusement ému en m'acquittant de cette mission de mon Gouvernement, après tant d'années de relations avec l'homme de bien que la France perd dans de si tragiques circonstances.

« Agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

« LARDY. »

## LÉGATION DE L'URUGUAY

« Paris, le 23 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« Je viens de recevoir la dépêche que vous m'avez fait l'honneur d'adresser pour m'annoncer la triste nouvelle de l'assassinat de M. le Président de la République française.

« Je m'associe très sincèrement à la profonde douleur que la France éprouve, avec la perte du patriote honnête et du citoyen éclairé qui présidait si dignement à ses destinées.

« Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« A. HEROSA. »

« Paris, le 26 juin 1894.

« Monsieur le Ministre,

« J'ai eu l'honneur hier, aussitôt que j'ai pris connaissance de la dépêche de Votre Excellence qui m'annonçait la douloureuse nouvelle de la mort de M. le Président de la République, de vous transmettre l'expression de mes sentiments personnels.

« Le Gouvernement uruguayen, ayant appris par mon intermédiaire la cruelle perte que la France éprouve, m'a adressé la dépêche suivante :

« Montevideo, le 25 juin 1894.

« *Chargé d'affaires de l'Uruguay, Paris.*

« Présentez au gouvernement français l'expression de la douleur profonde avec laquelle le gouvernement et le peuple uruguayens s'associent au deuil de la France.

« Représentez le gouvernement aux cérémonies funèbres.

« Signé : *Ministre affaires étrangères.* »

« Je réitère à Votre Excellence l'assurance de ma plus haute considération.

« A. HEROSA. »

## AMBASSADE IMPÉRIALE ALLEMANDE EN FRANCE

Paris, le 25 juin 1894.

Monsieur le Ministre,

Le président du ministère d'Etat du royaume de Wurtemberg, baron de

Mitnacht, d'ordre de son Auguste Souverain, m'a prié d'exprimer au gouvernement français les plus sincères condoléances du roi, son maître, à l'occasion de la douloureuse nouvelle de la mort de M. le Président de la République.

« J'ai l'honneur de m'acquitter d'un cœur ému de cette haute mission, et je vous prie d'agréer, monsieur le ministre, l'assurance de la très haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être de Votre Excellence le très humble et très obéissant serviteur.

« MUNSTER ».

A Berlin, M. Herbet a reçu successivement la visite du général comte de Caprivi et celle du baron Marshall de Bieberstein, au nom des gouvernements allemand et prussien.

A Vienne, M. Lozé a reçu la visite du comte Paar, premier aide de camp général, au nom de Sa Majesté Impériale et Royale.

A Munich, M. de Coutouly a reçu la visite du ministre des affaires étrangères, M. le baron Crailsheim, au nom du prince Luitpold.

A Madrid, M. Roustan a reçu la visite du grand maître du palais, au nom de S. M. la Reine régente.

A Londres, M. Decrais a reçu successivement la visite du général Ponsonby au nom de S. M. la Reine Victoria, et celles de lord Rosebery et de lord Kimberley.

A Rome, M. Billot a reçu la visite du premier aide-de-camp et du grand-maitre des cérémonies, au nom du roi, et celles de M. Crispi et de tous les ministres.

A Luxembourg, M. Toulain a reçu la visite de M. Eyschen, au nom du grand-duc et du gouvernement luxembourgeois.

A Berne, M. Barrère a reçu la visite du président de la Confédération helvétique.

A Constantinople, M. Cambon a reçu la visite d'un des aides-de-camp de S. M. I. le Sultan.

Encamp, le 26 juin 1891.

« *Syndic général des vallées d'Andorre à S. Exc. M. Dupuy, président du conseil des ministres, Paris.*

« M. le Viguier vient de m'annoncer la mort de M. Carnot, Président de la République française et à la fois coprincedes nos vallées, lequel a succombé à Lyon, victime d'un horrible attentat, dans l'accomplissement de ses devoirs. Je vous prie, monsieur le président, d'être l'interprète, auprès du gouvernement de la République, du sentiment profond que cette nouvelle a produit dans nos cœurs, non seulement des autorités, mais de tous les Andorrans. »

## LÉGATION DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL

« Paris, le 27 juin 1891.

« Monsieur le ministre,

« Monsieur le ministre des relations extérieures vient de télégraphier de Rio de Janeiro l'ordre d'être l'interprète auprès de Votre Excellence, ainsi que de vos honorables collègues, du vif et profond regret qu'ont éprouvé le maréchal vice-président de la République et son gouvernement à la nouvelle du crime affreux dont est tombé victime, à Lyon, le regretté M. Carnot.

« Je me fais un devoir des plus pénibles de ne pas différer l'exécution de cette douloureuse démarche, sans avoir besoin d'ajouter que je prends personnellement la part la plus sincère aux sentiments que je suis chargé de vous exprimer au nom du chef du gouvernement de mon pays devant le malheur inattendu qui frappe votre noble patrie.

« Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'assurance de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très-humble et très obéissant serviteur.

« GABRIEL DE PIZA. »

## LÉGATION DE COSTA-RICA

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le ministre,

« C'est avec une profonde douleur que j'ai appris ce matin, par le télégramme de Votre Excellence, la nouvelle de la mort, à Lyon, de M. le Président de la République, par suite d'un attentat commis contre lui.

« La consternation générale ressentie à la suite de cette catastrophe, qui, en frappant la France dans la personne de son premier magistrat, frappe en même temps tout ce qui est le plus honoré et respecté dans le monde civilisé, est particulièrement partagée par mon gouvernement, qui s'associe avec la plus douloureuse sympathie au deuil de la République française.

« Je vous prie d'agréer, monsieur le ministre, avec les expressions de mes plus sincères et respectueuses condoléances, les assurances de ma plus haute considération.

« MANUEL M. DE PERALTA. »

## LÉGATION DE L'ÉQUATEUR

« Paris, le 25 juin 1894.

« M. le ministre des affaires étrangères, Paris.

« Je m'empresse de témoigner à Votre Excellence, en réponse à son télégramme d'aujourd'hui, mon inexprimable douleur pour la cruelle perte que la France vient d'éprouver dans la personne de son illustre Président, si digne de l'estime universelle pour ses hautes vertus. Je suis certain d'être l'interprète des sentiments de mon gouvernement et de mon pays en m'associant de tout cœur en leur nom au deuil de cette République sœur et amie, dont nous avons constamment reçu tant de témoignages de bienveillance.

« ANTONIO FLORÈS. »

## LÉGATION ET CONSULAT GÉNÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE DE LIBERIA EN BELGIQUE ET PRÈS LES ÉTATS INDÉPENDANTS DU CONGO

« Anvers, le 25 juin 1894.

« Monsieur le ministre,

« C'est avec une profonde émotion que je viens, au nom du gouvernement et du peuple de Liberia, exprimer au gouvernement de la France toute la part qu'ils prennent à la douleur nationale du pays par suite de l'horrible attentat qui vient d'être commis.

« Qu'il me soit permis, monsieur le ministre, d'ajouter en mon nom personnel l'expression de ma sincère et respectueuse sympathie.

« Veuillez agréer, monsieur le ministre, les assurances de ma plus haute considération.

« Baron de STEIN. »

« Port-au-Prince, le 27 juin 1894.

« Ministre des affaires étrangères, Paris.

« Le président d'Haïti envoie sympathiques condoléances au gouvernement français et s'associe au deuil de la France. »

## CONSULAT GÉNÉRAL DE L'ÉTAT LIBRE D'ORANGE EN FRANCE

« Paris, le 25 juin 1894.

« Monsieur le ministre,

« J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que je viens de recevoir une dépêche de M. le Président de l'Etat libre d'Orange, M. Reitz, m'informant combien il a été frappé de la douloureuse nouvelle de l'assassinat de M. Carnot, le bien-aimé Président de la République française.

« M. Reitz me demande de transmettre à Votre Excellence ses plus sincères



condoléances, en vous priant, monsieur le ministre, de vouloir bien avoir l'extrême obligeance de vous faire l'interprète de ces sentiments auprès de Mme Carnot et de sa famille si éprouvée.

« J'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très humble et très obéissant serviteur.

« CH. DE MOSENTHAL. »

### LÉGATION DE PORTUGAL EN FRANCE

« Paris, le 26 juin 1894. »

« Monsieur le ministre,

« Je suis chargé par S. Exc. M. le ministre des affaires étrangères de Sa Majesté Très Fidèle d'exprimer à Votre Excellence les sentiments de sincère douleur que S. M. le Roi, mon auguste souverain, et le gouvernement portugais ont éprouvés à la nouvelle de l'odieux attentat dont vient d'être victime M. le Président de la République.

« En accomplissant ce douloureux devoir, je prends la liberté de joindre à cette communication l'expression de mes plus vifs regrets personnels et de la part très sincère que je prends au terrible malheur qui frappe la France.

« Veuillez agréer, monsieur le ministre, l'assurance de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être, de Votre Excellence, le très-humble et très obéissant serviteur.

« Comte de SELIR. »

Les télégrammes ou lettres qui suivent ont été reçus par Mme Carnot :

Paris, 26 juin 1894.

« Madame,

« S. M. l'impératrice Frédéric, émue du grand malheur qui vous a si cruellement frappée, m'a chargé de vous exprimer ses plus sincères condoléances.

« Je forme des vœux, madame, pour que tous les témoignages de haute estime et de regrets puissent vous offrir quelques consolations dans votre grande douleur.

« Je vous prie, madame, de recevoir l'expression de mes sentiments les plus respectueux.

« MUNSTER. »

Paris, le 25 juin 1894.

« Madame,

« Vivement affecté par l'immense malheur qui vient de frapper, dans des circonstances aussi cruelles, vous et les vôtres, mon auguste souverain m'a chargé d'être auprès de vous, madame, l'interprète de sa plus sincère condoléance.

« En s'associant à la douloureuse et poignante émotion dans laquelle se trouve plongée la nation française tout entière, Sa Majesté voue de profonds regrets à la grande figure qui a présidé aux destinées de la France en même temps qu'à l'époux et au père modèle qui a été si subitement arraché à l'affection de sa famille.

« Veuillez agréer, madame, l'hommage de mon respectueux dévouement.

« HOYOS. »

Ostende, le 25 juin 1894.

« Madame Carnot, à Lyon.

« Profondément émus et indignés du crime horrible qui plonge la France dans le deuil, nous avons à cœur de vous exprimer combien est vive et sincère notre sympathie et la grande part que nous prenons à l'immense malheur qui vous frappe.

« LE ROI ET LA REINE DES BELGES. »

Londres, le 25 juin 1894.

« *Madame Carnot, à Lyon.*

« Le prince et la princesse de Galles expriment leurs vive douleur et sympathie à l'occasion de la terrible perte que Mme Carnot vient de faire. »

Athènes, le 26 juin 1894.

« *Madame Carnot, Paris.*

« Veuillez, madame, croire à ma profonde douleur. Que Dieu vous soutienne et vous donne le courage de supporter cette terrible épreuve !

« La reine se joint à moi pour vous exprimer, ainsi qu'à vos fils, la part sincère que nous prenons dans votre irréparable malheur et si douloureuse perte.

« GEORGE. »

Berne, 25 juin 1894.

« *Madame Carnot, préfecture Lyon.*

« L'odieux attentat dont votre époux, le Président aimé et respecté de la République française, a été la victime, a profondément ému le Conseil fédéral ainsi que le peuple suisse. En leur nom et dans ce jour de deuil pour vous, pour vos enfants et pour la République, je viens respectueusement présenter nos vives et douloureuses sympathies à l'épouse, à la mère, à la citoyenne.

« Au nom du Conseil fédéral Suisse :

« *Le président de la Confédération :*

« FREY. »

« *Madame Carnot, Paris.*

Rome, 25 juin 1894.

« Le coup qui a frappé votre époux a frappé en même temps mon cœur et le cœur de la reine d'une profonde douleur. L'Italie, blessée non moins que la France par un tel crime, s'associe tout entière à votre deuil. Jamais comme aujourd'hui je n'ai été aussi sûr d'interpréter ses véritables sentiments.

« HUMBERT. »

« *Madame Sadi Carnot, Paris.*

Rome, 25 juin 1894.

« L'exécrable attentat qui prive la France de son illustre chef et vous, madame, d'un époux affectionné, soulève en toute l'Italie un sentiment d'horreur et de profonde indignation.

« La Chambre des députés italienne vous prie de vouloir agréer le témoignage sincère de sa vive douleur et ses condoléances respectueuses. Elle prend part au deuil de votre famille, au deuil du peuple français comme à un deuil national et s'associe à ses vœux pour que Dieu vous donne la force de supporter un malheur qui nous unit dans une douleur commune.

« *Le président de la Chambre des députés d'Italie,*

« G. BIANCHERI. »

« *Madame Carnot, Paris.*

Rome, 25 juin 1894.

« La nouvelle du méfait exécrable qui a frappé d'un seul coup la France et votre cœur m'a profondément ému. Tout le monde admirait les hautes vertus humaines et civiques du citoyen illustre qui vient de disparaître, victime du crime le plus horrible, et je pleure en lui un ami de la paix et de l'Italie, un homme dont j'avais eu le bonheur d'apprécier l'âme d'élite. Il n'existe point pour vous, madame, de consolation ; toutefois, sachez que le cœur de tous les Italiens est avec vous dans ce moment terrible.

« CRISPI. »

Walferdange (Luxembourg), le 25 juin 1894.

« *A Madame Carnot, palais de l'Élysée, Paris.*

« La grande-duchesse et moi, profondément affligés par le malheur qui vous frappe, nous vous prions, madame, de recevoir l'expression de la part sincère et bien vive que nous y prenons.

« ADOLPHE. »

Gibraltar, 25 juin 1894.

« *Madame Carnot, Paris.*

« C'est avec une profonde indignation et une sympathie attristée que je vous exprime mes sentiments de condoléance.

« PRINCE DE MONACO. »

Cettinje, le 25 juin 1894.

« *Madame Carnot, Paris.*

« C'est avec une profonde émotion que la princesse et moi vous exprimons, madame, la douloureuse impression ressentie à la nouvelle du fatal événement qui vous frappe si cruellement.

« Veuillez croire, madame, à la part très sincère que nous prenons à votre deuil et au deuil de la France.

« PRINCE DE MONTÉNEGRO. »

Vulpera, le 25 juin 1894.

« *Madame Carnot, Paris.*

« J'apprends à ce moment la cruelle perte que vous venez de subir. Je tiens à vous assurer de toute la part que je prends au terrible malheur qui vous frappe et vous offre mes sincères condoléances.

« EMMA. »

Lisbonne, le 25 juin 1894.

« *Madame Carnot, Lyon. — France.*

« Je vous prie, madame, d'accepter mes plus vives et sincères condoléances pour l'affreux malheur qui vient de vous frapper si cruellement.

« ROI DE PORTUGAL. »

Lisbonne, le 25 juin 1894.

« *Madame Carnot, à Paris.*

« Vivement affligée de l'affreux malheur qui vient de vous frapper, je vous prie d'agréer mes condoléances et de croire à la grande part que je prends à votre douleur et à celle de vos enfants, d'autant plus qu'ayant connu M. Carnot personnellement, je le regrette doublement, ayant pu apprécier ses grandes qualités. Priant Dieu de vous soutenir dans cette cruelle épreuve, croyez à ma sincère sympathie.

« MARIA PIA. »

Castel-Pelesh, 25 juin 1894.

« *Madame Carnot, Paris.*

« C'est avec une profonde émotion que j'ai reçu la nouvelle de l'acte criminel qui a mis fin aux précieux jours du Président de la République, votre bien-aimé époux.

« Je vous prie, madame, de recevoir l'expression de la vive et sincère part que je prends à l'immense malheur qui vous a frappée et qui vient d'enlever à la France son chef d'Etat.

« Que Dieu vous soutienne dans ces moments de cruelle épreuve et vous donne la force de supporter avec résignation votre grande douleur.

« CHARLES. »



Pouyry, le 25 juin 1894.

« *Madame Carnot, Paris.*

« Profondément émus par la nouvelle de l'odieux attentat dont le Président de la République vient d'être victime, l'impératrice et moi vous exprimons nos regrets les plus profonds et vous assurons de toute notre sympathie, ainsi que de la vive part que nous prenons au malheur qui vous frappe et met en deuil toute la France.

« ALEXANDRE. »

Sofiero, 25 juin 1894.

« *Madame Carnot, Paris.*

« Profondément émue et saisie d'horreur, je vous exprime toute ma sympathie et mon espoir que la vie du Président puisse encore être sauvée.

« REINE DE SUÈDE ET NORWÈGE. »

Zanzibar, 26 juin 1894.

« *Madame Carnot, Paris.*

« En présence malheur qui vous frappe, vous adresse témoignage de mes sincères compliments de condoléance.

« SEYYID ALI BEN SAID. »

### Le Congrès de Versailles.

Le Sénat et la Chambre des députés se sont réunis le mercredi 27 juin, à une heure, à Versailles, en Assemblée nationale, à l'effet de procéder à l'élection du Président de la République, en remplacement de M. Carnot, décédé à Lyon, le 25 juin.

M. Casimir-Perier a été élu Président de la République par 451 voix sur 845 suffrages exprimés.

Après la proclamation du résultat de l'élection et la clôture de la séance du Congrès, le président et le bureau de l'Assemblée nationale, ainsi que le président du conseil et les ministres, se sont réunis dans le cabinet de M. Challemel-Lacour.

M. Casimir-Perier a été invité à s'y rendre. Le président du conseil des ministres, prenant des mains du président de l'Assemblée nationale le procès-verbal de la séance, en a donné lecture à M. Casimir-Perier. Il a ajouté :

« Le conseil des ministres vous remet, avec cet extrait, les droits et prérogatives du pouvoir exécutif dont la Constitution lui avait confié le dépôt; il vous prie d'agréer, avec ses vœux pour la prospérité de votre Présidence, l'assurance de son respectueux dévouement pour votre personne. »

M. Challemel-Lacour a prononcé ensuite cette allocution :

« Monsieur le Président de la République,

« Le vote qui vient de vous élever à la Présidence de la République honore le Congrès et me rend plus fier de l'avoir présidé.

« C'est un événement important. La France républicaine, tous ceux qui portent un cœur patriote le ratifieront avec un empressement unanime.

« La France a le droit d'y voir la promesse d'un long avenir de sécurité, de prospérité et d'honneur.

« Permettez-moi de vous en adresser mes félicitations les plus intimes en y joignant l'expression de ma satisfaction de citoyen. Cette satisfaction est profonde. Elle est grande; car elle égale en moi, et je ne saurais rien dire de plus, la joie de l'ami. »

M. Casimir-Perier a répondu en ces termes :

« Je ne puis maîtriser l'émotion que j'éprouve.

« L'Assemblée nationale me décerne le plus grand honneur qu'un citoyen puisse recevoir ; elle m'impose les plus lourdes responsabilités morales qu'un homme puisse porter. Je donnerai à mon pays tout ce qu'il y a en moi d'énergie et de patriotisme ; je donnerai à la République toute l'ardeur de convictions qui n'ont jamais varié ; je donnerai à la démocratie tout mon dévouement et tout mon cœur.

« Comme celui qui n'est plus et que nous pleurons respectueusement, je chercherai à faire mon devoir, tout mon devoir. »

## PAYS-BAS

### Chronique Parlementaire.

L'élaboration des projets des trois nouvelles lois électorales, signalée brièvement dans nos deux Chroniques précédentes, fut continuée pendant le mois de février, avec la discussion sur les articles du projet principal, statuant sur l'attribution de la qualité d'électeur. Puisque, par suite de ce travail, tous les autres sujets importants sont temporairement relégués à l'arrière-plan, nous avons donc immédiatement à mentionner que, par le retrait très inattendu de ces projets, fait au nom du Gouvernement par M. Tak van Poortvliet, ministre de l'Intérieur, les Pays-Bas se voient soudainement soumis à une crise politique comme ils n'en ont pas subi depuis 1848.

Nous sommes en ce moment au beau milieu de cette crise et de tous les troubles qui en surgissent.

Le pays entier est agité par une bataille électorale, livrée avec une violence inusitée. Pour l'étranger, souvent très incomplètement éclairé sur les affaires politiques des Pays Bas, il ne serait pas possible de se faire une idée tant soit peu juste de tout ceci, sans quelque explication préalable, ne fût-ce qu'en peu de mots, sur la situation de la politique intérieure et de son développement.

Presque jamais la ténacité et l'inertie du caractère national n'ont été si vivement mises au jour, que dans la stabilité du droit de suffrage, — il faut y ajouter du suffrage *très restreint* de ce pays.

La loi organique de 1850, basée sur la loi fondamentale, qui créa environ 150,000 électeurs pour les élections politiques, rattachait la qualité d'électeur au paiement, en contributions directes, d'un cens différent, de 20 à 160 florins, selon les localités, et resta en vigueur sans modification aucune jusqu'à l'année 1887. Les efforts pour l'extension du droit de suffrage, spécialement ceux de l'année 1874, étaient venus se briser contre la résistance presque absolue à cette idée : qu'on devait admettre de nouvelles couches sociales au droit de suffrage, à mesure qu'augmentait le développement politique du peuple.

Une indifférence incompréhensible dominait la représentation nationale sur ce point important.

En 1879, pourtant, un changement s'opéra, lorsque, pour la première fois, fut émis clairement le désir d'une révision de la Constitution, surtout en vue du droit de suffrage. Et même, malgré cela, il a fallu encore sept années avant qu'on ait pu obtenir de l'esprit conservateur et aristocratique, essentiellement hollandais — écho lointain de l'oligarchie de la grande République, — de détacher les liens qui avaient enchaîné si longtemps le droit de suffrage.

La révision de la Constitution de 1887 emprunte sa signification à son article 80, déterminant les limites dans lesquelles le législateur ordinaire pourra régler les conditions de l'électorat.

En voici la teneur :

« Art. 80. — Les membres de la seconde Chambre sont élus directement par les régnicoles mâles, néerlandais, qui possèdent les conditions d'aptitude et de

bien-être social à déterminer par la loi électorale, et qui ont atteint l'âge à fixer par cette loi, lequel ne pourra être inférieur à 23 ans.

Sont exclus de l'exercice du droit électorale ceux qui.... (exceptions ordinaires d'indignité), ceux qui, dans l'année précédant la formation des listes électorales, ont obtenu des secours d'une institution de bienfaisance ou d'une administration communale et, pour autant que la loi électorale exige, comme condition de capacité électorale, soit un tantième d'imposition dans l'une ou l'autre des contributions directes du royaume, soit la possession d'une ou de plusieurs bases de pareille imposition, ceux qui n'ont pas payé leur imposition, dans cette contribution ou ces contributions. »

Nous ne voulons pas dire longuement ici, comment et avec combien de peine ce triste produit législatif a vu le jour. Seulement il faut remarquer, ce qui peut faire l'excuse du législateur fondamental d'alors, que la révision dut être effectuée dans des circonstances très difficiles, au point de vue de la situation des partis au Parlement. Depuis nombre d'années pourtant, la situation politique aux Pays-Bas était dominée par les diverses idées morales et religieuses, se manifestant dans les dissentiments au sujet de l'éducation de l'enfant : l'école primaire.

Chaque cadre de parti trouvait en elle sa base et son soutien. Deux camps d'une force presque égale se faisaient la guerre au dedans et en dehors du Parlement. Et au milieu de ce combat il fallait tâcher d'obtenir, pour la révision de la Constitution, une majorité des deux tiers des suffrages.

Mais en même temps, en ce qui regarde le droit de suffrage, deux autres courants se faisaient également sentir, courants qui n'étaient pas parallèles aux sentiments d'ordre religieux et éthique. Car dans les deux armées du *Kultur-Kampf*, on distinguait, de part et d'autre, une gauche démocratique à côté d'une droite aristocratique. Et il était à prévoir qu'au moment où s'ouvrirait la discussion sur le droit de suffrage, ces deux groupes, par dessus le *Kultur-Kampf*, se tendraient la main.

L'article 80 devenait donc le résultat d'un compromis, où, d'un côté on ne voulait pas laisser au législateur ordinaire la liberté entière de régler le droit électorale, spécialement avec l'intention prononcée et souvent répétée qu'il n'en résulterait pas un suffrage universel, tandis que, d'autre part, une très grande extension du droit de suffrage allant jusqu'au suffrage universel, se détachant de tout cens financier, deviendrait possible. Au législateur ordinaire de chercher dans l'électeur les qualités d'aptitude et de bien-être social, nécessaires pour la délimitation voulue.

En même temps et comme mesure transitoire, on rattachait à la révision de la Constitution un règlement provisoire du droit de suffrage, par lequel la qualité d'électeur fut attribuée sur la base de l'habitation d'une maison d'une certaine valeur locative. Par ce moyen, le nombre des électeurs s'étendait de 150,000 à 300,000 environ.

Ce règlement provisoire, cependant, se trouvait très défectueux. Dans quelques communes, pas plus de 3 0/0, dans d'autres 15 à 16 0/0 de la population devinrent électeurs. En outre, la tendance vers une nouvelle extension se faisait sentir chaque jour davantage, aidée puissamment par le réveil et le progrès d'un courant socialiste, qui jusqu'à ces dernières années sommeillait au fond des cœurs.

Ainsi donc, lorsqu'en 1891, après une lutte ardente, lors de la démission périodique de la représentation nationale, le ministère de droite devait faire place à une majorité libérale et au cabinet van Tienhoven-Tak van Poortvliet, le discours du trône fit entendre avant tout :

« L'extension du droit de suffrage est la condition indispensable de toute réforme définitive. »

Le parti libéral progressiste avait pris à tâche de propager fortement cette idée.



Et quoique jaloux de leur indépendance traditionnelle à l'égard de leurs commettants, la plupart des députés nommés par des votes libéraux avaient formellement déclaré leur adhésion au programme de l'Union libérale, qui demandait une extension du droit de suffrage « *aussi loin que le permet une interprétation loyale de la loi fondamentale.* »

Bientôt les députés avaient l'occasion de mettre à l'épreuve cette idée « d'interprétation loyale » de la loi fondamentale pour les projets du ministre Tak van Poortvliet.

Au mois de septembre 1892, ces projets furent présentés. Ils attribuaient la qualité d'électeur à tout régnicole majeur néerlandais, qui pourvoit à son propre entretien et à celui de sa famille et qui sait lire et écrire.

Immédiatement une forte opposition s'éleva, principalement en raison de l'assertion, qu'une aussi grande extension, sur ces bases, était trop considérable, et ensuite, parce que d'autres estimaient que de cette façon le principe de la loi fondamentale, exigeant dans l'électeur un signe — c'est-à-dire une preuve extérieurement perceptible de bien-être social — était tout simplement ignoré. Car l'entretien de soi-même et de sa famille serait, selon le texte du projet, suffisamment et exclusivement prouvé, si l'électeur n'avait, depuis un an, reçu aucun secours d'une commune ou d'une société officielle de bienfaisance, — ce qui ne constituait pas un signe positif de bien-être social.

Afin d'aplanir cette difficulté constitutionnelle, sans restreindre la grande extension proposée, le Gouvernement, dans un projet modifié, ajouta à la condition de n'avoir pas reçu de secours, un nouvel article exigeant une certaine continuité d'habitation (trois derniers mois avant la formation de la liste électorale dans la même maison ou un seul déménagement pendant l'année précédente).

Pourtant cette nouvelle définition, encore, parut insuffisante à ceux qui croyaient y avoir plutôt un semblant de bien-être social qu'une preuve réelle. Cependant, le groupe des amis du Gouvernement qui, dans le cours de l'élaboration de la loi, commençait à se dessiner toujours plus distinctement, appuyait énergiquement le ministre Tak van Poortvliet, qui s'évertuait à démontrer qu'aucune violence n'était faite à la loi fondamentale et que seule une extension comme celle qu'il proposait, pourrait régler d'une façon définitive le droit de suffrage, sans courir le risque de se voir placé, dans un court délai, devant de nouvelles exigences du peuple derrière les électeurs.

Quoique cela ne fût pas ouvertement avoué, ce groupe ne nia point son désir de se rapprocher, autant que possible, du suffrage universel.

Une opposition *spéciale* se déclara contre le signe d'aptitude exigé, — la condition de savoir lire et écrire, — du côté des catholiques et des anti-révolutionnaires (dont plusieurs, toutefois, étaient partisans de la loi). Ces deux partis s'y opposaient, probablement dans l'intérêt de leurs partis, ayant en vue les électeurs ruraux aisés et d'un âge plus avancé, qui, généralement, les appuient de leur vote, mais qui n'ont pas l'habitude de la lecture et qui, pour la plupart, ont désappris l'art d'écrire.

Pourtant il serait injuste de ne pas reconnaître qu'un grand nombre des députés de tous les partis, avait la notion vive et sincère, — tout à fait différente des opinions antérieures, — qu'une grande extension du droit de suffrage est une exigence du temps, impossible à récuser.

Après une deuxième modification du projet par le Gouvernement, et après que, dans l'article 3, le principe d'entretien était posé comme caractère d'aptitude aussi bien que de bien-être social; — lorsqu'un examen des différents amendements dans les sections n'avait donné aucun résultat positif, les délibérations furent reprises et on commença la discussion du projet par articles. L'article 3 fut adopté avec une grande majorité et avec cela le principe d'entretien mentionné plus haut. L'article 4 contenait l'application du principe, et ici se fit sentir dans toute son étendue la différence d'opinion entre le ministre

et la Chambre sur la difficulté de déterminer qui pourroit, oui ou non, à son propre entretien.

Tandis que, d'un côté, on désirait empêcher, qu'avec toute la classe ouvrière il ne s'introduisit une grande partie du prolétariat, d'autres prétendaient que toute autre exclusion que celle des individus officiellement soutenus engendrerait des restrictions peu fondées et tout arbitraires.

Ainsi le débat tournait en querelle sur la démarcation, lutte où tous les partis gardaient, quoiqu'à peu de distance l'un de l'autre, une position inébranlable.

Un effort se fit pour un arrangement entre le Gouvernement et la majorité de la Chambre. A la dernière heure le député de Meyier déposa un amendement tendant à donner une certaine qualification à la demeure, en rapport avec la continuité d'habitation exigée. Tous les logis, contenant moins de deux chambres, ou n'ayant pas au moins une chambre et quelques pièces réservées pour des emplois domestiques, seraient exclus, selon le texte de cet amendement, de l'idée de demeure.

Le ministre, à la séance du 7 mars, ne rejetait pas absolument cet amendement et semblait réellement incliné à exécuter la loi dans ce sens si l'amendement était adopté. Mais lorsque le lendemain le vote eut lieu et que l'amendement était adopté avec une assez grande majorité, comme moyen de pacification, alors le ministre, au nom du Gouvernement, déclara soudain, que l'adoption changeait de telle façon la nature et la tendance du projet, qu'il le retirait en même temps que les deux autres.

Cette communication tout à fait inattendue était une surprise pour les députés autant que pour le pays entier. Proposé et adopté comme moyen de pacification, le ministre faisait de l'amendement de Meyier une machine de guerre.

Il paraissait bientôt qu'il n'avait pas tout de même l'intention d'en faire une machine de guerre contre le gouvernement, mais contre la Chambre même. — Car il arriva ce que peu d'entre eux avaient pensé, — ce qui semblait à beaucoup d'autres non justifié par nos statuts constitutionnels, ou par les usages parlementaires : la Chambre fut dissoute.

En attendant, il avait paru que le ministère n'était pas homogène, et que, spécialement, le ministre des affaires étrangères, le formateur du Cabinet, avait désiré une solution dans le sens de l'amendement de Meyier. Aussi, peu de jours après le retrait des projets de lois électorales, on apprit que M. van Tienhoven avait demandé sa démission, mais également, que tous les autres ministres avaient donné à la Reine le conseil de dissoudre la Chambre.

Ainsi donc, sans qu'aucun vote directement opposé au gouvernement n'eût été prononcé, rien qu'à la présomption qu'avec la discussion ultérieure, le Gouvernement ne subit une défaite, on usa de ce droit extraordinaire.

C'était la quatrième fois seulement qu'on employait ce moyen extrême, depuis que ce droit de la Couronne fut inséré dans la Constitution.

Mais jamais encore dissolution ne fut exécutée sur des bases aussi faibles, et jamais aussi il n'était si difficile d'approfondir le sens du décret de dissolution. D'ailleurs, ce qui avait eu lieu aux occasions précédentes ne se faisait pas cette fois-ci : les motifs qui avaient conduit à la dissolution ne furent pas communiqués, de sorte que les électeurs étaient obligés de poser eux-mêmes la question sur laquelle ils statueraient en donnant leur vote.

Était-ce pour décider si une extension du droit de suffrage, aussi grande que celle qu'on venait de proposer, serait désirable et utile ?

Était-ce sur la question de savoir si le projet n'était pas incompatible avec la Constitution ?

Ou bien, désirait-on, avec le ministre Tak van Poortvliet, maintenir le Gouvernement actuel, ou le faire remplacer par un autre ?

La bataille électorale aussi ne manqua pas d'offrir maints spectacles de confusions et de malentendus. A la fin, toutes les questions, pour la plupart des électeurs, se réduisaient à celle seule :

« Etes-vous disposé à soutenir sans réserve le ministre Tak van Poortvliet ou non ? »

La réponse à cette question ne fut pas favorable au ministre. Le résultat du scrutin donnait à ses adversaires une majorité de douze votes, une issue à laquelle peu s'attendaient et non certes le Gouvernement.

Après tout ce que nous avons expliqué plus haut, il est clair que le scrutin ferait aboutir à une rupture formelle les divergences existantes dans les partis.

Les catholiques, à l'exception de leur prêtre démagogue, le Dr Schaepman et de ses disciples erratiques, se rangeaient du côté des anciens libéraux-conservateurs, renforcés en outre par la droite aristocratique des anti-révolutionnaires. Cette coalition remporta la victoire qui força le ministère à donner sa démission.

Le 28 avril, les ministres mettaient collectivement leurs portefeuilles à la disposition de la Reine régente.

De quelque manière qu'on puisse juger les causes de cette crise parlementaire, il est certain qu'elle est à regretter. A un ministère actif, capable et énergique, on a tranché la vie après 3 ans d'un travail fructueux.

La réforme électorale, impérieuse et depuis longtemps promise au pays, n'a pas été effectuée. La réforme financière entamée et couronnée d'un premier succès demeure inachevée, tout le travail législatif est interrompu.

La lutte au sein des partis a semé la discorde et l'animosité, et il est à craindre que les tristes suites ne s'en fassent sentir encore pendant des années, au préjudice du travail hérisé de difficultés, qui attend le législateur néerlandais.

Le système constitutionnel avec la monarchie, comme haute protectrice de la liberté et des traditions nationales, a été secoué jusqu'en ses fondements, lorsqu'on recourait à un referendum pour juger des questions constitutionnelles.

Nous ne croyons pas en avoir dit trop, en prétendant que depuis 1848, les Pays-Bas n'ont pas eu à subir une crise politique d'une pareille importance.

La Haye, avril 1894.

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

### Revue des Deux-Mondes.

15 mai. — *La dernière campagne* (1675), par le duc d'Aumale. — *La succession de l'Egypte dans la province équatoriale*, par H. Dehérain. — *L'assistance par le travail : Comment faire la charité ?* par le comte d'Haussonville. — *Les théories nouvelles de la croyance*, par Lévy-Brühl. — *Les Revues russes*, par T. de Wysewa.

1<sup>er</sup> juin. — *Le règne de l'argent. Le capitalisme et la féodalité industrielle et financière*, par An. Leroy-Beaulieu. — *L'Italie dans la Triple-Alliance*, par Ch. Benoist (à propos de l'ouvrage récent d'un sénateur italien, Luigi Chiala, *Pagine di storia contemporanea, dal 1858 al 1892*, fasc. 3<sup>e</sup>, *la Triplice alleanza*). — *L'Exposition de Chicago et la science américaine*, par Jules Violle. — *A propos d'un débat religieux*, par E.-M. de Vogüé (il s'agit de la discussion qui a eu lieu le 17 mai à la Chambre des députés au sujet de la publication d'une lettre confidentielle adressée par le nonce aux évêques de France). — *Les voyages d'exploration d'un docteur allemand dans le Brésil central*, par G. Valbert (à propos de l'ouvrage publié récemment par le Dr von den Steinen).

15. — *Marie de Médicis, les Concini et l'évêque de Luçon*, 1<sup>re</sup> partie, par Gabriel Hanotaux. — *Le prix et le loyer des maisons en France : les temps modernes*, par le vicomte d'Avenel. — *Le comte de Saint-Simon*, à l'occasion de publications récentes, par Em. Faguet. — *La France et l'Allemagne dans*



*l'Afrique centrale. La délimitation du Cameroun et du Congo français*, par M. Rouire. — *Le cadenas et les droits de douane*, par Charles Roux, député. — *Les Revues italiennes*, par T. de Wysewa.

### Revue politique et littéraire.

5 mai. — *Les alliés de l'Allemagne*, par L. Ordéga (situation respective de l'Autriche et de l'Italie). — *La campagne de l'armée du Centre en 1792*, racontée par un ex-dragon de Condé-Cavalerie (extrait d'un journal manuscrit qui se trouve à la bibliothèque de Nancy).

12. — *Les mémoires du chancelier Pasquier*, par L. Béchard. — *La Présidence de la République et l'irresponsabilité*, par E. d'Eichthal.

19. — *Portraits contemporains. Edouard Grenier*, par Em. Faguet. — *Un Président du Comité de sûreté générale sous la Terreur : le conventionnel Vadier*, d'après des documents inédits, par Albert Tournier. — *Le procès d'une nation*, par Fréd. Amouretti (il s'agit des Roumains en Hongrie et l'auteur fait remarquer avec raison que ce serait une erreur de croire qu'il s'agit là d'une simple querelle locale).

26. — *L'enseignement littéraire à l'Ecole polytechnique*, par G. Pinet. — *Un mystique rationaliste : Fr.-H. Jacobé*, par Lévy-Brühl. — *Une affaire d'exorcisme en Angleterre sous le règne d'Elisabeth*, par T.-G. Law. — *Les mémoires du chancelier Pasquier*, par Léon Béchard. — *L'ancienne diplomatie française*, par Alfred Rambaud (à propos du livre de M. Bonneville de Marsangy sur le Chevalier de Vergennes et de celui de M. Fauchille sur la diplomatie française et la ligue des neutres).

2 juin. — *La France et l'Etat du Congo : Les difficultés diplomatiques ; les dernières négociations de Bruxelles*, par Rouire (étude fort importante).

9. — *Deux nouveaux académiciens : M. Paul Bourget*, par Em. Faguet et M. Albert Sorel, par Albert Rambaud. — *Silhouettes militaires du premier Empire : Un faux grognard*, par le comte d'Equilly (d'après les lettres adressées par un jeune officier à sa mère de 1803 à 1814). — *En Orient : les coups d'Etat serbe et bulgare*, par Amouretti. — *L'arbitrage international*, Conférence de M. Trarieux, sénateur.

16. — *Le sultan Mulay Hassan, souvenirs personnels*, par L. Ordega. — *Vagabondage et mendicité*, par F. Dreyfus. — *Sur les traces de Pierre Loti, à travers l'Arabie syrienne*, par J. Hoche.

### Revue générale du droit international public.

1894, 3. — *De la capacité en France des personnes morales étrangères et en particulier du Saint-Siège*, par L. Michoud, professeur à la Faculté de Grenoble. (Etude approfondie d'une question fort intéressante. La conclusion de l'auteur est que le Saint-Siège, envisagé comme la plus haute autorité de l'Eglise catholique, est, au point de vue international, une personne morale souveraine, ayant une existence souveraine vis-à-vis des Etats; pour aucun d'eux, il n'est un simple établissement ecclésiastique intérieur soumis de plein droit aux règles qui régissent les institutions d'ordre purement national.) — *L'Institut de droit international, session de Paris (mars 1894)*, par Arth. Desjardins (analyse des délibérations par un des membres qui y ont pris la part la plus importante). — *Les relations de la France avec le Siam et le différend franco-siamois de 1893*, par Marcel Paisant (historique très clair). — *Les difficultés financières de la Grèce et l'intervention des Etats étrangers*, par M. Kébedgy (exposé des faits et analyse de divers documents). — *Chronique des faits internationaux : Guerre civile au Brésil; différend italo-suisse au sujet du paiement des droits de douane; le Sémaphore du Cap Spartel, sa neutralisation; affaire des chemins de fer portugais; question douanière entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie.*

### Le droit d'auteur.

15 avril. — *La Bibliographie et son rôle dans le commerce de la librairie*, par Otto Mühlbrecht. — Jurisprudence allemande. (Décisions importantes au sujet de l'exécution publique non autorisée d'œuvres musicales parues, soit avant, soit après la mise en vigueur de la Convention de Berne; régime spécial de l'Alsace-Lorraine.)

15 mai. — *La reproduction des œuvres d'art au moyen de tableaux vivants*. (Question curieuse et toute nouvelle.) — *Mouvement en faveur de la protection des droits d'auteur en Russie*. Rapport de M. Halpérine-Kaminsky, chargé d'une mission spéciale par diverses Sociétés. — Programme du seizième Congrès de l'Association littéraire et artistique internationale qui doit se tenir à Anvers du 18 au 25 août prochain.

### La propriété industrielle.

1<sup>er</sup> avril. — Mesures prises dans les Indes néerlandaises pour l'application de la loi hollandaise du 30 septembre 1893 sur les marques de fabrique et de commerce. — L'avant-projet de loi autrichien sur les modèles d'utilité. — Statistique pour l'Allemagne des brevets et des modèles d'utilité pour 1893 (14,265 brevets demandés et 6,430 délivrés; de 1876 à 1893, la moyenne des brevets demandés annuellement a été de 9,526, celle des brevets délivrés de 4,445; il y a en moyenne 3,400 brevets déchus annuellement).

### Annales de droit commercial français, étranger et international.

Juin. — *Etude sur la lettre de change en droit international privé*, par J. Champcommunal. — Chronique anglaise de législation, de doctrine et de jurisprudence en matière de droit commercial et industriel, par Israël Davis. — *De la responsabilité des Compagnies de transports à raison des bagages non enregistrés conservés à la main par les voyageurs*, par L. Denisse. (Etude d'une question très pratique s'étant présentée plusieurs fois devant les Tribunaux à propos de la Compagnie internationale des wagons-lits.) — Analyse d'un projet de loi autrichien sur les chèques.

### Le Mémorial diplomatique.

2 juin. — *M. Hanotaux et la politique extérieure de la France*, par Alfred Berl. — *Les marchés financiers en 1893*, par Charles Gomel (à propos de l'ouvrage publié par M. A. Raffalovich sous le titre *le marché financier en 1893-94*). — *La statue du cardinal Lavigerie*, par Hugues Le Roux.

9. — *Le traité anglo-congolais*, par Alfred Berl. — *Nil et Congo*, par Maurice Ordinaire. — *M. Hanotaux*, par H. Chantavoine.

16. — *Le droit international africain : Maroc et Congo*, par Alfred Berl. — *Les événements du Maroc ; Mouley-Hassan*. — *La monnaie et la dépréciation de l'argent en Indo-Chine*, par Max Botton. — *Les présentations à la Cour de Saint-James*, par Marie-Anne de Bovet.

23. — *En Afrique*, par Alf. Berl. — *M. A. Burdeau*, par H. Chantavoine.

30. — *Solidarité internationale*, par Alf. Berl (à propos des manifestations provoquées par l'assassinat du président Carnot).

### Bulletin de statistique et de législation comparée.

Juin. — *France* : le commerce extérieur pendant le mois de mai; la production et la consommation des tabacs en Algérie; le commerce extérieur de l'Indo-Chine française (il a été de 135 millions en 1891; le commerce avec la

Métropole n'est que de 24 0/0 du commerce avec l'étranger). — *Les droits d'importation sur les vins et sur les blés en divers pays.* — *Angleterre* : le mouvement des prix depuis 1820. — *Belgique* : loi du 31 mai 1894 sur le retrait des monnaies de billon étrangères. — *Allemagne* : le commerce extérieur en 1893, 4,134,070,000 mks aux importations, 3,244,562,000 aux exportations; en 1892, les chiffres avaient été respectivement de 4,227 millions de marks et de 3,150 millions; la Banque de l'Empire; la Bourse de Berlin. — *Autriche-Hongrie* : le budget autrichien pour 1894. — *Italie* : les importations et les exportations des métaux précieux; les finances des grandes villes. — *Grèce* : le produit des impôts. — *Russie* : le commerce extérieur en 1893 (augmentation de 24 0/0 sur le chiffre de 1892); le monnayage en 1892 et 1893. — *Suède* : le commerce extérieur (il n'a cessé de progresser depuis 30 ans). — *Etat indépendant du Congo* : le projet de budget pour 1894; le commerce extérieur en 1893. — *Inde anglaise* : le budget indien; le commerce extérieur; le nouveau arif douanier.

---



# TABLE DES MATIÈRES

## PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

1892

Juin. . . . .	23	<i>Autriche-Hongrie — Corée.</i> Traité de commerce et de navigation . . . . .	238
Juillet. . . . .	12	<i>Espagne — Pays-Bas.</i> Déclaration réglant les relations commerciales . . . . .	286
Août. . . . .	9/21	<i>Allemagne — Serbie.</i> Traité de commerce . . . . .	241

1893

Avril. . . . .	15	<i>Allemagne, etc.</i> Convention pour des mesures protectrices communes contre le choléra. . . . .	36
—	24	<i>Mexique — Salvador.</i> Traité de commerce et de navigation . . . . .	275
Juillet . . . . .	10	<i>Grande-Bretagne — Serbie.</i> Convention de commerce. . . . .	284
—	13	<i>Grande-Bretagne.</i> Adhésion à la Convention sanitaire de Dresde . . . . .	44
Septembre . . . . .	12	<i>Conférence de droit international privé de la Haye.</i> Procès-verbal n° 1. . . . .	69
—	13	Procès-verbal n° 2. . . . .	77
—	19	Procès-verbal n° 3. . . . .	80
—	21	Procès-verbal n° 4. . . . .	81
—	22	Procès-verbal n° 5. . . . .	82
—	23	Procès-verbal n° 6. . . . .	94
—	26	Procès-verbal n° 7. . . . .	110
—	27	Procès-verbal n° 8. . . . .	123
—	—	Protocole final . . . . .	127
Octobre. . . . .	10	<i>Conférence monétaire (Union latine)</i> première séance . . . . .	303

1894

Février . . . . .	1	<i>Allemagne, etc.</i> Procès-verbal du dépôt des ratifications de la Convention de Dresde. . . . .	43
—	10	<i>Allemagne — Russie.</i> Traité de commerce et de navigation . . . . .	3
Mars. . . . .	30	<i>Institut de droit international.</i> Règles sur les rapports internationaux en matière de faillite . . . . .	235
—	31	Résolutions relatives à la mer territoriale. . . . .	233
Avril. . . . .	19	<i>France.</i> Décret sur le mariage des agents diplomatiques ou consulaires . . . . .	133
—	24	<i>Suisse.</i> Circulaire du Conseil fédéral concernant les passeports pour la Russie. . . . .	229
Mai . . . . .	12	<i>Congo — Grande-Bretagne.</i> Arrangement relatif à leurs sphères d'influence. . . . .	176

---

*Le Gérant : FÉCHOZ.*

---

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FRÉMONT.













THE UNIVERSITY OF ILLINOIS AT CHICAGO



3 8198 314 370 618



